



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-04

Nouvelles lois

p. 05-13

Séances publiques n<sup>os</sup> 26 à 28

p. 13-79

Questions au Gouvernement

p. 79-99

2022-2023

# N° 08

CHAMBRE  
DÉPUTÉS



## Sommaire

Actualité parlementaire .....	p. 03-04
Nouvelles lois .....	p. 05-13
Séances .....	p. 13-79
26 <sup>e</sup> séance du mercredi 21 décembre 2022	p. 13-38
27 <sup>e</sup> séance du jeudi 22 décembre 2022	p. 38-61
28 <sup>e</sup> séance du jeudi 22 décembre 2022	p. 61-79
Questions au Gouvernement .....	p. 79-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**  
Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

**Impression :**  
Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**  
08/06/2023

**Concept et layout :**  
brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg

PRINTED IN  
LUXEMBOURG





Visite officielle du Président de Cabo Verde

## « Des liens étroits, forts et sincères » unissent le Luxembourg et le Cabo Verde



*Le Président, les trois Vice-Présidents de la Chambre, ainsi que le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, ont pu rencontrer le Président de la République de Cabo Verde, M. José Maria Neves.*

« Le Luxembourg et le Cabo Verde sont de fervents défenseurs du multilatéralisme et d'un ordre mondial fondé sur la primauté du droit. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, s'est adressé au Président de la

République de Cabo Verde, M. José Maria Neves, lors d'une audience au Palais grand-ducal qui a eu lieu le 23 mai 2023 dans le cadre de la visite officielle du couple présidentiel caboverdien au Grand-Duché de Luxembourg.

Le Président de Cabo Verde a pu rencontrer les représentants des institutions luxembourgeoises, notamment M. Fernand Etgen, qui était accompagné des Vice-Présidents de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Djuna Bernard et M. Marc Spautz, et du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten. Ils se sont entretenus au sujet du conflit en Ukraine et des défis qui se posent au niveau international. Les valeurs partagées par le Luxembourg et le Cabo Verde, telles que la démocratie, l'État de droit, les droits humains et la liberté, « sont piétinées par la Russie en Ukraine et par les régimes autocratiques », a regretté M. Etgen.

Le Président de la Chambre a également souligné les liens profonds qui existent entre le Cabo Verde et le Luxembourg. « Au cours des dernières décennies, nous avons tissé des liens étroits, forts et sincères. Nos échanges, tant au niveau gouvernemental que parlementaire, en témoignent. »

La dernière visite officielle d'une délégation parlementaire luxembourgeoise au Cabo Verde remonte à 2017.

## Visite du Centre national d'incendie et de secours (CNIS)

Une délégation parlementaire s'est rendue dans les nouveaux locaux du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) à Gasperich.

La délégation, emmenée par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a notamment pu visiter les garages dans lesquels sont stationnés les véhicules de secours, mais aussi les locaux qui abritent le Central du service d'urgence du 112.

M. Etgen s'est dit impressionné par les équipements et l'envergure du complexe. Les députés ont également pu mener un échange avec les responsables du CGDIS au sujet des enjeux et des défis auxquels est confronté le Corps.



Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

## Une feuille de route pour mettre en œuvre la détermination de Reykjavik



Mme Despina Chatzivasiliou-Tsovili, Secrétaire générale de l'APCE, et Mme Cécile Hemmen, membre de la délégation luxembourgeoise

Une semaine après le quatrième sommet des chefs d'État et de gouvernement à Reykjavik, les parlementaires de la Commission permanente de l'APCE se sont donné rendez-vous à Riga les 25 et 26 mai 2023 pour discuter, entre autres, de l'instauration d'un tout premier mécanisme de responsabilité du régime de la Fédération de Russie. Revêtant la forme d'un registre des dommages causés à l'Ukraine, cette mesure a été décidée par les exécutifs de 45 États, principalement membres du Conseil de l'Europe, avec le soutien des États-Unis ou encore du Japon.

La mise en œuvre et le suivi de cette décision, mais aussi des autres engagements pris par l'organisation,

figurent parmi les priorités du Comité des Ministres, dont la Lettonie assume pour la deuxième fois la présidence. C'est dans cette optique que s'est tenu un premier débat d'actualité consacré au suivi des engagements par l'Assemblée. Un deuxième débat a abordé la question de la participation des athlètes russes et biélorussiens aux Jeux olympiques de 2024.

Mme Cécile Hemmen a fait le déplacement dans la capitale lettone pour y représenter la délégation luxembourgeoise.

### Le suivi du sommet de Reykjavik

En présence de Mme Aoife Nolan, Présidente du Comité européen des droits sociaux, les membres de la Commission permanente se sont penchés sur la Charte européenne sociale qui a été replacée au centre de l'engagement du Conseil de l'Europe. Selon Mme Nolan, les droits sociaux ne sont autre que des droits juridiques humains.

Quant à la question de la responsabilité du régime de la Fédération de Russie dans la guerre d'agression contre l'Ukraine, l'Assemblée plaide pour la mise en place d'un système complet de responsabilité allant au-delà du registre des dommages tel que décidé par le pouvoir exécutif à Reykjavik. Les parlementaires se sont dits prêts à continuer à œuvrer en vue d'un mécanisme de retour des enfants enlevés et d'un tribunal ad hoc pour les crimes de guerre commis.

Les principes de la démocratie retenus lors de la déclaration du sommet serviront de feuille de route à l'APCE. L'Assemblée s'efforcera de contrer l'ingérence étrangère dans les processus démocratiques, tout en renforçant les initiatives pour l'organisation d'élections libres et équitables et la promotion des libertés de presse et d'expression. Elle se montre prête à renforcer la coopération avec les forces démocratiques du Bélarus et à identifier les canaux ainsi que les moyens pour dialoguer avec la société civile russe. Le

processus d'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme sera encore un autre exemple scruté de près lors des prochains travaux.

### L'exclusion des athlètes russes et biélorussiens des Jeux olympiques

La Charte olympique est fondée sur un principe selon lequel le sport serait « au service du développement harmonieux de l'humanité en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine ». Tout en reconnaissant l'autonomie des athlètes, les parlementaires étaient d'avis qu'il est nécessaire de ne pas sous-estimer le recours au sport, voire l'instrumentalisation des athlètes à des fins de propagation d'idées politiques. Les athlètes russes et biélorussiens étant soutenus et sponsorisés par leurs États respectifs, il devient impossible de distinguer leurs capacités sportives d'un engagement ou d'une récupération politique. Non seulement la participation de ces athlètes serait contraire aux valeurs des JO, mais les sportifs pourraient être la cible de messages de haine dans leur pays d'origine s'ils essayaient de faire passer des messages pacifistes via leur présence médiatique.

Selon Mme Hemmen, la question est d'une complexité évidente, mais la position de l'Assemblée à ce sujet devrait être claire et nette. L'exclusion devrait se faire à tous les niveaux, ne laissant pas d'échappatoire à une participation neutre ou « sans drapeau ». Faire défiler des athlètes de pays agresseurs à un événement sportif d'une telle envergure serait, d'après elle, « moralement inconcevable ». Toute participation éventuelle mènerait à repenser la définition même de ce qu'est la neutralité. Ce sujet d'actualité fera l'objet d'un nouveau débat – cette fois-ci selon la procédure d'urgence, permettant dès lors l'adoption de décisions – lors de la prochaine partie de session en juin à Strasbourg.

## Biographie dédiée à l'ancien député Jean Fohrmann



Avec son livre « Jean Fohrmann – Lebenserinnerungen », l'ancien député socialiste et membre actuel du Conseil d'État, M. Alex Bodry, a mis en valeur la vie et l'engagement syndicaliste de son grand-père, l'ancien député socialiste, M. Jean Fohrmann.

Le 16 mai 2023, M. Bodry a remis un exemplaire du livre au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et au Secrétaire général, M. Laurent Scheeck.

M. Fohrmann a siégé pendant de longues années au Parlement luxembourgeois : il a occupé ce mandat, avec quelques interruptions, de 1934 à 1973. En dehors de son mandat de bourgmestre de la ville de Dudelange, l'ancien député socialiste occupait le poste de directeur du journal « Tageblatt ».



## Conseil national de la justice

### 7323A – Projet de loi portant organisation du Conseil national de la justice et modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi n° 7323A se situe dans le contexte de la modernisation de l'État de droit prévue par le programme gouvernemental de 2013. Il a été introduit dans la procédure législative en date du 22 juin 2018, c'est-à-dire à un moment où la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle n'avaient pas encore définitivement arrêté le texte de la future disposition constitutionnelle régissant le Conseil national de la justice (ci-après « Conseil »).

Dans sa version initiale, le projet de loi n° 7323 entendait conférer au Conseil la double mission de veiller au bon fonctionnement de la justice et d'assurer l'indépendance des juges et du ministère public.

Dans cette optique, le projet de loi n° 7323 contenait également des dispositions relatives au statut des magistrats, aussi bien concernant leur nomination, leur déontologie, leur discipline que leur mise à la retraite. Cette façon de procéder a fait l'objet de critiques de la part du Conseil d'État dans son avis complémentaire du 10 mars 2020, ce dernier regrettant le fait que les dispositions relatives à la discipline des magistrats soient éparpillées dans plusieurs textes législatifs.

Sur base de cette remarque, le projet de loi n° 7323 a été scindé en deux projets distincts :

– le projet de loi n° 7323A portant sur l'organisation du Conseil national de la justice. Ce texte précise la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement du futur organe ;

– le projet de loi n° 7323B portant sur le statut des magistrats. Ce projet de loi prévoit les règles communes en matière d'accès, de nomination, de formation, de déontologie, de détachement, de discipline et de mise à la retraite. Il régit également l'exercice des attributions du Conseil national de la justice à l'égard des membres de la magistrature. En outre, les propositions visant le ministère public sont intégrées dans le texte sur le statut des magistrats.

Le texte de la proposition de révision n° 7575 du chapitre VI de la Constitution, adopté en première lecture en date du 20 octobre 2021, prévoit la consécration constitutionnelle du Conseil national de la justice (ci-après « le Conseil »).

L'institution de ce nouvel organe s'inscrit dans l'effort d'octroyer davantage de transparence à la justice et de renforcer sa légitimité. L'institution d'un tel conseil est d'ailleurs préconisée par le Conseil de l'Europe.

Le Conseil doit veiller au bon fonctionnement de la justice, sans porter atteinte à l'indépendance de cette dernière. Ainsi, le Conseil ne peut ni intervenir directement ni indirectement dans une procédure judiciaire, ni remettre en cause le bien-fondé d'une décision de justice.

Les attributions du Conseil sont les suivantes :

- émettre des recommandations en matière de recrutement et de formation ;
- proposer les nominations au Grand-Duc ;
- aviser les demandes de détachement auprès d'administrations ou d'organisations internationales et les demandes de congé spécial en cas d'acceptation de fonctions internationales ;
- élaborer les règles déontologiques et surveiller leur respect ;
- introduire la procédure disciplinaire et la procédure de la mise à la retraite.

Toute personne peut adresser au Conseil une doléance relative au fonctionnement général de la justice.

Les justiciables qui estiment qu'à l'occasion d'une procédure judiciaire les concernant le comportement adopté par un magistrat dans l'exercice de ses fonctions est susceptible de recevoir une qualification disciplinaire peuvent adresser une plainte disciplinaire au Conseil.

Le Conseil peut ordonner des enquêtes lorsqu'il a connaissance de faits susceptibles de mettre en cause le bon fonctionnement de la justice.

Il peut présenter des recommandations en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice, du Conseil ou concernant le statut des magistrats, attachés de justice et référendaires de justice ainsi que du personnel de justice.

Le Conseil sera composé de neuf membres, dont six magistrats à élire selon les modalités fixées à l'article 3 du projet de loi, et trois personnalités extérieures à la magistrature, dont un avocat qui doit exercer la fonction de bâtonnier ou de bâtonnier sortant. Le Grand-Duc nomme les membres du Conseil selon les conditions définies par la loi en projet.

Pour pouvoir siéger au Conseil, il faut être de nationalité luxembourgeoise, jouir des droits civils et politiques et présenter toutes les garanties d'honorabilité. La durée du mandat est de cinq ans, renouvelable une seule fois.

Finalement, le texte du projet de loi n° 7323A définit le mode de fonctionnement du secrétariat, les missions du bureau du Conseil, la gestion budgétaire et les indemnités ainsi que les procédures disciplinaires mises en place à l'encontre des membres du Conseil.

Dépôt du projet de loi 7323 par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22/06/2018

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

25/06/2021	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi 7323 Examen des avis du Conseil d'État Examen d'une série d'amendements parlementaires
06/10/2021	Suite de l'examen des avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
11/10/2021	Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire Adoption d'une série d'amendements parlementaires
18/10/2021	Scission du projet de loi 7323 en deux projets de loi distincts : 7323A et 7323B Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 7323A Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/09/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
30/11/2022	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/12/2022	Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022

Loi du 23 janvier 2023

Mémorial A : 2023, n° 41, page 1

## Statut des magistrats

### 7323B – Projet de loi sur le statut des magistrats et portant modification : 1. du Code pénal ; 2. du Code de procédure pénale ; 3. de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure de cassation ; 4. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 5. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 6. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ; 7. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ; 8. de la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales ; 9. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 10. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi n° 7323B se situe dans le contexte de la modernisation de l'État de droit prévue par le programme gouvernemental de 2013. Il a été introduit dans la procédure législative en date du 22 juin 2018, c'est-à-dire à un moment où la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle n'avait pas encore arrêté le texte définitif de la proposition de révision de la Constitution n° 7575 relatif à la Justice et régissant le Conseil national de la justice (ci-après « le Conseil »).

Dans sa version initiale, le projet de loi n° 7323 entendait conférer au Conseil la double mission de veiller au bon fonctionnement de la justice et d'assurer l'indépendance des juges et du ministère public.

Dans cette optique, le projet de loi n° 7323 contenait, à côté des dispositions relatives au statut des magistrats, les dispositions relatives aux missions et à la composition du futur Conseil national de la justice. Cette façon de procéder a fait l'objet de critiques de la part du Conseil d'État dans son avis complémentaire du 10 mars 2020, ce dernier regrettant le fait que les dispositions relatives à la discipline des magistrats soient éparpillées dans plusieurs textes législatifs.

Sur base de cette remarque, le projet de loi n° 7323 a été scindé en deux projets distincts :

– le projet de loi n° 7323A portant sur l'organisation du Conseil national de la justice. Ce texte précise la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement du futur organe ;

– le projet de loi n° 7323B portant sur le statut des magistrats. Ce projet de loi prévoit les règles communes en matière d'accès, de nomination, de formation, de déontologie, de détachement, de discipline et de mise à la retraite. Il régit également l'exercice des attributions du Conseil national de la justice à l'égard des membres de la magistrature. En outre, les propositions visant le ministère public sont intégrées dans le texte sur le statut des magistrats.

Le projet de loi n° 7323B dédie un chapitre respectivement aux dispositions générales concernant le statut des magistrats, à la procédure de nomination, à la formation continue, à la déontologie, à la discipline et aux dispositions relatives au temps du travail. Pour chaque matière ainsi traitée, le texte définit l'articulation des dispositions prévues avec le futur Conseil national de la justice.

Ainsi, le Conseil émet des recommandations en matière de recrutement et de formation des attachés de justice. Quant au sujet de la formation continue des magistrats, le Conseil est informé de la participation des magistrats aux actions de formation continue et il en fait mention dans dossier personnel du magistrat concerné.

Concernant l'évolution des carrières des magistrats, le Conseil sera en charge de présenter, pour chaque poste vacant et par décision motivée, un candidat au Grand-Duc.

Il avisera également les détachements de magistrats auprès d'organisations internationales ou d'administrations.

En matière de discipline et de déontologie des magistrats, le Conseil déterminera les règles de déontologie, surveillera leur application par les magistrats et décidera du déclenchement ou non d'actions disciplinaires à l'encontre de magistrats. Ces actions disciplinaires seront renvoyées en première instance devant un tribunal disciplinaire et en appel devant une Cour disciplinaire, spécialement institués à cet effet par le présent projet de loi.

En outre, des propositions visant le ministère public sont intégrées dans le texte sur le statut des magistrats.

Dépôt du projet de loi 7323 par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22/06/2018

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

- |            |   |
|------------|---|
| 25/06/2021 | Présentation et examen du projet de loi 7323<br>Désignation d'un rapporteur<br>Examen des avis du Conseil d'État<br>Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 06/10/2021 | Suite de l'examen des avis du Conseil d'État<br>Adoption d'une série d'amendements parlementaires   |
| 11/10/2021 | Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire<br>Adoption d'une série d'amendements parlementaires   |
| 18/10/2021 | Scission du projet de loi 7323 en deux projets de loi distincts : 7323A et 7323B<br>Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 7323B                           |
| 20/12/2021 | Examen du projet de loi 7323B<br>Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires  |
| 09/03/2022 | Examen d'une série d'amendements proposés par le groupe politique CSV<br>Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire                                 |
| 16/03/2022 | Adoption d'une série d'amendements parlementaires   |
| 28/09/2022 | Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État<br>Adoption d'une série d'amendements parlementaires   |
| 30/11/2022 | Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État<br>Adoption d'une série d'amendements parlementaires  |
| 15/12/2022 | Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État<br>Présentation et adoption d'un projet de rapport  |

Vote en séance publique : 21/12/2022

Loi du 23 janvier 2023

Mémorial A : 2023, n° 42, page 1

## Surveillance administrative de l'État sur les communes

**7514 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; 2° de l'article 2045 du Code civil ; 3° de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ; 4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ; 5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 6° de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ; 7° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 8° de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics ; 9° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19**

Le projet de loi n° 7514 prévoit de supprimer un certain nombre d'approbations qui sont requises dans le régime actuel de surveillance administrative de l'État sur les communes. Certains de ces actes seront dorénavant soumis à un nouveau mode de surveillance, à savoir la transmission obligatoire de l'acte au ministre de l'Intérieur, d'autres ne seront pas soumis à un procédé de surveillance spéciale, mais ne sont pas pour autant dépourvus de contrôle alors que la suspension et l'annulation des actes des communes restent possibles.

Il s'agit donc d'alléger et de moderniser, sans risquer de vider de tout son sens la surveillance de la gestion communale exercée par l'État, en rendant ce contrôle plus efficace tout en supprimant les lourdeurs administratives qui pèsent encore aujourd'hui dans les relations hiérarchiques entre l'État et les communes.

Le projet de loi propose également de pérenniser la possibilité du vote par procuration pour les membres du conseil communal, respectivement du collège des bourgmestre et échevins introduit par la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 15/01/2020

Rapporteuse : Mme Simone Asselborn-Bintz

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

- |            |  |
|------------|--|
| 16/01/2020 | Présentation du projet de loi  |
| 22/11/2021 | Désignation d'un rapporteur<br>Examen de l'avis du Conseil d'État                                    |
| 23/11/2021 | Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État<br>Adoption d'une série d'amendements parlementaires   |
| 15/12/2022 | Examen des avis complémentaires du Conseil d'État<br>Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 6 janvier 2023

Mémorial A : 2023, n° 30, page 1

## Révisions de la Constitution

**7700 – Proposition de révision des Chapitres I<sup>er</sup>, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution**

La présente proposition de révision n° 7700 constitue la deuxième étape d'une série de propositions de révision dont le but est de moderniser la Constitution actuelle.

Cette modernisation a été initiée par la proposition de révision n° 6030, déposée en 2009 par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle. Elle fait suite à l'accord entre une grande majorité des partis politiques intervenu en 2019 tendant à proposer une révision substantielle de la Constitution actuelle au lieu de procéder à l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Ainsi, il a été retenu et convenu qu'il existe une forte volonté commune d'actualiser le texte constitutionnel et que les propositions de modernisation prendront en compte les travaux effectués depuis 2005, les avis demandés et les consultations des citoyens durant les dernières années. Cette révision se fera par étapes et en blocs.

Dans cette optique, la proposition de révision n° 7575 du chapitre VI de la Constitution « De la Justice » a passé le premier vote constitutionnel à la Chambre des Députés en date du 20 octobre 2021.

La proposition de révision n° 7700 concerne les chapitres dédiés à l'organisation de l'État, son territoire, ses habitants, à son Chef de l'État, à la monarchie constitutionnelle, au Gouvernement, aux relations entre l'État et les communautés religieuses, aux communes, ainsi qu'aux dispositions transitoires.

La proposition entend donner plus de cohérence au texte de la Constitution, tout en regroupant certaines dispositions, en modernisant le texte en général ainsi qu'en supprimant quelques formulations difficilement conciliables avec un État démocratique moderne.

Le premier chapitre de la présente proposition de révision porte sur les principaux éléments constitutifs de l'État – comme l'organisation étatique, le siège de la souveraineté, résidant dans la Nation –, de la population et du territoire. Elle innove en introduisant la langue luxembourgeoise dans le texte constitutionnel aux côtés de notre drapeau, des armoiries de l'État et de l'hymne national.

D'autre part, la proposition de révision reflète une volonté des auteurs d'affirmer l'adhésion du Luxembourg au processus d'intégration européen, son attachement au multilinguisme et la consécration de la Ville de Luxembourg non seulement comme capitale, mais aussi comme siège des institutions constitutionnelles.

Ce sont surtout les dispositions relatives au Grand-Duc qui connaissent des modifications substantielles, sans pour autant mettre en cause le rôle du Chef de l'État. Le Grand-Duc, Chef de l'État exerce, selon le texte, le pouvoir exécutif conjointement avec le Gouvernement et exerce une fonction essentiellement symbolique et protocolaire, alors que la responsabilité politique des actes du Chef de l'État est assurée par les membres du Gouvernement.

Toujours au sujet du Chef de l'État et en ligne avec le rapport « Waringo », la proposition de révision vise à attribuer à l'administration du Grand-Duc la personnalité juridique, ce qui aura comme conséquence que le Grand-Duc pourra organiser son administration en tenant compte de l'intérêt public. Toutes les questions relatives à l'accession à la fonction du Grand-Duc, à sa régence et son abdication sont aussi clarifiées et précisées.

Le rôle de la Chambre des Députés se voit renforcé en même temps.

Quant au Gouvernement, celui-ci se voit conférer la place institutionnelle qui lui revient dans une démocratie parlementaire. En ce qui concerne son organisation, il lui revient de s'organiser lui-même.

Par ailleurs, le nouveau texte précise les règles qui s'appliquent aux différentes institutions en cas de crise.

Enfin, la proposition de révision ancre la séparation entre l'État et les communautés religieuses dans la Constitution.

L'importance des droits fondamentaux pour tout pays et toute société démocratique est indéniable. Déjà le premier texte constitutionnel luxembourgeois de 1841 avait dédié un chapitre entier aux Luxembourgeois et à leurs droits. La Constitution actuelle datant de 1868 a certes connu quelques modifications au sujet des droits et libertés, mais la conception de base des droits fondamentaux du texte actuel n'a guère changé.

La protection des droits et libertés au Luxembourg est garantie par la Cour constitutionnelle qui est régulièrement amenée à se prononcer sur la conformité d'une ou de plusieurs dispositions législatives avec les droits et libertés garantis par la Constitution, lorsqu'un juge luxembourgeois saisit à titre préjudiciel la Cour d'une question sur demande d'un justiciable qui estime que son droit individuel est lésé par l'action du législateur.

À première vue, l'énoncé des droits fondamentaux de la Constitution luxembourgeoise semble être assez succinct. Or, les Luxembourgeois bénéficient également de la protection des droits fondamentaux garantis par des textes internationaux que le Luxembourg a inclus dans son droit positif, dont notamment les conventions conclues sous l'égide de l'ONU, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales, plus connue sous le nom de « Convention européenne des droits de l'homme » (« CEDH ») et des protocoles additionnels, et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

La proposition de révision ajoute toute une série de nouveaux droits et libertés au chapitre II., pour la formulation desquels les auteurs se sont inspirés de textes constitutionnels étrangers et de textes internationaux. Le texte nouveau ne reprend pas toutes les dispositions des conventions internationales relatives aux droits de l'homme, comme par exemple « le droit à une protection juridictionnelle effective » (article 47 de la CEDH), ce qui provoquerait inéluctablement un gonflement exorbitant du chapitre II. Toujours est-il que le nouveau catalogue des droits et libertés dans la Constitution luxembourgeoise compte de nombreuses nouveautés, telles par exemple le droit d'asile, indépendamment des obligations qui découlent tant des textes de droit public international comme la Convention de Genève de 1951 que du droit régissant l'Union européenne.

Le chapitre II fait l'objet d'un nouvel agencement par rapport à la Constitution actuellement en vigueur. La proposition de révision initiale avait prévu une structure nouvelle agencée, à l'instar de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, autour des mots-clés de « dignité, égalité et libertés » complétés par les termes « solidarité et citoyenneté » qui auraient regroupé les garanties dans le domaine social et économique et dans celui de l'environnement, ainsi que les droits du citoyen face à l'administration publique.

Or, dans un souci de cohérence et de lisibilité, la Commission a décidé de reprendre la structure proposée par le Conseil d'État qui tient compte de la spécificité que, dans la Constitution luxembourgeoise, le libellé des droits et libertés, à côté de leur énoncé, détermine également l'étendue du domaine réservé à la loi. En effet, tandis que les droits fondamentaux constituent la base de toute vie en société fondée sur les valeurs démocratiques et le respect des libertés individuelles, la réalisation des libertés publiques requiert en principe l'intervention du législateur et les objectifs à valeur constitutionnelle n'introduisent pas de droit positif individuel à effet direct et ne peuvent pas être invoqués en justice.

Alors que les objectifs à valeur constitutionnelle sont regroupés dans une section à part, la Commission tient à souligner que cette manière de procéder n'implique en aucun cas une dévalorisation de ces dispositions.

Dépôt par Mme Simone Beissel, MM. Mars Di Bartolomeo, Léon Gloden et Charles Margue, Députés, le 17/11/2020  
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

- 20/04/2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 07/06/2021 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 22/06/2021 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 21/07/2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 27/07/2021 Désignation d'un rapporteur  
Adoption d'un amendement parlementaire
- 20/10/2021 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 02/12/2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel : 25/01/2022

Second vote constitutionnel : 22/12/2022

Loi du 17 janvier 2023

Mémorial A : 2023, n° 27, page 1

Dépôt par Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden et M. Charles Margue, Députés, le 29/04/2021  
Rapporteuse : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

- 21/07/2021 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 23/07/2021 Désignation d'un rapporteur
- 23/11/2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 13/12/2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel : 09/03/2022

Second vote constitutionnel : 22/12/2022

Loi du 17 janvier 2023

Mémorial A : 2023, n° 28, page 1

## Révisions de la Constitution : Droits et libertés

### 7755 – Proposition de révision du chapitre II. de la Constitution

La présente proposition de révision représente la troisième étape de la réforme fondamentale de la Constitution. Portant sur le chapitre 2 de la Constitution, cette proposition de révision est dédiée aux droits et libertés. Ainsi, le chapitre regroupe les droits fondamentaux, les libertés publiques et les objectifs à valeur constitutionnelle – droits et valeurs dont l'importance pour tout pays et toute société démocratique sont indéniables.



## Reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation

**7758 – Projet de loi portant 1° mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation et 2° modification de la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 portant 1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ; 2° modification du Code de procédure pénale ; 3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale**

Le projet de loi n° 7758 a pour objet d'adapter les dispositions légales nationales aux obligations découlant du Règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation (ci-après : « le Règlement »). Il s'agit donc d'adapter la législation luxembourgeoise afin d'y inclure un nouvel instrument de coopération et reconnaissance mutuelle de décisions de gel et de confiscations en matière pénale.

Comme il s'agit d'un instrument de coopération et de reconnaissance mutuelle introduit sous forme de règlement, ses dispositions sont d'application directe et obligatoire, sans transposition préalable à compter du 18 décembre 2020.

Partant, le Règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation ne suppose qu'une mise en conformité de la législation nationale.

Le projet de loi n° 7758 a pour objet :

- de permettre la reconnaissance mutuelle et l'exécution des décisions de gel et de confiscation prononcées en matière pénale ;
- de préciser les options laissées aux États membres dans le cadre de la mise en œuvre du Règlement, dont les dispositions sont applicables.

Le Règlement vise à faciliter le recouvrement transfrontière des avoirs et à accélérer et simplifier le gel et la confiscation des avoirs d'origine criminelle à travers l'Union européenne (UE).

Il s'applique à toutes les décisions de gel et de confiscation émises dans le cadre de procédures en matière pénale, notamment la confiscation consécutive à une condamnation et la confiscation en l'absence de condamnation.

Il convient de noter que le Règlement définit la décision de gel comme étant « une décision émise ou validée par une autorité d'émission dans le but d'empêcher la destruction, la transformation, le déplacement, et transfert ou la disposition de biens en vue de permettre leur confiscation ».

Ainsi définies, les décisions de gel correspondent en droit luxembourgeois aux saisies de biens ayant pour finalité leur confiscation ultérieure. Dès lors, les saisies prises en vue de l'obtention de preuves ne relèvent pas du champ d'application du Règlement, la reconnaissance et l'exécution entre États membres de ces dernières étant régie par la Directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale, transposée en droit luxembourgeois par la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 portant 1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ; 2° modification du Code de procédure pénale ; 3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01/02/2021

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

10/03/2021	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
06/10/2021	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
23/11/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07/12/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 680, page 1

## Révisions de la Constitution : Chambre des Députés et Conseil d'État

### 7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution

La présente proposition de révision représente le quatrième et dernier volet du processus de réforme substantielle de la Constitution. Après le dépôt du volet consacré à la Justice (PPR n° 7575 portant sur le chapitre VI), celui rassemblant les dispositions relatives à l'organisation de l'État, au territoire, aux habitants, au Chef de l'État, à la monarchie constitutionnelle, au Gouvernement ainsi qu'aux dispositions générales et transitoires (PPR n° 7700 portant sur les chapitres 1<sup>er</sup>, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XII), ainsi que le volet consacré aux droits et libertés (PPR n° 7755 portant sur le chapitre II), ce dernier volet concerne les chapitres IV et Vbis de la Constitution, dédiés respectivement à la Chambre des Députés et au Conseil d'État.

La proposition de révision comporte quatre articles, ainsi qu'une annexe :

- L'article 1<sup>er</sup> comprend le libellé du chapitre IV de la Constitution.
- L'article 2 comprend celui du chapitre Vbis.
- L'article 3 porte sur l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions constitutionnelles et les mesures transitoires.
- L'article 4 opère une harmonisation par l'adaptation de la numérotation de l'ensemble des articles constitutionnels ainsi que des renvois, suite à l'adoption des trois autres propositions de révision et les modifications prévues par celles-ci.
- L'annexe contient le texte coordonné et renuméroté de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg.

Tout comme pour les autres propositions, cette proposition de révision n'entend pas opérer de changement brutal avec le texte constitutionnel actuel. Elle vise à l'adapter aux évolutions de la société, de la pratique et des besoins en se basant sur les dispositions existantes. Elle a comme ambition de donner plus de cohérence au texte de la Constitution, en regroupant certaines dispositions, en modernisant le texte, en ajoutant certains éléments, en éliminant des formulations qui ne semblent plus en phase avec un État démocratique moderne et en clarifiant et précisant des dispositions afin de renforcer l'État de droit, telles que par exemple celles sur les moyens de contrôle de la Chambre des Députés.

La proposition de révision n° 7700 propose de conférer au Gouvernement, qui constitue de fait l'organe politique déterminant du pouvoir exécutif – et non plus au Chef de l'État – la place institutionnelle qui est déjà la sienne dans notre démocratie parlementaire. Par analogie, la proposition de révision n° 7777 entend désormais moderniser les dispositions ayant trait au Parlement monocaméral luxembourgeois, c'est-à-dire renforcer le rôle de la Chambre des Députés et des représentants élus du peuple, tout en introduisant également un élément novateur de démocratie directe.

Enfin, en ce qui concerne le Conseil d'État, les nouvelles dispositions prévoient que la Chambre des Députés peut désormais également lui soumettre des questions juridiques et la mission de la Haute Corporation est définie de manière plus précise. Tandis que la proposition de révision n° 6030 proposait d'attribuer un chapitre séparé au Conseil d'État et de le découpler ainsi du Chapitre relatif au Gouvernement, la révision par étapes a eu comme corollaire procédural de garder en grande partie la numérotation de la Constitution actuelle pour la version initialement déposée de la présente proposition de révision et notamment la numérotation « bis » pour le chapitre relatif au Conseil d'État.

La version finale de la proposition de révision n° 7777 opère une renumérotation complète des articles et des chapitres de la Constitution et permet donc de revenir au choix initial d'attribuer au Conseil d'État non plus un chapitre « bis » et un article « bis », mais un chapitre à part entière (Chapitre VI du texte renuméroté).

Les modifications proposées par rapport à la Constitution actuellement en vigueur sont très nombreuses et visent quasiment l'intégralité des articles des deux chapitres, tandis que les modifications supplémentaires par rapport à la proposition de révision n° 6030 sont plus limitées en nombre, mais aucunement en importance.

Le texte proposé est l'expression d'un large consensus, dépassant clairement les clivages traditionnels entre majorité gouvernementale et opposition. La nécessité du compromis afin de pouvoir adopter les modifications constitutionnelles par une majorité renforcée de deux tiers des membres se reflète évidemment aussi dans le contenu de la présente proposition de révision et s'exprime par la désignation des quatre co-auteurs issus de groupes politiques différents.

Les travaux parlementaires relatifs à cette proposition de révision furent par ailleurs accompagnés par l'élaboration de propositions de loi et de propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés afin de dégager déjà en amont de l'adoption de la proposition de révision n° 7777 un consensus sur l'application concrète de certaines de ses nouvelles dispositions telles que l'abaissement du seuil pour la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire, le dispositif des motions de confiance et de censure ou encore la nouvelle initiative législative citoyenne.

Après adoption de la présente proposition de révision, le texte coordonné et renuméroté de la Constitution entrera en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.



Dépôt par Mme Simone Beissel, MM. Mars Di Bartolomeo, Léon Gloden et Charles Margue, Députés, le 29/06/2021

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle  
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

- 23/07/2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 05/10/2021 Examen des incidences de la proposition de révision de la Constitution sur le Règlement de la Chambre des Députés
- 26/10/2021 Suite de l'examen des incidences de la proposition de révision de la Constitution sur le Règlement de la Chambre des Députés
- 29/03/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 20/05/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 13/06/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Règlement  
(Président : M. Roy Reding) :

- 05/10/2021 Examen des incidences de la proposition de révision de la Constitution sur le Règlement de la Chambre des Députés
- 26/10/2021 Suite de l'examen des incidences de la proposition de révision de la Constitution sur le Règlement de la Chambre des Députés

Premier vote constitutionnel : 13/07/2022

Second vote constitutionnel : 22/12/2022

Loi du 17 janvier 2023

Mémorial A : 2023, n° 29, page 1

## Allocation familiale

### 7828 – Projet de loi portant sur la modification : 1° du Code de la sécurité sociale ; 2° du Code du travail ; 3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le présent projet de loi vise principalement à assurer la conformité du droit positif luxembourgeois avec la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, plus précisément les arrêts C-802/18 et C-129/20 des 2 avril 2020 et 25 février 2021, respectivement.

Afin de donner suite à l'arrêt C-802/18 du 2 avril 2020 de la Cour de justice de l'Union européenne, le bénéfice de l'allocation familiale est étendu aux enfants du conjoint ou du partenaire pour lesquels la personne visée à l'article 269, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, lettre b), du Code de la sécurité sociale pourvoit à l'entretien et avec lesquels cette personne partage, avec son conjoint ou partenaire, légalement un domicile commun et une résidence effective et continue.

Pour ce qui est de l'arrêt C-129/20 du 25 février 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne, la condition de l'affiliation obligatoire à la sécurité sociale luxembourgeoise au moment de la naissance ou de l'accueil de l'enfant donnant au droit au congé parental est abrogé. À cette fin, des modifications sont prévues au niveau du Code de la sécurité sociale, du Code du travail ainsi que des lois modifiées du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Accessoirement, le projet de loi sous rubrique procède à des modifications de moindre envergure telles l'adaptation de la composition du conseil d'administration de la Caisse pour l'avenir des enfants et la mise à jour de la terminologie relative aux établissements d'enseignement visés à l'article 271 du Code de la sécurité sociale.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 01/06/2021

Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration  
(Président : M. Max Hahn) :

- 04/06/2021 Présentation du projet de loi
- 16/12/2022 Désignation d'un rapporteur  
Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 668, page 1

## Détachement de conducteurs dans le transport routier

### 7901 – Projet de loi portant modification : 1° du Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n° 1024/2012 ; 2° de certaines autres dispositions du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet d'introduire des dispositions spécifiques concernant le détachement de conducteurs dans le transport routier en transposant la directive 2020/1057/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n°1024/2012 (désignée ci-après la « directive 2020/1057 »).

Compte tenu du degré élevé de mobilité de la main-d'œuvre dans le secteur du transport routier, des règles sectorielles sont nécessaires pour garantir un équilibre entre la libre prestation de services transfrontaliers pour les transporteurs par route, la libre circulation des marchandises, des conditions de travail satisfaisantes et la protection sociale des conducteurs. Ainsi, le but de la directive 2020/1057 est de préciser dans quelles circonstances des conducteurs ne sont pas soumis aux règles relatives au détachement de longue durée prévue par la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services. La transposition de la directive 2020/1057 institue notamment l'obligation de faire une déclaration de détachement via le système d'information du marché intérieur, l'obligation que le salarié mobile ait à sa disposition certains documents pour un éventuel contrôle sur route, ou encore l'obligation de transférer à l'Inspection du travail et des mines (ITM) via le système d'information du marché intérieur une copie de certains documents sur demande expresse de cette dernière.

En outre, le présent projet a pour objectif d'adapter la législation nationale en matière de détachement afin de tenir compte des observations de la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne relatives à la transposition de la directive 2014/67/UE du 15 mai 2014 relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n° 1025/2021 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (« règlement IMI ») (désignée ci-après la « directive 2014/67 »). La Commission européenne avait constaté certaines incohérences concernant la transposition de la directive 2014/67 au Luxembourg. Le projet de loi prévoit notamment de réduire la liste des informations à communiquer dans le cadre de la déclaration de détachement et la liste des documents à communiquer sur demande de l'ITM. De même, la responsabilité solidaire prévue par l'article L. 281-1 du Code du travail qui valait dans le cadre d'un contrat d'entreprise ou de sous-traitance a été limitée à la situation des chaînes de sous-traitance.

Il est également proposé de modifier certaines autres dispositions du Code du travail en lien avec le détachement pour plus d'efficacité et de protection. À titre d'exemples, les délais prévus par l'article L. 281-1 du Code du travail et les dispositions relatives aux conditions d'hébergement du salarié éloigné de son lieu de travail font l'objet de précisions. De même, des dispositions octroyant plus de pouvoirs à l'ITM et à son directeur sont prévues pour permettre d'agir de manière plus efficiente.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18/10/2021

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale  
(Président : M. Dan Kersch) :

- 17/11/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux

Examen des avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles

08/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 693, page 1

## Qualité des eaux

### 7995 – Projet de loi relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Le projet de loi vise à transposer la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Cette directive poursuit la protection de la santé des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant la salubrité et la propreté ; elle vise en outre à améliorer l'accès à l'eau potable, à introduire une approche fondée sur les risques, à augmenter la confiance des citoyens dans l'eau du robinet et à élargir l'information mise à disposition de la population sur l'eau potable. Les principales modifications apportées par le projet de loi sont :

- 1) Actualisation des normes de qualité applicables aux eaux destinées à la consommation humaine. Les valeurs fixées par le projet de loi tiennent compte de l'évolution des connaissances scientifiques, ainsi que des nouvelles sources de pollution.
- 2) Introduction d'une liste de vigilance couvrant des substances ou composés qui représentent un sujet de préoccupation sanitaire pour les citoyens et la communauté scientifique. Une première liste de vigilance européenne a été établie en 2022. Sont inscrits sur cette liste le 17- $\beta$ -œstradiol et le nonylphénol, en raison de leurs propriétés de perturbation endocrinienne et du risque qu'ils présentent pour la santé humaine.
- 3) Introduction d'une approche complète fondée sur les risques en matière de sécurité sanitaire de l'eau qui couvre toute la chaîne d'approvisionnement, depuis la zone de protection jusqu'au point de conformité en passant par le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution.
- 4) Exigences pour matériaux en contact avec l'eau : les matériaux utilisés dans le prélèvement, le traitement, le stockage ou la distribution d'eau destinée à la consommation humaine peuvent avoir une incidence sur la qualité des eaux par la migration de substances potentiellement dangereuses, en favorisant le développement de la flore microbienne ou en influençant l'odeur, la couleur ou la saveur de ces eaux. En établissant des exigences d'hygiène pour les matériaux utilisés dans les nouvelles installations ou dans les installations existantes en cas de travaux de réparation ou de reconstruction, il est veillé à ce que les matériaux n'aient pas d'effet négatif sur la santé humaine.
- 5) Accès à l'eau et information au public : le projet de loi prévoit que les communes prennent des mesures pour améliorer l'accès à l'eau, en particulier pour les groupes vulnérables et marginalisés. Par ailleurs, il vise à promouvoir l'utilisation de l'eau du robinet. À cet effet, l'État et les autorités communales devront installer des distributeurs d'eau dans les espaces publics, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2029. D'autres mesures prévues sont notamment le lancement de campagnes sur la qualité de l'eau du robinet, l'encouragement de la fourniture d'eau du robinet aux clients de restaurants, de cantines ou d'autres services de restauration, ou encore la fourniture d'eau du robinet dans les administrations et bâtiments publics. Le projet de loi entend également renforcer l'information du public sur les questions d'eau potable.
- 6) Évaluation des fuites : les fuites d'eau représentent un gaspillage inutile de ressources et indiquent souvent des investissements insuffisants dans l'entretien et le renouvellement des infrastructures de gestion des eaux. Le projet de loi renforcera le suivi des déperditions d'eau dans les réseaux en obligeant les fournisseurs à évaluer au moins une fois par an le degré des fuites dans leurs réseaux et à communiquer les résultats de ces évaluations à l'Administration de la gestion de l'eau.
- 7) Introduction d'une base légale pour le certificat d'excellence « Drèpsi » : le label « Drèpsi » informera dorénavant les consommateurs sur le degré de maîtrise des risques liés aux infrastructures par le fournisseur d'eau, sans tenir compte de la qualité de l'eau.
- 8) Autres modifications : le projet de loi apporte des modifications au niveau du principe des dérogations afin d'encadrer certaines non-conformités. Le texte préconise que les fournisseurs veillent à ce que la distribution d'eau soit optimisée à travers la mise en œuvre de mesures incitant des économies en eau et que les fournisseurs favorisent les coopérations mutuelles par l'interconnexion des systèmes d'approvisionnement publics. À l'instar d'autres législations dans le domaine de l'environnement, le projet de loi met en place un régime de sanctions effectives,

proportionnées et dissuasives applicables aux violations des obligations découlant des dispositions nationales.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 26/04/2022

Rapporteuse : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

28/09/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

02/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

16/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 704, page 1

## Covid-19 : loi communale

### 8091 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger jusqu'au 31 mars 2023 inclus la durée d'application de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Il s'agit de prolonger la durée par analogie au projet de loi n° 8077 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 afin de maintenir la cohérence entre les mesures sanitaires générales et les mesures sanitaires spéciales introduites au bénéfice du secteur communal et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours.

Par ce biais, le conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins ainsi que le conseil d'administration du Corps grand-ducal d'incendie et de secours continuent de bénéficier de la possibilité de recourir au vote par procuration ou à la visioconférence en cas d'une recrudescence des cas positifs parmi ses membres, garantissant ainsi la continuité de leurs travaux.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03/11/2022

Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

15/12/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 690, page 1

## Prix des granulés de bois

### 8098 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés



Le projet de loi n° 8098 vise à implémenter une des mesures de l'accord tripartite (« Solidaritétspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022, qui consiste en une introduction d'une réduction temporaire du prix de vente des granulés de bois pour les ménages.

Le projet de loi a comme objectif de soulager les ménages privés, confrontés à une hausse exceptionnelle des prix de l'énergie en introduisant une aide financière spécifique dédiée aux granulés de bois pour l'année 2023. La compensation financière prévoit une subvention à hauteur de 35 pour cent jusqu'à un montant maximal de 200 euros par tonne et s'applique, pour éviter tout risque de fraude ou d'abus, seulement aux granulés de bois livrés en camion-citerne et sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. La réduction est appliquée pour une quantité maximale de 5 tonnes par livraison, à l'exception des bâtiments comprenant plus d'une unité d'habitation pour lesquels la quantité maximale est fixée à 10 tonnes, et est directement appliquée sur les factures des clients finals afin d'éviter toute charge administrative. Pour ne pas entraver la liquidité des fournisseurs, la réduction des prix est remboursée aux fournisseurs par l'État sous forme d'avances en quatre tranches trimestrielles imputées au Fonds climat et énergie et versées par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

Sur base des chiffres indiqués ci-dessus, la consommation de granulés de bois dans le secteur résidentiel est estimée à 31.797 tonnes pour l'année 2023 et le montant maximal de la contribution de l'État est estimé à 6.400.000 euros (montant arrondi).

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 15/11/2022

Rapporteuse : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

17/11/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

07/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

16/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 671, page 1

## Stabilisation des prix de l'électricité

### 8103 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de l'introduction d'une contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation

Le projet de loi n° 8103 vise à implémenter une des mesures de l'accord tripartite (« Solidaritétspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022, qui consiste en une stabilisation des prix de l'électricité à leur niveau de 2022 pour tous les clients résidentiels ayant une consommation annuelle inférieure à 25 MWh.

Le projet de loi modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité a comme objectif de soulager les ménages privés confrontés à une hausse exceptionnelle des prix de l'énergie en créant une base légale pour la prise en compte d'une contribution négative du mécanisme de compensation au bénéfice de certains clients finals. Parallèlement un projet de règlement grand-ducal a été introduit dans la procédure réglementaire aux fins de fixation des modalités relatives à cette contribution négative au bénéfice de certains clients finals.

Certaines entreprises d'électricité sont soumises à des obligations de service public portant sur la sécurité, la régularité, la qualité et le prix de fourniture ainsi que sur la protection de l'environnement, et ont l'obligation de racheter de l'électricité produite à partir de sources renouvelables ou moyennant une cogénération à haut rendement. Le mécanisme de compensation a été mis en place afin de répartir équitablement entre tous les gestionnaires de réseau et entre tous les consommateurs les coûts d'achat supplémentaires que les gestionnaires de réseau sont tenus de déboursier en vertu des contrats de rachat et des contrats de prime de marché.

Les points de fourniture sont classés dans trois catégories de taux de contribution :

– la « catégorie A » s'applique aux clients ayant une consommation annuelle d'énergie électrique inférieure ou égale à 25 MWh ;

– la « catégorie B » vise l'ensemble des autres clients ayant une consommation annuelle d'énergie électrique supérieure à 25 MWh, à l'exception des clients de la troisième catégorie ;

– la « catégorie C » s'applique aux entreprises de l'industrie manufacturière qui affichent une consommation de plus de 20 GWh ou qui répondent aux critères d'une entreprise grande consommatrice d'électricité.

Les dispositions légales ont pour objet de garantir des prix d'électricité, en moyenne, stables pour les clients de la « catégorie A » du mécanisme de compensation par rapport à l'année 2022 et de compenser les hausses projetées des prix de l'électricité à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023. À cette fin, le projet de loi prévoit le financement de la stabilisation du prix d'électricité à travers une contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation, qui peut être amplifiée par une contribution supplémentaire de l'État. Cette contribution négative résulte d'un excédent des coûts du mécanisme de compensation à cause des recettes supplémentaires dues aux prix de marché élevés pour l'électricité.

Lorsque le mécanisme de compensation génère un excédent, les gestionnaires de réseau créditent les montants résultant d'éventuelles contributions négatives, soit directement aux clients finals, soit aux fournisseurs en cas de fourniture intégrée. Ces derniers créditent à leur tour les éventuelles contributions négatives aux clients finals.

Le projet de loi ne contient pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 22/11/2022

Rapporteuse : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

16/12/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 672, page 1

## Conseil national des étrangers

### 8106 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Le présent projet de loi vise à porter la durée du mandat de membre du Conseil national des étrangers de cinq à sept ans afin d'éviter qu'il soit nécessaire de procéder à l'élection de nouveaux membres le 18 janvier 2023. En effet, une modification substantielle de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg est en cours de préparation de manière qu'il ne s'avère guère opportun d'organiser de telles élections en ce que les membres actuels sont étroitement liés à l'élaboration du projet de loi portant la réforme susvisée.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 29/11/2022

Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président : M. Max Hahn) :

16/12/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 669, page 1

## Prix de recharge des bornes électriques accessibles au public

### 8110 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public

Le projet de loi n° 8110 vise à transposer une des mesures de l'accord tripartite (« Solidaritétspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022 en introduisant une aide au bénéfice des utilisateurs finals de bornes de charge publiques.

Le projet de loi a pour objectif de créer une contribution financière étatique à la fourniture de services de mobilité limitant la hausse des prix pour l'ensemble des utilisateurs finals sur les bornes de charge accessibles au public sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. L'augmentation substantielle des prix de l'électricité sur le marché a également un impact sur les prix des services de charge des infrastructures accessibles au public. La mesure de soutien financier sera applicable du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023 et prendra la forme d'une réduction de prix appliquée par les fournisseurs de service de mobilité qui, à leur tour, recevront une compensation par l'État pour la réduction appliquée.

Concernant l'impact financier, le Gouvernement a décidé de mettre à disposition une enveloppe globale et maximale de 15.000.000 euros pour couvrir les dépenses liées à l'introduction de la contribution financière visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public. Les dépenses occasionnées par l'exécution de la présente loi en projet sont imputées sur le budget de l'État.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02/12/2022  
Rapporteuse : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

07/12/2022 Présentation du projet de loi

08/12/2022 Désignation d'un rapporteur

16/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 673, page 1

## Augmentation du REVIS et du RPGH

### 8113 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ; 2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre de l'accord tripartite du 28 septembre 2022 et a comme objet d'augmenter les montants du revenu d'inclusion sociale (« REVIS ») et du revenu pour personnes gravement handicapées (« RPGH »). À cet effet, il porte modification de :

- la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
- la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale.

Le projet de loi met en œuvre le point 3 de l'accord tripartite du 28 septembre 2022 qui invite le Gouvernement à déposer à la Chambre des Députés un projet de loi permettant l'adaptation du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen.

C'est ainsi que le texte sous rubrique introduit une augmentation de 3,2 pour cent des montants du revenu d'inclusion sociale et du revenu pour personnes gravement handicapées laquelle est identique à celle proposée par le projet de loi n° 8117 modifiant l'article L. 222-9 du Code du travail qui adapte le taux du salaire social minimum à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

À cet effet, le présent projet de loi porte modification de l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ainsi que des articles 5, paragraphe 1<sup>er</sup> et 49, paragraphe 3, de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 08/12/2022

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

16/12/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 670, page 1

## Énergies renouvelables dans le domaine du logement

### 8116 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

L'objet du projet de loi n° 8116 modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement est de transposer plusieurs mesures retenues lors des négociations de la tripartite de septembre 2022.

L'accord tripartite (« Solidaritétspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022 prévoit le renforcement de plusieurs aides financières, à savoir du bonus alloué pour le remplacement d'une ancienne chaudière basée sur les énergies fossiles par une installation basée sur les énergies renouvelables, des aides financières pour les installations solaires photovoltaïques et des aides financières pour l'assainissement énergétique durable. L'augmentation des aides susmentionnées vise à favoriser et accélérer les travaux de rénovation énergétique ainsi que la transition énergétique des ménages vers les énergies renouvelables. Les dispositions prévues dans le présent projet de loi contribuent ainsi à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles des ménages.

Il est à noter que le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) prévoit un taux de rénovation annuel ambitieux de 3 % afin d'augmenter l'efficacité énergétique dans le domaine du bâtiment. L'extension des aides à l'investissement prévu dans le présent projet de loi s'inscrit donc pleinement dans les objectifs et finalités du PNEC.

Les trois mesures prévues par le projet de loi sont :

- l'augmentation du « bonus de remplacement » pour le remplacement d'une chaudière alimentée au combustible fossile par un système de chauffage utilisant des énergies renouvelables de 30 à 50 pour cent ;
- l'introduction d'un supplément de 25 pour cent sur les aides allouées pour les installations photovoltaïques opérées à des fins d'autoconsommation ;
- l'introduction d'un supplément de 25 pour cent sur les aides allouées pour les assainissements énergétiques.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 08/12/2022

Rapporteuse : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

16/12/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 694, page 1

## Adaptation du taux du salaire social minimum

### 8117 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet l'adaptation du taux du salaire social minimum (SSM) à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2020 et 2021. En effet, selon le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article L. 222-2 du Code du travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi. En outre, le paragraphe 2 de l'article précité prévoit que, toutes les deux années, le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.



L'indicateur déterminé selon la méthodologie prévue fait état d'une progression du salaire horaire moyen au cours des années 2020 et 2021 de 3,2 pour cent – le taux du salaire social minimum sera donc augmenté de 3,2 pour cent au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, le salaire social minimum mensuel passe de 2.313,38 à 2.387,40 euros (+74,02 euros) ; la hausse du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés s'élève à 88,83 euros.

Au 31 mars 2022, le nombre des salariés (fonctionnaires exclus) rémunérés au voisinage du salaire social minimum est estimé à quelque 65.905 salariés, dont 52,5 pour cent résident au Luxembourg. En faisant évoluer cette population jusqu'au 31 décembre 2022, la population concernée devrait s'élever à 67.530 salariés.

Le surcoût annuel total engendré par la revalorisation du salaire social minimum est estimé à 74,6 millions d'euros, dont 58,7 millions d'euros sont dus à la hausse des salaires et 15,8 millions d'euros résultent de la hausse des cotisations imputées à l'employeur.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12/12/2022

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

15/12/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 691, page 1

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger l'application de la mesure prévue à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1<sup>o</sup> dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2<sup>o</sup> modification du Code du travail, jusqu'au 31 mars 2023. Ainsi, jusqu'à cette date, les salariés ayant travaillé dans le secteur de la santé et dans le secteur d'aides et de soins ou dans un laboratoire d'analyses médicales peuvent reprendre une activité salariée dans les secteurs visés, tout en bénéficiant de la suspension de l'application de l'article L. 585-6, point 5, du Code du travail.

Pour éviter un quelconque vide juridique, il est proposé que cette loi modificative entre en vigueur le lendemain de la fin de la disposition actuellement en vigueur, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Dans le contexte de l'évolution de la pandémie, certaines entreprises ont en effet proposé à des salariés en préretraite de reprendre temporairement le travail, et cela contre rémunération adéquate. Afin de sécuriser les salariés acceptant une telle proposition de retour temporaire, il est important d'assurer que la rémunération que ces personnes peuvent toucher pour l'exécution de ce travail n'ait pas comme conséquence la perte des droits à l'indemnité de préretraite.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 16/12/2022

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

22/12/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 692, page 1

## Covid-19 : Dispositions temporaires en matière de droit du travail

**8120 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1<sup>o</sup> dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2<sup>o</sup> modification du Code du travail**

## 26<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

### Sommaire

**1. Ouverture de la séance publique**

M. Fernand Etgen, Président

**2. 7323A – Projet de loi portant organisation du Conseil national de la justice et modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État**

**7323B – Projet de loi sur le statut des magistrats et portant modification :**

**1. du Code pénal ;**

**2. du Code de procédure pénale ;**

**3. de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure de cassation ;**

**4. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**

**5. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;**

**6. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;**

**7. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;**

**8. de la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'institutions internationales ;**

p. 14

**9. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**

**10. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État**

p. 14

Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7323A : M. Charles Margue

Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7323B : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Léon Gloden (parole après ministre)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7323A et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7323B et dispense du second vote constitutionnel

**3. Question élargie n° 175 de M. François Benoy relative à la conservation de la diversité biologique**

p. 21

M. François Benoy | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

**4. 7995 – Projet de loi relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau**

p. 22

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Jessie Thill

Discussion générale : M. Aly Kaes (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1) | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Aly Kaes) | M. Aly Kaes (parole après ministre) | Mme Simone Beissel (parole après ministre) (interventions par M. Fernand Kartheiser) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) | Mme la Ministre Joëlle Welfring

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7995 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Jessie Thill | M. Yves Cruchten | M. Gusty Graas | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Aly Kaes (interventions de M. Gusty Graas) | M. Yves Cruchten (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Jean-Marie Halsdorf | M. Gilles Roth | M. Dan Kersch | M. Aly Kaes (intervention de M. Dan Kersch)

Vote sur la motion 1 (rejetée)

**5. 8116 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement**

p. 32

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché  
Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Jean-Paul Schaaf (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Claude Turmes) | M. le Ministre Claude Turmes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8116 et dispense du second vote constitutionnel

**6. 7901 – Projet de loi portant modification :**

**1° du Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n° 1024/2012 ;**

p. 36

**2° de certaines autres dispositions du Code du travail**

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch

Discussion générale : M. Aly Kaes | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | Mme Myriam Cecchetti | M. Jeff Engelen | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7901 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, M. Georges Engel et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Mme Sam Tanson**, Ministre | Nee, Här President.

**2. 7323A – Projet de loi portant organisation du Conseil national de la justice et modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État**

**7323B – Projet de loi sur le statut des magistrats et portant modification :**

1. du Code pénal ;
2. du Code de procédure pénale ;
3. de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure de cassation ;
4. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
5. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
6. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;
7. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
8. de la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'institutions internationales ;

**9. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**  
**10. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État**

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtteg u mam Projet de loi 7323A iwwert d'Organisatioun vum Conseil national de la justice a mam Projet de loi 7323B iwwert de Statut vum Magistrat. Déi gemeinsams Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7323A**

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fuere weider mat der Stärkung vum eism Justizapparat. Mir sinn un de Fundamenter, mengen ech, amgaangen ze schaffen, an net un der Fassad.

Endlech schafe mer den Nationale Justizrot, „Conseil national de la justice“, an zur selwechter Zäit schafe mer och de gesetzleche Kader vum Statut vum Magistrat. Wéi de President gesot huet: Mir hunn hei zwee Gesetzter, mir maachen eng Debatt.

Et sinn zwee Gesetzesprojeten, déi sech engersäits an de Kontext vum der Moderniséierung vum eism Rechtsstaat afügen, sou wéi dat am Koalitiounsaccord vum 2013 virgesi war, an anersäits ganz enk mat der Revisioun vum der Constitioun zesammenhängen. Zum Zäitpunkt, wou den 7323 deposéiert gouf, stoung den definitiven Text vum der zukünfteger

Verfassung nach net fest, soudass de Gesetzesprojet 7323 en duebelen Objektiv huet: éischens d'Onofhängegkeet vum der Justiz ze stäerken an zweetens de Statut vun de Magistraten ze reegelen.

Dës Vermeschung vun Theemen huet dem Staatsrot net besonnesch gefall. Deen ass a sengem Avis vum 10. Mäerz 2020 dorop agaangen an huet beklot, dass d'Dispositioun iwwert d'Disziplin bei de Magistrate géif op ze vill Texter verstreet ginn. Doropshi gouf d'Decisioun geholl, de Projet 7323 an zwee ze splécken: den 7323A, deen de Conseil national de la justice soll behandelen, an de B, deen d'Dispositiounen iwwert de Statut vun de Magistrate soll regroupéieren.

Ech schwätzen hei ënner héijer Opsicht de Mëtteg, gesinn ech.

(Interruption)

Wëllkomm!

(Hilarité)

Mir hunn de Moien den zweete Vott vum Kapitel vum der Justiz vum der Konstitutionsreform geholl. Am Artikel 90 (veuillez lire: Artikel 107) vun där neier Verfassung gëtt den Nationale Justizrot eréischt geschaf. D'Schafe vun esou engem Conseil ass eng Recommendation vum Europarot. A wa mir dësen Text haut stëmmen, da si mir dat 20. EU-Land, dat sech esou en Instrument gëtt. Den Nationale Justizrot ass dofir do, fir fir méi Transparenz ze suergen an esou d'Legitimitéit vum Justizapparat och ze stäerken.

Ech liesen Iech awer elo nach en anere Referenztext vir, deen hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, de Steen an d'Rulle bruecht huet fir esou en Nationale Justizrot, an deen Text ass net eréischt vu gëschter, en datéiert schonn e wéineg méi laang: „À la lumière des considérations contenues dans ce document, le médiateur recommande à la Chambre des Députés, au Gouvernement l'institution d'un Conseil supérieur



de la justice appelé à assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle, de regards les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil supérieur de la justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil supérieur de la justice d'intervenir dans le fond des affaires."

Zweete Punkt: „Procéder à la sélection des candidats à la magistrature prononcée sur les promotions des magistrats sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc."

An drëtens: „L'exercice du droit disciplinaire à l'égard de la magistrature du greffe et des fonctionnaires des parquets."

Ënnerschriwwen: Marc Fischbach, Lëtzebuerg, den 22. März 2006. Dat war am März 2006, a lo si mer Dezember 2022! Et stoung quasi alles dran. An den deemolegen Ombudsman géif näischt un der Recommandatioun änneren, souwäit ech mech d'lescht Woch doriwuer mat him konnt austauschen an engem Gespräch.

Hien huet och iwwerhaupt d'Suerg, nach ëmmer, dass mer all de Pouvoire sollen Organer ginn, extern Organer. An et ass em net ganz gutt ëmmer derbäi, wann e weess, dass nach Organer bestinn, déi sech selwer zu Lëtzebuerg reegelen, huet e mer awer och als Message matgi fir haut.

Et war deemools d'Recommandatioun 21 vum Ombudsman, haut si mer beim 56. Mir hunn der also nach eng Partie ëmzesetzen.

D'Hauptmissioun vum Justizrot ass et, e gudden Fonctionnement vun der Justiz sécherzestellen, ouni hir Onofhängegkeet ze gefäerden. De Conseil därer dofir net direkt oder indirekt an eng lafend Procédure judiciaire agräifen, nach eng Decisioun vun der Justiz a Fro stellen. En ass awer, wéi gesot, do, fir de Fonctionnement vun der Justiz sécherzestelle respektiv ze verbesseren. An esou kann dësen Nationale Justizrot och Recommandatiounen ausschaffen, fir de Fonctionnement vun der Justiz a sech ze verbesseren oder fir Ännerungen ze proposéieren, déi de Statut vum Magistrat oder den Attachés an de Referendairé géife betreffen.

Dësen Nationale Justizrot kann Enquêtes ordonéieren, wann e weess, wann en a Besëtzt vun Elementer ass, déi dorobber hindeiten, dass eppes net esou fonctionéiert huet, wéi et soll. Doriwuer eraus kann awer och all Bierger sech un de Conseil national de la justice wenden, wann en Doleancen huet, déi de Fonctionnement vun der Justiz betreffen. All Justiciabel, all Bierger hei am Land kann eng Plainte un de Conseil disciplinaire vum Nationale Justizrot riichten, wann en der Meenung ass, dass d'Behuele respektiv d'Handlung vum engem Magistrat während enger Procédure judiciaire eng disziplinaresch Suite sollten hunn.

Den Nationale Justizrot wäert aus néng Memberen a grad sou vill Suppleantë bestoen.

Dat ware wierklech länger Diskussiounen, op déi ech hei net méi aginn. Dat kënnen aner Historiker maachen a mir sinn an engem gudden Klima ënnerwee, duerfir loossen ech do déi Disputten, déi et am Ufank gouf, op der Säit.

Et gëtt och eng ganz Partie PVe vun eise Kommissiounssitzungen a vun deene vu virrun, wou dat alles drastoung.

18 Persoune ginn also gebraucht, néng mol zwee.

Erlaabt mir just eng Bemierkung awer zu den Zuelen: Et ass nach net esou laang hier, dat heescht, déi lescht Méint, dat lescht Joer, do gouf et d'Position, fir e Conseil vu 15 ze hunn, fir kënne méi eng breet Opdeeling an der Magistratur ze hu vum hire Vertrieeder. 15 mol zwee, also 30 Leit, wärend da gebraucht ginn. „Wou esou vill géeege Leit fannen a wéi effikass zu 15 schaffen?“, erlaben ech mer, d'Fro ze stellen.

Mee déi ass iwwerflësseg, well schlussendlech si mer dunn an eisen Diskussiounen a mat den Avisen an internationale Recommandatiounen a gutt gemengte Réit erëm op néng zrëckkomm. Zweek Drëtzel si Magistraten an een Drëtzel vum Conseil sinn Netmagistraten.

Dat war einfach onvirstellbar viru Jore fir munnech Leit, deemools, wéi de fréiere Justizminister François Biltgen en éischte Versuch gemaach hat, dëst Gremium an d'Liewen ze ruffen.

Wéi gesot, sechs vun de Membere si Magistraten a gi gewielt: un magistrat de la Cour supérieure de justice, un magistrat des tribunaux d'arrondissement, des justices de paix et du pool de complément des magistrats du siège, un magistrat du Parquet général, un magistrat des parquets du pool de complément des magistrats du parquet et de la cellule des renseignements financiers, un magistrat de la cour administrative, un magistrat du tribunal administratif.

Dir gesitt, et sinn eng Partie Corpsen do regroupéiert ginn, an da kënnst eeben derbäi, dass sechs Leit aus der Magistratur genannt ginn – gewielt ginn! Déi genee Modalitéiten, wéi dës Wale oflafen, féint een am Artikel 3 vum Gesetzprojet.

Awer dräi Membere vum Justizrot wäerte vun ausserhalb vun der Magistratur kommen, dovunner een Affekot, entweeder Bâtonnier oder Bâtonnier sortant, an déi aner zwou Persoune – lauschter! – gi vun der Chamber hei gewielt, also vun eis Volleksvertrieeder, an zwar mat enger Zweedrëtzelmajoritéit. Et soll sech ëm Persoune handelen, déi duerch hir Formatioun oder hir beruflech Erfahrung qualifizéiert sinn, am Conseil national de la justice ze siegieren als Vertrieeder vun der Gesellschaft.

Weider gesäit de Projet de loi nach vir, dass ee muss déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn, fir Member ze sinn, a vollem Besëtzt si vu sengen zivilen a politesche Rechter an all Honorabilitéitsgarantien erfëllen. D'Mandat ass op véier Joer begrenzt, kann eemol erneiert ginn.

Et gëtt ee President mat zwee Vizepresidenten aus deenen néng eraus gewielt.

D'Entrée en vigueur vun der Aarbecht vum neien Nationale Justizrot geschitt parallel mat der Entrée en vigueur vun der Verfassung. D'Membere ginn awer virdu gewielt, designéiert, fir kënnen unzefänke mat schaffen. Et ass nämlech esou, dass, fir dass den Nationale Justizrot effikass ka schaffen a bei der Date de mise en vigueur vu sengem Gesetz kann do sinn, mussen kënne Leit rekrutéiert ginn. Dovunner ass een un der Spëtzt, der administrativer Spëtzt; e Generalsekretärsposte gëtt do geschaf. An et ginn nach weider aner Agenten och genannt, selektionéiert, fir deen Apparat kënne funktionéieren ze dinn. Ma et ass am Fong e wéineg ze vergläiche mat enger Struktur, déi e Conseil économique et social huet, fir sech kënne virstellen, wat do vu Leit gebraucht gëtt.

Sou vill zum 7323A.

### **Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7323B**

Ech kommen dann elo bei den zweeten Deel, bei de Statut vun de Magistraten, de Projet B.

Dësen definéiert déi allgemeng Reegele par rapport zum Accès vum Magistratestatut, der Nominatioun, der Formatioun respektiv der Formation continue, der Deontologie an der Disziplin vum Berufsstand, dem Detachement vu Magistraten an der Aarbechtszäit a wat hir Pensioun ueget.

Gläichzäiteg definéiert den Text fir all dës Beräicher och, wéi d'Artikulation vum Conseil national de la justice soll ausgesinn. Esou ass et an Zukunft de Conseil national de la justice, dee ka Recommandatiounen maache par rapport zum Rekrutement an zur Formatioun och vun den Attachés de justice.

Den Nationale Justizrot ass en charge, fir déi perséinlech Beruffsdossiere vun deenen eenzelne Magistraten à jour ze halen, dëst esou laang, wéi se an hirer Funktioun aktiv sinn. Mir hunn, Dir héiert et zwëscht den Zeilen eraus, hei e gewëssenen Nohuelbedarf, dat gëtt alles am Fong par la bande mat um Parquet gelescht, déi Aarbecht, fir de Moment. Et gëtt bei eise Geriichtsbareekte kee Bureau de ressources humaines, keng Personalverwaltung a sech. Et gëtt Leit, déi domadder chargéiert sinn, dat ass an der Rei, mee eis Geriichtsbareekte si sou gewuess, dass een awer am Fong scho muss verwonnert sinn, dass mer déi Struktur nach net hunn. Déi gëtt awer elo heimadder geschaaft.

Sechs Méint nodeems d'Persoun opgehale huet, an der Magistratur aktiv ze sinn, muss hire perséinlechen Dossier zerstéiert ginn. Mir hunn hei relativ vill Elementer, déi mat Dateschutz ze dinn hunn, domat, wéi laang déi gehale ginn, wat alles dra kënnst a wéini se dann zerstéiert ginn, fir do keng onnéideg Informatiounen an der Landschaft nach ze hunn.

De Grand-Duc ernennt Kandidaten, fir oppe Posten an der Magistratur ze besetzen. Dës Kandidaten ginn dem Grand-Duc vum Nationale Justizrot sous forme vun enger Décision motivée proposéiert. Den Nationale Justizrot gëtt säin Avis of a gëtt och gefrot, wann d'Magistraten op internationalen Organisatiounen oder Administratiounen detachéiert ginn. Dat kann zum Beispill de Fall si beim Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun oder beim Parquet européen, wéi mer a leschter Zäit hei och per Gesetz schonn driwwer geschwat hunn.

Dëst si fir de Magistrat gutt Geleeënheeten, fir Wëssen an Erfahrung ze sammelen, esou steet et schonn am Rapport iwwer d'Attraktivitéit vum Jean-Claude Wiwinius, dee mer och an der Chamberkommissioun diskutéiert hunn.

De Projet de loi 7323B gëtt dem Nationale Justizrot den Optrag, d'Deontologiereegele vun der Magistratur auszuschaffen; en huet en also nach keng bis elo. Dës müssen als Règlement grand-ducal publizéiert ginn a si bindend fir de ganze Berufsstand. D'Anhale vun den Deontologiereegele gëtt vum Nationale Justizrot och iwwerwaacht. Hien ass dann och zoustänneg, fir eventuell ausgeschwate Rappels de devoir am Magistrat sengem Dossier ze klasséieren.

E gréisseren Deel vun dësem Gesetzprojet beschäftegt sech dann och mat der Disziplin. Jo, all grouse Corps brauch seng Disziplinarstrukturen. Hei gëtt definéiert, wat eng Fraude disciplinaire ass, zum Beispill, wann e Magistrat d'Flichte vu sengem Berufsstand verletzt oder mat Absicht op schwéier Aart a Weis géint d'Prozedurreegele verstéisst.

Wat kënnen dann esou Sanktiounen sinn? Dat kann eng Verwarnung sinn, dat kann eng Reprimande sinn, dat kann e Boussgeld sinn, dat kann en Erostufe si vum Klassement, dat kann eng temporär Exklusioun sinn, et kann eng Mise à la retraite sinn oder carrément eng Revocatioun an deene schlëmmste Fäll.

Den Text definéiert dann och déi verschidde Juridictions disciplinaires, hir Kompositioun an d'Prozedur, no där Fäll vun Disziplinarfeeler verhandelt ginn.

Am Text sinn dann och d'Dispositiounen iwwert d'Aarbeitszäit, d'Absencen an d'Mise à la retraite vun de Magistraten virgesinn.

Rekurrent, an doriwirer huet sech besonnesch d'CNPD gefreet, sinn am Text iwwert de Statut vun de Magistraten kloer an däitlech d'Garanties d'honorabilité festgeluecht. Mir hunn déi och schon – de Moien hunn ech dervu geschwat – am Text iwwert d'Referendären.

De Procureur général formuléiert all Kéier en Avis. Fir deen Avis opzestellen, huet hien Asiicht an de Bulletin 2 vum Casier judiciaire, gegebenefalls aus dem Ausland, wann de Kandidat ausser der Lëtzebuurger nach eng aner Nationalitéit huet, en huet Asiicht, ob eng Décision de justice virläit mat enger Verurteilung um Penal a wou et nach keng Rehabilitatioun gëtt, en huet Asiicht op d'PVe vun der Police iwwert d'Faiten, déi zu enger eventueller Verurteilung um Penal kéinte féieren. Faiten, wou et Acquittement, Non-lieuen a Klassementer ginn, sinn natierlech ausgeschloss.

Den Avis ouni Detailler a Kommentare kënn dann an den Dossier vum Kandidat an e gëtt zerstiéiert, nodeems eng Decisioun iwwert d'Kandidatur geholl ginn ass.

An dësem Gesetzsprojet ginn dann nach eng ganz Rei Upassung vum enger Hellewull Gesetzer gemaach: Code pénal, Code de procédure pénale, Cassatioun, Pouvoir a Procédure, organisation de l'Ordre judiciaire an dee vum Administratif a vum Verfassungsgeriicht, vun den Attachés de justice, vum Statut a vun den Avancements a vun dem Traitement vun de Fonctionnaire ganz allgemeng.

Ech gräife just een eraus, interessant no der Sitzung, déi mer de Moien haten, wou mer Iech um 11.00 Auer Paus ginn hunn: An Zukunft dierfe weeder e Richter nach e Member vum Parquet Member am Staatsrot sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | D'Onofhängegkeet vun eisen Institutiounen verlaangt dat.

Zum Werdegang: Ech huelen den A an de B zesummen, well déi zwee Texter hu ganz vill parallell evoluéiert.

Se sinn zesummen als 7323 am Juni, den 22. Juni 2018, vum Justizminister Félix Braz deposéiert ginn. De Gesetzsprojet ass dunn den 13. Dezember, also no de Wale vun 2018, an d'Justizkommissioun verwise ginn.

Den éischten Avis vum Staatsrot koum am November 2019. Am Kader vun der Proposition de révision constitutionnelle 7575 huet de President vun der Chamber dunn den 10. Januar en Avis complémentaire beim Staatsrot gefrot, en Avis, deen den 10. März 2020 do war.

An de Projet de loi 7323 ass eng éischte Kéier an d'Justizkommissioun komm de 25. Juni zejoert, wou e virgestallt ginn ass a wou ech zum Rapporteur genannt gi sinn.

De 6. Oktober 2021 huet d'Justizkommissioun den Avis analyséiert an eng Serie Amendementer ugeholl.

Déi Woch drop, den 11. Oktober, hate mer dunn en Austausch mat Vertrieeder vum Pouvoir judiciaire an hu weider Amendementer ugeholl.

Dir gesitt, mir hunn dunn intensiv um Dossier geschafft, well déi Woch duerno, den 18. Oktober 2021,

hu mer de Projet an en A an e B gespléckt an ech sinn dunn och Rapporteur vun deenen zwee genannt ginn. Vun dunn u sinn déi zwee Projets de loi net méi ganz parallell behandelt ginn. Ech erspueren Iech den Detail awer.

Beim A a beim B gouf et jee weils nach véier Avis-complémentaire vum Staatsrot, all Kéier als Äntwert op Amendementer, déi mer gemaach hunn. Déi lescht Avis koumen den 13. Dezember, d'lescht Woch also, wou mer definitiv gréng Luucht kritt hunn.

Mer ware gutt virbereet, soudass mer och de Rapport konnten unhuelen zwee Deeg drop, de 15. Dezember. Mir hu sportlech an effikass geschafft, mengen ech.

Merci. Merci un all déi, déi un dës Fläissaarbecht matgeschafft hunn, awer virun allem e ganz häerzlechen an décke Merci un den Yves Huberty, deen op de Worf vun dësem wichtege fir eise Rechtsstaat fundamentale Gesetzsprojet wierklech houfreg ka sinn. Merci!

Merci och un all Redakture vun den Avisen. Dir kënn Iech virstellen, dass et der jett waren. Sollt ech elo an den Detail dervun agoen?

**Plusieurs voix** | Nee!

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Nee!

**Plusieurs voix** | O!

(Hilarité)

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Mee d'Matschreiber sëtzen och douewen.

Dir kënn se an den Documents parlementaires en extenso fannen an am Resümee a mengem schrëftleche Rapport.

Just wëll ech hei ernimmen, wien aviséiert huet: De Staatsrot ganz intensiv – hutt Der scho matkritt – an zäitno, an der leschter Ligne droite besonnesch. Merci dofir. D'Beruffskummeren – d'Handels-, d'Salariats- an d'Staatsbeamtekummer –, de Barreau, d'Affeketen also, de Groupement vun de Magistraten, d'Justizautoritéiten evidentement – Tribunal an d'Cour administrative, d'Cour supérieure de justice, d'Bezirksgeriichter aus der Stad a vun Dikrech, d'Friedensgeriichter aus der Stad a vun Esch, de Parquet général zesumme mat de Parqueten aus der Stad a vun Dikrech. Au fur et à mesure wou den Text seng definitiv Form ugeholl huet, hu virun allem d'Justizautoritéiten Zousazavise formuléiert.

D'Avis begréissen all, dass mer en Nationale Justizrot schafen – all – a begréissen, dass d'Onofhängegkeet vun der Justiz consacrééiert gëtt. Eng Avancée, wéi ech et ettlech mol gelies hunn.

Divergenzen a Skepsis gouf et bei der Zesummesetzung vun dësem neien Organ. Net jiddere war frou mat senger Representatioun a weider huet et e wéineg ramouert, wat d'Presence vun den Netmagistraten ueget. Mee dës Iddi, am Sënn vun enger diverser Kompositioun vum Nationale Justizrot, ass schlussendlech akzeptéiert ginn an et kann haut jiddwereen dermat liewen.

An deem Sënn widderhuelen ech, wat ech schonns gesot hunn: Mir mussen als Chamber elo op d'Sich no Leit, no Perséinlechkeete goen, déi mir Volleksvertrieeder an dee Gremium nennen, zwee Effektiver an zwee Suppleanten, an dat an deenen nächste Méint.

Ech soen Iech Merci fir d'Noluschteren a ginn natierlech den Accord vu menger grénger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'éischt, dem Rapporteur Charles Margue e ganz grouse Merci ze soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. En huet hei praktesch domadder säin Avoué gepackt.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Léon Gloden** (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, et ass net all Dag, datt d'Politik eng nei Institutioun kreéiert, eng nei Verwaltung an eng Verwaltung, déi mer, hei an dësem Fall mam Conseil national de la justice, mam Nationale Justizrot, an de Justizapparat probéieren anzefügen.

De Rapporteur ass drop agaangen, ech ginn net op all Detailler an. Well et eppes Neies ass fir Lëtzebuerg, well et eppes Ongewinntes ass, waren et och vill Diskussiounen, kontradiktoriescher a konstruktiver. An ech kommen awer net dolaanscht fir ze soen: 2006, an engem Buch „Petita Pro Nova Justitia“, hunn ech mat engem Kolleeg, mam Här Ueberecken, deemools schon am Kapitel iwwert d'Organisation administrative de la justice geschriwwen, datt mer der Meinung wieren, et wier Zäit fir esou en nationale Justizrot. Déi Zäit ass et schonn een an der Belsch ginn, zum Beispill, an Holland an an Dänemark. A mir hunn an deem Buch hei d'Fro opgeworf: „Une telle réforme est-elle possible, non pas techniquement, mais politiquement?“ A mir hunn eis d'Äntwert selwer ginn: „Nous sommes persuadés que oui.“

Et huet e bësse gedauert, mee mat politeschem Courage, en accord mat allen Involvéierten, kreéiere mer haut deen Nationale Justizrot. Et ass also endlech esou wäit, an et muss een och fairerweis hei soen: Déi éischt Iddi, politesch Iddi vum Nationale Justizrot, déi deemools lancéiert gi war, war vum Marc Fischbach. An duerno hunn déi successiv Justizministeren ëmmer erëm déi Iddi opgeholl.

Et ass net selbstverständlech, wann ee sou eng Institutioun kreéiert, an dësem Fall den Nationale Justizrot, datt ee vu bause Leit eranhëlt, déi am Fong a priori guer näischt mat deem Corps, mat där Verwaltung ze dinn hunn. De Charles Margue ass op déi Diskussiounen agaangen. A mir konnten eis finalement dozou duerchréngen, fir datt eeben, wéi et och an där neier Verfassung steet, d'Magistrate majoritairement représentéiert si mat sechs Representanten, an d'Suppleanten, an een Affekot an zwee Representanté vun der ziviller Gesellschaft.

Wat ass den Nationale Justizrot? An ech géif ufänke mat enger negativer Explikatioun. Et ass keng Juridiction, wou ech higinn, wann ech net zefridde si mat engem Urteel, wat ech kritt hunn. Also wann ech eng Affär verléieren, kann ech net Recours mache beim Nationale Justizrot; do sinn et déi Recoursméiglechkeeten, déi mer scho laang hunn, entweder Appell oder doriwirer eraus d'Cassatioun.

Wann ech e Problem mam Fonctionnement vun der Justiz, mam grouse „J“ hunn, da kann, wéi de Charles Margue gesot huet, all Bierger sech un de Justizrot wenden. Ech géif elo, Charles, vläicht net dat Wuert vu „Plainte“ huelen, ech géif do mol éischter soen, „eng Reklamatioun“. An da muss den Nationale Justizrot aus enger Kompositioun eeben decidéieren, ob et en Dysfonctionnement war oder net. Mee ëmmer, an dat ass ganz wichteg, am Respekt vun der Independenz vun der Justiz, well ech hunn haut de Moie gesot a menger Qualitéit als Rapporteur vum



Justizkapitel: D'Independance vun der Justiz ass ee vun den Haaptpillere vun eiser Demokratie.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ganz richtig!

**Une voix** | Très bien!

**M. Léon Gloden** (CSV) | Wéi ginn ... An dat hei Gesetz muss een och a Kombinatioun mat deem zweete Projet de loi iwwert de Statut vum Magistrat liesen – de Charles ass do op d'Detailer agaangen, ech brauch dat net nach eng Kéier ze widderhuelen. Wat awer och wichtig ass, ass, dass dat elo, wann deen Nationale Justizrot da seng Missioun kann ophuelen, en zoustänneg ass, zum Beispill, fir d'Nominatioun vun de Magistraten. An hei ass e fundamentale Changement par rapport zu der aktueller Situatioun: De Grand-Duc muss déi nomméieren. De Grand-Duc huet, wéi mer dat nennen, eng „Compétence liée“.

Den Nationale Justizrot kann nëmmen e Succès ginn, wann en och eng eege Verwaltung huet. An duerfir hu mer och virgesinn, dass et e Secrétariat général gëtt, dat eeben den Nationale Justizrot administrativ begleet, an e kritt och en eegene Budget.

D'Justizkapitel, wéi déi aner Kapitele vun der Verfassung, soll sechs Méint no der Publikatioun vun deene jeeeweilege Kapiteln a Kraaft trieden. Also kann den Nationale Justizrot déi wichteg Aufgab, déi en huet, eréischt ophuelen, nodeem d'Verfassung a Kraaft getrueden ass.

Fir eis war et awer wichtig, dass deen Dag, wou dat geschitt, den Nationale Justizrot direkt ka schaffen, net dass mer nach eng Kéier Méint verléieren, fir den Nationale Justizrot souzesoen op d'Been ze stellen.

An duerfir si mer eis eens ginn, fir Dispositions transitoires hei an dat Gesetz ze schreiwen, dass, no deem Vott an nodeem d'Gesetz publizéiert ginn ass, déi Representante scho kënnen designéiert ginn an dass e Komitee kann an d'Liewe geruff ginn, deen als Missioun kritt, déi Verwaltung opzebauen, soudatt deen Dag, wou dann d'Verfassung a Kraaft trëtt, den Nationale Justizrot kann direkt schaffen.

An ech wéilt ofschléissen nach eng Kéier mat enger Referenz op „Petita Pro Nova Justitia“: Jo, „le temps est propice“. Jo, „Mission politique accomplie“. Conseil national de la justice, à vous d'agir, well: „Justice must not only be done, but must also be seen to be done.“

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden. An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Ministesch, ech soe virop, ...

(Interruption)

... fir d'drëtte Kéier haut a fir mech op alle Fall fir d'lescht haut, dem Rapporteur e grouse Merci fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. En ass op ganz vill Detailer agaangen, an ech muss soen, déi Detailer sinn nach vervollstännegt ginn duerch de Léon Gloden, soudatt ech mech kann am Fong op e puer Reflexiounen beschränken.

Dëse Projet ass sécherlech ee vun deene méi komplexen Texter, déi mer zesummen an der Kommissioun verschafft hunn, wouduerch et schlussendlech jo och zu enger Opspléckung vum Text an zwee separat Dealer komm ass.

Zu dem Volet A. Den Nationale Justizrot war schon am Koalitiounsaccord virgesinn an en ass, wéi Der wësst, och fest an den neien Artikelen vun onser

Verfassung verankert. Net onwichtig ass hei och, dass de Pouvoir judiciaire elo fir déi éischte Kéier iwwerhaupt an der Verfassung als onofhängegen drëtte Pouvoir vum Land consacréiert gëtt.

Mat der Aféierung vum Conseil national de la justice gëtt d'Warung vun der Gewaltentrennung an domat d'Onofhängegkeet vun der Justiz nach eemol ënnermauert. An deem Kontext war et och onerlässlech, dass Lëtzebuerg déi europäesch Standarder bezüglech dem Rechtsstaat respektéiert.

D'Verfassung hält also d'Onofhängegkeet vun der Magistratur fest. Contrairement zu elo wäert net méi de Justizministère, mee de Conseil national de la justice d'Magistraten nomméieren, promovéieren an och sanktionéieren. Dëst bedeit, dass d'Potenzial vun engem politeschen Afloss minimiséiert gëtt an de Conseil national de la justice als Garant fir d'Onofhängegkeet vun der Justice agéiert.

Sou ass et jo och am Text festgehalten, an ech zitéieren: „Le Conseil [national de la justice] veille au bon fonctionnement de la justice dans le respect de son indépendance.“

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heescht net, dass d'Onofhängegkeet vun der Justiz net schon haut garantéiert ass, mee duerch dat kloert Bekentnis zu senger Onofhängegkeet, souwuel an der Verfassung wéi an deem Text hei, kritt eisen drëtte Pouvoir nach eemol eng ganz aner Gewichtung a gëtt e kloert Bild no baussen, wat d'Bedeutung vun der Justiz hei zu Lëtzebuerg ass.

Fir dat kënnen ze maachen, muss och d'Kompositioun vum Conseil eng Onofhängegkeet assureieren. Zu där si jo schon eng ganz Partie Erklärungen gi ginn. E Justizrot, deen allgemeng unerkannte Standarden net géif respektéieren, hätt et schwéier, net nëmme seng Autoritéit, mee virun allem seng Legitimitéit virum Bierger ze verdeedegen.

Mat sengen deontologesche Reegele wéi Confidentialitéit, Impartialitéit, Exactitude oder och Intégritéit, erfëllt den Nationale Justizrot eng Kontrollfunktoun, déi erhieflech zum Schutz vum Justiciabele bäidréit.

Fir d'Justiciabele gëtt de Conseil national de la justice an Zukunft e wichtigen USPriechpartner. Leit, déi denken, dass an der Prozedur, dat heescht am Oflaf vun hirer Affär, eppes net korrekt ofgelaf ass, kënnen sech an Zukunft beim Justizrot mellen an esou zu engem gudden a gerechte Funktionement vun eiser Justice bäidroen. Dat heescht awer net, an dat huet de Léon Gloden och schon ënnerstrach, dass de Justizrot eng nei Juridictioun ass. Et geet hei net ëm de Fong vun der Affär.

D'Consecratioun am Text duerch d'Dispositioun, ech zitéieren, „Toute personne peut adresser au Conseil une doléance relative au fonctionnement [général] de la justice.“ An dat garantéiert de Bierger an Zukunft dës nei Erreechbarkeet.

Sollt et duerch d'Konklusiounen an d'Decisiounen vum Comité déontologique dann tatsächlech zu Konsequenzen fir e Magistrat kommen, schützt dat nach eemol de Justiciabelen, well et am Interêt vu jiddwengem ass, Disziplinarverfahren ze vermeiden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch d'Aféierung vum Conseil national de la justice ginn d'Rechter vum Bierger nach emol gefestegt. Eis Justiz gëtt méi effikass gemaach duerch e kloeren Text an eng kloer Prozedur. An, an dat schéngt dach am Allerwichtigsten ze sinn, d'Vertrauen an eise Justizsystem gëtt gestärkt, wat eng absolutt indispensable Konditioun an engem Rechtsstaat ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net just de Bierger gëtt geschützt, mee och d'Magistrate

selwer kréie mat deem Text e bessere Schutz an e kloer Kader, an deem si hir Missioun kënnen erfëllen.

Zu dem Volet B vum Projet de loi: Duerch d'Ausschaffe vun engem Kärtext iwwert de Statut vun de Magistrater ginn déi praktikabel Reegelen iwwert d'Lëtzebuurger Magistratur op enger Plaz zentraliséiert, deontologesch Grondreegele festgehalten an d'Attributiounen vum Conseil national de la justice, am Fall vun enger Procédure disciplinaire géint e Magistrat, kloer an transparent definéiert. Dëst dréit dozou bäi, dass et och tëschent de Membere vun der Magistratur selwer net zu divergenten Interpretatiounen ka kommen.

Dëst ass besonnesch an deene Fäll wichtig, wou et zu enger sougenannter Faute disciplinaire komm ass a wou entweeder en Avertissement, eng Rüg oder eng Retrogradatioun, zum Beispill, vum Conseil national de la justice ausgeschwat gëtt. Duerch e lieserlechen a transparenten Text ass et da jidderengem méiglech, déi jeeeweileg Decisioun och nozevollzéien.

Weider ass och en anere Punkt vun deem Text interessant an d'Bezierrkgericht hat dëse Sujet an hirem Avis och opgegraff: Hei gongt et ënner anerem ëm d'Affektatioun vu Magistraten an hire Rang. En immens wichtige Punkt vun deem Projet de loi ass, wéi et an den Texter heescht, ech zitéieren nach eng Kéier, d'„[consécration législative du critère] des compétences professionnelles et des qualités humaines.“ Ech denken, dass ass eppes, wat jidderee kann novollzéien a wat och nëmme richtig ass, dass déi Leit, déi déi néideg Kompetenzen hunn an den néidege Feel fir e Posten, dass dës Leit och deene jeeeweilege Posten attribuéiert ginn, onofhängeg dovunner, wat hiren aktuelle Rôle oder Rang ass.

Ech hat et scho bei mengen Ausféierungen zu der Zesummesetzung vum Justizrot gesot an ech géif mech hei nach eemol widderhuelen: Och dat ass eng Stärkung vum Lëtzebuurger Justizsystem a garantéiert nach emol, dass d'Rechter vum Bierger geschützt ginn.

Als DP kënnen mir deem Projet, souwuel dem Volet A wéi dem Volet B, nëmmen zoustëmmen. Mir gesinn dat als eng wichtige Weiderentwécklung um Terrain vun der Lëtzebuurger Justiz, déi zukünftig dozou bäidroen wäert, de System nach besser, nach méi transparent, nach méi novollzéierbar an nach méi gerecht ze maachen. An dat am Sënn vun de Justiciabelen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Guy Arendt** (DP) | Deementsprechend géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Texter.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Guy Arendt. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana agedroen. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizminister, nodeems mir jo effektiv de Mueren d'Kapitel iwwert d'Justiz an eiser iwwerschaffter Verfassung gestëmmt hunn, kënnen mir elo iwwert d'Projeten 7323A a B befannen.

Den 7323A schreift sech an de Kontext vun der Modernisatioun vun eisem Rechtsstaat an, wéi mir et an eisem Koalitiounsaccord festgehalten hunn. Mat deem Projet schafe mir am Justizberäich en neit Organ, eng nei Administratioun – keng nei Juridictioun –, déi awer sécherlech d'Landschaft am Justizberäich maassgebend ännere wäert.

De Projet, dee mir stëmmen, weist awer och, ouni elo op déi ganz Genèse anzegoen – an ech mengen, de Rapporteur huet dat ganz gutt gemaach –, dass während där ganzer legislativer Aarbecht eng aner Richtung ageschlo gouf a finalement aneschters gestëmmt gëtt wéi den Text, deen initialement deposéiert gouf. Am Ufank, beim Depot, war d'Denominatioun vun dëser neier Institutioun „Conseil national de justice“ an och eng „Cour suprême“, an haut schwätze mer just nach iwwer de Conseil national de la justice, an en ass och an der iwwerschafter Verfassung verankert, wat och am Ufank net de Fall war.

D'Kompositioun esouwuel wéi d'Unzuel an d'Qualitéit vun de Verrieder vun dësem neie Gremium, och déi hu geännert: Initial waren et der 15, elo sinn et 9 effektiv Memberen, d'selwecht Unzuel um Niveau vun de Suppleanten. A wann een natierlech och op dësem Punkt déi verschidden Avisen noliest, do kann een och erausliese bei verschiddenen Avisen an Acteuren: Verschiddenen ass et net wäit genuch gaangen an aneren, wéi gesot, ze wäit, tëschent iwwerrepresentéiert an net genuch representéiert. A mat deem momentanen Text, dee mer hei virleien hunn, ass all Ordre representéiert, de judiciaire, den administratif an och de Parquet général. Den Equilibre ass also do a bleift gewaart.

An dësem Projet geet et jo haaptsächlech ëm d'Organisatioun, d'Kompositioun souwéi och d'Missioun vum Justizrot, deen och natierlech am Text vun der neier Verfassung verankert gëtt. An den Nationale Justizrot gëtt am Fong e gudder Gatekeeper vun der Onofhängegkeet vun der Magistratur an ass fundamental, well effektiv och seng eege Kompositioun esou onofhängeg wéi méiglech ass.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Den Europarat huet gewësse Recommandatiounen, wat d'Zesummesetzung vum Conseil national de la justice ugeet, uginnt. An et war och déi politesch Volontéit, sech dorun unzeleenen. De Conseil soll aus Riichtere bestoen, déi vun hire Paire gestëmmt ginn an nomméiert ginn, aus allen Niveaue vum Justizsystem. Dëst geet och aus de Recommandatiounen eraus vum Conseil de l'Europe vun de Memberstaaten. An effektiv deem Pluralismus ass Rechnung gedroe gi wéi och, mengen ech, den Avisen vun der Commission de Venise, déi scho virun enger ganzer Rei Joren, 2010, formuléiert goufen.

Wann een awer och den Avis kuckt vum Conseil consultatif des juges européens: Dee seet, dass nieft de Magistraten och Netmagistraten am Conseil solle setzen. An hei zu Lëtzebuerg konkret heescht dat, dass den Nationale Justizrot nieft de sechs Magistraten och dräi Perséinlechkeeten huet, déi net aus der Magistratur kommen. Ugeduecht ass engersäits en Affekot, ee Member – et soll entweder de Bâtonnier sinn oder de Bâtonnier sortant –, an awer och zwou Perséinlechkeeten aus der Zivilgesellschaft. An déi ginn natierlech vun der Chamber gestëmmt, sou wéi et hei am Text steet.

An de Conseil national de la justice – an ech mengen, dat ass e ganz, ganz wichtige Punkt, e ganz wichtig Element – soll och komplett onpolitesch sinn an och eng kloer Representatioun si vum drëtten Pouvoir, vum Pouvoir judiciaire hei aus eisem Land. An ech mengen, och dat weist, wéi wichtig d'Séparation des pouvoirs ass.

Der Chamber kënn awer och e wichtige Rôle an der Organisatioun vum Conseil national de la justice zou. Et ass eis Aufgab, et gëtt eis Aufgab, och d'Honorabilitéit vun de Kandidate vun de Postes vacants ze evaluéieren, an dëst natierlech och anhand vum Avis vum Procureur général. An effektiv soll och dat par

analogie gemaach gi wéi och bei de Référéndaires de justice, sou wéi mer och de Mueren hei an dësem Haus dat Gesetz gestëmmt hunn. Et ass am Fong op dee Modell calquéiert. An awer, nieft dem Honorabilitéitscontroôle soll natierlech, wann en Avis ageholl géif, no senger Consultatioun och deen zerstéiert ginn.

De Staatsrot a sengem Avis huet awer och gesot, dass – an dat hu mer och am Gesetz iwwerholl – den Ombudsman keng Kompetenz par rapport zum Conseil national de la justice soll hunn. Dat steet explizit sou dran. An ech mengen, mir hunn dat och ganz kloer iwwerholl. Dëst am Kader och vu Plainten, déi un den Nationale Justizrot géifen adresséiert ginn. Also huet hei den Ombudsman keng Kompetenz.

Wat awer eng wichtig Neierung ass, dat ass de Mechanismus vun der Saisine directe vum Nationale Justizrot duerch de Bierger. Nieft enger Doleance iwwer den allgemenge Funktionement vun der Justiz, wat all Persoun maache kann, kann all Justiciablen eng disziplinaresch Plainte oder eng Plainte géint e Richter beim Conseil deposéieren, wann e mengt, datt d'richterlecht Verhalen am Kader vun enger Prozedur disziplinaresch net korrekt wier. An dann ass et natierlech um Nationale Justizrot, dat effektiv ze analyséieren an och ze préieren.

Mir hunn also hei en Text virleien, deen dem initiale Kontext Rechnung dréit, natierlech och den Equilibre erabrëngt a sech och iwwergräifend an déi europäesch Richtlinnen effektiv aschreift. An och dat begrësse mer hei ganz kloer als LSAP, well och dësen Text engersäits d'Onofhängegkeet vun der Justiz stärkert, mee virun allem och se weider stärkert an och erweidert.

Et ass wichtig, dass de Bierger och all Garantie kritt vun enger Rechtssprechung, an och dat an engem rasonablen Delai. Ech mengen, och dat ware Saachen, déi mer haut de Mueren hei am Haus, wéi gesot, beschwat hunn.

Den Nationale Justizrot ass also am Fong e wichtige Bausteen an natierlech och eng Opwärtung vun eisem Justizapparat, zu där en effektiv och bäidréit, also och, mengen ech, hei de Rôle huet vun enger Bonne gouvernance am Justizapparat a senger Missioun, déi en ausféiert.

Den anere Projet, 7323B, geet jo a grouse Linnen iwwer d'Reegelen, den Accès, d'Nominatioun, d'Formatioun, d'Deontologie, den Detachement, d'Disziplin an d'Pensioun vun de Magistraten. Mee do gesäit een am Fong de Rôle, deen den Nationale Justizrot kritt, och mat sengem Generalsekretariat, mat sengem Generalsekretär. E gëtt am Fong en Dréi- an Aangelpunkt. E kritt am Fong als Coordinateur e Rôle pivot a gëtt e wichtige strateegesch Acteur, wou och de Statut vun de Magistraten deementspreechend kloer geregelt ass.

Wat natierlech och wichtig ass, ass, dass en natierlech kann disziplinaresch virgoen, wann e saiséiert gëtt, dass e kann einfach e Rappel à l'ordre ausschwätzen, e bëssen ugeleent un, effektiv, déi Aart a Weis, wéi och d'Fonction publique generell ka funktionéieren. An dofir, mengen ech, gëtt och den Tribunal disciplinaire an och d'Cour disciplinaire agefouert, zwou Instanzen, mee et ass am Fong de Justizminister, de politesche Responsablen, dee schlussendlech d'Decisioun och enterinéiert, wann effektiv eng entspreechend virläit.

De Conseil national de la justice ass also, mengen ech, e grouse Schratt an eng weider onofhängeg Justiz, et ass am Fong eng kloer Verankerung a Consecratioun deementspreechend och dovunner.

Wat awer och positiv ass, an dat wëll ech am Numm vun der LSAP hei ënnersträchen: De Conseil kritt och d'Kompetenz, fir Deontologiereegelen opzustellen. A positiv ze ënnersträchen ass och, dass e Magistrat am Fong den Nationale Justizrot consultéiere kann, fir säin Avis kënnen ze kréien, wann en iergendeng Deontologiefro huet. Dat huet am Fong e preventive Charakter an et ass am Fong och ganz positiv an der Ausaarbechtung vun der Alldagsaarbecht, déi deementspreechend och e Magistrat huet, well Lëtzebuerg berout op engem Rechtsstaat, an e Rechtsstaat brauch natierlech och eng staark a gutt funktionéierend Justiz. A wann d'Justiz aus engem gesellschaftleche System ewechbrécht, da kann een am Fong net méi vun enger Demokratie schwätzen. Alles, mengen ech, wat mer de Mueren hei gestëmmt hunn a wat mer de Mëtten hei stëmme vu Gesetzter, dréit ganz kloer dozou bäi. Dofir kann ech effektiv vu menger Fraktioun aus den Accord gi fir dës zwee Gesetzter an ech soen natierlech och dem Rapporteur, dem Charles Margue, e ganz, ganz grouse Merci fir säi gudder mëndlechen a schrëftleche Rapport. Merci.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

**M. Roy Reding** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als ADR begrësse mer ganz ausdrécklech d'Schafung vun deem Conseil national de la justice. Dat heescht awer net, datt mer net Kriticken unzebréngen hunn, besonnesch um Projet 7323A, dee mer och net wäerte stëmmen. An ech erklären Iech elo gläich, firwat. An och den 7323B, dee mer matstëmmen, mee mat enger Kritik, déi mer och wëllen ubréngen.

Komme mer fir d'éischt zum Conseil national de la justice als solchen.

Éier ech ufänken, muss ech eng fundamental Kritik nach eng Kéier ervirbréngen, déi och mäi Frënd, de Fernand Kartheiser, haut de Moie scho gesot huet: Hei am Haus ass eng ganz grouse Majoritéit derfir, datt de Parquet an d'Magistratur gehéiert. An dat muss mer akzeptéieren, dat ass dat parlamentarescht Spill, dat ass Demokratie. Mee mir bleiwen awer der Meenung – an, ech mengen, aus ganz gudde Ursachen –, datt dat net richtig ass. Mir bleiwen der Meenung, dass de Staatsanwalt, den Ukléier sollt op engem aneren Niveau stoe wéi de Magistrat. Si sollten net an deem selwechte Corps sinn a si sollte sech net esou zesummefannen, wéi se et am Moment maachen.

An, ech mengen, et gëtt Beispiller, wéi et anescht ka goen, zum Beispill an Däitschland. An do wëll ech Iech just zwee Sätz zitieren aus engem Avis juridique, well och an Däitschland war diskutéiert ginn: Sollt/misst d'Staatsanwaltschaft net an déi normal Magistratur integréiert ginn? An an deem Avis gëtt gesot: „Die Funktionen der – auch in ihren Ermittlungshandlungen – ausführenden Staatsanwaltschaft müssen klar von der rechtsprechenden Gewalt getrennt bleiben. [...] Eine unsaubere Trennung der Funktionen der ermittelnden Staatsanwaltschaft und der rechtsprechenden Gewalt und eine daraus abgeleitete Anerkennung einer quasi-richterlichen Unabhängigkeit der Staatsanwaltschaft würde die staatsrechtliche Einordnung der Staatsanwaltschaft im System der Gewaltenteilung ins Wanken bringen.“

Ech ginn Iech just mat op de Wee, an deenen nächste Joren: Iwwerleet Iech dat emol, ob dat net och hei zu Lëtzebuerg ganz genau de Fall ass.

Ceci étant dit ass eis Kritik um Conseil national de la justice virun allem seng Zesummesetzung. An hei



muss een einfach nëmme d'Avise kucke vun deene Leit, déi domadder befaasst sinn.

Ech fänken u mam Groupement des magistrats, dat ass eppes wéi d'Gewerkschaft vun de Riichter. An déi soen: „Il est tout aussi clair que la présence d'éléments extérieurs est voulue par d'aucuns comme frein à la revendication d'autonomie professionnelle de la magistrature, suspecte aux yeux du barreau, d'une partie des parlementaires et de l'exécutif.“

Si hu „réticence [quant] à la présence d'avocats au sein du CNJ. [...] [Ces avocats] pourraient très bien utiliser leur qualité de membre du CNJ pour exercer des pressions, directes ou indirectes.“

An ech mengen, domadder ass de Fanger op d'Wonn geluecht. Wéi kéint en Affekot an deem dote Gremium – och positiv formuléiert ..., kéint net och hien ënner Drock a senger Fonctioun als Affekot, deen de Justiciabelen ze verrieden huet? –, wéi kéint deen elo do d'Magistrate kritiséieren? Et ass einfach eng Häresie, och nëmme drun ze denken, datt en Affekot an esou engem Gremium wéi deem dote kéint sinn.

Schlëmmer ass et natierlech nach mat deenen zwou Personalitéiten. Do seet de Groupement des magistrats: „En effet, la nomination des membres extérieurs non-magistrats par une assemblée parlementaire peut comporter le risque d'une forme indirecte de politisation du CNJ.“

*(Interruption)*

Ech géif souguer soen „directe“!

**Une voix** | O!

**M. Roy Reding** (ADR) | An et ass net nëmme de Groupement des magistrats, deen dat dote gesot huet. D'Chambre des Fonctionnaires: „L'avocat siégeant au Conseil participera ainsi par exemple aux prises de décisions en matière de nomination“, a sou weider, „à l'encontre de magistrats devant lesquels il plaidera aux tribunaux. Le fait pour un avocat d'avoir accès aux informations et dossiers [...] des magistrats devant lesquels il plaide nuit évidemment à l'impartialité de la justice.“

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR) | „Au vu de ces considérations, la Chambre réitère sa demande de supprimer le représentant de la profession d'avocat au Conseil national de la justice.“ Dat war d'Staatsbeamtekummer.

Den Tribunal d'arrondissement de Luxembourg: „Nous nous l'avons fait par le passé, à la désignation par la chambre des députés des deux personnalités extérieures“, wéinst der „crainte d'une ingérence politique dans les organes suprêmes de la magistrature.“

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR) | Dann hunn ech den Avis vum Parquet – Parquet général et Parquet des tribunaux. Déi soen u sech genau dat selwecht a si ginn nach ee Schrëtt méi wäit: Si contestéieren d'Appartenance vun de Chefs de corps. A si hu Recht: „En Belgique au contraire l'appartenance au Conseil supérieur de la justice est incompatible avec l'exercice d'un mandat de chef de corps.“ E Chef de corps huet an deem Conseil näischt verluer, an eisen Aen.

Da kënn nach een e bësse méi technesche Punkt, an dat ass, datt eng Plainte irrecevable ass „si elle est dirigée contre un magistrat du ministère public lorsque le parquet auquel il appartient demeure chargé de la procédure.“ An do gétt ganz richteg gesot – au fond weess ee jo, datt déi an déi Juridictioun befaasst ass, mee net beim Parquet –: „Ceci est moins évident pour les dossiers pénaux traités par les parquets. [...]“

Qu'en est-il des classements sans suites, des dossiers qui sont classés „au reproduire“ en attendant de nouveaux éléments, de ceux qui ont fait l'objet d'un aversissement ou d'une tentative de médiation?“

Et misst also esou sinn, datt ee kann Doleancë virbréngen, och géint e Magistrat, an engem Dossier, deen nach en cours ass. Ech denken do ganz besonnesch un d'Juges d'instruction. Wat maachen ech géint ee Juge d'instruction, deen net dee Respekt huet an net déi Attitud huet, déi e sollt hunn als onofhängege Magistrat?

Aus all deene Grënn wäerte mir den 7323A net matstëmmen.

De B stëmme mer mat, mee och do hunn ech e Problem. An dat ass, datt deen Tribunal disciplinaire an déi Cour disciplinaire en audience publique statuieren. An dat fannen ech ganz schlëmm. Aleng de Fait, datt iergendee Magistrat wéinst iergendenger Affär poursuivéiert gëtt an dat gëtt public, dat hält deem dach immens vill vu senger Onofhängegkeet ewech, dat setzt deen dach ënner onméiglech Pressiounen. Dat setzt deen ënner onméiglech Pressiounen. Et gëtt absolut keng Ursaach. An och wann en éischtinstanzlech géif verurteilt ginn, wéi steet deen do an den Ae vun de Justiciabelen, wéi steet deen do an den Ae vun den Affekoten?! Ass dat richteg? Muss esou eppes public sinn?

An iwwerhaupt musse mer eis d'Fro stellen an eiser heuteger Zäit mat der Publicité des audiences. Fréier war dat vläicht ganz gerechtfertegt, wou een huet missen d'Angscht hunn, ...

*(Interruption)*

... datt d'Riichtere géife Saachen ënnert den Teppich kieren oder esou. Mee hautdesdaags, an Zäite vun Datschutz, ass et gerechtfertegt? Mir hunn an eis Constitutioun ageschriwwen ... Dir hutt an eis Constitutioun d'Présomption d'innocence ageschriwwen. Wou ass déi dann, ...

*(Interruption)*

... wann e Magistrat poursuivéiert gëtt oder wann e Magistrat éischtinstanzlech verurteilt gëtt wéinst iergendeppes an duerno gëtt e fräigesprach? Seng Reputatioun ass zerstéiert. An dat ass eppes, wat eis an deem Text net gefält. Mee trotzdem wäerte mer e matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Madamm Oberweis, Dir sidd prett an Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo. Merci, Här President. Fir d'éischt emol dem Rapporteur Charel Margue nach eemol merci fir deen exzellente Rapport.

Jo, d'Schafung vun dem Conseil national de la justice ass Deel vun de Beméiung vum der Justiz, fir hir méi Transparenz ze verleeën an doduerch bäizedroen, dass hir Legitimitéit gestärkt gëtt. Generell gesi kann ee soen, dass d'Objektiv vum dësem nei geschafenen Organ doranner besteet, drop ze uechten, datt d'reibungsloost Fonctionéiere vun der Justiz garantiéiert ass. An natierlech ënnerstëtzen mir dat Objektiv honnertprozenteg.

De Rapporteur a meng Virriedner hunn elo scho ganz ausféierlech iwwert dem Conseil national de la justice seng Organisatioun, Kompositioun, Attributiounen souwéi och d'Fonctiounsaart a -weis geschwat, sou datt ech just op e puer vereenzelt Punkten aginn.

D'Kompositioun vum Conseil national de la justice ass ee Punkt, dee sech während der legislativer Prozedur

verännert huet – et muss ee betounen: zum Positiven, an eisen Aen. Mir begrëssen d'Entwécklung, déi den Dossier geholl huet, an datt déi eenzel Persounen elo no definéierte Reegele gewielt ginn, an eeben net automatesch een Deel vun dësem neien Organ sinn.

Geneesou begrësse mir, datt de Conseil national de la justice eegestänneg Enquêtes unuerdne kann, zum Beispill, wann hie Kenntnis vum Tatsachen huet, déi dat reibungsloost Fonctionéiere vun der Justiz a Fro stelle kéinten. Heizou kéinte beispillsweis Beschwerde gehéieren, déi an Zukunft vun alle Persounen un de Conseil national de la justice gericht kënnen ginn. Hei kann een u Persounen denken, déi der Meinung sinn, datt si ongerecht behandelt goufen, zum Beispill.

Här President, d'Justiz ass en effentleche Service an hiert reibungsloost Fonctionéiere muss en Objektiv vun eiser Gesellschaft sinn. Eis Demokratie an d'gesellschaftlecht Zesummeliewe kënnen nëmme dovunner profitéieren.

Eng Grundvoraussetzung fir dat reibungsloost Fonctionéiere vun der Justiz ass, dass all Mënsch op eng effektiv Aart a Weis Zougang zu hir huet. D'Justiz muss jiddwerengem déi nammlechte Outilen zur Verfügung stellen a si muss jidderengem op déi selwecht Manéier nolauschten. Nëmme da ka si déi jee weileg Situatioun gerecht jugéieren an nëmme da ka si ee wichteg Element an d'Richtung vun der Gläichheet vun de Bierger a Biergerinne sinn. Kuerz gesot: D'Justiz muss am Déngscht vun de Bierger a Biergerinne stoen.

Een effektiven Accès zu enger onparteilechter Justiz eleng geet allerdéngs net duer, fir datt mir automatesch an enger gerechter Gesellschaft liewen. Net all Gesetz, wat no de legislative Reegelen elaboréiert gouf, ass noutgedronge gerecht, geneesou wéineg ass all Handlung, fir déi et keng legal Basis gëtt, onbedéngt ongerecht. An anere Wieder: Ech denken, et ass immens wichtig, sech engersäits ze froen, wat dat aktuell Gesetz an enger Gesellschaft ass, an anerersäits gläichzäitig sech Gedanken iwwert d'Gerechtheit vun dësem Recht ze maachen.

Während d'zukünfteg Roll vum Conseil national de la justice also doranner leie wäert, dorobber ze uechten, dass d'Justiz reibungslos funktionéiert, hoffen ech, datt mir hei an der Chamber weider konstruktiv doriwwer debattéieren, wéi mir, ënner anerem, d'Gerechtheit definéieren.

Dat gesot, stëmme mir dës zwee Dossierer natierlech mat. Ech soen Iech Merci.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. An och merci dem Charel Margue fir de gudden ausféierleche Rapport, soudass ech a menger Ried eigentlech just nach eng Widderhuelung gehat hätt. Deementspreechend bleift och vun eiser Säit just nach, den Accord ze ginn. Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminister Sam Tanson.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo. Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, fir d'éischt emol e grouse Merci dem Rapporteur, dem

Charel Margue, deen dann elo hei dem Justizmarathon fir haut, deem leschten, ganz wichtig, d'Kroun opgesat huet. An awer och e ganz grouse Merci direkt virop dem Yves Huberty, deen extreem vill Aarbecht an deem Dossier hei geleescht huet an och zulescht extreem séier a vill geschafft huet, fir dass mer dat alles dëst Joer kéinten zum Ofschloss bréngen, fir dass dës nei Institutioun ka matzäiten nach virum dem Summer a Kraaft trieden, zesummen eebe mat der Verfassung. Dat ass jo alles openeen ofgestëmmt.

An last but not least och merci, e ganz grouse Merci deenen zwee Hären – mee awer och deenen anere Chef-de-corpsen, déi elo net hei sinn –, déi douewe sätzen, dem Francis Delaporte an dem Jean-Claude Wiwinius. Ech hat eng Kéier zum Här Wiwinius gesot, et wär e bësse säi Beebee, dat heiten. Mir hate virduen nach doriwuer rieds. Ech bleiwen do derbäi. An ech mengen, dass och hie ganz fro ass, dass dat heite lo kann zu engem Ofschloss kommen.

A firwat ... Ech mengen, Dir hutt all ganz vill gesot. Dir hutt all am Detail erkläert, wéi dës nei Institutioun soll a wäert an Zukunft fonctionéieren. Ech wollt just vläicht e puer Punkten nach eng Kéier ervirsträichen, fir och d'Wichtigkeet vun dëser neier Institutioun nach eng Kéier ze ënnersträichen.

Et geet net hei drëm, eng x-ten nei Verwaltung ze schafen. Et geet wierklech hei drëm, deen Esprit ze consacréieren, dee mer och fir d'éischte Kéier de Moien elo an der Verfassung definitiv verankert hunn, an zwar dee vun der Onofhängegkeet vun der Lëtzebuerger Justiz. Et ass en extreem wichtige Prinzip. Et ass e Prinzip, deen zwar schonn an der Praxis zënter Jore gelieft gëtt, mee deen awer eigentlech an eisen Texter bis elo net esou verankert ass.

A firwat dréit déi heiten Institutioun och vill do derzou bäi? Majo, op där enger Säit, well et elo ganz kloer ass, wien zoustänneg ass, fir d'Nominatiounen, d'Sanktiounen ze entaméieren bei de Magistraten. Dat ass wichtig, well all Institutioun brauch eng Kontrollinstanz. A grad d'Justiz brauch eng Kontrollinstanz, déi sou wäit wéi méiglech vun der Politik oder vun der politescher Aflossnam – déi jo awer ëmmer erëm probéiert gëtt, an de Raum ze stellen, och wa se net do ass –, fir sou wäit wéi méiglech vun där lassgeléist ze sinn.

Dat ass extreem wichtig fir d'Confiance vun all de Bierger an eis Justice.

Fir dass et kloer ass, dass all Bierger virum Gesetz a virum dem Geriicht d'selwecht ass, ass et och wichtig, dass déi ganz Prozeduren, déi hei festgehale ginn, elo vun enger separater Institutioun, déi a grousser Autonomie wäert schaffen, gewährleistet ass.

Deen zweete Punkt ass dee vun der Rechenschaft ofleeën, well och dat gehéiert zu der Onofhängegkeet vun engem Pouvoir: Dass een net ka just dat maachen, wat ee wëllt. Ech mengen, mir sinn alleguerter kontrolléiert. Hei kontrolléiert een e bëssen deen aneren, an dat ass extreem wichtig. Et ass wichtig fir de Fonctionnement vun den Institutiounen.

Bei der Justice ass et esou, dass d'Bierger oft ... – Gott sei Dank, an och wann een eis Sondagë kuckt, och op europäeschem Niveau –: D'Justiz zu Lëtzebuerg genéisst grousst Vertraue vun de Bierger. An dat muss mer wierklech erhalen. Et ass wichtig, dass d'Decisiounen, déi vun der Justice geholl ginn, unerkannt ginn, dass déi net a Fro gestallt ginn, wa se definitiv sinn, dass ee weess, dass déi mat där néideger Sorgfalt geholl ginn.

Mee duerfir ass et awer och wichtig, dass de Justiciabel weess, u wien e sech ka wenden, wann en der

Meenung ass, dass en inadaptéiert Komportement, wéi et am Gesetz steet, virloung vun engem Magistrat, oder wann en eppes wëllt bäidroen zu Verbesserungen, déi et am Fonctionnement vun der Justice ka ginn.

Och dat ass eng Roll, déi dëse Conseil wäert an Zukunft spillen, wou de Justiciabel sech direkt kann un de Conseil wenden. Wat zur Transparenz bäidréit, wat de Verdacht vu Korporatismus enthäert a wat extreem och bäidréit zu dem positive Bild vun eiser Justice. Mir spillen hei eng Virreiderroll. Mir sinn hei bei deene Länner an Europa, déi dat esou no alle Reegele maachen, wéi se eis virgeluecht gi vun der Commission de Venise, vun der Europäescher Commissioun. An et war mer och extreem wichtig, dass mer eis do wierklech un déi Virgaben halen.

An da kommen ech och schonn zum leschte Punkt, deen, dee warscheinlech fir déi meescht Diskussioun gesuergt huet an deen och elo de Mëtten erëm fir Diskussiounen suergt, woubäi ech extreem erstaunt sinn, iwwer all déi Proposen, déi elo op eemol komm sinn, déi ech op alle Fall an der Commissioun net héieren hunn. Ech weess net, wéi et Iech alleguerten ergaangen ass.

Ech bedauern dat ëmmer. Ech hat dat de Moie schonn. Ech hätt elo näischt gesot, wat mer dat net schonn de Moie gehat hätten. Ech sinn der Meinung, dass mer iwwer alles an der Justizkommissioun ëmmer erëm ganz kontrovers diskutéieren, dass ëmmer erëm Solutiounen zréckbehale ginn, egal vun wéi enger Couleur se proposéiert ginn, an dass dat eigentlech déi richteg Plaz ass, fir iwwer e Gesetzesprojet ze diskutéieren an enger éischter Phas.

Natierlech ass dat hei och eng gutt Plaz, mee am beschten ass et, et bréngt ee seng Propos emol do an. Ech hunn déi, déi ech elo de Mëtten héieren hunn, do net héieren, op alle Fall net vun deene Leit.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | D'Kompositioun, dat war warscheinlech dat, wou mer am längsten ...

*(Interruption)*

... driwwer diskutéiert hunn a wat och gemaach huet, dass mer ëmmer erëm Amendementer och nach proposéiert hunn. Dir wësst, wou mer hierkommen. Den Ursprongsgedanke war warscheinlech effektiv éischter deen ze soen: „Et gëtt eng Kompositioun reng vu Magistraten“, mee da wiere mer net an deene Richtlinie konform gewiescht, déi mer nottamment vun der Commission de Venise och duergeluecht kruten.

D'Commission de Venise an och aner Institutiounen sinn der Meinung, dass et eeben aus deene Grënn, déi ech uganks gesot hunn, wichtig ass, dass mer zwar wuel eng Majoritéit vu Magistraten an dësem Conseil hunn, dass et awer och wichtig ass, dass nach Leit derbäi sinn, déi net an der Magistratur sinn, fir eeben nottamment och de Kader méi grousst ze maachen, dass och eng Vue drop kënn, déi e bësse méi vu baussen ass.

An do ass et numol awer esou, dass d'Affekoten déi sinn, déi dee Betrib am beschte kennen, niewent de Richter, well se och am Alldag mam Fonctionnement vun der Justiz ze dinn hunn. Et sinn och Garde-fouen dran. Et ass entweder e fréiere Bâtonnier oder en amtierende Bâtonnier, dee kann hei genannt ginn. Ech ka mech jiddefalls just u Bâtonnieren erënnere, deenen een näischt Béisaarteges, an deem dote Sënn, kéint ënnerstellen. Dat sinn och Leit, déi mat grousssem Engagement hirer Tâche noginn. Ech sinn extreem iwwerrascht hei iwwer déi Aussoen, déi hei elo grad gemaach goufen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Mir haten dunn an enger zweeter Phas proposéiert, dass d'Chef-de-corpsen sollten ... Also, an enger éischter Phas – den éischte Projet de loi – war d'Propos, dass d'Chef-de-corpsen sollten en Deel vun deene Magistraten sinn, déi am Conseil wäeren. Dat wäeren dann dräi Chef-de-corpsen gewiescht, plus dräi gewielte Magistraten.

Do krute mer vun der Commissioun awer wierklech ganz bestëmmt gesot, dass mer Interêt hätten, och hei eis Virreiderroll komplett ze spillen an eis deene Recommandatiounen vun der Commission de Venise nottamment ze pléieren an ze soen, dass eng Majoritéit vu gewielte Magistraten an dësem Conseil wär. Dir wësst, wéi eng Diskussioun mer dunn nach alleguerten haten.

Ech si mer bewosst, dass net jiddwereen honnertprozenteg mat där Léisung elo hei zefridden ass, mee ech sinn awer extreem dankbar iwwer déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer hate mat der Magistratur, déi dozou gefouert hunn, duerch vill Echangingen, dass mer elo hei eng Kompositioun hunn, wou, mengen ech, jiddweree kann domadder liewen, wou mer jiddwerengem seng Rechter garantéieren, mee wou mer awer och déi Onofhängegkeet vun der Institutioun a gläichzäiteg awer och déi Oppenheet hei matverankeren.

Duerfir: Iech alleguerter e ganz grouse Merci. Elo geet d'Aarbecht eigentlech eréischt sou richtig lass an deenen nächste Méint, wou elo déi Institutioun wäert opgebaut ginn – et ass schonn ernimmt ginn –, mat engem Secrétaire général, dee muss rekrutéiert ginn, mat den Ekippen, déi mussen rekrutéiert ginn.

An et sinn eng Retsch Aufgaben, déi hei schonn op déi nei Institutioun duerkommen. Ech sinn awer och der Meinung – de Rapporteur hat e uganks schonn erwäant –, dass mer weider mussen déi Reflexiounen féieren, doriwuer, wéi mer de Justizapparat nach besser an Zukunft kënnen opstellen, an nottamment eeben déi vill Froer ronderëm d'Personalgestioun, déi à moyen terme mussen derzou féieren, dass dann och nach eng reegelrecht Verwaltung muss kommen, fir eeben all déi Froen och nach ze geréieren. Well mat deene sëlliche Mataarbechter, déi eis Justiz zu Lëtzebuerg huet, ass dat och wierklech eng Aufgab, déi muss gutt encadréiert ginn a wou och d'Leit dat mussen als Haapttâche hunn, an net nach vill aner Tâchen niewendrun.

Merci villmools fir déi gutt Diskussiounen, déi mer haut haten. An da wënschen ech elo schonn deem neie Conseil Bonne chance fir säi Start.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools och der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir den Här Léon Gloden.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Ech muss soen – et huet elo näischt mat der Madamm Ministesch ze dinn –, mee ech si profondement schockéiert, dass en Deputéierten an dësem Haus am 21. Joerhonnert, een, deen den Eed op d'Verfassung ofgeluecht huet, wou steet, dass d'Audienze beim Geriicht public sinn, hei seet, hie wier der Meinung, dass et besser wier, d'Audienze viru Geriicht sollten net public sinn. Je suis très choqué! Mir sinn am 19./18. Joerhonnert ukomm.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Gloden.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruption)*

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.



Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7323A. Den Text steet am Document parlementaire 7323A<sup>13</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7323A et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maache lo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7323A ass mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen uegheoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7323B. Den Text steet am Document parlementaire 7323B<sup>20</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7323B et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7323B ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegheoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary,*

*M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### **3. Question élargie n° 175 de M. François Benoy relative à la conservation de la diversité biologique**

Mir komme lo zur erweiderter Fro Nummer 175 vum Här François Benoy iwwert d'Konservatioun vun der Biodiversitéit. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eng eventuell Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, Madamm Ëmweltministerin, eng intakt an divers Natur ass d'Liewensgrundlag vun de Mënschen. Eng Natur, déi am Equilibre ass, liwwert ons Liewensmëttel, proppert Waasser a Loft, Erhuelung, schafft Resilienz géint de Klimawandel a géint Krankheeten.

Mee et geet onser Natur net gutt. Weltwäit sinn iwwer eng Millioun Déieren- a Planzenarten a Gefor. Iech kommen elo vläicht Biller vu Korallen, Tigeren, Elefanten, Walen a Pandaen an de Kapp, déi all vum Ausstierwe bedrot sinn, mee awer ganz wäit ewech schéngen. Mee och virun onser Hausdier riskéiere Feldhong, Spiecht a Steekauz fir ëmmer auszestierwen. Biber, Wëllkaz, Schwaarze Stuerk a Roude Schéierschwanz sinn op de roude Lëschten.

Zu Lëtzebuerg sinn am ganzen zwee Drëttel vun onsen Habitater an engem schlechten Zoustand, virop Fiischtgebieder an Offeland, wat derzou féiert, dass 80 % vun den Aarten a Gefor sinn. A grad wéi bei der Klimakris ass och beim Aartestierwen de Mënsch responsabel derfir, duerch d'Aart a Weis, wéi e mat dem Land ëmgeet: Ofholzung, Landwirtschaft mat intensive Monokulturen, Urbaniséierung, Juegd an Iwwerfëschung, Ëmweltverschmutzung, de Klimawandel an invasiv Aarten. Zu Lëtzebuerg sinn d'Landwirtschaft an d'Urbaniséierung d'Haaptfacteur fir d'Degradatioun vun der Natur.

Wann d'Klimakris weltwäit, awer och hei am Land, schonn däitlech spierbar ass, sou schéngen der vill nach relativ onbeandrockt ze si vun dem Massenaar-testierwen, woubäi d'Konsequenzen hei gradesou brutal sinn. Pandemië kéinten zur Normalitéit ginn, Liewensmëttelsécherheet an de gudden Fonctionnement vun onsen Ökosystemer a Gefor kommen.

De Schutz an den Ausbau vun onser Natur muss dofir gradesou och ons Prioritéit si wéi d'Transitioun a Richtung vun der Klimaneutralitéit. An dofir sinn och déi international Aarteschutzkonferenz sou wichteg wéi d'Klimakonferenzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | An deem Sënn wollt ech dat Thema och hei an d'Chamber bréngen an d'Ëmweltministerin froen, ob si ons hir Konklusiounen zur COP15, déi virgësch zu Montreal op en Enn gaangen ass, hei duerleeë kann. Lëtzebuerg war bekanntlech och do vertrauden.

No zwou Woche Verhandlungen hunn d'Vertrieeder vu ronn 200 Staate sech drop géeneegt, datt op d'mannst 30 % vun all de Land- a Mieresflächen op der Welt bis 2030 musse geschützt sinn an dass déi räichste Länner de Länner vun dem globale Süden bis 2025 20 Milliarden Dollar d'Joer mussen zur Verfügung stellen. Weider sollen d'Pestizide weltwäit bis 2030 halbéiert an ëmweltschiedlech Subventiounen ofgebaut ginn.

Allgemeng gétt den internationalen Accord als en däitleche Fortschritt gesinn an als gutt Basis, fir op aneren Niveaue weiderzeschaffen an d'Instrumenter weider ze stärken. Ech denken zum Beispill un d'europäesch Biodiversitätsstrategie fir 2030. Well zrëckleene kënnen mer ons an deem heite Beräich net, mee mir mussen, au contraire, ambitiéis sinn an ons déi néideg Instrumenter ginn a brauchen eng kohärent Politik, déi wäit iwwert de klassischen Naturschutz erausgeet an déi an d'Landwirtschafts-, d'Wirtschafts- an d'Urbanismpolitik erageet.

Am Accord vu Montreal gouf iwwerens och de Rôle vun den indigène Populatiounen an de lokalen Acteuren ënnerstrach. An ech erënneren an deem Sënn och un déi vill national a lokal Instrumenter, Acteuren a Pläng, déi zu Lëtzebuerg en place sinn. Ech denken zum Beispill un den Naturpakt mat de Gemengen, dee mir hei virun annerhallwem Joer gestëmmt hunn, an awer och un den neien Naturschutzplang, dee grad duerch d'Consultation du public ass. An ech wollt d'Ministesch bei dëser Geleeënheet och froen, ons en Update vun der Ëmsetzung vun der nationaler Naturschutzpolitik ze maachen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren, a Merci och der Ministesch fir hir Äntwerten an Explikatiounen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Benoy. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministeresch Joëlle Welfring.

**Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudden Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ongeféier eng Millioun Déieren- a Planzenarten sinn haut vum Ausstierwe bedrot – sou eng Schätzung vun Biodiversity and Ecosystem Services (veuillez lire: Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services).

(Interruption)

Dee globalen Taux vum Ausstierwe vun Aarten ass honnertemol méi héich wéi den Duerchschnitt vun deene leschten zéng Milliounen Joer, an de Rhythmus beschleunegt sech. Dobäi ass de Wäert vun der Natur mat hiren ökosysteemesche Services fir de Mënsch onschätzbar. A grad dofir ass den Accord, deen zu Montreal erreecht gouf, sou iwwerliewenswichtig fir d'Natur, fir d'Déieren, d'Ökosystemer, mee virun allem och fir eis Mënschen. D'Ausso „D'Natur brauch de Mënsch net, awer de Mënsch brauch d'Natur“ ass esou richtig wéi nach ni.

D'Natur an hir Ökosystemer liwweren eng Hellewull vun Déngschtleeschungen – a se si virdru schonn eng Kéier kuerz erwänt ginn – a puncto Klimawandel. Mer hunn déi lescht Summers mat hiren Hëtzelwellen gesinn, wéi wichteg et ass, Schiet an den Uertschaften an an de Stied ze hunn. Hei ass et am Schnëtt zwielef Grad mueren warm wéi op de Bëtouflächen. Awer och an eise Bëscher war et einegermoossen agreabel, während et soss bal dobaussen net auszehale war.

Natierlech Ökosystemer kënnen awer och bei Staarkreien, deen ëmmer méi heefeg optaucht, d'Waasser zrëckhalen. Besonnesch de Bësch ass eisen Alliéierter. Hie filtert d'Loft, späichert Waasser, liwwert Holz

a Baumaterial a Pabeier, mee späichert och CO<sub>2</sub> a puffert gläichzäitig och nach d'Temperaturschwankungen.

A puncto Liewensmëttel, an dat gëtt oft géinteneen ausgespillt, mee 75 % vun eisen Narungsmëttel hänke vun den natierleche Bestëbser of, a bei eis sinn dat eeben haaptsächlech Insekten. De Réckgang vun den Insekten ass nogewisen an och dee musse mer eescht huelen, an eisem eegenen Interêt.

A weider: E groussen Deel – also e lescht Beispill – vun eise Medikamenter kënn aus der Natur. Graff 70 % vun de Medikamenter géint de Kriibs stamen aus natierleche Produkter respektiv waren d'Quell, fir se haut an engem Labo hierzustellen.

An déi Lëscht geet nach weider, mee et soll eigentlech just drun erënneren, wéi wichtig d'Natur fir eis ass. A fir dass mir Mënschen an Zukunft weider vun all dese Servicer profitëiere kënnen, musse mer d'Natur schützen a restauréieren. Dëst ass een essenziell wichtige Invest. Graff kann ee schätzen – an international Impaktbewäertunge confirméieren dat –, dass mir fir all Euro, deen an d'Restauration an an de Schutz vun der Natur gestach gëtt, op d'mannst en zéngfache Retour oder Gewinn erwaarde kënnen. An dee Schutz vu genee dësem Kapital war den Objet vun der COP15.

Während der 15. Reunion vun der Konferenz vun der Partie vun der Konvention iwwer biologesch Diversitéit zu Montreal huet déi international Communautéit, ënner chineesescher Présidence a mat Lëtzeburger Participatioun, en neie globalen Accord fir de Schutz vun der Natur geholl. Deen neie Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework ass eng gemeinsam weltwäit Visioun, fir d'Biodiversitéit ze schützen. Dës Visioun gesäit vir, dass de Mënsch am Joer 2050 nees an Harmonie mat der Natur soll liewen. A fir dëst ze erreechen, muss de Verloscht vun der Biodiversitéit gestoppt ginn an den Trend bis 2030 ëmgedréit ginn.

Dofir hu sech d'Staate véier laangfristeg Ziler bis 2050 an 23 mëttelfristeg Ziler gesat, déi bis 2030 ze erreeche sinn, an ech wëll der just siwen heivun eraushiewen, den Här Benoy huet Der schon e puer erwänt.

Éischstens: Op d'mannst 30 % vun der Land- a Mieresfläch vun der Welt wäerten ënner effektive Schutz gesat ginn, virun allem Gebidder mat héijer Biodiversitéit, déi besonnesch Schutz verdéngen. D'Rechter vun Naturvëlker a lokale Gemeinschaften, déi do wunnen, wäerte geséichert ginn.

Zweetens: Zousätzlech zu geschützte Gebidder wäerten 30 % vun de beschiedegten Ökosystemer um Land an um Mier bis 2030 restauréiert ginn.

Drëttens: Mënschlech induzéiert Ausstierwe vu bekannte menacéierten Aarte muss gestoppt ginn.

Véiertens: Den Input vun iwwerschëssegem Nährstoff an d'Ëmwelt an d'Risiko vu Pestiziden an héichgefäherleche Chemikalie wäerte bis 2030 halbéiert musse ginn.

Fënneftens: Landwirtschaft, Fëscherei a Bëscher musse nohaltege geréiert ginn an den nohaltege Gebrauch vun der Biodiversitéit garantéiert ginn.

Sechstens: D'Liewensmëttelverschwendung soll halbéiert ginn.

A siwentens – last but not least – muss den ökologesche Foussofdruck reduzéiert ginn.

Ganz wichtig ass eng verbessert Ëmsetzung an der Iwwerwaachung, e bësse wéi am Klimadossier: E System gëtt ageriicht fir sécherzustellen, dass déi nei Ziler effektiv op nationalem Niveau ëmgesat ginn.

All Land verpflichtet sech, a senger nationaler Biodiversitätsstrategie ze definéieren, wéi et zum Erreeche vun de globalen Ziler bäidréit. Zu Lëtzebuerg gëtt dat duerch den nationale Plang fir den Naturschutz, de PNPN, erreecht; och deen ass schon erwänt ginn.

Fir déi néideg Iwwerwaachung ze garantéieren, ginn eenheetlech Indicateuren, déi fir all Länner gëllen, opgestallt, an dëst mécht d'Ëmsetzbarkeit och verifizierbar. D'national Berichter gi benotzt, fir regelméisseg ze kontrolléieren, ob genuch Efforte gemaach ginn, fir déi global Ziler ze erreechen.

Mee och d'Finanzéierung ass kruzial: Fir d'Ëmsetzung vum globalen Accord ze ënnerstëtzen an eng kohärent Mobiliséierung vun zousätzleche Finanzstréim ze garantéieren, gëtt en neie Fong fir de Global Biodiversity Framework geschaf. Dësen historeschen Accord ass vläicht manner ambitiéis, ewéi vu Verschiddene gehofft – et hätt ee sech zum Beispill méi quantitativ Ziler kënnen erwaarden –, mee d'Resultat léisst sech trotzdeem weisen, well um Schluss awer e staarke Kader entstanden ass, op deem zukünfteg Efforte kënnen opbauen.

National wëlle mir dësen Accord konsequent ëmsetzen. Wéi schon erwänt, geschitt déi national Ëmsetzung vun dese weltwäiten Ziler am Kader vum nationalen Naturschutzplang, vun deem déi drëtt Versioun, de sougenannte „PNPN3“, an de vergaangene Wochen an der Consultatiounsphas war. Momentan hu mir eng quasi finaliséiert Versioun virleien, bei där nach allerlescht Adaptatioune virgeholl ginn, an ufangs 2023 wäert ech dem Regierungsrat dese PNPN3 fir d'Approbatioun virleeën.

Wéi scho méi oft ugedeit, geschitt de weltwäiten Aarteschwond net nëmme am Tropebësch, op Inseln oder op de Polarkappen, den Aarteschwond ass heiheem och nogewisen an eisen ökologesche Foussofdruck hei zu Lëtzebuerg ass och enorm. Mir mussen eis Verantwortung eescht huelen a mat dem Gedanken, eis solidaresch un de weltwäite Bestriewungen ze bedeelegen, och heiheem déi wichtig Ziler ëmsetzen!

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos der Madamm Ëmweltministesch.

#### **4. 7995 – Projet de loi relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau**

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7995 iwwert d'Qualitéit vum Drénkwaasser. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et hu sech schon geshriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Gusty Graas, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapporteuse vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire**

**Mme Jessie Thill** (déi gréng), rapportrice | Här Président, Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, onst Krunnewaasser, onst Drénkwaasser ass ons wichtigst Ressource, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn. Fir dës besser ze schützen, transposéiere mir mat dësem Projet de loi 7995 iwwert d'Qualitéit vum Waasser fir d'mënschlech Consommation, deen

d'Waassergesetz vun 2008 modifizéiert, d'EU-Direktiv 2020/2184 pile am Delai an d'nationaal Recht.

Mat dësem Gesetz schrauwe mir d'Qualitätsstandard fir d'Drénkwaasser weider erop, setze verstärkt op Preventioun a Risikomanagement bei eisen Drénkwaasserinfrastrukturen, maachen d'Krunnewaasser méi accessibel am ëffentleche Raum a stäerken de Bierger/innen hiert Vertrauen an d'Waasser, ...

**Une voix** | De Bierger och!

**Mme Jessie Thill** (déi gréng), rapportrice | ... sou datt an Zukunft nach méi Leit nach méi proppert Waasser vum Krunn kënnen drénken.

Zu Lëtzebuerg hu mir haut schon immens gutt Drénkwaasser. Eist Krunnewaasser gëtt op 48 cheemesch a bakteriologesch Eegenschaften duerch d'Waassersyndikater, de Staat an d'Gemeenge kontrolléiert. Insgesamt ginn alljoers 12.000 Analysen a Kontrollen duerchgefouert, ongeféier dräi Kontrollen den Dag. Kee Liewensmëttel gëtt esou streng kontrolléiert ewéi onst Krunnewaasser!

Dofir ass et och richtig, dass an de leschte Joren d'Ve Trauen an d'Drénkwaasser zu Lëtzebuerg immens geklommen ass. Wou an enger Ëmfro viru 16 Joer nach 60 % vun de befroete Bierger/inne gesot hunn, si géifen ni Krunnewaasser drénken, huet an enger Ëmfro virun zwee Joer ongeféier de selwechte Pourcentage gesot, si géifen es all Dag drénken. Dat ass eng immens Verbesserung, mee et bleift nach Sputt no uewen. Dofir musse mir déi Tendenz also weider stäerken, an dat maache mir mat dësem Projet de loi.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Jessie Thill** (déi gréng), rapportrice | D'aktuell Norme sinn am Règlement grand-ducal vun 2002 iwwert d'Qualitéit vum Waasser fir d'mënschlech Consommation festgehalen. Dëse Règlement grand-ducal gëtt abrogéiert, mee seng Grondstruktur gëtt grosso modo iwwerholl, verschidde Saache gi verbessert an d'Bestëmmungen den aktuellen Ëmstänn ugepasst.

Zu den Hauptmodifikatioune vun dësem Projet de loi: D'Qualitéitsnorme fir Drénkwaasser gi weider verstärkt, dëst no de leschte wëssenschaftlechen Erkenntnisser, an dat dréit neie Pollutiounssourcë Rechnung. Dës Norme berouen um Principe de précaution a garantéieren, dass d'Waasser ouni Gefor gedronk ka ginn.

Eng Rei nei Parameteren, ewéi per- a polyfluoréiert Alkyler, cheemesch Produiten, déi a Consommations- an Industrieprodukte ewéi Textilien, Läschaum, Faarwen a sou weider genotzt ginn, gi mat op d'Lescht gesat mat de Substanzen, op déi eist Waasser getest gëtt. Doriwwer eraus gëtt eng Liste de vigilance agefouert, déi Stoffer a Verbindungen ofdeckt, déi Ulass ginn zu gesondheetlecher Besuegnis. Op deser Lëscht stinn aktuell zwou Molekülle wéinst hire stéierende Eegenschafte fir den Hormonsystem a Risike fir d'mënschlech Gesondheet.

De Projet de loi féiert en ëmfaassende risikobaséierten Usaz bei der Drénkwaassersécherheet, deen déi ganz Liwwerkette matabezitt, vun der Drénkwaasserschutzon iwwert de Prelevement, den Traitement, d'Späicherung bis zur Verdeelung. Et gëtt also eng Approche gewielt, fir d'Risiko vun Ufank un ze minimaliséieren.

Déi Approche füügt sech harmonesch an eis bestoend Nationalpolitik am Waasserberäich an, eng Politik, déi de Fokus op d'Preventioun an den Opbau vun enger Drénkwaasserschutzkultur setzt. Dat ass essentiell aus ekologescher, mee och ekonomescher Siicht: D'Opbereedung vu verschmottzem Waasser kascht d'Gesellschaft méi ewéi de Schutz vum Waasser.



Haut sinn dank dëser Politik iwwer 80 % vun eise Captagë geschützt. Trotzdeem bleift d'Pollutioun vum Waasser eng Realitéit! D'Zuelen aus enger QP vu mengem Fraktiounskolleeg François Benoy vun deem Joer illustréieren de Problem vun der Pollutioun ganz gutt: Eng 100 Captagë sinn haut ausser Betrib respektiv hiert d'Waasser muss traitéiert ginn, well d'Waasser den Normen net entsprécht. Dat ass Waasser fir 65.000 Leit, also etwa 13 Milliounen Liter den Dag. Dat weist, ewéi wichteg et ass, dass mir potenziell Risike fir d'Verschmutzung vu Waasser erkennen.

Et gëtt bei deem risikobaséierten Usaz dräi Niveaueen.

Éischtens: D'Risikobewäertung an de Risikomanagement um Niveau vun de Schutzzonen, déi vun de Waasserfournisseure gemaach mussen ginn, mat enger Identifizierung a Bewäertung vun de Geforen ewéi och der Iwwerwaachung vun enger Rei relevante Parametere, Substanzen a Schuedstoff.

Zweetens: Um Niveau vum Versuergeresystem, dat heescht vum Prélèvement, dem Traitement, der Späicherung bis zur Verdeelung vum Drénkwaasser. D'Waasserversuerger mussen eng Bewäertung vun der Leeschtung vum Reseau maachen ewéi och d'Detektioun vu Fuitten.

Drëttens: Um Niveau vun de Verdeelungsinstallatiounen, déi vun der Waasserverwaltung an der Direction de la Santé gemaach ginn, geet et ënner anerem ëm Preventioun vu Legionellen a Bläiepositiounen.

Mat deem Projet de loi ginn och d'Ufuerderungen u Materialien, déi mat Drénkwaasser während dem ganzen Zyklus a Kontakt kommen, op europäischem Niveau harmoniséiert. D'Refonte vun der Direktiv 2020/2184 ass och zum Deel zrëckgaangen op eng europäesch Biergerinitiativ, „Right2Water“, déi d'Europäesch Kommissioun dozou opgeruff hat, d'Mënscherecht op den universellen Accès op d'Waasser vollstänneg ëmzesetzen, an 1,6 Milliounen Ënnerschrëfte gesammelt hat. Eng vun de Suite vun dëser Biergerinitiativ ass also, dat d'Direktiv – an dëse Projet de loi och – Mesurë fir den Zougang zu Waasser fir all Mënsch aféiert, besonnesch fir déi vulnerabel a marginaliséiert Mënschen an eiser Gesellschaft.

Doriwwer eraus soll dëse Projet de loi de Gebrauch vu Krunnewaasser als Drénkwaasser férdere, dofir mussen de Staat an d'Gemenge bis spéitstens den 1. Januar 2029 Waasserspenderen am ëffentleche Raum opstellen.

Weider geplangte Moosname sinn ënner anerem de Lancement vu Campagnen zur Qualitéit vum Leitungswaasser, der Fërdung vum Krunnewaasser fir Clienten a Restauranten, Kantinen oder anere Gastronomiebetriber oder d'Zurverfügungstellung vu Krunnewaasser an den Administratiounen an ëffentleche Gebaier.

D'Diskussioun ëm den Accès zu Krunnewaasser – méi spezifesch an der Restauratioun – gëtt och zu Lëtzebuerg scho méi laang gefouert. Ugekuerbelt gouf dës Diskussioun weider duerch d'Petitioun Nummer 1319 iwwert d'Recht op Leitungswaasser an der Gastronomie fir Clienten, déi et wënschen, sou wéi et schon an anere Länner de Fall ass.

Am ëffentlechen Debat zu dëser Petitioun hat de Mëttelstandsminister annoncéiert, dat e Sensibiliséierungsprojet innerhalb vum Horeca fir d'Bereestelle vu Karaffe mat Krunnewaasser fir Clienten géig gemaach ginn. Duerno, nottamment an enger jointe Kommissioun mat der Mëttelstands- an Tourismuskommissioun, ass de Mëttelstandsminister weider op de Sensibiliséierungsprojet agaangen an op d'Testphas, déi mat 50 fräiwëllege Betriber uleef. An dëser

Diskussioun hunn eenzel Deputéiert och gesot, dat se sech kéinte virstellen, hei nach méi wäit ze goen.

Zousätzlech gesäit dëse Projet de loi vir, dat insgesamt méi transparent iwwert d'Waasser, seng Qualitéit an awer och säi Präis kommunizéiert gëtt. Waasserfuitten iwwert de Reseau sinn eng onnéideg Verschwendung an och meeschtens e Symptom vun net genuch Invest an d'Infrastruktur. Dëse Projet de loi stäerkt elo d'Iwwerwaachung vun de Fuitten am Reseau, andeems en d'Fournisseure verflucht, mindestens eemol am Joer de Grad vun de Fuitten ze evaluéieren an dëst der Waasserverwaltung matzedeelen.

Mam Projet de loi kritt och de Certificat d'excellence, den „Drëpsi“, eng gesetzlech Basis an e gëtt an engem aktualiséiert, fir nottamment de Risikomanagementmesurë Rechnung ze droen.

Zu den Avisen: De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Oppositions formelles formuléiert, nottamment well verschidde Passagen aus der Direktiv inkomplett transposéiert goufen oder wéinst de juristeschen Onsécherheeten, zum Beispill wat d'Konditioun ugeet, ënnert deenen den „Drëpsi“-Certificat kann zrëckgezu ginn, oder d'Definitioun vun den Outilen, mat deenen d'Iwwerwaachung vum Waasser kann durchgefouert ginn. Dëse gouf mat Amendements parlementaires Rechnung gedroen, an a sengem zousätzlechen Avis vum 29. November konnt de Staatsrot seng Oppositions formelles ophiewen.

De Syvicol huet den 10. Oktober en éischten Avis ofginn, an deem se begrëssen, am Virfeld vum Depot vum Projet de loi consultéiert ginn ze sinn an datt schon am Virfeld enger Partie vun hiren Observatiounen Rechnung gedroe gouf. Allerdéngs haten och si eng Rei Remarken, déi si och an hirem Avis complémentaire nach eng Kéier ënnerstrach hunn. Si hunn nottamment kritiséiert, dat d'Fournisseure obligéiert ginn, Outile vun der Waasserverwaltung ze notze fir d'Iwwerwaachung vun den indikative Parametere, a fuerdere en Aarbechtsgrupp.

D'Associatioun vun de Lëtzebuergesche Waasserservicer, d'ALUSEAU, an d'Handelskummer hu béid och en Avis eraginn. Fir den Detail verweisen ech hei op mäi schrëftleche Rapport.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen: De Projet de loi gouf de 26. Abrëll vun der Ëmweltministesch deposéiert, den 22. Juli koum den Avis vum Staatsrot, den 28. September gouf ech selwer zur Rapportrice genannt an an der selwechter Kommissiounssitzung goufen eng Rei Amendements parlementaires adoptéiert. Den 29. November koum den Avis complémentaire vum Staatsrot, deen dunn den 2. Dezember an onser Kommissioun diskutéiert gouf, woubäi och mäi schrëftleche Rapport ugeholl gouf.

Mat deem Projet de loi huele mir also eng Rei Messuren, déi d'Qualitéit vum Drénkwaasser zu Lëtzebuerg an den Zougang zu Krunnewaasser weider verbessern, d'Preventioun weider stäerkt, esoudass mer verhënnere, dat et iwwerhaapt zu Pollutiounen kënnt. Dëst stäerkt de Schutz vun eise Drénkwaasser, der wichtigster Ressource, déi mer hunn.

Et bleift mer nach, den Accord ze gi vun der grénger Fraktioun, an e Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An als éischten ageschriwwene Riedner steet den Här Aly Kaes scho prett. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Aly Kaes** (CSV) | Sou. Merci, Här President, fir d'Wuert, merci der Rapportrice fir all déi Explikatiounen a schrëftlecher an a mëndlecher Form ze deem

Projet de loi. Ech sinn absolutt mat der Rapportrice d'accord, dat et ganz wichteg ass, dat mer eng beschtméigleche Qualitéit vum Drénkwaasser hunn, a mir sollen alles drusetzen, fir déi Qualitéit nach ze verbessere, iwwerhaapt fir eng Diskussioun ... An do ass d'CSV ganz kloer der Meening, dat een dat nach méi wéi bis elo soll ënnerstëtzen.

Dee Projet, dee mer elo maachen oder dee mer a sech ëmsetzen, ass eng Direktiv, déi virun allem fënnel Objektivier huet. An an deene fënnel Objektivier sinn eng ganz Rei Elementer festgehalten, déi d'Rapportrice elo scho genannt huet, duerfir brauch ech se net nach eng Kéier ze widderhuelen. Ech wëll awer ganz kloer soen – a si huet virun allem gesot –: Mir mussen alles maachen, fir dat d'Leit et nach méi einfach hunn, zu genuch Drénkwaasser an zu Qualitätsdrénkwaasser ze kommen.

Jo, dat ass alles richteg, dat ass alles gutt, mee et muss een awer och da ganz kloer soen, dat d'Konditiounen fir jiddereen awer mussen d'selwecht sinn an net ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Aly Kaes** (CSV) | ... Inegalitéiten, enorm Inegalitéiten, bestinn an déi Inegalitéiten ëmmer méi grouss ginn!

Et huet mer u sech immens gefall, dat grad d'Madamm Oberweis gëschter och dat gebraucht huet fir ze soen: Voilà, mir mussen alles drusetzen, dat déi méi Schwaach a bestëmmte Beräicher genau sou behandelt gi wéi déi méi Staark an eiser Gesellschaft. An ech mengen, grad d'Waasser, dat Wichtigst, wat ee brauch fir ze liewen, fällt ganz sécher dodrënner. Ech muss och op dëser Plaz soen, well Dir kennt jo alleguer mäin Dada: Mäin Dada ass en Eenheitswaasserpräis an ...

(Brouhaha)

**Plusieurs voix** | A!

**M. Aly Kaes** (CSV) | ... ech mengen, dat den Eenheitswaasserpräis ... Et ass ee vu mengen Dadaen, Här Di Bartolomeo, et ass ee vu mengen Dadaen, mee et ass awer e ganz wichtige. Op jidde Fall ass et esou, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... dat den Eenheitswaasserpräis méi wéi jee berechtigt ass a muss kommen – muss kommen! –, aus deem ganz einfache Grond, well den Ënnerschied tëscht dem ländlechen an dem urbane Raum ëmmer erëm méi grouss gëtt. An ech war angeneem iwwerrascht – ech muss dat duerfir och erwänen an e Merci soen -: Wéi ech dat an der Kommissioun gesot hunn, du war spontan den Här Carlo Weber, dee sech d'Wuert gefrot huet fir ze soen: „A, dat wat den Aly seet, dat kann ech nëmmen ënnerstëtzen! Hie weess och am beschten, wat dat heescht, wann ech an enger Gemeng sinn, déi am ländleche Raum ass an déi flächeméisseg déi gréisst am Land ass.“ Also all Respekt, an ech kann nëmme soen: Felicitatiounen fir dee Courage, dat an der Kommissioun an där Form esou kloer ze soen!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech kann nëmmen nach eng Kéier hei kloer an daitlech soen, ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Très bien!

(Brouhaha)

**M. Aly Kaes** (CSV) | ... mir wäerten och elo als CSV, eng Motioun deponéieren, an där mer d'Regierung opfuerdere, genau an déi Richtung ze schaffen, dat mer e Prix unique kréien, sou gutt am Waasser wéi am Ofwaasser, an ech sinn iwwerzeegt, dat déi

à l'unanimité wäert votéiert ginn, well alles dat, wat mir hei soen iwwert d'Solidaritéit an iwwert d'Entgéintkommen an iwwert d'Inegalitéiten, déi bestinn, alles dat kënnen mer mindestens an deem do Beräich ewechwächen an an deem do Beräich eliminéieren, wa mer wierklech en nationalen Eenheetswaasserpräis kréien. A wann ech „Eenheetswaasserpräis“ soen, da soen ech natierlech „Drénkwaasser“, dat heescht, do wou ech der Natur d'Waasser huele bis do wou ech – un d'Ofwaasser denken ech natierlech och – der Natur d'Waasser zrëckginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Aly Kaes** (CSV) | Ben, just, fir dat ze soen: Grad d'Ofwaasser gëtt an deene leschte Joren, wa mer do nach weider an déi gutt Richtung ginn, ëmmer méi deier, fir dat ze entsuergen. An dat kascht eng Fortune an de ländleche Regiounen! Dat kascht ëmmer eng Fortune, mee grad besonnesch an de ländleche Regiounen kascht et zweemol eng Fortune, a mir mussen alles drusetzen, fir, wéi gesot, och an de ländleche Regiounen, an deene Gemengen, wou mer jo net solle sou séier evoluéieren, mer awer déi selwecht Infrastrukturen hunn, déi selwecht Kilometeren u Kanäl, déi selwecht Kilometeren u Waasserleitungen, sou vill Pompelstatiounen, sou vill Bassin-d'oragen a sou weider an esou virun – ech wëll net all verschidde Bauwierker opzielen – an natierlech och Waasserleitungen an erëm eng Kéier Pompelstatiounen.

Alles dat ass definitiv net méi fir ländleche Gemengen ze schëlleren, dat muss ee ganz kloer soen. An duerfir wëll ech och déi Motioun hei deposéieren am Numm vun der CSV, fir dat doen ze ënnersträichen.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

– *considérant que l'eau potable constitue un droit humain d'après une initiative citoyenne européenne ;*

– *considérant que la distribution de l'eau potable de qualité a un coût de revient considérable auquel s'ajoute celui de l'assainissement ;*

– *constatant des différences importantes du coût de l'eau entre les communes en milieu rural et celles en tissu urbain ;*

– *considérant que ces différences créent des injustices et des inégalités entre les citoyens des différentes communes ;*

– *rappelant son attachement au principe de solidarité en la matière,*

*invite le Gouvernement*

– *à assurer sur le plan national la mise en place d'un système d'approvisionnement en eau potable et de gestion des eaux résiduaires débouchant sur un prix unique de l'eau.*

(s.) *Aly Kaes, Paul Galles, Martine Hansen, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.*

A gleeft mer es: Wa mer dat doten hikréien, dann hu mer e grousst Stéck Solidaritéit an deem Land hei realiséiert!

Ech soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kaes. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

(*Brouhaha*)

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President, ech géif jo gären dem Här Aly Kaes elo hei äntwerten, ech sinn awer zumindest verwonnert, datt am Numm vun der ganzer CSV hei déi Motioun deposéiert gëtt.

**Une voix** | Jo.

**Une autre voix** | Mir och.

**M. Gusty Graas** (DP) | Ganz verwonnert!

**Plusieurs voix** | Mir och.

**M. Gusty Graas** (DP) | Awer wierklech.

**Une voix** | Et muss een och soen, wat dat heescht!

**M. Gusty Graas** (DP) | Ech kéint Iech awer och eng Rei Leit hei opzielen, ...

**Une voix** | Si haten och Inneministeren.

**M. Gusty Graas** (DP) | ... déi net onbedéngt och heibanne sëtzen, déi awer mat Sécherheet net Ärer Meenung sinn. Mee ech mengen, et geet jo elo haut net dorëms, et geet em eppes ganz aneschtens.

(*Interruption*)

Nee, et geet och net em d'Fësch. Bon, ech mengen, et gëtt jo ...

(*Brouhaha et hilarité*)

... eng klassesch Ausso: „Ouni Waasser kee Liewen.“ Dat klängt e bëssen, jo, e bëssen ofgedrosch, mee trotzdem ass awer ganz vill do derhannert. Ech wëll och drun erënneren, datt schonn de griichesche Philosoph, den Thales von Milet, gesot huet: „De Prinzip vum alle Saachen ass d'Waasser. D'Waasser ass alles, an d'Waasser kënn alles zrëck.“ An dach kréie mer leider all Dag Beispiller geliwwert, datt mir Mënschen net genuch héije Respekt vis-à-vis vum Drénkwaasser hunn. Mir sinn eis dem Stellewäert vun dem Waasser oft net genuch bewosst. A wa mer elo mol d'Qualitéit huelen – ech schwätzen elo mol reng da vun eise Gewässer hei zu Lëtzebuerg –, do brauche mir eis guer net ze bretzen, well d'Qualitéit vun eise Gewässer insgesamt hei zu Lëtzebuerg ass mëttelméisseg bis schlecht. Woubäi ech nach éischter géif soen, schlecht!

Wat awer elo d'Drénkwaasser ubelaangt, do muss een awer ganz éierlech sinn, do sinn an deene leschte Joerzénngen, an ech wëll dat wierklech betounen, ganz vill Efforte gemaach ginn. Mir kënnen eis glécklech schätzen, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng héich Qualitéit vun Drénkwaasser hunn, an dat ass och gutt esou. Mee dat wëllt awer net heeschen, datt mer net mussen zousätzlech ëmmer erëm Efforte maachen, fir op deem Niveau weiderhin Drénkwaasser kënnen ze liwweren.

Mir hunn och hei eng Rei Projeten an deene leschte Jore gestëmmt, déi dozou bäigedroen hunn. Dee Leschten, un deen ech hei wëll erënneren, dat ass dee vun SEBES, e ganz wictege Projet, deen derzou bäigedroen huet an och wäert derzou bäidroen, datt d'Drénkwaasserqualitéit net nëmme garantéiert ass, mee datt och d'Drénkwaasserversuergung an deenen nächste Jore respektiv Joerzénngen hei zu Lëtzebuerg wäert séchergestallt sinn. Dat war den 20. Mee 2021. Awer, wéi gesot, mir hunn trotzdem nach ganz grouss Erausforderunge virun eis.

Haut ass et ouni Zweifel e wichtegt Gesetz, wat mer stëmmen, quitte datt et eng Transpositioun ass vum enger europäescher Direktiv, mee si dréit derzou bäi, datt d'Qualitéit vum Drénkwaasser och an Zukunft wäert hei zu Lëtzebuerg garantéiert sinn.

Et ass keng nei Erkenntnis, ech mengen, et kommen ëmmer erëm zousätzlech cheemesch Produkter op de Maart; mir wëssen, datt dat och eng Inzidenz op d'Qualitéit vun eise Drénkwaasser huet. An deem Gesetz ass jo och virgesinn, déi radioaktiv Substanze méi genee ënnert d'Lupp ze huelen. Et ass also wichteg, datt dagdeeglech Kontrolle gemaach ginn. An d'Madamm Thill, där ech och wëll Merci soe fir hire ganz gudd Rapport, huet jo dro higewisen, datt eng

12.000 Kontrollen hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Dat ass eppes, op dat mer ouni Zweifel kënnen houfreg sinn, wat awer och eng Noutwendegkeet ass.

Ech wëll och virun allem déi Liste de vigilance hei begréissen, déi ëmmer erëm am Fong geholl drop hiweist, datt mer mussen immens Efforte maachen, datt och virun allem effikass Kontrolle musse gemaach ginn.

Wa mer vu Kontrolle schwätzen, da brauche mer natierlech och déi noutwendeg Kontrollinstrumenter. Ech denken hei virun allem eeben, wéi gesot, och un d'Material. An dowéinst ass et wichteg, datt mer do och immens investéieren.

Spéitstens den 12. Juli 2027 soll elo eng Evaluatioun vun deenen Zone gemaach ginn, wou d'Drénkwaasser gewonne gëtt. Ech muss éierlech soen: Iwwert deen Datum kann een awer gedeelter Meenung sinn! Ech fannen, datt deen Datum nach vill ze vill wäit ewech ass. Mir sollten haut schonn ufänken, déi Efforten ze maachen. Mir sollte reegelméisseg, wéi gesot, déi Kontrolle maachen, well d'Waasser – d'Drénkwaasser virun allem! – ass eppes extreem Sensibele. An et si jo vill Gemengevertrieeder heibannen, an et wäert wuel kaum eng Gemeng heibanne sinn, déi net och scho Problemer mat hirem Drénkwaasser hat. A mir wëssen, datt dat vun enger Stonn op déi aner kann immens änneren. An dowéinst ass et also wichteg, datt mer dagdeeglech en Aen op d'Drénkwaasser hunn.

Da ginn am Fong geholl och d'Gemengen oder d'Fournisseure vum Drénkwaasser – dat si jo an éischer Linn d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater – drop higewisen, dass se sollen e sougenannten „Aktionsprogramm“ opstellen. Jo, do kann ee ganz kloer derhannert stoen. Mee ech wëll awer och soen, datt déi oft net an der Lag sinn, déi Aktionsprogrammer ëmzesetzen. Mir brauchen also hei och d'Ënnerstützung vun de staatlechen Instanzen, an natierlech an éischer Linn vum Waasserwirtschaftsamt.

50 % vun eise Drénkwaasser kënn jo haut nach ëmmer aus Quellen. An da si mer natierlech ganz séier beim Quelleschutz. Mir wëssen, datt mer do ganz grouss Problemer hunn. Ech wëll och hei ënnersträichen, datt natierlech an deene leschte Joerzénngen eng Rei Efforte gemaach gousen, mee nach ëmmer net genuch. Da wiere mer natierlech och séier bei der Diskussioun iwwert d'Landwirtschaft. Déi soll een hei elo net verdéiwen, mee et ass awer trotzdem en Element, wat een net kann einfach ignoréieren. Mir hunn nach wie vor Problemer mat enger ganzer Rei vu Quellen. De Quelleschutz ass also extreem wichteg a muss also an Zukunft ouni Zweifel nach méi verdéift ginn.

Dann ass jo och virgesinn, datt méi en Akzent soll op den Approvisionnement (veuillez lire: d'Verbesse- rung) vum Drénkwaasserschutz geluecht ginn. Dat ass ganz evident. An da si mer och séier bei de Fuitten. Och do muss ee ganz éierlech sinn, an ech mengen, och déi éierlech Responsabeler aus de Gemenge wëssen, datt dat e ganz grouse Problem ass, bei där enger Gemeng méi, bei där anerer Gemeng manner. Mee mir hunn natierlech Problemer mat de Fuitten am Kanalnetz. An och do sinn d'Gemengen natierlech an éischer Linn gefuerdert, fir reegelméisseg hiert Kanalnetz ze iwwerpräiwen an ze kucken, ob net ze vill Fuitten entstinn.

A wa mer schonn iwwer Leitunge schwätzen, och do gëtt et natierlech gewësse Problemer, wat virun allem déi Vetustéit vun den eenzelne Leitungen ubelaangt. Och do sinn d'Gemenge gefuerdert, fir permanent hiert Kanalnetz ze iwwerpräiwen.

An deem Gesetz hei gëtt jo dann och iwwert den Accès zum Drénkwaasser geschwat. Jo, dat ass e



wichtig Element, woubäi ech mengen, dass een awer muss ganz éierlech soen: Dat ass elo e Problem, dee mir hei zu Lëtzebuerg manner kennen! Et kann net sinn, dass hei zu Lëtzebuerg nach Persounen net sollten Accès zu anstännegem Drénkwaasser hunn! Ech mengen, dass gëllt éischer fir aner Regiounen. Mee trotzdem, och do mussen mer drop hiweisen, dass et wichteg ass, dass all Mënsch hei zu Lëtzebuerg Accès zum normalen Drénkwaasser huet.

An da gëtt jo och hei am Fong geholl suggeréiert, dass d'Gemenge misste sougenannten „Drénkwaasserspender“ opstellen. Bon, ech muss awer éierlech soen, dass ass awer näischt Neits. Also, ech kennen zumindest eng Gemeng, an et sinn der mat Sécherheet nach heibannen, déi dat schonn zënter Jore maachen, wat eng Selbstverständlechkeet ass. Duerfir muss een dat net onbedéngt an engem Gesetz zréckbehalen, fir dass d'Gemengen nach sollen opgefuerdert ginn, fir hei Drénkwaasserspenderen ze installéieren, wat fir mech jiddedalls eng Selbstverständlechkeet wier.

*(Interruption par la présidence)*

Ofschléissend, wéi gesot, ass dat heiten e ganz wichteg Gesetz. Ech ginn awer ganz gären zou: Wann een d'Lektür vun deem Text mécht, dat wëll ech ënnersträichen, ass dat als Laien net esou evident! Ech mengen, hei beweege mer eis ganz séier am Beräich vu Spezialisten. Mee et ass awer wichteg, dass mer esou e Gesetz hei zréckbehalen. Et geet hei ëm d'Qualitéit vun eisem Drénkwaasser, an do hu mer ouni Zweifel all Dag eng ganz wichteg Aufgab ze erfüllen.

Dowéinst wëll ech och am Numm vun der Demokratescher Partei hei ënnersträichen, dass et interessant ass, dass et wichteg ass, dass mer d'Gesetz haut hei stëmmen, well den Drénkwaasserschutz ass eppes Elementares. Oft gëtt dat leider ënnerschat dobaussen. Mir müssen zousätzlech Efforte maachen.

*(Interruption par la présidence)*

An dat Gesetz dréit derzou bäi, dass och an Zukunft den Drénkwaasserschutz hei zu Lëtzebuerg garantéiert ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Jo, merci, Här Präsident. A virop emol direkt e grouse Merci un d'Madamm Jessie Thill, si huet dese Gesetzesprojet wirklech an all Detail gutt erkläert.

Et ass eng Firma hei zu Lëtzebuerg, déi Reklamm mécht mat hirem Quellewaasser a seet, et wär d'Waasser vum Liewen. Bon, ech sinn e bësse wéi den Här Graas an ech géif et vläicht dann éischer e bësse mat Philosophen halen, déi soen: „D'Waasser ass d'Liewen. Et gëtt kee Liewen ouni Waasser.“ A wa mir hei déi Direktiv, déi europäesch Direktiv, ëmsetzen zu Lëtzebuerg, dann ass dat, fir natierlech jiddwengem deen Accès ze garantéieren. An dat ass wichteg a gutt an dat wäerte mir selbstverständlech matstëmmen.

Och ech sinn e bësse verwonnert, dass ëmmer erëm déi Diskussioun hei opgeworf gëtt iwwert den eenheetleche Waasserpräis. An ech mengen, grad elo an dëser Zäit, wou jo awer d'Energie, spréich Elektresch, spréich Gas, spréich Masutt an esou weider, wou dat wirklech de Moment grouss an der Diskussioun ass, wou dat eng ganz grouss Importenz kritt huet, hunn

d'Leit och wirklech de Wäert vum Waasser erkannt. An et ass net de Moment, fir elo iwwert d'Präisser ze diskutéieren, wou ee sech wirklech d'Fro ka stellen, wien am Endeffekt Gagnant wäert sinn a wou et bestëmmt och eng ganz Partie Gemeenge géif ginn, wou de Waasserpräis dann och géif an d'Luucht goen. An ech mengen, dass ass jo genee dat, wat mer de Leit de Moment net wënschen.

Ech wëllt awer net ophalen, ouni ze rappeléieren, dass et awer op der Welt ëmmerhin nach 663 Milliounen Leit gëtt, déi keen Accès hunn op propper Drénkwaasser. An ech wëllt rappeléieren, dass mer et effektiv hei mat engem Mënschrecht ze dinn hunn. Vergiesse mer dat net! Mee dass mer et hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen, ass elo mol eng gutt Saach. Dat anert d'äerf net vergiesse ginn, a mer müssen och an déi Richtung schaffen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här Präsident, villmools merci. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci fir de Rapport.

Ech wëllt just vläicht e puer Commentairë maachen. Dat éischt ass: Virun e puer Deeg, mengen ech, ass eng Etüd publizéiert ginn, dass d'Drénkwaasser dacks besser ass wéi dat Waasser, wat een a Flaschen ze kafe kritt. An dat, mengen ech, ass eppes ganz Interessantes, well vill Leit hunn de Reflex, an de Supermarché ze goen an do Waasserfläschchen ze kafen, vun deenen ënnerschiddelechste Marken, woubäi se doheem zu engem Präis, dee weesentlech manner héich ass, dacks Waasser hunn, wat eng besser Qualitéit huet. Also dat ass natierlech jidderengem iwwerlooss, mee ech mengen, et sollt ee Vertrauen an d'Drénkwaasser hunn, wat aus dem Krunn kënnt.

Mee ech wëllt awer elo och profitéieren, fir eng oder zwou Froen ze stellen. Viru Kuerzem, och e bëssen am Kader Aménagement du territoire an esou weider, hat den Här Minister Turmes, dee jo och elo hei bei eis ass, an de Raum gestallt, dass mer jo geschwé kéintent iwwer eng Millioun Awunner hunn. Et ass jo nach, wann ech hie richteg verstanen hunn – e kann eis dat herno soen –, Plaz do fir op d'mannst 300.000 Leit, an dat alles an engem Zäithorizont, deen ee kann iwwerkucken. D'Fro ass: Wou kréie mer dat Waasser hier?

Mir hunn net esou vill Quellen am Land. Et gëtt elo dervu geschwat, dass mer d'Drénkwaasser aus der Musel huelen. Dat gëtt opbereet. Gutt, dass ass méiglech, aner Länner maachen dat och. Mee et stellt natierlech erëm ganz vill Erausforderungen, souwuel un de Verdeelersystem wéi och, fir dat Waasser propper ze halen an esou weider. Dat heescht, wéi ass dat geduecht, deen Eng-Millioun-a-méi-Awunner-Staat, deen awer elo hei vun der Regierungssäit envisagéiert gëtt? Wéi ass do d'Waasserversuergung?

Dobäi hu mer jo eng ganz Rei industriell Projeten am Land. Mir hu schon ee groussen net realiséiert, ënner anerem mam Waasserargument. Wann Der Iech erënnert, do war d'Diskussioun jo, dass dat eng Fabrick ass, déi esou vill Waasser wéi Diddeleng oder Beetebuerg oder béides zesumme brauch, ech weess et net méi. Op jidde Fall ass dee Projet net realiséiert ginn. Elo hu mer aner industriell Projeten, wéi Google, vun deem een näischt méi héiert, wou een och en héijen Drénkwaasserverbrauch muss viraussetzen. Dofir, och do wier d'Fro un d'Regierung:

Wéi ass et da mat esou industrielle Projeten an dem Drénkwaasserverbrauch? An och speziell da mat Google, wou si mer do drun?

Fuitten, Kläranlagen, dat ass ganz kloer, an ech muss soen, den Här Kaes huet do e Punkt, dass d'äerf een net klengschwätzen! Mir hunn eng ganz Rei ländlech Gemengen, grouse Gemengen, mat Kilometere vu Leitungen, déi müssen an der Rei gehale ginn, déi mussen kontrolléiert ginn, déi müssen eng héich Qualitéit hunn. A mir kënnen déi ländlech Gemengen – an ech soen dat ganz kloer, ganz kloer –, am Éislek virun allem, mee och an anere Géigenden, net am Stéch loosse mat deene Käschtefacturen, op deene se am Abléck setzen.

Also, dass ass eng Saach, hei héiert een; och gëschter hu mer déi eng oder aner héiere soen: „Ee Walbezierk hei am Land.“ Mee dat hei ass e Beweis, dass mer net sollen ee Walbezierk hunn, mee dass mer och eng regional Vertriebung an der Chamber brauchen, well wa mer elo hei ee Walbezierk hätten, an et wäert lauter Leit aus dem Süden an dem Zentrum hei an der Chamber, da géife just déi do Problemer net genuch thematiséiert ginn. Den Norden an den Osten, déi si schonn ënnerrepresentéiert, an da géife just Problemer wéi dat do, déi d'Leit am Norden elo speziell treffen, net genuch berücksichtegt ginn. Also, vun eiser Säit aus, mir ginn Iech eis Ennerstëtzung.

Natierlech ass dee Punkt, deen och anerer gemaach hunn – et muss ee kucken, wéi een dat organiséiert, fir dat gerecht ze maachen –, komplett richteg, dass ee muss dorobber opmierksam maachen. An dofir wäert d'ADR och déi Motioun vun der CSV matstëmmen, well dat huet eng symbolesch Bedeitung, mengen ech, déi een awer kloer muss ënnersträichen.

An e leschte Punkt wëlle mer och maachen, wa mer schon iwwert d'Waasser schwätzen, an och do si mer e bëssen an der Kompetenz vun Här Minister Turmes, an och do kann hien eis Äntwerte ginn. Mir liewen an Zäiten, wou déi eng oder aner Länner aktiv mussen Previsiounen treffen, och mir, och wa mer e bësse manner exposéiert si wéi d'Nopeschlänner, fir e Blackout an der Energieversuergung. Mir haten dat elo, Frankräich ass concernéiert, Däitschland ass concernéiert. Näischt seet, dass mir net concernéiert sinn. Väicht ass de Risiko bei eis statistesch manner héich, wat awer net heescht, dass et net ka geschéien. E statistesch Risiko, deen niddreg ass, ass keng Garantie, dass eppes net geschitt. Dat heescht, och hei kann en energieetesche Blackout duerchaus kommen. An da geet natierlech och viles net, wat mat der Waasserversuergung ze dinn huet. Och dat muss ageplangt sinn. An dowéinst d'Fro un d'Regierung: Wat gëtt gemaach, fir am Fall vun engem Blackout d'Waasserversuergung vun der Populatioun awer kënnen zu all Abléck sécherzustellen?

Dat Gesetz hei stëmme mer mat. Mir sinn ëmmer e bësse skeptesch bei penale Sanktiounen, wa mer där aféieren; gutt, dass ass elo net hei eis Haaptconsideratioun. Et huet de Meritt, dass mer kucken, dass mer d'Qualitéit vum Waasser ofsécheren. Awer et gëtt eis och d'Geleeënheet, e kritesche Bléck op d'Waasserversuergung hei am Land ze werfen, wéi gesot, souwuel, wat den demografesche Wuesstum ugeet, déi industriell Dimensioun, wéi och d'Situatioun vun de ländleche Gemengen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabelen Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här Präsident, dese Gesetzesprojet setzt eng Reform vun der europäescher Drénkwaasserdirektiv ëm. Déi éischt

Fassung vun dëser Direktiv aus dem Joer 2018 war d'Suite vun der europäescher Biergerinitiativ Right2Water, déi als Éischt esou Initiativ déi néideg Ënnerschrëften erreecht huet, fir dass d'EU-Kommissioun sech huet misse mat der Thematik befaassen.

Déi zentral Fuerderung vun dëser Biergerinitiativ ass a war et, d'Recht op proppert Drénkwaasser an d'europäesche Legislatioun anzuschreiwen. Mir stelle fest, datt dat nach ëmmer net geschitt ass, och net mat der iwwerschaffter Fassung vun Enn 2020, déi mir elo haut mat dësem Gesetzesprojet ëmsetzen. Esou gesäit de Gesetzesprojet zwar vir, dass d'Gemenge gehale sinn, den Accès zu proppere Drénkwaasser fir all Mënsch ze verbesseren an oprechtzerhalen, mee verbindlech Mesuren, fir datt dat och tatsächlech passéiert, gëtt et keng am Gesetz. Et bleift also bei enger gudder Absicht, mee verbindlech Reegelen, fir den Accès zu proppere Drénkwaasser fir jiddwereen ze garantéieren, gëtt et hei keng.

Interessant an natierlech och typesch ass de Pingpong tëschent Gemengen a Staat a Saache Responsabilitéit fir d'Anhale vu bestëmmte Qualitéitskrittäre vum Waasser. D'Gemengenautonomie ass zu Lëtzebuerg déi bescht Excuse ginn, fir mat näischt virunzekommen. Mir gesinn dat jo och am Logement. Mir hu generell e Problem mat dësem Hin an Hier a froen eis och, ob d'Regierung sech d'Saach hei net e bëssen ze einfach mécht. D'Gemenge sinn deelweis kleng a wéineg Leit si beschäftegt, fir sech op déi bescht Aart a Weis ëm d'Problemer ronderëm d'Drénkwaasser ze këmmere. Besonnesch déi 23 Gemengen, déi net Member an engem Waassersyndikat sinn, well se op Quellewaasser zrëckgräifen, sinn hei betraff. Si risikéieren, zukünftig och vu Waasserknappheet betraff ze sinn, wa se net un e Syndikat ugeschloss sinn. Dofir menge mir, datt en Uschlëssen un e Syndikat fir all Gemeng misst obligatoresch sinn an déi dofir néideg Investitiounen an d'Infrastruktur méi staark vum Staat sollte gedroe ginn.

Här President, mir begrëssen awer bei dësem Gesetz, dass an den nächste Jore bannéier wéi baussen op öffentleche Plazen an Gebaier mussen Infrastrukture fir d'Accessibilitéit zum Drénkwaasser opgeriicht ginn. Den Accès zu proppere Drénkwaasser a Waasser fir de Sanitär op öffentleche Plazen, duerch öffentlech Fournisseuren, ass fir eis eng wichteg Pist, fir dem Recht op proppert Drénkwaasser an der Praxis och méi no ze kommen.

Eis Motioun virun e puer Méint am Kader vun der Debatt iwwert d'Offallgesetz, déi genee dëst gefuerdert huet, ass zwar komplett ofgeleent ginn, mee wann et dann elo awer gemaach gëtt, stellt dat eis nawell zefridden. Déi onendlech Geschicht mat der gratis Karaff am Restaurantsberäich fënnt an dësem Gesetzestext hir nächst Episod. D'gratis Karaff soll elo encouragéiert ginn, obligatoresch gëtt se awer net. Am Laf vun nächste Joer soll jo déi bezuelte Karaff dann elo ulafen. Dat héiere mir awer scho säit Joren. Dass mir et hei net fäerdegbréngen, esou eng einfach an effikass Mesure ëmzesetzen, léisst op alle Fall déi blécken.

Här President, ofschléissend wëll ech nach e puer Wuert soen iwwert d'Privatiséierung vun der Fourniture vum Drénkwaasser am Krunn, déi an der Direktiv net ausgeschloss gëtt a soumat an Europa a verschidene Länner weidergeet.

Zu Lëtzebuerg ass dat zwar net de Fall, an dat soll och esou bliwen. Allerdéngs gëtt et och hei ganz problematesch Entwécklungen, wéi aktuell zu Jonglënster, wou Quellewaasser um Territoire vun der Gemeng soll privatiséiert ginn. Dat ass an eisen Aen inakzeptabel. Dat leeft total contraire zu der Biergerinitiativ

Right2Water, déi sech kloer géint esou Privatiséierung vum öffentlechen an iwwerliewenswichtige Gutt ausgeschwat huet. Et ass ekologesch totale Quatsch, well hei Quellewaasser a Fläschen, also a Verpackungen, ofgefëllt gëtt. Firwat hu mir am Fréijoer hei e ganze Pak Gesetzer ofgestëmmt, déi jo grad d'Reduzéierung vun de Verpackungen zum Zil hunn?

Donieft ass et bedenklech, datt zu Lëtzebuerg Quellen, déi Drénkwaasser fir 65.000 Leit liwwere kéinten, veronrengt sinn, a mir da Quelle wéi déi zu Jonglënster, déi nach Waasser a gudder Qualitéit liwweren, och nach privatiséiere ginn!

Wa mer zu Lëtzebuerg tatsächlech an 10 bis 15 Joer mat Drénkwaasserknappheet ze kämpfe wäerten hunn, esou wéi d'Waasserwirtschaftsamt an déi deemoleg Ministesch Carole Dieschbourg dat prognostizéiert hunn, da kënnen net Waasserreserve privatiséiert a fir kommerziell Zwecker aus dem Circuit geholl ginn. Dat ass de Géigendeel vu Precautioun, an dat versteet och kee Mënsch méi hei!

Dës Argumentatiounen gëllen natierlech och nach a villen anere Länner, wou d'Leit keen Zougang zum Waasser hunn a grouss Multinationallen d'Waasser a Fläschen offüllen, fir et deier ze verkafen, an d'Leit da musse kilometerwäit Waasser siche goen, esou wéi d'Madamm Hemmen dat och virdu ganz richtig a gutt gesot huet. Och dofir musse mer eis asetzen, datt dat net méi dierf de Fall sinn.

Och an eisen Nopeschlänner hu ganz Stied mëttlerweil geschwéi keen Drénkwaasser méi, wou dann de Buedem ofsackt. Dat ass och e ganz, ganz grouss Problem.

Merci fir d'Nolaschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Merci, Här President. Weltwäit hunn iwwer 2 Milliarde Mënsche kee reegelméisseg Zougang zu Waasser, Milliounen Leit hu keen Zougang zu proppere Waasser, wat leider och zu ganz ville Krankheetsfäll a virun allem leider och zu Doudesfäll féiert.

Zu Lëtzebuerg hu mer déi Situatioun net, an dofir musse mer eist Waasser schützen an och fir d'Zukunft virbereeden. Well och zu Lëtzebuerg verschount de Klimawandel eis net an och fir eis wäerten nei Erausforderunge kommen.

D'Drénkwaasser zu Lëtzebuerg hat bekanntlech, wann een et vergläicht mat internationalen Etüden, schonn ëmmer ee vun den héchsten Uspréchen. Eist Drénkwaasser war och elo schonn onbedenklech, et ass et elo net réischt ab deem Gesetz haut. Scho fréier konnt een ouni Problem – ech liewen nach ëmmer, ech drénke vu Kand u vum Krunn – vum Krunn drénken, et war ni e Problem. Et ass eeben heiansdo méi hip, wann een iergendwellech gréng Fläsche mat italieeneschen Nimm komme léisst, fir déi dann ze drénken, wéi aus dem Krunn. Mee dat aus dem Krunn ass warscheinlech nach méi gesond wéi dat anert, gepanscht vun iergendenger grousser Schwäizer Firma, déi mat „N“ ufängt.

Dofir ass et wichteg, dass mer de Message ginn, dass mer soen: „Drénkt Waasser aus dem Krunn, et ass kontrolléiert an et wäert jo elo nach besser kontrolléiert ginn!“

Natierlech stellt sech d'Fro vun de Gemengen, et stellt sech d'Fro vum Kanal an et stellt sech d'Fro vum Präis. Domat sinn ech bei mir am Gemengerot scho länger amgaangen, ech hunn awer och schonn an

der Chamber e puermol uklänge gelooss, dass mir Piraten kee Fan si vun der aktueller Präisstruktur. An do ginn ech elo net op den Eenheitspräis an, mee am Moment sinn einfach déi Fixkäschte vum Kanal esou héich, dass d'Verbëtzte vum Waasser net genuch gestrooft gëtt par rapport zu deem, wat ee scho fix bezilt.

Do muss eng Ännerung kommen, soudass déi, déi ze vill Waasser verbrauchen – sief et fir Swimmingpools, fir den Auto dräimol den Dag ze wäschen, ech iwwerdreiwen elo –, déi einfach d'Waasser verbëtzten, méi mussen an de Portmonni gräife wéi déi, déi waasserschonend doheem wirtschaften an awer iwwert d'Kanalkäschten, iwwert déi Fixkäschten nach ëmmer en héije Präis bezuelen.

Gefillt sinn et 80 %, 90 % quasi, wat ee vu Fixkäschten huet, an de Rescht ass just variabel. Do misst den Taux komplett anescht sinn, dat heescht, quasi keng Fixkäschte méi an dofir immens héich d'Fuddereren, déi ee benotzt.

En anere Problem, deen ech ëmmer gesinn, an dat hunn ech och bei de staatleche Gebaier schonn ubruecht: Et gefält mer einfach net, dass mer esou vill Drénkwaasser, wat jo propper ass, huele fir eis Toiletten! Dat ass ee Punkt! Anerer, ech hunn et virdu gesot, zwou Milliarde Leit op dem Planéit, hu keen Zougang zu proppere Waasser, a mir spullen et d'Toilette erof!

Wa mir nei Gebaier bauen, an ech hunn dat, oder mir am Gemengerot hunn dat elo fäerdegbruecht: Do hu mer elo eng Maison relais, déi fängt d'Waasser op an da geet dat an d'Toilette. Et geet schonn an d'Bewässerung, mee et geet awer och elo nach zousätzlech an d'Toiletten. Well et ka jo net sinn, dass mir, ...

*(Interruption)*

... dass mir Drénkwaasser benotzen, fir d'Toiletten erofzuspullen! Dat ass e wichtige Punkt, wou mir och an Zukunft eng Kéier an all den Infrastrukturen, déi de Staat baut, eng Hand mussen upake fir dat Waasser.

Ech hat mer nach d'Restauranten opgeschriwwen. Jo, bei der Petitioun, do war ech deemools derbäi, et ass awer gefillt e bëssen esou ageschlof iergendwou dertëscht. Et hätt ee vill méi kënne maachen. Wann een e bëssen am Ausland ënnerwee ass, kritt ee scho mol d'office ëmmer Waasser dohinner gestallt.

**M. Fernand Etgen, Président** | Här Goergen, ...

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Jo.

**M. Fernand Etgen, Président** | ... d'Madamm Arendt ...

**Une voix** | Jo.

**M. Fernand Etgen, Président** | ... protestéiert direkt, an ech mengen, och mat Recht.

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)** | Ech wollt just soen: Ech hat de Minister och gefrot, wou en da géif mat senger Sensibilisatiounscampagne bliwen. Här Goergen, Dir wësst jo awer, datt mer eng Pandemie dertëscht haten, tëschent dem Debat vun der Petitioun an der Sensibilisatiounscampagne. Et ass net grad ganz glécklech, wann d'Restauranten zou sinn, wa Karaffen, déi gedeelt ginn, eigentlech zu engem Moment, wou een net soll vill Kierperkontakt hunn, da lancéiert ginn. An dofir ass d'Campagne en retard geroden.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Arendt. An d'Wuert geet zrëck un den Här Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Dat gesinn ech genau anescht, well während der Pandemie hätten



d'Restaurateuren Zäit gehat, fir sech drop virzebereeden.

**Une voix** | O!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | An, op där anerer Säit, Dir kënt mer awer elo net ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... soen, dass eng Fläsch, déi Der offëllt hannert dem Comptoire, méi geféierlech ass, wéi wann Der eng Fläsch vun engem Softdrink oder soss iergendeppes erausschëtt. Et ass jo just de Garçon, deen dee Kontakt huet. Dee geet jo net mat där Fläsch duerch de ganzen ...

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | Déi waren zou, d'Restaurants, während enger laanger Zäit!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo, mee dee geet jo net duerch de Restaurant an deelt dat aus. Et steet jo um Dësch, ganz normal, wéi eng Fläsch. Dir hutt jo scho verschidde Restaurants, déi maachen dat, ...

*(Brouhaha)*

... dat ass eng ganz normal Fläsch, do ass hire Logo drop, oder de Logo vun där Pompel. A bon, ech gesinn do kee Problem, dass iergendwellech Bakterie géifen drakommen, net méi, wéi wann Der eng vun enger Mark oder soss iergendeppes, oder eng Fläsch Wäin, géift bestellen, déi jo och de Serveur Tech bréngt.

Ech verstinn Är Argumentatioun, ech sinn awer dach der Meenung, dass mer scho kéinten d'Waasser an de Restaurants hunn an dass dat e ganz gudder Projet wär, deen och eisem Tourismus an eiser Gastronomie gutt géif stoen, wann een dat Waasser géif kréien.

Ech soe jo mol net, dass et muss gratis sinn. Et muss jo mol net gratis sinn, mee dass een dat Drénkwaasser kritt, anstatt dass een – an dat hunn ech oft, wann ech eng Pizza iesse ginn – keng aner Wiel huet. Da kritt een eeben dat Waasser vun deem Schwäizer Konzern dohinner gestallt. An da freet een nach: „Däerf ech da Krunnewaasser kréien?“, an da seet de Restaurateur: „Nee.“ Bon, do hunn ech eng ganz aner Opfaassung. Mir hu gutt Drénkwaasser, dat kann och.

A jo, zum Projet wäerte mer natierlech Jo soen. Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, zouverlässegt Krunnewaasser ass e wuessend Uleies vun der Bevëlkerung. Net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, wou de reegelméisseg Konsum vun Krunnewaasser sech an deene leschte 15 Joer verduebelt huet, dat ass och scho gesot ginn, mee och europawäit. An och déi Right2Water-Initiativ ass scho puermol erwänt ginn, déi wierklech e grouss Succès hat an 1,8 Milliounen Ënnerschrëfte gesammelt huet. An déi huet, wéi och scho gesot, zur Revisioun vun der Drénkwaasserdirektiv vun 1998 gefouert. Dës gouf an d'Weeër geleet an Enn 2020 vum Parlament a vum Conseil ugeholl.

D'Zil vun dëser Direktiv, déi bis den 12. Januar 2023 muss ëmgesat ginn, ass souwuel d'Recht vum Waasser, also den Droit de l'eau, wéi och d'Recht op Waasser ze verbessern.

Och wann d'Virgängerdirektiv vun 1998 duerch e Règlement grand-ducal ëmgesat gouf, huet d'Regierung decidéiert, dës Direktiv duerch en Drénkwaassergesetz ëmzesetzen. D'Responsabilitéite leie bei mir als Ëmweltministesch a bei der Waasserverwaltung an och fir vereenzelt Attributiounen bei der Direction de la santé a bei der neier Lëtzebuenger Verwaltung, déi fir d'Liewensmëttel zoustänneg ass, der ALVA.

Nach ier den Avant-projet ugeholl gouf, sinn net nëmmen déi verschidden aner concernéiert Ministèren, awer och wichteg Acteuren am Drénkwaasserberäich, wéi de Syvicol an d'Associatioun vun de lëtzebuergesche Waasserservicer, d'ALUSEAU, consultéiert ginn.

Den Text bréngt Ännerunge fir d'Drénkwaasserservicer mat sech. An dat sinn zu Lëtzebuerg all d'Gemengen a sechs Gemengesyndikater. A mir kënnen och d'Gemengen nëmmen encouragéieren, sech engem Drénkwaassersyndikat unzeschleissen. Zwénge kënnen mer se leider net, also, dat ass, mengen ech, gesetzlech och net méiglech.

Et ass elo scho gesetzlech verankert, an zwar iwwert den Artikel 42, dass d'Drénkwaasserservicer an ëffentlecher Hand sinn, an duerch deen ass zu Lëtzebuerg eng Privatiséierung an eng Liberaliséierung vun Drénk- an Ofwaasserservicer ausgeschloss. Domat war Lëtzebuerg also scho virun der besoter europawäiter Petitioun ofgeséichert an d'Waassergestioun an ëffentlecher Hand.

Den aktuelle Gesetzesprojet ass op dräi regionalen Informatiounsversammlungen zu Eschduerf, zu Réiser an zu Berbuerg de Gemeengeverrieder och virgestallt ginn.

Zum Inhalt vum Text ass et wichteg ze erwänen, dass als weesentlech Ännerung zum besteeënde Règlement grand-ducal vun 2002 Neierungen zur Waasserqualitéit an eng risikobaséiert Approche agefouert ginn. Duerch dës soll preventiv séchergestallt ginn, dass d'Drénkwaasserqualitéit och an Zukunft ëmmer den Normen entsprécht.

Dobäi wäerten d'Risiken op dräi Niveaue festgeluecht ginn: éischters d'Drénkwaasserressourcen, sief et de Stauséi oder d'Grondwaasser; zweetens déi ëffentlech Drénkwaasserinfrastrukturen, sief et d'Leitungen, d'Behälter, Quellefaassungen oder d'Opbereedungsanlag, zum Beispill vun der SEBES; an drëtters d'Verdeelung vum Waasser an den Haiser.

Wat déi zwee éischt Niveaue betrëfft, huet Lëtzebuerg haut scho seng Aufgabe gemaach an huet op europäischem Niveau eng Virreiderroll. Beim Ressourcenschutz gëtt et hei zu Lëtzebuerg duerch e Règlement grand-ducal op Basis vum Waassergesetz vun 2008 elo scho 45 Schutzzonen, an zousätzlech siwe weider Reglementer sinn nach an der Prozedur. Dat entsprécht ronn 80 % vun de Quellebuerungen an och dem Anzuchsgebitt vum Stauséi.

Meng Virgängerin am Ëmweltministère huet 2014 schonn erkannt, dass et mat Reglementer aleng net duergeet. Et muss um Terrain proaktiv mat allen Acteuren zesumme gemaach ginn. Dëst geschitt am Kader vum Moosnameprogrammer, déi vun den Drénkwaasserservicer ausgeschafft an duerch d'Initiativ vum Ëmweltministère op regionalem Niveau ëmgesat ginn. Dëst, ënner anerem, mat der finanzieller Ënnerstëtzung aus dem Waasserfong, deen d'ailleurs och déi interkommunal Infrastrukturen zu 50 % kofinanzéiert.

Dës Moosnameprogrammer kréien duerch dat neit Drénkwaassergesetz eng zousätzlech legal Basis.

Wat d'Risikoanalys an den Drénkwaasserinfrastrukturen betrëfft, do huet d'Waasserverwaltung de souge-

nannte „Water Safety Plan“ fir Lëtzebuerg ausgeschafft a schafft an deem Kader och elo schonn aktiv mat den Drénkwaasserservicer zesummen.

60 % vun de Gemengen a Gemengesyndikater hunn dës Water Safety Plan, och LuxWSP genannt, schonn ausgeschafft op Basis vun engem Instrument, dat fräiwëlleg benotzt ka ginn an dat virun allem de kleng Gemengen ënnert d'Äerm gräift. Fir déi innovativ Approche vum LuxWSP huet d'Waasserverwaltung um internationale Plang Luef an Unerkennung kritt, notamment vun der UNECE an och vun der Weltgesundheitsorganisatioun. Mir sinn trotzdem flexibel an akzeptéieren och aner Outilen, déi den Ziler vun der Direktiv gerecht ginn.

Dat zukünfteg Gesetz gesäit e Certificat d'excellence vir, deen dem Dréps-Label, dee mer jo kennen, elo eng legal Basis gëtt an dee Gemengen a Gemengesyndikater, déi eng virbildlech Roll am Beräich vun hiren Drénkwaasserinfrastrukturen hunn, belount.

Eng nei Aufgab, déi op d'Proprietäre vu Gebaier an Haiser duerkënt, ass eng Risikoanalys vum Drénkwaasser a verschiddene Gebaier wéi Schoulen, Klinicken oder Appartementshaiser. Dës Drénkwaasserinfrastrukturen falen net ënnert d'Responsabilitéit vun de Gemengen als Drénkwaasserservicer, ausser an deene Gebaier, déi de Gemenge gehéieren, an an deem Fall sinn d'Gemengen als Proprietär gefuerdert.

Heizou wäerten d'Waasserverwaltung an d'Direction de la santé eng national Strategie opstelle mat Fokus op prioritär Gebaier, wéi zum Beispill Altersheimer.

Weider Ännerunge vum Gesetz betreffen d'Parametere, déi d'Waasserqualitéit definéieren. Hei spillen elo zum Beispill Legionellen a Mikropolluanten eng méi grouss Roll. Zousätzlech heizou ginn d'Grenzwäerter vu verschiddene Substanzen méi streng, wéi zum Beispill déi vum Bläi.

Zousätzlech wäerten ab 2024 d'Drénkwaasserservicer hir Fuitten an de Verdeelungsnetzer all Joer ënnersichen an zesumme mat der Waasserverwaltung kucken, wéi dës kënnen reduzéiert ginn.

Wéi schonn ufanks erwänt, ass de verbesserten Zougang zu propperem Waasser net nëmmen e wichtege Bestanddeel vum Gesetz, mee och e besonnescht Uleies vu mir selwer. Op ëffentleche Plazen a Gebaier kréien d'Leit zum Beispill iwwer Bornes-fontaines e gratis Zougang zum Drénkwaasser. Och dëst ass hei schonn diskutéiert ginn.

Bis allerspéitstens 2029 soll jiddwereen an allen ëffentleche Gebaier Zougang zu Drénkwaasser kréien. Et ass mir awer e wichtege Uleies, dass mir dëst scho vill éischter hibréien an esou kënnen mat guddem Beispill virgoen an dem Beispill vun der Stad Lëtzebuerg an och der Aktioun Refill nokommen.

Och Restaurants a Kantine solle Krunnewaasser gratis zu engem niddrege Präis ubidden. Dëst ass keng Obligatioun, mee et gëtt explizitt am Text encouragéiert.

D'Vertrauen an d'Krunnewaasser baut op enger transparenter Kommunikatioun vun den Analysereultater, mee och op de Verbrauch op. Dës noutwendeg Informatiounen sollen d'Gemengen an Zukunft iwwert d'Waasserrechnungen, mee och iwwer Internetsäite liwweren.

Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier erwänen, dass d'Krunnewaasser dat beschtkontrolléiert Liewensmëttel ass an dass 99 % vun den Analysen um Krunn konform zu den Normen sinn, déi haut schonn am Règlement grand-ducal vun 2002 festgeluecht sinn.

Dëst Reglement, dat ass scho gesot ginn, gëtt parallel zu dësem Gesetz ofgeschafft.

Dat neit Gesetz ergänzt ganz gutt d'Strategie, déi d'Regierung sech ginn huet, fir d'Drénkwaasserversuergung och laangfristeg ze sécheren. Dës Strategie baséiert op dräi Pilieren, déi zesummenhänken, an déi hat och am September an dëser Ronn och schonn eng Kéier presentéiert: Deen éischten ass d'Waasserspueren, deen zweeten ass de Schutz vun de bestoende Ressourcen an deen drëtten d'Erschließung vun neie Ressourcen.

Waasser spueren, virun allem dat, wat fir aner Notzunge wéi fir ze drénken, kachen oder fir Hygièneszwecker genotzt gëtt, soll an Zukunft eng méi grouss Bedeitung kréien, fir eis Versuergungsécherheet laangfristeg ofzesécheren. Och hei lafe scho Projete mat Fuerschungspartner fir ze kucken, wéi mer zum Beispill beim Uebst- a Geméisbau kënnen op aner Ressourcen zréckgräife wéi op d'Drénkwaasser.

Och d'Qualitéit vu bestoende Ressourcë muss weider verbessert a geschützt ginn. Dat neit Gesetz wäert d'Professionaliséierung vun der Waasserversuergung duerch d'Gemengen a Gemengesyndikater an domat d'Vertraue vum Bierger an d'Waasser stäerken. E méi enkt Zesummeschaffe vu Gemengen, souwuel an den Drénkwaasserschutzzone wéi bei der Verbindung vu Reseauen a bei den Ënnerhaltsarbechten, wäert noutwendeg ginn.

Vläicht e lescht Wuert awer nach zum Waasserpräis. Et sinn och schonn, mengen ech, vill Äntwerten hei komm an dëser Ronn. De käschtedeckende Waasserpräis souwuel am Drénk- wéi och am Ofwaasser ass am Artikel 12 vum Waassergesetz vun 2008 festgeluecht. Déi genau Modalitéit sinn a verschiddene Circularen am Detail festgehalen an de Berechnungsschlüssel, deen d'Waasserverwaltung ausgeschafft huet, rechent d'Käschten aus, déi eng Gemeng duerch hir Infrastrukturen – an déi si nun emol bei all Gemeng anescht –, awer och fir hir Betrëbskäschten huet.

Och e Reequilibrage a Fonctioun vun der geografischer Lag an dem ekonomesche Kontext gëtt gemaach. Esou ginn zum Beispill a ländleche Gemengen d'Käschte vun de méi laange Verbindungsleitungen zwëschen den Dierfer net matconsideréiert.

D'Waasserpräiskäschte kënnen op véier Secteuren ëmgelagert ginn.

**M. Aly Kaes (CSV)** | Madamm Minister, déi mussen awer bezuelen ginn! Pardon fir ze ënnerbriechen.

**Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Jo, ech kommen herno nach eng Kéier op de Präis zréck. Also, Haushalter, Industrie, Landwirtschaft an Horeca, do kann also och eng Distributioun gemaach ginn.

Et sief bemierkt, dass, ...

**Une voix** | ... zu Wëntger ...

**Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | ... Stand haut, am Dezember 2022 eréischt een Drëttel vun de Gemengen e konforme Waasserpräis huet, dee vun der Waasserversuergung aviséiert a vum Ministère de l'Intérieur approuvéiert misst ginn.

An der Moyenne si laut OECD d'Ausgaben duerch de Waasserpräis an engem duerchschnëttleche Stot a just fënnf Länner vun der EU proportional gesi méi niddreg wéi zu Lëtzebuerg. Dat heescht, mir hu vergläichsweis e relativ niddrege Präis. Voilà.

Mir verschléissen eis awer kenger Diskussioun vun enger Upassung vun der Berechnung vum Waasserpräis, wann de Kontext dat sollt justifiéieren. A bei

den Energiepräisser elo ass et vläicht och wichtig, dass mer eng Kéier driwwer schwätzen, wéi d'Syndikater hir Statuten dann och vläicht benotzen, déi d'erneierbar Energien am Moment och nach zum Deel verhéieren. Wat jo och kéint hëllefen anzuspieren.

Eng weider Optioun wäert et an eise zukünftige PNEC gi fir ze kucken, wéi mer kënnen mat de Gemengen zesummen eeben och d'Käschten, oder d'Energie, déi mer brauchen, fir d'Waasser ze reengegen, kënnen spueren, also, dass mer do eng Aart Pakt, e Klimapakt fir eeben déi dote Servicer an Zukunft wäerten entwéckelen.

Voilà. Et gouf och eppes iwwer Google gefrot, do gouf et eng Question parlementaire, et gouf der eng ganz Rei, an déi lescht eréischt am November, déi op genau déi do Fro äntwert, dofir wëll ech elo hei net drop agoen. Den EIE-Rapport ass nach ëmmer amgaang, gemaach ze ginn. Bon, mir waarden do nach op méi Informatiounen als Regierung.

Vläicht nach just zum Blackout: Et gëtt eng Aarbechtsgrupp am HCPN, déi den Detail fir esou eng Situatioun ausschafft, mee et gëtt och elo schonn e Plan d'intervention d'urgence eau potable, deen eng Blackout-Situatioun och elo schonn ofspigelt. Dat heescht, do gëtt et schonn eng Äntwert.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Dialog an eng gutt Zesummenaarbecht vun alle betraffenen Acteuren, Gemengen, Staat, och Privatstéit, ass vun zentraler Wichtigkeet bei der Ëmsetzung vun dëse wichtege Reegele fir de Schutz vun eise Drénkwaasser. E proppert Drénkwaasser ass eis Liewensgrundlag an e wichtege Bestanddeel vun eiser Liewensqualitéit.

Merci fir d'Nolasschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. An direkt Parole après ministre fir den Här Aly Kaes.

**M. Aly Kaes (CSV)** | Jo, merci, Här President. Ech muss eppes soen: Ech fannen et schued, dass eeben hei an deem Haus dat alles politesch esou diskutéiert gëtt! Dat do ass ee Punkt, ...

*(Brouhaha général)*

... dee misst ee wäit do driwwer... Jo, Dir kënnt laachen, Dir kënnt alleguete laachen, mee dat do ass esou e wichteg Thema, dat ass esou wichtig, liewenswichtig! Et ass puermol gesot ginn, dass et vläicht gutt wier, wann een dat aneschters kéint diskutéieren, mee dat ass net méiglech! Duerfir wëll ech dat och net weider developpéieren.

Ech wëll awer der Madamm Minister soen, jo, dass grad eng Rei Syndikater am Ofwaasserberäich, oder virun allem een, deen ech besser kennen, alles mécht, fir alternativ Energie ze produzéieren, an och schonn deen een oder deen anere Projet developpéiert huet, deen amgaang ass, ëmgesat ze ginn, fir eeben alternativ Energie anzusetzen. An da muss ech och erëm soen, wann ech esou vill Leitungen, Pompelen an enger Topografie hunn, wéi se eeben am Eislek ass, jo, a wann ech esou dacks muss d'Waasser an d'Ofwaasser pompelen, da brauch ech grad do déi Energie. Wann ech awer op där anerer Säit dat erëm muss op eng Gemeng verrechnen, wou relativ wéineg Bierger si par rapport zu där enormer Infrastruktur, da brauch ech jo kengem eng Zeechnung ze maachen, dass dat doten net ze stemmen ass fir déi Gemengen.

A wa mir och e Plafonnage maache vum Waasserpräis, dann ännert dat am Fong guer näischt. Jo, direkt gëtt de Bierger an engem bestëmmte Sënn entlaascht. Indirekt falen d'Käschten op seng Gemeng, wat derzou féiert, dass iergendwou d'Gemeng erëm muss déi Suen

erakréien. A wou geet se déi Sue sichen? Wat ass eng Gemeng? Dat sinn d'Bierger, déi an där Gemeng liewen! Also muss ech awer erëm iergendwou d'Sue siche goen. Well déi 50 %, déi Dir erwänt hutt, Madamm Minister, dat ass wonnerschén, jidderee weess awer mëttlerweil, dass dat net 50 % bei villen Infrastrukture sinn. Jo, et muss een Ärem Ministère zegutthalen, dass versicht gëtt, grad am ländleche Raum awer eppes Klenges dropzeleeë par rapport zum urbane Raum, fir de Käschten e wéineg entgéintzekommen. Fakt ass awer, dass dat bei Wäitem net duergeet! Frot mol eng Kéier déi Responsabel vun de ländleche Gemengen, wéi d'Situatioun ass, wat déi Infrastrukturen am Waasser an am Ofwaasser ubelaangt, wat dat fir Käschte sinn, déi einfach net ze stemme sinn!

Jo, et war elo keng Fro, mee et huet awer misse gesot ginn. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kaes. An dann huet d'Madamm Simone Beissel d'Wuert gefrot.

*(Brouhaha)*

**Mme Simone Beissel (DP)** | Jo, Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt der Madamm Minister härelech Merci soen. Si huet eng ganz gutt Presentatioun gemaach vun all den Neierunge vun deem neien, wichtege Gesetz.

Ech soen dem Aly Kaes och Merci. Mir kenne seng Soucien, vu dass mer jo och am SEBES sinn, wou d'DEA, den Nordsyndikat, och derbäi ass. An ëmmer dat mat Ären Transportkäschten an Äre Quantitéiten, déi Der braucht, ech mengen, dat ass e Souci, dat hale mer um Radar.

Mee ech huelen eigentlech d'Wuert hei, well ech wollt e puer Saache soen, éischstens dem Fernand Kartheiser, dem Marc Goergen an nach anere Leit. Dat Éischt ass: Hu mer genuch Waasser? Wéi ass eis Waasserversuergung? Dat anert ass: Firwat gëtt net méi Waasser vum Krunn gedronk? An dat Drëtt ass: Wéi ass et mat dem Waasser, fir eis Toiletten ze spullen?

Ech wëll dem Här Kartheiser soen – den Här Kartheiser weess ganz vill Saachen, mee e weess eebe just net ëmmer alles –, dass mir hei zu Lëtzebuerg Honnerte vu Quellen hunn. Mir haten effektiv d'lescht Joer e Problem, well Dir hutt vläicht héieren, do war de Metazachlor ESA, deen huet e ganze Koup vun eise Quelle verseucht. Du si se aus dem Betrib geholl ginn.

Mir hunn awer d'Chance, dass mer mat Aktivkuefilteren, also Aktivkuel mat Ozon, mat Ultraviolet, e ganze Koup vun deenen Déiercher, praktesch bis 98 %, erausgefiltert kréien, a mer hunn iwwerall Traitementinstallatiounen gemaach, fir d'Quellen erëm lues a lues operationell ze kréien. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: D'Captage vun de Quellen duerch d'ganz Land, dat si ganz nei Technologien. Et gëtt ganz vill horizontal gebuert, wou mer den Debit vun de Quelle ganz anescht kënnen maachen, wou mer vill méi Waasser kënnen erauszéien. Dat ass dat Zweet.

Dat Drëtt ass: Dir hutt héchstwahrscheinlech awer matkritt, dass mer zu Eschduerf, a mir hu jo hei e Finanzéierungsgesetz geholl virun e puer Méint, eng riseg nei Waasserstatioun eeben opriichten, well déi zu Esch-Sauer, déi aus den 1960er-Joren ass, net méi kapabel ass, wou mer zwar ganz vill nogerüst hunn, fir eeben dem Wuesstum vun eiser Populatioun à moyen an à long terme gerecht ze ginn.

Momentan ass et esou, dass mer zu Esch-Sauer mat deem, wat mer erauszéien, den Dag op 89.000 Meterkibb, 89.000 Fudder, kënnen kommen. Doniewent hu mer dräi Sécherheetspétze ronderëm d'Land. Wann



e Problem ass mat dem Stauséi, kënnen mer es aus deenen dräi Pëtzen nach e Koup zéien; déi hate mer och am Asaz, wéi de Metazachlor ESA eis eebe geplot huet.

Elo baue mer déi nei Statioun, déi geet bis op minimum 110.000 pro Dag, wou mer kënnen eropfuere, wat mer kënnen all Dag zéien, wat mer ausgerechent hunn. A wéi gesot, d'Pëtze sinn och dobäi, soudass mer wierklech d'Land kënnen mat dem SEBES-Waasser ofsécheren.

D'SEBES-Waasser ass geduecht als zweet Standbeen hei. Mir encouragéieren all d'Gemengen, fir massiv hir Quellen an der Rei ze halen, fir massiv ze kucken, dass se autonom sinn. An d'SEBES-Waasser ass geduecht, fir eebe just en zweet Standbeen hei an deem Land ze maachen, wann iergendwéi Soucié sinn, fir all Mënsch ze hëllefen.

An, wéi gesot, et sinn nach ëmmer e puer Gemengen, déi hunn u sech genuch Quellewaasser, déi sinn net un d'SEBES ugegiddert. Mir hunn awer schonn ëfters héieren, also Dir hutt dat jo bestëmmt och héieren, dass Momenter am Summer sinn, ëmmer ronderëm den 20. Juni an den 1. Juli, wou d'grouss Picke si vun deem, wat hei gebraucht gëtt vu Waasser. Déi Momenter – Dir wësst, wéi et esou waarm war –, dann ass et e Risiko, do haten op eemol e puer Gemengen hei, déi Dir gutt kennt, Bakterien am Waasser, an da si se ëmmer schlecht drun, well se net u SEBES-Leitungen hänken, da mussen se kucken, wéi se domat eens ginn.

Dat wollt ech Iech soe vun der Waasserversuergung.

Dat Drëtt, dat ass, dass mer amgaange sinn, grouss Etüden ze maachen, an d'Musel gëtt et hier, fir elo ...

*(Interruption par la présidence)*

... an Zukunft, wann et nach net sollt duergoen, e System ze maachen, dass mer kënnen Musel-Waasser huelen. Dat gëtt zwar eng grouss ...

*(Interruption par la présidence)*

... Opbereedung. An de Problem ass: D'Opbereedung kréie mer hin, mee et gëtt grouss Leitungen ze zéie fir an d'Bannescht vum Land eran, dass mer do nach eng aner Méiglechkeet kréien, fir hei am Land Dréinkwaasser zousätzlech ze produzéieren.

Dat also, fir dass Der Iech keng Suerge musst maachen, Här Kartheiser. Dir kënnt de Moment roueg schlofen, dat Land hei ass ofgeséichert mat Dréinkwaasser!

*(Brouhaha)*

Zweete Souci, deen Der gesot hutt: Firwat drénken net méi Leit Krunnewaasser?

Här Kartheiser, ...

*(Interruptions)*

... mir hunn hei an deem Land bal zwee ...

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Beissel, Dir musst geschwënn zum ...

*(Interruption)*

... Schluss kommen, well mir sinn amgaangen, eis relativ wäit vum Gesetz, ...

**Mme Simone Beissel** (DP) | Jo, nee, et ass gutt, ech wollt just ganz, ...

**M. Fernand Etgen**, Président | ... wat mer haut um Ordre du jour hunn, ze entfernen.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Jo, et ass gutt. Ech wollt him awer, ech äntwerten him awer ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Dat kënnt awer do duerch, datt d'Riedner alleguer wäit ewech ware vum Bestanddeel vun deem Gesetz, wat mer haut diskutéieren.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Den Här Kartheiser huet sech awer selwer Froe gestallt, an duerfir wollt ech him Äntwerte ginn.

*(Brouhaha général)*

Ech wollt Iech just soen: Mir hunn 200 Nationalitéiten hei am Land, an et si ganz vill Leit, déi si scho vu Kand u mat der Waasserfläsch gezillt ginn, well se aus Länner kommen, wou se ni d'Chance haten, fir aus engem normale Krunn Dréinkwaasser ze zéien, well hiert Waasser verseucht war. Dofir si mer edukativ amgaangen. Do ass den Drépsi, d'SEBES, d'ALUSEAU, all Mënsch hëlleft, ...

*(Interruption par la présidence)*

... iwwert d'Schoulen, fir eeben d'Kanner ...

*(Interruption par la présidence)*

... ze eduquéieren, an d'Kanner eduquéieren d'Elteren, dass se kënnen hei zu Lëtzebuerg Waasser vum Krunn drénken.

Dat Drëtt a Lescht ass, dass mer amgaange sinn, grouss Etüden ze maachen, fir Growaasser ze installéieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo, Madamm Beissel, Dir musst awer elo zum Schluss kommen.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Jo.

**M. Fernand Etgen**, Président | Parole après ministre ass och op fënnf Minutte beschränkt.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Entschëllegt.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools fir déi wäertvoll Informatiounen a Prezisiounen.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Ok, leschte Satz:

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen**, Président | An dann huet nach den Här Clement d'Wuert gefrot.

*(Hilarité générale)*

**Mme Simone Beissel** (DP) | D'Growaassere ginn installéiert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Sou, ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Clement huet d'Wuert gefrot, ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président | ... laang virun Iech, Här Kartheiser!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Interventioun vun der Madamm Beissel huet elo grad bewisen, datt et eebe grad wichteg ass, datt mer heibannen och nach politesch mateneen diskutéieren. An do ginn ech dem Aly Kaes dann Onrecht. Ech si frou, datt mer e Parlament hunn, an deem och politesch diskutéiert gëtt a wou mer net nëmmen ofnicken, wat da presentéiert gëtt. An ech hoffen, datt dat och an Zukunft esou bleift, an datt d'Madamm Beissel eis och nach an Zukunft e puermol kann ...

*(Interruption)*

... mat hiren Erfarungen, wat d'Waasser ubelaangt, ënnerhalen. Ech soen Iech Merci.

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci och fir déi do Prezisiounen, Här Clement. An da Parole pour fait personnel fir den Här Kartheiser.

**Plusieurs voix** | A!

**Une voix** | O!

*(Brouhaha général)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci, Här President.

**Une voix** | Sch!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech wollt eigentlech ufänken an der Madamm Beissel felicitéieren, net nëmmen ...

**Une voix** | A!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... fir déi vill Saachen, déi si weess, mee och, well se elo Member vun der Regierung ass offensichtlech ...

**Une voix** | Jo.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... well ech hat jo eigentlech d'Regierung gebieden, op zwou Froen ze äntwerten. Déi Äntwerte krut ech nëmmen héchstens deelweis!

Déi éischt Fro war un den Här Minister Turmes gericht: Seng eege Perspektiven iwwer 300.000 Leit, déi sollen an deenen nächste Joerzénge bäikommen, mol net a wäiter Zukunft, wéi ass dat mat der Waasserversuergung do geplangt?

Ech mengen, Dir kënnt jo elo, Här Minister Turmes, vläicht soen, datt d'Madamm Beissel alles gesot huet. An deem Fall huele mer zur Kenntnis, datt dat vläicht eng, soe mer mol, net ganz substanzéiert Äntwert wär.

An dat Zweet ass dat mat der Musel, do hu mer jo och elo héieren, datt d'Madamm Beissel u sech dat confirméiert huet, wat ech och gefrot hat, nämlech, datt dat eng Optioun wär. Mee awéiwäit ass dat eng Optioun? Wat wär dann domadder alles verbonnen, och vu Qualitéitskontrollen?

An déi drëtt oder déi zweet Fro, déi ech Iech gestallt hat, de Blackout, do huet jo awer d'Madamm Minister Welfring e bëssen drop geäntwert, dat ass dat mat deenen industrielle Projeten. Well mir schwätzen hei iwwer Dréinkwaasser, a mir hate jo scho Projeten, déi net realiséiert goufen, ënner anerem mat dem Argument vum Waasserverbrauch. Mir hunn am Abléck den Dossier Google, wou de Waasserverbrauch och eng grouss Fro ass, an och do hu mer haut keng Äntwert kritt.

An ech bieden d'Regierung nach eng Kéier, a selbstverständlech, wann d'Madamm Beissel fir d'Regierung wëllt schwätzen, ka si och schwätzen, mee ech bieden d'Regierung, dach dem Land emol ze soen, wou mer mat deene Froen dru sinn. Well den Här Minister selwer huet déi demografesch Entwécklung an de Raum gestallt. Da soll en eis wannechgelift och soen, wéi dat mat der Waasserversuergung fir 300.000 zousätzlech Leit an Zäit vu 25 Joer soll geplangt ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech stelle fest, datt allkéiers, wann d'Theema Waasser op der Agenda ass, eng Rei Deputéierter d'Waasser net kënnen halen. An elo huet d'Regierung d'Wuert.

*(Hilarité)*

**Une voix** | O!

*(Hilarité)*

**Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci, Här President.

*(Hilarité)*

A pardon, ech muss opstoen, entschëllegt.

Merci, Här President.

Zu der Waasserversuergung: Dat ass eppes, wat ech, wéi gesot, am September hei och schonn eng Kéier virgestallt hunn. Et gëtt eng Strategie, déi drop berout, dass mer, wéi ech och virdu gesot hunn, fir d'éischt probéieren, de Konsum anzegrenzen, fir eis besteeënd Quelle besser ze schützen. Ech mengen, d'Madamm Thill huet ganz kloer gesot, wivill Quelle mer am Moment nach am Uergen hunn, déi mer mussen an eng besser Qualitétsituatioun kréien, fir dass mer déi och kënnen notzen. An zousätzlech si mer amgaangen, an dat ass jo och elo schonn ugeklongen, eng Etüd ze maachen – déi ass nach net ofgeschloss, fir dann op déi Fro ze äntwerten –, wéi mer an Zukunft eventuell kënnen d'Muselwaasser notzen, fir zousätzlech Sécherheet ze ginn, wat d'Drénkwaasserversuergung ugeet.

Wat d'Projeten ugeet, do hu mer hei zu Lëtzebuerg jo schonn Etappen an eiser Gesetzgebung. Mir hunn d'EIFen, dat sinn Etüden, déi gemaach ginn am Virfeld bei gréissere Projeten, bei eenzelne Projete fir ze kucken, wat dat fir Impakter kéint bréngen. An opgrond vun esou Etüden an am Kader vun eisen Autorisatiounsprozedure ginn déi Impakter am Virfeld ofgeschat.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Welfring. Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7995. Den Text steet am Document parlementaire 7995<sup>8</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7995 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou decidéiert.

**Motion 1**

Da kéime mer elo zum Ofstëmmen vun der Motioun, déi den Här Kaes deposéiert hat. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Jessie Thill.

**Mme Jessie Thill** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Merci fir dës Motioun. Bon, ech mengen, et ass scho ganz vill gesot ginn, ech hale mech elo kuerz. Fir eis ass d'Recht op proppert Waasser méi wéi just duerch de Waasserpräis oder Ofwaasserpräis definéiert, mee et geet och ëm d'Drénkwaasserschutzzone, ëm den Invest an d'Infrastrukturen an d'Astandhaltung vun dësen. A wann de Präis net käschendeckend ass, dann hu mer jo och fir d'Gemengen net genuch Incentiven, fir dës Infrastrukturen och a Stand ze halen, fir dran ze investéieren. An dofir géif ech u sech menger Fraktioun recommandéieren, dës Motioun net ze stëmmen.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Thill. Da freet den Här Yves Cruchten d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Also, déi Diskussioun hei ass jo net nei an ech mengen, dass mer och schonn e puermol esou Motiounen wéi déi heiten oder älecher hei diskutéiert hunn, oder Proposen. Hei gëtt jo dann eigentlech proposéiert, dass mer sollen en eenheetleche Waasserpräis maachen, wat dann deene Leit géif zeguttommen am Präis, déi am ländleche Raum wunnen. Dat ass natierlech richtig.

Et muss een dann awer och éierlecherweis hannendru soen, dass dat fir Honnertausende Leit hei am Land bedeide géif, dass de Waasserpräis méi deier gëtt. An déi Informatioun, déi feelt awer dacks, wa mer doriwier schwätzen.

Den Här Kaes schreift a senger Motioun, an do huet en natierlech Recht, dass et Ongläichheete gëtt tëschent de verschidene Gemengen hei am Land. Dat ass richtig beim Waasserpräis, mee dat ass och richtig a ganz villen anere Saachen. Dat ass och grad esou wouer an den Offalltaxen, oder ech géif soen, bei alle kommunalen Déngschtleeschunge gëtt et ënnerscheeder tëschent de Gemengen. Do gëtt et ënnerschiddlech Tariffer, awer och ënnerschiddlech Déngschter, déi d'Leit kënnen an Usproch huelen. An dat schéngt mer an där Hisiicht normal ze sinn

Ech soen awer och elo, zum Beispill, d'Wunnungspräisser, déi sinn och net déi selwecht am ganze Land. Dat géife mer eis vläicht wënschen, mee se sinn et awer net.

An da géif ech mengen, dass dat heiten, deen eenheetleche Waasserpräis, och net eng Fuerderung vun de Lëtzebuurger Gemengen ass. Ech kucken de President vum Syvicol, ...

*(Interruption)*

... dee ka mer do vläicht widdersprieche, wann ech net Recht hunn, mee souwäit ech weess, ass dat doten och net d'Positioun vun de Lëtzebuurger Gemengen.

An duerfir géif ech dann och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net unzehuelen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Cruchten. An dann huet den Här Graas d'Wuert gefrot.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Bon, ech hunn et virdu scho gesot, ech si llicht verwonnert, dass d'CSV elo op eemol in globo hei en eenheetleche

Waasserpräis fuerdert. Dat ass en neie Moment, deen huele mer zur Kenntnis.

**Une voix** | Et stoung am Walprogramm!

**M. Gusty Graas** (DP) | Fréier, fréier huet sech dat limitéiert op deen een oder deen anere Vertrieeder vun der CSV.

**Une voix** | Jo, genau.

**M. Gusty Graas** (DP) | Ech wëll just de Kolléeg vun der CSV soen: Kommt, mir maachen net d'Béchs vun der Pandora elo hei op! Ech hu Verständnis, wa Leit aus dem rurale Raum d'Meenung vertrieeden, dass se, bedéngt eeben duerch verschidden zousätzlech Ausgaben, aner Tariffer musse verrechnen, mee da féiere mer déi Diskussioun awer op engem ganz aneren Niveau. Da schwätze mer iwwer ganz aner Aspekter. Ech mengen, den Yves Cruchten huet dat elo schonn hei duerchblécke gelooss. Da schwätze mer zum Beispill iwwert déi Gemengen, déi national Industriezonen op hirem Terrain hunn, déi extreem zousätzlech Ausgaben hunn. An national Industriezonen droe bäi zum Wuelstand vum Land, dat heescht, déi Gemengen droen also och zur Solidaritéit insgesamt bäi. Duerfir fannen ech awer, déi Diskussioun hei soll een net ze vill aus engem – an dat ass elo net pejorativ gemengt – ze vill isoléierte Bléckpunkt gesinn, mee déi muss ee global gesinn.

Nach eng Kéier: Wa mer déi Diskussioun do ufänken, da mussen mer se awer op ganz aner Echelonnen och nach féieren! An da weess ech awer net, wéi déi Diskussiounen ausginn!

Dofir nach eng Kéier: Mir sinn och um Niveau vun der Autonomie communale hei! D'Gesetz ass ganz klipp a kloer. Wien ass kompetent fir d'Waasserversuergung hei zu Lëtzebuerg? Dat sinn d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater, also mussen och d'Gemengen, d'Gemengesyndikater, d'Tariffer fixéieren.

Wa mer also elo deklinéieren, dass hei am Fong geholl muss en Unitéitspräis festgehale ginn, gräife mer och an d'Autonomie communale an. Well déi eenzel Gemengen hu ganz aner Ausgaben. Dir hutt aner Ausgaben zu Tandel wéi mir am Süden. Dat kann een net matenee vergläichen. Dowéinst géif ech wierklech do virdu warnen, déi Diskussioun elo hei ...

*(Interruption)*

... unzefänken, well da féiere mer se op engem ganz aneren Niveau. An da weess ech net, wéi se endegt, an dat wier och net gutt fir d'Solidaritéit insgesamt hei zu Lëtzebuerg. An deem Sënn géif ech duerfir och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Graas. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech verstinn dem Aly Kaes seng Argumentatioun an och d'Uleies, mee wéi ech virdu scho gesot hunn, hu mir eng komplett aner Iddi vum allgemenge Waasserpräis, wéi e soll opgestallt ginn. An do wär dann een eenheetleche Waasserpräis net déi Formule, déi mer wëilten huelen, wa mer gäre méi d'Literer rechne wéi de Fix. Ech weess, dat ass eng ganz aner Iddi. Duerfir wäerte mir dat doten haut net kënnen matstëmmen.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Goergen. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech hat et virdu ugedeit: Mir



wëssen och, datt vläicht déi Léisung, déi den Här Kaes eis proposéiert, net déi beschte ass, a mir sinn op, fir dat ze diskutéieren, wat ee ka maachen. Mee awer dee Message, deen en eis haut gétt duerch déi Motioun, deen huele mir ganz eescht an dat wëlle mer wierklech och ënnerstëtzen.

Elo setzt Iech emol an d'Haut ... Ech verstinn, hei ass deen een oder anere Kommunalpolitiker, deen denkt natierlech mat Recht och un d'Interessie vu senger Gemeng. Mee ech mengen, mir sollten dat awer elo mol national kucken a mir sollten eeben déi Solidaritéit weisen, déi den Här Kaes wëllt vun eis afuerderen. An ech mengen, en huet Recht. Setzt Iech emol an d'Haut vun enger Gemeng am Norden, déi et mat engem ganz héije Käschtepunkt an deem do Beräich ze dinn huet. Denkt och un d'Kläranlagen, déi mer hei viru Kuerzem nach diskutéiert haten, an aner Ausgaben. An den Här Kaes huet Recht, wann hie seet, datt déi finanziell Méibelaaschtung awer de Leit an anere Servicer erëm muss ewechgeholl ginn. An déi Leit hu scho Problemer, wann Der elo d'Busverbindungen an esou weider kuckt, déi méi schlecht si wéi zum Beispill am Süden, an am Abléck och déi héich Sprittpräisser, fir iwwerhaapt kënnen op d'Aarbechtsplaz ze fueren, oder ënnerbrachen Zuchlinnen. Et gétt esou vill spezifesch Situatiounen an deene ländleche Gemengen, da muss mer där Saach dach Rechnung droen. Mir wëlle jo awer och e Land, an deem mer kënnen vu virera soen, datt mer wa méiglech an alle Gemengen ongeféier déi selwecht Wunnqualitéit wëllen hunn an änlech Servicer ubidden, vun der Sécherheet ugefaange bis zu deene Grondversuergungen, Verkéiersproblematik an esou weider.

An dofir ass dat, wat den Här Kaes eis haut proposéiert, esou wichteg an och, mengen ech, legitiméiert. Dat ass, fir eis op déi Problematik opmierksam ze maachen an déi Solidaritéit anzefuerderen, déi mer awer och all deene Leit schëlleg sinn, déi an deene ländleche Gemenge wunnen.

An dofir wäerte mer dat heiten als ADR ënnerstëtzen, quitte datt mer wëssen, datt mer iwwert déi perfekt Léisung wäerte mussen weider diskutéieren, fir do wierklech eng Gerechtegheet an en ausgeglachene Modell, en ausgeglachene Rechmodell, ze fannen.

Awer d'Richtung ass richtig. An dofir wäerte mir d'CSV hei ënnerstëtzen. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Kartheiser. An dann huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, also mir verstinn och ganz gutt d'Uleies vum Här Kaes a mir fannen och, datt ee vläicht misst doriwwer eng Kéier diskutéieren. Mee mir sinn awer och net fir des Motioun, well mir, genau wéi d'Piraten, e ganz anere Point de vue hunn, an datt mer einfach soen: Een, dee vill Waasser verbëtz, dee muss och méi bezuele wéi een, deen op säi Waasser oppasst! An dofir, dat ass einfach nëmmen iwwert de Präis ze reegelen, et passt een einfach nëmmen op eppes op, wat eppes kascht. Wann eppes näischt kascht, da passt een op näischt op!

Op där anerer Säit ass et awer kloer: Wann een d'Reseue vun der Gemeng kuckt, an d'Gemengen hu vill Ausgaben, da misst ee vläicht kucken, wéi een dat kann arrangéieren iwwert de Ministère, fir do eng Léisung ze fannen, fir awer wierklech deene klenge ländleche Gemengen – an ech schwätzen elo vun der Gemeng selwer an net vun deenen, déi d'Waasser huelen – ze hëllefen, fir do iergendwéi awer trotz deem iwwert d'Ronnen ze kommen.

An duerfir e grouse Merci fir déi Ureegung vun dieser Diskussioun. Ech mengen, datt déi och nach wäert an där nächster Zäit weidergefuert ginn an deenen

zoustännege Kommissiounen. Ech hoffen et op alle Fall.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Aly Kaes.

**M. Aly Kaes** (CSV) | Jo. Merci, Här President. Ech muss awer soen, ech sinn erstaunt, besonnesch iwwert dat, wat den Här Graas gesot huet. Ech wëll dem Här Graas just soen, datt mir och eng Zone d'activité an där Gemeng hätten, wa mer se geneemegt kritt hätten. Heibanne si Leit, déi dat ganz genau wëssen. Ech wëll net méi dozou soen.

Da wëll ech soen: Wann aus dem urbane Raum Leit an de ländleche Raum kommen, an do ginn Touristeweier an all Méiglech ënnerhalen, kilometerweis ënnerhalen, da kascht dat Suen an dann ass dat och fir d'Qualitéit vun de Bierger. Och dat misst een da jo mat an d'Diskussioun bréngen. Mir hu besser, déi do Diskussioun, déi do Béchs, wéi Der dat esou schéi gesot hutt, net opzemaachen, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Aly Kaes** (CSV) | ... well do hätte mir, ...

(Interruption)

... do hätte mir, ...

**M. Gusty Graas** (DP) | Genau! Genau! Dir sot elo dat Richteg. Voilà, genau. Jo.

**M. Aly Kaes** (CSV) | ... esou munches ze bidden an där Hisiicht!

Fakt ass, nëmmen iwwert de Wee vun engem Eenheetswaasserpräis, esou wéi mer an anere Beräicher och Eenheetspräisser hunn ... Ech ginn nëmmen ee Beispill: Majo zum Beispill den Timber. Den Timber kascht fir op d'Wemperhaart ... Jo, Dir laacht elo, Här Graas, fir e Bréif op d'Wemperhaart ze bréngen ass et vill méi wäit als wéi hei zu Lëtzebuerg an der Stad, vun der Post an d'Rue du Commerce. Dat ass relativ kuerz, ech kenne mech relativ gutt an deem Eck aus, ...

**M. Gusty Graas** (DP) | Et ass awer net d'Kompetenz vun der Gemeng, fir de Präis vun engem Timber festzeleeën.

**M. Aly Kaes** (CSV) | ... well den LCGB jo do säi Siège huet.

Ech wëll nëmme just domadder soen: Mir kënnen där doter Fäll, där doter Beispiller, jee Gemeng opzielen. Mir schwätzen hei – an dat wëll ech nach eng Kéier an Erinnerung ruffen, an do war jiddereen där selwechter Meenung – vun deem Wichtigsten, wat mer brauche fir ze liewen: Dat ass d'Waasser! „Ouni Waasser kee Liewen“, ass e puermol gefall. Genau dat!

An da muss ee soen: Mir schwätze vu Solidaritéit a mir schwätze vun Ongläicheeten, déi ee soll eliminéieren. Mee wann ech alles dat huelen, da gétt et nëmmen ee Wee, an dat ass den Eenheetswaasserpräis!

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Kaes. Dann huet den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, Här President. Also ech bleiwen nach ëmmer der Meenung, och no der Diskussioun hei, dass déi Motioun hei, esou wéi se hei proposéiert gétt, net d'Léisung ass, och net zu all deene Problemer, déi hei opgeworf ginn.

Mee et mierkt een an den Diskussiounen hei, dass et vläicht awer net vu Muttwëll wär, wa mer eis eng Kéier géifen an enger Kommissioun ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... Zäit huelen, fir iwwert d'generell Problematik ze schwätzen.

D'Madamm Ministesch huet elo nach eng Kéier be-  
tount gehat, dass wuel d'Distanzen téschent den Uertschafte consideréiert ginn, zum Beispill bei staatleche Subventiounen an hei an do. Dofir géif ech proposéieren: Mir sollten déi hei Motioun ofstëmmen. Mir wäerten als Partei zwar dergéintstëmmen. Mee awer déi Diskussioun iwwert de Waasserpräis, ech mengen, d'Gesetz ass vun 2008 – wann ech mech net ieren, war den Här Halsdorf do nach Minister, ass dat richtig? –, ...

**Une voix** | Jo.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ...do ass et schonn derwäert, fir am Joer 2023 dann nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen, a wann et nëmmen an der Kommissioun ass, fir dass mer och erëm eng Kéier Vergläicher kréien. Dat war deemools eng lieweg Debatt 2008, dann ass et vläicht gutt, wa mer elo no esou vill Joren nach eng Kéier de Point maachen a kucken: Wou si mer drun? A wéi sinn déi Ennerscheeder effektiv?

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Cruchten. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen, nach dräi Wuertmeldungen. Fir d'éischt den Här Roth.

**M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) | Ech wollt awer gären dem Här Cruchten äntwerten. Ech mengen, et ass richtig, dass een doriwwer diskutéiert. Mee et dierf een et effektiv net eleng op de Waasserpräis resuméieren. Dat ass fir mech ganz kloer. Et muss ee méi breet diskutéieren. An duerfir, déi Motioun, et kann een derfir oder dergéint stëmmen, mee et wär effektiv am beschten, et géif neutral a méi breet diskutéiert ginn, wéi den Här Graas et och gesot huet. Ech sinn op där Linn.

D'Zil kann eng Kéier sinn, iergendwéi méi Gerechtegheet an de System eranzekréien, ob dat awer e Prix unique de l'eau ass, dat ass eng aner Fro.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Halsdorf. Dann ass et um Här Gilles Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, den Här Halsdorf huet d'Stousrichtung virginn, an ech kann dat ënnerstëtzen, am Numm vun eiser Fraktioun, wat den Yves Cruchten proposéiert huet. Mir stëmmen iwwert déi Motioun elo of, jiddweree stëmmt, wéi en dat fir richtig fannt. Mee längerfristeg muss mer souwiso kucken, ob dat d'Stad Lëtzebuerg ass oder Esch oder eng ländlech Gemeng: Dir wësst alleguerten, wat eng Kläranlag kascht, an déi kleng Gemengen, ob se am Syndikat sinn oder net, déi packen dat guer net. Véiert Klärstuf, finanziell ass dat net méi ze droen!

An ech mengen, dat, wat eis Positioun ass, dat ass, dass ee mëttelfristeg net derlaanscht kënnt, dass eng Kéier d'sämtlech Gestiou vun der Waasserzouliwwerung méi zentraliséiert gétt an dass och d'Waasserklärung méi zentraliséiert gétt, well dat ass de Wee, fir dass een op méi en harmoniséierte Waasserpräis vun donidde vu Mondorf bis uewen op d'Wemperhaart kënnt, mat alle Consideratiounen, déi gemaach ginn haut de Mëtteg.

An ech mengen, an deem Sënn wiere mir d'accord, dass iwwert d'Motioun géif ofgestëmmt ginn, an dass dann awer och den Opdrag vun dieser Chamber haut wier, dass an noer Zukunft eng Kéier generell déi Diskussioun – no 14 Joer Waassergesetz – dann eng Kéier nei gemaach géif ginn.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Roth. Dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech ka mat deem, wat den Här Roth elo grad gesot huet, total averstane sinn.

An: „Ehre, wem Ehre gebührt.“ Ech wëll just soen, dass den Här Halsdorf deemools a senger Fonctioun als Innenminister ganz vill Drock aus deem doten Dossier erausgeholl huet, andeems en de maximale Präis fixéiert huet, soudass och eng ganz Rei Gemengeguer net méi nom Käschtedeckungsprinzip funktionéieren. Do ass ganz vill Drock erausgeholl ginn, an dofir verstinn ech ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | ... déi haiteg Diskussioun éierlech gesot net. Ech mengen, mir hätten haut sollen driwwer schwätzen, wéi mer d'Waasserqualitéit zu Lëtzebuerg verbessern, a mir lande schlussendlech erëm an enger leideger Präisdiskussioun, déi mer am Fong och schonn hei iwwerstanen haten.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch.

(Interruption)

Da freet den Här Aly Kaes eng allerleschte Kéier d'Wuert.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Aly Kaes** (CSV) | Ech wëll dann awer dem Här Kersch soen: Och wa mer e Plafonnage maache vum Waasser, da bleiwen d'Käschten identesch déi selwecht! Wa mer dann och nach higinn, mir hate souguer ee Moment e Modell, oder mir hunn e Modell, wou gesot ginn ass: „Dat gëtt net berücksichtegt tëschent den Dierfer!“ Jo, et ass einfach: Mir réckelen d'Dierfer einfach fest zesammen! An alles dat, wat dertëschent läit, wie bezilt dat? Natierlech d'Gemeng. Natierlech d'Gemeng! An dat bleift un der Gemeng hänken. A wann Dir mir erkläert ...

A grad den Här Kersch, muss ech awer soen! Ech wëll och déi Béchs elo net hei opmaachen, well dat ass nach vill méi ongerecht! Dat ass dat: Ech wëll just drun erënneren, bei der Gemengefinanzreform ass genau dat eenzeg Element, wat där doter Richtung e wéineg entgéintgewierkt huet, erausgeholl ginn, nämlech d'Fläch gëtt net méi berücksichtegt an et gëtt nach just de Bierger berücksichtegt, dat heescht d'Persoun. An domadder huet eng extreem grouss Gemeng wéi d'Gemeng Wëntger – ech schwätze mol vun där gréisster, déi d'Land huet, d'Gemeng Wëntger – nach vill méi Problemer, fir d'Enner zesammenzekeréien. Sou, elo soen ech näischt méi, Här ...

**Une voix** | Très bien!

(Brouhaha général)

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Frot emol den Här Mischo, wéi e seng Sportshal géif bezuelen, wann d'Gemegefinanzreform net komm wier.

**Une voix** | Oh là là!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools.

**Une voix** | Oh là là!

**Une autre voix** | O wéi bëlleg!

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech mengen, da komme mer elo zum Vott ...

**La même voix** | O wéi bëlleg!

(Brouhaha général)

**M. Fernand Etgen**, Président | ... vun dëser Motioun an diskutéieren duerno de Sujet vum Waasserpräis an der Kommissioun weider. Mir kommen elo zum Vott vun der Motioun.

### Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 24 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galle, Léon Gloden, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

*Ont voté non* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Jean-Marie Halsdorf ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

### 5. 8116 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Mir kommen elo zum Projet de loi 8116 iwwert d'Bäihëlfe, fir d'energeetesche Renovatioun an Transitioun ze promovéieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorerabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Ech schwätzen elo guer net vum Waasser, mee vun den erneierbaren Energien am Beräich vum Logement.

Mat dësem Projet de loi, dem 8116, komme mer zréck op dat modifizéiert Gesetz vum 23. Dezember 2016, mat deem mer en Ënnerstützungsregimm fir déi rational Notzung vun der Energie a fir den Ausbau vun den erneierbaren Energien am Beräich vum Logement agefouert haten. Am Mäerz vun dësem Joer goufen dës Aidë schonn eemol no uewen ugepasst an och méi breet opgestallt. An haut geet et drëms, enger Decisioun aus dem Tripartite-Accord gerecht ze ginn an d'Moosnamen nach weider ze verstärken.

D'Zil besteet doran, déi energeetesche Sanéierungen a Renovatiounsaarbechten am Beräich vum Logement nach e Krack ze beschleunegen an d'Energietransitioun op déi Manéier an deem Beräich ze férdere. Hei ass et wichteg ze betounen, dass de Plan national énergie climat, de PNEC, en ambitiöse Renovatiounstaux vun 3 % am Joer um Niveau vum Bâtiment

virgesäit an domat och d'Verbesserung vun der energeetescher Effikassitéit an deem Beräich.

Dat bedeit, dass dëse Projet de loi, wéi vill anerer iwwregens, sech net nëmmen an den Tripartite-Accord aschreift, mee och an de Kader vum PNEC. Méi speziell handelt et sech éischtens ëm d'Erhéijung vum Bonus, deen ausbezuelt gëtt, wann e Menage eng al Chaudière, déi op Basis vu fossillen Energië funktionéiert, duerch eng Chaudière ersetzt, déi mat erneierbarer Energie bedriwwen gëtt; hei schwätzt ee vum „bonus de remplacement“. An deem Fall gëtt de Bonus vun 30 % op 50 % eropgeschraaft am Fall, wou d'Installatioun tëscht dem 1. November 2022 an dem 31. Dezember 2023 bestallt ginn ass oder bestallt gëtt. D'Rechnung muss spéitstens den 31. Dezember 2025 etabléiert sinn.

Renforcéiert ginn zweetens dann och déi finanziell Hëllef fir Fotovoltaikanlagen a fir déi energeetesche Renovatioun am Beräich vum Logement. Hei gëtt e Supplement vum 25 % op de besteende finanziellen Hëllef mam Numm „Klimabonus“ agefouert, dëst ënner der Konditioun, dass den Demandeur sech engagéiert, seng Installatioun entweeder am Modus vun der Autoconsommation oder innerhalb vun enger energeetescher Communautéit, zum Beispill enger Kooperativ, lafen ze loossen. Mat dëser Erhéijung gëtt dann och de finanzielle Plaffong vu 50 % op 62,5 % vun den effektive Käschte vun der Installatioun eropgesat. Fir eligibel ze sinn, muss d'Anlag tëscht dem 1. Januar 2023 an dem 31. Dezember 2023 bestallt ginn an d'Rechnung muss hei spéitstens den 31. Dezember 2025 virleien.

Déi drëtt Dispositioun betrëfft den energeeteschen Assainissement vun enger Wunneng. Eligibel sinn hei engersäits d'Konstruktionselementer, déi gebraucht ginn, fir eng thermesch Isolatioun ze realiséieren, an anerersäits d'Elementer, déi fir d'Mise en place vun enger kontrolléierter mechanischer Ventilatioun noutwendeg sinn. Bei dësem Volet gesäit de Projet de loi vir, dass de Klimabonus mat zousätzleche 25 % verstärkt gëtt. De finanzielle Plaffong gëtt hei vun den aktuelle 50 % op zukünfteg 62,5 % vun den effektive Käschten eropgesat.

Déi éischt Demande, fir en Accord de principe fir dës Subsidien am Virfeld ze kréien, muss tëscht dem 1. Januar 2022 an dem 31. Dezember 2023 eragereecht ginn oder eragereecht gi sinn, während d'Rechnung spéitstens den 31. Dezember 2025 muss virleien.

Entsprechend dëse Moosname gëtt de Règlement grand-ducal vum 7. Abrëll 2022 mat den Ausféierungsbestëmmunge vum Gesetz modifizéiert. Wichteg ass hei ze bemerken, nieft de virgenannten Dispositiounen, dass och eng weider Moosnam geplangt ass: Se besteet doraus, dass eng Installatioun, déi de Stockage vun der produzierte Elektrizitéit erméiglecht, och fir Fotovoltaik-Aiden eligibel gëtt. Dëse Volet wäert iwwert d'Modifizéierung vum genannte Règlement grand-ducal geregelt ginn, an d'Konditioun, déi dofir erfëllt muss ginn, ass déi, dass dës Installatioun zur gläicher Zäit wéi d'Fotovoltaikanlag installéiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, domat hunn ech den Inhalt vun dësem Projet de loi schonn integral virgestallt a kommen nach kuerz zu den zwee Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen.

Deen éischte staamt vum Staatsrot, dee keng Objektiv formuléiert huet, wuel wëssend, dass et sech hei ëm eng Dispositioun oder ëm Dispositiounen handelt, déi scho bei hirer Aféierung vum Staatsrot deemools gutt geescht gi waren. Am Projet de loi vun haut geet et, wéi gesot, just drëms, dës Moosnamen ze verstärken, wat beim Staatsrot keen Ulass zur Kritik ginn huet.



Den zweeten Avis koum vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi och näischt un dësem Projet de loi auszesetzen hat.

Deposéiert gouf en den 8. Dezember 2022 vun der Ëmweltministesch Joëlle Welfring, an nodeems mer an der Kommissioun eemol iwwert de Projet geschwat hunn, eis ausgetosch hunn, huet d'Kommissioun mä Rapport den 20. Dezember 2022 majoritär ugehall.

Domat wär ech schonn um Schluss a gi ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun, déi dës Richtung voll a ganz ënnerstëtzt. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Gilles Roth (CSV)** | Merci, Här President. Ech soen der Rapportrice, dem Josée Lorsché, villmools Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir ënnerstëtzen dat hei. Mir fannen, dass dat an déi richteg Richtung geet.

Fir eis ass de Wee vun der Energietransitioun, souwuel wat d'Beriber wéi och wat hei déi privat Menagen ubelaangt, deen, fir d'Leit mat an d'Boot ze huelen an duerfir och déi Ënnerstëtzen ze ginn. Ech weess, dass dat eng Rei finanziell Mëttele vun Staat verlaangt. Et sinn awer d'Mëttele vun der Allgemengheet fir eng Zilsetzung, déi mir och zu 100 % deelen!

Den zweete Punkt ass deen, dass mer awer net wëllen, dass entre-temps fir déi Leit, déi net vun haut op muer kënnen op eng Wärmepompe ëmklammen, net eng gewësse Stigmatisatioun kënn, well mir musse wëssen, dass 59.000 Stéit hei am Land nach aleng mat Masutt hëtzen, an déi kënnen dat, besonnesch am ländleche Raum, net vun haut op muer maachen. Well och mat deene Subventiounen, déi hei bezuelt ginn, mat soziale Subventiounen, déi gegebenefalls jo nach kënnen zousätzlech bezuelt ginn, ass dat net ëmmer fir d'Leit finanziell maachbar.

An en drëtten Punkt, dee mer wëlle soen: Jo zu deene verstärkte Subsiden, mee mir wëllen och, dass déi einfach, fair an onbürokratesch kënnen ausbezuelt ginn, an dass d'Leit net mussen ze laang op d'Ausbezuelse vun deene Subsiden an der Praxis waarden.

Dat gesot, stëmme mer dat Gesetz hei mat.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum (DP)** | Merci. Merci fir d'Wuert, Här President. Fir d'éischt e grouse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Lorsché, déi eis dat ganz pedagogesch a ganz in extenso erkläert huet. Merci hir fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi gesot, hei ass eng vun de Mesuren, déi festgehale gi waren am Accord Tripartite an déi och hiren Néierschlag am PNEC fannen. Fir eis als Demokratesch Partei ass et natierlech evident, dass mer trotz der Energiekris, oder et misst ee soen, grad wéinst der Energiekris, déi energeetesche Transitioun musse weider virundreiwen.

Déi héich Energiepräisser si fir eng Rei Leit och den Ureiz, fir sech Gedanken ze maachen, fir hiren eegene Strom ze produzéieren, hiert Haus besser ze isoléieren oder hir al Masutt- oder Gasheizung erauszugehen an duerch eng Pelletsheizung respektiv eng Wärmepompe auszetauschen.

An et ass wichteg, dass mir an der Politik déi positiv Dynamik ënnerstëtzen, déi d'Leit weider encouragéiert, op dese Wee ze goen. An dofir kënne mir als Demokratesch Partei dese Gesetzesprojet an déi hei drunhänkend Hëllef natierlech nëmmen ënnerstëtzen; Hëllef, déi, wéi d'Madamm Lorsché et erkläert huet, no uewen ugepasst ginn.

Erneierbar Energien, dat ass net nëmme gutt fir de Klima, mee dat ass och gutt fir de Portmonni, an dowéinst ass et och wichteg, dass mer derfir suergen, dass esou vill Leit wéi méiglech och dovunner kënne profitéieren. An dofir wéilt ech eng Lanz brieche heibannen, Dir hutt et an aneren Dossieren, och am Kader vun de Budgetsdebatte gesot: Mir mussen a verschiddenen Theemefelder d'Leit nach besser informéieren iwwert déi Hëllef, déi se effektiv kënnen zegutt hunn. Ech mengen, et ass do wichteg, dass mer Efforte maachen, fir d'Leit weiderhin nach besser ze informéieren.

Nei ass hei an deem Projet, dass och d'Batterien, fir de Solarstrom ze späicheren, subventionéiert ginn, wann d'Fotovoltaikanlag fir d'EEgeconsumatioun installéiert gëtt. Dat ass an eisen Aen e ganz sënnavolle Schratt, vu dass déi erneierbar Energie bekanntlech relativ volatil sinn an et dowéinst och an Zukunft schwéier wäert bleiwen, fir de Stockage vun grénge Strom sécherzustellen. An dofir ass et gutt, dass och an déi do Richtung investéiert gëtt.

D'Dispositiounen vun dësem Gesetzestext sinn zäitlech begrenzt a gëllen och nëmme fir déi nei PV-Anlagen. Et wär also net vu Muttwëll, sech Gedanken ze maachen, fir e generelle Subsid anzeféieren fir de Stockage vun erneierbaren Energien, fir dat nach virunzudreiwen, och fir déi Leit, déi doheem norüste wëllen.

Voilà, ceci étant dit, ginn ech natierlech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetz.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten (LSAP)** | Merci, Här President. Ech kann et vill méi kuerz maachen, well d'Kollege virdu schonn dat Weesentlech gesot hunn. Ech soe selbstverständlech der Madamm Lorsché villmools Merci fir hir ganz gutt Rapporten, an deenen alles dran ass, wat ee muss wëssen.

Et ass jo net esou, wéi wa mer de Krich an der Ukrain gebraucht hätten, fir dass mer géife mierken, dass d'Mënschheet déi ökologesche Transitioun muss fäerdegbréngen, mee et ass awer, mengen ech, och esou, dass duerch dee Krich ville Leit déi Urgence vun där Transitioun méi bewusst ginn ass.

Mat deem Gesetz hei komme mir eise politeschen Zil e gutt Stéck méi no, dass de Choix vun den erneierbaren Energie fir all Mënsch hei am Land muss accessibel ginn. Et muss een awer och soen: Et läit do nach en déckert Stéck Aarbecht virun eis, wa mir wëlle méi op erneierbar Energie setzen a manner ofhängeg gi vun Energieimporten aus dem Ausland.

18 %, mengen ech, vun eise Stromverbrauch ginn den Ament duerch Eegeproduktioun assuréiert – den Här Energieminister korrigéiert mech, wann ech hei Zuelen nennen, déi net méi aktuell wieren –, vun deenen 18 % si 15 % grénge Strom an déi aner 3 % si Strom aus Quellen, déi eigentlech net erneierbar sinn. De ganze Rescht vun eiser Energie, dee musse mer importéieren.

Wann ee sech déi rezent Entwécklungen ukuckt, da gesäit een allerdéngs och, dass mir eis awer an déi

richteg Richtung beweegen: Tëscht Juli 2021 a Juli 2022 ass d'Unzuel vu Fotovoltaikanlagen am Land ëm ganzer 6 % geklommen a läit elo bei ronn 9.200 där Anlagen. Dobäi hu mir zu Lëtzebuerg och 19 gréisser Fotovoltaikzentralen, déi allkéiers Strom produzéieren kënne fir eng 400 bis 900 Stéit. 11 weider där Fotovoltaikzentrale sinn nach an der Maach.

Mat dësem Gesetz ënnerstëtze mir also déi doten Dynamik, an dofir ginn ech och ganz gären den Accord am Numm vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Text. An ech géif mech och nach eng Kéier dem Wonsch vun Här Roth uschlëssen, dass mer wierklech alles drusetze fir ze kucken, dass déi Hëllef, déi mer de Leit versprochen, sou séier wéi méiglech ukommen. Ech weess, dass d'Regierung do elo amgaangen ass, grouss Efforten ze maachen, mee alleguerten déi Leit, déi bauen oder déi transforméieren – Dir wësst alleguerten, wat dat am Moment kascht –, déi si warscheinlech zum Deel souguer dorop ugewisen, dass déi Subside séier kommen. Dofir wäerte mer Iech an all deene Mesuren ënnerstëtzen, déi Der kënn huelen, fir dass dat méi séier soll goen.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et um Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Jo. Villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Lorsché fir hire Rapport.

Et ass esou, dass den Här Cruchten an den Här Roth eppes gesot hunn, deem ech mech och direkt wëll uschlëssen, dat ass, wat d'Delaie vun de Remboursementen ueget. Ech mengen, mir hate schonn dacks beim Staat esou Situatiounen, dass mer Réckstänn hatten, an dann ass et awer ëmmer méiglech gewiescht, Leit ze engagéieren, och kuerzfristeg, an déi ze forméieren, fir esou Réckstänn opzeschaffen. Ech hunn héieren, dat géif och zum Deel gemaach ginn, mee ech wär wierklech frou, Här Minister, wann d'Regierung do elo alles géif maachen, well et ass genau esou, wéi den Här Cruchten elo gesot huet: D'Leit sinn dorobber ugewisen a mir kënnen eis do Delaien net erlaben!

Wat elo hei dat Gesetz ueget, do si vläicht zwou Saachen ze soe vun eiser Säit: Dat éischt ass, mir wëlle keng Benodeelegung vu Leit, déi fossill Energien hunn. Et gëtt Plazen oder Haiser, wou dat iwwerhaupt net méiglech ass, hir Heizungen ëmzerüsten. Mir wëllen net, dass déi Leit iergendwéi benodelegt ginn. Mir ënnerstëtzen eng fräiwëlleg Transitioun op déi aner Energiequellen, déi erneierbar Energien, wéi se hei ugeduecht sinn, mir wëllen awer keng Benodeelegung vun Haiser oder vu Leit, vu Wunnegéigenden zum Deel, wa se a verschiddene Gebitter leien, wou dat eeben aus verschiddene Grënn net méiglech ass.

Dat Zweet, wat mer wëlle soen, dat ass awer, dass mer Zweifel hunn, wat déi Pellets ueget, déi Chaudière à bois. Mir hate virun e puer Deeg heiriwwer geschwat, den Här Keup hat, mengen ech, eng Heure d'actualité doriwwer gefrot oder eng Question élargie, an do hate mer och zum Beispill gefrot – ech huelen un, Dir bréngt eis haut d'Antwort mat –, wat da mat deenen Äsche geschitt. Ech huelen un, Dir kënn eis haut d'Antwort soen op déi Fro.

Mee et ass esou: Den Här Benoy hat a senger Interventioun virun eng Question élargie gestallt iwwert d'Biodiversitéit, an do ass och nach eng Kéier gesot ginn, dass Ofholzen e schlechte Wee ass an dass dat och der Biodiversitéit schuet, a mir wësse bei de Pellets, dat ass leider net esou einfach, dass een einfach e Bam erëm uplant wéi een, dee gefält gëtt, oder wann do Holz aus de Bëscher erausgeschleeft gëtt, dat huet eng ganz Rei negativ ökologesche Konsequenzen, an dowéinst hu mir Zweifel – zum Deel

ginn déi Pellets jo och aus Kanada bruecht oder aus Géigenden, déi wäit ewech sinn –, do ass sécher keng positiv Kuelendioxidbilanz dran an dofir muss een effektiv déi do Manéier ze hëtzen hannerfroen!

Gutt, mir hunn dat awer elo an deem Tripartite-Accord hei matageschloss. D'ADR huet gesot, dass ze dat ënnerstëtzt, fir all Schued vun de Konsequenzen vun där Sanktiounspolitik vun de Leit a vun den Entreprisen ewechzehalen. Mir droen dowéinst och dëst Gesetz mat, awer, wéi gesot, mat deenen dräi Bemerkungen: Delaie bei de Remboursementer, keng Diskriminéierung vu Leit, déi mat fossillen Energiequellen hëtzen an, wéi gesot, eng kritesch Distanz zu de Pellets.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, mir gi scho säit Joren ze bedenken, dass d'Subventionne fir energieetesche sinnvoll Investitiounen eleng net duerginn, fir den néidegen Tempo bei der Energietransitioun ze erreechen. Mir hu selbstverständlech kee Problem, wann de Staat Subventionne proposéiert, fir de Stéit bei der Renovatioun, dem Heizungswiessel oder der Installatioun vun de Fotovoltaikanlagen ze hëllefen, mee grad an der aktueller onsécherer ekonomescher a sozialer Lag ginn d'Grenze vun deem Modell däitlech.

62,5 % Subventionstaux bei energieetesche Sanéierungen oder 50 % beim Wiessel vun der Heizung si substanzieel, mee en Deel vun Invest bleift jo awer beim Stot hänken an nëmmen déijéineg, déi finanziell Sécherheet a Perspektiven hunn, maachen dësen Invest och. Stéit mat klengen a mëttlere Revenuen, déi och berufflech oft méi vulherabel sinn, wäerten en Däiwel doen an elo an den nächste Méint grouss Uschafunge maachen. Déi kucken, einfach iwwert d'Roungen ze kommen, an denke vun Dag zu Dag oder souguer vu Woch zu Woch.

De Premier huet jo beim État de la nation d'Perspektiv fir eng aner, méi sozial Form vu Finanzement vun esou Projeten ugeschwat, wou och Stéit mat klenge Revenuen en Invest schmackhaft gemaach kënne kréien. Mir hu selwer scho méi oft esou e Modell proposéiert, an dat och net erfonnt, well esou Finanzierungsmodeller gëtt et a ville Länner a Regiounen scho laang a si hunn och do duerchaus Erfolleg. Nieft engem öffentleche Finanzement an engem sozial gestaffelte Prêt spilt bei all deene Modeller awer och e proaktiven Encadrement duerch öffentlech Stellen eng Roll: Stéit mussen opgesicht ginn, se mussen vermëttelt kréien, dass se kee Risiko droen a si mussen bei all Etapp vum Projet gehollef kréien.

Zu Lëtzebuerg schéngt et hei éischter de Contraire ze sinn, zumindest wann een der Associatioun vun den Energieberoder gleewe soll, déi administrativ Rigiditéit an ze streng Reglementer uprangeren, déi vill Projeten onméiglech maachen an domat eigentlech d'Energietransitioun ausbremsen.

Et ass natierlech ze verstoen, dass streng kontrolléiert muss ginn, besonnesch wann de Subventionniveau esou héich ass wéi hei, mee fir eis weist dat awer och d'Limitt vun deem System, wéi mir en hei am Land scho säit Joren applizéieren, an dat ass een, deen energieetesche Investitiounen zu enger Saach fir d'Elitt mécht, fir Leit, déi en ekologescht Bewusstsein an an de meeschte Fäll och e Bankkonto hunn, fir sech dat kënne ze finanzéieren. Dës Elitt ass och eng technokratesch, mat Ministeren un der Spëtz, déi selwer sécherlech Freed hunn un der technescher Innovatioun an dem Energieberäich, déi sech selwer

fir d'technesch Detailer interesséieren, a grad dofir scheien all dës Stéit och manner do virdrun zréck, sech mat Energieberoder a Beamten um Ministère auserneezeneset, déi alles am Detail nokucken an déi vläicht gréisstendeels selwer zu der genannter Elitt gehéieren.

Mir mussen also gutt oppassen, dass déi dote Froer ronderëm de Klimaschutz an d'Energietransitioun net ëmmer méi zu enger dreiwender Kraaft bei de wuesenden Inegalitéiten hei am Land ginn, well eppes steet fest: Säit Mäerz vun dësem Joer wësse mer, dass Investitiounen an Energieaspuerungen an an Erneuerbarer net just den Ausstouss vun Zäregas bremsen, mee och eis Resilienz stäerken, wann et, wéi aktuell, zu grousser Präisschwankunge bei de fossillen Energie kënnt.

Wa mir awer just dës Resilienz op individueller Basis finanzéieren an dobäi déi Mënsche vergiessen, déi sech dës Resilienz och mat Hëllef leider net leeschte kënnen, da bleiwen déi Leit op der Streck. An dat ass wierklech net gutt an dat sinn déi Leit, déi am stärkeste vun den Effekter vun de Klimaverännerungen an de Präisexplosiounen betraff sinn, well se eeben och an Haiser wunnen, déi net uerdentlech sanéiert sinn. An dat ass einfach schued an dofir wier et wierklech gutt, wa mer kéinte sou e Finanzierungsmodell fannen, wou mer kéinte besser de Leit hëllefen a se wierklech mat der Hand huelen, fir dass vill méi séier eppes hei kéint geschéien.

Villmools merci fir d'Nolauschteren an awer och merci fir deen exzellente Rapport.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da komme mer haut alt nach eng Kéier zu engem Projet, deen am Zesammenhang mam Tripartite-Accord 2.0 steet: Dës Kéier geet et dann ëm d'energieetesche Renovatiounen an d'Subsiden, déi de Staat de Leit derfir gëtt.

Fir 2023 kënnen déi Leit, déi eng Fotovoltaikanlag fir d'Eegeconsommation wëlle bauen, oder déi Leit, déi zesammen eng Gemeinschaftsanlag wëlle bauen, bis zu 62,5 % vun de Käschten a Subsiden ermëckréien, an och bei Pelletheizungen oder Wärmepompe kann ee bis zu 50 % kréien, an och fir nohalteg Ofwaasser-systemer gëtt et dann Hëllef.

Ech mengen, dat alles geet och aus dem Rapport ervir, dee mer virdru presentéiert kruten, an dofir e grousser Merci un d'Rapportrice, fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Et ass also en Deel vum Tripartite-Accord 2.0 a gehéiert zum sougenannte „Klimabonus Wunnen“ derzou.

D'Mesuren u sech begrësse mir Piraten, mat vläicht enger Ausnam: der Pelletheizung. Ech mengen, jiddwerengem heibanne misst et awer mëttlerweil kloer sinn, dass Pelletheizungen net wierklech nohalteg sinn. Et bedeit also am Emkeerschloss, dass mer mat dësem Gesetz hei Suen aus dem Klimafong benotzen, fir eppes Netnohalteges ze finanzéieren. Mir Piraten mengen, dass dat e falscht Zeechen ass, d'Leit elo nach ze motivéieren, fir Pelletheizungen ze bauen, dofir denke mer, dass hei aner Léisunge misste fonnt ginn a mer éischter misste Subside gi fir Leit, déi vun enger Pelletheizung wëlteen ewechkommen.

Et dierf ee jo net vergiessen, dass am Tripartite-Accord initial och Hëllef fir Leit, déi mat Pellets heizen, vergiess goufen, also dass et u sech och guer kee Bewusstsein gouf, dass d'Pelletheizungen nach sollten an Zukunft subventionéiert ginn, an elo op eemol dann

hu mer hei e Projet leien, deen d'Leit encouragéiere soll, Pelletheizungen ze bauen. Also, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn do dann awer e bësse verwirrt, wéi dat iergendwéi op eng gemeinsamen Linn soll kommen!

Mir mussen d'energieetesche Transitioun weider virundriewen, mir mussen iwwerall do, wou ee kann eng PV-Anlag hunn, eng PV-Anlag bauen. Dofir mussen d'Leit déi Subside awer och kréien, well och do erëm: Wéi aus enger parlamentarescher Fro ervirgaangen ass, kruten all déi Leit, déi fir 2022 eng Demande de subside gemaach hate fir eng PV-Anlag, bis zu där Fro keen ee Subsid ausbezuelte. An der Moyenne, laut där nämmlecher Fro, dauert et 182 Deeg – dat ass relativ genau en halleft Joer! – bis eng Demande fir e Subsid bei de Fotovoltaikanlagen traitéiert ass. Dat dauert vill ze laang! Dat kascht d'Leit bei den aktuellen Zënsen tëscht 600 an 800 Euro zousätzlech un Zënsen – déi net subventionéiert sinn! –, wa se hir Installatioun mat engem Prêt virfinanzéieren.

Och dat gehéiert zur Realitéit! Dat heescht, mir maachen hei eppes fir déi Leit, déi entweeder d'Sue schonn um Kont hunn an et dofir maache kënnen, mee déi Leit, déi et mat engem Prêt prefinanzéieren, kënnen net vu 50 % oder 62,5 % profitéieren, mee u sech muss een do nach eng Kéier d'Zënsbelaaschtung ofrechnen.

Mir Piraten hunn et schonn oft op dëser Plaz gesot: Mir si fir d'Solarenergie, mir wëllen, dass iwwerall dohinner, wou et geet, eng Fotovoltaikanlag histoe kënnt. Eise Programm huet dat gefuerdert an och d'Regierung huet dat jo an der Ried zur Lag vun der Natioun versprach. Mir hunn awer – an dat soen ech och hei net fir d'éischt – am Budget gesinn, dass dat fir 2023 nach net budgetiséiert ass an och net am Pluriannuel. Och do stellen ech mer dann d'Fro, wéi een dat iergendwéi op e gemeinsamen Nenner soll bréngen!

Mir brauchen nämlech erneierbar Energien, mir brauchen och ganz kloer dezentral Energien. Mir brauchen dofir e staarkt Handwierker, wat mer nëmmen erreechen, wa mer d'Karriär vum Handwierker méi valoriséieren an eise Schoulen, an hei muss an den Ae vun eis Piraten nach vill gemaach ginn, well all déi Anlagen, all déi Heizungen hei, déi baue mer net a mat Leit, déi just um Büro sëtzen!

*(Interruption)*

Mir brauchen d'Leit um Büro, fir dass d'Subside matzäiten ausbezuelte ginn, mee mir brauche virun allem awer och d'Handwierker, fir iwwerhaupt emol déi Anlagen ze installéieren. Well wat bréngt de gréisste Subsid an dat séierst Ausbezuelen, wa keen Handwierker do ass, deen deng Anlag oder deng Fassad neimaache kann?

Här President, dat heiten ass eng Mesure aus dem Tripartite-Accord, déi mer kënne matdroen, natierlech ënnert der Konditioun, dass d'Leit hir Subsiden dann och an engem räsonabelen Delai ausbezuelte kréien.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie** | Här President, léif Deputéiert, ech si frou, dass mer hei esou e breede Konsens hu fir déi Moosnamen, déi mer hei maachen. Ech wëll och der Madamm Lorsché an och



hire Mataarbechter Merci soen, dass se dat alles esou gutt virbereet hunn an och esou schnell.

Also, déi Moosnamen, déi mer haut huelen, sollen nach eng Kéier e weideren Ureiz sinn, fir all déi Leit, déi wëllen – an ech betounen: déi wëllen! – ...

*(Interruption)*

... an eebe kënnen dozou iwwergoen, méi Energie oder manner Energie ze verbëtzen, doduerch datt se hir Haiser renovéieren an dann eeben vun de fossilen Energien aus dem Masutt a Gas, alen Anlagen, eriwerginn op erneierbar Energien an awer och bei d'Fotovoltaik.

An ech mengen, mäin Uleies ass, dat finanziell esou attraktiv wéi méiglech ze maachen, an dann handendrun hu mer dëst Joer och d'Klima-Agence opgestockt, wat och e puer vun Iech sech eng Kéier ukucke kann sinn. Mir hu bei der Klima-Agence méi Beroder, mir hunn eng Internetsäit, déi gutt gemaach ass, mir hunn och méi Energieberoder hei am Land, wéi mer der jee haten, well mer do och ëmmer elo weider Leit forméieren, a mir sinn och amgaangen, d'Handwierker ze zertifizéieren, fir datt si och selwer kënnen deelweis mathëllefen, d'Subsideformulären auszufüllen, soudass mer en Ëmfeld hunn, wat ëmmer méi attraktiv ass.

Wann ech nach ee Moment bei den Handwierker bleiwen: Mir sinn och amgaangen, mam Georges Engel, dem Aarbechtsminister, dee jo och hei ass, ze kucken, wéi mer elo och nach kuerzfristeg méi Formation-continuen ubiddé kënnen, fir zum Beispill déi Honnerte Monteuren, déi mer hunn, déi bis elo Gas-a Masuttseizunge gemaach hunn, ze forméieren am Beräich vun de Wärmepumpelen. Do wäerte mer Iech Ufank vun nächste Joer och nei Initiativen an deem Beräich virleeën.

Et sinn hei eng Rei Froen opgeworf ginn, déi eng vun Här Cruchten mat de Batterien, also, et ass opgeworf ginn, dass d'Batterien elo just fir dëst Joer wieren: Dat stëmmt net, d'Batterië sinn allgemeng elo bis zu 50 % subventionéiert, wann een Autoconsummation mécht, an dat géllt net nëmme fir dëst Joer, mee dat géllt vu lo un insgesamt. An dat ass och eng bewosst Politik, fir dass mer eeben ëmmer méi Leit derzou kréien, de Strom, dee se op hirem Daach produzéieren, och doheem ze notzen.

D'Madamm Cecchetti hat opgeworf, dass mer net géife genuch maache fir déi Leit, déi manner Revenuen hunn. Ech sinn domat net d'accord, well mir hunn iwwerhaapt fir all Leit hei am Land de Gaspräis gedeckelt, mir hunn de Strompräis stabiliséiert, mir ginn e Subsid fir Masutt, mir ginn e Subsid fir Pellets, mir ginn e Subsid fir Wärmenetzer, fir flëssegen Äerdgas, dat heescht: Mir hu keen hei am Land an der Keelt stoe gelooss, an duerfir ass et falsch ze behaupten ... – an do hunn ech jo nach net d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère an esou weider erwänt –, dat heescht, ech weess net, ob et en anert Land gëtt, wou et esou vill Mesuré gëtt, grad och fir déi Leit, déi manner Revenuen hunn!

*(Interruption)*

A mir hunn net nëmme déi heite Primmen, mir hu jo och e Gesetz ënnerwee vun Henri Kox, wou et en Topup gëtt fir all déi Leit, déi d'Allocation de vie chère kréien: Déi kréien dann 100 %, wa se an déi dote Richtung ginn. Dofir fannen ech déi Ausso net richtig, déi Der gemaach hutt.

An dann, déi Fro un där mer schaffen, ass: Wéi kënnen mer organisatorisch nach besser ginn, fir déi Leit och ze ënnerstëtzen? An eis Analys ass, dass mer dat wëlle mat de Gemengen zesumme maachen, well ech weess net, wéi dat géif goen, wann ech elo géif

ufänken, iwwert eng national Renovéierungsgesellschaft nozedenken. Wéini hätt déi genuch Leit, fir dass déi Effeten hätt?

Mir wëllen dat an Zesummenaarbecht mat de Sozialämter maachen, déi vum Familljeministeschpersonal opgestockt ginn. Mir hunn och bei der Klima-Agence zwoe weider Leit extra agestellt, fir eeben déi Leit, déi manner Revenuen hunn, ze beroden. A mir maache mat der Stad Déifferdeng elo en éischte Pilotprojet, wou mer eebe grad och dee sozialen Aspekt vill méi beliichte wäerten, fir eeben dann och mam Sozialamt vun der Stad Déifferdeng deene Leit quasi e Coaching ze ginn, wéi si och an hiren Haiser do weiderkommen. Ech weess, dass aner Gemengen do interesséiert sinn a menger Meenung no ass dat dee bessere Modell, well kee kennt d'Situatioun vun de Leit, déi net genuch Revenuen hunn, besser wéi d'Gemengen a wéi d'Sozialämter.

Vläicht dann nach e Wuert zu de Retarden: Ech mengen, mir sinn net fro doriwwer! Gutt, mir sinn eigentlech e bëssen d'Opfer vun eisem eegene Succès, et ass awer esou, dass d'Madamm Welfring sech elo duerchgesat huet, fir dass mer méi Personal kritt hu bei der Ëmweltverwaltung. Mir sinn och amgaangen, mam Digitaliséierungsminister ze kucke, wéi mer do kënnen eeben och déi Formulären digitaliséieren. Dat heescht, mir sinn eis bewosst, dass mer do nach musse besser ginn, a mir schaffen all Dag do drun. Gutt.

An déi Behauptung do mat den Zënsen an all deene Suen, gutt, dass ech déi Rechnung ... ech muss déi mol novollzéien. An da wier et och nach esou, Här Clement, dass et eng Klimabank gëtt an dass déi Leit, déi eng Renovatioun maachen oder eng Fotovoltaikanlag an esou weider, eligibel si bei der Klimabank, also do eng Zënsbonifikatioun kënnen kréien an datt dann doduerch eeben och, wann dann do sollte Käschten entstoen, déi doriwwer ofgedeckt sinn.

E lescht Wuert zu de Pellets: Ech wiere mech dergéint, dass déi elo wierklech schlechtgeriet ginn. Déi Pellets, déi mir hei alt zu Lëtzebuerg notzen, déi sinn zu quasi 100 % aus der Groussregioun, mat wéineg Transport. Also déi, déi behaupten, dass hei Stämm, déi géifen ... Also, eng déck Eech an eng déck Buch, déi sinn esou vill wäert, dass guer kee sech ka leeschten, dorauer Pellets ze maachen!

Dat heescht, dat si Behauptungen, déi esou net stëmmen. Do gëtt et vläicht e Manktum, dass dat net offensiv genuch kommunizéiert gëtt, an do si mer drun, och mat deenen, déi déi Pellets hei am Land maachen. Ech mengen, d'Pellets sinn net méi eis éischt Politik, d'Pellets sinn awer nach an enger Iwwergangsphas eng sënnavoll Moosnam an duerfir sinn ech och frou, dass mer deene Leit, déi Pelletheizungen hunn, och hëllefen; dat war och mäin Uleies. Natierlech ass eis éischt Prioritéit d'Renovéieren an dann duerno d'Eriwwergoen op Wärmenetzer oder op Wärmepumpelen, an ech mengen, dat ass d'Politik vu muer, an ech hoffen, dass mer alleguerten zesummeschaffen, fir dat dote weiderhi virunzebréngen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. An dann direkt Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Jo. Merci, Här President. De Minister huet vun der Klimabank geschwat, ech ginn dervun aus, datt et sech ëm e Verspriecher handelt an datt e vun der Subvention d'intérêt schwätzt, well no mengem Kenntnisstand gëtt et d'Klimabank an där Form net méi, déi gouf 2016 annoncéiert, déi ass awer duerch eeben d'Klima-Agence an hir Subventionen ersat ginn, es sei denn, ech wär elo komplett falsch informéiert.

Et ass awer esou, datt mer e puermol schonn nogefrot hunn, wéi et dann och mat deenen Zënssubventionen ausgesäit, a souguer d'Regierung, all eenzelne Ministère, deen domadder touchéiert ass, huet eis ëmmer geäntwert, datt d'Nofro dovunner awer relativ geréng ass.

Dofir wollt ech de Minister froen: Gesi mer dann an deene leschte Wochen a Méint, datt déi Subventionen méi ugefrot ginn, datt d'Banken d'Leit och méi an déi Richtung vun deene Subventionen drécken an déi deementspreechend dann och méi accordéiert ginn? Well déi lescht Jore goufen déi Subventionen éischter stiefmütterlech behandelt.

**M. Claude Turmes, Ministère de l'Énergie** | Also, ech mengen, et ass esou, dass déi Klimabank jo effektiv reforméiert ginn ass, a Richtung vun där Zënssubvention. Ech mengen, dat ass e System, dee relativ nei ass, an ech géif deem elo mol eng Chance ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | An da Parole après ministre fir d'Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)** | Jo. Ech weess net, Här Turmes, firwat Dir esou rose gitt, wann een dat seet, well Dir sidd jo awer e ganz gescheite Mënsch an ech mengen, Dir wësst ganz vum selwen och, datt all déi Suen, déi déi Leit elo kréien a Form vu Bails à loyer, a Form vun Energieprimmen an esou weider an esou fort nawell net duerg fir déi Leit, déi wierklech net vill verdéngen! Dat geet wierklech knapps duer, fir de Mount iwwert d'Ronnen ze kommen. Da kënnen mer jo awer net vun deene Leit verlaangen, datt se e Prêt op enger Bank maachen, wou se all Mount iwwer 600 Euro musse bezuele während fënnef Joer, fir sech da kënnen eng Wärmepompe ze leeschten, wou se da 50 % erëmkriegen, wou se awer nach ëmmer 50 % musse bezuelen!

An dann: Wéini kréie se déi 50 % erëm? Dir wësst jo – Dir hutt jo selwer gesot –: Dir sidd a Retard mat deenen Ausbezielungen an da muss ee wëssen, ob d'Leit se dann iwwerhaapt kréien, well och déi ganz ..., dat ass jo alles relativ streng. Dat ass déi eng Saach, dat ass déi Saach vun Finanzéieren.

Déi aner Saach ass awer och, datt d'Leit Schwierigkeiten hunn, iwwerhaapt ze wëssen, wat se kënnen, dierfen oder ... Dat ass dat mat deem Se-mat-der-Hand-Huelen an ech mengen, am Ausland, a Frankräich notamment, gëtt et wierklech Projeten, wou d'Leit vill méi mat der Hand geholl ginn, vun Ufank u bis zum Schluss. Ech mengen, Dir hutt jo selwer gesot, datt Der wëllt e Projet maachen, e Pilotprojet mat Déifferdeng – super, ech fannen dat wierklech immens gutt, mee dat ass dann eng Stad, an ier dee Pilotprojet ofgeschloss ass, ier aner Gemengen drukommen, dat dauert einfach alles vill ze vill laang!

Ech weess natierlech och, datt et capacitéisméisseg schwierig ass, vill Projete beieneen ze maachen, mee ech fäerte ganz, mir hunn déi Zäit awer net méi. D'Zäit leeft eis einfach fort, mir hunn d'Zäit net méi, esou laang ze waarden; dorëms geet et jo! A wa mir déi dote Leit net mat an d'Boot kréien, déi net d'Revenuen hunn, déi et net agesinn, well se einfach aner Suergen hunn – well se Suergen hunn, Iesse fir hir Kanner ze kafen oder fir sech selwer, well se Suergen hunn, den Transport ze bezuelen, well se musse mam Auto fueren – a mir déi net mat an d'Boot kréien, dann hu mer e Riseproblem, well déi Leit maachen awer e groussen Deel vun eiser Bevëlkerung aus!

Wa mir alleguer heibannen dat maachen, ass dat jo schéin a louabel an och wichteg, mee et geet awer net duer! An ech mengen, dat ass immens schued, wa mer Leit op der Streck verléieren, déi et sech op der

enger Säit einfach wierklech net leeschte kënnen an déi et op der anerer Säit och net richteg verstinn oder och net richteg wëssen, wat se iwwerhaupt solle maachen. Dat ass d’Kritik!

An ech mengen, et soll ee jo kënnen driwwer schwätzen an et soll een et einfach och besser maache fir d’Zukunft, sou gudd wéi méiglech, well mir kënnen et nëmmen alleguer zesummen errechen. Mir kënnen hei am Land nëmmen alleguer zesummen dat Ewechkomme vun de fossillen Energien an eng erneierbar Zukunft errechen!

Merci.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l’Énergie | Jo, merci, ech mengen, Dir sidd jo elo ganz nuanciéiert. Also, mir maachen dee Projet zu Déifferdeng a mir wäerten net ofwaarden, dass deen dräi, véier Joer leeft, ier dann aner Gemengen derbäikommen. Nee, ech mengen, et war elo mol einfach wichteg, dass mer e Modell entwéckelen, an dann, dass mer e Modell hunn, dee vun ënnen erop mat de Sozialämter a mat de Gemenge wiisst. An en attendant, dass mer do besser ginn, ass et jo awer net esou, dass déi Leit, déi manner Revenuen hunn, net aneschter gehollef kréien. Dat ass just dat, wat ech wollt sécherstellen – net dass op eemol den Androck kënn, dass mer an engem Land géife liewen, wou mer ee géifen am Kale loossen!

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Turmes. Da Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et deet mer leed – merci, Här President –, et deet mer leed fir de Minister. Ech mengen, et gött e bësse méi laang haut, an ech weess och net, ob ech dee Leschte sinn elo, mee ëmmerhin. Ech wollt froen, Här Minister: Mir hate jo d’lescht Woch eng Diskussioun iwwert d’Pellets hei an, ech mengen, den Här Keup hat jo do eng Question élargie gemaach a mir haten och doriwwer geschwat an zum Beispill och, datt den Transport misst agerechent ginn. Déi Doktrin ass jo ëmmer: Fir ee Bam, dee gefält gött, gött en neien ugeplant. Bon, dat dauert alles seng Zäit, derbäi kënn den Transport, d’Eraushuelen aus dem Bësch. Mir hu vill Kriticken an der Tëschenzäit vu Fierschteren, vu Sylviculteuren an esou weider.

Ech wollt Iech och soen, wat deen ee Betrib ugeet, deen Dir ernimmt hutt, do gött et nach keng onofhängeg Zertifikatioun. Ech mengen, och doriwwer hate mer geschwat a mir haten déi Fro gestallt – ech hat Iech se haut och nach eng Kéier gestallt –, well wann ee vun alternativen Energië schwätzt, iwwerhaapt vun Energien, muss een déi ganz Chaîne vu ganz vir bis ganz hanne rechnen fir ze kucken, wéi ëmweltfrëndlech se dann elo sinn!

Dat göllt natierlech och fir déi alternativ Energien a fir d’Pellets, an dofir déi Fro och no den Äschen, an déi muss jo oftransportéiert ginn, a wéi se verwäert ginn. Ech mengen, dat muss ee schonn an där ganzer Chaîne vun der Pelletdiskussioun mat consideréieren. Ech weess net, ob Der eis haut kënn d’Äntwert ginn, mee mir hunn elo och muer erëm e Projet, wou mer och erëm iwwert d’Pellets schwätzen, a mir kënnen och muer nach gär eng Kéier dorobber zrëckkommen, wann Der haut d’Äntwert net hutt. Mee eis interesséiert eeben, datt mer vu vir bis hannen déi Energierechnung duerchhéieren, a wat einfach mat den Äsche geschitt, zum Beispill um Kierchbiere, wou jo ganz grouss Quantitéiten awer verbrannt ginn, an datt mer dat eeben einfach mol wëssen an och kënnen eventuell diskutéieren, wann dat eis net sollt ze friddestellen, wat am Abléck do geschitt.

Merci.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l’Énergie | Also, wann déi Pellets, déi zu Lëtzebuerg ... Also, ech géif soen, bal 100 % vun de Pellets ginn an enger Pelletfabrick um Rouscht gemaach, an d’Anzuchsgebitt vun deenen hirem Holz ass d’Groussregioun. 10 % dovunner kënn vu Lëtzebuerg, de Gros kënn haut aus Rheinland-Pfalz. An dat sinn 250 Kilometer mam Camionen, dat ass relativ weineg, wann ech da mol dat vergläichen: Vu wou kënn eise Masutt? Vu wou kënn eise Gas? Do schwätze mer jo net vun Honnerte Kilometeren, do schwätze mer vun 1.000 Kilometer!

Duerfir, mengen ech, ass och d’Ökobilanz ... Also, d’Pellets, wou mer bei de Pellets mussen oppassen, dat ass eeben déi Notzung am Bësch, dass déi wichteg Hëlzer, an de Bau ginn, well wann ech mat Holz bauen, da stockéieren ech deen CO<sub>2</sub> nach vill méi laang, mee déi Ökobilanz vun de Pellets par rapport zu Gas oder Masutt a virun allem vum Verkéier, déi ass wäitass besser bei de Pellets wéi beim Masutt a beim Gas.

An ech sinn amgaangen, dat mat den Äschen nozefroen. Et ass esou: D’LuxEnergie, sou wéi jiddwereen, deen iergend e gréisseren industrielle Verbrennungsprozess huet, muss garantéieren, dass déi Äschen entsuergt ginn oder verwäert ginn. Also, wann Der mer erlaabt, da bréngen ech Iech déi Äntwert muer erëm mat.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ganz gär, merci!

**M. Fernand Etgen**, Président | Dann nach Parole après ministre fir den Här Jean-Paul Schaaf.

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Jo. Just eng ganz kuerz Fro, well ech eng Prezisioun wollt hunn: De Minister huet virdu gesot, dass déi Aiden, déi elo hei decidéiert sinn, net just op d’Joer 2023 limitéiert wieren. Am Text steet awer dran, notament bei de Photovoltaïques en autoconsommation, dass d’Demande misst am Joer 2023 gemaach ginn, och wann d’Aarbechte respektiv d’Facturé kënne bis 2025 eragereecht ginn.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l’Énergie | Jo, dat ass ... Jo ...

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Dir hutt virdrun awer gesot: „Et ass net limitéiert op ee Joer.“ Duerfir, fir Kloerheet ze hunn, wollt ech do nach eng Kéier nofroen.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Turmes**, Ministre de l’Énergie | Also, merci nach eng Kéier fir déi Fro. Déi Topuppen, déi mer haut decidéiert hunn – also vu 50 % op 62,5 % bei der Renovéierung –, gëlle bis Enn 2024, bestallt an da geliwwert an deene Joren duerno, fir Fotovoltaik an hir Batterien dat selwecht, fir Wärmepumpelen och idem. Et ass wierklech, kann ee soen, en Acceleratiounsprogramm, dee mer elo nach eng Kéier extra on top fir d’nächst Joer maachen.

Déi Remark vum Här Cruchten war, firwat d’Batterien net dann nach doriwwer och iwwerhaapt finanziéiert ginn, an do ass d’Äntwert, dass mer souwisou scho Batterien elo virgesinn hunn an hei eeben den Taux eropsetzen. Dat heescht, d’Batterië ginn dann nom 31. Dezember 2023 net méi zu 62,5 % weider finanziéiert, also subventionéiert, mee zu 50 %. Dat heescht, d’Batterië sinn och schonn ännewee an deem Projet mat dran.

A villmools merci fir Är Froen, a muer kommen ech erëm!

(Hilarité)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Energieminister Claude Turmes. D’Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8116. Den Text steet am Document parlementaire 8116<sup>3</sup>.

**Vote sur l’ensemble du projet de loi 8116 et dispense du second vote constitutionnel**

D’Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d’Chamber d’Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 6. 7901 – Projet de loi portant modification :

**1<sup>o</sup> du Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n<sup>o</sup> 1024/2012 ;**

**2<sup>o</sup> de certaines autres dispositions du Code du travail**

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7901 iwwert den Detachement vun de Camionschauffeuren.

D’Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d’Wuert huet elo direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d’Wuert.

**Rapport de la Commission du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale**

**M. Dan Kersch** (LSAP), rapporteur | Merci, Här Président, léif Kolleeginnen a Kolleegen, opgrond vun der héijer Mobilitéit vun der Aarbechtskraaft am



Stroosentransport gi sektoriell Reegelingen néideg fir déi Leit, déi am Detachement schaffen, dat heescht also Leit vun auslänneschen Entreprises, déi hei op eisem Terrain aktiv ginn.

Engersäits gëllt et, korrekt Aarbechtskonditiounen fir d'Camionschaufferen ze garantéieren souwéi hir sozial Rechter ze schützen, anerersäits sollen awer och d'Entreprisë keen onnéidegen administrativen Opwand hunn. Dowéinst gëtt et och eng europäesch Direktiv, d'Direktiv Nummer 2020/1057, déi genee zum Zil huet, dës zwee Objektivten ënner een Hutt ze kréien.

Mir stëmmen also haut iwwert e Gesetz of, dat déi besoten europäesch Direktiv ëmsetzt, fir Upassungen um Niveau vun de Reegelingen vum Detachement vun de Camionschauffere virzehuelen. Zum Beispill wäert gereegelt ginn, wat fir Dokumenter e Camionschauffere bei enger Kontroll virzeweisen huet.

Des Weidere gräift dës Gesetzesprojet Kritikpunkte vun der Europäescher Kommissioun zur Transposition vun enger fréierer europäescher Direktiv op, dat war d'Direktiv Nummer 2014/67/EU, a versicht hei, verschidde Saachen ze redresséieren. Hei geet et ënner anerem drëms, d'Lëscht vun Informatiounen, déi am Kader vun enger Déclaration de détachement ze maache sinn, ze kierzten.

Och proposéiert de Gesetzesprojet, eng Rei gesetzlech Dispositiounen ze iwwerschaffen, déi den Detachement iwwerhaupt concernéieren. Zum Beispill sollen d'ITM an hiren Direkter méi Méiglechkeete kréien, fir méi effizient kënnen ze reagéieren an ze agéieren.

De Projet de loi ass den 18. Oktober 2021 deponéiert ginn.

De Staatsrot huet den 8. Mäerz 2022 säin éischten Avis ginn, an an dem Avis waren eng Rei vun Opposition-formellé formuléiert.

D'Chambre des Salariés huet de 15. Dezember 2021 en Avis erausbruecht; an dësem formuléiert si eng Rei vu Kriticken um Gesetzesprojet.

De 17. August dëst Joer goufen eng Rei Amendementer, dat ware Regierungsamendementer, virgeholl. Ënner anerem gouf den Intitulé modifizéiert.

Den 22. September 2022 huet d'Chambre de Commerce an engem Avis hiren Accord zum Gesetzesprojet an den Amendementer ginn.

Den 11. Oktober 2022 huet de Staatsrot en Avis complémentaire formuléiert, an hei huet déi héich Kierperschaft all hir Opposition-formellen opgehuewen an hiren Accord zum Gesetzesprojet an den Amendementer ginn.

Den Aarbechtsminister huet de 17. November 2022 de Projet de loi an der Kommissioun presentéiert. An där Sitzung huet d'Kommissioun mech als Rapporteur vum Projet designéiert an d'Kommissioun huet de Rapport den 8. Dezember och guttgeheescht.

An ech kann hei bei dëser Geleeënheet och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Rapporteur Dan Kersch.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes ageschriwwen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Aly Kaes** (CSV) | Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen, Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt, dem Rapporteur, dem Här Dan Kersch, villmools Merci ze soe fir seng gutt, kloer mëndlech a schrëftlech Presentatioun vun deem dach techneschen Dossier, dat heescht, deem méi technesche Gesetz.

Jo, et geet ganz einfach drëm, e Gläichgewicht ze schafen: engersäits de Schutz vun deene Leit, déi an deem Secteur schaffen, anerersäits awer och eng gerecht Konkurrenz, gerecht Konditiounen fir d'Betribler an deem Secteur. Wa mer dat fäerdegbréngen, dann hu mer, mengen ech, e sozial responsabele Secteur am Transport. An ech mengen, Dir wësst alleguerten, datt dat an der Vergaangenheet net ëmmer de Fall war, wou mat all méiglechen an onméigleche Methode geschafft ginn ass, wann een dat sou ka soen.

Op jidde Fall fanne mir dat hei eng ganz wichteg Ëmsetzung vun enger Direktiv a ginn natierlech och als CSV den Accord zu där Ëmsetzung.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kaes. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Madamm Carole Hartmann.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir seng zwee Rapporten.

Hien hat et ugeschwat: Firwat ass et zu dësem Gesetzesprojet hei komm? Ënner anerem, well mer eng Reklamatioun kritt hate vun der EU-Kommissioun, wou Inkohärenze festgestallt goufe par rapport zu der Transposition vun der Direktiv vun 2014, an do war notament gesot ginn, dass eng Rei Dispositiounen souguer discouragéiert hätten, Kontrakter mat Entreprises aus aneren EU-Länner ofzeschléissen an esou d'fräi Prestatioun vu Servicer bei eis ageschränkt war.

Et war deemno wichteg, op déi Reklamatioun hei ze reagéieren, grad an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, wou mer awer och op Prestataire aus dem Ausland a Spezialisten, déi mer vläicht net hei zu Lëtzebuerg hunn, mussen kënnen zrëckgräifen. Dofir war et wichteg, hei déi Upassungen ze maachen. Et ass zu Vereinfachungen an de Prozeduren komm, och administrativ Vereinfachungen fir d'Entreprises, eng Reduktioun bei de Formalitéiten, déi mir als Demokratesch Partei begréissen, an dofir gi mir och hei eisen Accord zu dësem Projet.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da geet d'Wuert un den Här Charles Margue.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir dee kloeren, däitlechen Rapport.

Ech ginn am Numm vun der grénger Fraktioun den Accord. An engem Secteur, deen héich sensibel ass, ass all soziale Fortschritt a kloer Reglementatioun, Ofweigung tëschent sozialer Gerechtegkeet a fairer Konkurrenz, eng gutt Saach. Dofir ginn ech eisen Accord.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Margue. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Ech war elo nach net prett, ech hat nach gemengt, et wär e Virriedner do.

Als Alleréischte emol dem Rapporteur e grouse Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndlechen Rapport an deem dach immens techneschen Dossier.

Déi Lénk hunn d'Reforme beim Detachement, déi hei zu Lëtzebuerg all déi lescht Joren ëmgesat gi sinn, ëmmer matgedroen, well et si Fortschreitter am Interessi vun dësen detachéierte Salariéen an dat bedeit ëmmer eng Verbesserung fir si. Dës besser Reglementatioun ass natierlech och wichteg, fir géint de sozialen Dumping kënnen ze kämpfen.

Ech ginn elo hei net méi am Detail op alles an, well meng Virriedner/innen et och scho gemaach hunn, ech erlabe mer just ganz kuerz eng kleng Kritik: Esou wéi ech och gëschter am Kader vun engem anere Projet scho gesot hunn, ass den Transport iwwert d'Strooss zimlech problematesch, well all déi Käschten, déi verursaacht ginn, externaliséiert ginn, esou zum Beispill d'Klima- an d'Ëmweltschied, d'Santésschied duerch de Kaméidi an d'Pollutioun, d'Infrastrukturschied wéi den Entretien vun de Stroossereseauen – all dës Ausgabe ginn ni un d'Speditiounsfirme weiderfacturéiert, mee mir droen déi einfach all.

Doniewent sinn d'Reegelen, déi anzehale si bei de Kontrollen, immens wichteg, an déi Kontrolle kënnen leider net oft genuch stattfannen. An ouni Kontrollen an Amendementen, dat wësse mer ganz gutt, déngen déi beschte Reegelen eis leider näischt.

Eng aner Kritik ass och déi, datt leider d'Chauffeure selwer ganz oft Victime vun dësem System hei sinn: Hir Aarbechtskonditiounen sinn net déi allerbescht. Se mussen kucken, wou se Plaze fannen, fir hir Rouzäiten a Weekender kënnen ze verbréngen. Et gëtt leider net genuch Parkingen, donieft sinn dës oft net adequat ageriicht fir hir Zwecker. Et sollen elo verstärkt och esou Parkinge fir d'Camionneuren am Kader vum europäeschen Transportreseau en place gesat ginn, fir de Chauffeure sécher an anstänneg Raschtplazen ze bidden.

Do muss een awer och bemierken, datt eigentlech de Patron vun der Speditiounsfirma misst dofir opkommen, datt de Chauffeur uerdentlech logéiert wär. Awer wat geschitt reell? De Chauffeur steet iergendwou op engem Parking, iergendwou laanscht eng Strooss. D'Käschte ginn hei nees externaliséiert, well wie bezilt dat Ganz? D'Ariichte vun de Parkingen? Den Entretien vun dese Parkingen? Majo, d'Allgemengheet, mir alleguer! Kee Wonner also, datt dee ganze Secteur vill méi bëlle ass wéi d'Schinn an de Waassertransport, deen d'Allgemengheet dann nees subventionéiert, fir datt e ka konkurrenzfäeg sinn a bleiwen. Verréckt, oder? Dat hunn ech scho gëschter gesot!

Op alle Fall mussen mir derfir suergen, datt d'Unzuel vun de Camionen ofhëlt op eise Stroossen, aus Klima- an awer och aus Gesondheetsgrënn. Wuere mussen einfach anescht, klimaneutral, transportéiert ginn. Wéi scho virdu bemierkt: Déi bescht Weeër sinn d'Schinn an d'Waasser, a mir mussen och einfach kucken, vill, vill manner Wuere vun A op B ze karren. Voilà!

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Ech géif dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Meng Virriedner hunn alles gesot. Et ass e sensibele Beräich, wou et gëllt, op EU-Niveau ze legiferéieren, fir datt mer do méiglechst korrekt kënnen iwwert d'Bün kommen. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Et gouf scho ganz vill gesot, virun allem mam exzellente mëndlechen a schrëftlechen Rapport, dofir e grouse Merci.

Dat heiten huet eng gewëss Urgence. Mir sinn nämlech, gradwéi mam rezente Projet vum Konkurrenzrot, hannendran. An dat hu mer hei an der Chamber och schonn thematiséiert, datt mer u sech bei deene Projeten, wou mer Direktive mussen ëmsetzen, dat och zäitno sollte maachen.

An et ass jo net esou, wéi wann d'Chamber aleng schold wär un deem Retard – well mir sinn elo zéng Méint iwwert der Deadline –, et ass awer esou, datt d'Chamber, wéi de Projet deposéiert gouf am Oktober 2021, just nach sechs Méint hat, fir en ze transposéieren. Do kommen dann nach déi üblech Delaien – mat Waarden op de Staatsrot, mat Amendementer et cetera pp. – derbäi, soudatt et sécherlech schonn enk gehäkelt war an, ech mengen, kee wierklech domat gerechert hat, datt dee Projet géif matzäiten evakuéiert ginn.

Et ass e Projet, dee jo Feeler behieft, och dat gouf haut scho gesot. Et si Feeler, déi deemools an der Direktiv 2014/67 gemaach goufen, also enger Direktiv, déi elo aacht Joer u sech schonn um Bockel huet, an datt een do mat der Zäit Feeler fënnt, ass jo ganz normal. Et ass also virun allem och eng Direktiv, déi mer elo transposéiere fir ze vereinfachen, an och dofir si mer u sech der Meenung, datt mer dat heite séier sollten evakuéieren.

A mir hätten eis gewënscht, mir hätten et e bësse méi séier kënne maachen, mee mir ginn eis Zoustëmmung.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** | Jo, merci, Här Président. Merci och dem Rapporteur fir säi ganz gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass gesot ginn: Et ass en techneschen Dossier, deen net ëmmer esou einfach an allen Detailler ze verstoen ass, an ech sinn och frou, datt mer haut déi Direktiv nach kënne stëmmen. Si ass jo ganz séier nach op den Ordre du jour komm. Et ass och e wichtegt Gesetz, et ass net eppes, wat hei esou beiläufig soll traitéiert ginn, dat gött och net gemaach, an dofir sinn ech och frou, datt d'Riedebäitrag och alleguerten an déi selwecht Richtung gaange sinn, well et wierklech déi sozial Rechter vun deene Leit, déi an engem wierklech schwéieren Domän, am Transportberäich, schaffen, schütze wäert, den Transportberäich, do wou d'Chaufferen an e puer Stonnen an e puer Länner kënne sinn, zemoos wa se duerch Lëtzebuerg fueren, well dat och relativ séier geet.

Den Detachement ass e ganz wichtegt Gesetz, dee schützt d'Salariéen, an do gesäit een och, wéi wichteg Europa ass, well esou e Gesetz iwwert de Detachement kann nëmmen europawäit geschéien, well mer op där enger Säit wëllen d'Rechter vun de Salariaie schützen an op där anerer Säit awer och e Level-Playingfield hunn a ganz Europa. Dofir nach eng Kéier e grouse Merci u jiddwereen, deen dat Gesetz hei matënnerstëtzt.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7901. Den Text steet am Document parlementaire 7901<sup>7</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7901 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par*

*Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.48 heures.)

27<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

**Sommaire**

<p><b>1. Ouverture de la séance publique</b> M. Fernand Etgen, Président</p>	<p><b>p. 39</b></p>		
<p><b>2. 7700 – Proposition de révision des chapitres I<sup>er</sup>, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution</b> Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Fernand Kartheiser) Discussion générale : M. Léon Gloden   Mme Simone Beissel   M. Charles Margue   M. Fernand Kartheiser   M. Sven Clement Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7700</p>	<p><b>p. 39</b></p>		
<p><b>3. 7755 – Proposition de révision du chapitre II. de la Constitution</b> Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : Mme Simone Beissel Discussion générale : M. Léon Gloden   M. Mars Di Bartolomeo   M. Charles Margue   M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Léon Gloden)   M. Sven Clement Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice   M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre)   M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)</p>	<p><b>p. 43</b></p>		
		<p>Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7755</p>	
		<p><b>4. 8091 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19</b> Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Carlo Weber Discussion générale : M. Michel Wolter   M. Claude Lamberty   Mme Jessie Thill   M. Jeff Engelen   Mme Myriam Cecchetti   M. Marc Goergen Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur Vote sur l'ensemble du projet de loi 8091 et dispense du second vote constitutionnel</p>	<p><b>p. 47</b></p>
		<p><b>5. 7514 – Projet de loi portant modification :</b> <b>1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;</b> <b>2° de l'article 2045 du Code civil ;</b> <b>3° de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;</b></p>	



4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

6° de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

7° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

8° de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics ;

9° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : Mme Simone Asselborn-Bintz

Discussion générale : M. Michel Wolter | M. Claude Lamberty | M. Dan Biancalana | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7514 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Michel Wolter | Mme Myriam Cecchetti | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen (interventions de M. Sven Clement et Mme Simone Asselborn-Bintz) | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Sven Clement

Vote sur la motion 1 (rejetée)

p. 48

#### 6. 7828 – Projet de loi portant sur la modification :

1° du Code de la sécurité sociale ;

2° du Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

p. 54

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7828 et dispense du second vote constitutionnel

#### 7. 8106 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

p. 57

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8106 et dispense du second vote constitutionnel

#### 8. 8113 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

p. 59

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8113 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Corinne Cahen, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Net direkt.

## 2. 7700 – Proposition de révision des chapitres I<sup>er</sup>, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution

**M. Fernand Etgen**, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Moien ass d'Verfassungsofännerung 7700, déi d'Kapitelen iwwert d'Organisatioun vum Staat, dem Territoire, de Bierger, de Staatschef, d'Monarchie, d'Gemengen an d'Iwwerangsdyspositiounen ofännert.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuratioun ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, d'Madamm Simone Beissel, den Här Charles Margue, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de révision, den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Wann ech de President héiere mat der Opzielung, wat alles an deem Kapitel dran ass, da kënn et mer vir wéi eng Biergetapp. An dat war et effektiv. A mir sinn net nëmmen eropkomm, mee mir sinn och ënnen ukomm.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ganz, ganz wäit ënnen.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Dat ... Dir hutt Iech ganz gutt charakteriséiert elo, Här Kartheiser.

Här President, Kollegeinnen a Kollegen, nom Kapitel Justiz steet elo dat zweet Kapitel vun eise grondleeënde Verfassungsrevisiounen zum zweete Vott.

Bei der Proposition de révision 7700 geet et ëm eise Staatsform, de Staatschef, de Grand-Duc, déi constitutionnel Monarchie, d'Regierung, d'Relatiounen tëscht Staat a Glawensgemeinschaften, d'Gemengen, d'Établissements publics an nach e puer weider Saachen. Ausserdeem, an dat ass och e wichtege Deel, kommen d'Berufschamberen als wichtegt Element vum Sozialdialog, dee mer weiderhi wëlle förderen, an eise Verfassung.

No bal 20 Joer Aarbechten, Ausernansetzungen, Réckschléi, Kompromësser – gudder Kompromësser –, Biergerbefroungen ass de Verfassungszuch mat senge véier Waggonen drop an drun, an der Gare anzelaafen.

Wa mir haut a muer iwwert déi véier Kapitele fir d'zweet ofgestëmmt hunn, kréie mer mat breeder

Ënnerstëtzung endlech e Grondgesetz, dat am 21. Joerhonnert ukomm ass. Déi Revisiounen, op déi mir eis gëeenegt hunn, si keng Revolutioun, mee eng wichteg an zolidd Evolutioun, déi och der geliefte Realitéit entsprécht.

Duerch deen Text, iwwert dee mer haut fir d'zweet ofstëmmen, ginn eis Institutiounen allgemeng gestärkt, hir Missioun kloer an der Verfassung festgehalen. Bewäertes gëtt confirméiert. Esou ass Lëtzebuerg eng parlamentaresch Demokratie, eng constitutionnel Monarchie, déi op Prinzipie vun de Mënscherechter baséiert. De Respekt vun de Mënscherechter an den État de droit ginn explizitt an eiser Verfassung festgehalen.

Lëtzebuerg bleift also e Staat, dee fräi, onofhängeg an ondeelbar ass. Nei ass d'Festschreiwung vun eise Staatssymboler an der Verfassung. D'Lëtzebuerger Sprooch ass d'Landessprooch, eis Sprooch. De rout-wäiss-bloe Fändel ass eise Fändel, de Wope gëtt an der Verfassung festgehalen, eis Nationalhymn kënn och an d'Verfassung stoen. D'Méisproochegkeet, déi grouss Tromp fir eist Land, gëtt bestätegt.

Nei an d'Verfassung kënn d'Verbonnenheet mat der europäescher Gemeinschaft – an dat huet näischt mat Souveränitéitsverloscht ze dinn, well d'Vertrag, déi dat festhalen, sinn alleguer hei an iwwer aner Weeër demokratesch decidéiert ginn.

Bei der iwwerschaffte Verfassung réckelt eis Haaptstad ganz no vir a gëtt als Sëtz vun eisen Institutiounen verankert. Mir wëssen, dass déi Institutiounen an d'Administratiounen an der Zwëschenzäit och wäitgeeënd dezentraliséiert gi sinn. Mee de Siège vun den Institutiounen ass an der Haaptstad.

Mat de Revisiounen kënn den constitutionnel Monarchie mam Grand-Duc un der Spëtzt, eisem Staatschef, och endlech am 21. Joerhonnert un.

Wat de Grand-Duc ugeet, do hält den Artikel 32 (veuliez lire: den Artikel 44) an der iwwerschaffter Verfassung fest, dat hien eise Staatschef ass. Dat war bis elo nach ëmmer esou.

De Grand-Duc representéiert de Staat an ass d'Symbol vun der nationaler Onofhängegkeet. Seng Missiounen si virun allem representativer Natur. Seng Persoun ass duerch d'Verfassung inviolable. D'Roll vum Staatschef gëtt duerch déi iwwerschaffte Verfassung net geschwächt, well de Grand-Duc exzerziert zesumme mat der Regierung d'Exekutivgewalt, wat och bis elo net festgehale war an der Verfassung, selbstverständlech mam Contresein vum der Regierung. An hien huet och keng aner Pouvoire wéi déi, déi vun der Verfassung an de Gesetzer festgeschriwwen sinn.

An d'Verfassung kommen elo d'Reegele fir den Zougang zu der Fonctioun vum Grand-Duc, fir seng Ofdankung, wann dat sollt eng Kéier passéieren, a fir d'Regentschaft, wa se dann noutwendeg wären. Doweinst gëtt dat net méi an engem Familjepakt festgehale. Dat war bis elo am Familjepakt vum Haus Nassau festgehale. Ech mengen, déi Dispositiounen ronderëm de Grand-Duc gehéieren an eng Verfassung an net an e private Vertrag. Dat ass gutt esou, wéi dat elo an déi nei Verfassung erakënn.

Deen neien Text séichert dem Grand-Duc déi néideg finanziell a personnel Mëttelen, fir dass hie seng Fonctioun a seng representativ Verlichtunge mat grousser Dignitéit kann erfëllen.

Et gëtt och festgehale, dass de Grand-Duc, de fréiere Grand-Duc, de Grand-Duc Héritier, de Regent, wann dat eng Kéier géif a Fro kommen, an de Lieutenant-Représentant eng järelech Dotatioun vum Staatsbudget kréien.

An der aktueller Verfassung – dat als Beispill, wéi eng Verfassung der Realitéit kann nohippen – steet dem Grand-Duc nach eng finanziell Dotatioun vum 300.000 Goldfrang zur Verfügung. Ech mengen, domat kéint de Grand-Duc, wann dat applizéiert géif ginn, net ganz wäit goen. An dat weist och, dass et wichteg a richtig ass, dass eng Verfassung net an engem vieregte Joerhonnert mat den Texter läit, mee an där jétzeger Zäit ukënn. Dat ass näischt Schlechtes. An dofir, mengen ech, soll een och déi Ännerungen, déi mer maachen am groussen Konsens a mat vill Diskussiounen, soll een dat Resultat wannechgelift net schlecht rieden.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Et soll een déi Texter opmierksam liesen. Et soll ee se vergläichen. Et soll ee se mat anere Verfassungen vergläichen, an da stellt ee fest, dass déi Aarbecht zwar laang gedauert huet, mee dass et derwäert war, dass mer déi Aarbechte gemaach hunn, an dass dat Resultat sech absolutt am Verbund mat deenen anere moderne Verfassungen weise léisst.

Selbstverständlech – an d'Madamm Beissel huet dat gëschter gesot –, wann an der Zukunft d'Noutwendegkeet ass, fir op där enger oder op där anerer Plaz nozebesseren, dann ass dat net ausgeschloss, mee ënnert deene Konditiounen, wéi eng Verfassung muss geännert ginn, mat deene Sécherheets ..., mat deenen, wéi soll ech soen, mat deene Garantien, déi duerch d'Meerheitsverhältnissen gi sinn, an net einfach esou aus der Héft, aus enger Laun eraus. Dat ass net dran.

D'Maison du Grand-Duc, also d'Verwaltung vum Staatschef, gëtt am ëffentlechen Interêt organiséiert a si kritt eng Rechtsperséinlechkeet.

De Grand-Duc kritt zwar den Titel vum Kommandant vun der Arméi, mee u sech gëtt den effektive Kommando vun der Arméi vun der Regierung ausgeübt.

Wat d'Regierung betrëfft, gëtt festgehale, dass si déi allgemeng Staatspolitik féiert, Exekutivorgan ass a sech als Regierung selwer organiséiert. An der Verfassung gëtt och d'Zesummesetzung vun der Regierung prezisiéiert. Och d'Missiounen vum Premier ginn hei kloer definéiert.

Ganz wichteg ass, dass d'Séparation des pouvoirs, d'Gewaltentrennung, explizit an der Verfassung festgehale gëtt. Vu wem a wéini d'Verfassungsgestalt gëtt oder ka ginn, gëtt och an deenen neien Texter gereegelt. Mir fannen och nei Dispositiounen iwwert d'Force publique, déi den Term „Arméi“ couvréiert an den Ensemblen mat der Polizei. Also den Asaz vun der Force publique am Ausland muss elo fir d'éischt d'Autorisatioun vun der Chamber hunn, no enger Recommandatioun vun der Commission de Venise.

Wat d'Relatiounen tëschent Kierch a Staat ugeet, ginn déi Accorden, déi mer virun e puer Joer fonnt hunn, an der Verfassung verankert. D'Trennung vu Kierch a Staat gëtt an der Verfassung festgehale, d'Relatiounen och. An déi Relatiounen, déi kënnen gesetzlech gereegelt ginn, och duerch Konventiounen mam Accord vun der Chamber a selbstverständlech deene Betreffenen.

Wat d'Gemengen ugeet, ass nei, dass de Gemeengrot ënner bestëmmte Konditiounen speziell Steieren decidéieren kann an de Staat derfir suerge muss, dass d'Gemengen iwwert déi néideg Moyene verfügen, fir hir Missiounen ze erfëllen.

Nei ass och, dass d'Gemenge kënnen aleng oder zesumme mat anere Gemengen kommunal oder interkommunal ëffentlech Ariichtungen grënnen. Dat fënn d'Entrée an d'Verfassung.

Et sinn dës fundamental Revisiounen. Et gëtt der méi an deenen dote Kapitelen, mee an där Zäit, déi mer zur Verfügung stoung, konnt ech net op all eenzelen agoen.

Déi doten Ännerungen hunn eng breet Zoustëmmung an der Institutiounskommissioun fonnt an hunn och beim éischte Vott eng ganz breet Zoustëmmung fonnt.

Meng Fraktioun, eis Fraktioun, d'LSAP – dat dierf ech hei soen – stëmmt och fir d'zweete Kéier deenen doten Ännerungen zou an der Iwwerzeegung, dass hei eng gutt, eng exzellente Aarbecht am Konsens an an engem Respekt vun deenen eenzelen Meenungen, mat vill, vill Diskussiounen an och mat vill Diskussiounen mat der Société civile gemaach ginn ass.

Här President, ech soen Iech Merci an ech soe virun allem och alle Kolleegen, déi bedeelegt waren, Merci fir dee konstruktive Geescht, mat deem mer un déi heite Verfassungsarbeiten erugaange sinn. Dat ass e Beispill fir dat, wat eng Verfassung soll sinn. An ech ginn net midd, et ze widderhuelen: Eng Verfassung soll d'Leit zesummebréngen an net ausernanerdieieren. Merci villmools.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Mars Di Bartolomeo.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Och e grouse Merci mengersäits dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo fir säi mëndlechen a schrëftleche

Rapport, nach eng Kéier, an och fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Ekip.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et geet haut an dësem Kapitel ëm d'DNA vum Haus Lëtzebuerg. Dës Haus Lëtzebuerg steet op dräi Pilieren: Den éischte Piler ass d'Monarchie constitutionnelle a Form vum Grand-Duché mat eisem Grand-Duc als Staatschef un der Spëtzt, den zweete Piler ass d'parlamentaresch Demokratie an den drëtten Piler ass de Rechtsstaat. Béides ass net méi selbstverständlech an Europa.

Et geet och an dësem Kapitel ëm eis national Identitéit. An e groussen Deel vun dëser nationaler Identitéit fënn fir d'éischt mat dëser Verfassung Akéier an d'Grundgesetz: Et ass eis Lëtzebuurger Sprooch, et ass de Lëtzebuurger Fändel an et ass eis Heemecht. An Deel vun dëser nationaler Identitéit ass och e kloert Bekenntnis zu Europa. E staarkt Lëtzebuerg brauch e staarkt Europa. An e staarkt Europa brauch e staarkt Lëtzebuerg.

D'Institutioun Grand-Duc gëtt gestärkt. De Grand-Duc, de Staatschef, ass a bleift d'Symbol vun der Eenegkeet a vun der Onofhängegkeet vun eisem Land. E steet iwwert de Parteien, also e gëtt net zum Spillball vun der Politik.

Politesch Parteien spillen eng ganz wichteg Roll an enger Demokratie. Ech hat et a menger Ried zum éischte Vott gesot: Si sinn d'Créateurs d'idées.

D'Maison grand-ducale gëtt agefouert an den Text. Se gëtt souzoesen ..., d'Administratioun kënn an d'Verfassung eran. A wéi de Mars Di Bartolomeo et och richtig gesot huet, souwuel d'Institutioun Grand-Duc wéi all déi aner Institutiounen ginn – entre guillemets – „krisefest“ gemaach mat klere Prozeduren, wann ee vun de Riedercher eng Kéier e Stëbskär erwëscht.

D'Monarchie gëtt mat dësem Text aus dem 19. Joerhonnert an d'21. Joerhonnert gefouert. Iwwert d'Regierung gëtt kloer prezisiéiert, dass et de Premierminister ass, deen d'Aktioun koordinéiert. Och mat dësem Text kënn eng nei Assise dra fir d'Relatiounen tëschent Glawensgemeinschaften a Staat.

Mir hu vill un dësem Text geschriwwen, diskutéiert. Et sinn och eng Rei Iwwerleeungen an dësem Text eragefloss iwwert d'Virschléi vun de Bierger a Biergerinnen. An domadder kann ech den Accord gi vun der CSV-Fraktioun fir den zweete Vott.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden. An da wier et un där honorablen Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premierminister, de Moien hu mer ganzer aacht Kapitelen hei am zweete Vott, déi mer schonn de 25. Januar 2022 an dem éischte constitutionnelle Vott duerch dës Chamber kritt hunn: Staatsform, Grand-Duc, Regierung an esou weider.

Meng zwee Virriedner, an notament de Rapporteur-President Mars Di Bartolomeo, hu schon extensiv op déi Haaptpunkten higewisen. Fir d'éischt wëll ech him emol nach eng Kéier en häerzleche Merci soe fir seng exzellente Aarbecht, mee awer och de Corapporteur an awer och all de Membere vun der Verfassungskommissioun, wou mer alleguerent zesumme säit Joren ... Ech hu gekuckt a menge Calepinen – Dir wësst, déi si relativ grouss –, wiwvill Sitzungen mer hatten. Ech hu gesot: Wann ech eng Kéier gutt Zäit hunn, da maachen ech mer Strécher op en Ziedel, well et war wierklech enorm, wiwvill mer geschafft hunn, fir



déi Texter hei ze kréien. Mee ech mengen, an de Mars Di Bartolomeo huet et gesot: Et war derwäert!

De Léon Gloden schwätzt vun dräi Peiler, wou mer drop sëtzen. Ech kann Iech just soen, déi hei Kapitele, déi d'ganz Staatsform an d'Hauptinstitutione betreffen, déi si wierklech, de Léon schwätzt vun der DNA, fir mech ass et de Label vun eisem neie Grand-Duché am 21. Joerhonnert.

Dofir, ech maache just nach e puer Remarken, déi mer um Häerz leien.

Wéi ech den Text an och d'Riede vun den éischte Votten nach eng Kéier genau duerchgelies hunn, ech mengen, wat opfällt, dat ass, dass d'Straffung, de Reamenagement, d'Reformulatioun vu bestëmmten Dispositionen dem ganzen Text nach méi Kohärenz a Visibilitéit ginn an och Lisibilitéit. Et gëtt méi einfach, fir en ze verstoen.

Zweetens: De Rechtsstaat gëtt hei kloer consacréiert. An deenen Zäiten, déi mer dobausse kennen, souguer an Europa, ass dat extrem wichtig, dass mer dat Bekenntnis maachen.

Drëttens: D'Adhesioun vu Lëtzebuerg zu der Europäescher Gemeinschaft gëtt hei feierlech festgehalen.

Véiertens: De Sozialdialog gëtt fir d'éischt an der Verfassung verankert, gradesou wéi d'Berufskummeren, déi dat jo scho ganz laang jore gefrot hunn. A mir hunn där ganzer Verfassung e soziale Mäntelche ginn an dofir hunn déi do Dispositione wierklech hei Plaz.

Eis Emblème – meng Virriedner hunn et scho gesot, mee et mécht ëmmer Spaass, fir et nach eng Kéier ze soen –, d'Lëtzebuurger Sprooch an de Lëtzebuurger Nationalfändel mat den dräi Faarwen an de Linnen an d'Nationalhymn, ginn dann elo an den Artikelen 1 bis 8, an haaptsächlech am Artikel 8, zréckbehalen, fir dass déi och emol eng Kéier ageschriwwen sinn.

Da sechstens: Mir erneieren de Lien d'allégeance zum Grand-Duc, dat heescht dann och zu der Monarchie constitutionnelle an ipso facto zu der Dynastie vun den Nassau-Weilburger.

Dann och eppes Wichtige – an de Mars Di Bartolomeo huet et schon ervirgestrach –: D'Autonomie communale, déi mer jo 1979 fir d'éischt an d'Verfassung ageschriwwen hunn, déi ëmmer hinke, hinke war, well u sech keng reell Dispositionen an Hëllef hannendrun hongen, gëtt elo an där Hisiicht immens verstärkt, well de Staat de Gemengen elo effektiv déi néideg Ressourcen zur Verfügung stelle muss, an dat war absolut net evident, fir niewent hire Missions obligatoires och hir Missions facultatives kënnen ze erfëllen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner hunn alles esou gutt gesot, dass ech net méi op déi aner Saache wëll agoen. Ech mengen, mir hunn hei gutt Aarbecht gemaach. Dofir ass deen Text jo och duerch den éischte Vott gaang. An ech bréngen hei mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun fir deen zweete Vott.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Mardamm Beissel. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut kommen ech net esou oft wéi gëscher. E léiwe Merci un de Rapportier Mars Di Bartolomeo. Haut ass nämlech och erëm e gudden Dag fir eise Rechtsstaat, fir eis Demokratie, fir e Groussdeel vun eisen Institutionen an – et ass elo grad gesot gi vum Simone Beissel – och fir

d'Gemengen, well mer hinne mat dësem Kapitel vun der Verfassungsrevisioun eng méi propper an eng méi stabil Basis ginn. Um Virowend vun engem Joer, wou Gemengewale sinn, ass dat ëmmer erëm wichtig ze widerhuelen.

Et ass dee Revisiounsblock, deen déi meescht Verfassungskapitele betrëfft, de Rapportier huet et gesot, an och deen, deen een als eng Aart Réckgrat vum institutionellen Opbau a vum Fonctionnement vun eisem Land kéint bezeichnen.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, wéi wichtig fir e Land, e Staat a seng Institutione kloer, korrekt an zäitgeméiss Verfassungsreegele sinn. Ouni déi kréich d'Zesummespill vun eisen Institutionen ganz schnell d'Gripp. A mat dësem zweete Revisiounsblock gi mer an eisem Land genee Reegele vir, kloer Reegelen, wéi d'Institutionen zesummen an onofhängeg funktionéieren, ouni ongesond Vermeschungen, ouni rechtlech Onsécherheeten.

Et ass scho gesot ginn: Am Fall vun enger politescher Kris ass et souwuel kloer elo, dass d'Chamber wéi d'Regierung geschäftsführend – fir Däitsch ze schwätzen – weider funktionéieren, bis eng nei Chamber gewielt ka ginn an eng nei Regierung agesat ka ginn. Et ass also Schluss mam Vide institutionnel.

Déi fënnf éischt Artikele sinn am Fong, et ass scho gesot ginn, och d'Visittekarte vum Land. Se soen am Resümee, wéi d'Land funktionéiert.

Eise Grand-Duché ass demokratesch, fräi, onofhängeg an indivisibel. Mir sinn eng Monarchie constitutionnelle, eng parlamentaresch Demokratie. Hei an dësem héijem Haus schafe mer de gesetzleche Kader. Hei decidéiere mer déi grouss Reegelen, wéi dat Land hei funktionéiert, och wann dat net onbedéngt jidderengem ëmmer an de Krom passt. Hei am Haus ginn déi politesch a legislativ Weiche gestallt, an net an de Kulissen, net op der Strooss oder via Medien, déi traditionell oder déi soi-disant sozial.

Mir hunn a mir huele Verantwortung. Dofir si mer gewielt ginn. Mir maachen dat am Zesummespill mat der Exekutiv, mam Staatsrot, mat de Berufskummeren an de facto och mam Syvicol a mat munnech aneren zivillgesellschaftlechen Acteuren, déi sech duerch hir Avisen ëmmer erëm abréngen.

Mir bekennen eis haut mam haitege Reformtext elo ausdrécklech an eiser Verfassung zum Rechtsstaat an zu de Mënscherechter. Op dëser Grondlag ginn dann all eis Texter och gepréift. D'Mënscherechter sinn universell Rechter, gëllen also iwwerall. De Moment gi se vill mat Féiss getréppelt. Ech muss feststellen, se ginn ëmmer méi mat Féiss getréppelt an der Welt. An erlaabt mer, un d'Mësstänn an d'Verfolgung am Iran ze denken haut.

All deenen, déi sech zu Lëtzebuerg asetze fir d'Erhale vun de Mënscherechter an der Welt an zu Lëtzebuerg, wëll ech hei ausdrécklech Merci soen, jidderengem einzelen, eisen Institutionen, déi mer dofir geschaf hunn, deene betreffenden Verwaltungen an all Organisationen aus der Zivillgesellschaft. Mir brauchen Iech elo an, ech fäerten, leider Gottes och nach vill an Zukunft.

„La souveraineté réside dans la Nation.“ „Vollek“ oder „Natioun“, et ass ëmmer erëm schwierig, mat deene Begrëffer ëmzegoen. Lëtzebuerg ass komplex. Dës Komplexitéit ass Deel vun eiser Identitéit. Lëtzebuerg dréckt sech awer och besonnesch aus duerch seng Wëllkommenskultur. D'Symboler, d'Nationalhymn, de Wopen, de Fändel an eis Sprooch sinn zentral Elementer vun dëser Identitéit.

Jo, Lëtzebuerg ass net e Land mat just enger Sprooch. Lëtzebuerg ass dräisproocheg, schreiw mer an

d'Verfassung an. Et ass nach méi wéi dräisproocheg, et ass méisproocheg. Déi Sproochesituatioun ass extrem komplex, se ass lieweg, se ass en Ausdruck vun eiser Diversitéit a fuerdert eis all Dag zum géigesäitige Respekt op, fir dass mer eis verstinn an dass mer eis Sproochekenntnisser net méissbrauchen als Waff, fir een deem aneren op de Geescht ze goen oder eng gewëssen ... aus enger Muechtposition eraus op een anzeschwätzen.

Da schreiw mer an den Artikel 5 déi europäesch Integratioun an als Bestanddeel vun deem, wat Lëtzebuerg ausmécht. Et ass e Fédéralisme coopératif respektiv et geet ëm Souveraineté complémentaire. A wéi de Rapportier et scho gesot huet, gewanne mer just dorunner.

Fir eis Gréng ass déi europäesch Integratioun primordial.

Et waren dës Punkten, déi ech bei dësem Kapitel haut nach wollt ervirsträchen. Fir eis Gréng ass, wéi gesot, an dëser Verfassungsreform wichtig: d'Upassung vun den Texter un d'Realitäten, d'Aféierung vu kloer Reegelen, wéi mer mat den Institutionen onofhängeg, awer am Zesummespill funktionéieren, an dass mer mat dësem neien Text d'Grozzone beim Exercice des pouvoirs ofschaffen.

Mir gewannen also a puncto modernem Rechtsstaat, a puncto Gewaltentrennung. Mir ginn als Gréng den Accord zu dëser Verfassung mat Freed an Iwwerzeugung. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Parlament, e gutt Parlament, zeechent sech jo doduerch aus, datt et och emol ënnerschiddlech Meenunge gëtt. A mäi Privileeg ass haut, e bëssen en anere Bléck op déi Reform ze werfen.

Ech soen awer virun allem och dem Mars Di Bartolomeo Merci fir eng ganz gutt Presentatioun vun deem, wat mer haut hei envisagéieren. En huet gesot: „Jo, mir mussen eng Verfassung upassen un d'Modernitéit.“ Natierlech. Mir hunn eis dogéint ni gewiert als ADR. A wann Der wëllt Goldfrangen duerch Euroen ersetzen, dann ass dat elo net eise gréisste Problem, obschonn ech net weess, mat wat een haut wierklech méi wäit kéim, mat 300.000 Goldfrang oder mat 300.000 Euro. Dat musse mer dann eis Zentralbank froen, wat dat dann elo wäert ass. Ech weess et net. Mee et ass awer eng gutt Fro.

Och d'Sprooch: Natierlech begrëisse mer et, datt déi elo an d'Verfassung ageschriwwen gëtt. Ech wëll och als ADR kloer betounen: Mir hunn eng National-sprooch, dräi administrativ Sproochen. Also déi Presentatioun, wéi déi gréng dat hei maachen, dat deele mir an där Form net. Mir insistéieren op Lëtzebuergesch. Mir hate selwer eng Proposition de révision hei agereecht, fir d'Sprooch an d'Verfassung anzuschreiw. Dat gëtt eis also Satisfaktioun.

Et si gutt Saachen an deem Text, wéi an deene véier Texter gutt Saache stinn, awer eeben och Saachen, déi eis ganz vill Suerge maachen. Dozou gehéiert déi nei Reegelung vun der Monarchie an och Aschränkung vun der Souveränitéit. An ech wëll dat an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, just ganz kuerz beschreiw.

Hei ass gesot ginn – an enger Form vun Newspeak gëtt dat ëmmer erëm betount –: „D'Monarchie gëtt gestärkt.“ Nee – dat ass eppes Guddes –: Si gëtt

confirméiert. Mir hate jo och an deene leschten Deeg diskutéiert, datt eenzel Stréimungen déi a Fro stellen, wat hiert gutt Recht ass, selbstverständlech. Mee mir confirméieren d'Monarchie. Dat ass eng gutt Saach. Awer mir huele Pouvoire vun hir ewech.

Dee groussen institutionelle Gewënner vun dëser Reform ass d'Regierung! Si baut hire Poids géintwuer dem Grand-Duc aus. An dat muss een einfach gesinn, sief et, wéi den Här Mars Di Bartolomeo dat esou schéi formuléiert hat, datt se souguer d'Arméi géif kommandéieren – et ass net grad esou –, mee vill aner Saachen och.

*(Interruption)*

A wat eis virun allem Suerge mécht, dat sinn déi nei Dispositiounen, wéi de Grand-Duc kann ofgesat ginn. Dat ass eppes, dat hate mer bis elo net. Et ass vläicht gutt, dat ze reegelen. Wann een zum Beispill e Krankheetsfall huet oder esou eng Situatioun, sollt ee Reegelen virgesinn, fir dat ze maachen. Mee da muss ee se esou prezis maachen, datt eng Erpressung vum Staatschef, eng politesch Erpressung, net méiglech ass. Well dat géif de Staatschef a senger Autoritéit, a sengem Rôle als Arbitrator och iwwert dem politesche Spill vum Land schwächen. Wann een dann elo seet, dat wär méiglech, wann en net seng Attribution constitutionnelle erfëllt, dann ass dat eng Interpretatiounsaach. An do si mir ganz virsiichteg, well mir denken, et soll een da ganz kloer soen, wéini et méiglech ass a wéini net.

Et ass och esou mat eis, datt mer keng Ännerung vun de Prerogative vum Grand-Duc wollten. Mir hunn dat an den Diskussiounen ëmmer erëm gesot. Et war net néideg, bon, elo ass dat gemaach. Wéi gesot, positiv ass, datt mer eis awer wéinstens alleguer, oder bal alleguer, zur Monarchie bekennen.

Wat d'Souveränitéit ugeet, do sinn och kloer Aschränkungen. Natierlech kann een draschreien: „Le Luxembourg appartient à l'Union européenne“ oder „contribue à la construction européenne“. Et ass eng Banalitéit, et ass eng Selbstverständlechkeet, well Lëtzebuerg eleng géif net wäit goen. Ech mengen, datt mer eis mussen an engem internationalen Ëmfeld u Forme vu Kooperatioun an zum Deel Integratioun bedeelegen, ass u sech eng Selbstverständlechkeet.

Et hätt een och kënnen aner Institutiounen draschreien, oder Organisatiounen wéi d'UNO. Do si mer och Member. Mee wat hei eigentlech geschitt, politesch an der Analys, ass e Riseschrëtt, well an der aktueller Constitutioun steet, datt mer eng temporaire Derogatioun vu souveräne Rechter un international Organisatiounen kënnen maachen. An deen „temporaire“ fällt elo ewech. Mir sinn elo am Prinzipp am „Definitiven“. Et gëtt net méi gesot, datt mer e Recht hunn als Staat, Rechter zréckzehuelen, oder datt mer vläicht kënnen a Konditiounen geroden, déi eis derzou forcéieren oder déi eis derzou géife leeden, Rechter un eist Land zréckzehuelen. Déi Méiglechkeet ass elo an der Verfassung net méi explizitt virgesinn.

Wat dat heiten ass? Dat ass e Schrëtt a Richtung „Federalismus“ – och den Här Margue hat dat Wuert elo gebraucht –, laanscht de Wieler. De Modell ... Dat ass eeben och de grouse Problem vum Referendum: D'Lëtzebuerger Wieler konnte sech net ausschwätzen, ob se dee Schrëtt wéilte maachen, deen awer hei grouss, grouss gezechent gëtt an där neier Verfassung.

Och muss mer soen, et sinn esou vill Saachen, wou mer eis froen: Wéi gëtt dat dann elo interpretéiert? De Grand-Duc soll elo zum Beispill d'Autoritéit kréien, „actes juridiques de l'Union européenne“ an eist nationaalt Recht ze iwwersetzen. Wéi eng Actes

juridiques?! Mir hunn eis déi Fro gestallt, och an den Diskussiounen, a mir krute keng kloer Äntwert.

Et gëtt Actes juridiques vun der Union européenne, notamment d'Direktiven. Do sinn hannert de Reglementer an niewent den Decisiounen vu verschiddener Natur Actes juridiques vun der l'Union européenne. Majo, mee wéi ginn déi ëmgesat? Ass dat vläicht zulaaschte vun eiser Chamber an Zukunft? Mir krute keng kloer Äntwerten. Mir wäerten als ADR op jidde Fall och d'Pregorative vun der Chamber verdeedegen, wann et ëm d'Transpositioun vum europäesche Recht a Lëtzebuerg Recht geet.

An dann ass, an ech hale vläicht op mat där Bemierkung, och esou eppes erausgeholl ginn – well et Verschiddenen als almodesch virkomm ass –: „le droit de battre monnaie“. Ma dat ass e schéinen Ausdruck. Et hätt een och nach vläicht kënnen en aneren Ausdruck huelen, wann dat dann néideg gewiescht wär. Mee den Artikel 128 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne seet kloer: „Les États membres peuvent émettre des pièces en euros.“

*(Interruption)*

Et ass also eng Realitéit! Et war net net néideg, dat ze änneren.

An et hätt een an eisen Aen och kënnen Dispositiounen an dës Verfassung ophuelen, fir den État de crise der juridictioneller Iwwerpräiwung duerch eng Cour constitutionnelle ze ënnerleeën, wéi den Här Reding et an enger Proposition de révision proposéiert hat. Mir stëmmen dësen Text dowéinst net mat.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann hoffen ech, datt mer haut den zweeten Deel an da kuerz drop och den drëtten Deel vun der Verfassungsrevisioun kënnen accouchéieren, an dann de Mëtten och nach de véierten hanner eis bréngen, soudatt mer endlech, no ganz ville Joren, eng nei, eng e bësse méi modern Verfassung hunn.

Et ass kee Geheimnis, ech hunn et och schon e puermol gesot, datt mer net der Meenung sinn, datt déi Verfassung hei dee ganz grouse Worf ass, dee sech erhofft gouf. Mee et ass sécherlech e wichtige Schrëtt no vir.

An där Propositioun, déi mer elo de Moien diskutéieren a stëmmen, ass definitiv eppes Positives dran: Mir hu Beruffskummeren, déi an d'Verfassung opgeholl ginn, an domat gëtt de Sozialdialog kloer an der Verfassung verankert. Dat ass sécherlech eppes, wat mer begreissen.

Dann hu mer d'Verhältnis tëscht dem Staat an de Reliounsgemeinschaften, dat kloer gekläert gëtt a wou och ganz kloer gesot gëtt, datt keng Relioun méi favoriséiert gëtt. Well mir mussen eis bewosst sinn: Lëtzebuerg ass e pluralistescht Land. An eis Verfassung soll a muss deem Rechnung droen.

A jo, och bei de Sproche verankere mer Lëtzebuergesch nach eng Kéier offiziell als Sprooch vum Land. Et ass awer esou, datt mir eis – an dat hunn ech och gëschter schon, virgëschter, pardon, bei den Diskussiounen zu der Propos vum deene Lénke gesot – méi Ouverture gewënscht hätten, ënner anerem, wat e méiglech Aschreiwung vum Englesche gewiescht wier.

An da komme mer zu deene Saachen, déi d'Parlament betreffen: d'Afféiere vum Mësstrauensvott, eng kloer Reegelung vum Mësstrauensvott, eng kloer

Reegelung och, wéi dat Ganzt soll oflafen. Mir hoffen, datt mer et ni brauchen. Mee et ass gutt, et ze hunn, well dee Moment, wou een et eng Kéier bräicht, géif een da feststellen, datt et net do ass.

*(Interruption)*

An där Saachen hate mer an der Lescht vill ze heefeg, datt mer op eemol Problemer haten an, wa mer d'Gesetzer vu méi no gekuckt hunn, gemierkt hunn: „Hm, do feelt eppes. Do feelt eng Disposition légal.“ Ech sinn also frou, datt mer dese Projet haut kënnen stëmmen.

An zum Grand-Duc, mengen ech, gouf scho vill gesot, virgëschter, haut. Mir bleiwen eng Monarchie. Och do: Mir hätten eis gewënscht, mir hätten dat nach eng Kéier per Referendum bestätege gelooss. Mee Fakt ass: De Grand-Duc gëtt net ofgeschaaft mat dëser Verfassung. An esou wéi bei der éischter Kéier ginn d'Piraten och bei der zweeter Kéier hiren Appui fir dës Propos.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** | Merci, Här President. Erlaabt mer, hei ze widerhuelen, wat ech scho virun e puer Méint gesot hat: wéi wichtig dës Reform ass. An erlaabt mer awer och, hei dem Rapporteur an de Memberen – an dat, wat ech och scho viru Méint gesot hunn – net vun der haiteger Kommissioun, mee vun de leschte Joerzénge – kann ee scho bal soen –, vun der Verfassungskommissioun ... Et sinn Absenten, déi net méi hei an der Chamber sinn. Ech denken un den Alex Bodry. Ech denken un de Paul-Henri Meyers.

Mir hunn eng Rëtsch vu Leit, déi wierklech ganz aktiv och un der Verfassung matgeschafft hunn. A mir kommen endlech – endlech! – elo zum Schlusspunkt. Hei ass tatsächlech eng Verfassung, ech wëll net soen, aus Postkutschenzäit. Mee wann ee vu Francoren a vun esou Matière schwätzt, déi et haut net méi gëtt, mengen ech, war et och wichtig, d'Verfassung och ze adaptéieren.

Ech sinn och frou, dass am Fong d'Saache kloer gestallt ginn, well mir hate scho Situatiounen, wou mir selwer tatsächlech net woussten, wéi et sollt weidergoen. Ech ka mech erënneren: 2013 op eng Kéier, wéi jiddweree mam Fanger am Mond war fir ze soen: „Wat geschitt elo?“ An dofir ass et a mengen Aen och wichtig, dass mer eis op all Eventualitéiten preparéieren.

Mee dat wëllt net heeschen, dass d'Aarbechte vun enger Verfassung elo fäerdeg sinn. Déi dote Reforme sinn elo gemaach, déi Modernisatioun ass gemaach, mee ech sinn iwwerzeegt, dass eng nächst Chamber och nees deen een oder deen anere Punkt méi moderniséiere wëllt. Eng Verfassung ass eppes, wat e Pilier ass, mee och eppes, wat avancéiert. Well eng Verfassung, déi net avancéiert, erkennt och net d'Realitéit vun hirer Gesellschaft.

Dofir der Chamber e grouse Merci, dass eis Verfassung sech méi un d'Gesellschaft vun haut adaptéiert wéi deemools, wéi se geschriwwen ginn ass. An dat ass och gutt esou.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.



Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwert d'Verfassungsöfännerung 7700. Den Text steet am Document parlementaire 7700<sup>15</sup>.

### Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7700

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition ass mat 52 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmme an 1 Abstention ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lambert et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*S'est abstenue : Mme Myriam Cecchetti.*

Et ass also esou decidéiert.

### 3. 7755 – Proposition de révision du chapitre II. de la Constitution

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Moien ass d'Verfassungsöfännerung 7755, déi d'Kapitel II iwwert d'Rechter an d'Fräiheeten ofännert. Et sief och hei drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmme erfuert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dëser Proposition de révision, d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

**Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, haut kënt dann endlech dësen elementare Peiler vun engem normale Staat, vun engem Rechtsstaat mat engem staarken an andauernde Schutz vun eise Bierger, an net nëmmen de Bierger, mee all eisen Awunner, definitiv an den zweete Vott, fir dass mer och hei kënnen kloer text schwätzen.

Ech gi ganz kuerz drop an, Dir erënnert Iech, mir hunn d'Rechter an d'Flichten nei agencéiert. Mir hu ganzer véier Rubricke gemaach. Dat Éischt ass d'Nationalitéit, d'Modalitéiten do dervun, dat Zweet, dat sinn d'Grondrechter, d'Droits fondamentaux, dat Drëtt d'effentlech Fräiheeten, d'Libertés publiques, an dat Véiert eng nei a ganz modern Rubrik, d'Objectifs à valeur constitutionnelle.

Duerch de Fait, dass mer d'Proposition de révision 6030 haten an dunn e Groussdeel vun dem Contenu vun dëser Proposition eriwgergehall hunn, hu mer awer en Deel vun de Grondrechter, déi scho laang an

eisem System bestan hunn, eriwgergehall. Mee mir hu se adaptéiert, mir hu se reformuléiert a mir hu se haaptsächlech duerch zwielef nei Rechter kompletéiert.

Här President, hei e puer Iwwerleeungen zu Punkten, déi nach ëmmer e wéineg an der Luucht hounge an den Diskussiounen, an déi wollt ech nach eng Kéier hei kloer ervirhiewen.

Dat Éischt ass: Mir hunn an der Kommissioun decidéiert, dat ganz Kapitel net exzessiv opzeblosen oder ze erweideren duerch d'Aschreiwene – wat vu bestëmmte Leit hei verlaangt ginn ass – vun alleguerten den Artikelen, déi an den UNO-Konventiounen, an der Europäescher Mënscherechtskonventioun vun 1950 an an der Europäescher Grundcharta vun 2000 geschriwwen sinn, soss hätte mer e Kapitel kritt, wat vill, vill méi Artikeler kritt hätt. A mir hu fonnt, dat wär exzessiv. An ech soen Iech och, firwat.

Ech erënnere Iech drun, et gëtt zwee Systemer, wéi ee vis-à-vis vun der Norme internationale fonctionéiert: Dat eent, dat ass de Système moniste, zu deem mir gehéieren, an dat anert ass de Système dualiste. Mir sinn e monisté Staat, e monisté System, dat heescht, mir erkennen automatesch d'Superioritéit an d'direkt Applikabilitéit vun den internationale Rechtsnormen am Lëtzebuenger Droit positiv un. Dat heescht am Kloertext: Alleguerten déi Rechter, déi an den internationalen Texter verankert sinn, praktesch „font partie intégrante“ vun eisen Texter, well si schwieren hannendrun an där ganzer Philosophie.

Ech ginn Iech elo zwee Beispiller, déi Der kennt, Momenter, déi mech nerven, wann ëmmer erëm dovunner geschwat gëtt, well dann erëm vergiess gëtt, wéi dat fonctionéiert mat der Konventioun vun 1950.

Wéivillmol ass gesot ginn: „Firwat hutt Der den Droit à la vie net an déi Verfassung geschriwwen?“ Den Droit à la vie, deen eent vun de Grondrechter ass vun der Konventioun vun 1950, schwieft hannert deem ganze Kapitel vu Rechter a Flichten hannendrun a senger philosophescher Approche, ouni dass en elo spezifesch an den Text agesat ginn ass.

En anert Beispill, dat ass am neien Artikel 40: „le droit de vivre dignement“. Dat beinhaltet – an ech wollt dat och nach eng Kéier dem Nathalie Oberweis hei soe fir säin Appaisement – automatesch d'„lutte contre la pauvreté“ an dat beinhaltet d'„prévention matérielle“, dat ass d'international Definitioun vun dem „droit de vivre dignement“.

Dann zweetens, och fir Kloerheet ze schafen: Wie kann a puncto Lëtzebuenger Chamberwale mat wiewele goen? Ech soen et elo hei fir déi n- an déi x-te Kéier: Nëmme d'Lëtzebuenger, déi zivill a politesch Rechter hunn an déi 18 Joer hunn.

Drëttens, den Artikel 15 ass och ugeprangert ginn: D'Lëtzebuenger sinn alleguerte gläich virum Gesetz. Et ass gesot ginn: „Wat, ass dat do Diskriminatioun?“ Menger Meenung no, déi Leit, déi dat gesot hunn, haten eisen Text net richtig gelies, well den Artikel 15 muss direkt kombinéiert gi mam Artikel 16. Am Artikel 16, do steet: „All Mënsch, dee sech um Lëtzebuenger Territoire beweegt, huet personnel a gidderrechtlech d'Recht op dee selwechte Schutz wéi d'Lëtzebuenger.“ Dofir, de 15 an de 16 muss kombinéiert ginn, an dat ass eng Unicitéit vun Schutz vun all den Awunner. Dass dat och emol eng Kéier kloer ass an dass déi penibel Diskussiounen ee fir alle Mol hei ophalen!

Dann: D'Notioun vun der Famill – dat ass de véierte Punkt – ass ganz konform zu den haitegen Decisiounen a Recommandatiounen vun dem Conseil de l'Europe erwidert ginn an net opgeweecht ginn.

Fënneftens, d'Roll vun Kand ass extreem verstärkt ginn an de Schutz vun Kand an der Zukunft hei an der Verfassung eng absolutt Prioritéit.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice | Den Ëmweltschutz, do derbäi de Schutz vun der Biodiversitéit ... Beim Ëmweltschutz ass et „humain et naturel“, dat heescht, dat ass ganz breet gefächert. Also nach eng Kéier: De Schutz vun der Biodiversitéit, de Kampf géint den Dérèglement climatique, d'Efforten a Richtung Neutralité climatique si precis a komplett an deem neien Artikel formuléiert ginn, deen dofir zoustänneg ass.

An ech kann Iech soen, dass dës Formulatioun kierzelech, virun dräi Wochen, wou ech zu Aix op der Uni war, an deem internationale Symposium, vun alleguerte menge Kolleegen – an do waren déi 27 vun Europa plus d'Britten, plus d'Schwäizer, plus d'Japaner an d'Chinesen – immense Luef kritt huet, well se zouginn hunn, dass keng vun hiren aktuelle Verfassungen esou precis an esou komplett formuléiert ass wéi déi Lëtzebuenger. Do war ech dann natierlech ganz houfreg, kënt Der Iech virstellen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice | Här President, et wäerten op d'mannst 13 bis 15 Joer sinn, während deene mir wierklech intensiv un dësen Texter geschafft hunn – ech hunn Iech gesot –, reformuléiert, agencéiert, adaptéiert an 13 (veuillez lire: 12) nei Rechter dragesat hunn.

Ech wëll nach kuerz op e puer agoen, fir Iech se nach eng Kéier ze soen, well se eeben nei sinn an eisen Texter.

Dat Éischt ass, et ass e wéineg komplizéiert formuléiert, den neien Artikel 31: „autodétermination informationnelle“. Dat wëllt heeschen, dass all Mënsch ka mat all den neien Technologie schaffen, mee dass mer de perséinlechen Dateschutz direkt offiziell an eis Verfassung geschriwwen hunn. Dat ass e ganz neie Moment.

Dann, am Artikel 40 (veuillez lire: am Artikel 42): den Accès zu der Kultur, d'Recht op perséinlech kulturell Entfalung an och d'Förderung vun Schutz vun Patrimoine culturel. Dann nach am Artikel 43: De Staat férdert d'Fräiheet vun der wëssenschaftlecher Forschung, mee, mee, mee a bestëmmte Limiten, am Respekt vun den demokratesche Wäerter, déi an eisen europäesche Länner awer gang un gebe sinn, fir dass keng Abusen do kënnen geschéien. Well Dir wësst, et si bestëmmte Saachen, notament bestëmmte Clonagen, um europäesche Kontinent net erlaabt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat enger ganz grousser Majoritéit, no zéie Verhandlungen – de Mars Di Bartolomeo huet et scho virun och gesot, an déi waren an all de Kapitelen, hei natierlech och, well do d'Sensibilitéit vu jiddwerengem openeeklatzen, an dat ass och e Label vun der Demokratie – hu mer eis awer géeneegt op dësen Text, an dee soll wierklech e besseren, breetgefächerte Schutz vun all eise Bierger beinhaltten.

Dofir, et war wierklech mat Momenter net nëmmen eng Fläissaarbecht, mee et ware wierklech Nuetssitzungen, Diskussiounen an ëmmer erëm schreien a liesen a kucken, wat am Ausland lass ass an deenen anere Constitutiounen.

Dofir wëll ech nach eng Kéier en häerzleche Merci soen, net nëmmen Iech alleguerten, déi matgeholfen hunn, mee och eise Mataarbechter intra an extra muros – erlaabt mer eng Kéier dës witzegen, awer

uralen Term. Dat heescht, notamment dem Carole Cloeser an dem Christine Fixemer, déi wierklech gehollef hunn, a gehollef hu formuléieren, korrigéieren, wou mer mat Momenter an eiser Übermüetegkeet eppes formuléiert haben, wou si gesot hunn: „U, oppassen, dat do riskéiert, net d'Strooss ze halen, reng an der rechtlecher Formulatioun.“

An no deene Mercie kënnst Der Iech virstellen, dass ech frou sinn, dass mer elo haut bei dësem zweete Vott sinn, an ech brénge mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Maddamm Beissel.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Léon Gloden** (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grouse Merci der Madamm Beissel, nach eng Kéier, fir hei de Rapport zum Kapitel iwwert d'Grondrechter an d'Biergerrechter, wat haaptsächlech an dësem Kapitel festgeluecht gëtt.

Mat dësem Kapitel gëtt d'Haus Lëtzebuerg mat Wäerter geféllt. An ech hat a menger Ried zum éischte Vott den Nelson Mandela zitéiert, an ech wëll en nach eng Kéier hei zitéieren: „Wann een de Leit hir fundamental Rechter oferkennt, trëppelt een d'Mënschheet mat Féiss.“

An engem Land an Europa gëtt mat Blut a Schweess gekämpft fir demokratesch Wäerter. Ech wëll hinnen dëst Kapitel dann och besonnesch hei widmen.

Dëst Kapitel gëtt dem 21. Joerhonnert ugepasst. Mir kréien eng kloer Glidderung: op där enger Säit d'Grondrechter, op där anerer Säit d'Fräiheeten, d'Biergerrechter, an op där anerer Säit och d'Staatsziler.

D'Grondrechter sinn unantastbar. Si kënnen net limitéiert ginn, wéi zum Beispill de Verbuet vun der Folter oder d'Onverletzbarkeet vum Mënsch senger Würd.

Déi zweet Kategorie sinn d'Biergerrechter. Dës Rechter kënnen ënner bestëmmte Konditiounen ageschränkt ginn. Mee dës Aschränkung muss proportionell sinn an dës Aschränkung däerf d'Recht net aushielegen, nom klassesche Motto: „Meng Fräiheet hält do op, wou deem anere seng ufänkt!“

Hei gëtt et eng ganz Rei Rechter, déi ee kann opzielen: D'Recht drop, eng Famill ze grënnen; den Interêt vum Kand; d'Recht vum Bierger, an engem rasonabelen Delai eng Äntwert vun enger Verwaltung ze kréien; d'Protektioun vun de perséinlechen Daten, well mer wëssen alleguer, dat perséinlech Daten d'Gold vum 21. Joerhonnert sinn; e kloert Bekenntnis zur éffentlecher Schoul; e kloert Bekenntnis zu der Proprietéit.

An do wëll ech nach eng Kéier op d'Propos vun de Kolleegen vun déi Lénn agoen. Si hunn an hirer Proposition d'Proprietéit privé an och déi kollektiv Proprietéit ageschriwwen. Mee och d'kollektiv Proprietéit ass in fine eng privat Proprietéit, well wa bis Proprietéiten zesummegeluecht sinn, ass dat och eng privat Proprietéit.

An dann déi lescht Kategorie: d'Staatsziler. D'Staatsziler sinn net aklobar, mee se sinn eng Guideline. Et kann ee kee Schrëtt zréck maachen. D'Staatsziler guidéieren d'Handele vun de Verwaltungen. Et ass besonnesch an dëser Kategorie, wou eng ganz Rei Virschléi, Är Virschléi, vun de Bierger a Biergerinnen, agefloss sinn.

Zu de politeschen Ziler zielt och de Klimaschutz, den Zougang zur Kultur an de Schutz vum kulturelle Patrimoine, deen och en Deel vun eiser Identitéit ass.

An domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dësen zweete Vott.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt mäi Merci un d'Simone Beissel fir dee gudden Iwwerbléck iwwert deen Deel vun eisen déifgräifende Verfassungsrevisionen, déi haut zur Diskussioun stinn. D'Simone, a senger grousser Kenntnis vum Droit constitutionnel, war eng wichteg Stäip an eiser Institutiouskommissioun.

Ech gleewen, wéi d'Kolleegen, lues awer sécher drun, datt mer et fäerdegbréngen, déi Aarbechten, déi elo scho bal 20 Joer daueren, kënnen ofzeschléissen. Dat war net ëmmer esou sécher, an all déi, déi bedeelegt waren, déi wëssen dat. Mee mir hunn net labber gelooss, well mer der Meenung waren, dass déi heiten Aarbechte missten ofgeschloss ginn. Mir sinn dat och deene schëlleg gewiescht, déi nach méi laang wéi mir dru geschafft hunn.

Dëst Kapitel ass net dat voluminéistent, mee awer een extreem wichtige Deel vun der iwwerschaffter Verfassung. Et ass eis Identitéitskaart, déi ausdréckt, woufir mir stinn, woufir eis Gemeinschaft steet. Et geet ëm fundamental Rechter, déi a lëtzebuergeschem an an internationalem Bëton gegoss sinn, et geet ëm Biergerfräiheeten, déi mir besonnesch an deenen aktuelle Krise méi wéi jee ze schätze geléiert hunn an déi op ville Plazen op der Welt mat Féiss getrëppelt ginn.

Dëst Kapitel ass weesentlech vum Dialog mam Bierger, mat der Zivillgesellschaft beaflosst ginn. Confirméiert ginn d'Grondrechter an d'Fräiheeten, zu deene Lëtzebuerg sech an internationalen Accorde verpflichtet huet. Dozou gehéiert de Verbuet vun der Folter, d'Onverletzbarkeet vum Mënsch a senger Würd, d'Recht op d'Integritéit vu Kierper a Geescht. Nei ass d'Recht op Gedanken-, Gewëssens-, a Reliounsfräiheet, déi fest an der Verfassung verankert ginn.

Wat d'Biergerrechter ugeet, esou wëll ech d'Recht op d'Netdiskriminierung an d'Recht, eng Famill ze grënnen, ervirsträichen. Fir eis Partei ass et ganz kloer, datt et muss e Libre choix ginn am Choix vun de Partnerschaften. Ech wëll dat och esou kloer soen, wéi dat hei am Haus e Konsens duerstellt.

D'„Gestation pour autrui“ ass a bleift hei am Land en No-Go. Mee wann ee Kand aus esou enger Praxis hei an d'Land kënnst, dann erkenne mer dësem Kand seng Rechter un. D'Kand ass net schëlleg.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | D'Recht op e Riichter, d'Recht op informationell Selbstbestimmung an op de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën sinn alleguer nei an der Verfassung verankert. D'Recht op Asyl och.

Wat d'Staatsziler ugeet, gi se weesentlech ergänzt. Vu Politiséierung vun der Verfassung duerch Staatsziler kann do net rieds sinn. Staatsziler sinn eppes, wou de Staat sech engagéiert, wat e prioritär unziilt, wou e prioritär drop hischafft – dat géllt fir déi grouss Problemer, déi grouss Erausforderungen, deene sech eis Gesellschaft muss stellen –, an alles, wat méiglech ass – ech ënnersträichen, alles, wat méiglech ass! – ze maachen, fir dës Ziler ze errechen. Dat heescht net, dass se fir den Einzelnen aklobar sinn. Dat hunn de Léon Gloden an och d'Rapportrice ganz kloer

ënnerstrach. Dozou gehéieren d'Recht op Aarbecht, dat bestätegt gëtt, d'Förderung vum Sozialdialog, deen och gefërdert soll ginn. De Sozialdialog gehéiert an der Zwëschenzeit zu eiser DNA an deen huet sech an deene jeeuweilige Krisen nom Krich méi wéi bewäert, och besonnesch elo an deene leschte Joren.

D'Recht op d'Wunnen. D'Wunnenproblematik gëtt ëmmer méi zu der zentraler Erausforderung, där sech dat Land hei muss stellen. Dat gëtt zu enger absoluter Prioritéit an der Verfassung gemaach. Dat heescht, dass mer zesummen alles musse maachen, fir esou no wéi méiglech un dat Recht op eng Wunneng kënnen ze kommen.

De Schutz vum Mënsch a senger Ëmwelt ass schonn an der Verfassung, mee gëtt elo ergänzt duerch d'Erhale vun der Biodiversitéit an den Asaz géint de Klimawandel.

Den Déiereschutz hate mer och schonn an der Verfassung, mee mer verstärken en daitlech an erkennen elo d'Déier als net mënschlecht Wiese mat senger Sensibilitéit a sengem Recht op Respekt a Schutz un. Är Virschléi hu gehollef, dat doten an där doter Form an eis Verfassung eranzekréien.

Aus der Biergerconsultatioun kommen den Zougang zu Kultur an d'Recht, sech kulturell ze entfalten, an och de Schutz vum Patrimoine culturel souwéi d'Fräiheet vun der wëssenschaftlecher Fuerschung, am Respekt vun de Grondrechter.

Mat dëse Staatsziler gi mir Verpflichtungen an, déi net klenggeschwat solle ginn. Et si Prioritéite fir jiddweneen, deen hei an der Chamber sëtzt, jiddefalls fir déi, déi et matënnerstëtzen, an ech mengen, och fir déi aner. D'LSAP-Fraktioun wäert dëst wichteg Kapitel och fir d'zweet stëmmen an der Iwwerzeegung, datt mer zesumme kloer definéiert hunn, fir wat fir Ziler eist Land, seng Institutiouen a seng Leit stinn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Simone Beissel, eiser Expertin a Verfassungsfroen, e Merci fir de Rapport an déi flott Erläuterungen, déi mer ëmmer erëm kritt hunn.

Lëtzebuerg, d'Lëtzebuurger Gesellschaft, steet fir eng parlamentaresch Demokratie. Mir sti fir eis Grondrechter mat de Biergerleche Fräiheeten an och déi grouss Staatsziler, déi mer haut an dësem Kapitel festschreiwten.

Zënter dem éischte Vott vun dësem Kapitel am März gesi mer all Dag: Fir eis Fräiheeten a Grondrechter muss mer eis asetzen, all Dag. Ech denken natierlech un den Iwwerfall vun der Ukrain an dass mer net fir garantiert kënnen halen, an engem fräie Raum, an engem fräie Land, an engem fräien Europa ze liewen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass eng Verfassung e Bild vun hirer Zäit ass, als Ganz gekuckt, an net a Stee gemeesselt ass. Eng Verfassung ass a muss och ëmmer e Spigelbild vun hirer Zäit sinn, an dat ëmsou méi, wat se méi detailléiert ass, wat mer jo haut och e wéineg maachen.

Wat awer méiglechst a Stee muss gemeesselt sinn, dat sinn d'Grundwäerter an d'Grundfräiheeten. A fir bei dëser Metapher vum Steen a vum Meessel ze bleiwen, ass et och wichteg, dass de Stee grouss genuch ass an dass nach genuch Plaz ass, fir weider Rechter derbäizemeesselen.

An deene leschte Joerzénge, zënter 1919, hu mer zum Beispill d'allgemeng Walrechter bäigemeesselt,



grad ewéi d'Recht op d'Aarbecht, d'sozial Sécherheet, de Schutz vun der Famill oder och nach d'Recht drop, Gewerkschaften ze grënnen.

An haut maache mer elo e weideren, ganz grouse verfassungsrechtliche Schrëtt a reorganisieren an erweideren d'Lëscht vun eise Grondrechter a Fräiheeten op ganz nei Felder – fir eis Gréng besonnesch wichteg –: Ech schwätzen hei vun der Ekologie. D'Recht op Ëmwelt-, Natur- a Klimaschutz, d'Recht op d'Erhale vun der Biodiversitéit. Gëschter Mëtteg hate mer d'Geleeënheet, doriwuer hei ze schwätzen, an d'COP zu Montreal huet eis kloer nach eng Kéier virun Ae geféiert, wéi grouss deen Enjeu ass.

All déi Froen ze respektéieren heescht och indirekt oder direkt, dass mer déi zukünftige Generatiounen an deenen hir Besoinen mat abezéien.

Dëst Kapitel schreift sech an eng ganz Rëtsch vun Texter ronderëm eis Rechter, Flichten a Fräiheeten, déi elo scho fir eis verpflichtend sinn. Ech schwätzen, wéi Der et scho méi oft gemierkt hutt, vun eisen internationale Mënschrechtstexter, un éischter Stell d'Europäesch Mënschrechtskonventioun mat hirem Geriichtshaff zu Stroossbuerg, an zweetens déi mëttlerweile contraignant Charte européenne des droits fondamentaux.

An der Lëtzebuerger Rechtsuerdnung léisst sech deemdo de Schutz vun de Grondrechter a Fräiheeten net just op d'Verfassung begrenzen. Eise Grondrechtsschutz ergëtt sech aus dem Zesummespill vun den Normen vum Vëlkerrecht, vum Europarecht, vun eiser Verfassung an aus den Dispositiounen vun einfache Gesetzer, déi de Schutz vun eise Rechter a Fräiheeten am Detail gestalten a se och a graven an aussergewöhnleche Momenter, wéi elo an der Pandemie, kënnen am Sënn vum Intérêt général temporär limitéieren, awer just temporär.

Ech wëll eis Opdeelung op dräi Kategorien ervirhiewen: d'Grondrechter, d'Biergerrechter an, et ass vu menge Virriedner ugeschwat ginn, d'Staatsziler.

D'Staatsziler – wéi gesot, an enger Verfassung, déi net a Stee gemeesselt ass – drécken aus, wat der Gesellschaft wichteg ass. De Staatsrot kritt d'Missioun, doduerch, dass mer se ageschriwwen hunn an d'Verfassung, déi zukünftige Gesetzestexter och op de Respekt vun deenen neien Artikelen ze präieren. Et geet hei, wéi d'Wuert et seet, ëm Ziler: En Zil heescht jo, dass een et wëllt erreechen a méiglecherweis an enger nächster Reform méi verpflichtend aschreiwen, esou wéi mer et gemaach hunn des Kéier, wou mer d'Interesse vum Kand bei d'Grondrechter konnten aschreiwen.

Konkret bei de Staatsziler geet et ëm e puer vun deene gréissten Erausforderungen vun eiser Gesellschaft, vun eis alleguerten heibannen: Dat sinn ënner anerem d'Recht op d'Wunnen – dat ass nei –, de Schutz vun Natur an Ëmwelt, de Kampf géint de Klimawandel an den Asaz fir d'Klimaneutralitéit – déi och nei ass –, d'Erhale vun der Biodiversitéit – ech soen et nach eng Kéier, ech ënnersträichen et nach eng Kéier –, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | ... d'Matabezéie vun de Besoinen vun den zukünftige Generatiounen – eis Kanner, eis Kandskanner an déi duerno, hoffentlech –, ...

**La même voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | ... d'Recht op Zougang zur Kultur an de Schutz vun eisem Patrimoine, ...

**Une autre voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | ... d'Fräiheet vun der wëssenschaftlecher Fuerschung.

Bei der Ëmwelt- a Klimaproblematik steet och, dass mer de Besoinen vun alle Generatiounen, vun deenen, déi elo hei liewen an den zukünftigen, mussen Rechnung droen.

Fir eis Gréng ass dës Passage fundamental: E weist ënner anerem och op d'Zesummespill tëschent den individuellen an de kollektive Rechter a Flichten hin, a mer sinn eis do an der Wäertstellung net ganz eens, ech sinn net ganz eens mat Verschiddene vu menge Virriedner, ech wëll dat soen. Eng Gesellschaft muss den Einzelne schützen, zemoools deen, deen net esou gutt drun ass, deen ass besonnesch schutzbedürftig. Awer eng Gesellschaft muss och ëmmer den Interessi vun der Allgemengheet am Bléck hunn. Et geet ëm d'Gläichgewicht, wat mer versichen ze erreechen, fir dass déi eng net op Käschte vun deenen anere liewen, net elo an och net op Käschte vun den zukünftigen Generatiounen. An dofir mussen mir haut duerno kucken.

Mir liewen nämlech an engem gemeinsamen Haus, dat et ze schützen gëllt. Ech erënneren – ech erlabe mer et, nach eng Kéier drop ze kommen – un d'Notioun vun de Commons, de Biens communs, déi eis Gréng besonnesch wichteg sinn, déi mer wollten an deem Sënn hei am Kapitel verankeren, mee se hunn et awer bis elo just an de Commentaire des articles gepackt, faute de majorité qualifiée. Ech hunn d'Hoffnung net oppginn, dass mer et eng Kéier méi héich kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord, mat Iwwerzeugung a mat Freed, vun der grénger Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. Och fir unzefänken e Merci un d'Madamm Beissel fir eng Presentatioun, déi, mengen ech, derwäert ass, dass ee se wierklech am Detail noliest an och driwwer iwwerleet.

Ech wëll hei e Recht benotzen, wat an der Verfassung steet, d'Recht op d'Liberté d'expression, enfin, wat net drasteet, mee feelt. Et feelt an der Verfassung. Dat heescht, dat hu mer net drageschriwwen, d'Recht op d'Liberté d'expression. Et feelen och anerer. D'Recht op Liewen, zum Beispill, feelt. D'Madamm Beissel huet do e puer Erklärungen ginn, mee do ass et fir eis ganz kloer. Si seet: „Ça va sans le dire“, mee: „Ça va mieux en le disant.“

D'Recht op Liewen, wat an enger Verfassung feelt, dat ass keng gutt Zensur fir eng Verfassung, genausou wéi zwar e puer Virriedner et gesot hunn, dat den Accès op d'Kultur an der Verfassung garantéiert ass, awer wat feelt ass eng aner Saach: d'Fräiheet vun der Kultur, wat nach vill méi wichteg wär.

Also Dir gesitt, dass déi Grondrechter, déi dra sinn, eis u sech keng Satisfaktioun ginn. Sécher, hei gëllt, wat och fir déi aner Kapitele gëllt: Et si vill gutt Neierungen dran, awer et sinn esou gravéierend Nodeeler a Feeler hei dran, dass mer awer gréisst Zweifel hunn.

D'Politisierung vun der Verfassung ass eng Evidenz. Déi politesch Staatsziler, déi elo do dra sinn, do wësse mer net genau, zu wat se kënnen féieren. Wéi den Text als éischt deponéiert ginn ass, do stoung eng Formel am Exposé des motifs, mengen ech, déi herno fale gelooss ginn ass.

Mee d'Fro steet am Raum: Wat heeschen eigentlech déi politesch Staatsziler? An deem éischten Text, deen deponéiert gouf, stoung: „Les conséquences [...] liées à ces objectifs s'expliquent par leur utilisation par le législateur pour justifier des dérogations non excessives à des principes constitutionnels.“ Wat sinn déi Principes constitutionnels, déi hei gemengt sinn? Wéi eng Derogatiounen? Wat heescht „non excessif“? Dat gëtt nach ganz schwierig Decisiounen. Mir kéinten also elo d'konstitutionell Prinzipien, déi net opgezielt, net determinéiert sinn, aschränken, fir politesch Ziler ze erreechen. Dat entsprécht net eiser Opfaassung vun eisem demokratesche Rechtsstaat.

Mir gesinn op anere Punkten, dass awer d'ADR Afloss hat an där Diskussioun. Mir hunn dat op e puer Punkte gesinn. An ee vun deene Punkten, dat sinn d'Kannerrechter, eng Konsequenz wierklech vun deem Owend am Tramsschapp, wou d'Regierung u sech eng Zensur krut, eng negativ Zensur, eng Datz vun deene Leit, déi do waren. An do ass et ënner anerem ëm d'Kannerrechter gaangen. An do ass d'Fro: Wie soll dann derfir suergen, dass déi Kannerrechter respektéiert ginn?

An dem éischten Text stoung: „L'État veille“ – net d'Elteren! Do hu mir gesot: D'Eltere sinn do, fir dass d'Kannerrechter agehale ginn. Elo, an där aktueller Formulierung, ass et net méi kloer, wien zoustänneg ass. An Dir kënnt sécher sinn, dass mat där heiter Verfassung nach vill Diskussiounen op eis duerkommen, wéi dann d'Gewicht ass. Wien huet da méi ze soen iwwert d'Kanner, d'Elteren oder de Staat? Dat gëtt nach eng Diskussioun.

D'Ausländerwalrecht: Do hu mir ëmmer erëm drop oppmierksam gemaach, dass déi Diskussioun an déi Formulierungen, déi an deem Text stinn, d'Dier opmaachen dofir. Aner Parteie soen, dat wär net esou. Gëschter huet den Här Di Bartolomeo – ech soen em och nach eng Kéier Merci fir dee Saz – eng Kéier kloer gesot: „Déi Diskussioun ass net op ëmmer an éiweg zou.“ Dat gesi mir och esou, well d'Formulierungen an där Verfassung, déi gi genau an déi Richtung, dass se dat erlaben.

Mir wollten dat kloerstellen als ADR, a mir hate proposéiert, ...

(Interruption)

... mir hate proposéiert, an den Text eranzeschreiwen, dass déi Erweiderung vu politesche Rechter, déi och fir Ausländer méiglech ass, do sollt duerch eng Formel ergänzt ginn: „à l'exception des élections législatives.“ Da wär et kloer gewiescht. Dann hätte mir dat hei kënnen an deem Punkt akzeptéieren. Dat ass eis awer refuséiert ginn. Firwat? Dat ass eng Fro, déi ee sech, mengen ech, och ka stellen.

Dann d'Famill: Hei hu mer eng Dispositioun dran, déi et an där Form eises Wëssens op der ganzer Welt net nach eng Kéier gëtt. Mir innovéieren, mir sinn – wéi géif ech soen? – an deem Newspeak, dee mer hei ëmmer hunn, heescht dat jo „progressiv“. Progressiv ass u sech e Réckschritt, dat ass e Réckschritt an der mënschlecher Dignitéit. Well hei steet: „Toute personne a le droit de fonder une famille.“ Wat ass dann elo d'Famill? Wéi ass se definéiert? Wat ass se genee? Mécht dat net – an dat ass op jidde Fall eis Iwwerzeugung, wa mer dat hei liesen – d'Dier grouss op fir deen zivilisatoresche Réckschritt, deen de Leit e Recht op e Kand gëtt?

Hei hu mer also deen Ënnerschied: Mir vertrieben als ADR d'Rechter vum Kand – notamment déi, déi an der Kannerrechtskonventioun festgeschriwwen sinn, Artikel 7: All Kand huet e Recht op seng Elteren, seng Mamm, säi Papp –, an hei ass et eppes anescht: „Toute personne a le droit de fonder une famille.“

De Staatsrot, deen hat och seng Zweifel. Do huet e gesot, mir sollen do virsichtig sinn, virsichtig, well dat eeben an där Form net kloer ass, wat dat heescht. Ech hunn elo den Text net direkt hei leien – ech hat en zwar matbruecht –, mee et wär derwäert. „Le Conseil d'État appelle dès lors à la prudence“ – à la prudence! – „pour ce qui est de la consécration d'un droit subjectif justiciable de fonder une famille, un droit actuellement non encore reconnu comme tel au niveau ni du Conseil de l'Europe, ni de l'Union européenne, ni des membres de cette dernière et dont l'étendue n'est pas clairement définie.“

Wou gi mir hin? Wat maache mer hei? A wéi gétt déi rechtlech Interpretatioun? Ech soen Iech och politesch hei, datt eng CSV dat do nimools hätt däerfen akzeptéieren. Ech hunn alt dacks d'Fro gestallt, wéi vläicht vill Kolleegen heibannen: Wat ass dann nach vun enger CSV iwwreg, mat engem C am Numm, déi esou eppes akzeptéiert? Ech soen Iech: Näischt méi! An et ass schued. Well eist Land bräicht u sech eng Partei, déi nach méi grouss ass an déi fir esou Wäerter asteeet. Si huet keng méi.

*(Interruption)*

D'CSV huet sech mat dësem Text desavouéiert.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Et ass wéinst der CSV, dat d'Famill an d'Verfassung komm ass, Här Kartheiser.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | All déi hei Saache féieren d'ADR derzou, a mir sinn houfreg drop, Här President, ...

*(Interruption)*

... wierklech houfreg drop, datt mir déi eenzeg Partei sinn, déi prinzipiell dat hei net akzeptéiert. Well wann et eng Partei ass, déi an dëser Diskussioun d'Dignitéit vum Mënsch, vun deem ganz klengen, deen nach net gebuer ass, bis zu jidderengem hei am Land, wierklech verdeedegt, dann ass et d'ADR!

Ech soen Iech Merci.

*(Interruptions)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fundamental Rechter a Fräiheete gi verankert, net an engem Gesetz, mee am héchsten, am wichtegsten Text vum Land: eiser Verfassung. A gläichzäitig gi se moderniséiert – de Premier sot beim leschte Projet: vum Postkutschenalter, vun de Goldtaleren hin zu enger moderner, zumindest enger méi moderner Verfassung wéi deemools.

Ech deelen och net d'Appreciatioun vu mengem Virriedner, datt hei Rechter géife geschwächt ginn. Ech mengen, datt et hei ganz wichteg ass ervirzehiewen, datt d'Kannerrechter gestärkt ginn. An dat weist dach awer, wéi verschidde Lektüre vum nämmelechen Text kënnen zu ënnerschiddleche Konklusiounen féieren.

Mir begrëssen nämlech och, datt d'Beschränkung op just weiblech oder just männlech opgehuewe gétt, datt dat endlech geännert gétt, datt dat endlech der Realitéit ugepasst gétt.

Wat mir bedauern, an dat hu mer och scho gesot, dat ass, datt mer dee Saz nach ëmmer drastoen hunn, ech zitëieren: „Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.“ Nämlech: Just d'Lëtzebuurger – a wat ass mat deenen aneren? Wat ass mat all deenen aneren,

déi fir eise Räichtum all Dag hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen? An och do deelen ech da mengem Virriedner seng Ausso net, datt si sech fir all d'Leit hei am Land géifen asetzen, well manifestement ass dat fir d'Hallschent vum Land schon net de Fall.

Dofir ass da vläicht déi kleng Kompensatioun, datt mer d'Promotioun vum Sozialdialog nach eng Kéier stäerken an nach eng Kéier méi staark promovéieren.

Jo, an dann d'Staatsziler: D'Lutte géint de Klimawandel, den Droit au travail, den Droit au logement sinn elo Staatsziler – net aklobar, mee et sinn emol Absichtserklärungen. Kucke mer, wou mer hikommen, well bis elo gesäit ee vun deene Rechter um Terrain net vill! An ech weess och net, wéi mer se wëlle kuerzfristeg ëmsetzen.

An da feelen do jo awer nach d'Referenzen op dat, wat u sech och Staatsziler misste sinn, nämlech d'Bekämpfung vun der Armut, vun den Inegalitéiten tëscht de Geschlechter oder iwwerhaupt d'Förderung vun der sozialer Kohäsion.

Sécher, déi Staatsziler, déi mer elo an der Verfassung stoen hunn, sinn néideg, fir och déi Ziler ze errechen. Mee mir haten net de Courage, méi wäit ze goen. An datt se net ageklot kënnen ginn, mécht dann natierlech och, datt et méi Symbolpolitik ass wéi wierklech haart Fakten.

Ech hätt mer gewënscht, datt mer eebe grad méi aklobar Rechter géife kréien. A wann ech virdrun nach eng Kéier nogelauschert hunn am Rapport a vum Recht op eng Reaktioun vun enger Administratioun an engem adequaten Zäitraum héieren, a wa mer dovunner schwätzen an dat haut och stëmmen, da stellt ee sech jo awer och d'Fro: Wat ass dann deen adequaten Zäitraum, fir op eppes ze äntwerten?

Mir hate gëschter heibannen iwwert d'Subside fir PV-Anlage geschwat, wou den Délai moyen am Moment 182 Deeg, en halleft Joer, bedréit. Ass dat nach adequat? Ass dat net adequat? Dat sinn d'Froen, mat deene sech an Zukunft natierlech och muss beschäftegt ginn. Et geet net duer, datt mer eppes an d'Verfassung schreiwen. Mir mussen dat och herno liewen a mir mussen derfir suergen, datt dat och liefbar gemaach gétt. An eigentlech misst bei all Fiche de financement an Zukunft dann och derbäikommen, ob e Gesetz am Klang mat eisen neie Staatsziler ass, well soss hu mer jo u sech näischt anescht gemaach wéi ze soen: Mir hunn zwar en Zil, mee soubal mer e Gesetz maachen, kucke mer dat Zil net vun allze no!

Dat gesot, hu mer déi éischte Kéier eisen Accord zu dësem Text ginn, dee sécherlech méi wäit geet wéi deen alen Text, deen awer sécherlech net esou wäit geet, wéi en hätt kënnen goen. An dofir gi mer dann och déi zweete Kéier eisen Accord fir dëst Kapitel.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministeresch Sam Tanson.

### *Prise de position du Gouvernement*

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President. E grouse Merci un Iech alleguerten heibannen dofir, dat heite méiglech ze maachen. Et ass en Text, deen eis Grundwäerter fixéiert, deen nach eng Kéier genau kloermécht, wat all Bierger vu Rechter huet. An dat ass extreem wichteg. An ech mengen, dass Der hei wierklech nach eng Kéier e Meilestee geluecht hutt.

Ech erënneren och nach eng Kéier un d'Regierungspositioun, déi jo och Propose gemaach hat, fir vläicht op deem engen oder anere Punkt méi wäit ze goen. Mee dat wär da warscheinlech fir eng nächst Verfassungsrevisioun, déi bestëmmt nach e bësse méi laang géif daueren.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Justizministeresch. D'Diskussioun ass elo ... Nee, den Här Mars Di Bartolomeo freet nach d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci. Merci, Här President. Just fir awer eng wichteg Prezisioun, well ech falsch zitëiert gi si bei där Interventioun, déi ech gëschter gemaach hunn: An der Verfassung ass et ganz kloer, dass dat legislativt Walrecht fir d'Lëtzebuurger reservéiert ass. Selbstverständlech, wann ee wéilt eppes dorun änneren, ass dat net onméiglech, mee – mee! – awer nëmmen iwwert de Verfassungswee! Nëmme iwwert de Verfassungswee, dat heescht also mat deene selwechte Majoritéiten, wéi mer se hei bei deene verschiddene Kapitele musse kréien. Duerch d'Hannerdier geet dat definitiv, definitiv net!

An ech wëll och dat nach eng Kéier widerhuelen, wat d'Rapportrice gesot huet zu de Rechter vun deene Leit, déi net d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn an déi um Lëtzebuurger Territoire wunnen: Si genéissen dee selwechte Schutz wéi d'Lëtzebuurger. Et muss een also déi zwee Artikelen zesumme liesen. Esou liest sech eng Verfassung, an et hëlt een net een Artikel isoléiert eraus, fir dann eppes an d'Welt ze setzen, wat de Realitéiten net entsprécht!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An den Här Kartheiser wëll kuerz dorobber reagieren.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, ech wollt eigentlech net reagieren am Ufank, well ech geduecht hunn, et wär alles gesot, mee well den Här Di Bartolomeo nach eng Kéier d'Wuert geholl huet, wëll ech soen, datt dat net eis Interpretatioun ass. Och mir liesen d'Verfassung am Zesummenhang. Mir stelle fest, datt an deem Kapitel, dat mer haut de Mëtteg diskutéieren, och nach eng Referendumsdispositioun ass, wou d'Chamber einfach iwwer e Gesetz kann erméiglechen, datt Auslänner iwwer eng ganz Rei vu Froe kënnen matofstëmmen. Dat ass theoreetescht méiglech, ënner anerem och iwwert d'Méiglechkeet vun engem Auslännerwalrecht.

Ech erënneren drun, datt de Conseil national pour étrangers monéiert hat, datt dat déi leschte Kéier net méiglech war, d'Auslänner do zuzeloossen.

Fir eis ass d'Lektür – an ech schléissen domadder of, Här President – ganz kloer déi, déi mir gemaach hunn: Et ass leider duerch d'Hannerdier méiglech, a mir hätte gär als ADR – an dofir wollte mer de Referendum –, datt dat kloer ass oder eng Textännerung, déi dat ausgeschloss hätt. Dir wollt dat net, dat ass Äert Recht. Mee mir bleiwe bei eiser Interpretatioun!

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wann een eppes Falsches zweemol seet, gétt et dofir net méi richteg!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dat géllt och fir Iech!

**M. Fernand Etgen**, Président | Dont acte! D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.



Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwert d'Verfassungsofännerung 7755. Den Text steet am Document parlementaire 7755<sup>12</sup>. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

**Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7755**

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition ass mat 52 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmme an 1 Abstention ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*S'est abstenue : Mme Myriam Cecchetti.*

Et ass also esou decidéiert.

**4. 8091 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19**

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8091, enger Ofännerung vum Gesetz iwert d'Afféiere vum enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes**

**M. Carlo Weber** (LSAP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8091 gouf den 3. November vun dësem Joer vun der Inneministesch Taina Bofferding deposéiert.

De Syvicol huet säin Accord zum Projet de 14. November ginn, an de Staatsrot huet eis den 29. November e positiven Avis virgeluecht.

Hei ginn d'temporär Mesuren op en Neits verlängert, déi mer am Kader vun der Pandemie getraff hunn.

Ech erënneren drun, dass mer mam Gesetz vum 24. Juni 2020 erlaabt hunn, dass d'Membere vum Gemengerot an de Gemengesekretär kënnen iwwer Visiokonferenz un de Gemengerotssätzungen

deelhuelen, an datt een, deen net kann deelhuelen, engem anere Membere kann eng Procuratioun ginn, fir a sengem Numm ofzestëmmen.

Wann d'Gemengerotssätzungen an en anert Gebai wéi d'Gemeng verluecht ginn, muss duerfir keng Approbatioun vum Inneministère gefrot ginn. Déi selwecht Ausnamebestëmmunge gëllen och fir d'Deliberatiounen an de Gemengesyndikater, an den Établissements publics vun de Gemengen a schliisslech och fir de Verwaltungsrot bei der Sécurité civile. Am Dezember 2020 goufen dës Mesuren nach op d'Sëtzung vum Schäfferot ausgedeeent. Dat Gesetz gouf dunn och ëmmer erëm verlängert. Dat ass och elo hei bei dësem Projet de loi de Fall.

Och wann et bis elo net zu enger neier Well – glécklecherweis – vu Coronainfektione komm ass, déi riskéiere géif, eise Gesondheetssystem ze iwwerlaaschten, sou kënnen d'Infektionszuelen awer grad am Wanter erëm ganz séier klammen. Et ass wünschenswäert, dass Leit, déi sech ustiechen, sech virun isoléieren, fir de Virus net virunzeverbreeden. Dat wär jo och eng zousätzlech Belaaschtung fir eise Gesondheetssystem, wou d'Doktere mam Personal leider net zur Rou kommen an elo speziell bei de Kanner all Energie an Zäit brauchen, fir d'Kanner mat Bronchiolitis ze behandelen.

Bei dësem Projet de loi bleift d'Méiglechkeet, u Reunione via Visiokonferenz deelhuelen. Och d'Méiglechkeet vun der Procuratioun suergt derfir, dass e Gemengerot och dann handlungsfäeg bleift, wann een oder souguer méi Membere krank ginn. Generell hu mir net méi ganz vill Covidrestriktiounen, eenzel Mesurë goufen iwwert d'Gesetz vum 26. Oktober bis den 31. Mäerz verlängert. Mat dësem Projet de loi proposéiere mer, och déi temporär Mesuren am Gemengesetz bei der Sécurité civile bis den 31. Mäerz ze verlängeren.

Et sief dozou gesot, datt d'Gemengen – an ech denken hei och un eis Kommissiounssätzungen hei am Haus – gutt Erfarunge mat dëser Bestëmmung gemaach hunn, soudatt en Deel dovun wäert am Kader vun der Reform vum Gemengesetz perenniséiert ginn. Dës Elementer fanne sech am Projet de loi 7514 iwwert d'Tutelle administrative erëm, deen als nächste Punkt um Ordre du jour hei steet.

Mir stëmme haut d'Verlängerung vu Mesuren, vun deenen Einzelner kuerz drop wäerten aus dem zäitlech begrenzte Gesetz erausgeholl ginn, fir definitiv an d'Gemengesetz ageschriwwen ze ginn. Vu dass dëst Gesetz deen Dag a Kraaft trëtt, wou et verëffentlecht gëtt, d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Tutelle administrative awer eréischt den éischten Dag vun dem Mount no der Verëffentlechung vum Gesetz, bleiwen dës Gesetzer kohärent, och wa mer se haut um selwechten Dag stëmme.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a villmools merci och u jiddereen, deen un dësem Dossier matgeschafft huet, an ech ginn heizou den Accord vun der LSAP-Fraktioun

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Carlo Weber.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Michel Wolter** (CSV) | Här President, den Här Rapporteur Weber, deen huet alles esou erkläert, wéi et ass, an dofir géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Wolter. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Ech géif soen, den Här Wolter huet dat esou gutt resuméiert, wat den Här Weber gezielt huet, dass ech och den Accord vun der DP-Fraktioun ka ginn.

(Hilarité)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et un der honorabelen Madamm Jessie Thill.

**Mme Jessie Thill** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass effektiv alles gesot vu menge Virriedner.

Mir begrëssen natierlech dës Verlängerungen, mee mir wollten och profitéieren, fir awer e puer Froen ze stellen: Bei der Diskussioun vum ursprünglechen Text gouf d'Gefor opgeworf vun engem Abus vun dëser Moosnamen, an dowéinst hu mer eis d'Fro gestallt, ob et do Zuele gëtt, wéi vill Gemengen op dës Mesuren zréckgegraff hunn – besonnesch och op d'Visiokonferenzen – oder ob et och Gemenge gouf, déi guer net op dës Mesuren zréckgegraff hunn; an dann, ob et iergendwéi Reklamatiounen oder Indicé gouf vun Abuse vun dëser Mesurë vu Leit, déi net aus Covidgrënn op dës Visiokonferenzen zum Beispill zréckgegraff hunn.

Da bleift mir just nach de Merci un de Rapporteur fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Thill. An dann dat selwecht vum Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci, Här President, Dir kënnt Gedanke liesen! Ech wëll dem Här Carlo Weber en häreliche Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Et ass alles gesot, och vu menge Virriedner. Et ass deem näischt méi bäizefügen. Ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Vun eis aus och. Mir ginn den Accord. Villmools merci fir alles dat, wat scho gesot ginn ass. Méi ass net ze soen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Carlo Weber. Also, ech war selwer an deem Fall, dass ech per Videokonferenz an de Gemengerot zugeschalt gi sinn, dofir weess ech dat Gesetz ze schätzen. Deemoools huet sech just nach eng weider Fro gestallt: Wéi et mat de Kommissiounen ass.

Bei eis war et esou, dass de Schäfferot dunn esou frëndlech war ze soen, ech kéint och per Visio un de Kommissiounen deelhuele vun der Gemeng. Dat ass am Gesetz elo net geregelt, mee a sech ass et awer flott, wann de Schäfferot de Conseillere esou wäit entgéintkënn, dass se och, wéi eeben an der Chamber, per Video un enger Kommissioun deelhuele kënnen. Dofir gi mir och haut eis Zoustëmmung, fir dëst ze verlängeren.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt géif ech dann dem Rapportier Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an och fir déi Zoustëmmung hei vun all de Fraktiounen. Bon, et ass jo gesot ginn: Mir ginn hei an d'Verlängerung, fir dass eeben d'Gemenge kënnen weiderhi vun deenen temporäire Mesurë profitéieren.

D'Fro, déi gestallt gouf, ob eis bekannt wär, dass et elo zu Zwëscheffäll komm wier respektiv zu Problemer: Also, mir féieren am Interieur elo keng Statistik iwwert d'Visioen. Do kann ech elo keng Zuele liwweren. Mir wëssen och net, wien elo wirklech dovunner profitéiert huet a wien net. Mee ganz vill Gemenge sinn awer op dee Wee gaangen an hunn dee Moment eeben hir Sitzungen iwwer Visio an iwwert de Live-streaming gestreamt.

Eis ass net bekannt, dass do eeben, wéi gesot, e gréissere Problem gewiescht wär. Bis elo ass dat an deem Sënn gutt iwwert d'Bün gaangen. Esou freet dat eis natierlech!

An och d'Kommissiounssitzungen – dat war elo d'Fro vum Här Goergen –: Also, et ass net verbueden, d'Kommissiounssitzungen och iwwer Visio ze maachen. Ech mengen, dat ass eng Approche, déi d'Gemenge selwer kënnen dee Moment wielen, wa se dat wëlle maachen. Ech mengen, alles, wat dozou bäidréit, dass d'Leit sech politesch engagéieren an dass se kënnen vun deene verschiddenen Offere profitéieren, solle mer eeben esou de Kader setzen – an dat maache mer jo mat dësem Gesetz.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos der Madamm Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8091. Den Text steet am Document parlementaire 8091<sup>3</sup>.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 8091 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg uegholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### 5.7514 – Projet de loi portant modification :

**1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;**

**2° de l'article 2045 du Code civil ;**

**3° de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;**

**4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;**

**5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;**

**6° de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;**

**7° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;**

**8° de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics ;**

**9° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19**

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7514, eng Rei Ofännerungen am Kader vun der aktueller administrativer Iwwerwaachung vun de Gemengen duerch de Staat. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

### Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mer hei virleien hunn, stellt eng éischt Etapp zu enger méi grouss ugeluechter Reform vum Gemengegesetz duer. Duerfir géif ech den Text, iwwert dee mer hei herno ofstëmmen, als éischt a säi Kontext setzen.

D'Gemengegesetz staamt aus dem Joer 1988. Säit ronn 20 Joer gëtt doriwier nopeduecht, ob een d'Relatioun tëscht de Gemengen an dem Staat net misst nei definéieren. Eng ganz ëmfaassend Aarbecht dozou gouf an de Joren 2004 bis 2008 hei an der Chamber an enger Spezialkommissioun zur territorialer Reorganisatioun vun Lëtzebuerg geleescht. De ganz detailléierte Rapport huet eng ganz Rei Pisten opgeléicht, huet awer och d'Schwieregkeete vun enger fundamentaler Reform opgezechent. Et koum an deene Joren duerno awer net zu enger grousser Reform. En éischte Schratt awer an déi Richtung ass

2015 mat dem Ofschafe vun den Distriktskommissäre gemaach ginn.

Dës Koalitioun huet dann elo en neien Ulaf geholl an an hirem Accord eng méi breed Moderniséierung vum Gemengegesetz ageschriwwen. Fir dës Reform virzubereeden, huet d'Inneministesch Taina Bofferding 2019 e participative Prozess lancéiert, fir mat den Acteuren um Terrain déi weesentlech Punkte vun enger Reform ze identifizéieren an d'Vuë vun deene Leit matanzebannen, déi déi nei Bestëmmungen herno och mussen ëmsetzen.

Well esou eng Reform och ganz vill Aspekter ëmfaasst a vill Zäit an Usproch hält, huet d'Regierung decidéiert, an Etappe virzegoen. Den éischten Deel also betrëfft elo d'Tutelle administrative. Eigentlech hate mir jo gehofft, dass grad dësen Deel, bei deem jidderee sech eng Vereinfachung gewünscht huet, e bësse méi séier kéint ofgeschloss ginn.

D'Inneministesch huet de Projet de loi 7514 jo schonn de 15. Januar 2020 deposéiert. D'Avis vum der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an och vum Syvicol koumen am Mäerz respektiv am Juli eran, allerdéngs huet et nom Depot annerhaleft Joer gedauert, bis mer den Avis vun Staatsrot kruten. Den 10. Januar 2022 sinn d'parlamentaresch Amendementer du vum Staatsrot zrëckkomm (veuillez lire: dunn un de Staatsrot zrëckgaangen) an duerno ass et dann awer och méi séier virugaang, mee mir hunn awer nach zwou Navettë mam Staatsrot gebraucht, fir Onkloerheeten ze berengegen.

Wourëm geet et also am Projet de loi? D'Haaptzil ass eng Vereinfachung vun der Tutelle administrative, dat heescht vun der Aart a Weis, wéi de Staat d'Gemenge kontrolléiert. Am allgemengen Interessi ass de Staat verflucht sécherzestellen, dass d'Gemengen de legale Kader, deen de Staat virgëtt, respektéieren. Dëse Prinzip gëtt och net a Fro gestallt. Et geet awer drëm, der Verhältnisméissegkeet vun dësem Contrôle de légalité par rapport zur Bedeitung vun den einzelnen Akte besser Rechnung ze droen.

Et kënn hei also zu engem Paradigmewiessel, andeems am Prinzip d'Akten, déi vum Gemengerot uegholl ginn, executoire sinn, dat heescht, dass se direkt a Kraaft kënnen trieden, ouni dass op d'Approbatoum vun Inneministère muss gewaart ginn. Fir bestëmmten Akten awer, déi am Text och festgehal gi sinn, ass awer eng obligatoresch Transmissioun un de Ministère virgesinn. Dat bedeit net, dass et keng Kontroll vun Staat méi géif ginn, d'Suspensioun an d'Annulatioun vu Gemengendecisioune bleiwen och méiglech, allerdéngs just innerhalb vun engem respektiv vun dräi Méint.

An da bleiwen awer nach eng ganz Rei Decisioune, besonnesch am Beräich vun de Gemengefinanzen oder anere wictegen Dossieren, wou weiderhin och nach eng Approbatoum néideg ass. D'Gemenge behalen och eng Rekursméiglechkeet géint eng Suspensioun, d'Annulatioun oder e Refus vun dëser Approbatoum.

Fir déi nei Prozeduren dann elo méi einfach ze maachen, gëtt vum Inneministère eng Plateforme d'échange électronique ageriicht, fir eng sécher an och eng séier Transmissioun vun Dokumenter ze erméiglechen.

De Contrôle vum Staat iwwert d'Gemenge soll also méi effikass ginn an onnéideg schwéierfällige Prozedure solle vereinfacht ginn. Et war de Wonsch vun der Regierung, op dës Manéier d'Autonomie communale ze stäerken an dem Staat net nëmmen d'Roll vum Kontroller, mee och a virun allem vum Beroder a Partner vun de Gemengen ze ginn.

Nieft e puer méi klengen Ännerungen am Gemengegesetz gëtt dem allgemengen Wonsch vun de



Gemenge Rechnung gedroen, eng Ausnamebestimmung definitiv mat an d'Gesetz ze iwwerhuelen: Ech schwätzen hei vun der Méiglechkeet vun der Procuratioun am Gemengerot. Wéi de Carlo Weber jo virdrun a sengem Rapport zum Projet de loi 8091 erklärt huet, hu mer jo opgrond vun der Pandemie eng Derogatioun vum Gemengegesetz virgesinn – a se ass och elo verlängert ginn –, déi et erlaabt, iwwer Visio-konferenzen u Gemengen- a Schännerotssätzungen deelzehuelen oder engem anere Member eng Procuratioun ze ginn, wann ee selwer net deelhuele kann.

Mir perenniséieren elo mat dësem Gesetz d'Méiglechkeet vun der Procuratioun fir d'Gemengerotssitzungen. Dat selwecht géllt fir d'Syndikater an och d'Établissements publics, déi de Gemengen ënnerstinn. Déi aner Ausnamereegelung, déi besonnesch d'Participatioun iwwert d'Visiokonferenz betreffen, bleiwen awer temporaire a lafen den 31. Mäerz 2023 aus, soufern dëst net awer nach iwwert e Gesetz kéint verlängert gin; dat wësse mer jo elo nach net, mir hu keng Glaskugel, mee bis elo mol bis den 31. Mäerz.

Deen, deen eng Procuratioun ofgëtt, braucht dat net speziell ze begrënnen. De Legislatuer gesäit awer trotzdem dora weiderhin eng Mesure, déi nëmmen an dréngende Fäll sollt genotzt ginn an net aus enger renger Convenance personnel eraus. Et sief gesot, dass am Ufank geduecht war, dës Procuratioun un eng Instruction de vote ze bannen; opgrond vu Bemerkunge vum Staatsrot ass dunn awer dorobber verzicht ginn.

Wat d'Avisé betrëfft, sou hunn déi meescht Remarken an Oppositions formelles vum Staatsrot sech op e Mangel u Präzisioun, Inkohärenzen am Text oder eng gewëss Insécurité juridique bezunn. E grouse Changement awer par rapport zum initialen Text gëtt et virun allem, wat d'Charte de déontologie ugeet. Den Text, deen deposéiert gouf, hat de Prinzip vum esou enger Charte virgesi mat der Iddi, dass d'Detailer dozou géifen iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. De Staatsrot war awer der Meenung, dass dat net conforme zum Artikel 32 Paragraf 3 vun der Verfassung wier an dass déi deontologesch Reegelen sollen an d'Gesetz ageschriwwen ginn. D'Charte de déontologie ass doropshi ganz aus dësem Projet de loi erausgeholl ginn. Mir fannen dës Reegelen dann elo erëm an engem neie Projet de loi, deen en zweeten Deel vun der Reform vum Gemengegesetz duerstelle soll.

De Syvicol äussert sech a sengen Avisé generell ganz positiv zu dësem Projet de loi. Hie begréisst virun allem, dass e vun Ufank un an d'Ausschaffe vum Projet mat agebonne war an dass vill vu sengen Iddien iwwerholl gi sinn. Punktuell gëtt et awer och Demandë vum Syvicol, déi net esou zréckbehale gi sinn.

Eng grouss Demande ass déi, dass d'Digitaliséierung vun den Echangë mam Staat virugedriwwen gëtt an dass een net bei enger renger Transmissiounsplattform stoe bleift. Dat bezitt sech elo net nëmmen op den Inneministère, mee de Wonsch ass, dass all Prozeduren an Echangë mat staatlecher Verwaltungene kënnen elektronesch ofgewéckelt ginn.

Wéi virdru schonn erwäant, krute mer och den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Och si begrëssen de Fait, dass d'Prozeduren an Zukunft méi einfach a méi séier kënnen ëmgesat ginn a ginn och hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Ech wär domadder um Enn vu mengem net schrëftlechen, mee mëndleche Rapport ukomm an ech soe jiddwerengem Merci, all de Beamten an all de Leit, déi matgeschafft hunn, fir dëst Gesetz auszeschaffen, an och all de Leit am Ministère an och ronderëm, déi derzou bägedroen hunn, dass dëst Gesetz zustane komm ass.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools der Madamm Rapportrice Simone Asselborn-Bintz.

An och dës Kéier ass den éischten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Michel Wolter (CSV)** | Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech soen der Madamm Asselborn-Bintz Merci fir hire Rapport, dee ganz ausféierlech war an dee mer et erlaabt, meng Interviatioun op e puer politesch Punkten ze resuméieren.

Mir hunn eis deemools effektiv tëschtent 2004 an 2009 an där Kommissioun „Réorganisation territoriale du Luxembourg“ ganz vill Méi gemaach, fir d'Beschreibung vun der Gemeng vun der Zukunft ze maachen. Allerdéngs muss ech feststellen, eng 15 Joer duerno, dass net ganz vill vun deem, wat deemools hei an der Chamber wierklech ugeduecht war – nämlech eng weesentlech Vereinfachung a Moderniséierung vum Gemengesecteur – entre-temps ëmgesat ass.

Deen Ulaf, deen hei gemaach gëtt vun der Inneministesch, dee gesi mer ganz positiv. Et sinn elo dräi Deeler annoncéiert, fir zumindest an Deeler vum Gemengesecteur eng Rei vun Neigestaltungen ze maachen. Et soll moderniséiert, vereinfacht an digitaliséiert ginn. Dësse Projet fänkt zumindest un ze digitaliséieren: Et gëtt eng Plattform geschaaft. Ech wëll am Numm vun der CSV soen, dass mir der Meenung sinn, esou wéi de Syvicol dat an hirem Avis gemaach huet, dass een déi Plattform an deenen nächste Méint a Jore sollt ausbauen, fir dorauer eng richtig Plateforme d'échange ze maachen.

Mir verstinn awer och, dass een emol ufänkt. Et fänkt een emol un an dann duerno mécht een dat au fur et à mesure, wéi een da virukënn, baut een dat tëschtent dem Interieur an de Gemengen aus, fir déi Aller-retouren, déi mer haut awer nach hunn, déi ganz schwéierfälleg sinn zum Deel, ze verbesseren. An duerno kann ee sech och Gedanke maachen, fir dat mat anere Ministären ze maachen.

Et sinn allerdéngs, dat muss ee soen, an dësem Projet de loi eng ganz Rei Punkten och op der Streck bliwwen, dat opgrond vun den Opposition-formelle vum Staatsrot, deen net all Propositionen, déi hei komm ass, gutt fonnt huet. Esou wéi d'Rapportrice dat gesot huet, d'Charte de déontologie, wou ech elo héieren hunn, dass déi an engem neie Projet de loi nach eng Kéier zur Sprooch kënn ... Ech wëll allerdéngs soen, dass mir als CSV do ganz genau wäerte kucken, dass déi Charte de déontologie, déi am Gemengesecteur agefuert gëtt, net disproportionéiert gëtt par rapport zu deene Charten, déi mer fir d'Regierungsmemberen a fir d'Deputéiert hunn.

D'Gemenge kréien eng Rei Rechter bäi, mee vu datt ech Inneminister war während zéng Joer, wëll ech d'Gemengen drop opmierksam maachen, dass se och eng Rei vu Responsabilitéite bäikréien. Et konnt ee sech ëmmer ganz fein hannert dem Prabbeli vum Interieur verstoppen, wann een e Problem hat, deen een net geléist krut. Wann een, wéi d'Madamm Minister dat elo mécht, de Gemenge méi Rechter gëtt, doduerch datt een d'Tutelle vereinfacht, kréien d'Gemengen en contre-partie awer och vill méi Responsabilitéit, an d'Gemenge misste sech däers bewusst sinn!

Ech hunn net d'Impressioun, dass dat bis elo gemaach ginn ass, an ech géif do froen, dass d'Gemenge wierklech drop opmierksam gemaach ginn, datt, wat d'Tutelle méi ewechfält, wat also de Prabbeli méi ewechfält, hannert deem ee sech do ka verstoppen,

d'Gemenge sech och méi mussen opstellen, fir datt se um Niveau juridique notament hir Responsabilitéit kënnen iwwerhuelen.

Als Buergermeeschter vun enger vun de Gemenge mat deene meeschte Leit, wëll ech soen, dass esouguer mir et schwéier hunn, soudatt ech mer net wëll erstellen, wéi dat a Gemengen ass, déi bedeitend manner Leit a bedeitend manner Moyenen hunn, fir kënnen deenen doten Aarbechten nozegoen.

Et war am Exposé des motifs och vum „État conseiller“ geschwat ginn. Allerdéngs muss ee soen, dass an dësem Text ganz wéineg Dispositionen – wann iwwerhaupt eng Dispositioun – iwwert den État conseiller dran ass. Ech hoffen, dass d'Ministesch do an deenen nächste Projeten, déi kommen, eng Rei vun Dispositionen derbäisetzt, fir eeben dee Punkt, deen ech elo genannt hunn, tëschtent méi Responsabilitéit an awer och nach Bei-engem-Partner-nofroe-kënnen, deen engem hëlleft, wann een eng Schwieregkeet huet ...

Ech ginn e Beispill: De Rekrutement, d'Aklasséierung vum Personal, dat ass e Punkt, un deem sech ganz vill Gemengen d'Auer brieden, well d'Gesetzter mëttlerweil esou komplizéiert sinn an d'Leit a Karriäre sinn, déi esou multi sinn, also tëschtent dem Aarbechter an dem Fonctionnaire, datt se ganz vill Schwieregkeeten hunn. D'ailleurs, bei de Kontrollen, déi vum Interieur gemaach gi bei de Gemengen, ass mer gesot ginn: Entre-temps ass dee Punkt, bei deem déi meeschten Observatioune kommen, dass d'Paie schlecht, falsch an nach anescht gerechent ginn.

Ech hat héieren – de President vum Syvicol hat mer dat gesot –, dass géif driwwer nogeduecht ginn, am Interieur eng Divisioun ze schafen, déi de Gemengen an deem Beräich kéint hëllegen. Ech géif Iech, Madamm Minister, encouragéieren, dat ze maachen! Dir géift d'Gemenge ganz staark entlaaschten, wann am Interieur eng Divisioun géif bestoen, déi spezialiséiert wier op d'Karriäre vun deenen eenzelne Fonctionneuren, déi mir am Gemengesecteur hunn, fir de Gemengen eng echt Entlaaschtung op engem Punkt ze ginn, wou et a) ganz schwierig ass, Personal ze fannen, dat kompetent ass, a mer b) awer och gesinn, dass ganz vill Geraibers ass am Secteur fir ze kucken, gutt Leit vun enger Gemeng op déi aner eriwirzekeréien, dee Moment, wou een e Gudden aus iergendengem Grund, engem gudde Grund verléiert.

Déi gréisst Ännerung ... O, entschëllegt, sinn ech scho fäerdeg mat menger Zäit! Dann, wann Der just erlaabt, Här President, nach ganz kuerz: Fir mech ass eigentlech déi gréisst Ännerung déi vum Vote par procuratioun généralisé, deen elo an dësse Projet kënn. Dat ass eigentlech eng komplett Ännerung vun der Aart a Weis, wéi de Gemengesecteur bis elo fonctionéiert huet.

Ech perséinlech hu meng Reserven, ech hunn dat schonn ëfters gesot. Ech war ëmmer der Meenung an ech bleiwen der Meenung, datt d'Gemeng dovunner leeft, dass d'Leit sech gesinn, dass d'Gemeng dovu leeft, och an de Gemengeréit an an de Schänneréit, dass d'Leit sech gesinn.

Et gëtt gesot – d'Rapportrice huet dat gesot, anerer soen et –, et wär eng riseg Demande am Secteur, fir op dee Wee ze goen, deen elo kënn, fir iwwer Procuratioune ze goen. Der Madamm Thill wëll ech soen, datt wann een a senger Excuse kee Grund muss ugin, dass et ganz schwéier ass fir eng Ministesch, engem duerno ze soen, aus wat fir enge Grënn d'Leit net komm sinn. Gouf et Abusen? Gouf et keng?

Et gouf der ganz sécher. Ech kennen der eng Rei, déi awer net bis op den Interieur kommen, well dee Moment, wou s du keng Excuse muss ginn, wou s du de Grund eigentlech net muss ugin, firwat dass de net

un der Sitzung deelhëls, vun deem Moment u kanns de jo och net vun engem Abus schwätzen. Den Abus kéins de just diskutéieren, wann s de an e System gaange wiers, wou s de gesot hëss, du misst wirklech ganz genau seen, aus wat fir engem Grond dass de net do bass, an dee géif dann iwwerpräift ginn.

Ech hoffen, dass mer mat där heite Measure net an e System kommen, dass d'Leit an d'Vakanz fueren, dass d'Gemengerotssitzungen net méi mussen dohinnergeluecht ginn. Ech hunn et ëmmer als en Deel vum klengen Perimeter vun eiser Politik ugesinn, dass et wichteg wär, dass d'Leit sech physesch géifen am Gemengerot an och am Schäfferot begéinen.

Wann et awer de Wonsch ass vun enger grousser Majoritéit, wëll ech mech där Moderniséierung vun eiser Gesellschaft op deem Punkt net widdersetzen a meng Partei wäert dann och dee Projet de loi sous le bénéfice, deen e vun där enger oder anerer awer vläicht e bësse méi kritesch-positiver Approche, déi mer hei un den Dag geluecht hunn, matkritt, matdroen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Wolter. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Merci, Här President. Iwert déi lescht Wochen, Méint, jo, Joren ass vill vun der Reform vum aktuelle Gemengesetz geschwat ginn.

Et geet ëm e Gemengesetz, dat de Besoine vun enger moderner Gemeng ugepasst soll sinn, andeems de Fonctionnement vun de politeschen Organer verbessert gëtt, d'Biergerbedeelegung verstärkt a gefërdert gëtt a last but not least schwéierfällg administrativ Prozedure vereinfacht an och beschleunegt solle ginn; e gesetzleche Kader, deen der Aarbechtsevolutioun op de Gemengen iwwert déi lescht Joerzéngte Rechnung dréit, an eisem Gemengenapparat déi néideg, adequat Méiglechkeeten zur Dispositioun stellt, fir eng modern, fir eng biergerno, fir eng gutt fonctionéierend Gemeng kënnen ze garantéieren.

Meng Virriedner sinn allen zwee op den Historique agaangen, dofir kann ech elo soen: Ech mengen, an deem Kontext haut, do maache mer Neel mat Käpp! Mam Vott vum Projet de loi 7514 gëtt en éischte wichtige Schratt zu engem neien, moderneren an eiser Zäit och ugepasste Gemengesetz geholl, e Projet de loi fir méi Autonomie a Responsabilitéit fir eis Gemengen.

Nach eng Kéier, fir d'alleréisch awer, datt ech et net vergiessen, e ganz grouse Merci der Madamm Rapporteuse, der Madamm Asselborn-Bintz, fir hire guddeschréiftlechen a mëndleche Rapport. Dës detailléiert Explikatiounen erlabe mir et dann och, éischter e puer Remarken zum Gesetz ze maachen. Verschidener vun eis heibannen, déi och e Gemengemandat ausféieren, stelle jo reegelméisseg op kommunalem Niveau fest, dass divers Votten am Gemengerot, déi duerch dat aktuell Gemengesetz verankert sinn, net méi onbedéngt der aktueller Realitéit entsprechen einfach net méi zäitgeméiss sinn.

Et ass och wichteg an et gëtt och héich Zäit, dass mir d'Leit um Terrain net duerch Iwwerreglementatiounen blockéieren an hinnen hir Autonomie limitéieren. An deem Kontext begrësse mir als Demokratesch Partei ganz kloer, dass mat deem Projet de loi de System vun der Surveillance vum Gemengesector moderniséiert gëtt, andeems d'Prozedure vereinfacht ginn, fir esou an Zukunft méi einfach a méi effikass kënnen ze schaffen.

Anescht gesot: méi Autonomie a Responsabilitéit fir eis Gemengen, andeems intern Prozedure vereinfacht ginn an divers Prozesser verkierzt ginn, jo, einfach eng Simplification administrative, eng reell Simplification administrative, déi de Responsablen um Terrain zegutt kënn!

E wichtegen Aspekt, wat déi Simplification administrative ugeet, ass d'Aféierung vun engem méi einfache Kontrollsystem, der sougenannter „transmission obligatoire“, déi de Gemenge vill wäertvoll Zäit wäert erspieren.

Des Weideren ass et och luewenswäert, dass d'Montante vun de kommunale Bauprojeten, déi dem Interieur zur Approbatioun mussen virgeluecht ginn, eropgesat ginn. D'Produktivitéit um Terrain wäert hei kënnen gesteigert ginn, well eng ganz Rei vun den Approbatiounen, déi vum Interieur mussen geneemegt ginn, einfach carrement wäerte gestrach ginn.

Här President, wa mer vun der Simplification administrative schwätzen, d'äerf de Volet vun der Digitaliséierung natierlech net vergiess ginn. Och am Gemengesector spillen déi nei Technologien eng ëmmer méi grouss Roll, dofir ass et begrëssenswäert, dass mam Vott vun deemem Projet d'Transmission par voie électronique agefouert gëtt.

Jo, och wa mer nach e Wee virun eis leien hunn am Kader vum Digitaliséierungsprozess, esou gesi mir als DP ganz kloer d'Virdeeler vun der Transmission par voie électronique, e flexibel an transparent Instrument, dat un haiteg modern Aarbechtmethoden ugepasst ass an et verschidde Servicer erlaabt, gläichzäiteg un den nimmlechten Demarchen ze schaffen. Déi Hellewull u verschidde Informatiounen ginn zentraliséiert a kënnen esou eng méi séier a verbessert Kommunikatioun tëscht dem Interieur an de Gemenge garantéieren. Als Demokratesch Partei begrësse mir d'Transmission par voie électronique ganz kloer! Mat deemem Gesetzesprojet maache mer e weidere wichtige Schratt, fir eis Gemengen digital fit fir d'Zukunft opzustellen.

Här President, mam Vott vun deemem Gesetz huele mer als Chamber eis Responsabilitéit, fir déi laang ugekënnegt a batter néideg Simplification administrative um Terrain émsätzen an esou de Besoine vun enger moderner Gemeng Schrëtt fir Schrëtt nozekommen.

Déi verschidde Verbesserungen, déi mer haut erbäiféieren, erlaben de Gemengeresponsablen, hir Zäit an Energie anescht a méi produktiv anzesetzen. Heivunner wäert jidderee profitéieren, indirekt och eis Bierger – en éischte wichtige Schratt, fir eis Gemenge fit ze maache fir d'Zukunft!

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolaaschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Lamberty. An da wier et um honorablen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de guddesch Fonctionnement vun de Relatiounen tëscht dem Staat an de Gemengen, jo, deen huet e weesentlechen Impakt op d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft, och wann dat net ëmmer vun eise Biergerinnen a Bierger esou direkt wouergeholl gëtt.

D'Tutelle administrative ass natierlech och do e wichtige Bestanddeel dervun. De Projet de loi, iwwert dee mer haut de Mueren hei befannen, vereinfacht d'Prozeduren, déi am Moment – an et ass schonn e puermol de Mueren ugeklonge bei de Virriedner – onnéideg schwéierfällg sinn. Domat geet oft Zäit

verluer an Decisiounen kënnen net direkt ëmgesat ginn. Eng administrativ Vereinfachung gëtt ausserdeem natierlech och personell Ressourcë fräi: D'Personal souwuel an Inneministère wéi och an de Gemenge kritt domadder also Zäit, aner wichtige Aufgaben unzehuelen, an där hu mer der an de Gemenge méi wéi genuch.

Dësen Effikassitéitsgewënn stäerkt natierlech awer och d'Gemengenautonomie, déi och de Mueren an der iwwerschaffter Verfassung verankert gouf. Mee et notzt näischt, dat wësse mer och allegueren heibannen, um Pabeier d'Gemengenautonomie ze garantéieren, wann d'Gemengen net déi néideg finanziell an och personell Mëttelen hunn, fir dat ze maachen, wéi just dat, wat d'Gesetz am Fong dann och virschreift.

D'Gemengenautonomie, dat wësse mer och heibannen, dat ass kee Selbstzweck. Déi beweegt sech effektiv an engem kloer definéierte Kader, an awer och de „principe de connexité“, deen och de Mueren an der iwwerschaffter Verfassung festgehale gouf, ass do e wichtige Schratt géigeniwwer de Gemengen, an och do huet dann de Staat d'Responsabilitéit, déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen.

Et gëtt einfach Aufgaben, déi um lokale Plang sécher besser gehandhaabt a geréiert kënnen gi wéi um nationalen, well et um Terrain och Ënnerscheeder gëtt tëscht de Gemengen, an d'Decisiounen, déi ginn natierlech och geholl am Kader vun de lokale Gegebenheeten, sou wéi ee se virfënn, a ginn och deementspreechend ugepasst. An d'Gemenge brauchen also och e gewëssenen Handlungsspillraum. Fir d'LSAP ass dat op alle Fall immens wichteg.

An d'Gesetz, dat mer de Muere stëmmen, dat stäerkt och dësen Handlungsspillraum vun de Gemengen, stäerkt d'Bewusstseinsgefëll vun de Gemengen, well „ënnert der Tutelle stoen“, jo dat hannerléisst ëmmer esou déi negativ Konnotatioun, dass d'Gemengen net capabel wieren, responsabel ze handelen – an dat ass bei Wäitem net de Fall!

Mat der Reform hei vun der Tutelle administrative, wou meeschtens just Approbatioun vum Ministère méi néideg ass a just e Contrôle a posteriori nach do ass, kréien d'Gemenge méi Responsabilitéit. Et gëtt der ganz vill, déi och no där Responsabilitéit froen, dat säit längerem, mee et ass natierlech och wichteg, wéi et och virdrun hei ugeklongen ass, och deen néidegen Equiliber eranzebréngen, also dass och d'Responsabilitéit vum Staat do ass, déi berodend Funktioun ganz kloer méi effektiv an de Virdergrond ze stellen.

Dir wësst allegueren, dass d'Aufgaben, déi d'Gemenge bewältege mussen, villschichteg sinn an och ëmmer méi komplex ginn, an dofir, wéi gesot, gëtt och déi berodend Funktioun, déi Roll vum Staat ëmmer méi wichteg. Mee dat géllt, wëll ech hei soen, net nëmme fir den Inneministère, mee an den Ae vun der LSAP fir all Verwaltungen, déi am enke Kontakt si mat de Gemengen an déi och Autorisatiounen vis-à-vis vun de Gemengen ausstellen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Ech ginn am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord hei zu deemem Gesetz.

Mir wëssen, dass déi zweet Reform vum Gemengesetz um Instanzwee ass, an ech mengen, och do ginn nach weider Aspekter vun der Zesummenaarbecht gereegelt. Ech mengen, et ass wichteg, hei an enger Zesummenaarbecht ze schaffen, eng echt Partnerschaft ze hunn zwëscht dem Staat a Gemengen, an effektiv vun där renger Kontrollfunktioun



ewechezkommen, wéi mer mer se bis dato kann hunn. An haut leée mer hei den éischte Grondsteen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et elo um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi scho vu menge Virriedner gesot, ass d'Gemengegesetz op ville Punkten net méi un déi haiteg Zäit ugepasst. Eng Moderniséierung ass deemno méi wéi iwwerfällg.

Esou wéi mäi Fraktiounskolleeg, de François Benoy, scho während dem Débat de consultation iwwert d'Reform vum Gemengegesetz gesot huet, sinn déi gréng fir staark an attraktiv Gemengen am Déngscht vum Bierger an op der Héicht vun der Zäit an datt iwwerall am Land, onofhängeg vun der Gréisst vun der Gemeng, well all Bierger huet déi beschtméiglech Offer zegutt, egal wou e wunnt. Eng Gemeng, wou de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch genuch Zäit huet, wou d'Biergerinnen an d'Bierger net nëmmen informéiert, mee aktiv agebonne ginn a wou och den éffentleche Wunnengsbau, d'Mobilitéit, dat Soziaalt an den Ëmwelt- a Klimaschutz kloer Prioritéit sinn.

Dofir begréissen déi gréng déi déifgräifend Reform vum Gemengegesetz, un där mer grad an e puer Etappe schaffen.

Haut wäerte mer mam Gesetz iwwert d'Tutelle administrative den éischten Deel ëmsetzen, dee virun allem eng däitlech Simplification administrative fir d'Gemengen, awer och fir den Tutellesministère mat sech bréngt a vum Gemengendaachverband Syvicol scho laang gefuerdert gëtt.

Aner Voleten, wéi de Code de déontologie, de Congé politique, d'Gemengemandater, de Statut vum „élu local“, d'Trennung vun de Mandater an esou weider, sinn entweder schon um Instanzewee, an der Ausarbechtung oder nach an der politescher Diskussioun an hunn dee Moment aus grénger Siicht de Wee a Richtung Instanzewee leider nach net gepackt.

Ech wëll op dëser Plaz och nach eng Kéier ausdrécklech begréissen, datt d'Inneministesch am Virfeld vum Debat hei an der Chamber interesséiert Bierger a Gemengevertrieeder consultéiert huet. Eng Biergerparticipatioun, déi d'Bierger net just informéiert, mee consultéiert an encouragéiert matzschaffen, gëllt et och an Zukunft aktiv ze notzen an auszebauen, besonnesch och bei der weiderer Reform vum Gemengegesetz.

déi gréng sinn der Meenung, datt et e gesetzleche Kader brauch fir ze definéieren, wou a wéi Biergerbedeelegung an der Gemeng soll oflafen, duerfir hunn eis och der Madamm Ministesch hir Aussoe bei der Debat um Klima- a Biergerrot besonnesch gefreet, wou si ugekënnegt huet, un esou engem gesetzleche Kader ze schaffen.

Dir Dammen an Hären, mam Projet de loi 7514 gëtt d'Tutelle administrative vum Ministère op d'Gemengen net nëmmen däitlech vereinfacht, mee et ass och d'Mise en place vun enger neier Approche. Et geet drëms, mat méi Berodung, awer manner Kontroll méi eng partnerschaftlech Relatioun tëscht dem Staat an de Gemengen entstoen ze looschen.

Ech zielen elo net nach eng Kéier all d'Haaptelementer op. Mir hunn et elo schon e puermol héieren. Kloer ass awer, datt duerch d'Ofschafung vun der explizitter Zoustëmmung vum Inneministère fir d'Hallschent vun de ronn 70 kommunale Prozeduren an

duerch méi Digitaliséierung a méi Dematerialiséierung vun de Prozeduren d'Gemengen ab elo méi flexibel, effikass a schnell an, jo, och méi autonom kënnen schaffen. Grad dës Fro vun der Autonomie kommunale ass e wichtege Grondprinzip vum der Gemengegestioun an eng néideg Konditioun, fir kënnen den Territoire an d'lokal Interête vun enger Gemeng selwer ze verwalten.

Déi éiweg Fro ass awer bekanntlech, bis wouhinner dës Autonomie communale geet. Fir déi gréng ass et wichtig, dat richteg Gläichgewicht ze fannen tëscht de Missiounen an den Aufgabe vum Staat, am Sënn vum nationalen Interêt général, an deene vun de Gemengen, am Sënn vum lokalen Interêt général, déi, wéi mer jo alleguer heibanne wëssen, net automatesch iwwereneestëmmen, geneesou wéi och d'lokal Interête vun zwou Nopeschgemengen net forcement déi selwecht sinn.

D'Autonomie vun enger Gemeng hält do op, wou den nationalen Interêt général priméiert, zum Beispill am Environnement oder an der Landesplanung, an natierlech och do, wou se mat der Autonomie vun der Nopeschgemeng kollidéiert, a se däerf och net als Virwand gëllen, fir noutwendeg Reformen am Interêt vum Land ze blockéieren.

Wichtig ass fir déi gréng awer, datt d'Gemengen, fir hir kommunal Aufgabe kënnen effikass ze erfëllen, déi néideg Instrumenter a Moyenen zur Verfügung gestallt kréien.

Här President, da kommen ech och schonns zu mengem leschte Punkt, allerdéngs engem ganz zentrale Punkt vun dëser Reform: Méi Autonomie ass och ëmmer mat méi Eegeresponsabilitéit verbonnen. Dat gëllt fir d'Mënsche geneesou wéi fir d'Gemengen!

Et ass also an Zukunft immens wichtig fir d'Gemengen, sech am Virfeld ofzesécheren, datt déi Akten, bei deenen d'Approbatoun vum Ministère ab elo entfält, wierklech conforme zur Legislatioun sinn, well wa se dat net sinn, kënnen se och mat den neie Reegelen nach ëmmer vum Ministère réckgängig gemaach ginn, wat schwéier Konsequenze ka mat sech bréngen!

Grad an deem Kontext ass et awer och ëmsou méi wichtig, datt d'Gemenge kënnen op e performanten a kompetente Berodungsservice vum Inneministère zréckgräifen, deen hinnen am Zweifelsfall d'Conformitéit vun enger Decisioun am Virfeld ka confirméieren. Der Direction du conseil juridique kënnt do natierlech eng essenziell Roll zou. Hei ass et, wou d'Musek an Zukunft muss spillen, wann aus Tutelle a Kontroll eng berodend a partnerschaftlech Relatioun soll ginn.

Ofschlëssend wëll ech der Rapportrice nach e grouse Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport soen, an ech ginn domat den Accord vun der grénger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Hansen. An d'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech haut ganz kuerz faassen. Meng Virriedner hu quasi dat meesch gesot, wat ze soen ass. Dëst Gemengegesetz gëtt an Etappe reforméiert, zum Beispill ass d'Procuratioun méiglech, och wann een dat net soll generaliséieren, an am Fong geholl, wat een och muss soen, d'Autonomie vun de Gemenge gëtt gestärkt, och natierlech mat där néideger Responsabilitéit hannendrun, an d'Transmission électronique ass och méiglech.

Ech wollt awer elo op eppes opmierksam maachen: Virun 30 Joer hunn ech ugefaangen am Gemengerot, do ware mer fënnf Beamten, haut, 30 Joer méi spéit, iwwer zwielef, wann et domadder duergeet – de Carlo ka mech korrigéieren –, ech mengen, et sinn der nach méi! Ech mengen, dat beweist jo schon eleng, wéi komplex déi ganz Matière an de Gemenge ginn ass. An do muss een och eng Kéier drun denken, do eng Kéier Remedur ze schafen, well dat do schéngt ëmmer méi grouss ze ginn an et gëtt och natierlech ëmmer méi Verantwortung, d'Gesetzter gi méi komplex. Mee ech mengen, dat do ass en Zäitrame vun 30 Joer, wou dat esou evoluéiert huet. Ech mengen, doriwwer muss ee sech eng Kéier Gedanke maache fir d'Zukunft.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, et ass un Iech.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, soudass ech net méi op all déi eenzel Punkte muss agoen.

Et ass elo déi éischt Etapp, an et ass och elo véier, fënnf Méint hier, dass mer jo hei driwwer geschwat hate mat all de Proposen. An do hat ech der jo ganz vill ubruecht, soudass ech op déi nächst zwou, dräi Etappen nach hoffen, dat déi eenzel Punkte mat kënnen ëmgesat ze ginn, ouni elo nach eng Kéier ze widerhuelen, wat ech deemools scho gesot hat – mir hunn de Moien nach e volle Programm!

Dat mat der Procuratioun, dat begrëisse mir Piraten natierlech, well dat ass net nëmmen eppes Klenges, esou gesinn, wat ka geschéien, et ass nämlech a sech an der politescher Landschaft d'Méiglechkeet, dass an Zukunft och Koalitiounen zustane kommen, déi op nëmmen ee méi ziele mussen. Soss war et ëmmer esou, dass een e bësse méi wackeleg war oder e bësse gefaart huet, wann nëmmen eng Stëmm Majoritéit war. D'Procuratioun erméiglecht do elo awer a sech eng aner politesch Landschaft duerch dëst Gesetz.

Dass d'Interessekonflikter elo kloer gereegelt ginn, begrëisse mer, an dass natierlech den elektronischen Transfert elo kënnt, dat kënnen mer als Piraten just begrëissen.

Ech hunn haut eng Motioun matbruecht fir nach méi Transparenz an de Gemengeréit. Et ass nämlech e Sujet, dee jo och opkënn. Mir hu virun iwwert d'Veidekonferenze geschwat, mee d'Motioun hunn ech haut matbruecht, fir dass mer en obligatoresche Livestream géifen aféieren. Do ass d'Iddi derhanner: Et si verschidde Gemengen, déi hu schon e Livestream, wou d'Bierger kënnen nokucken, ouni sech an de Gemengerot ze deplacéieren, wou se och kënnen eppes nokucken, no der Aarbecht oder weekends, wat am Gemengerot geschitt ass. Dat ass fir eis einfach e ganz groussen Deel vun der Biergerbedeelegung an och vun der Transparenz.

Dofir, well dat heiten elo haut déi éischt Etapp ass, hunn ech d'Motioun matbruecht, fir dass mer kënnen driwwer diskutéieren an driwwer ofstëmmen, datt mer sollen an Zukunft dohinnergoen, dass mer de Bierger vill méi Méiglechkeete ginn, wat d'Transparenz an och wat d'Nosiche vun de politeschen Dossieren ugeet.

**Motion 1**

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

– Gemengerotssitzung sinn nom Prinzip vum Artikel 21 vum Gemengegesetz alle Biergerinnen a Bierger éffentlech zougänglech;

– d'Effentlechkeet an d'Transparenz stäerken d'Demokratie an d'Unerkennung vun den demokrateschen a rechtsstaatlechen Institutiounen, well d'Bierger d'Decisioune vun hire Volleksvertrieder novollzéien an och a Fro stelle kënnen;

– Effentlechkeet an Transparenz stäerken d'Vertraue vun de Bierger an d'politesch Decisiounen an hëllef géint d'Veebreede vun Desinformatioun;

– d'Effentlechkeet an d'Transparenz vu Gemengerotssitzungen si verbesserungswierdeg, well d'Sitzungen oft während de regulären Aarbechtszäite vu ville Biergerinnen a Bierger stattfannen, d'Bierger sech zu där Zait phisesch an d'Gemeng deplacéiere mussen an dofir Congé missten huelen an och, well d'Plazen am Sall vum Gemengerot limitéiert sinn;

– den Internet ass e Mëttel, dat als Bréck tëschent de Bierger an der Politik ka genotzt ginn, a verschidde Gemenge bidden op där Basis eng Live-Iwwerdroung vun hire Gemengerotssitzungen am Videoformat un, déi nom Ofschluss vun der Sitzung integral um Internetsite vun der Gemeng ze fannen ass.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. eng Dispositioun anzeféieren, déi d'Live-Iwwerdroung vu Gemengerotssitzungen souwéi d'Publikatioun vun de Sitzungen um Internetsite vun der Gemeng am Toun- oder Videoformat obligatoresch mécht.

(s.) Marc Goergen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | A fir d'Gesetz wäerte mer den Accord ginn.

Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | Nun, Här President, haut ass e gudden Dag, e gudden Dag fir d'Gemengen, well Verbesserung kommen, an ech fannen, et ass och e gudden Dag, well allequerten d'Fraktiounen sech hei eens sinn, dëst Gesetz ze stëmmen, genau esou wéi ech et wollt: „matenee fir eng modern Gemeng“!

Ech ka mech gutt erënneren un de Juli 2019, dat war zu Nidderaanwen – do waren och Verschiddener vun Iech dobäi –, do hate mer e gutt gefüllte Sall, an dat war deemools de Startschoss fir d'Refonte vum Gemengegesetz. An ech hunn deemools gesot, dass fir mech d'Zäiten eriwuer sinn, wou vun uewen erof diktéiert gëtt, wéi Saachen ze geschéien hunn, mee dass mer eebe Leaderinnen a Leader brauchen, déi d'Leit beieneebréngen, déi d'Leit mathuelen an eeben zesummen – mateneen – u Léisunge schaffen.

A genau dës participativ Approche, dee Mateneen, deen zitt sech wéi e roudé Fuedem duerch eis ganz Reformen: Iwwer 6.300 Leit aus 98 Gemengen hunn an eise Regionalforen un den Online-Emfreen, Biergeratelieren oder Workshops deelgeholl. An déi dräi Piliere vun enger Gemeng – also déi Gewielten, d'Personal an och d'Biergerinnen an d'Bierger – sinn ëmmer consultéiert ginn, an ech mengen, dat ass och e ganz staarkt Zeechen, wat sech hei an der Refonte erëmfënnt.

Et ass scho vu verschiddene Riedner gesot ginn, dass mer déi grouss Refonte elo an enzel Voleten opgedeel hunn, dat eeben, fir esou kënnen Beräicher virzezéien. Dofir si mer haut – wéi soll ech soen? –, mir sinn nach net grad bei der Arrivée, mee ëmmerhin hu mer haut den éischten Etappesig!

Den zweete Volet, dee betrëfft d'Rechter an d'Flichte vun de Gewielten, an dozou hunn ech och schonn de Projet de loi – virum Summer misst dat gewiescht sinn – deposéiert, an do ass och de Code de déontologie dranner. Deen hate mer jo och ganz enk mam Syvicol zesummen ausgeschafft, soudass ech hoffen, dass de Staatsrot den Text séier wäert aviséieren an dass och d'Kommissioun hei hir Aarbecht kann ophuelen an dann natierlech am Idealfall fir déi nächst Mandatsperiod an de Gemenge schonn déi doten Dispositiounen kënnen zielen. Mee, wéi gesot, de Projet de loi ass deposéiert. All déi dote Punkten hu mer schonn zesummen opgeschafft.

Dann den drëtte Volet, d'Biergerbedeelegung: Do kann ech och bestätegen, dass mer ganz intensiv dorunner schaffen, an och hei hoffen ech, dass mer kënnen nach de Projet de loi zesummen deposéieren.

Mam éischte Volet gëtt hei d'Surveillance vum Interieur iwwert de Gemengesector grondleeënd reforméiert. Et ass néideg, de System ze moderniséieren an och e besseren Equiliber tëschent der Gemengenautonomie an der Surveillance kënnen ze schafen. Heibäi setze mer op Moderniséierung. Mir setzen op de Fortschritt, op d'Resilienz, an dat erreeche mer eeben duerch Digitaliséierung, duerch Dematerialiséierung an eeben och duerch eng Vereinfachung vun eise Prozeduren, déi mer hei ëmsetzen.

D'Rapportrice, där ech dann och hei wëll Merci soe fir hir Rapporten, ass ausféierlech op déi Punkten do agaan, an och Verschiddener vun de Fraktiounsprischer hu weesentlech Verbesserung schonn ervirgehuewen. D'Hallschent vun den Approbatiounen gi gekierzt. Dat ass net näischt, well ech weess, dass dat vill Leit an de Gemenge ganz vill Aarbecht kascht, dofir ass dat och e ganz gutt Zeechen. An, wéi gesot, mir féieren de System vun der Transmission obligatoire an. An et ass richtig: Domadder schenke mer de Gemenge méi Vertrauen, mir ginn hinne méi Autonomie an ergo och méi Responsabilitéit.

Ech mengen, dass d'Gemenge sech däers och duerch aus bewosst sinn. Ech ka mech och u Schrëftstécker vum Syvicol erënneren, an deenen ëmmer gesot ginn ass, dass si gäre méi Gemengenautonomie hätten, dass se gäre méi fräi an hiren Decisioune wéilte sinn an dass eeben net ëmmer alles muss vum Staat ze vill virgi ginn. An ech mengen, och hei weist sech ganz kloer, dass mer dat néidegt Vertrauen an d'Gemengen an och an d'Syndicaten hunn, an et ass awer och richtig, dass et net bedeit, dass elo guer keng Kontroll do wär – au contraire! Et ass eeben dat Partenariat, dat mer aneschtens definéieren. Mir sinn net nëmmen de Kontrolleur, mee mir sinn och de Begleeder an de Beroder.

Dozou hu mer scho Circulären erausginn, dat ass eise méi traditionelle Wee. Mir wäerten nach weider Circulären un d'Gemenge ginn. Mir haten och elo kierzlech déi éischte Kéier „Assises du MINT“ organiséiert, wat och e Risesuccès war, wou ganz vill Leit waren, an et kommen elo nach regional Workshops, wou souwuel déi Gewielte wéi och d'Personal invitéiert sinn a wou nach eng Kéier alles erkläert gëtt respektiv, wann och Froe sinn, selbstverständlech direkt op der Plaz alles ka gereegelt ginn, fir esou eeben eiser Roll als Beroder kënnen gerecht ze ginn.

Wat spezifesch d'Personaldossiere betrëfft – dat war jo e Punkt, deen den Här Wolter opgeworf huet –: Jo, absolutt, d'Personaldossiere sinn e Beräich, wou ganz vill Gemengen och op eis zrëckgräifen, well sech do eng Rëtsch Froe stellen, net ëmmer direkt gewosst ass, wéi ee Verschiddenes sollt reegelen. Also, mir schwieft vir, do an d'Richtung ze goen, dass mer eng Kéier e „CGPO communal“ géifen aféieren.

Ech mengen, dass dat e gudd System wär, wou mer herno wierklech ... Ech mengen, dat ass och vum Syvicol an och vun de Gewerkschafte scho gefuerdert ginn, dass mer eeben dee Moment och esou en Departement hunn, dat reng déi doten Dossiere wäert traitéieren, wou mer dee Moment do och nach eng Kéier kënnen eng weider Berodung an Begleedung fir d'Gemenge ginn.

Mee bon, bis mer déi nächst Etappen do kënnen ugoen, dauert et warscheinlech nach e Moment. Dofir hu mer awer scho bei eis intern de Staff ... also, mir hu scho méi Leit agestallt, fir eebe grad am Virfeld Gemengen do besser kënnen ze begleeden, besser kënnen ze beroden, fir dass déi Froen dann deementspreechend grad bei der Rekrutierung dee Moment scho kënnen gekläert ginn.

Et ass meng fest Iwwerzeugung, wa mer vu moderne Gemenge schwätzen, vu moderne Verwaltungen, dass ee sech muss Prozeduren an Delaie ginn! Dat maache mer jo och elo beim Interieur, mir ginn eis selwer Delaieren. Den Delai vun den dräi Méint, dat ass en Novum fir eis, mee, wéi gesot, wa mer vu moderne Verwaltungen schwätzen, da fannen ech et net méi wéi evident, dass mer da bei eis selwer ufänken an eeben och den Interieur sech deementspreechend muss opstellen. Dee Prozess hu mer och scho viru Laangem ugefaangen, fir eeben och do alles en place ze setzen. Och ganz vill nei Leit, nei Profiler hu mer rekrutiert, fir eeben hei d'Gemenge beschtméiglech kënnen ze encadréieren.

Duerfir erlaabt mer, Här President, well ech gesinn, douewe sätze Leit vu menger Ekipp, déi onbedingt haut wollte mat an d'Chamber kommen, well se nach ni an der Chamber waren, an ech wëll hinnen einfach e grouse Merci soen, well ech weess, dass se ganz vill Aarbecht haten an nach ganz vill Aarbecht fir si usteet. Mee ech si ganz zouversichtlech, dass mer déi nächst Etappen och wäerte packen. Si hu souzeeso „aus dem Nichts“ enorm villes hei geschafen, villes opgebaut, wat dann elo alles ënnert där Plattform, dem E-MINT, also dem elektronische MINT, ze fannen ass, déi selbstverständlech nach wäert weider ausgebaut ginn.

Mee och dat, wëll ech ganz kloer soen, hu mer alles inhouse gemaach. Dat hu si alles selwer kreéiert, dat eeben och zesumme mat de Pilotgemengen, mateneen, wéi mer et gären hätten, mat de Syndicaten, fir dass eeben déi Plattform esou userfriendly wéi méiglech soll sinn, dass ee wierklech eigentlech net vill Formatioun brauch, net vill muss erkläert kréien, mee dass d'Leit direkt kënnen domadder schaffen an och verstinn, wéi de System opgebaut ass.

Dat heescht, dass ab dem 1. Februar – dat wëll ech nach preziséieren – sämtlech Demarchen am Kader vun de Personaldossieren an och vun den Transaction-immobiliären iwwert den E-MINT kënnen ofgewéckelt ginn. Déi aner Dossiere kommen dann no an no, dat heescht awer och net bis éiweg, well mer och hei eis den Delai gesat hunn, dass de Prozess bis spëtstens Enn Januar 2025 muss ofgeschloss sinn. Dat heescht, dass ab dem 1. Februar 2025 da sämtlech Dossieren dee Moment, déi ganz Surveillance vun de Gemengen, iwwert den E-MINT wäerten oflafen.

Wéi gesot, dat ass och eng Ëmstellung bei eis am Haus, well mer amgaange sinn, alles ze digitaliséieren, mee ënnert dem Stréch wäerte souwuel am Interieur, mee virun allem och an de Gemengen, an de Syndicaten d'Leit un Zait gewannen an et wäert och méi effikass kënnen geschafft ginn.

D'Digitaliséierung ass kee Selbstzweck! Et ass mer wichtig, dat nach eng Kéier ze preziséieren. Sécherlech, duerch d'Digitaliséierung kritt ee méi Transparenz



eran, mee virun allem ass et och méi en effikascht Schaffen, well mer eeben hei méi Date kréien. Mir kréie méi Informatiounen an dat ass och wichteg, dass mer hei déi Daten tëschent de Gemengen an dem Interieur kënnen austauschen. Mir kënnen dat sammelen an dat hëlleft jo och herno erëm, déi richteg politesch Decisiounen kënnen ze huelen, fir eeben dann eng evidenzbaséiert Politik kënnen ze maachen.

Ofschlëssend wëll ech nach eng Kéier dat widderhuelen, wat ech am Ufank gesot hunn: Mir si prett am Interieur! Mir si prett, d'Gemengen ze begleeden, ze beroden – ganz gären! –, wa se eis brauchen, an, ech mengen, déi meescht wëssen och, wou se eis fannen. A fir de Rescht si mer och prett, déi nächst Etappen ze goen, an, wéi gesot, déi Berodung wëlle mer weider ausbauen, duerfir wäert och elo esou eng Aart Servicedesk an den nächste Wochen etabliéiert ginn, deen dann och prett ass, wann dat heiten en vigueur trëtt. Dann hu mer och e Servicedesk, wou een eis praktesch 24 Stonne ka kontaktéieren a wou een natierlech och eng Äntwert kritt, fir eeben och hei, mengen ech, ganz kloer ... wou een einfach gesäit, dass et eis wierklech escht gemengt ass, déi Berodungsfonction weider auszubauen.

An da sinn ech och sécher, dass mer déi nächst Etappen zesummekréien an ech hoffen, dass mer dann och déi nächst Gesetzter nach kënnen hei an der Chamber stëmmen, esou wéi mer et gären hätten: „Matenee fir eng modern Gemeng“!

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Inneminestesch Taina Bofferding. D'Diskusioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7514. Den Text steet am Document parlementaire 7514<sup>12</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7514 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg uegholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

**Motion 1**

Da musse mer nach iwwert d'Motioun befannen, déi den Här Goergen deposéiert huet. Wie wëllt d'Wuert zu deser Motioun ergräifen? D'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Merci, Här Goergen fir Är Motioun. Mir hunn elo de ganze Moie vu ganz vill Autonomie communale geschwat a vu Selbststännegkeet vu Gemengen – an elo kommt Der mat enger Motioun, déi grad u sech de Géigendat fuerdert, an zwar, dass eng nei Obligatioun fir d'Gemengen ass!

Dat heescht, mir sinn u sech der Meenung, dass dat do awer eng Fro vun der Autonomie communale, wéi ee seng public Gemengerotssitzunge matdeelt. Déi ass public, ech weess, dass jiddweree dat ka lauschtere kommen, kucke kommen. Ech weess och, dass dat vläicht net esou genotzt gëtt, wéi mir et vläicht gär hätten, dass et genotzt gëtt, mee dat kann awer all Gemeng fir sech organiséieren. Dat hänkt jo och e bësse vun de Gemengen of, vun de Ressourcë vun de Gemengen, vun de finanzielle Méiglecheete vun de Gemengen, ob se dat do kënnen stëmmen, dat ass och en Deel. Op jidde Fall géif ech als LSAP-Fraktioun menge Leit soen, dat do net matzestëmmen an de Gemengen dat ze iwwerloossen, wéi se hir Gemengerotssitzunge bei d'Leit bréngen. Voilà.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An da geet d'Wuert un den Här Michel Wolter.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Ech wëilt, dass ee sech den Ausféierunge vun der Madamm Asselborn-Bintz uschlësst.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Wolter. Da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, mir gesinn dat awer net esou! Also, mir wieren éischer dofir, datt d'Leit sollte besser informéiert ginn, an zwar kann een dat nëmme maachen, wann een op deen heite Wee geet, well d'Leit misste sech jo da minimum 12 bis 13 Deeg Congé huelen, fir kënnen an eng Gemengerotssitzung ze goen. Dat ass onméiglech!

Dat, wat mir awer géifen derbäisetzen, ass, datt et da misst onbedéngt eng logistesche a finanziell Ënnerstëtzung gi fir déi Gemengen, déi dat do net stëmmen kënnen, fir kleng Gemengen, fir deenen ze hëlfe, dat hei iwwerhaapt op d'Been ze setzen. Awer fir de Rescht si mir mat där Motioun hei ganz averstanen a mir wäerte se och matstëmmen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun ... Fir d'éischt nach den Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech géif mech gär de Wiederer vun der Madamm Asselborn-Bintz uschlëssen. Dat do soll wierklech am Gemengeberäich decidéiert ginn, ob déi dat wëlle maachen oder net, esou wéi se och e Gemengebudget hunn oder all déi Saachen, déi se maachen, dat soll ee wierklech op fräiwëlleger Basis loossen an et soll een d'Gemengen net obligatoresch dohinner drécken, well dat ass mat Käschte verbonnen, déi ka keng Gemeng droen.

Da wëllt ech nach – ech weess net, ob ech et gemaach hat oder net – der Madamm Asselborn-Bintz en häerzleche Merci soe fir de Rapport. Ech weess net, ob ech et gemaach hat oder net, mee ech wëll mech dann entschëllegen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass elo d'Wuert fir den Auteur, den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Et ass fir eis keen Agrëff an d'Autonomie communale. Mir schreiwen de Gemengen och fir, wéi den Ordre du jour muss sinn. Dir hutt de Gemengen elo virgeschriwwen, deen Ordre du jour misst public sinn. Bon, wat diskutéiert gëtt, wëllt Der dann net public maachen, dat ass eeben esou. Dir schreift den ...

**Plusieurs voix** | Dat ass public!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ma nee, et ass net obligatoresch, et public ze maachen!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dir braucht 13 Congés-deeg am Joer!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech kéint elo vill Beispiller vu Gemenge bréngen, déi bréngen emol net de Verbatim. Déi eng Gemengen, déi hunn e bëssen e Verbatim, da sinn anerer, déi hu just eng Tounfile. Natierlech ass d'Stad Lëtzebuerg exemplaresch: Déi hunn e Livestream, dee jidderee ka kucken an nokucken herno. Et ass eeben esou, wéi et sollt fonctionéieren!

An Dir kennt mer net soen, dass et eppes mat de Käschten ze dinn huet, ...

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP), rapportrice | Ma dach!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... well esou eng Infrastruktur kritt een zimmlech käschtegëschtegt. Mee Dir hutt awer virduen hei d'Gesetz matgestëmmt, dass Der engem, dee Covid huet, erméigleche musst, mat där selwechter Technik um Gemengerot deelzehuelen. Do verstinn ech dann d'Kohärenz net, well Dir musst mat där selwechter Technik fir dee Stream ... hutt Der Iech selwer virdu verpflichtet, wann ee Covid huet. Ech war eng Kéier an deem Fall: Ech hat Covid an ech hu vun doheem aus iwwert de Stream matgeschafft a matgeschwat. Et ass eebe just, do muss ee kënnen awer schwätzen. Mee de Stream ass genau dat selwecht!

Dat heescht, de Käschtepunkt ass eigentlech guer keen Argumentaire, well Dir als Gemeng musst et hunn. Dat hutt Der selwer virdu gestëmmt. Also ass dat keen Argumentaire. A fir eis ass et och keen Argumentaire, dass ee seet: „Dat ass eng Autonomie communale“, well Der der Gemeng jo och virschreift, dass deen Ordre du jour um Internetsite muss sinn.

Firwat gi mer dann net hin a mir schafe méi Demokratie a méi Transparenz, andeems jidderee kann dee Gemengerot nokucken? Et ass jo näischt ze verstopen do. Et ass jo näischt Schlëmme. Et kann ee jo einfach nëmme kucken – a Faarf, emol net schwaarz-wäiss wéi fréier, mee a Faarf –, wat am Gemengerot diskutéiert gëtt a senger Gemeng. Also dat ass fir eis Piraten awer en Niveau vun enger Transparenz, deen e moderne Staat sech misst ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Dat geet d'Wuert nach eng Kéier zrëck un d'Madamm Asselborn-Bintz.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP), rapportrice | Ech wëll just preziséieren, dass ech net nëmme vum Käschtepunkt geschwat hunn. An ech hunn och net gesot, dass een net däerf. Et si jo Gemengen, déi dat

do kënnen maachen. Mee mir sinn net der Meinung, dass dat vun uewen erfoll soll festgehale ginn. Jiddwer Gemeng kann dat maachen, wéi se wëll, esou wéi se et brauch a wéi se et néideg fënnt. Et ass dat, wat ech wollt soen.

(Interruption par Mme Cécile Hemmen)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An da freet nach den Här Clement d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et ass jo awer ... Pardon, et ass e bësse lächerlech, datt mer elo als éischt e Gesetz stëmmen, wou mer de Gemengen imposéieren, eng Technik ze hunn, fir déi Technik dann am Schaf verrotten ze loosse. Dat heescht, mir soen de Gemengen – helleg Gemengenautonomie, schéin a gutt –: „Kaapt dat! Dir musst et hunn, well wann ee vun Ärem Gemengeconseil Covid huet, da musst Der et deployéiere kënnen. Dir musst et also kafen!“ Dat ass och en Agréff an d'Gemengenautonomie – de Käschtfacteur och. Se hunn et, se hunn d'Technik an da sot Dir elo, pardon, Dir heibannen, déi dat net matstëmmen: „Ma loosst déi Technik am Schaf, et interesséiert d'Biergerinnen an d'Bierger dach net! Solle se dach Congé huelen, fir an de Gemengerot ze kommen!“ Wann dat d'Transparenz vun der Majoritéit hei ass, dont acte.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

Ech mengen, da kéime mer elo zum Vott vun dëser Motioun.

#### Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 4 voix pour et 55 voix contre.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, M. Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

## 6.7828 – Projet de loi portant sur la modification :

1<sup>o</sup> du Code de la sécurité sociale ;

2<sup>o</sup> du Code du travail ;

### 3<sup>o</sup> de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

### 4<sup>o</sup> de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Mir kommen elo zum Projet de loi 7828, eng Upassung vu verschiddenen Arrête vun der Cour de justice am Kader vun den Allocations familiales. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

**M. Max Hahn** (DP), rapporteur | Merci, Här Président. Säit zirka 40 Joer ass d'Recht op Kannergeld fest am Gesetz verankert. All Kand mat engem legale Wunnsätz zu Lëtzebuerg huet d'Recht op dese sozialen Transfert.

Do dernieft kënnen awer och d'Kanner vun de Frontalieren ënner gewëssene Konditiounen vun der Allocation familiale profitéieren; dat, well d'Kannergeld eng Prestatioun ass, déi ënnert d'Reegele vun EU-Reglement iwwert d'Koordinatioun vun de Sozialversicherungssystemer fällt an doduerch all Mënsch, deen zu Lëtzebuerg schafft, Usproch op d'Kannergeld huet, ganz nom Prinzip vum der Égalité des travailleurs.

2021 hunn zu Lëtzebuerg ronn 196.000 Kanner vun dëser Prestatioun profitéiert. Zirka 118.000 Famillje kruten d'Allocation familiale vum Familljeministère accordéiert. 50 % dovunner ware fir Famillje mat engem Kand, 37 % dovunner ware fir Famillje mat zwee Kanner, 10 % fir Famillje mat dräi Kanner an 3 % fir Famillje mat véier oder méi Kanner. De gesamte Käschtpunkt fir de Staat louch 2021 bei ronn 940 Milliounen Euro.

Wat déi genee Konditiounen vum Recht op d'Kannergeld betrëfft, baséiere mer eis den Ament op d'Gesetz vum 23. Juli 2016. Dat ass déi lescht Reform, déi mir hei zu Lëtzebuerg an dësem Beräich ëmgesat hunn.

Säit 2016 kënnen Aarbechter, déi net hei am Land wunnen, just nach Kannergeld fir hir eege Kanner ufroen, dat heescht fir hir gebierteg oder Adoptivkanner. D'Kanner vum Partner falen deemno net méi ënnert dëst Recht. A genee dës Reegelung gouf vum Europäesche Geriichtshaff condemnéiert.

D'Cour de justice huet nämlech an hirem Urteel vum 20. Abrëll 2020 kritiséiert, dass all Kand, dat zu Lëtzebuerg wunnt, ka Kannergeld kréien, während just déi leiflech oder Adoptivkanner vun de Frontalieren Urecht op dës Prestatiounen hunn. Hirem Urteel no géifen d'Residenten also par rapport zu de Frontalieren bevirdeelegt ginn, wat géint déi europäesche Gesetzeslag verstéisst.

Als Äntwert dorop hunn d'Auteurs vun dësem Projet de loi versicht, nei Krittären opzestellen, wat d'Recht op Kannergeld betrëfft. Si hunn direkt e puer Pisten analyséiert, op déi ech elo net méi wäert am Detail ze schwätze kommen, well dat d'Envergure vun dëser Ried haut géif sprengen. En cours de route goufen dës Krittären dunn och zweemol amendéiert, fir den Opposition-formellë vum Staatsrot Rechnung ze droen. Fir d'Detailer verweisen ech hei op mäi schrëftleche Rapport.

Déi final Léisung, déi mir an der Familljekommissioun zréckbehalen hunn, gesäit elo Folgendes vir: Nieft hire leiflechen oder Adoptivkanner kënnen d'Frontalieren an Zukunft och Kannergeld fir d'Kanner vun hirem Partner oder hirer Partnerin ufroen, dat ënnert der Konditioun, dass de Frontalier fir den Ënnerhalt

vun dëse Kanner opkënt an zesumme mat hinnen an der Partnerin oder dem Partner e permanente legale Wunnsätz deelt. De Krees vun de Beneficiairë gëtt also erweidert. Wat d'Residentë betrëfft, bleift alles beim Alen.

A senger éischer Versioun hat dëse Projet de loi nach eng weider grouss Adaptatioun beim Kannergeld virgesinn, nämlech d'Reindexéierung vun der Allocation familiale. Dëse Punkt gouf dunn awer scho mam Akraafttriede vum leschte Budgetsgesetz, fir d'Joer 2022 also, virgezunn, soudass mir en aus dësem Gesetzesprojet konnte sträichen. D'Kannergeld gouf jo bekanntlech, wéi Dir et wësst, mam Budgetsgesetz réckwierkend op den 1. Oktober 2021 reindexéiert.

Ier ech op den nächste Punkt vun dësem Projet de loi ze schwätze kommen, wëll ech Iech als éischt nach e puer Statistiken iwwert d'Kannergeld presentéieren.

Fir d'Residentë läit de Montant vun der Allocation familiale aktuell bei 285 Euro pro Kand a pro Mount. Dëse Montant gëtt dann ëm 22 Euro majoréiert fir Kanner ab sechs Joer an ëm 54 Euro fir Kanner ab zweielef Joer. D'Zil vun dëser Majoratiounen ass et, d'Kannergeld un d'Dependé vun de Familljen unzepassen, déi jo bekanntlech mam Alter vum Kand an d'Luucht ginn.

Fir d'Non-Residentë variéiert de Montant vun der Allocation familiale dogéint a Funktioun vun der Héicht vum Kannergeld, dat si an hirem Heemechtsland kréien. Am Fall, wou d'Lëtzebuurger Allocation méi héich ass wéi déi, déi am Nopeschland accordéiert gëtt, iwwerweist de Lëtzebuurger Staat e Complément différentiel un déi betraffe Persoun.

Wa mir dann e Bléck op d'Statistike vum Kannergeld werfen, gesi mir, dass 47 % respektiv 449 Milliounen heivunnen 2021 exportéiert gi sinn, de gréissten Deel dovunner a Frankräich mat ronn 254 Milliounen Euro, op der zweeter Plaz d'Belsch mat 96 Milliounen Euro an Däitschland dohannert mat 70 Milliounen Euro.

Här President, nieft den Adaptatiounen beim Kannergeld proposéiert de virleierende Gesetzestext dann och nach eng Ännerung beim Congé parental. Den Europäesche Geriichtshaff huet nämlech, och wat dëse Beräich ugeet, mam béise Fanger op Lëtzebuerg gewisen. De Code de la sécurité sociale gesäit den Ament vir, dass een Elterendeel gläichzäiteg zwou Konditiounen muss erfëllen, fir de Congé parental kënnen unzufroen: Éischtens muss d'Persoun um Moment vun der Gebuert oder dem Accueil vum Adoptivkand bei der Sécurité sociale affiliéiert sinn, an zweetens muss d'Persoun während mindestens zweielef Méint direkt virum Ufank vum Congé parental geschafft hunn, an dat ouni Ënnerbriechung.

An hirem Urteel vum 27. Januar 2021 (veuillez lire: 25. Februar 2021) huet sech d'Cour de justice allerdéngs géint déi éischt Konditioun ausgeschwat, well een doduerch deenen Elteren, déi de Moment vun der Gebuert net schaffen, d'Méiglechkeet ewechhëlt, hire Congé zu engem spéideren Zäitpunkt nozehuelen, zu engem Zäitpunkt, wou si nees eng Aarbecht hunn an dëse Congé kéinten notzen, fir sech ëm hiert Kand ze këmmere.

Dem Europäesche Geriichtshaff no verstéisst de Lëtzebuurger Droit mat dëser Konditioun géint dat individuell Recht vun all Aarbechter op e Congé parental, e Recht, dat all EU-Memberstaat muss garantéieren.

Als Reaktioun op dëst Urteel proposéiert de virleierende Gesetzestext, déi éischt Konditioun aus dem Artikel 306 vum Code de la sécurité sociale, aus dem Code du travail an aus de Statutte vun de Fonctionnairen ze sträichen. An Zukunft bleift also just nach de Krittär bestoen, dass d'Persoun, déi de Congé ufreet,



mindestens zwiefel Méint oui Ennerbriechung virum Ufank vum Congé parental muss geschafft hunn a bei der Sécurité sociale muss affiliéiert gewiescht sinn. D'Konditioun vun der Affiliatioun zum Zäitpunkt vun der Gebuert fällt dogéint ewech.

Zu gudder Lescht proposéiert dëse Gesetzestext nach e puer punktuell Ännerungen, op déi ech elo net wäert eenzel agoen, mee déi Dir gären a mengem schrëftleche Rapport kënt noliesen, notamment wat d'Allocation spéciale supplémentaire an d'Kompositioun vun der Zukunftskeess betrëfft.

Här President, wat de finanziellen Impakt vum dësem Gesetzesprojet betrëfft, gëtt geschat, dass eleng d'Adaptatioun beim Kannergeld eng zousätzlech 8,4 Milliounen d'Joer wäerte kaschten. Den Estimatioun vum Familjeminstère no wäerten nämlech ronn 3.000 Kanner vun der Erweiderung vum Cercle des bénéficiaires profitieren.

D'Käschte vun den neie Konditioun beim Congé parental ginn op eng zousätzlech 4,8 Milliounen Euro d'Joer geschat.

Fir d'Avisen zu dësem Gesetzestext verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. De Staatsrot huet dann och gëschter säin Accord ginn, fir d'Erreurs matérielles ze behiewen, déi mer an eiser leschter Familjekommissioun esou proposéiert haten, an deemno kann ech dann heimat och den Accord vu menger Fraktioun, vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, ginn.

An ech soen Iech, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**Une voix** | Très bien!

### Discussion générale

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischte e grouse Merci un de Rapporteur, de Max Hahn, fir souwuel säi schrëftleche wéi och säi mündleche Rapport. Ech wëll och nach eng kéier zrëckkommen op 2016. 2016 hate mer hei an dësem Raum schonn eng kéier eng gréisser Diskussioun dodriwwer, wou dat do net den Haaptpunkt war, mee den Haaptpunkt war deemools d'Aféierung vum engem eenheetleche Kannergeld. Mee och dat hei stoung deemools mat zur Diskussioun.

A virum 2016 huet dee Problem sech jo och net gestallt, mee eréisch mam Gesetz vum 2016 ass dee Problem bei de Frontalieren entstanen, fir dee mer vum Europäesche Geriichtshaff verurteilt gi sinn a wou mer jo elo mat dësem Projet, esou wéi en elo um Dësch läit, ... wa mer deen herno stëmmen, da wäert domadder de Problem vum Europäesche Geriichtshaff ewech sinn.

Den éischte Projet de loi, den originale Projet de loi, war an eisen Ae kee gudder Projet, well do huet een Ennerscheeder gemaach zwëschen natierleche Kanner an dem Partner senge Kanner. An dat war och ee vun de Kritikpunkte vun der CSV an dat ass jo och aus den Avisen vu verschiddene Chambres professionnelles ervirgaangen, dass dat net dee richtige Wee war, mee dass een och dem Partner seng Kanner misst mat a Betruecht huelen. Mir haten deemools souguer gesot: Ma kommt, mir ginn erëm zrëck op d'Reegelung vu virum 2016. Ech hunn awer verstanen,

dass d'Majoritéit dat net wollt, well soss hätte se eis jo nodréiglech deem Recht ginn, wat mir heibannen 2016 gesot hunn.

Nodeem de Staatsrot awer elo un deem Text geschafft huet, ass dat e besseren Text ginn. Dofir ass nämlech do de Problem am Prinzip geléist, mee et stelle sech fir eis nach ëmmer zwou Froen: An dat sinn déi, wat eis belsch an eis franséisch Kolleegen ubelaangt, bei de Frontaliere mat de Beweiser.

Hei steet dran, dass een elo muss „par tous moyens“ beweisen, wéi een do mat sengem Partner zesammen ass an dass een och dofir opkënn, well do gëtt et ënnerschiddlech Interpretatiounen. Et gëtt déi franséisch Variant, et gëtt déi belsch Variant, wou eng Fiche de composition de ménage besteet oder dat anert net besteet. An et ass do, wou mer eis d'Fro stellen, wat deen „tous moyens“ soll sinn. An ech froe mech, wéi de Ministère do wëll virgoen a wéi mer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, well si mussen et jo beweisen, dass dat esou ass, wéi déi do kënnen virgoen.

An Däitschland ass de Problem méi einfach. An Däitschland gëtt et dofir eng Prozedur. Mee am belschen an am franséische Familjerecht respektiv am Gemengegesetz steet dat aneschtens dran an dat kann do fir eis Problemer bewierken.

An ech hat och deemools an der Kommissioun gesot ..., dofir huet d'CSV sech och beim Rapport vum Här Hahn enthalen, well mer gesot hunn, mir géifen där Saach nach eng kéier op d'Spuer goen. An ech muss Iech soen, ech hunn d'Léisung nach ëmmer net fonnt, well souwuel déi franséisch wéi déi belsch Kolleegen soen, dass dat eng aner Opfaassung ass, wéi se de dee Certificat kanns bréngen.

An ech géif dofir heibannen den Appell maachen: Wa mer elo einfach do stoen hunn „par tous moyens“, dass mer awer gegebenfalls, wa mer feststellen, dass dat sech an der Realitéit schwierig mécht, fir dat kënnen ze beweisen – ech ka mech erënneren, an der Zäit sinn Inneministere kucke gaangen, ob de Waasserzähler gelaf ass, fir feststellen, ob do ee wunnt –, dass een da vläicht muss aner Saache maachen, mee dass mer awer net elo dès le début soen: „Hei ass domadder alles an der Rei. Et ass kee Problem méi do.“ Mee ech géif den Appell maachen, dass mer dann alleguerten zesammen erëm dorop zrëckkommen, wann dee Problem sech herno bei de belsche Frontalieren a bei de franséische Frontalieren stellt.

Well et ka jo awer net sinn – dat si ronn 150.000 Leit, déi eng aus Frankräich, déi aner aus der Belsch, de Max Hahn huet och virdrun nach eng kéier d'Zuel genannt vun deene Suen, déi mer a Frankräich an an d'Belsch ginn –, dass mer dann awer elo ënnert de Frontalieren och nach zwou Kategoriën vu Frontaliere maachen, well deen dote Problem sech stellt.

Ech weess net, ob en erauskënn. Dat gesi mer fréistens an engem Joer, wann eng kéier do e Bilan driwwer gemaach gëtt. Mee ech mengen, da wier et awer wichtig, dass mer, wann dee Problem sech géif stellen, dodrop géifen zrëckkommen.

Fir de Rescht wëll ech soen: Trotz där Remark, déi ech gemaach hunn, wou mer do zwar e bësse Bauchwéi hunn, géif d'CSV de Projet awer matstëmmen, well et awer eng Verbesserung ass fir déi Frontalieren an och eng Verbesserung am Congé parental.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da wier et un där honorabelen Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, direkt am Ufank wéilt ech dem Rapporteur Max Hahn en décke Merci soe fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport.

Ech ginn net nach eng kéier op d'Reform vum Kannergeld vum 2016 an an och net op den Arrêt vum der Cour de justice vun der Europäescher Unioun vum 2. Abrëll 2020, duerch deen et u sech néideg ginn ass, déi gesetzlech Basis vum Kannergeld an och de Code de la sécurité sociale ofzeänneren.

Et ass awer wichtig ze soen, dass d'Texter virum der Reform vum 2016 zu ganz ville Schwierigkeeten an onklore Situatiounen gefouert hunn. An déi restriktiv Definitioun vum „membre de famille“ an der Reform vum 2016 wollt dat léisen, mee déi huet dann awer, wéi mer dann och elo wëssen, aner Problemer mat dem neien Arrêt vum der Europäescher Cour de justice mat sech bruecht, wat dann elo eng nei Reform néideg gemaach huet.

Zu der ursprénglecher Versioun vum dësem Projet muss ech soen, dass mer als LSAP och e bësse Bauchwéi haten. D'Propos, déi do um Dësch louch, war, fir vum engem Recht vum Kand op Kannergeld eriwirrezogooen op e Recht vum Salarié, dee bei eiser Sécurité sociale affiliéiert ass – an nëmme, wann dee Salarié e „lien de filiation“ mam Kand huet.

Dat war fir eis aus verschiddene Grënn problematesch, ob déi ech awer elo hei ganz kuerz wéilt agoen. Ee Grond ass, well et e radikale Paradigmewissel duergestallt hätt. Fir eis als LSAP war ëmmer kloer, dass d'Kannergeld fir d'Kand do ass an et dem Kand och muss zeguttkommen. An et war wierklech net ofzegesinn, wat bei dësem Paradigmewissel nach eventuell als Rateschwanz hannendrukomm wier.

Dann ass et awer esou, dass déi ursprénglech Versioun vum Projet de loi och eng gesellschaftlech Realitéit ignoréiert huet, nämlech déi vum de Patchworkfamilien. An Eltere mat engem Lien de filiation hätten e Recht op d'Kannergeld kritt, och wa se sech u sech vläicht guer net em hiert Kand gekëmmert hätten. Stéifelteren awer hätte kee Recht drop kritt, och wa si mat de Kanner zesummegeewunnt, gelieft an och sech em se gekëmmert hätten. Déi ursprénglech Versioun vum Projet de loi hätt, sou wéi de Staatsrot och a sengem Avis festgestallt huet, nei Ongläichheete mat sech bruecht a wär och iwirrezogooen oder laang warscheinlech nees mat engem Urteel gekippt ginn.

Mir gesinn dofir den amendéierte Projet de loi elo absolutt positiv, well mer bei engem Recht vum Kand op Kannergeld bleiwen a well och d'Familles recomposées elo mat berücksichtig ginn. Jo, et kann natierlech sinn, dass dat hei och eng Rei praktesch Problemer mat sech bréngen wäert. An dat muss een elo kucken, wéi et virugeet. An dat ass och esou an der Kommissioun gesot ginn: D'Praxis bréngt et an da musse mer kucken, wéi dat da geléist gëtt, wann nach eventuell Problemer opkommen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach kuerz zu den Ännerungen duerch dëse Projet. Positiv ass och, dass d'Elteren an Zukunft elo kënnen ufroen, d'Kannergeld zur Hallschent ze deelen – ob se getrennt sinn oder net. Vlächcht sollt een do och iwirrezogooen, ob een esou eng egalitär Approche, déi béid Elterendeeler gläichstellt, net och um Niveau vum de Steiere kéint berücksichtigten – kleng Approche. Och beim Congé parental ginn Ännerungen virgeholl, déi néideg gi sinn no engem Urteel vum Europäesche Geriichtshaff. Hei gouf d'Condition d'affiliatioun um Moment vum der Gebuert vum Kand gestrach, an dat hu meng Virriedner och scho gesot.

Här President, wéi ech an der Kommissioun nach d'Fro vum Congé parental fir d'Apprentien opgeworf

hat, hunn ech u sech keng esou ganz zefriddestellend Äntwert kritt, mee elo, no leschten Informatiounen aus dem Ministère, hunn ech awer gesot kritt, dass dat nach ëmmer méiglech ass. Dat fret mech, an ech soen och der Madamm Ministesch Merci fir dës Info.

An esou, wéi – da kann een dat nach vläicht derbäifügen – ech och aus de Ministère vum Här Haagen a vum Här Engel héieren hunn, si si och amgaang ze kucken, wéi d'Situatioun vun de Leit aus de Beschäftigungsmesuren oder soss anere Mesures d'emploi ka verbessert ginn, wat de Congé parental ubelaangt.

Lauter gutt Noriichten zum Schluss, an da ginn ech natierlech selbstverständlech ganz gär, léif Kolleegen a Kolleginnen, den Accord vun der LSAP fir dës Projet de loi, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An d'Wuert kritt elo d'Madamm Djuna Bernard.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. Mir bleift net méi vill ze soen. Dat ass doduerjer bedéngt, dass souwuel de Rapporteur e ganz pädagogesch a gudden Rapport hei presentéiert huet, deen, mengen ech, op déi ganz komplex Situatioun agaangen ass, an awer och meng Virriedner, mengen ech, e ganz wichtege Deel hei an d'Diskussioun schonn eraginn hunn.

E Gesetzestext kéint ëmmer aneschtens aus der Chamber eraus, wéi en erakéint. An ech mengen, dat war hei ganz, ganz sécher de Fall. Et war keng ganz einfach Saach. An ech wëll och op dëser Plaz e grouse Merci soe fir d'Disponibilitéit vun de Vertrieeder vun der Zukunftskeess a vum Ministère an och fir deen oppenen Dialog, wou mer wierklech probéiert hunn, zesummen no Léisungen ze sichen.

Ech mengen, dass och de Staatsrot hei e weesentlechen Deel dozou bäigedroen huet. Och do e grouse Merci. En fin de compte: Dat Endresultat, wat mer hei hunn, ass eent, wat eis ganz zefriddestellt, well et de Krees vun de Beneficiairë méi grouss mécht, well et eng gerecht a sozial Léisung ass, déi op d'Komplexitéit vun deene verschiddenste Familljemodeller ageet. Dat ass nun emol am Geescht vun der Zäit.

An ech mengen, dass mer hei wierklech zum Schluss e gutt Resultat hunn, mat deem mir ganz zefridde sinn. A mir ginn dowéinst och den Accord vun der grénger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, an der Reform vun 2016 ass de Stéifkanner vun de Frontalieren d'Recht op d'Kannergeld ewechgeholl ginn. Et ass och déi Reform, déi allgemeng d'Kannergeld op 18 Joer beschränkt, d'Progressioun vum Kannergeld je no Unzuel vu Kanner am Stot ofgeschaaft an e Montant unique, e Forfait pro Kand agefouert huet, dee wäit ënnert dem Duerchschnittsmontant louch, deen d'Famillje mat méi Kanner nach virun der Reform zegutt haten.

Dobäi kouw nach, dass säit 2006 d'Kannergeld, gradesou wéi sämtlech aner Familljeprestatiounen, net méi indexéiert gi sinn an d'Vesprieche vun der neiier Regierung am Joer 2014 vun engem Kompensatiounsmechanismus, deen d'Familljeprestatiounen automatesch un d'Liewensdeierecht géif upassen, bis haut en eidelt Versprieche bleift. Mee zumindest sinn dës jo zanter 2021 nees indexgebonnen.

Här President, mat dëser Reform ass de Leit e Stéck vum Kuch ewechgeholl ginn. E Stéck vun deem, wat

hinnen zeguttkéint, well se zu Lëtzebuerg schaffen, do zum Räichtum vun eisem Land bäidroen an do och hir Steiere bezuelen.

D'Madamm Cahen huet sech mat dëser Reform net beléift gemaach. Och wann allgemeng d'Menagë mat Kanner duerch dës Reform finanziell geschwächt gi sinn, sou sinn dann awer d'Frontalieren duebel, wann net souguer dräifach an d'Pan geklaakt ginn – an dat, obwuel si gradesou gutt zu eiser Wirtschaft bäidroe wéi een, deen zu Lëtzebuerg schafft a wunnt. Well ouni si geet et hei net.

Här President, et gouf versicht, Kierzunge vum Kannergeld duerch Prestatiounen wéi Chèque-service accueil, d'CSA, an d'Studentebourse ze kompenséieren. Déi Rechnung ass awer a kenger Hisiicht opgaangen, well Prestatiounen wéi d'CSA an d'Studentebourssen a kenger Hisiicht dat kompenséieren, wat beim Kannergeld verluer gaangen ass. Dat zertifizéiert och de Statec, deen 2020 ausgerechent hat, datt 41 % vun de Kanner, déi eligibel wieren, net vum Dispositif vun dem CSA profitéieren.

D'Chambre des Salariés huet hirersäits am Exposé des motifs vun enger Proposition de loi fir eng direkt Opwärtung vun de Familljeprestatiounen thematiséiert, datt den Taux vum Non-recours bei de Frontaliere besonnesch héich géif leien. Dat heescht, si maache kee Recours. Dës Proposition de loi, déi mir als déi Lénk iwwerschaaft an deposéiert hunn, gouf am November 2021 leider hei an der Chamber ofgeleent.

D'CSA sinn onpraktesch fir d'Frontalieren, déi all Dag mat hire Kanner missten an iwwerfüllten Zich oder duerch den däckste Berufstrafick iwwert d'Grenz fueren, fir se an enger Crèche zu Lëtzebuerg ofzeginn. Dat heescht, d'Frontalieren hu sech mam net indexéiert Kannergeld missen zefriddeginn, bis d'Reform koum vun 2060 (veuillez lire: vun 2016), déi jo dann alt erëm Restriktiounen fir d'Frontaliere virgesinn huet. An et ass och dëser Reform ze verdanken, dass Stéifkanner vu Frontalieren och aus dem System vun de Studiefinanzéierungen ausgeschloss goufen, vu datt d'Limitatioun vum Kannergeld op 18 Joer am Kader vum Studiefinanzéierungsgesetz konnt verlängert gi bis op 25 Joer.

An dat hätt kënne monter esou wiederlafen, wann net am Abrëll 2020 den Europäesche Gerichtshaff sech ageschalt hätt, fir Lëtzebuerg de béise Fanger ze weisen. D'Gericht seet eis, datt et net ka sinn, datt Stéifkanner vu Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, mee net zu Lëtzebuerg liewen, keen Urecht op Kannergeld hunn, woubäi Stéifkanner vu Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen a wunnen, dat Recht hunn. Dat widder-spricht dem Prinzip vum der Égalité de traitement vu Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen.

Här President, säit zwee Joer versicht d'Regierung, sech aus der Saach erauszewurschtelen. Zwee Joer laang gouf op eng spektakulär Aart a Weis versicht, eng Léisung ze fannen, déi der Regierung et erlaabt, esou mann wéi méiglech mussen ze bezuelen a gläichzäiteg net méi am Widersproch mat der europäescher Legislatioun ze stoen.

Déi Approche kann nëmme zu absurde Léisungsvirschléi féieren, géint déi och de Staatsrot Opposition-formell formuléiert hat. Léisungsvirschléi, déi zu engem Paradigmewissel gefouert hätten, deen immens problematesch gewiescht wier – wéi zum Beispill d'Ofschafe vun perséinlechtem Recht op Kannergeld vun Kand zugonschte vum Elterendeel, deen zu Lëtzebuerg schafft, an do bei der Sécurité sociale ugemellt ass.

Dat wier immens problematesch gewiescht, well d'Kannergeld virop dem Kand säi Recht ass. Och wann d'Kannergeld indispensable ass, fir de Budget

vun ëmmer méi Familljen am Equilibre ze halen, bleift et an éischer Linn e Mëttel, fir engem Kand eng gutt Erziéung an anstänneg Liewenskonditiounen kënnen ze sécheren.

Well et an Droit personnel vum Kand ass, besteet jo och d'Méiglechkeet, d'Kannergeld direkt dem jonken Erwuessenen ze iwwerweisen, falls deen net méi ka bei den Eltere wunnen oder falls en no sengen 18 Joer nach weider studéiere geet.

De Lien de filiation, deen och héchstproblematesch ass, huet laang gebraucht, fir aus de Léisungsvirschléi ze verschwannen. Dora bestoung jo awer haaptsächlech de Problem. D'Filiatioun huet bestëmmt, ob s de d'Kannergeld kriss. Dat heescht, een, dee sech net ëm säin eegent Kand gekëmmert huet, krut d'Suen egal wéi, mee een, deen awer d'Kand doheem hat oder aleng d'Kand mat opgezunn huet a finanziell ënnerehalen huet, och wann et säint net war, krut näischt.

Här President, schlussendlech ass dobäi erauskomm, datt de Krittär, dee muss erfëllt ginn, fir dass och Stéifkanner, déi am Stot vun engem Frontalier liewen, en Urecht op Kannergeld kréien, deen ass, datt een un d'gemeinsam Residenz vun de Partner gebonnen ass, bei deenen d'Kand en charge ass.

Dat, wat mir elo hei ofstëmmen mussen no laangem Hin an Hier, dat ass näischt anescht wéi en Troustchpräis. Well wann dat Gesetz a Kraaft trëtt, kréien och d'Stéifkanner vu Frontalieren dat Urecht op Kannergeld. Dat ass ganz, ganz gutt esou an dofir stemme mir et och mat. Mee dat geet awer eigentlech net duer, well eigentlech misst d'Regierung de concernéierte Leit dat zréckbezuelen, wat se hinne säit 2016 virethalen huet.

*(Brouhaha)*

Dat ass och de Frontalieren an hire Stéifkanner hiert gutt Recht.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Max Hahn fir dee gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och mir wäerten eis Zoustëmmung ginn zur Reform vum Kannergeld.

Ech muss awer nach ee Punkt ubréngen, ech mengen, Dir hat och schonn dermat gerechent: Wa mer de Congé parental schonn opmaachen, dann hätte mer och – an ech hunn dat jo schonn e puermol ubruecht – am traurege Fall, dass e Kand verstierft, eng Ännerung kënn bewierken, fir de Leit ze hëllefen, déi eebe leider an deem Fall sinn.

Mir wäerten trotzdeem haut och déi doten Ännerung matstëmmen, well och déi richteg ass. Mee wa mer schonn um Congé parental geschafft hunn, hätte mer och kënnen dat anert e bësse méi fair gestalten. Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeminstesch Corinne Cahen.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci, Här President. Villmools merci och all de Riedner. E grouse Merci un de Rapporteur fir säi ganz explizitte mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech géif hei awer och gär all de Memberen aus der Familljekommissioun e Merci soen. Well, ech



mengen, hei hu mer geschafft, wéi mer am Fong selte schaffen, nämlech: Mer hunn zesumme gebrainstormt fir ze kucken, wéi mer deem Urteel kéinte Rechnung droen. Dass d'Madamm Cecchetti dat net weess, dat verstinn ech, well si war deemools nach net direkt mat derbäi. Si ass eréischt méi spéit derbäigestouss.

Mee mir haten awer do ganz oppen, ganz intensiv a ganz éierlech Gesprécher an der Chamberskommission, fir zesummen ze kucken, wéi mer deem Urteel kéinte Rechnung droen. Elo wäerte mer dat haut maache mat deem Gesetzestext, deen Der haut zur Ofstëmmung do leien hutt. An ech hoffen, dass dat domadder dann och geschitt ass. D'Kannergeld ass e Recht fir d'Kanner, fir dat ze kréien.

An da géif ech awer och gär, well dat vläicht e bësse méi kuerz eeben haut kënn, nach eng Kéier op de Congé parental zrëckgoen. Do ass et esou, dass een an Zukunft net méi muss affiliéiert si respektiv hei am Land geschafft hunn dee Moment, wou d'Kand op d'Welt kënn. Dat heescht, wann een de Congé parental ufreet, wann d'Kand fënnf Joer al ass zum Beispill, an et huet een awer au moment de la naissance net hei am Land geschafft, dann huet een en an Zukunft dann awer zegutt, well dee Krittär wäert dann an Zukunft och ewechfalen.

An dat, wat mer jo all wëllen, dat ass eng besser Work-Life-Balance. Mir wëllen, dass d'Eltere sech besser organiséiert kréien. Mir hätte gär, dass jonk Elteren Zäit mat hire Kanner kënnen verbréngen, ouni hir Aarbecht opzeginn, ouni dofir mussen opzehale mat schaffen. Dat ass, mengen ech, och hei de Sënn an den Zweck vun där Ännerung. An da wäerten natierlech nach e puer Ännerunge kommen, déi am schrëftleche Rapport vum Rapporteur natierlech och nozeliese sinn.

Dofir villmools merci fir déi breet Zoustëmmung. A merci nach eng Kéier all de Membere vun der Familljekommission. Dat wat e ganz flotten Exercice. Dat war och en Exercice, mengen ech, wou mer alleguerter vill derbäi geléiert hunn, well et awer méi flott a besser ass, wann een zesumme brainstormt an zesumme kuckt, wéi een d'Saache besser ka maache fir d'Leit dobaussen. Villmools merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen der Madamm Familljeministesche Corinne Cahen Merci. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7828. Den Text steet am Document parlementaire 7828<sup>12</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7828 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme uegheoll.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7828 est adopté à l'unanimité des 59 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole*

*Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 7. 8106 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8106, eng Erweiterung vum Mandat vun de Membere vum Conseil national des étrangers. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration**

**M. Max Hahn** (DP), rapporteur | Villmools merci, Här President. Historesch gesinn, ass Lëtzebuerg säit der zweeter Hallschent um 19. Joerhonnert en Immigratiounsland. Mam Opschwung vun der Stolindustrie waren déi Däitsch an d'Italieener déi Éischt, déi sech zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn, an an de 60er-Jore koum dunn d'Portugisen, déi zu Dausende virun der Aarmut an hirem Heemechtsland geflücht sinn, derbäi.

Mat der Entwécklung vun eise Déngschtleeschungssecteur, virun allem der Finanzplaz, huet et ëmmer méi Natioune op Lëtzebuerg gezunn, soudass mir haut en Undeel vu bal 50 % un auslänneschen Awunner hunn. Dat ass eng eenzegaarteg Situatioun, déi eist Land souwuel um wirtschaftleche wéi och um sozialen a kulturellen Niveau beräichert.

D'Méisproochegkeet an de Multikulturalismus stellen eis awer ëmmer nees viru grouss Erausforderungen. Wéi kënnen mer deene Leit, déi aus dem Ausland kommen, hëllef, sech hei zu Lëtzebuerg ze integréieren an aktiv un eiser Gesellschaft deelzehuelen? Wat kënnen mer maachen, fir e bessert Zesummeliewen tëschent de Lëtzebuurger an den Netlëtzebuurger ze erméiglechen?

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si wichteg Froen, op déi mir als Politik mussen eng Äntwert fannen. Dofir sinn ech frou, dass de Ministère fir Famill an Integratioun an dësem Beräich scho vill Efforte gelescht huet.

1993 gouf zu Lëtzebuerg dat éischt Integratiounsgesetz gestëmmt, mat deem ënner anerem och den CNE, de Conseil national des étrangers, gegrënnt

gouf. D'Zil vun dësem Gesetz war et, d'Integratioun hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. 2008 gouf dëst Gesetz dunn eng éischte Kéier iwwerschaaft, fir der Populatiounsentwécklung an de Migratiounsstréimunge Rechnung ze droen an de betraffene Leit nach méi geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen.

Wat den CNE betrëfft, sou gesäit d'Gesetz vun 2008 vir, dass d'Mandater vu senge Membere op fënnf Joer limitéiert sinn. All fënnf Joer ginn deemno nei Membere vum Ministère fir Famill an Integratioun gewielt, an déi nächste Wale wäere scho fir den 18. Januar 2023 virgesi gewiescht. Elo ass et awer esou, dass de Ministère den Ament un engem neien Integratiounsgesetz schafft, dat och eng Partie Ännerungen um Fonctionnement vum CNE virgesäit. Et géif also net vill Sënn maachen, am Januar nei Membere ze wielen, déi hir Funktioun da just während enger ganz kuerzer Zäit bis zum Akraafttriede vun deem neie Gesetz kéinten ausüben.

Fir d'Walen am Januar 2023 ze ëmgoen, proposéiert de virleiende Gesetzestext deemno, d'Mandater vum CNE vu fënnf op siwe Joer eropzesetzen. Déi aktuell Membere bleiwen also weider an hirer Funktioun aktiv, bis dass dat neit Integratiounsgesetz a Kraaft trëtt. Mat dëser Ëmännerung erméigleche mir weiderhin e proppert Fonctionnement vum CNE an evitéieren onnéideg administrativ Prozeduren.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng gréisser Remarque formuléiert, soudass hien ouni Weideres säin Accord zu dësem Projet konnt ginn.

D'Familljeministesche Corinne Cahen huet eis an der leschter Familljekommission dann och matgedeelt, dass se dat neit Integratiounsgesetz, soubal wéi et dann de Regierungsrat passéiert huet, an eis Kommissioun presentéiere kënn. Dat soll viraussichtlech direkt am Ufank vun 2023 geschéien. Ech als President awer an – ech ginn dervun aus an ech sinn iwwerzeugt dervun – och all meng Kommissiounsmembere freeën eis natierlech do drop, fir op dësem wichtege Gesetz da kënnen ze schaffen.

Dëst gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Presidentin, Iech alleguerter villmools merci fir d'No-lauchteren. An ech ginn heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Rapporteur.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz.

**Discussion générale**

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Madamm President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Max Hahn ass schon am Detail op d'Zuelen agaang. Ech wëll him Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, et muss ee virun allem ënnersträichen, dass grad eis auslännesch Communautéit hei zu Lëtzebuerg zum Rächtum vun eise Land mat bäigedroen huet. An dass Lëtzebuerg do steet, wou Lëtzebuerg haut steet, dat hu mir och den auslännesche Matbierger ze verdanken.

Och war et an der Zäit de Conseil national des étrangers, deen och ëmmer Campagné gemaach huet fir den Droit de vote. Den Droit de vote: och elo eppes, wou mer jo elo nach eng Kéier alleguerter zesumme massiv amgaang sinn, fir dass genuch Leit sech aschreiwen, déi net d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn, fir un de Gemengewale vun 2023 deelzehuelen.

Deen hei Artikel u sech ... zwee Joer. Ech hoffe just, dass et duergeet, Madamm Minister, well heiansdo si

verschidden Avisen oder verschidde Saachen/Projeten, déi brauchen heiansdo ganz laang, bis se dann och hei kënnen verabschit ginn. Ech mengen, dass et wichteg ass an dass et richteg ass, dass elo net am Januar der nach genannt ginn, déi dann erëm eng Kéier géife bei null ufänken, mee dass déi Prozedur, déi Der elo amgang sidd ze maachen, och zu engem Ofschloss kënn. Wéi gesot, ech hoffe just, dass mer net 2025, mee dann net méi mir, mee dann déi Leit, déi aus de Wale vum Oktober 2023 ervirginn, dass déi dann nach eng Kéier musse verlängeren, well mer institutionell – ech betounen „institutionell“ – net virukomm sinn.

Mee, wéi gesot: Esou wéi de Projet hei virläit, kann d'CSV hir Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Spautz. An déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Merci, Madamm Presidentin. Mir bleift hei net méi ganz vill ze soen, duerfir halen ech mech och ganz kuerz. Ech gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktion. Mir freeën eis dann drop, wann dann déi Loi sur l'intégration kënn, dass mer dann och do grad esou konstruktiv kënnen dru schaffen, wéi mer dat bis elo gemaach hunn.

An ech hoffen och, dass et net allze laang dauert, well soss kënnen mer effektiv d'Gefor lafen, dass mer vläicht nach eemol mussen nostëmmen. Mee ech mengen dat net. Ech sinn zouversichtlech, dass dat wäert an der nächster Zäit kommen. Merci dofir.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Charles Margue.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Merci, Madamm Presidentin. Ech begreissen dee Projet hei, mee ech ginn deem schlechte Gefill net lass, wat meng Virriedner elo ausgedréckt hunn, dass 2025 vläicht e wéineg just ka sinn. Ech hoffen – ech hoffen! –, dass ech Onrecht kréien an datt mer dat elo nach gestëmmt kréien d'nächst Joer. Ech hoffen. Dat wär e ganz flotte Kaddo, dee mer eis selwer géife maachen, dee mer dem Land géife maachen.

Den nationalen Ausländerrot, wéi e fir de Moment net fonctionéiert, muss op zolidd Bee gestallt ginn. Eng Rei vun eis hu schonn Entrevuë mat enger Partie ONGe gehat fir ze kucken, wéi eng Revendicatiounen eis Walprogrammer hunn. Mir gefält eng Iddi ganz gutt: Dat ass déi vun enger Assemblée, déi am Fong der Chamber zougeuerdnet wär, e „Conseil des étrangers“ oder „des citoyens“, wéi et genannt gëtt, vun deene betreffenden ONGen, wou mer eng Verriedung hätten, e Gremium hätten, wou mer géifen allegueren zesummesetzen, berodend – berodend! – zu där Chamber hei. Da wäere mer no derbäi.

Ech hunn nämlech e Riseproblem, wéi et fir de Moment ass – an déi meescht vun eis heibannen –: dass mer de Corps électoral vun deenen, déi fir de CNE fir de Moment stëmmen, dass dat einfach d'Strooss net hält. Ech mengen, dat wësse mer. Dat ass eng vun den Erkenntnisser. Dat ass och eng vun den Ursachen, firwat deen et net bréngt.

An dofir sinn ech ganz gespaant wéi ambitéis ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | An ech zweifelen net do drun, dass dee Gesetzesprojet ambitéis ass. A mir ginn den Accord heifir an hoffen, dass mer dat dann d'nächst Joer hikréien. De gudde Wëllen an de Wëllen iwwerhaupt hei an der Chamber ass do, dass mer déi Saach virum de Walen erreecht hunn.

Ech soen Iech Merci.

(*M. Fernand Etgen reprend la présidence.*)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Margue. An d'Wuert geet un d'Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, och vu menger Säit aus e grouse Merci un deen exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir leenen eis just och un d'Kritik vun der ASTI eeben un, déi et bedauert – a mir bedauern et och –, dass dee Projet de loi eeben net éischter konnt op de Wee goen an net konnt scho votéiert ginn, iert déi Period hei vun deene fënnf Joer ofgelaf ass.

Bon, dat ass elo esou. A mir hoffen dann och wirklech, dass et esou séier wéi méiglech weidergeet. Mir verstinn och, dass ee seet: „En neie Gremium elo erëm votéieren, dee souwisou net funktionéiert, ass problematesch.“ Op där anerer Säit: Politesch ass et awer och vläicht Limitt, well ee seet: „Et ass en demokratesch gewielten Gremium“, a mir soen elo einfach: „Mir verlängeren dat elo einfach.“ Hätt een dat och mat anere Gremie gemaach? – ech weess et net. Also, ech wëll dat elo net elo hei ze vill bewäerten, mee ...

An dee Vide: Wann elo e Vide gewiescht wär, wär dat schlëmm gewiescht? Ech weess et net. Ech kann dat wirklech net bewäerten, well dee Gremium jo souwisou net funktionéiert huet.

Also esou oder esou hoffe mir just, dass mer séier virukommen, wéi meng Virriedner a -riednerinnen et jo och gesot hunn, an datt mer hoffentlech d'nächst Joer gutt Aarbecht do maachen an dat neit Gesetz hunn.

Awer mir stëmmen deem hei natierlech och zou. Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. A merci dem Max Hahn. A mir ginn eisen Accord.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci. Also, fir d'éischt géif ech gäre soen, dass den aktuelle President vum CNE e ganz, ganz engagéierte Mann ass, deen et do wirklech fäerdegbréngt, d'Truppen e bësse beieneenzebréngen.

Ech soen Iech awer emol schonn alleguer Merci, och fir Är Zoustëmmung. Ech versprieche: De Projet kënn elo am Januar an de Regierungsrot. Ech hat versprach, en dann direkt och an d'Chamberskommission presentéieren ze kommen, esou wéi ech dat ëmmer maachen.

Et geet hei jo net méi drëms, ze soen um Enn vum Dag: „Majo, do ass e Fransous, dee representéiert alleguer d'Meenunge vun all de Fransousen hei am Land. An do ass e Belsch, dee representéiert d'Meenung vun all de Belsch hei am Land.“

Ech hunn och d'lescht Woch – oder des Woch souguer – nach d'ASTI gesinn an nach vill aner Verrieder, mat deene mer deen heiten Avant-projet de loi zesummen ausgeschafft hunn, wëll ech soen, a wann een op den Terrain geet a vill nolauschart a vill mat de Leit schwätzt, da brauch een einfach och e bëssleche méi Zäit, fir e Gesetzesprojet ze schreiwen. Dofir entschëllegen ech mech dofir.

E kënn am Januar an da géif ech soen: „Topp, die Wette gilt!“ Dir hutt allegueren aus Äre jeeweilige Parteie Verrieder am Staatsrot sätzen, da kéint Der Iech jo als Kaddo fir Chrëschttag vun deene wënschen, dass den Avant-projet de loi iwwert d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg, deen dann am Januar an de Staatsrot geet, dann och séier nees do erauskënn, fir dass mer dann dat do hoffentlech nach virum nächste Summer kéinte gestëmmt kréien.

Ech mengen, dass dat ganz wichteg ass fir d'Cohésion sociale. Et ass ganz wichteg fir d'Organisatioun vum Zesummeliewen hei am Land. Et ass extreem wichteg fir d'Gemengen iwwregens, déi e ganz, ganz grouse Rôle an deem Text wäerte spillen, well d'Zesummeliewen, dat mécht sech um Terrain, dat mécht sech an de Gemengen, dat mécht sech am Alldag. An dofir musse mer do zesummenhalen a kucken, dass mer d'Zesummeliewen esou organiséieren, dass mer net laanschtenee liewen an net niewentenee liewen, mee matenee liewen. An dofir merci nach eng Kéier fir Är Zoustëmmung haut fir dee Projet de loi.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8106. Den Text steet am Document parlementaire 8106<sup>2</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8106 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentoune ugeholl.

*Résultat définitif après redressement: le projet de loi 8106 est adopté par 55 voix pour et 4 abstentions.*

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Michel Wolter;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).*

*Se sont abstenus: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?



(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 8. 8113 – Projet de loi portant modification :

1<sup>o</sup> de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

De leschte Punkt vum Ordre du jour vum de Moien ass de Projet de loi 8113 iwwert d'Ofännerung vum REVIS a vum RPGH. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum deemem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. De Mëtten hu mer e Gesetz um Ordre du jour, mat deem de Montant vum soziale Mindestloun eropgesat gëtt an dat soumat der Entwécklung vum Salaire moyen Rechnung dréit. Par analogie zum soziale Mindestloun ass et awer och wichtig, dass mer de REVIS an och de Revenu fir d'Leit mat enger Behënnerung un d'Salairesentwécklung vum deenen zwee leschte Joer upassen, an dofir ginn déi zwee mat deemem Gesetz, dat ech Iech elo presentéieren, ëm 3,2 % an d'Luucht gesat.

Et ass eng Mesure, mat där mer am Kader vum Tripartite-Accord geziilt deene Leit hëllefen, déi et am Moment am meeschte brauchen, déi am Moment am meeschten ënnert der Energiekris leiden. Et geet also hei ëm d'Leit, déi besonnesch vulnerabel sinn an déi mir als Politiker virun de Konsequenze vum der aktueller Präisdeierecht schützen müssen, virun allem awer och, well mer net wëssen, wéi d'Liewensmëttel an d'Käschten dovunner an den nächste Wochen a Méint wäerten evoluéieren.

An deemem Kader proposéiert also de virleiende Gesetzesprojet, de Revenu d'inclusion sociale an och de Revenu pour personnes gravement handicapées – gradwéi de Mindestloun also – den 1. Januar ëm 3,2 % ze hiewen. An der Fiche financière konnt Der liesen, dass den Impakt vum deemem Gesetz 3,6 Milliounen Euro (veuillez lire: 8,6 Milliounen Euro) sinn, 6,8 Milliounen Euro, fir de REVIS unzepassen, an 1,8 Milliounen fir den RPGH.

Zu deem Zweck sollen dann zwee Gesetzter ofgeännert ginn, éischtens den Artikel 25 Alinea 1 vum modifizéierte Gesetz vum 12. September 2003 iwwert d'Personne mat enger Behënnerung an zweetens den Artikel 5 Paragraf 1 an den Artikel 49 Paragraf 3 vum modifizéierte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng gréisser Remarque formuléiert a konnt och esou ouni Beanstandunge säin Accord ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, an dese Krisenzäite mussen mer alles derfir maachen, fir d'Kafkraaft vum de Bierger esou wäit wéi méiglech ze erhalen, an ech sinn dowéinst frou, dass mir heibanne mat deemem Gesetz de REVIS an och den RPGH nees e klengt Stéck an d'Luucht setzen.

Ech soen Iech Merci a gi schonn den Accord vum menger Fraktioun.

Ech profitéieren awer dervunner, well ech grad heiwewe stinn a well dat heite fir de Moment emol dat lescht Gesetz aus der Tripartite-Kommissioun ass, vum deem ech Rapporteur sinn, fir alleguerten de Kolleegen aus der Commission spéciale „Tripartite“

Merci ze soe fir déi ganz, ganz flott Zesummenaarbecht, déi mer do haten. E grouse Merci och un eis nei Mataarbechterin, d'Olivia Welsch, dat déi Dossieren iwwerholl huet. An dann e ganz, ganz besonnesche Merci fir seng Professionalitéit a fir säin Asaz un de Sekretär vum dëser Kommissioun, den Dan Schmit.

Dat gesot, ginn ech den Accord vum der DP.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Gilles Baum.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz.

### Discussion générale

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Normalerweise hätte mer fir d'éischt iwwert de Mindestloun geschwat, da wär och nach eng kéier erkläert ginn, wéi déi 3,2 % zesummekomm sinn. Ech kéint elo scho mengem Kolleeg Aly Kaes seng Ried vum haut de Mëtten halen.

(Hilarité)

Mee ech weess net, ob den Här Rapporteur vum Mindestloungesetz, den Här Kersch, da richteg frou mat mer wier, wann ech elo géif do op den Detail agoen.

Mee normalerweise war et ëmmer de Mindestloun, dee komm ass, wou een dann och wouss, wou déi Chifferen hierkomme mat deenen 3,2 %, mee dat steet eréischt de Mëtten um Ordre du jour. Mee wichtig ass, dass och de REVIS an och den „travail handicapé“ (veuillez lire: de Revenu pour personnes gravement handicapées) ëm déi 3,2 %, déi mer de Mëtten och beim Mindestloun wäerte stëmmen ... dass déi Upassung kommen.

Et ass wichtig, elo dat Zeechen ze setze mat deene Präisfluctuatiounen, déi mer de Moment hunn, dass déi Leit déi 3,2 % kréien, well och si, déi déi Ennescht op eiser Schinn sinn normalerweise ... An et ass jo net esou, wéi dat och duergestallt gëtt, dass der lauter wieren, déi net schaffe ginn, do sinn der och vill derbäi, dat si Working Poor, déi nach gläichzäiteg enger Aarbecht noginn an et geet net duer, fir dat alles ze kréien, an dofir ass et och gutt, dass de REVIS ugepasst gëtt, dat selwecht gëlt fir den „travail handicapé“.

Et ass wichtig, dass mer an engem Land wéi Lëtzebuerg och do en Akzent setzen a grad an dëser Zäit deene Leit déi Hëllefen zoukomme loosse, déi se brauchen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vum der CSV-Fraktioun.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Simone Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP begrëisse mer et natierlech, dass de REVIS, de Revenu d'inclusion sociale, an och den RPGH, de Revenu pour personnes gravement handicapées, parallel zum Mindestloun ëm 3,2 % un déi allgemeng Lounentwécklung ugepasst ginn. An deem Sënn ass dese Projet de loi de Pendant – dat hu mer elo schonn e puermol gesot – zum Projet de loi 8117, iwwert dee mer de Mëtteg wäerten diskutéieren an och ofstëmmen.

Et ass wichtig, drun ze erënneren, dass et sech hei ëm eng nodréiglech Upassung handelt, also un eng Upassung un d'Lounentwécklung an den zwee vergaangene Joren, also 2020 an 2021. Dës Upassung ass keen Automatismus! Et gëtt och keng

legal festgeschriwwene Prozedur wéi beim Mindestloun, duerch déi d'Regierung d'Obligatioun huet, opgrond vum der Lounentwécklung an der Analys vum der wirtschaftlecher Situatioun ze decidéieren, ob eng Upassung sollt virgeholl ginn oder net.

Fakt ass awer – an dat ass och eppes, woufir d'LSAP sech ëmmer agesat huet –, dass zënter 2017 allkéiers de REVIS respektiv den RMG oder den RPGH parallel an zäitgläich zum Mindestloun ugepasst goufen. Do virdu war dat e puermol net de Fall, en Émstand, dee mir u sech net gutt fonnt hunn, well doduerch d'Schéier tëschtent Aarm a Räich géif weider ausereenegeen. Dat mussen mer elo verhënnere, an dofir hu mer als LSAP insistéiert, dass allkéiers, wann de Mindestloun ugepasst gëtt, och de REVIS an den RPGH ugepasst ginn.

Déi Adaptatioun – gradwéi déi vum Mindestloun – hëlleft de Leit, déi sech net esou gutt do stinn, zousätzlech zu de verschiddene Mesuren, déi an der Tripartite decidéiert goufe fir ze hëllefen, déi extrem Präisdeierecht, déi de Leit ze schaffe mécht, sou gutt wéi méiglech ofzefiedereen.

Dese Projet, gradesou wéi och d'Upassung vum Mindestloun, huet natierlech och e Präis, a mir wësse jo alleguer, dass duerch dës Erhéijung, duerch d'Stärke vum der Kafkraaft vum deene kleng Leit och der Ekonomie gehollef gëtt, well wann een de Leit mat engem gerenge Revenu eppes bäigëtt, fléisst dat quasi och direkt integral erëm an d'Ekonomie eran, well consomméiert gëtt.

Här President, dese Projet, gradwéi d'Adaptatioun vum Mindestloun, kënnt also der Ekonomie zegutt, och wann eis zu Zäite wéi elo ganz besonnesch um Häerz läit, deene kleng Leit verstärkt ze hëllefen – an dat maache mer mat deemem Projet.

Dir Dammen an Dir Hären, aus dese Grënn, déi ech elo genannt hunn, war et fir eis vum Ufank u kloer, dass de REVIS an den RPGH op den 1. Januar 2023 wäerte gehéicht ginn, an dat als Garant vum der sozialer Gerechtegkeet. An dofir kann ech och nëmme den Accord vum der LSAP-Fraktioun fir dese Projet ginn.

An ech soen Iech fir d'lescht haut de Moie merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An d'Wuert ass elo fir d'Madamm Djuna Bernard.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. Och e grouse Merci vu menger Säit un de Rapporteur.

Jo, mir maachen hei eng Upassung vum eisem REVIS an dem RPGH zesumme mam Mindestloun, ech mengen, dat muss een zesumme denken, an dat ass e bewosste Schrëtt, deen dës Regierung mécht. Dat begrëisse mer ausdrécklech, well mir müssen et och an de Kontext setze vum dem Budget de référence, en Outil, dee ganz wichtig ass, einfach och, fir ëmmer erëm de Suivi ze maachen, wat d'Besoinen, wat d'Bedürfnisser vum de Leit sinn, wat se brauchen, fir kënnen e würdegt Liewen ze féieren. An ech mengen, dass dat heiten deen eenzeg richtege Schrëtt ass, fir deem entgéintzewierken, fir do de Leit um Niveau vum der Kafkraaft weiderzhëllefen.

An ech wëll et gären awer och an d'Kombinatioun bréngé mat genuch Informatiounen iwwert déi zousätzlech verschidden Hëllefen, déi d'Mënschen do-bausse kënnen kréien; do mussen mer ëmmer erëm Efforte maachen. Dat geet ganz wäit natierlech heiriwwer eraus, mee et ass awer oft en änleche Public cible, dat heescht, déi Efforte ronderëm Informatiounen ronderëm d'Logementsaiden, ronderëm

d'Allocation de vie chère, alleguerten déi aner Outilen, déi mer en place gesat hunn, déi ginn hei zesummen, an dat ass einfach en Accent, wou mer ëmmer erëm mussen drop oppassen an eppes, wat eis ganz um Häerz läit. Mir si ganz frou iwwert dës Upassung.

An domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, dat heiten ass eppes, wou mer e Konsens hunn, wou mer eis driwwer freeën, well et eng selbstverständlech Solidaritéit ass, déi mer hei weisen. Et ass esou richteg.

An, ech mengen, all Virriedner sinn an den Detail agaang, ech wëll dat elo net widderhuelen. Ech wëllt awer, well den Här Baum gesot huet, datt elo de Moie seng lescht Interventioun als President vun der Kommissioun war, him och Merci soe fir seng Presidentschaft. Et ass vill geschaff ginn an där Kommissioun. Mir hunn zesumme ville Leit kënnen hëllef mat deene Moosnamen. Déi hei, déi mer elo stëmmen, ass erëm ee Beispill derfir, dofir wëllt ech och dem President Merci soen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | A mir freeën eis, hei kënnen zesummen e staarkt Zeechen ze setzen fir Leit, déi eebe vill manner hu wéi dat, wat vläicht fir e mënschlecht Liewen, e Liewen an Dignitéit néideg wär.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Kartheiser. An elo ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)** | Merci, Här President. Als Alleréisch emol e grouesse Merci dem Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir stëmmen dës Projet natierlech mat, well en de Montant vum REVIS a vum Revenu fir Leit mat schwéierem Handicap ëm 3,2 % eropsetzt an en domadder un d'Hausse vum Mindestloun gekoppelt ass, déi de Mëtteg jo dann hei um Ordre du jour steet.

Leider ass et awer esou, datt de REVIS esouwéi och de Revenu fir Leit mat engem schwéieren Handicap 2013 an 2015 zweemol net un d'Entwécklung ugepasst ginn ass. Domat feele béide Revenuen 1,71 % par rapport zum Mindestloun: Anstatt 50 Euro wieren dat dann 80 Euro méi. Doriwwer eraus leie béid Revenuen awer strukturell vill ze déif: Mat der Upassung läit de REVIS fir eng Persoun bei 1.674 Euro, d'selwecht wéi de Revenu fir Leit mat schwéierem Handicap.

Laut dem Bericht vun der Stateg iwwert d'Cohésion sociale läit den Aarmutrisiko awer bei 2.177 Euro. Et sinn also nach 503 Euro manner wéi dësen Aarmutrisiko! Dat ass en enormen Ecart, deen och net mat der Allocation de vie chère an der Loyeressubventioun ka wettgemaach ginn.

Soubal Kanner am Spill sinn, gëtt dësen Ecart nach vill méi grouss: 3.606 Euro minimale Budget rechet de Stateg fir eng Koppel mat engem klenge Kand. De REVIS läit an deem Fall awer bei 2.808 Euro, also 800 Euro ze déif. Och hei kënnen d'Allocation de vie chère, d'Loyeressubventioun an d'Kannergeld den Ecart onméiglech opfänken. Dat weist, datt de REVIS, mee och de Revenu fir Leit mat schwéierem Handicap, Aarmut an onsécher Liewensverhältnissen zu engem groussen Deel ënnermaeren a fortsetzen.

D'Leit kréien zwar gehollef, awer ëmmer nëmme just esou vill, dass se am Misär hänke bleiwen. D'Wuerzel baumelt eigentlech iwwert hire Käpp, mee si ass vill ze vill wäit ewech. Ëmmer, wann e puer Su bäikommen a si mengen, si kéimen aus dësem Sumpf eraus, da gëtt d'Wuerzel einfach méi héich gehalen, a parallel riskéiert een, sanctionéiert ze ginn an de REVIS gestrach ze kréien, well de REVIS ass u Reegele gebonnen, déi ee befollege muss. Oder och, wann een en Termin eng Kéier verpasst, kann een de REVIS gestrach oder zumindest emol minimiséiert kréien.

Dëse System ass zimmlech humiliant an e bréngt de betraffene Leit net ganz vill. Et ass vill méi eng Disziplinéierungsmaassnam fir all déi Leit, déi schaffe fir wéineg Geld op Plazen, wou se iwwerhaupt keng Perspektiven hunn a wou hinne keng Perspektive gebuede ginn a wou se och nach oft schlecht Aarbechtsbedingungen hunn. Wann eng Persoun also aus dem Chômage erausfällt, da ka se de REVIS kréien. Deen ass awer net garantéiert, mee u verschidde Bedingungen geknappt, wéi ech scho virdru gesot hunn.

Dëse REVIS ass onattraktiv, an zwar esou onattraktiv wéi méiglech. An dësen esou ze loossen, bedeit, dass d'Leit an den ënneschte Revenusklassen einfach docile bleiwen, well se wëssen, dass et mam Lift nach kann e Stack méi déif goen. An am REVIS wëssen d'Leit och, dass et nach kann e Stack méi déif goen, well wa se Sanktiounen kréien, kann een de REVIS eventuell fir dräi Méint gestrach kréien.

Da muss een dozou och nach soen, datt ganz oft Pingpong mat dëse Leit gespilt gëtt zwëschen der ADEM an dem ONIS. Mee dat géif hei elo ze wäit féieren an ass e ganz anere Problem, dee mir, mengen ech, awer och eng Kéier missten hei an dësem héijen Haus ugoe fir ze kucken, wat mer mat deene Leit maachen, déi mer net an enger Beschäftigungsmesure gehale kréien, respektiv déi ëmmer erëm vu Plazen ewechfallen – well ganz oft kënnen déi Leit et net besser an do muss een einfach vläicht kucken, en anere Moya nach fir déi ze fannen! Mee, wéi gesot, datt ass e ganz aneren Dossier.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass deen honorablen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Merci, Här President. Merci dem Gilles Baum fir dee gudden schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Jo, et kéint een nach stonnelaang iwwert de REVIS diskutéieren, deen eis Piraten sécherlech an der aktueller Constellatioun och net gefält. Mir stëmmen awer haut déi 3,2 % mat, well Dir gesitt alleguerten, wann Der an den Office social gitt, wéi batter néideg et ass, wéi batter néideg d'Leit déi kleng Hausse hunn. A mir hoffen, dass et elo e bëssen hëllef, mee mir mussen eng Kéier driwwer diskutéieren, wéi d'Leit am REVIS, wéi d'Leit op den ënneschten Trape liewen, an dat ass sécherlech eng Diskussioun, déi mer nach sollte virun de Wale féieren.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesche Corinne Cahen.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration** | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech weess, dass Der nach e ganze Mëtte voller Projet-de-loien hutt, déi Der haut wäert stëmmen, mee ech mengen, dass esou kuerz

virun de Feierdeeg – e Samschdeg ass Hellegowend – dat heiten e Projet de loi ass, dee ganz wichteg ass, fir deene Leit, déi am mannsten hunn, nämlech déi de REVIS oder den RPHG kréien, 3,2 % weider ze ginn ab dem 1. Januar.

Dat ass enk gekoppelt un de Mindestloun, dee, mengen ech, de Mëtten dann um Ordre du jour hei am Héijen Haus steet. D'leschte Kéier hate mer déi zwee Projekte beieenen. An, ech mengen, den Här Spautz ass och schon dorobber agaang, dass de Mëtten natierlech den Historique nach eng Kéier e bësse méi wäert am Detail beschwat ginn.

Mir schwätzen hei vun deene Leit, déi deels aktivéiert sinn, deels och net, déi am mannste kréien. D'Djuna Bernard huet opgezielt, dass et nach aner Aidë gëtt. An ech géif hei gären nach eng Kéier soen, dass et wichteg ass, dass d'Leit informéiert sinn iwwer alles, wat se kënnen kréien, an dass et dofir och esou wichteg ass, dass d'Office-sociale konnten elo opgestockt ginn a wäerten opgestockt ginn. Ech gesi jo am Moment, dass ganz vill Demanden erakommen aus dem ganze Land, fir de Leit nach besser kënnen ze hëllefen.

Wat allerdéngs gesot ginn ass, wat net stëmmt, dat ass, dass mer 2013 an 2015 ... vläicht sinn do keng Adaptatioun gewiescht, mee 2018 ... Et gëtt de REVIS eréisch zanter 2018! 2018 ass de REVIS agefouert ginn an ech wëll do soen, dass dee REVIS de Leit awer bedeitend méi bruecht huet, well een éischens emol net manner kritt huet, wann een aktivéiert war, een zweetens méi kritt, wann ee monoparental ass – d'Part enfant ass an d'Luucht gesat ginn dovunner – an, an dat Allerwichtigst, déi zwee Erwuessener an engem Stot därferen aktivéiert ginn, wat virdrun net de Fall war. Dat heescht, ech géif dat hei awer wëlle richtegstellen.

De REVIS gëtt et zanter 2018 a mir hunn et do fäerdegbruecht, dass all Erwuessene kann aktivéiert ginn, mir hunn et do fäerdegbruecht, dass d'Part enfant an d'Luucht gaangen ass, an ech si wierklech immens frou, dass haut hei hoffentlech deen heite Projet ka gestëmmt ginn, fir dass déi Leit ab dem 1. Januar 3,2 % méi kréien. Ech soen Iech elo schon dofir villmools Merci an ech géif och profitéieren, Iech allequerte ganz, ganz schéi Feierdeeg ze wënschen!

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci gläichfalls. Merci der Familljeministesche Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8113. Den Text steet am Document parlementaire 8113<sup>2</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8113 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmmen uegoholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8113 est adopté à l'unanimité des 59 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Elisabeth Margue, MM. Georges Mischo, Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*



MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung fänkt de Mëtten um 14.00 Auer un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.19 heures.)

## 28<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

### Sommaire

#### 1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président

p. 62

#### 2. 7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden | Mme Simone Beissel | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Sven Clement et M. Jean-Marie Halsdorf) | M. Fernand Kartheiser (dépôt des résolutions 1 et 2) | M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | M. le Premier Ministre Xavier Bettel

Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7777

p. 62

#### 3. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding

Exposé : M. Roy Reding

p. 66

#### 4. Dépôt d'une proposition de loi et d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser

Exposé : M. Fernand Kartheiser

p. 66

#### 5. 7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution (suite)

Résolutions : M. Fernand Kartheiser | M. Mars Di Bartolomeo | M. Léon Gloden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser

Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission (adopté)

Vote sur la résolution 2 (rejetée)

M. Mars Di Bartolomeo (parole pour fait personnel)

p. 67

#### 6. 8117 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch

Discussion générale : M. Aly Kaes | Mme Carole Hartmann | M. Yves Cruchten | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | M. Dan Kersch | M. Sven Clement | M. Dan Kersch (intervention de M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Yves Cruchten (parole après ministre) | M. Sven Clement (intervention de M. Dan Kersch)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8117 et dispense du second vote constitutionnel

p. 68

#### 7. 8120 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant

#### 1<sup>o</sup> dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

#### 2<sup>o</sup> modification du Code du travail

p. 72

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8120 et dispense du second vote constitutionnel

#### 8. 8098 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés

p. 72

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Marc Goergen)

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8098 et dispense du second vote constitutionnel

#### 9. 8103 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de l'introduction d'une contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation

p. 75

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8103 et dispense du second vote constitutionnel

#### 10. 8110 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public

p. 77

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché

Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8110 et dispense du second vote constitutionnel

#### 11. Discours de M. le Président

p. 78

M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État) | M. Gilles Roth (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Turmes, M. Claude Haagen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Une voix** | Dat ass net de Fall.

## 2. 7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution

**M. Fernand Etgen**, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Verfassungsofännerung 7777, déi d'Kapitele IV a Vbis iwwert d'Chamber an de Staatsrot ofännert.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëtterel vun de Stëmme erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif elo d'Wuert un de Rapporteur vun der Verfassungsofännerung ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, op der leschter Ligne droite elo, der leschter Plenièr, wou mer all den Owend frou sinn, wann et dann eriwuer ass, wou mer a Gedanke scho vläicht bei der Famill sinn ënnert dem Chrëschtbeemchen, bei de Feierdeeg oder an der Vakanz, hunn ech d'Fred an d'Éier, dee véierten Deel vun eiser globaler Verfassungsrevisioun ze rapportéieren.

An deem Sënn ass de Mëtteg wierklech en historisches Moment, wou mer dann eng nei Verfassung, wa se bis publizéiert ass, a Kraaft setzen, eng Gesamt-revisioun. Et ass net just eng weider, wéi gesot, et gouf bis ewell 80 eenzel Revisiounsgesetzer, déi an de leschten 154 Joer eis aktuell Verfassung modifizéiert hunn, eleng 50 zanter 1989.

Dat gëtt elo hoffentlech besser dank der Gesamtrevisioun. Déi aktuell, mat véier Bléck, ass déi alleréischte, déi dee ganzen Text vun 1868, ech schwätzen ënnert der Opsicht vun Simone Beissel, systematesch op de Leescht hëlt. Ganz fäerdeg si mer streng geholl awer nach net, well et kommen elo an deenen nächste sechs Méint nach eng Rëtsch Ausféierungsgesetzer, fir déi nei Verfassungsartikelen och a Kraaft ze setzen op Gesetzesniveau. Mee trotzdeem, den 22. Dezember 2022 ass en historisches Moment an der Geschicht vun der Verfassung.

Mir sinn um Enn vun engem laange Wee, op deem ganz vill Persoune matgaange sinn an de successive Chamberskommissiounen, am Staatsrot, am Staatsministère, am Justizministère, an anere Ministère, an de Parteien, sief et als politesch Verantwortlech, sief et als Mataarbechter.

Op deem Wee gesinn ech och all déi Leit, déi Avise geschriwwen hunn zu de Proposen, an ech gesinn och all déi Bierger, déi an diverse Biergerconsultatiounen a Fokusgruppe matgeschafft hunn, genee wéi och déi ronn 215.000 Biergerinnen a Bierger, déi 2015 um Referendum mat ofgestëmmt hunn a wou d'Resultat vun deem Referendum ganz kloer an deem haitegen Text verankert ass a respektéiert gouf.

All d'Nimm opzezielen ass dofir de facto onméiglech. Iech ass bekannt, wien an der aktueller

Institutiounskommissioun ass a matschafft am Sekretariat an an de Fraktiounen.

Erlaabt mer awer, dräi Leit perséinlech ze ernimmen, stellvertriedend:

D'Nimm sinn elo gefall, den Alex Bodry an de Paul-Henri Meyers, déi alles gemaach hunn, fir dass de 6030, also d'Basispropos, op där elo des véier Kapite-len opgebaut goufen, zustane koum.

An erlaabt mer, och mäin eegene Papp, de Georges Margue, ze ernimmen, deen a sengen diverse Funktiounen an dëser Chamber virun en deene Reforme matgewierkt huet a gehollef huet, eng global Revisioun vun der Verfassung an d'Weeër ze leeden, déi seng zwee Kollege Meyers a Bodry, wéi gesot, eng éischte Kéier am 6030 zesummebruecht hunn. En hærzleche Merci un déi.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Ech maachen haut an dësem Rapport drop opmierksam, datt mer mam véierten Deel net just d'Kapitelen zur Chamber an zum Staatsrot moderniséieren, mee och den Text vun der kompletter zukünftiger Verfassung och final ëmstrukturéieren an d'Artikelen duerchnummeréieren. Dat ass elo technesch-legistesesch, ass awer vun der Symbolik hier zimmlech wichteg.

Et ass deemno eréischt déi véiert a lescht Proposition de révision, déi deen neien Text vun der Lëtzebuerger Verfassung a senger integraler a finaler Form ka presentéieren. An dofir ersetzt de leschten Artikel um 7777 déi aner Revisiounsbéck duerch den definitiven neie Verfassungstext, opgedeelt an zwielef Kapitelen an op 132 Artikelen.

Elo no dëser Duerstellung, méi kontextuell, wou dese Vott vun de Mëtteg sech areit, kommen ech op d'Proposition de révision constitutionnelle 7777 selwer. Hei geet et ëm d'Chamber an ëm d'Reform vum Staatsrot. Ech zielen Iech just déi weesentlech Punkten op, fir dass Dir Iech bewosst sidd, wat dëst Haus ze maachen huet a wéi dëst Haus an Zukunft fonctionéiert, wat eis Missioun als Deputéierten ass. Et ass nämlech definitiv eng Stärkung vun der Institutioun Chamber den zentrale Punkt vun dëser Gesetzespropos.

D'Haaptmissiounen vun eis heibanne sinn de Contrôle vun der Regierung a virun allem de Pouvoir législatif, eis Gesetzter ze schreiwen.

Mir preziséieren zwee Elementer, déi bis haut just am Walgesetz stoungen, nämlech dass d'Walen obligatoresch sinn an dass d'Wal respektiv de Choix vun de Wieler geheim ass.

Et muss een als Wieler fir d'Chamberwalen awer och weiderhin Lëtzebuerger sinn a mindestens 18 Joer hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | D'Lëscht vun de Funktiounen, déi net kompatibel mam Deputéiertemandat sinn, gëtt bis op d'Onvereinbarkeet mat de Funktiounen vu Regierungsmemberen a Staatsrotmberen aus der Verfassung geholl an zukünfteg iwwer e Spezialgesetz mat enger Zweedrëttelmajoritéit definéiert.

Esou gëtt zum Beispill och e spédert Aféiere vun Anticumulbestëmmungen tëscht Deputéiertemandat a kommunale Funktiounen méi einfach.

Mam Artikel 55 (veuillez lire: Mam Artikel 67) gi weider Neierungen an der Verfassung festgeschriwwen. D'Chamber constituéiert sech an Zukunft ëmmer den drëtten Dëschdeg no de Walen a schafft dann onënnerbrach – onënnerbrach! – bis zu hirer Ofléiung no där nächster Wal, dat heescht, d'Sessioun gi

komplett gestrach an all Vide parlementaire gëtt esou verhënnert.

D'Onofhängegkeet vun der Chamber vis-à-vis vun der Regierung an d'Portée juridique vum Chambersreglement ginn erweidert. Mir haten doriwwer vill Diskussiounen a mir hunn domadder Jalousien ausgeléist, andeems d'Chamber explizitt d'Recht kritt, d'Organisation matérielle et financière, y compris de Personalstatut, ze reegelen.

Virgezunn Neiwalen dierf de Staatschef just nach fixéieren, wann d'Chamber der Regierung per Motion d'Mësstrauen ausgedréckt huet, dat heescht, d'Vertraue refuséiert huet. An am Fall vun enger Regierungsdemission gëtt et och Neiwalen, awer just am Accord mat der Chamber hei.

Fir d'Kontrollmissioun vun der Chamber auszeüben, huet d'Chamber an Zukunft follgend Mëttele: Wéi bis elo ka se verlaangen, dass een oder méi Regierungsmemberen an d'Chamber kommen. Si kann d'Regierung interpelléieren a parlamentaresch Froe stellen. D'Regierung muss dorobber äntwerten. D'Chamber kritt en allgemengt Recht op Informatioun. Se ka vun der Regierung all noutwendeg Dokumenter an Informatiounen verlaangen, déi fir hir Aarbecht néideg sinn.

Déi classesch parlamentaresch Instrumenter vun der Motion de confiance an de censure kréien eng Base légale. Mir hunn dat an eise System bis dato net esou kann an ëmmer matkritt, wann am Ausland esou Situatiounen virkoumen an hire Parlamenten.

All Deputéierte kritt per Verfassung d'Recht, eng Proposition de loi ze deposéieren. Bis elo war dat just per Chambersreglement gereegelt. An ech mengen, mir hunn an deene leschte Jore gewisen, dass jiddweneen, deen eng Propos gemaach huet, och drukkomm ass.

A mir kréien e ganz neit Instrument vu Biergerbedeelegung, dat een op Lëtzebuerger als Biergergesetz kéint betitelen. E Grupp vun 125 Wieler a Wielerinne kann eng Propos ausschaffen, wa se vun 12.500 Wielerinnen a Wieler ënnerschrifwe gëtt, an da ka se an d'Chamber kommen.

Wann d'Chamber dës Biergergesetzespropos validéiert, suivéiert se ab do déi normal legislativ Prozedur. Et gëtt also kee parlamentaresche Wee „bis“, et gëtt e komplementare Wee, deen d'Chamber sech herno zu eege mécht, a mir Volleksvertrieder huelen dann eis Verantwortung a stëmme doriwwer of.

D'Wielerinnen an d'Wieler kënnen awer och wéi bis elo per Referendum consultéiert ginn. D'Instrument vum Referendum gëtt awer méi flexibel, gëtt méi inklusiv, well jee no Frostellung zum Beispill och Netlëtzebuerger kënnen mat consultéiert ginn oder déi méi Jonk ënnert eis, déi nach keng 18 Joer hunn. Dat gëtt alles per Gesetz zu engem méigleche Referendum dann heibanne gekläert.

E weidert wichteg Instrument vun der Chamber, fir d'Aarbecht vun der Regierung ze kontrolléieren, ass dann d'Commission d'enquête. Se war am 6030 schon esou formuléiert, mir hu se hei iwwerholl. Momentan ass fir de Lancement vun esou enger Kommissioun eng Majoritéit vun Deputéierten néideg. An Zukunft wäert de Seuil – et ass Iech bekannt – op een Drëtterel erfoegen, an 20 Deputéierter kënnen eng declenchéieren.

Mir verankeren och déi nei Institutioun vum Ombudsman am Kapitel vun der Chamber.

De Staatsrot kritt en eegent Kapitel: d'Kapitel Nummer 6. De Staatsrot gëtt doranner méi eegestänneg an e kritt eng Rei Detailler zur Missioun an zur Organisation ageschriwwen. Dat war bis elo just iwwer Gesetz gemaach. An ech widderhuelen et: Och



d'Chamber kritt elo méi en direkten Accès op d'Expertis vum Staatsrot, well mer hinne kënnen Froe stellen.

Ech kommen zur Konklusioun.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir ofzeschlësse wëll ech dem Carole Closener, der Sekretärin vun der Chamberskommissioun, déi fir d'Institutionen an d'Vefassungsproen zoustänneg ass, Merci soen. Ech soen och Merci dem Dan Michels aus der grénger Fraktioun an de Memberen aus der Cellule scientifique fir déi konnex Gesetzestexter, déi zu dësem Kapitel gehéieren. Ech schlëssen do och d'Ekipp rondem de Benoît Reiter an, déi Aarbechte matgeliiwv hunn, wéi et drëm gaangen ass, ënnert der Presidentschaft vun Roy Reding, mat der Reglementskommissioun zesummeschaffen. Merci dofir alleguerten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | A merci och dem President an de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun speziell – mir verstinn eis mëttlerweil gutt als véier Corapporteren – fir déi gutt a fair Zesummenaarbecht an déi flott interessant Diskussiounen an Ausenanersetzungen, déi bei der Ëmsetzung vun de Follgegesetzter och nach wäerte weidergoen.

Haut ass e gudden Dag fir eis Institutionen hei am Land, e gudden Dag, wou mer eise Staat, a speziell eise Rechtsstaat, op méi stabil Féiss stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Margue.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Léon Gloden** (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg ass e groussen Dag. „Mam véierte Vott, oder mam zweete Vott vum véierte Kapitel, hu mer d'Vefassung an der Gare“, géif mäi Kolleg, de Mars Di Bartolomeo, soen. An duerfir op dëser Plaz dem Lokführer Mars Di Bartolomeo, dem Charel an dem Simone e ganz décke Merci fir déi kollegial Zesummenaarbecht. An dee Merci geet och un d'Madamm Closener, un d'Membere vun der Institutionskommissioun wéi och un d'Mataarbechter vun der CSV-Fraktioun, déi mech – säit 2009 – an de Paul-Henri Meyers an dësem Projet begleet hunn.

Här President, d'Demokratie, d'Parlament an d'Vefassung, dat ass de mageschen Dräieck vun Haus Lëtzebuerg. Haut geet et ënner anerem ëm dëst Haus, ëm d'Parlament, ëm eis Chamber. Mir sinn den éischte Pouvoir vum Land, esou steet et och an deem neien Text geschriwwen.

D'Chamber representéiert d'Populatioun. D'Chamber exercéiert de Pouvoir législatif. An d'Chamber kontrolléiert d'Aktioun vun der Regierung. An et ass och ganz kloer, an ech widerhuelen dat och nach eng kéier, wat haut e puermol hei op dem Riednerpult gesot ginn ass: Nëmme Lëtzebuurger kënnen d'Chamber wielen!

Wat och wichteg ass, fir datt mer eeben als Chamber kënnen eise Pouvoir exercéieren, fir d'Aktiounen, d'Handele vun der Regierung ze kontrolléieren, ass d'Enquêtékommisioun en Outil, deem ee muss beduecht asetzen. Mee et ass wichteg, datt eng Enquêtékommisioun net vun der Majoritéit ofhänkt. An duerfir ass et och gutt, datt mat deem neien Text een nëmme 20 Deputéierter brauch, fir esou eng Enquêtékommisioun kënnen ze declenchéieren.

En anere wichtige Punkt ass, datt mir als Chamber eis eege Wal net méi selwer kontrolléieren. Mat deem neie Verfassungstext ginn d'Wale vum Verfassungsgericht validéiert.

Dann hu mer och eng Prozedur aus den europäesche Verträge agebaut, wat och weist, datt eis d'„participation directe“ – entre guillemets – vun de Leit dobausse wichteg ass, déi sougenannten „initiative législative“. De Charles Margue ass dorobber agaan, ech brauch hei d'Detailer net weider ze widerhuelen.

Dann eng aner Neierung, Nouveauté: D'Chamber kënn net méi a Sessiounen zesummen. Mir sinn elo e fortlaufende Betrieb. Et gëtt kee Vakuum méi beim éischte Pouvoir vum Land.

D'Chamber kann opgeléist ginn entweder duerch e Refus de confiance vis-à-vis vun der Regierung oder duerch eng Motion de censure. Och hei spigelt sech zréck, wat mer haut de Moie schonn e puermol héieren hunn. All Institution ass krisefest gemaach ginn. A menger Ried zum éischte Vott vun dësem Kapitel hat ech am Fong gesot, datt den Här Premierminister Bettel net kéint do setzen, well d'Prozedur deemools war net festgeschriwwen, wéi een nei Chamberswalen declenchéiert. Mee elo mat där neier Verfassung gitt Der dann nach eng kéier confirméiert.

### (Interruptions et hilarité)

Wat awer och wichteg ass, dat ass, dass mer elo an dësen Text den Ombudsman aschreiwen. Dee steet bis haut net an der Verfassung an ass just duerch e Gesetz gereegelt.

Här President, mat dësem zweete Vott ginn also d'Renovationsaarbechte vum Haus Lëtzebuerg ofgeschloss. Mee et muss een, wéi bei engem Haus ëmmer, duerno kucken, reegelméisseg Entretien maachen. Dat heescht net, Kolleeginnen a Kolleegen, datt ee muss mat der Moud goen, mee et muss een agéieren am Respekt vun eiser Geschicht, vun deene Leit, déi hei wunnen an déi hei schaffen, am Respekt mat deem, wat mer sinn, well nëmme da kënnen mer bleiwen, wat mer wëllen!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, gudd Mëtteg och vu mir. Endlech komme mer elo haut an dësem héijen Haus zu deenen zwee leschte Kapiteln, déi mer elo an deenen zweete Vott huelen, fir dass mer déi grouss Maschinn vun der neier Verfassung definitiv kënnen ofschléissen. An ech soen direkt och dem Corapporteur, dem Kolleg Charles Margue, häerzlech Merci. Hien ass am Dauerasaz säit gëschter Mëtten. Mee ech mengen, dat hei ass eent vun de Kärstécker vu sengen Interventiounen, dëse Rapport zu der Chamber an dem Staatsrot.

Här President, déi zwou Institutionen, ëm déi et geet, si vital fir d'Lëtzebuurger Land. Zu der Chamber brauch ech Iech net méi ze soen, a meng Virriedner, dat heescht de Charles Margue an de Léon Gloden, hunn et jo och gesot: Et ass den éischte Pouvoir am Staat, mee fir mech och d'Häerzstéck vun all Demokratie!

D'Chamber gëtt mat dësem Text drastesch verbessert. Ech ginn Iech elo just nach eng kéier kuerz Beispiler, einfach, soen ech ëmmer, fir den intellektuelle

Pleséier, quitte dass et virdu schonn hei ugeklongen ass, mee dass och wierklech all Mënsch et richtig matkritt.

Niewent hire classeschen Attributiounen kritt d'Chamber elo en neit Instrument derbäi, dat ass d'Motion de confiance, en zousätzlech Instrument, fir vis-à-vis vun den Texter an och der Regierung ze agéieren.

Dat zweet ganz staarkt Instrument, wou mer vill Diskussiounen haten, dat ass de berühmten Droit d'enquête. Deen huet zwar scho bestanen an engem Gesetz vun 2014. Mee wat awer elo e Paradigmewiesel ass, dat ass, dass, wann en Drëttel vun den Deputéierten, dat heescht, 20 Deputéierter, et verlaangen, da muss automatesch eng Commission d'enquête agesat ginn. Da muss ee kucke mat där Prozedur.

En anert Beispill, wat och schonn e Paradigmewiesel ass, dat ass déi nei Initiative citoyenne mat deem savanten Numm „Proposition motivée [...] de légiférer“. Firwat ass dat esou wichteg? Dat féiert a sech an eise System eppes ganz Neies an. Et kënn eng nei Quell, en neien Ursprung, wéi hei zu Lëtzebuerg kënnen Texter op den Instanzeweue bruecht ginn an dann an engem Vott vun der Chamber endegen. Wéi gesot, et sinn natierlech awer trotzdem Contrainten do, notament déi 12.500 Lëtzebuurger Wieler, déi mussen hir Ënnerschrëft maachen, fir dass d'Saisine vun der Chamber geschitt.

Dann den Ombudsman, dee scho laang Joren exzellent Aarbecht mécht. An dëse System gëtt elo och endlech an der Verfassung verankert.

Zum Staatsrot: De Staatsrot kritt och e richteg Stellewärt. Dir ernnert Iech vläicht net méi, mee de Staatsrot ass jo vun 1857, vum Wëllem III., deem immens verhaasst war.

### (Interruption)

1956 war dunn d'Vefassungsrevisioun, Enn 1956, mee si ass eréischt en vigeur gesat ginn am Januar 1957, wou de Staatsrot an d'Lëtzebuurger Institutionen erakoum. A vu dass een net esou richtig wusst, wéi a wat a wou, wann Der d'Vefassung kuckt vum 20. Joerhonnert, dann ass et ëmmer den Artikel 83bis gewiesch, dat heescht, et war e bäigepafften Artikel, wou de Staatsrot dann do esou matgeschwommen ass.

Elo kritt en zwee ganz Artikelen, de 95, dee riseg laang ass mat all sengen Attributiounen, an de 96, an e kritt souguer e ganz Kapitel, d'Kapitel VI. Dat heescht, säi Stellewärt ass elo festgehal ginn.

Dann niewent senge classeschen Attributiounen als Haaptberodungsorgan vun der Regierung, mat allem, wat Projet-de-loie sinn an och mat anere Froen, an als Berodungsorgan vun der Chamber fir d'Propositions de loi kënn elo do och erëm eng nei Attributioun derbäi, déi fir d'Chamber immens interessant ass. Dat heescht, niewent deene classesche Berodungsmisiounen kann de Staatsrot, op Ufro vun der Chamber, elo op all Zorte vu Froen, déi d'Chamber stellt, säin Avis do ginn. An ech mengen, dat ass fir d'Chamber extrem wichteg. Net nëmme gewënnt d'Chamber Zäit, well wann esou quokeleg, delikat Froe opkommen an d'Chamber ka schonn de Feeling kréie vum Staatsrot, da kann dat wegweisend si fir hir zukünfteg Aktiounen oder Positiounen, déi se kann huelen. Ech mengen, dat ass am Interessi ..., wa mer schwätze vu „bien légiférer“, da kann dat eis nëmme hëllefen.

Dat gesot, mat där Méiglechkeet, wou d'Chamber gestärkt gëtt duerch déi ganz nei Attributiounen vum Staatsrot, wäert ech schonn zum Schluss kommen. Ech wollt dat just ervirhiewen, well, wéi gesot, de Charles Margue ass queesch duerch déi ganz Eckwärtler gefuehert.

Ech wëll och just nach eng Kéier all Mënsch hei Merci soen, dee gehollef huet. Mat dësem Text zu den zwou vitalen Institutione vun der Lëtzeburger Demokratie, dat heescht, d'Decisionsoorgan an d'berodend Organ, kënnt wierklech eng Plus-value an eis Démocratie parlementaire.

An dofir wäert ech ofschléissen, andeems ech all Mënsch och nach eng Kéier Merci soen a wierklech mat Freed hei den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, President vun der Institutionskommissioun, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass esou wäit. Mir sinn nach e puer Minutte vum Zil. D'Zil, dat ass, eng Verfassung ze kréien, déi no bei der gelieferter Realitéit vun eiser Gemeinschaft ukënnt.

Dee leschten Deel vun eise Verfassungsrevisiounen wäert zur Stärkung vun der Chamber féieren, net géint aner Institutionen, mee zesumme mat deenen aneren Institutionen. An dës Revaloriséierung entsprécht deem, wat eng modern parlamentaresch Demokratie brauch a wat eng representativ Demokratie soll sinn.

Merci dem Rapporteur, dem Charles Margue. Ech widerhuelen net nach eng Kéier all déi Mercien un déi, déi déi Mercie méi wéi verdéngt hunn, well hei si ganz vill Leit, déi mat dru geschafft hunn, eis Virgänger, eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter. Mir hunn d'Tania Braas zum Beispill nach net zitëiert, och iwwer laang Strecken derbäi, an ech vergiessen der nach. Mir sinn un d'Carole Closener gewinnt, wat eng exzellent, exzellente Aarbecht geleescht huet, och zesumme mat eiser Chambersdirektioun, mat eiser Reglementscommission, der gesamter Institutionskommissioun an eiser jonker Cellule scientifique, déi bei den Ausféierungsbestimmungen hiren Elan, hir Motivatioun an hir Capacitéite ka weisen.

Merci un all d'Kolleegen, déi an deene leschte Méint eng ganz grouss Standhaftegkeet bewisen hunn, well e puermol si mer nach un d'Ziddere komm.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dat muss een esou soen, net vun deene Säiten, déi elo mengen, si wärem gemengt ...

*(Hilarité)*

... mee ech fannen, dass déi vill Ausenanersetzungen, déi mer haten an déi Schrëtt, déi mer openeen zougemaach hunn, gutt Schrëtt waren, well ech bleiwen där Iwwerzeegung: Dat Wichtigst un enger Verfassung ass, dass e Maximum vu Leit sech dran erëmmerken an datt se erëmispigelt, wat mir als Gemeinschaft sinn.

Deen neien Artikel 50 (veuillez lire: Deen neien Artikel 62) leet explizit déi legislativ Gewalt bei d'Chamber a gesäit d'Kontroll vun der d'Regierung duerch d'Chamber vir. Déi stoung an där Form net esou an der Verfassung.

D'Autonomie vun der Chamber – an dat ass e wichtige Deel, well eist Reglement déi eng oder aner Kéier a Fro gestallt ginn ass –, gëtt duerch d'Festegung, d'Verankerung vun eisem Reglement an der Verfassung gestärkt. D'Chamber bestëmmt duerch hiert Reglement selwer, wéi se hir Attributiounen

ausübt, sech organiséiert. Dat ass keng Extrawurscht. Et ass net am klengen Kämmerlein, wou mer déi Reglementer, eis Reglementer, wëlle maache respektiv d'Reglementer änneren. Mee mir kréien awer méi Eegestännegkeet do derbäi. D'Reglementer an hir Ännerungen hunn e vergläichbare Wäert wéi e Gesetz. Mir mussen iwwer alles ofstëmme an d'Texte publizéieren an och an öffentlecher Sëtzung diskutéieren. Dach, et ass e klengen Schrëtt Differenz, mee deen ass gewollt.

Vu menge Virriedner ass d'Neierung vun der Initiative législative citoyenne – Gesetzesinitiativen, déi de Bierger kann abréngen – genuch virgestallt ginn. Ech wëll just drop insistéieren, dass dat eng Weiderentwécklung ass vun der Matbestimmung oder Matgestaltung vun de Bierger. Et geet e gudden Schrëtt méi wäit wéi d'Petitioun, ass awer net gratis. Et setzt e groussen Engagement vun deene viraus, déi wëlle Gesetzter matgestalte respektiv proposéieren.

D'Enquêtérecht vun der Chamber ginn am neien Artikel 69 (veuillez lire: am neien Artikel 81) nei geregelt an erliichtert. „Erliichtert“ heescht net lichtfanke gebrauchen! Dat Instrument vun der Enquêtékommissioun ass keng Chambre de mise en accusation vis-à-vis vun der Regierung. Et ass en Instrument, e scharft Instrument, dat à bon escient soll gebraucht ginn, esou wéi mir et och gestëmmt kréien. Well mir sinn eng kleng Chamber, wa mer muer sechs Enquêtékommissiounen parallel hunn, da kënne mer Forfait erklären! Dat geet sécher net. An hei gëllt och de Prinzip: „Trop de commissions d'enquête tuent la commission d'enquête.“ Also, dat Instrument ass e wichteg Instrument an der Hand vun der Chamber, mee et soll ee suergfältig dermat ëmgoen.

D'Interventioun vun der Force publique ausserhalb vum groussherzoglechen Terrain gëtt geregelt.

De Staatsrot, dat ass gesot ginn, kritt seng eege Kapitele, an d'Chamber, grad ewéi d'Regierung, ka Froe stelle respektiv sech berode loosse vum Conseil d'État. Och hei gëtt d'Zesummenaarbecht zwëschen den Institutione méi officialiséiert, wéi dat de Fall war. Den Debat, den Discours interinstitutionnel ass ganz wichteg.

Also d'Konklusioun: D'Chamber gëtt mat dësen Texter däitlech gestärkt. Dat geet och wéi e roude Fuedem duerch déi gesamt Ännerungen. A wa mer haut iwwer déi véier Kapitele ofgestëmmt hunn, dann trieden déi Revisiounen den éischten Dag nom sechste Mount no der Publikatioun a Kraaft.

Dat Resultat, no enger Schwéiergebuert, muss ee soen, léisst sech weisen. Déi laangwiereg Aarbecht huet sech gelount, well mer all déi wichteg Kapitele, all déi wichteg Dispositiounen, déi sech an deene leschten 20 Joer fonnt hunn, konnten an déi nei Texter eriwuerbréngen.

Ier d'Verfassung a Kraaft trëtt, an dat ass gesot ginn, bleift eis nach vill Aarbecht a Saachen Ausféierungsbestimmungen. Mee mir hunn eis gutt virgeschafft, eng ganz Rei vun Texter si schon deponéiert. Mir wëllen et hei aneschters maache wéi zum Deel bei där jëtzege Verfassung, wou och no wäit iwwer 100 Joer eenzel Ausféierungsbestimmungen nach net geholl waren. Hei wëlle mer mat der Akraaftsetzung vun der Verfassung och déi noutwendeg reglementaresch a gesetzlech Ausféierungsbestimmungen matlieweren. An ech mengen, dat ass eng gutt Aarbecht.

Mat eisen zweete Votte vu gëschter an haut steet deene fundamentale Revisiounen näischt méi am Wee. Dir kënnt Iech virstellen, datt dat fir eis all, déi dat méiglech gemaach hunn, eng ganz grouss Satisfaktioun ass.

Mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint, an dat ass och e wichtige Deel, deen nach ze maachen ass an der Suite vun deem, wat mer scho vum éischte Vott gemaach hunn, grouss Effort maachen, fir datt déi iwwerschaffte Verfassung och bei de Leit ukënnt.

An deem Sënn wëll ech Iech e ganz härezele Merci soen. Här President, och merci fir d'Gedold mat mir. Mee hei ass haut, et ass gesot ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | 80 %, Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | ... et ass e groussen Dag an ... Wat sot Der, Här Halsdorf?

**M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) | Ech sot, Dir kéint nach eng Minutt schwätzen, da sidd Der bei zéng!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wat gelift?

**Une voix** | Et ass an der Rei.

*(Interruptions)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Schwätzt nach 45 Sekonnen, da sidd Der bei zéng Minuten!

**M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) | Dat hunn ech gesot.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo. Also, fir 20 Joer Aarbecht ass dat op jidde Fall net ze vill. Merci villmools.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo, a besonnesch merci dem President vun der Institutionskommissioun. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An och dem Här Margue e grouse Merci. Ech kann dem Här Margue direkt soen, datt dat hei dat Kapitel ass, woumat mir als ADR am mannste Schwiergekeeten hunn. Et ass also, géif ech soen, eent, wou ech mech kann op e puer Punkte konzentréieren.

A fir direkt op den Här Mars Di Bartolomeo anzegoen, seng lescht Bemierkung, datt Der wëllt elo déi Verfassung, déi nei Texter do, un d'Leit erubréngen, ech mengen, mir haten och gesot, mir sollte kucken, fir en Text op Lëtzeburgeresch ze maachen an deen dann och un d'Leit ze verdeelen.

**Une voix** | Dat ass an der Korrektur.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Gutt.

Dann elo hei iwwer deen heiten Text e puer Bemierkungen. Also, ech hat grad gesot, et geet ëm d'Chamber, et geet ëm de Staatsrot, do sinn eng ganz Rei Saachen dran, déi mir matdroen, ënner anerem d'Commission d'enquête, wat eng ganz gutt Saach ass, datt mer net méi d'Majoritéit brauchen, fir d'Commission d'enquête anzusetzen.

D'Initiative législative citoyenne, och dat droe mer mat. Mee ech mengen, d'Lat ass e bëssen héich geluecht. Do wäerte mer musse kucken, wat d'Erfahrung eis weist. An ech ka mer virstellen, datt mer dat e bëssen adaptéieren, well déi kuerz Delaien, déi héich Zuele vu Leit, dat ass trotzdem warscheinlech eng ganz grouss Schwiergekeet.

D'Opléisung vun der Chamber, dat war eng Prerogativ vum Groussherzog, u sech en demokratescht Recht fir d'Leit. Well u sech konnt de Groussherzog jo just d'Chamber opléisen an dann de Leit et erméiglechen, erëm wielen ze goen. Dat war u sech e Recht, wat e formaalt Recht vum Groussherzog war, mee u sech eng Méiglechkeet fir d'Leit, fir d'Chamber nei ze bestëmme. An dat gëtt elo ageschränkt. Dat ass net onbedéngt e Virdéel, mee gutt. Ech mengen, datt ass eppes, wat een eventuell nach kéint akzeptéieren. Mee et deet eis awer leed, well et ass schon eng



Aschränkung vun de Méiglechkeete vum Staatschef, fir eng politesch schwiereg Situatioun vläicht kënnen op déi Manéier ze léisen. Also, et ass sécher kee Virdeel.

Awer zwee Punkte sinn eis ganz wichteg. Dat eent ass de Referendum. De Referendum, dee gëtt elo anescht gemaach, an do ass et nämlech esou, dass do deem net nëmme d'Electeurs do kënnen matmaachen, mee d'Chamber kann allkéiers bei engem Gesetz decidéieren, wien d'äerf mat ofstëmme goen. An dat ass schon e Problem. Well mir liesen dat als ADR zesumme mat deem Artikel 9bis (veuillez lire: mat deem Artikel 10), deem ass an der Madamm Beissel hirem Kapitel: „Sans préjudice de l'article 52 (veuillez lire: de l'article 64), la loi peut conférer l'exercice de droits politiques à des non-Luxembourgeois.“ A mir hunn elo scho gesinn, wéi mer dat do diskutéiert hunn, dass de Conseil national pour étrangers nach viru Kuerzem, am November zejoert, gesot huet: „Le conseil national pour étrangers [...] regrette que les ressortissants étrangers n'aient pas eu la possibilité de participer à ce référendum“ – gemengt ass dee vun 2015 – „qui les concernait directement.“

Also, wat mer wäerte gesinn an deenen nächste Méint a Joren – et ass e ganz staarke Lobbying –, ass, dass mer wäerten iwwert d'Ausländerrecht e Referendum kréien, an zwar eventuell, wann dat dann dem Wonsch no geet vu verschiddenen Associatiounen, mat der Participatioun vun den Ausländer. Et muss ee kucken, wéi ee Wäert een deem zougesteet, mee dat ass nun elo näischt, wat mir erfannen. Dat ass einfach eng linear Interpretatioun vun deem, wat mer an deene leschte Méint a Jore gesinn an erlieft hunn. Do ass also e Problem. A fir eis ass ganz kloer, dass mer insistéieren, dass keng Participatioun u legislativen, nationale legislative Wale vun eisen auslännesche Matbierger ka stattfannen.

Et ass och e bëssen eng Kontradiktioun. Mir hunn hei héiere vun deem engen oder aneren, dass de Referendum vun 2015 respektéiert gëtt. An awer, an awer ass hei bei der Referendumsdiskussioun elo scho gesot ginn: Jo, da kënnen och eventuell Netlëtzebuerger matmaachen oder och Leit ënner 18 Jore an esou weider. Dat heescht, dee Respekt virun deem Referendum – och e Kritikpunkt vun der ADR – ass awer äusserst flexibel.

An dann d'Eedesformel: D'Eedesformel ass och eppes, dass huet kee Virriedner bis elo ernimmt. Mir loosse an där neier Verfassung d'Referenz op de Groussherzog falen. „Je jure fidélité au Grand-Duc“ verschwënnt aus der Eedesformel. An dat ass fir eng Monarchie ganz aussergewéinlech. U sech ass et eng Normalitéit, an enger Monarchie constitutionnelle natierlech, dass d'Leit op de Groussherzog vereedelegt ginn. Mir hunn dat och an auslännesche Monarchien, wou allkéiers d'Leit op hire respektive Monarch vereedelegt ginn.

Awer mir hunn eis do e bësse méi beschäftegt mat der Eedesformel an eis e puer Froe gestallt. A mir géifen och zwou Resolutiounen an deem Sënn proposéieren, einfach fir ze froen, fir de Bureau vläicht ze chargéieren mat zwou Saachen.

Dat Éischt ass: Mir hu jo hei ..., de Moien hate jo eng Rei Riedner gesot, dass mer jo esou méisproocheg sinn an esou weider an dass mer dräi administrativ Sproochen am Land hunn. Ech mengen, den Här Margue hat souguer vun dräi Landessproochegeschwat. Ech si mer awer net méi ganz sécher, mee et kéint awer esou gewiescht sinn, et wär net aus der Welt gegruff. A mir denken, dass mer sollten eng offiziell Formel hunn, eng offiziell Eedesformel an

deenen dräi administrative Sproocher vum Land, a mir wäre frou, wann all Deputéierten da kéint eraussichen, a wéi enger Sprooch e säin Eed leescht. Well et ass jo net esou, dass mer an administrative Saachen elo soen: Dat doten ass déi preferenziell Sprooch! Mir hunn eng national Sprooch – Lëtzebuergesch – an dann hu mer déi dräi administrativ Sproochen.

An deem zweeten Aspekt, dass ass eppes, wat mer am Ausland ganz vill gesinn, och an Däitschland an esou weider, dass ass, dass d'Eedesformel ka begleet gi vun enger reliéiser Referenz, zum Beispill hu mir hei déi Däitsch „so wahr mir Gott helfe“, a Frankräich „que Dieu me soit en aide“, an England „so help me God“. Dat heescht, do hu mer allkéiers d'Méiglechkeet, wann een, fräiwëlleg wuelverstan, wëllt eng reliéise Referenz bei säin Eed maachen, dass dee respektive Deputéierten oder anere Beamten déi Méiglechkeet huet. Mir wëilten also souwuel déi Méiglechkeet virgesinn, dass ee kann den Eed an e puer Sproochen ofleeën, wéi och eng fräiwëlleg, natierlech fräiwëlleg, d'Méiglechkeet virgesinn, fir och eng reliéise Referenz an d'Eedesformel mat opzehuelen.

An deem Sënn, Här President, wëilt ech Iech déi zwou Resolutiounen iwwerreechen.

**Résolution 1**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*erënnert drun,*

– dass d'Eedesformel vum nei gewielten Deputéierte bis dato ausschliesslech a franséischer Sprooch ofzeleeën ass;

– dass Lëtzebuerg awer dräi administrativ Sproochen huet an dass d'Sproochegesetz vun 1984 keng vun deenen dräi Sproocher fir den Eed virschreift,

*decidéiert dowéinst,*

– dass den Deputéierten an Zukunft d'Wiel huet, a wéi enger vun deenen dräi administrative Sproocher hien d'Eedesformel ofleeë wëllt;

– de Bureau vun der Chamber ze chargéieren, eng offiziell Formulierung vun der Eedesformel an deenen dräi administrativ Sproocher auszeschaffen.

(s.) *Fernand Kartheiser.*

**Résolution 2**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*erënnert drun,*

– dass a verschiddene Länner en nei gewielten Deputéierten a senger Eedesformel och eng reliéise Referenz ka maachen, z. B. iwwert de Wee vun enger Formel ewéi: „que Dieu me soit en aide“, „so help me God“ oder „so wahr mir Gott helfe“,

*decidéiert dowéinst,*

dass och déi Lëtzebuerg Deputéiert an Zukunft sollen déi Méiglechkeet hunn, fir bei hirem Vereedelegung eng fräiwëlleg reliéise Referenz zousätzlech zu hirem Eedesformel ze maachen.

(s.) *Fernand Kartheiser.*

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Dat gesot, Här Margue, et ass schon e Kapitel, wat eng ganz Rei positiv Saachen huet, mee haaptsächlech wéinst dem Referendum, der Eedesformel, der Aschränkung vun der Rechter vum Groussherzog bei der Opléisung vun der Chamber, bei der Schwieregkeete vun der Initiative législative citoyenne gesi mer eis leider net amstand, fir dat heiten elo matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss de Mars Di Bartolomeo e bëssen enttäuschen. Ech mengen net, dass et sech nëmme nach ëm e puer Minuten handelt, bis déi nei Verfassung a Kraaft trëtt.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Nee, bis no deem zweete Vott.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Et dauert jo nach e bëssen, net nëmme bis deem zweete Vott, et dauert och nach, bis se publizéiert ass, an och dann dauert et nach e bëssen.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Mee dat hunn ech jo gesot!

**M. Sven Clement (Piraten)** | Mee ech sinn awer frou, dass mer haut zumindest mam Legislativen op en Enn kommen, an zwar virun allem, dass mer hei u sech mat deem Text ophalen, deem d'Chamber stäerkt. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer eis Chamber stäerken. De Rapport huet dat virdu gesot, meng Virriednerinnen a Virriedner hunn et gesot: D'Missioun vun der Chamber gi vill méi kloer an d'Verfassung geschriwwen, ënner anerem, an dat begrëissen ech ganz besonnesch, am Artikel 63 (veuillez lire: am Artikel 75), drëtten Punkt: „requérir de la part du Gouvernement tous informations et documents“, eppes, wou an der Vergaangenheet d'Regierung sech souguer um Geriicht mat Hänn a Féiss gewiert huet an esou wäit gaangen ass fir ze behaupten, d'Chamber wär keen Deel vum Staat. Elo kënn et an d'Verfassung stoen. An ech mengen, dass dat gutt ass, dass et an d'Verfassung stoe kënn, genausou, wéi et gutt ass, dass an d'Verfassung stoe kënn, dass all Member vun der Chamber kann eng Proposition de loi maachen. Dat war zwar bis elo de facto ëmmer esou gelieft, et stoung awer net am héchsten Text vum Land.

Och d'Initiativrecht, dass d'Biergerinnen an d'Bierger elo selwer kënnen Gesetzesproposéieren maachen, fënn eis Zoustëmmung. Dat ass nämlech och e Beweis derfir, dass d'Demokratie lieft, dass d'Demokratie eppes ass, wat a Beweegung ass, eppes, wou mer eeben net just an engem Elfenbeintuerm matenee schwätzen, mee tatsächlech och an engem permanenten Echange mat de Biergerinnen a Bierger sinn, an dat net nëmme all fënnef Jore, wa Wale sinn.

Da gouf scho vun der Enquêtékommisssioun geschwat; ech kommen elo net drop zrëck. Ech bedauern e bëssen, dass elo mam ganzen Hin an Hier a mat den Datumen et esou geet, dass u sech fir dës Legislatur keng Enquêtékommisssioun méi kann zustane kommen. Ech denken, dass mer déi lescht Jore méi wéi eng Affär haten, déi et definitiv meritéiert hätt, virun eng Enquêtékommisssioun ze kommen.

*(Interruption)*

Bref, an Zukunft kéint dat da jo anescht sinn.

A schlussendlech, natierlech och ganz kloer d'Referenden, eppes, wat mir begrëissen. An dofir mécht et mer wierklech eng grouss Freed, haut kënnen, esou wéi beim éischte Vott, och beim zweete Vott de Jo vun der Piraten matzebréngen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, esou wéi ech et de Moie scho gemaach hunn, wäert ech mech och elo kuerzfaassen. Ech wëll dem Rapporteur, dem Charles Margue, Merci soen.

Jo, et ass den Endspurt vun där neier Verfassung. Gëschter hunn d'Aarbechte jo ugefaangen hei mat engem zweete Vott. Dofir erlaben ech mer ze soen, dass et den Endspurt ass, well den zweete Vott ass eeben deen, deen och de leschte Vott ass. An elo kënnt dann d'Publikatioun vun deem Ganzen an dann d'Akraafttriede vun där neier Verfassung.

Mee ech erlabe mer awer ..., Dir hutt ganz vill Leit ernimmt, an ech wollt awer och hei dem Service juridique aus dem Staatsministère e grouse Merci soen, dem Här Fettes, ...

**Une voix** | Ganz richtig!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | ... dee wierklech mat senger Ekipp eng ganz, ganz gutt Aarbecht leescht an op dee mer ziele kënnen an deen och am Interêt vun der Saach schafft. Him a senger ganzer Ekipp, déi d'Aarbechte begleet hunn, e ganz, ganz grouse Merci.

An d'Séparation des pouvoirs oblige, all déi Mercien, déi Dir Äre Mataarbechter am Haus hei matgedeelt hutt, do kann ech mech just ralliéieren. Mee ech dierf do näischt soen – „séparation des pouvoirs, je ne veux pas m'en mêler“. Mee op jidde Fall, et ass gutt Aarbecht gelescht ginn, et ass vill Aarbecht gelescht ginn an dat, wat ech de Moie gesot hunn, ass nach ëmmer richtig: „Et ass Zäit ginn!“

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, a mir schléissen eis selbstverständlech och am Respekt vun der Gewaltentrennung u de Merci un, deen den Här Staatsminister u seng Leit weiderginn huet. Deen ass ganz berechtigt.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Ech huelen dee Merci mat.

An erlaabt mer just, Här President, well et ass dee leschte Punkt, wou ech haut bei Iech sinn, ech wollt nach just am Numm vun der Regierung Iech alleguerten och schéi Feierdeeg an eng gutt Gesondheet wënschen an ech hoffen, Iech alleguerten am neie Joer fit ze gesinn. D'nächst Joer gëtt en ustrengend Joer. An ech hoffen, dass mer déi néideg Serenitéit hunn, fir och dee Walkampf seriö ze maachen.

An ech wënsche mer virun allem, dass d'nächst Joer eng méi grouse Serenitéit weltwäit nees eng Realitéit gëtt. Dat ass dat, wat mer eis alleguerten nëmme kënnen wënschen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Staatsminister. Iech an alle Membere vun der Regierung och nënnen dat Besch fir d'Joer 2023. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwer d'Verfassungsännerung 7777. Den Text steet am Document parlementaire 7777<sup>B</sup>. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert, an de Vote par procuration ass net erlaabt.

**Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7777**

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition ass mat 50 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmmen an 2 Abstentioune ugehall.

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Här President, ech wollt just soen, ech krut hei iwwerhaupt kee Vott affichéiert.

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir korrigéieren dat dann.

*Résultat définitif après redressement : la proposition de révision de la Constitution 7777 est adoptée par 52 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

A wien hätt et geduecht: Mir ware laang ënnerwee, mee d'Schëff vun der Constitution ass elo just definitiv am Hafen ukomm an huet Anker geworf. D'Chamber huet eis Demokratie méi staark gemaach. Ech wëll Iech an all deenen, déi hei an hei am Land dorunner matgewierkt hunn, Merci soen.

Et ass also esou decidéiert.

*(Applaudissements)*

**3. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding**

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8117, eng Upassung ...

**Une voix** | Här President, ...

**M. Fernand Etgen**, Président | A pardon, den Här Roy Reding hat nach d'Wuert gefrot fir den Depot vun engem ...?

Här Reding, wannechgelift.

**Exposé**

**M. Roy Reding** (ADR), auteur | Jo, merci, Här President. Elo, wou de 7777 gestëmmt ass, erlaben ech mer, als President vun der Reglementscommission eng Proposition de modification vun eisem Règlement virzeleeën, wat d'Autonomie fonctionnelle an och d'Organisation, déi materiell an déi finanziell Organisation, vun eiser Chamber ubelaangt. Voilà!

**Une voix** | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR), auteur | Pour mettre en musique.

*8127 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'autonomie fonctionnelle et à l'organisation matérielle et financière de la Chambre des Députés*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Reding.

**4. Dépôt d'une proposition de loi et d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser**

An da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

**Exposé**

**M. Fernand Kartheiser** (ADR), auteur | Jo, Här President. Ech wollt dann och eng Proposition de loi hei deponéieren. Ech soen Iech villmools Merci, datt Der mer d'Wuert gitt. A vu datt mer elo den zweete Vott gemaach hunn, och eng Proposition de révision vun der Constitution.

*(Hilarité)*

Ech fänke vläicht u mat der Statistiek e bëssen: Mir hunn am Abléck hei am Land ...

*(Interruption)*

... 341.230 Lëtzebuerger. Dat war den 1. Januar 2022, Stateg. A mir haten den 30. September 2022 117.885 Lëtzebuerger am Ausland. Dat heescht, all déi Lëtzebuerger, déi am Ausland sinn, déi kënnen wuel wuelen, aktiv, awer net gewielt ginn, passiv. Dat ass esou, dat steet an der Verfassung, an esou steet et och am Walgesetz.

Mir denken awer als ADR, datt dat net richtig ass a mir wëllen dowéinst eng Initiativ huelen, fir eng politesch Benodeelegung vun deene Lëtzebuerger am Ausland ofzeschaffen, well si kënnen sech net Kandidat maache bei den nationale Wale. Mee si kéinten, wa mir hinnen dat Recht ginn, nämlech déi Condition de résidence, de domiciliation hei am Land ofschafen, Kandidat gi bei de Wale wéi all anere Lëtzebuerger och, wat an eisen Ae richtig wier, well mir wëllen net den Ënnerscheid an de politesche Rechter. Fir eis hänken d'politesch Rechter un der Nationalitéit an net um Lieu de résidence. An dofir géife mer dann souwuel d'Walgesetz wéi och d'Verfassung an deem Sënn wëllen änneren an déi politesch Diskriminéierung vun de Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, ofschafen.

Dofir, dee véierte Punkt, Dir wësst, déi Conditions d'éligibilité, déi si jo do beschriwwen: Et muss ee Lëtzebuerger sinn, et muss een d'Droits civils et politiques hunn, et muss een op d'mannst 18 Joer al sinn, an dann ass eeben déi véiert Konditioun „être domicilié dans le Grand-Duché“. An déi wëllte mer sträichen.

Ech soen Iech villmools Merci, an ech dierf Iech, Här President, déi zwee Texter iwwerreechen.

*8126 – Proposition de loi portant modification de la Loi électorale du 18 février 2003*

*8125 – Proposition de révision portant modification de l'article 52 de la Constitution*

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.



## 5. 7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution (suite)

### Résolutions

Da musse mer nach iwwert déi zwou Resolutiounen ofstëmme, déi den Här Kartheiser deposéiert hat.

D'Resolutioun Nummer 1, wou d'Chamber soll decidéieren, a wéi enger vun deenen dräi administrative Sproochen den Deputéierten dann d'Méiglechkeet huet, den Eed ofzeleeën, fir do ze wielen. Wie wëllt nach zu där Resolutioun d'Wuert ergräifen?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo, den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Also, dat ass elo eng Iddi vun eis: Mir musse fir eis net direkt ofstëmme doriwwer, well et ka jo och sinn, datt deen een oder anere Kolleg nach wëllt iwwerleeën, ier e vläicht wëllt eng Decisioun huelen.

### (Brouhaha)

Mir kënnen och direkt driwwer ofstëmme. Also, eise Vott ass kloer. Dir kënnt et och un de Bureau verweisen, dat war eigentlech dat, wat mer gehofft haten. Mee et muss awer vun eiser Säit aus elo net direkt e Vott sinn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. De President vun der Institutionskommissioun, den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, Här President, zu der éischter Resolutioun, déi ass jo net onsympathesch, dass e Lëtzebuerger Deputéierten och säin Eed op Lëtzebuergesch kann ofleeën. Mir musse just kucken, awéieren dass dat mat den Texter vun der Constitutioun vereinbar ass, well mir schreiwen ëmmer, de franséischen Text „fait foi“. An ech géif proposéieren, dass mer déi Resolutioun géifen an d'Institutionskommissioun huelen, fir eng Kéier en Tour ze dréien.

Ech wëll awer och dann direkt Stellung bezéien zu där zweeter Resolutioun. Dat ass a mengen Aen en No-Go, well ech ka mer virstellen, dass den Auteur weess, wou en ufänkt, mee awer kee vun eis weess, wou mer domat géife landen. Dat ass dat Éischt.

An dann: Et gëtt jo unerkannte Reliounen an et gëtt manner unerkannte Reliounen. An ech géif eis gär hei am Parlament gesinn, wa mer op eemol Schwurbelleie géifen hei erliewen!

An dat Zweet, dat ass awer dat méi wichtegt Argument: Mir hunn hei mat eise Verfassungsännerungen dat enterinéiert, wat mer schonn a Gesetzesform gemaach hunn: d'Trennung vu Kierch a Staat. An hei soll e laizisteschen Eed geleescht ginn an net eng vag Méiglechkeet, fir eng reliéis Referenz ze maachen.

Am Sënn vun deem, wat mer an der Verfassung festgehale hunn, géif ech mengen, dass mer déi hei Resolutioun iwwerhaupt net kéinte stëmme.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Da freet den Här Léon Gloden d'Wuert.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Bei der éischter Resolutioun, fir den Eed kënnen, le cas échéant, op Lëtzebuergesch ofzeleeën hei an der Chamber, do sinn ech d'accord, fir dat an d'Kommissioun ze huelen, well doriwwer soll ee schwätzen.

Komme mer zu där Konkursioun, muss ee just soen, dann zielt et fir jiddwereen, deen den Eed op d'Lëtzebuerger Constitutioun ofleet, well et gëtt da keen Argument ...,

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo.

**M. Léon Gloden** (CSV) | ... firwat mir et dierfte maachen an de Beamten oder d'Beamtin net. Duerfir muss ee sech all deene Konsequenze bewosst sinn.

Fir déi zweet Resolutioun schloen ech menger Partei vir, dergéint ze stëmme, well mir hunn an dem Gesetzestext den Eed kloer formuléiert. Mir hu kloer gesot: „Den Eed gëtt op d'Verfassung ofgeluecht.“ An der Verfassung stinn all d'Komponenten, déi dëst Land auszeechnen, all d'Institutiounen, déi hei schaffen, all déi Wäerter, déi mer am Haus Lëtzebuerg hunn. Dat ass den Eed. An och hei: Mir kënnen net en Eed à la carte maachen! D'Deputéiert géifen dat kënnen maachen, de Beamten oder d'Beamtin kéint dat maachen. Duerfir, dës Resolutioun wäert vun der CSV ofgeleent ginn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Zu der éischter Resolutioun, do kann ech dermat liewen, datt mer dat an der Kommissioun eng Kéier duerchdiskutéieren. Ech weess net genau, wat d'Implikatioun mat der neier Verfassung sinn, vu datt fir d'Verfassung, wéi de Mars Di Bartolomeo a richtig sot, nun emol dee franséischen Text deen ass, deen d'legal Basis huet an eeben eng Eedesformel virgesäit.

Wann dann awer eng Proposition de modification muss gemaach ginn, kann ech och domadder liewen. Dat kéint jo och eng Konkursioun aus där Institutionskommissioun sinn.

Bei där zweeter, mengen ech, ass d'Positioun vun de Piraten ganz kloer. Mir si fir eng strikt Trennung vu Kierch a Staat, an deemspriechend huet och kee kierchleche Besuch eppes an engem staatlechen Eed ze dinn. Mir leeën hei en Eed op d'Grundwäerter vum Staat of. Wien dann doheem nach eng Kéier wëllt e Gebiet schwätzen, fir him Kraaft ze ginn, dee kann dat gäre maachen, mee doheem an net an engem staatleche Kontext. Esou gesi mir d'Trennung vu Kierch a Staat. Do huet eeben esou eng Formel keng Plaz méi.

An deemspriechend, mengen ech, kann ech mech och nëmme deem uschlëssen, wat de Léon Gloden sot: D'Verfassung ëmfaasst all déi Wäerter, fir déi mir als Lëtzebuerger stinn. An deemspriechend ass en Eed op d'Verfassung dat, wat priméiert, an dorunner sollte mer eis halen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement. Da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, ech soe villmools Merci de Kollegen, déi sech derfir ausgeschwat hunn, datt mer déi Iddi, fir den Eed och kënnen op Lëtzebuergesch ofzeleeën – selbstverständlech fir d'Deputéierten an all d'Beamten an esou weider –, datt mer dat an der Institutionskommissioun diskutéieren. Mir missten dann natierlech och eng Eedesformel op Lëtzebuergesch festleeën an op Däitsch, well dat ka jo och sinn, mir hunn dräi administrativ Sproochen. Da misste mer dann och den Text festleeën, wa mer déi Iddi zréckbehalen. Mir géifen dat op jidde Fall als ADR ganz staark begréissen a freeën eis, fir an der Institutionskommissioun dat dann ze diskutéieren, wann dëst héicht Haus dat elo esou wëllt.

Zu deem zweete Punkt: Jo, et gëtt eng Trennung vu Kierch a Staat. Et gëtt awer keng Trennung tëschent dem Deputéierten a sengem Glawen. An dat heiten ass jo eng individuell Fräiwëllegkeet, déi hei festgeluecht ass. A wann een dann eng Formel och nach esou festleet, wéi se am Ausland, zum Beispill an Däitschland, festgeluecht ass, dann ass eeben dat

deen Text fir deen, dee wëllt eng reliéis Referenz matmaachen oder derbämmaachen, an net iergendeppes anescht, soudatt dee Risiko ...Well an Däitschland, an anere Länner hu se jo genau déi selwecht Froestellungen, och do gëtt et eng Trennung an anere Formen. Mee et ass jo néierens esou, datt mer nach theokratesch Regimier an Europa hätten. An awer, mengen ech, si vill héich ziviliséiert Staaten an Europa awer op dee Wee gaangen, fir de reliése Facteur net wëllen ausblenden. Et ass natierlech eppes, wou mer net sollte vergiessen, datt eis Zivilisatioun zu engem groussen Deel op jüddesch-chrëschtliche Wäerter berout. An eng Trennung vu Kierch a Staat, dat muss een awer och kënnen an engem Sënn interpretéieren, datt mer elo net higinn an e Radikalismus erafalen a virun allem all Deputéierten a selbstverständlech all Beamten an aneren awer ëmmer déi Méiglechkeet loossen, wann en e Gottesbeuch wëllt, fir dat och kënnen anzegefügen a seng Eedesformel, natierlech op eng reglementéiert Manéier.

Also, wéi gesot: Mir maache schonn den Ënnerscheid zwëschent enger Trennung vu Kierch a Staat, eebe wat elo d'Institutiounen ugeet, awer mir wëlle keng Trennung vum Mënsch a senger reliéis Iwwerzeegungen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser.

### Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission

Wien d'accord ass, fir d'Resolutioun Nummer 1 un d'Institutionskommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da muss also d'Institutionskommissioun sech domadder befaassen.

*(La résolution 1 de M. Fernand Kartheiser est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)*

Ech mengen, da kënnen mer direkt zum Vott vun der Resolutioun 2 kommen.

### Vote sur la résolution 2

Hei deet sech näischt. D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun Nummer 2 ass mat 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary,*

M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, Här President, just eng Präzisioun zu deem, wat den Auteur vun der éischer Resoloutioun gesot huet. Wa mer den Tour eng Kéier dréien an der Institutiounskommissioun, ass et selbstverständlech, dass mer dat kucken am Rame vun der jëtzege Verfassung, wéi mer se ëmgeännert hunn. Et ass net, dass mer elo eis schonn op de Programm geschriwwen hunn, dass mer eng weider Verfassungsänerung maachen. Ech wollt dat just preziséieren, well den Auteur mir eppes an de Mond geluecht huet, wat ech an deem Sënn net gesot hunn. Mee mir kucken dat seriö an der Kommissioun, wat a Saache Sproochegebrauch bei deenen neie Verfassungstexter dran ass. Ech schrauwen d'Hoffnungen allerdéngs net ze vill héich, mee mir kucken dat ganz seriö.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci fir déi Präzisioun.

## 6. 8117 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8117, eng Upassung vum Mindestloun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

**M. Dan Kersch** (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all zwee Joer mécht d'Regierung e Rapport iwwert d'Lounentwécklung an iwwert d'Entwécklung vun der allgemenger ekonomescher Lag hei am Land. D'Regierung proposéiert dann och, wa si et fir néideg empfënt, eng Upassung vum Mindestloun. Esou eng Erhéijung gouf dést Joer jo och am Kader vun der Tripartite ofge-maach.

Effektiv gesäit d'Gesetz, notamment den Artikel 222-2 vum Code, vir, dass éischtens: „Le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi.“, an zweetens: „À cette fin, toutes les deux années, le Gouvernement soumet à la Chambre des députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.“

Mir stëmmen also haut, esou wéi de Code et virgesäit, iwwer e wichtegt Gesetz of, dat den onqualifizierten an de qualifizéierte Mindestloun ëm 3,2 % soll erhéijen. Et geet drëms, de Mindestloun un d'Entwécklung vum Duerchschnëttsalare vun de Joren 2020 an 2021 unzepassen. D'Berechnung vun der Entwécklung vum Salare huet erginn, dass dese während de Joren 2020 an 2021 – ech hat et virduro gesot – ëm 3,2 % geklommen ass. Dowéinst proposéiert d'Regierung jo dann och, de Mindestloun ëm 3,2 % ze héijen.

Dat bedeit eng Opwärtung vu 74,02 Euro fir den onqualifizéierte Mindestloun an eng Opwärtung vun 88,83 Euro fir de qualifizéierte Mindestloun. Den onqualifizéierte Mindestloun klëmmt esou vun 2.313,38 Euro op 2.387,40 Euro. Op d'Stonn ëmgerechent heescht dat, dass eng Steigerung vun 13,37 Euro op 13,80 Euro ze verzechnen ass.

Ech soen dës Chifferen hei ganz bewosst a jiddweree soll sech vläicht seng eege Gedanken doriwwer maachen.

D'Gesetz soll den 1. Januar 2023 a Kraaft trieden. Dës Erhéijung gëllt iwwregens, an och dat ass e Chiffer, dee beandrockt, fir ronn 67.500 Salariéen hei zu Lëtzebuerg. Vun deene 67.500 Salariéë wunnen ongeféier 52 % zu Lëtzebuerg.

Déi meeschte Leit, déi hei zu Lëtzebuerg fir de Mindestloun schaffen, schaffen an der Hotellerie an am Commerce. Déi Leit kënnen, wéi gesot, elo déi zousätzlech 74 respektiv 88 Euro och ganz gutt gebrauchen.

Här President, an deenen Zäiten, an deene mir eis hei befannen, ass et richtig, dass, wéi mer soen, déi kleng Leit net am Stach gelooss ginn. Dat heiten Instrument vun der Mindestlounupassung ass wichteg an néideg. D'Upassung vum Mindestloun leescht hire Bäitrag zu enger sozialer Gerechtegkeet an domat zu dem Erhale vum soziale Fridden.

Ausserdeem ënnerstéit si och d'Erhéijung vun der Kafkraaft vun de Stéit, wat finalement och eiser Ekonomie zeguttkënn.

De Projet de loi ass den 12. Dezember 2022 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. De Staatsrot huet den 13. Dezember säin Avis ginn. A sengem Avis huet de Staatsrot näischt um Fong auszesetzen a gëtt säin Accord zum Projet de loi.

D'Chambre des Métiers huet den 12. Dezember en Avis erausbruecht, wou si sech kritesch zum Gesetzesprojet ausdréckt. Si ass der Usicht, dass déi aktuell ekonomesch Situatioun déi geplangten Upassung vum Mindestloun net géif justifiéieren. Si kritiséiert dann och d'Berechnungsmethod vun der Regierung.

An hirem Avis vum 12. Dezember 2022 huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hiren Accord zum Gesetzesprojet ginn.

Et leien och nach zwee Avisen do, déi eis awer eréischt nom Unhuele vum Rapport zoukomm sinn. Dat ass den Avis vun der Chambre des Salariés an den Avis vun der Chambre de Commerce.

D'Chambre de Commerce weist sech an hirem Avis onzefridde mam Gesetzesprojet aus änlechen Ursache wéi d'Chambre des Métiers, während d'CSL de Gesetzesprojet begréisst, awer der Meenung ass, dass déi 3,2%-Erhéijung net duergeet. Wéi gesot, déi Avise sinn nom Unhuele vum Rapport komm. Mee ech mengen, dass et bei esou engem wichtege Gesetz awer wichteg ass, dass ee se och hei erwänt.

De 15. Dezember 2022 huet d'Kommissioun de Projet de loi an d'Avise vum Staatsrot an de Chambre-professionellen, déi eeben do waren zu deem Moment, analyséiert a mech als Rapporteur vum Projet designéiert.

D'Kommissioun huet de Rapport de 15. Dezember 2022 guttgehescht.

An hei hat ech nach stoen, ech géif den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun, mee dat iwwerhëlt herno nach eng Kéier mäi Fraktiounspräsident, wann ech dat richtig verstanen hunn.

(Interruption)

Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Dan Kersch.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Aly Kaes** (CSV) | Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer emol fir d'éischt, dem Rapporteur, dem honorabelen Här Dan Kersch, villmools Merci ze soen. Hien huet nach eng Kéier och d'Prozedur, wéi et zu enger Erhéijung kënn, erkläert – ech brauch do guer net méi do drop anzegoen – an och nach eng Kéier d'Wichtigkeet vun der Mindestlounerhéijung ënnerstrach.

Bon, mir maachen déi Mindestlounerhéijung jo ganz kloer, fir datt déi Leit, an d'Zuel ass genannt ginn, 67.500 Salariéen, déi fir de Mindestloun respektiv ronderëm de Mindestloun schaffen, eng Erhéijung kréien an domadder eenegermoossen – ech betounen: eenegermoossen! – un d'Evoloutioun, wéi se sech dobaussen an eiser Ekonomie presentéiert, ugepasst solle ginn.

Dir sidd awer all mat mir d'accord, ob dat 77 (veuillez lire: 74) oder 88 Euro sinn, datt dat sécher net duergeet, fir all déi zousätzlech Käschten, déi an deene leschte Wochen a Méint awer op jidderee vun eis zoukomm sinn, datt déi 74 an déi 88 Euro net duerginn, fir déi Käschten alleguerten ofzedecken.

Ech wëll an deem Kontext just ee Beispill nennen. Wann ech fir de Mindestloun schaffen, da ginn ech sécher näischt ronderëm d'Stad oder an der Stad lounen, mee da ginn ech iergendwou dach awer méi am ländleche Raum eppes lounen. An ech hunn och nach vläicht eng Aarbecht, déi net zu den normalen Aarbechtszäiten ass, da riskéieren ech, datt ech vun deem gratis öffentliche Transport iwwerhaupt net ka profitéieren an da muss ech also en Auto hu fir op meng Schaff. An da sinn déi puer Euro ganz séier opgebraucht, well ech dach awer op der Tankstell e gudde Batz méi muss bezuelen, wéi dat nach virun enger Zäit de Fall war.

Dat muss ee ganz einfach soen. Bon, ech wëll domadder nach eng Kéier ënnersträchen, datt déi Erhéijung zwar wichteg ass, mee leider Gottes an deem haitegen Ëmfeld net duergeet. Déi extreem Präisser, wéi mer se u sech um Immobiliemaart kennen, ob dat an der Locatioun ass, ob dat awer och ass, wann een iwwerhaupt nach drun denkt, wann ee fir de Mindestloun schafft, fir sech en Eegenheem unzeschaffen, do ass et ganz kloer esou, datt dat alles awer nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass.

An ech mengen, et gëtt nëmmen eng Method, dat ass, datt ee versicht, alles drun ze setzen, dass déi extreem Präisser, eebe grad an den Immobilien, gebremst ginn an eventuell, wann et méiglech ass, no ënnen, wéinstens liicht, ugepasst ginn; eng Fuerderung, déi mir als Partei schonn ëmmer gesot hunn an eppes, wat grad mäi Kolleeg, de Marc Lies, besonnesch bei allen Interventiounen ëmmer erëm seet.

Ech wëll och ganz kloer hei soen: Lëtzebuerg huet jo bekanntlech awer net den héchste Mindestloun an Europa, an trotzdeem, no Rumänie si mir a sech dat Land, wou d'Leit, obwuel se eng normal Aarbecht hunn, dat heescht normal 40 Stonne schaffen, awer ganz kloer am Risiko oder no beim Risiko sinn, datt se ënnert d'Aarmutsgrenz falen. Dat nennt een an deem Fall Working Poor, dat heescht, et huet een eng Aarbecht an et verdéngt een awer net genuch, fir iergendwéi normal kënnen ze liewen.

Mir haten, wann een Eurostat kuckt, ronn 12 %, déi schonn 2020 ënnert der Aarmutsgrenz gelieft hunn. An dat geet nach an d'Luucht. Dat wäert mat Sécherheet mat all deem, wat sech haut presentéiert, nach weider an d'Luucht goen, well d'Hallschent vum Akommes geet also an de Logement, geet an d'Heizkäschten, geet awer och an all déi aner supplementär Käschten, déi op d'Leit zoukommen. Dozou gehéieren



iwwregens och d'Zënsen, well et ass kloer, wann d'Zënsen klammen a wann ee just nach auskomm ass, wéi d'Zënsen ganz niddreg waren, da steet een haut virun engem Bierg, wou een net weess, wéi een dee Bierg soll iwwerklammen.

Ech wëll duerfir och ganz kloer soen, dass d'CSV selbsterständlech nach ëmmer de Mindestloun an d'Mindestlounerhéijung ënnerstëtzt huet an dat och dës Kéier wäert maachen. Duerfir ginn ech elo schonn den Accord vu menger Fraktioun.

Ech wëll trotzdeem soen, an ech mengen, ech war jo elo méi wéi däitlech, dass et eng Rei Betriber gëtt, jo, besonnesch méi kleng Betriber a verschiddene Secteuren, déi mat all deem, wat an der leschter Zäit geschitt ass, ob dat d'Pandemie ass, ob dat de Krich an der Ukrain ass, ob dat awer och d'Zënsen sinn, extreem vill Schwieeregkeeten hunn, wann dann do derbäi nach Erhéijunge kommen a schlussendlech och nach zwou, dräi Indextranchen wäerten 2023 erfalen. Da riskéieren déi Betriber, an dat muss een och ganz kloer soen, Problemer ze kréien, a kräfteg Problemer ze kréien. An et ass eis alleguerten net gehollef, wann déi Betriber definitiv d'Enner net méi zesummekréien a wann déi Betriber missten d'Handduch geheien. Duerfir muss mir, mengen ech, an och d'Regierung, nach méi wéi bis elo, grad déi Betriber ënnerstëtzen fir ze verhënnere, dass et zu esou enger Situatioun kënn.

*(Interruption par la présidence)*

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier Merci soe fir d'No-lauschteren an nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Kaes. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, 2022 ass ee weidert Krisejoer. Anescht wéi déi zwee Jore virdrun, déi vun enger sanitärer Kris gepräagt waren, ass et dës Joer de Krich tëschent Russland an der Ukrain, deen eis staark impaktéiert.

Liwerketten, déi scho während der Pandemie ënnerbrach goufen, hu sech zum groussen Deel nach ëmmer net erholl. Vill Matière-première si weiderhi schwéier ze kréien an d'Inflatioun, déi héchst zanter Joerzëngten, dreift d'Präisser an d'Luucht. Besonnesch d'Energiekäschte belauschten d'Menagen an d'Betriber. Am Kontext vun all dëse Krise stellt sech d'Fro, wéi d'Kafkraaft vun de Leit gestärkt ka ginn. Am Kader vun der Tripartite goufen eng Rei vu Mesuren ausgeschafft, déi souwuel de Menagë wéi de Betriber ënnert d'Äerm gräifen.

Eng vun dëse Mesuren ass d'Erhéijung vum soziale Mindestloun, déi am Solidaritéitspak 2.0 zréckbehalen an am Gesetzesprojet, deen eis de Rapporteur am Detail presentéiert huet, ëngesat gëtt. Op dëser Plaz e grouse Merci un de Rapporteur fir seng zwee Rapporten.

Ech wëll awer och drun erënneren, dass de Solidaritéitspak 1.0 schonn en Energiesteierkredit virgesinn huet, deen och de Mindestlounempfänger zeguttkënn an hire Kafkraaftverloscht, deen duerch d'Verréckele vun der Indextranche op Abrëll 2023 entstanden ass, iwwerkompenséiert.

Här President, méi wéi jee ass d'Erhéijung vum Mindestloun dës Joer net nëmme eng sozial, mee eng solidaresch Mesure. D'Patronatsverrieder hunn dës Mesure matgedroen a sech domat mat hire Salaréi solidaresch gewisen. Ma mir dierfen awer net vergiessen, an dat ass och elo grad schonn ugeschwat ginn, dass d'Erhéijung vum Mindestloun eng net

onbeträchtlech Belaaschtung fir d'Betriber duerstellt. Déi Secteuren, wou déi meescht Leit mam soziale Mindestloun schaffen, sinn den Horeca, de Commerce an den Transport, alles Secteuren, déi scho staark vun der sanitärer Kris betraff waren.

D'Relance, déi ee sech fir 2022 erhofft huet, ass duerch d'Energiekris an d'Inflatioun op en Neits ausgebremst ginn. D'Chambre de Commerce weist dowéinst an hirem Avis och op déi schwieereg Situatioun hin, an där d'Betriber sech zurzäit befannen. An d'Aussichte deiten de Moment leider net op Besserung hin. D'Handelskummer gesäit an der Augmentatioun vum Mindestloun dann och en negativen Afloss op d'Rentabilitéit an op d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprises.

An et ass wuel wouer, dass de Mindestloun zanter 2016 sechsmol no uewen ugepasst ginn ass. A véier Joer ass et eng Erhéijung ëm 16,5 %. Dowéinst begréisst d'DP ausdrécklech, dass d'Regierung sech mam Tripartite-Accord och solidaresch mat de Betriber weist an hinnen déi néideg Hëllef zoukomme léisst.

Verschidden Aiden, dorënner Staatsgarantien, kommen deene Betriber zegutt, déi a besonneschem Ausmooss vun den héijen Energiepräisser impaktéiert sinn. D'Regierung ënnerstëtzt och d'Investissementer an déi digital, energeetesche an ekologesche Transitioun a passt dofir d'Bonification d'impôt un. D'Hëllef beschränke sech also net eleng dorobber, d'Betriber kuerzfristeg iwwer Waasser ze halen, si solle sech och laangfristeg besser opstelle kënnen.

Ausserdeem wäert d'Regierung de Projet de loi 8016, deen déi sougenannte Work-Life-Balance-Direktiv vun der EU-Kommissioun transposéiere wäert, amendéieren. De Staat wäert nämlech 50 % vun de Frais salariaux beim Congé d'aidant a beim Congé pour raisons de force majeure, zwee nei Congéen, déi mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv agefouert wäerte ginn, iwwerhuelen.

An dësen onsécheren Zäiten ass et vu grousser Wichtigkeet, souwuel de Menagë wéi och de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, hinnen déi néideg Stabilitéit a Previsibilitéit ze garantéieren an esou d'Aarbechtsplaz vun de schaffende Leit ze schützen.

Här President, d'Erhéijung vum Mindestloun ëm 3,2 % reit sech an all d'Mesuren an, déi vun der Tripartite decidéiert goufen. Alles an allem hält d'Regierung 1,1 Milliard Euro an de Grapp, fir de Leit an de Betriber ze hëlfe, esou wéi se et och scho während der Pandemie ouni Zécke gemaach huet, am Zeeche vun der Solidaritéit.

Ech ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten (LSAP)** | Merci, Här President. A virop och villmools merci dem Rapporteur Dan Kersch fir säi Rapport zu engem Gesetz, wou ech weess, dass et him ganz besonnesch um Häerz läit.

Här President, mir hu jo haut, an et ass jo schonn e puermol gesot ginn, e ganz historieschen Dag fir eis Demokratie an och fir de Lëtzebuurger Staat. Mir hunn eis Verfassung op ville Punkte moderniséiert. Déi Ænnerunge wäerten a sechs Méint a Kraaft trieden an eis warscheinlech déi nächst Joerzëngte begleeden.

Dat freet vill Leit an och zu Recht. Et gëtt awer och vill aner Leit hei am Land, fir déi dës Gesetz, wat mer elo stëmmen, nach vill méi wichteg ass. Dat sinn déi Leit, déi nëmme schwéier kënnen an déi nächst Joerzëngte

kucken oder an den nächste Summer eran. Fir si si sechs Méint ganz wäit ewech. Si kucke fir d'Éischt emol op d'Enn vun dësem Mount, dann, wann eng Partie Rechnung kommen, dann, wann e gudden Deel vun der Pai scho fort ass an näischt méi oder net méi vill Rescht ass.

Fir vill vun hinnen ass d'Erhéijung vum Mindestloun dat wichtegst, wat mer haut ofstëmmen. An ech maachen et elo och wéi meng Virriednerin, ech maachen e kuerze Réckbléck. Zanter 2013, wou d'Koalitioun aus Sozialisten, Gréngen a Liberalen d'Geschécker hei am Land leed, goufe reegelméisseg de Mindestloun, de REVIS oder och nach d'Pensiounen gehéicht. Direkt e puermol gouf de Mindestloun zanter 2013 gehéicht oder ugepasst. Selbsterständlech gouf en duerch d'Erfale vun enger Indextranche wéi all aner Salären hei am Land och ugepasst. Dat war, mengen ech, fënnemol de Fall. A fënnef weidere Kéiere gouf de Mindestloun duerch en eestëmmege Vott hei an der Chamber gehéicht.

Vergiesse mer och net d'Walversprieche vu menger Partei, der LSAP, de Mindestloun ëm 100 Euro netto ze héijen, e Walversprieche, wat mer am Januar 2019 ageléist hunn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten (LSAP)** | Esou ass de Bruttomindestloun tëschent Oktober 2013 a Januar 2023 vun 1.912 (veuillez lire: 1.921) op 2.387 Euro gehéicht ginn. Dobäi kënn dann eeben och nach eng Nettoerhéijung iwwert de Crédit d'impôt am Zusammenhang mat där eebe genannter 100-Euro-Erhéijung. Jo, de Mindestloun ass also bannent deene leschten zéng Joer ënner Blo-Rout-Gréng ëm bal 500 Euro gewuess.

Dat heescht awer net, dass domadder all déi Leit, déi fir de Mindestloun schaffe ginn, mat Zoossiss ugestréckt wieren. Eise Mindestloun zu Lëtzebuerg, vläicht anescht wéi soss an der Welt, huet den Usproch, dass déi schaffend Leit mat deem Mindestloun e wierdegt Liewe féiere kënnen an och voll a ganz en eiser Gesellschaft deelhuele kënnen. De Phenomeen vun de sougenannte „Working Poor“, dat heescht, dass Leit, déi Vollzäit schaffen an awer net genuch verdéngen, fir hiert Liewen ze maachen, dee Phenomeen gëllt et ze verhënnere!

Mee esoulaang wéi déi héich Wunnungspräisser a Liewenskäschten am Allgemengen de Gros – an och ëmmer méi – vun der Pai opfrieren, esoulaang gi mer deem Usproch en eise Mindestloun net ganz gerecht an esoulaang wäert d'LSAP fir eng Opwärtung vum Mindestloun streiden!

Ech si frou driwwer, dass et heibannen Eestëmmegekeet gëtt, fir de Mindestloun am Januar ëm 3,2 % ze hiewen. Et ass jo och net onbedéngt en 100%egen Automatismus, well mer jo alt erëm hei an der Chamber mussen doriwier ofstëmmen, dofir ass déi Eestëmmegekeet, wéi mer se quasi allkéiers hei hunn, esou wichteg, besonnesch och, well net jiddereen am Land dës Erhéijung guttheescht, wéi mer virdu vum Rapporteur gewuer goufen.

Mir ginn haut keng Almosen, mee mir suergen derfir, dass vill schaffend Leit ab Januar e Stéckelche méi gerecht entlount gi fir hir Aarbecht, andeems hir Pai un déi generell Lounentwécklung ugepasst gëtt. Datt zäitgläich de REVIS, de Revenu pour personnes gravement handicapées an och d'Pensiounen gehéicht ginn, ass absolut ze begrëissen. Déi Erhéijung komme keen Dag ze fréi, grad elo, wou d'Liewe fir jiddereen e gutt Stéck méi deier gëtt. An aus all dëse Grënn, gëtt d'LSAP selbsterständlech hiren Accord zu dësem Gesetz.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ronn 67.500 Salariéë wäerten duerch dëst Gesetz hire Loun erhéicht kréien: 74 Euro respektiv 88 Euro de Mount méi. Dës Suen, ugepasst un d'ekonomesch Situatioun vum Moment, si vill Geld: Si kënnen den Ënnerscheid maachen, ob ee méi gesond Liewensmëttel ka kafen, ob ee mat de Kanner nom Trëppele kann e Schocki drénke goen, se maachen en Ënnerscheid beim Kaf vun der Qualitéit vun de Kleeder a bei villem méi.

Am Avis vun der Chambre des Salariés fënnt een déi interessant Projektioun vum Budget de référence, deem 2019 etabléiert gouf, ugepasst op d'prognostizéiert Präisdeierecht vum Januar 2023. Si weisen drop hin, datt zwar de Bruttobetrag vum Mindestloun elo mam Budget de référence iwwertenee klappt, um Niveau vum Netto dëst awer nach net geléngt.

Dëse Constat muss mer ganz eescht huelen an ech sinn zudéifst iwwerzeegt, dass d'Verdeelungsgerechtigkeit an d'Lutte géint d'Aarmut, hei och besonnesch de Phenomeen vun de Working Poor, an den nächste Méint a Jore ganz uewe op eise politeschen To-do-Lëscht mussen stoen.

D'Theema Aarmutsbekämpfung ass multifaktoriell an huet deemtspriechend vill Hiewelen a Stellschrauben, wou ugesat muss ginn: d'Steieren, d'Sozialhëlfen, de Logement an eeben och e gerechten a faire Loun. Haut an hei maache mer e wichtege Schrëtt fir d'schaffend Leit, fir all déi Leit, déi eist Land um Lafen halen, déi déi eis d'Tellereen zerwéieren, eis Büroebotzen, eis an de Rayone begéinen, eis versuerge, si, stellvertriedend fir all déi Concernéiert.

Anescht wéi mat Momenter ugeklonge war, huele mer dës politesch Entscheedung ganz bewusst an net automatesch. Dass mer alleguerten derhannert stinn, mécht et nach laang net selbstverständlech an dofir si mir als gréng Fraktioun och ganz frou, dëse Choix kënnen matzedroen, an ech ginn heimadde den Accord vun der grénger Fraktioun.

Zu gudder Lescht soen ech dem President-Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. E weess, vu wat e schwätzt, an et mierkt een, datt et ëm um Häerz läit.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir unzefänken dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir dëse Rapport. Ech mengen, et huet kee Wäert, datt ech elo dat meescht widderhuelen, wat hei gesot ass, datt kann ech alles widderhuelen a confirméieren. Ech mengen, et ass scho wichteg, datt mer deenen, déi um ënneschte Seuil vun eiser Gehältskala sinn ... All Euro zielt fir déi am Fong geholl duebel, deen déi kënnen méi kréien.

Mee erlaabt mer, vläicht awer op zwee Punkten opmierksam ze maachen: Mir haten am Summer eng Motioun deponéiert, fir am Fong geholl de Mindestloun ze befreie vun der Akommessteier.

Mir sinn der Meenung, datt de Staat net nach muss hei matverdénge. Dat wieren e puer Euro, déi déi

Leit awer dréngend brauchen. An deem Sënn géife mer un déi Motioun nach eng Kéier rappeléieren.

An da wëll ech Iech nach drop opmierksam maachen, datt am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gesot gouf: „profite de l'occasion pour rappeler [...]“. En effet, le montant mensuel de la solde pour les volontaires ayant les grades militaires de soldat, de soldat première classe et soldat-chef – respectivement vun 1.887 bis 2.004 an 2.213 Euro brut – „est inférieur à celui du [salaire social minimum] [...], qui est actuellement de 2.313,38 euros [...] (et qui sera de 2.387,40 euros brut à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023).“ Hei wier et vläicht gutt, wann d'Regierung dat géif nokucken, a falls néideg nobesseren, esou och bei de Steieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit an ech ginn domadder den Accord vun der ADR zu dësem Projet.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Engelen. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. De Mindestloun ass zu Lëtzebuerg net héich genuch! En ass net héich genuch par rapport zu den duerchschnëttleche Léin, déi zu Lëtzebuerg bezuelt ginn an domat och net héich genuch aus dem Bléckwénkel vun der EU-Direktiv iwwert d'Mindestléin an Europa. Mee virun allem ass en net héich genuch, fir zu Lëtzebuerg en anstänneg Liewe kënnen ze féieren, net bei deene Logementspräisser an och net mat deenen zousätzleche Steierkreditter a sozialen Hëllef.

Zum Ausdrock kënn d'Diskrepanz tëscht de Liewenshaltungskäschten an der Héicht vum Mindestloun, wann een de Budget de référence vum Stateg erunzitt. D'CSL huet sech d'Méi gemaach an hirem Avis, deen op d'Joer 2023 ze simuléieren, ausgoend vum Basiscalcul vum Stateg aus dem Joer 2019. Dobäi kënn si op e Montant vun 2.330 Euro fir eng Persoun eleng. Den Netto vun engem Mindestloun ass allerdéngs e gutt Stéck vun dësen 2.330 Euro ewech, wat näischt anescht heescht, wéi dass dës Leit trotz enger Vollzäitarbecht onfräiwëlleg Verzicht bei Basisbesoine mussen ausüben, dës Leit sinn also dem Aarmutsrisiko ausgeliewert.

An de meeschte Fäll wäert sech dës Verzicht bei de Liewensmëttel, der Hygiène oder den Ausgabe fir Kultur nidderschloen. Well de Präis vun enger Wunneng oder vum Transport – falls een net mam Öffentleche ka fueren, an dat ass leider de Fall nach op ganz ville Plazen, respektiv och wann ee Schicht schafft, kann een deen net benotzen – ass net einfach esou ze reduzéieren.

Dorunner ännert och dëst Gesetz mat der Upassung vum Mindestloun un d'Entwécklung vun de Léin aus de Joren 2020 an 2021 net vill. Déi 3,2 % si besser wéi guer keng Opwärtung, dat stelle mir hei iwwerhaapt net a Fro a stëmmen och duerfir dësen Text mat. Mee och mat dëser Opwärtung an trotz Steierkreditter läit den Netto vum Mindestloun ronn 240 Euro ënnert dem Referenzbudget fir eng Persoun!

Här President, ech erënnere dowéinst och gär un déi Debatt iwwert d'Mindestléin, déi ech am Juni vun dësem Joer an der Chamber hei gefouert hunn. Deemools hu mir eng Erhéijung vum Mindestloun opgrond vun de Krittere vun der neier EU-Direktiv hei gefuerdert, déi besetzt, dass en dezent Liewe mam Mindestloun muss méiglech sinn a recommandéiert dofir de Mindestloun op 60 % vum Mediansalaire ze erhéien an op 50 % vum Salaire moyen.

Deemools hunn eis den neien Aarbechtsminister an de Riedner vun der LSAP-Fraktioun erkläert, dass si der Meenung wieren, datt d'Upassung, iwwert déi mir elo hei ofstëmmen, am Prinzip géif duergoen, fir sech mat der Direktiv ze konforméieren oder zumindest ganz no drun erunzekommen. Mir stellen awer elo fest, datt dat net de Fall ass. D'CSL mécht als Eenzeg sech d'Méi, dat emol ze rechnen, a stellt fest, dass de Mindestloun bei 54,9 % vum Mediansalaire läit an eng Erhéijung vun 9,3 % néideg wär, fir op déi 60 % ze kommen. De Mindestloun misst domadder mindestens bei zirka 2.530 Euro leien. Dat deckt sech zimmlech genee mat deem, wat mir deemools als minimale Montant genannt hunn.

Geet een elo vum Salaire moyen als Referenz aus, misst et souguer eng Erhéijung ëm déi 15,1 % sinn, also 350 Euro méi wéi haut. Mir bleiwen do bei eiser Fuerderung, dass de Mindestloun un de Salaire médian gekoppelt gëtt an an Zukunft ëmmer derfir gesuergt soll ginn, dass dës bei 60 % vum Montant soll leien, deen am Virjoer als Salaire médian bezuelt ginn ass. Deemtspriechend soll dës Upassung vum Mindestloun och alljoers passéieren an net just all zwee Joer.

Här President, ech wollt awer och nach just e Wuert zu der Haltung vum Patronat soen. Dass dës net mat enger Erhéijung vum Mindestloun d'accord ass, ass zumindest net iwwerraschend, allerdéngs versti mir awer och net ganz, wéi ee sech iwwert e Manktum u Main-d'oeuvre ka beschwéieren, wann ee gläichzäiteg net bereet ass, d'Leit, déi een esou dréngend brauch, och anstänneg ze bezuelen! Well loosse mer net vergiessen: Eng Opwärtung vum Mindestloun bedeit am Allgemengen och eng Opwärtung vun all de Léin an den ënneschte Lounschichten, wat natierlech och Beruffer an deem Beräich méi attraktiv maache kann.

Wat awer besonnesch stéiert, ass hir ofschätzeg Haltung, déi si de Salariéen hei entgéintbruecht hunn. Leit, déi an den Entreprisë schaffen an de Méiwäert schafen, ginn hei einfach just als Käschtefaktor ofgedoen. Dobäi ass d'Patronat eigentlech de gréisste Käschtefaktor fir de Staat an d'Allgemengheet ginn an de leschte Joren, well et ass d'Patronat, wat mat Aiden a Kompensatiounen – Stéchwuert Indexmanipulatioun – zougeshott gëtt!

Ech wëll hei bemerken, datt nach laang net all Patron dës Aidë brauch, mee déi, déi se brauchen, solle se natierlech och kréien. Mee et soll eeben och hei sozial selektiv bleiwen – genauesou wéi et bei eise Salariéen ass.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer vu Gerechtheit schwätzen, da gehéiert e faire Loun fir eis Piraten do derzu. Ronn 67.000 Leit kréie momentan de Mindestloun. Vill Leit kommen domadder méi schlecht wéi recht iwwert d'Ronnen: Och wann de Portmonni eidel ass, bleift fir vill vun hinnen nach vill Mount Rescht. Eise Mindestloun misst dofir an eisen Ae steierfräi sinn, fir de Risiko vun de Leit, déi schafen an an Aarmut liewen, esou kleng wéi méiglech ze halen, d'Working Poor ze reduzéieren.

D'Regierung huet an deene leschte Méint d'Erhéijung vum Mindestloun jo gären als en Effort vun hirer Säit duergestallt. D'Gesetz fir eng Erhéijung vum Mindestloun, esou seet et de Code du travail, soll mat den Daten, déi dës Erhéijung rechtfertigen, der Chamber



virgeluecht ginn. Ech zitieren den Artikel L. 222-2, den 2. Paragraf - vill Zen an deem Titel! -: „À cette fin, toutes les deux années, le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi pour tant relèvement du salaire social minimum.“

Fir eis Piraten ass dat en Automatismus: D'Paie sinn an deene leschten zwee Joer geklommen, also klëmmt de Mindestloun, et sief, d'Regierungsparteie soen hei, si kéinte sech virstellen, vun der Regierung esou e Rapport virgeluecht ze kréien an d'Gesetz fir eng Erhéijung vum Mindestloun net ze stëmmen – jo, da wier et keen Automatismus!

Ech mengen, mir sinn eis awer all eens, dass mer opgrond vun deem Rapport ëmmer déi passend Mindestlounerhéijung wäerte stëmmen an, wéi meng Virriedner a Virriednerinnen et gesot hunn, och normalerweis unanime. Dofir ass et fir eis keng Leeschtung, mee, wéi d'Auslöise vun enger Indexbranche, selbstverständlech – well an dësen Zäiten de Mindestloun net unzepassen, géif heeschen, nach vill weider Famillje méi no oder souguer bis an d'Aarmut ze drécken!

Här President, dofir ass dëst Gesetz, wéi schon d'Upassung vum REVIS an dem RPGH e Minimum fir eis an dofir wäerte mer dëst Gesetz och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Här Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Heiansdo géif ech mer jo wënschen, dass dat, wat den Här Clement seet, och Wirklecheit wär. Allerdéngs ass dat an dësem Fall net esou. Här Clement, ech hu mer d'Méi wierklech gemaach fir ze kucken, ob et en Automatismus gëtt vun der Mindestlounerhéijung. Ech muss leider no enger eingeeënder juristescher Prüfung zum Schluss kommen, dass et dee leider net gëtt.

Déi Meenung gëtt och gedeelt, dat wësst Der, vun alle Patronatschamberen. Wann Der an d'Texter nokucke gitt, da steet jo do, dass d'Regierung muss all zwee Joer e Bericht virleeën iwwert d'Entwécklung vun de Salairen an iwwert d'Entwécklung vun der ekonomescher Situatioun, et sinn also déi zwou Saachen, déi muss gekuckt ginn, an dann – an dat ass de Wuertlaut an duerfir hat ech virdrun a mengem Rapport och de Wuerlaut extra hei zitiiert –, „le cas échéant“ e Gesetzestext virleeën, fir de Mindestloun an d'Luucht ze setzen.

Well dee „le cas échéant“ kéint zweedeiteg gedeit ginn – dat ginn ech ganz gären zou – hunn ech mer d'Méi gemaach, och e bësse kucken ze goen an déi deemoleg Texter, déi si vun 1973, wou dat deemools esou verfaasst ginn ass, an och do gëtt een net méi schlau dorauer, ob dat dann soll en Automatismus sinn oder ob et da wierklech der Fräiheet vun der Regierung ënnerstallt ass, fir dann e Projet ze presentieren oder net. Do gëtt zwar net den Term vu „le cas échéant“ geholl, mee et gëtt awer en änlechen Term geholl, dee genauesou wéineg aussagekräfteg ass.

An dofir sinn ech och immens frou, dass mer hei an dëser Chamber – an ech mengen, den Här Cruchten hat et virdrü gesot – onofhängeg dovunner, ob déi Diskussioun en Automatismus oder net en Automatismus ass, dass et jiddefalls ëmmer zu deenen Erhéijunge komm ass, fir de Mindestloun dann an d'Entwécklung vun de Salairen unzepassen, an dofir ass déi Diskussioun u sech müesseg, well déi Chamber hei ëmmer hir Verantwortung iwwerholl huet, egal wie politesch un der Macht war, an dat ass och gutt esou!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kersch. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zrëck un den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech mengen, mir hu jo allen zwee deen nämmlechten Artikel zitiiert, ech hunn et virdrü gesot, ganz vill Zweeken. Dir waart Aarbechtsminister, Här Kersch, deementspreechend, wann der den Automatismus gutt fannt an Dir mengt, dass déi aktuell Basis net duergeet, kéint Der jo eng Proposition de loi maachen, fir dat ze änneren, respektiv Dir hätt et kënne maachen als Projet de loi, wéi Der nach Aarbechtsminister waart.

Ech sinn der Meenung, dass de „le cas échéant“ ... Dat ass elo meng ganz perséinlech Interpretatioun vun deem, wat do steet, well ech hu mir och nach eemol d'Méi gemaach, den Debat vun deemools unzekucken – d'Chamberbiedercher si jo glécklecherweis disponibel –, an do ass eebe grad och an den Debaten erauskomm, dass ganz vill Leit et gesinn hunn als „le cas échéant“ am Sënn vu „wann déi Konditiounen besser gi sinn an d'Salaire gekomme sinn, da maache mer eng Mindestlounerhéijung“. An dofir steet de „le cas échéant“ no menger Interpretatioun dran. Wann Dir dat anescht gesitt, ass dat Äert gutt Recht, esou wéi ech et och kann anescht gesi wéi Dir.

Um Enn vum Dag, wann Der en Automatismus gutt fannt, Dir hutt jo eng Regierungsmajoritéit op Ärer Säit setzen, da géif ech Iech bidden: Kommt, mir maachen dat zesummen, mir schreiwen deen Automatismus endlech an d'Gesetz!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert geet nach eng Kéier zrëck un den Här Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP), rapporteur | Jo, ech hunn Iech virdrü gesot, et sinn zwee Kritikäre do.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo.

**M. Dan Kersch** (LSAP), rapporteur | Et ass also ganz gutt méiglech, dass mer an eng Situatioun kommen, wou d'Salaren evoluieren, mee wou op där anerer Säit déi ekonomesch Date genau de Contraire weisen. Dofir ass dee „cas échéant“ ëmmer esou gedeit ginn, wéi ech et elo gesot hunn.

Dat anert ass eng philosophesch Diskussioun. Hei waren ëmmer Leit an der Verantwortung, déi hir politesch Verantwortung iwwerholl hunn an allkéiers fir d'Upassung vum Mindestloun un d'Entwécklung vun de Salairen agetruede sinn. An an deene Jore laanger politescher Verantwortung war d'LSAP meeschtens mat derbäi, fir de Mindestloun an d'Luucht ze setzen a mir hunn eis och engagéiert, dat och an Zukunft ze maachen. Dat ass, wat politesch entscheidend ass, an net Är juristesche Spillerei, déi zu guer näischt féiert!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Da maacht et automatesch, aplaz Iech op d'Schëller ze klappen!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi ganz komplette Rapport an och merci alle Virriedner vu virdrun. Et ass scho ganz viles gesot ginn.

Effektiv ass et esou, dass de Mindestloun nach eng Kéier elo an d'Luucht geet vun 2.048 Euro am Joer 2018 bis op 2.387 Euro elo den 1. Januar 2023 (veuillez lire: den 1. Januar 2023), dat mécht eng reell Mindestlounerhéijung aus vun dem leschte Mindestloun

elo vu 74 Euro fir den net qualifizierten an 88 Euro fir de qualifizierte Mindestloun. Dat mécht am Joer 888 respektiv 1.056 Euro aus. Dat ass gutt, dass mer dat maachen, dat betrëfft ronn 67.500 Leit, dat ass hei och scho gesot ginn.

An an deene leschte Joren ass effektiv de Mindestloun ganz dacks an d'Luucht gaangen, vun 2019 u 16 %, a wann een déi dräi Indexbranchen nach ewechrechent, da si mer awer nach ëmmerhi bei 9 %, ëm déi de Mindestloun gehéicht ginn ass.

Jo, dat mécht natierlech net alles aus an et mécht och net, dass déi Leit elo mat Zoossiss ugestréckt sinn, mee et ass awer eng richtig Entwécklung an et soll een et och hei soen, dass dat eng gutt Saach ass, dass mer eis hei eestëmmeg eens sinn, dass dee Mindestloun dann hei och an d'Luucht gesat gëtt.

VLäicht nach e Wuert zu der Remark vun der Madamm Cecchetti oder zu der Remark vun der CSL an hirem Rapport: Mir haten och do schon iwwert d'Zuelematerial geschwat déi leschte Kéier, wéi mer hei iwwert de Mindestloun geschwat hunn, an d'CSL baséiert sech op d'Zuele vun der OECD an déi baséiere sech op een Echantillon vun Zuelematerial.

Ech kann Iech awer soen, wann et ech Iech da berouegt: Effektiv ass et esou, dass mer mat dem aktuelle Mindestloun ënner 60 % vum Salaire médian leien a bei 47 % vum Salaire moyen. Mat där neier Erhéijung, déi mer elo haut hei stëmmen, do komme mer iwwer 60 % beim Salaire médian a mir kommen iwwer 48 % och beim Salaire moyen. Dat hänkt dervun of, wéi eng Zuelen dat een hëlt, a mir baséieren eis op déi reell Zuele vun der IGSS. Dat sinn déi reell Zuelen, déi och ausbezuelt ginn, an duerfir leie mir warscheinlech och vill méi no un der Realitéit, wéi dat bei den Zuele vun der OECD respektiv deenen, déi d'CSL geholl huet, de Fall ass.

Ech wëll hinnen awer iwwerhaupt näischt Schlechtes ënnerstellen! Et ass eebe just d'Fro, wéi eng Zuelen dat een hëlt, a mir baséieren eis wierklech op d'Zuele vun der IGSS, déi ganz no un der Realitéit sinn, an do leie mer bei iwwer 60 % beim Salaire médian an och bei iwwer 48 % beim Salaire moyen. A mir leien also dann do och bei deene Referenzen, déi d'Minimum-Wage-Direktiv och virgëtt.

VLäicht nach zur Erläuterung iwwert déi Diskussioun, déi elo grad gefouert ginn ass, ob et en Automatismus ass oder net. Ee Wuert awer, wat dat kéint erklären, wat den Ursprung vum Gesetz 1973 war, an ech wëilt hei de Rapporteur zitiiere vun deem Gesetz vun 1973, dat war den Här Wolter – et ass net den Här Wolter, deen hei an der Chamber sëtzt, mee et ass säi Papp gewiescht –, an deen huet gesot als Rapporteur – dee jo och elo net eegal wien ass, well e jo awer de Rapport vun deem Text gemaach huet –, an en huet do textuellement gesot: „Wann och soll, wéi ech schon direkt einleitend gesot hunn, de Mindestloun elo an och an Zukunft all zwee Joer un d'allgemeng wirtschaftlech Situatioun an un d'allgemeng Lounentwécklung ugepasst ginn, da soll dat net bedeuten, dass dat zu engem absoluten Automatismus tëschent der allgemenger Lounentwécklung an der Mindestlounupassung misst féieren.“

Also huet de Rapporteur et du scho beim Gesetz kloer gesot, wat den Ursprung a wat d'Iddi vun deem Gesetz ass. Mir sinn eis awer heibannen eens, dass mer dat solle maachen, well mir eeben och heibannen esou denken, well d'Deputierten hei esou denken. Et kann awer sinn, dass dat eng Kéier net de Fall ass, dass hei Leit an dëser Chamber sëtzen, déi dat net esou gesinn. Duerfir sinn ech awer frou, dass mer hei eng Chamber hunn, déi hei eestëmmeg fir dës Erhéijung vun deem Mindestloun stëmmt. Och

d'Sozialpartner hunn am Kader vun der Tripartite, déi am September war, gesot, dass déi Erhéijung vum Mindestloun hei soll kommen. Ech sinn och frou dorwäer an ech sinn och frou, datt mer hei eng grouss Eestëmmegeet hunn.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci. Den Här Yves Cruchten freet nach d'Wuert.

**M. Yves Cruchten (LSAP)** | Merci, Här President. Ech mengen, den Här Minister huet jo elo de Rapporteur vun 1973 zitëiert, den Här Wolter, an dee Mann hat komplett Recht, well wa mer en Automatismus, wéi d'Piraten dat elo hei fuerderen, aféieren an d'Chamber net méi driwwer ofstëmmt, da kéint dat jo bei enger negativer Lounentwécklung bedeuten, dass automatesch dann d'Léin géife gekierzt ginn. Dofir fannen ech déi Propos eng falsch gutt Iddi an déi sollte mer op jidde Fall op der Säit loossen!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Cruchten. An den Här Clement huet direkt d'Wuert gefrot.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Jo, merci, Här President. Pardon, do muss ech dem Här Cruchten awer dann Onrecht ginn, obwuel e jo eng Kéier kéint Recht hunn, wann dann ee géif esou e Projet de loi oder eng Proposition de loi deposéieren, wou een et och kéint erofsetzen. Et wëll just nach eng Kéier zitëieren: D'Gesetz schwätzt vu just vun engem Relèvement vum Salaire social minimum an ni vun enger eventueller Baisse! Deementspriedend ass dat doten nach méi Philosophie wéi dat, wat den Här Kersch mir virdu virgeworf huet!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

**M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur** | Op jidde Fall ass déi beschte Garantie, dass en ëmmer an d'Luucht geet, säit d'LSAP an der Regierung ass!

**M. Fernand Etgen, Président** | Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8117. Den Text steet am Document parlementaire 8117<sup>5</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8117 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmege mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 7. 8120 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant

**1<sup>o</sup> dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;**

**2<sup>o</sup> modification du Code du travail**

Mir kommen elo zum Projet de loi 8120, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht am Kader vun der Covid-19-Pandemie, a wann ech richtig informéiert sinn, war ee sech an der Kommissioun eens, datt mer no der Presentatioun vum Rapport ouni Diskussioun kéinten direkt iwwert de Projet ofstëmme. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honoreblen Här Dan Kersch.

**Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**

**M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur** | Merci nach eng Kéier, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, déi zwee lescht Jore waren duerch d'Covid-19-Pandemie markéiert. Fir eng Iwwerlaaschtung vun eisem Gesondheetssystem ze verhënneren, gouf den 1. Abrëll 2020 d'Méiglechkeet geschaf, fir op Leit, déi an der Preretraite sinn, kënnen zrëckzegräifen. Des temporaire Mesure sollt fir d'Dauer vun der Kris gëllen a gouf entre-temps schonns e puermol verlängert. Déi aktuell Reegelung leeft den 31. Dezember 2022 of.

Mir stëmme haut also iwwert e Gesetz of, dat eng zäitlech Verlängerung vun dëser gudder Reegelung bis den 31. Mäerz 2023 virgesäit. Bei dëser Verlängerung geet et drëms, dass Leit, déi an der Preretraite waren oder sinn, och weiderhi kënnen a Laboen, am Gesondheetssystem an am Fleegesektor schaffen, ouni dass dat negativ Auswierkungen op hir Uspréich op Preretraitesindemnitéiten huet.

Vu datt de Personalmangel an deenen dräi Secteuren héchstwahrscheinlech eis och nach an deenen nächste Méint wäert weiderhi beschäftegen a vu datt d'Iwwerstonnereegelung an d'Congéspäng sollte respektéiert ginn, gëtt also no enger Verlängerung insgesamt gefrot. An déi ass dann och mat dësem Gesetz bis den 31. Mäerz 2023, wéi ech et virdu gesot hunn, virgesinn. D'Gesetz sollt den 1. Januar a Kraaft trieden, soudass et och keen Iwwergang gëtt oder kee Leerraum gëtt. Wéi gesot, dat heite leeft den 31. Dezember 2022 aus an dat neit fänkt den 1. Januar 2023 un.

De Projet de loi ass de 16. Dezember 2022 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. De Staatsrot huet deen nammlechten Dag, de 16. Dezember, säin Avis scho ginn. A sengem Avis huet de Staatsrot näischt am Fong aussetzen a gëtt säin Accord zum Projet de loi. Den 22. Dezember 2022 goufen de Projet de loi an den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun analyséiert. An där Sitzung huet d'Kommissioun mech als Rapporteur vum Projet designéiert. D'Kommissioun huet de Rapport den 22. Dezember guttgehescht.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Rapporteur Dan Kersch.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** | Jo, merci dem Rapporteur. Effektiv, et ass eng Verlängerung vun enger besteeënder Dispositioun, déi déi Leit, déi an der Preretraite sinn, net soll benodeelegen. D'Pandemie ass leider nach net eriwwer. D'Gesetz leeft och nach bis den 31. Mäerz a mir wollt virbereet sinn, wann et elo nach eng Kéier zu enger Erhéijung vun den Zuele sollt kommen a mir missten zrëckgräifen op d'Réserve sanitaire, dann hu mer dat heite Gesetz scho gestëmmt. Hoffe mer, dass mer et net ze vill brauchen an Usproch ze huelen!

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Aarbechtsminister Georges Engel.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8120. Den Text steet am Document parlementaire 8120<sup>3</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8120 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmege mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 8. 8098 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés

Mir kommen elo zum Projet de loi 8098 iwwert d'Mesuren, déi d'Hausse vum Präis vun den Holzpellets



limitéiere soll. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

#### **Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »**

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Ech hu mer soe gelooss, dass den Här Minister mam Vëlo ënnerwee an d'Chamber ass. Am Ree geet dat net ëmmer esou séier.

*(Hilarité)*

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi schafe mer déi legal Basis, fir e weidert Element vum Tripartite-Accord vum leschte September ëmzesetzen.

*(Brouhaha général)*

Jo?

**Une voix** | Loosst Iech net stéieren!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Et waren nëmme gutt Wënsch!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Just witzeg mam Vëlo, well mer de Fuerpark kennen.

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Madamm Rapportrice huet d'Wuert!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | Et war eng Info!

Nodeems mer d'Deckelung vun de Gaspräisser scho gestëmmt hunn, geet et bei dësem Projet de loi ëm d'Mise en place vun engem temporären Hëllefsgimm fir d'Privatpersounen, déi hir Wunneng net mat Gas, mee mat Holzpellets heizen a mat enger considerabler Präishausse konfrontéiert sinn.

Konkreet féiert dëse Projet de loi dozou, dass den Endpräis, deen d'Clientë mussen bezuelen, ëm 35 % reduzéiert gëtt, mat enger maximaler Reduktioun vun 200 Euro pro Tonn.

D'Reduktioun gëtt fir eng maximal Quantitéit vu 5 Tonne pro Liwwerung applizéiert a bei de Gebaier, déi iwwer méi wéi eng Logementsunitéit verfügen, läit déi maximal Quantitéit bei 10 Tonne pro Liwwerung, dëst mat enger Lafdauer vun engem Joer ab dem 01.01.2023 bis Enn des Joers, den 31.12.2023. Fir d'Beneficiairë virun administrativen Hürden ze schützen, gëtt d'Präisreduktioun direkt op de Rechnungen applizéiert. Viséiert sinn ausschliesslech Holzpellets, déi en vrac iwwer de Wee vun engem Camion-citerne um Lëtzebuurger Territoire an e Gebai geliwwert ginn, wat op d'mannst iwwer eng Wunneng verfüügt.

Wat d'Eligibilitéit vun de Fournisseuren ugeet, sou kann et sech souwuel ëm Betriber handelen, déi zu Lëtzebuerg ugesidelt sinn, wéi och ëm auslännesch Betriber, déi Holzpellets op Lëtzebuerg liwweren. Et ass wichteg ze betounen, Dir Dammen an Dir Hären, well am Ufank den Androck entstan ass, wéi wann et sech ausschliesslech ëm Lëtzebuurger Betriber dierft handelen: Dat ass net de Fall!

A béide Fäll mussen d'Fournisseure sech spéitstens ee Mount nom Akraafttriede vun dësem Projet de loi iwwer e Formulaire mat enger ganzer Rei vun Donnéeën an e spezielle Regëster androen. Dës Donnéeën betreffen hir kommerziell Identitéit, mee och d'Vente vun Holzpellets, déi si ënnerhalb vu Januar 2022 a Juni 2022 getätegt hunn.

Um Minister ass et, fir dës Lëscht op engem entsprecherenden Internetsite ze publizéieren an à jour ze halen. Fir d'Liquiditéit vun de Fournisseuren net op d'Spill ze setzen, rembourséiert de Staat d'Präisreduktioun a Form vun Avancen un d'Fournisseuren an dat

a véier trimesterellen Tranchen op d'Joer verdeelt. De Montant vun den Avancë läit jee weils bei 200 Euro pro Tonn a gëtt op 90 % vun der Quantitéit applizéiert. Fir effektiv vun den Avancë profitéieren ze kënnen, mussen d'Fournisseuren dann awer eng ganz Rei Donnéeën liwweren, déi Dir a mengem schrëftleche Rapport am Detail kënn noliessen.

Fir all Fournisseur, deen da vun enger Reduktioun oder méi Reduktioune profitéiert huet, gesäit de Projet de loi och eng ganz Rei Obligatioune vir. Dozou gehéiert ënner anerem d'Deklaratioun vun allen Detailler, déi sech op d'Vente an op d'Reduktioune bezéien, déi hinnen ënnerhalb vun deene véier Avancen zougestane gi sinn. De 15. Februar 2024 kënn et dann zum Décompte final, dee sämtlech ausbezuelten Avancen an effektiv Reduktioune mussen enthalten, déi vun de Fournisseuren deklaréiert gi sinn.

Am Fall, wou den Total vun den Avancen zum Schluss méi héich läit wéi déi reell Kompenséierung, muss de Fournisseur den Excedent ënnerhalb vun 30 Deeg zrëckbezuelen. Ausbezuel ginn d'Montanten iwwer de Klima- an Energiefong, dee par rapport zu de Fournisseure vun de Privileegie vum Trésor de l'État profitéiert an ënner d'Kompetenz vum Ëmweltminister fällt.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Wichtig sinn natierlech och d'Kontrollen. Dës kënnen zur jidder Zäit stattfannen a mussen spéitstens sechs Méint no der Opstellung vun finalen Dekont gemaach ginn. Dat heescht, dass d'Informatiounen, déi enger Demande vun der Aschreiwung an de Regëster zugronn leien, op hir Veracitéit, hire Warheitsgehalt, iwwerpréift kënnen ginn.

Wat dann de finanziellen Impakt vun dësen Aiden ugeet, sou huet d'Regierung decidéiert, eng global Enveloppe vu 6,4 Milliounen zur Verfügung ze stellen. Dëse Montant ass opgrond vu folgende Variabelen definéiert ginn: éischtens, eng Consommatioun vun Holzpellets am residentielle Secteur vun 21.920 Tonne fir d'Joer 2020 – dëst entsprécht den Donnéeën vum Statec -; eng duerchschnëttlech Erhéijung, dat ass den zweete Punkt, vun der Consommatioun vun Holzpellets an der Héicht vun 13,2 % am residentielle Secteur; an, wéi gesot, eng finanziell Kompenséierung vu 35 % vum Präis mat engem Maximum vun 200 Euro pro Tonn, wéi ech et am Ufank gesot hat.

Op Basis vun de genannten Zuele gëtt d'Consommation am residentielle Secteur generell op 31.797 Tonne fir d'Joer 2023 ugesat. No all dësen Zuelen an Erklärungen kommen ech dann nach kuerz bei déi eenzel Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen, ugefaange beim Avis vum Staatsrot vum 15.11.2022 (veuillez lire: vum 02.12.2022). A sengem Avis huet de Staatsrot e puer generell Remarken zum Text formuléiert an huet och dräi Oppositions formelles erhuewen, déi duerch entsprecherend Textännerunge konnt aus der Welt geschaaft ginn. Et goug ëm Präzisiounen am Text an ëm d'Ëmformulatioun vun enger Rei Terminologien.

Den Avis vun der Chambre des Salariés staamt da vum 06.12.2022 an d'Chambre des Salariés huet och hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn an doriwir eraus awer och eng Rei Ergänzung gefuerdert. Kritik kuum virun allem géint iwwer der Applikatiounsperiod vun dëser finanzieller Kompenséierung, wou d'CSL der Meinung war, dass dës Aidë retroaktiv ausbezuel misste gi bis an d'Joer 2022 zrëck. Laut der Chambre des Salariés riskéiert de Krittär, fir an de Genoss vun den Aiden ze kommen, déijéineg Fournisseuren auszuschléissen, déi net iwwer

Camions-citernes verfügen, mee hir Clienten op eng aner Manéier beliwweren, beispillsweis a Säck oder sougenannte „Big Bags“.

An der selwechter Optik bedauert d'CSL och, dass d'Menagen, déi Holzpellets just als complémentaire oder verstärkter Energiequell asetzen, vun den Aiden ausgeschloss ginn. A schlussendlech ass se der Meinung, dass all aner Form vun Holz oder Holz fir ze wieren oder ze verbrennen, wéi Holzspéin oder geschloent Holz, och an de Genoss vu Subventioune sollt kommen.

Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics vum 12.12.2022: Dora steet, dass dës Berufskummer de Projet de loi integral ënnerstëtzt, si fuerdert allerdéngs och eng obligatoresch Reduktioun vun Präis vun de Pellets, gradwéi och Sanktiounen, déi mam Netrespekt vun där Reduktioun verbonne misste ginn, a gradwéi d'CSL vermësst d'Berufskummer, also d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, dann och d'Retroaktivitéit vun dësen Aiden.

Den Avis complémentaire vum Staatsrot kuum den 13.12.2022, an deem en dem Projet de loi gréng Luucht ginn huet, ënner der Konditioun vun enger weiderer klenger Reformulatioun. Domat hätt ech de Gros vum Projet am Detail erkläert, aner Punkte manner, déi kënn Der natierlech a mengem schrëftleche Rapport noliessen. Domat hunn ech déi grouss Linne jiddwerfalls ëmfaasst.

Bleift nach ze soen, dass dëse Projet de loi de 15. November 2022 vum Minister Claude Turmes deposéiert ginn ass an dass mäi Rapport den 20. Dezember, de leschten Dänschden also, majoritär an der Kommission uegeholl ginn ass. Domat ginn ech dann och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

An da sinn ech gespaant drop, ob ech wierklech Recht hat domat, dass den Här Minister mam Vëlo kuum. Ech woen, et ze bezweifelen bei deem Wieder. Ech hu mech warscheinlech geiert.

Merci.

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Da kann ech och deene Kolleegen, déi sech Suerge gemaach haten, soen, dass de Minister net gefall ass!

*(Hilarité)*

An ech ginn direkt d'Wuert dem Här Marc Spautz.

#### **Discussion générale**

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Lorsché fir deen detailléierten an explizitte schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Mir hate ganz konstruktiv Gespréicher an der Kommission, wéi mer déi Diskussioun haten iwwer d'Pellets, wou och all déi Problemer, déi d'Madamm Lorsché elo grad ënnerstrach huet, ob mat „Big Bags“ oder och déi Diskussioun mat der Retroaktivitéit ... Dat war eng laang an eng konstruktiv Diskussioun.

Ech mengen, dass et wichtig ass, wa mer soen: „Bei Gas, Masutt an Elektresch gi mer Hëllef“, dass mer dann och mussen bei de Pellets dat selwecht ginn, fir och do en Equiliber ze halen zwëschen deene Leit, déi e Choix gemaach hunn op déi eng oder aner Energiequell ze goen. Dat Eenzege, mee do weess ech, dofir kann den Här Minister net – deen heite Minister net –, mee do ass en aneren dofir zoustänneg, dat ass déi Fro, déi ëmmer bleift: Leit, déi elo de Choix huelen, eng Pelletsheizung ze kréien, déi hu Problemer, fir se montéiert ze kréien, well mer keng

Leit hunn um Lëtzebuenger Aarbechtsmaart, déi de Moment amstand sinn, dat séier genuch ze maachen.

An dat ass e Problem, net nëmme bei de Pellets, dat kann een och bei anere Beispiller soen och vu Pompelen, Wärmepumpelen an alles. An dat ass och nach e Punkt, dee mer mussen ugoen, well hei dat mat de Sue kënnen mer einfach mat engem Fiederstréch an engem Gesetz maachen, dat zwar vill Geld kascht, mee fir déi Leit ze kréien, déi qualifizéiert Leit, déi mer brauchen an där Branche, déi kréie mer net hei, well mir elo decidéieren, mir ginn esou vill, an da sinn d'Leit do. Dat ass e ganz grouse Problem, dee mer hunn. Émmer méi Firmae soen Iech dat, wann Der urufft.

An do musse mer och all zesummen, net nëmme déi Leit aus der Energie, mee och déi aus dem Handwerk an déi aus der Bildung, eng Hand mat upaken, well soss gëtt dat e Problem, deem mer net méi nokommen. An dat Gesetz vu virdru vum Här Kersch mat den Infirmiëren ass horgenaue dat selwecht.

An do, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et wichteg, dass mer als Chamber 2023 déi Decisiounen huelen, fir dass mer dat qualifizéiert Personal kréien, wat mer brauchen, dass mer op d'mannst en Ufank maachen. Mir sinn elo dräi Joer mat der Kris amgang, mee ech mengen, mir hu scho vill heibannen driwwer diskutéiert. Mee mir mussen elo do Neel mat Käpp maachen, an dat am Interêt vun de Leit an och am Interêt vun der Transitioun.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Loosst mech fir d'éischt der Rapportrice Merci soe fir hire pedagogeschen a komplette Rapport. Dat heiten ass e Projet, deen net am Tripartite-Accord festgehalten ass, mee awer aus der Tripartite-Kommissioun kënnt. Dat heescht, mir hunn als Kommissioun, mir hunn als Parlament hei eis Aarbecht gemaach, fir op e Punkt opmierksam ze maachen, deen eis wichteg war, nämlech dass déi ronn 1.600 Stéit zu Lëtzebuerg, déi eng Pelletheizung privat hunn, och an de Genoss kënnen komme vun enger Hëllef, gradesou wéi déi aner Stéit.

Mir hunn an der Chamberskommissioun och thematiséiert, dass et wichteg wär – mir hu grad virdru vun de Fournisseure geschwat; et gëtt net nëmme Fournisseuren zu Lëtzebuerg, et gëtt och Fournisseuren am Ausland, am Saarland an a Rheinland-Pfalz, fir just déi ze nennen –, déi och ze sensibiliséieren, dass se sech elo an dee Regëster androe kënnen, fir d'Lëtzebuenger Consommateure kënnen ze beliwveren an dass dann och déi Leit, déi beliwwert ginn, kënnen an de Genoss komme vun där staatlecher Hëllef hei.

Ceci étant dit, géif ech soen, gi mir natierlech och den Accord zu deemem Projet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. An dann huet als Nächsten den Yves Cruchten d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Mir bleift just nach der Madamm Lorsché villmools Merci ze soe fir hire Rapport a selbstverständlech stëmme mir dat Gesetz mat.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. An dann den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, merci, Här President. Och fir der Madamm Lorsché Merci ze soen. Si huet dat ganz gutt gemaach. Ech wollt och eisen Accord ginn, awer mir hate gëschter eng Kéier kuerz geschwat, och mam Här Minister, dass mer awer e puer Ëmweltaspekter vun de Pellets nach sollten eng Kéier diskutéieren. Ech mengen, dat ass einfach e wichtige Sujet.

Ech huelen un, dass den Här Minister haut déi Äntwerte bruecht huet. Ech wär em dankbar dofir. Awer, wéi gesot, mir stëmme dëst Gesetz mat, well mer eeben der Meenung sinn, dass jiddereen an diesen Zäite muss gehollef kréien, selbstverständlech och déi vill Leit, déi eng Pelletheizung doheem hunn.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An dann huet d'Wuert d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, mir stëmme och dat Gesetz hei mat, dee Projet de loi hei mat. Der Rapportrice e grouse Merci fir hiren ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Natierlech schlësse mir eis awer och e bëssen der CSL hire Kritikpunkten un, well fir déi Leit, déi eng Pelletheizung hunn, war et natierlech elo zimlech blöd. Jiddwereen ass subventionéiert ginn. Si hunn awer och hiren „Tank“, soen ech emol, gefëllt, ier de Wanter koom, dat heescht, si hunn do keng Subside kritt dovunner. An et muss een och wëssen, dass natierlech och d'Fournisseuren, virun allem déi aus dem Ausland: Déi hunn d'Lagere voll. Déi halen zum Deel d'Wuer zréck an do gëtt kënschtlech de Präis an d'Luucht gedriwwen, wat eng relativ Frechheet ass vis-à-vis vun de Leit, well déi sech do wierklech op Käschte vu Leit elo eng gëllen Nues wëlle verdéngen. A mir subsidiéieren dat och nach, well mer keen anere Choix hunn, an dat ass einfach schued.

Natierlech ass et och blöd, dass een nëmme ka mat engem Camion-citerne beliwwert ginn. Mir hunn awer och déi ganz Diskussiounen an der Kommissioun matgemaach a mir wëssen, wéi schwéier et war, iwwerhaupt dat Gesetz hei zesummenzkréien, a wéi schwéier et war, iwwerhaupt hei eng Léisung ze fannen. Et war net einfach, dofir am Numm vun de Leit awer e grouse Merci, dass eng Léisung fonnt ginn ass.

Natierlech hate mir als déi Lénk jo eng aner Propos bruecht. Mir hate jo gesot, mir sollen de Leit alleguer ganz einfach Energiegeld ginn, wat versteierbar wär, an déi, déi et net gebraucht hätten, hätten et iwwert d'Steieren zréckbezuelt. Dann hätt ee sech och net brauchen esou vill Gedanken ze maachen, wee mat wat hëtz a fir wat fir eng Hëtzesart a Weis ee wéi eng Subside muss opbréngen. Well effektiv och déi, déi mat nach ganz anere Saachen hëtze wéi mat normalem Holz, si jo och hei ausgeschloss. Duerfir wier vläicht eng méi allgemeng Reegelung besser gewiescht fir jiddwereen.

Mee bon, wéi gesot, mir stëmme dat heite mat a mir si frou, dass d'Leit elo do awer och gehollef kréien. Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Här Clement, Dir sidd prett an Dir hutt och direkt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Tripartite-Accord gouf eng ganz Rei un Aidë geholl, fir d'Leit hei am Land während dese schwéiere Krisenzäiten – an dat muss ee soen: Et si schwéier Krisenzäiten – ze

ënnerstëtzen. An domadder hu mer am Prinzip guet kee Problem.

Am Géigendeel: U sech begrëisse mer dës Aiden, och wa se eis ze vill mat der Strenz verdeelt ginn. A jo, och mir si fir eng Hëllef fir Leit mat enger Pelletheizung. Bon, am Ufank hat een déi Leit bal vergiess.

Woumat mer dann awer e bësse méi e Problem hu wéi mam Prinzip, dat ass de Finazement vun dësen Aiden. A jo, et ass keen einfache Projet, mee dës Aidë gi mat Suen aus dem Klimafong bezuelt, engem Fong, deen ënner anerem als Zil huet, Mesuren ze finanzéieren, déi eis an eisem Kampf géint de Klimawandel zegutt komme sollen, hei als Stéchwuert d'Beispill vun enger energetescher Sanéierung. An dat ass hei guet net de Fall. U sech ginn hei Suen zweckentfremdet, amplat se fir dat ze benotzen, fir dat se virgesi sinn.

Grondsätzlech hu mer och e Problem mat Pellets u sech. An ech maachen elo hei deene Leit guet kee Virwurf, déi sech esou eng Pelletheizung ugeschaaft hunn, well u sech sinn dës Leit Affer vun enger falscher Energiepolitik vun deene leschte Jore gewiescht. Et ass net eréischt zënter Kuerzem bekannt, dass Pellets eeben net esou nohalte sinn, wéi ee ganz laang gesot huet. Gëschter gouf hei op dëser Plaz gesot, dass d'Nohaltegkeet vun de Pellets hei zu Lëtzebuerg awer guet net esou schlecht soll sinn. Mir sinn do anerer Meenung, mee bref.

Ech hunn et gëschter scho gesot an ech widerhuelen et haut dann nach eng Kéier: Datt et Primme fir nei Pelletheizunge gëtt, ass fir eis net de richtige Wee, well domadder drécke mer de Problem och an d'Zukunft!

Bon, ëmmerhi gouf jo gëschter dann och gesot, dass Pelletheizunge jo net méi als laangfristeg Alternativ fir d'Zukunft gesi ginn. Schwätze mer guet net dovunner, dass et schwéier ass, eng installéiert ze kréien. Mee da stellen ech mer awer d'Fro, wa mer soen: „Et ass keng laangfristeg Zukunftsvisioun méi fir Pelletheizungen do“, firwat subventionéiere mer dann nach den Abau vu Pelletheizungen?

Et ass e wichteg Signal, dass mer déi Leit, déi eng Pelletheizung hunn, elo ënnerstëtzen, esou wéi mer all Leit, déi wéinst der Kris Problemer hunn, fir d'Enner beieneenzkréien, ënnerstëtze mussen, mee kommt, mir maachen eis dach näischt vir: Mir sollten e staarkt Signal no bause ginn, dass Pelletheizungen net d'Zukunft sinn, an ech hoffen, dass dat awer och iergendwann eng Kéier kënnt!

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och.

An d'Wuert huet direkt den Här Energieminister. Dir hutt d'Wuert.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Villmools merci. Fir d'éischt och e grouse Merci un d'Madamm Lorsché fir de Rapport, och dass dat alles esou schnell gaangen ass an der Tripartite-Kommissioun, fir dass mer elo op den 1. Januar déi Aidë kënnen ausbezuelen.

Ech si frou, dass mer déi Aidë fir Pellets fäerdegbruecht hunn. Dat war méi schwéier, well dat e Sec-teur ass, wou mir net d'Fournisseuren direkt haten, wou mer hu misse fir d'éischt emol iwwerleeën: Wéi kënnen mer dat iwwerhaupt hikréien An dee Choix,



dee mer elo gemaach hunn, mengen ech, ass dee richtege Choix, well e fir d'Leit einfach ass an onbürokratesch an eeben och da séier geet.

Leit, déi Pelletheizungen zu Lëtzebuerg hunn, dat sinn oft Leit, déi vläicht méi fréi wéi anerer ëmweltbewosst oder klimabewosst waren. An duerfir ass et besonnesch wichteg, dass mer fir déi Leit och haut hei eng Aide stëmmen.

Vläicht nach zu där Remark vum Här Spautz: Ech mengen, gëschter hat ech scho kuerz ugekënnegt, dass mer mam Här Engel amgang sinn, drun ze schaffen, fir nach zousätzlech Weiterbildungsmoossname grad fir déi Leit, déi aus dem Masutt a Gas gutt sinn, an dass mer déi dann eriwuer huelen op virun allem d'Wärmepumpelen. An do wäerten nei Ausbildungsprogramme och schonn ufank vum Joer ulafen. Ech mengen, et ass e Manktum, deen do ass, an et ass e Manktum, dee mer awer konsequent als Regierung uginn.

Vläicht nach eng Kéier un d'Madamm Cecchetti: Merci, dass Der dat och ënnerstëtzt. Är Remark, dass een dat aneschters hätt kënnen maachen: Ech mengen, firwat hu mer d'Aiden? Firwat hu mer de Gaspräisdeckel esou gemaach, wéi mer e gemaach hunn? Firwat hu mer Masutt gemaach? Firwat hu mer Stroum gemaach? Firwat maache mer dat heiten? Majo, well mer zu Lëtzebuerg en Indexsystem hunn a well mer, wa mer dat net esou gemaach hätten, dann hätte mir de Leit en Energiescheck ginn a mir hätten nach dräi, véier, fënnf Indexranchen och gehat. An ech mengen, mir mussen, wa mer Aidë ginn, natierlech och ëmmer kucken, a wéi engem System si mir hei zu Lëtzebuerg. A mir si frou an ech si besonnesch frou, dass mer deen Indexsystem hunn an dass mer en duerch deen heiten Tripartite-Accord an déi Mesuren, déi mer geholl hunn, natierlech och weiderhi stabiliséiert hunn. Ech soen iech Merci.

A, an dann war ech nach eng Äntwert schëlleg vu gëschter. D'LuxEnergie um Kierchbiërg muss wéi all Industrieanlage hir Äschen da professionell entsueren. Déi gutt Noriicht ass, dass e groussen Deel vun deenen Äsche vun esou enger gudder Qualitéit ass, dass ech se kann an der Landwirtschaft asetzen.

Dat heescht, déi ginn an de Felder genotzt, eebe quasi als en Dünger. An da gëtt nach en Deel iwwer eng spezialiséiert Offallfirma fachgerecht entsuert.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8098. Den Text steet am Document parlementaire 8098<sup>6</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8098 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty*

*Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## **9. 8103 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de l'introduction d'une contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation**

Mir kommen elo zum Projet de loi 8103 iwwer eng negativ Contributioun am Kader vu Kompensatiounsmesurë beim Elektreschen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorebel Madamm Josée Lorsché.

### **Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »**

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Bei dësem éischter technesch ausgerichte Projet de loi mat der Nummer 8103 geet et drëms, d'Stroumpräisser op den Niveau vun 2022 fir verschidden Ennclintë fir d'Joer 2023 ze stabiliséieren an domat enger weiderer Decisioun aus dem leschten Tripartite-Accord eng legal Basis ze ginn.

Fir dës Moosnam ëmsetzen ze kënnen, muss d'Optioun vu enger sougenannter „contribution négative“ am gesetzlech definéierte Kompensatiounsmechanismus vun de Stroumpräisser verankert ginn. Et ass dat, wat mer mat dësem Projet de loi maachen.

Parallèll zu dësem Projet de loi ass och e Règlement grand-ducal ausgeschafft ginn, deen d'Prozedur an d'Modalitéite vun der negativer Contributioun zougonschte vu gewëssenen Ennclintë reegelt.

Fir dat Ganzt besser verstoen ze kënnen, ass et wichteg ze wëssen, dass verschidden Entreprises, déi um Stroummarché aktiv sinn, sougenannt „obligations de service public“ ënnerleien. Dës bezéie sech op d'Sécherheet, d'Regularitéit, d'Qualitéit, d'Ëmweltnormen an de Präis vun der Stroumlieferung. Dat heescht ënner anerem, dass dës Firmen als ëffentlech Fournisseure vu Stroum obligéiert sinn, de Stroum op Basis vun erneierbaren Energiequellen anzekafen oder awer iwwer eng Kogeneratioun mat héijem Rendement.

Am Zesammenhang mat dësen Obligatiounen ass e „mécanisme de compensation“, wéi en offiziell genannt gëtt, als feste Bestanddeel vun der Berechnung vum Stroumpreis geschafe ginn. Dës Mechanismus, un deem all Stroumkonsument sech finanziell

bedeelege muss, gëtt all Joer vum Regulateur, dem ILR, nei bestëmmt a variéiert jee no Kategorie, an déi de Konsument fält.

D'Kategorie A applizéiert sech fir déijéineg Clienten, déi e järeleche Stroumverbrauch vu maximal 25 Megawattstonnen hunn. D'Kategorie B viséiert d'Gesamtheit vun de Clienten, déi e Stroumverbrauch vun iwwer 25 Megawattstonnen hunn am Joer, mat Ausnam vun der drëtter Kategorie, der Kategorie C. Ënner dës Kategorie C fale sämtlech Entreprises aus dem Produktionssecteur, déi e Stroumverbrauch vu méi wéi 20 Gigawattstonnen hunn oder de festgeluechte Krittere vun de Betriber mat héijem Stroumverbrauch entsprechen.

De Prinzipp respektiv d'Zil vum Kompensatiounsmechanismus besteet dodran, d'Zousatzkäschten, déi beim Akaf vun erneierbaren Energien entstinn, gerecht ënner all de Stroumclienten opzedeelen. Duerch d'Erhéijung vun de Stroumpräisser um Grousshandelsmaart koum et allerdéngs elo zur Situatioun, dass de Mécanisme de compensation en Iwwerschoss gemaach huet an dass esou fir d'Joer 2022 bal 43 Millioune vum Joer 2020 an 2021 reportéiert goufen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Stroumpräisser fir d'Joer 2023 op Basis vun all dësen Elementer stabiliséieren ze kënnen, mussen zwou Konditiounen erfëllt ginn, déi bis haut net am Gesetz virgesi waren. Éischens muss den Iwwerschoss, deen ech virdu genannt hunn, a Form vun enger Contribution négative zougonschte vum Client genotzt kënnen ginn, an zweetens muss de Staat d'Méiglechkeet kréien, de Kompensatiounsmechanismus mat enger zousätzlecher finanzieller Contributioun anzepaisen.

Am Fall, wou de Kompensatiounsmechanismus en Iwwerschoss opweist, schreien d'Netzbedreiwer den Ennclinten déi betrafte Montanten entweeder direkt oder awer iwwer de Wee vun de Fournisseuren gutt.

Bleift nach ze soen, dass dës Projet de loi keng Dispositioun enthält, déi de Staatsbudget an iergendenger Form belaauscht.

Dir Dammen an Dir Hären, no dësen e wéineg méi komplexen Erklärungen a puncto Stroum kommen ech zu den Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakommen a séier resuméiert sinn.

A sengem Avis vum 13. Dezember 2022 huet de Staatsrot e puer Remarque formuléiert, déi d'Visibilitéit an d'Verständnis vum Text betraff hunn an derzou gefouert hunn, dass d'Kommissioun den Text entsprechend ugepasst huet.

D'Chambre des Salariés huet sech mat dësem Projet de loi d'accord gewisen a betount, dass se all Moosnam ënnerstëtzt, déi geduecht ass, fir d'Kafkraaft vun de Menagen ze stäerken.

D'Chambre des Fonctionnaires huet och hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn an huet keng weider Remarque gemaach.

An der Kommissioun vum 20. Dezember huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg uegoll, soudatt der Ëmsetzung vun dëser wichtiger Moosnam, géif ech emol mengen, net méi vill am Wee dierft stoen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, soen awer nach net direkt Merci, well eis nach eppes opgefall ass, Här President. Ech wëilt Iech nach informéieren, dass sech eng kleng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlaach huet. Am zweeten Alinea vum Artikel 1 zum Schluss vum Satz ass ze liesen: „à l'alinéa 5“ amplat „à l'alinéa 4“. Dat heescht, do misst d'Fënnf duerch d'Veier ersat ginn (veuillez lire: do misst d'Veier duerch d'Fënnf ersat

ginn). Ech denken, et dierft kee Problem duerstellen, dës Erreur matérielle nach ze behiewen.

Da soen ech awer och elo Merci fir Är Opmierksamkeet an den Accord hunn ech scho ginn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

### Discussion générale

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Lorsché fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Bericht.

D'Kollegen aus der Tripartite-Kommissioun wëssen, datt ech ëmmer ee Problem hunn hei derbäi, dat sinn déi 25.000 Kilowattstonnen bei Leit, déi eng Nuechtpäicherheizung hunn, wat nach e bësse méi eng Technik ass, déi et scho bësse méi laang ginn ass. Där ginn et der hei am Land nach tëschent 2.500 an 3.000, an do sinn awer Leit derbäi, déi hunn eng Consommation, déi iwwert déi 25.000 Kilowattstonnen erausgeet. Wa se gläichzäiteg an deem Stot och nach en Auto hunn, dee se gären elektresch lueden, da packe se et net an da bleiwe se net an där Präiskategorie. An dat ass e kleng Bauchwéi, deen ech hunn.

Den Här Minister hat mer versprochen, et wier keen, dee bei der Heizung derbäi wier, deen iwwert déi 25.000 Kilowattstonne wäert kommen. Ech hoffen, dass dann, wa mer den Dekont maachen um Enn vum nächste Joer, och wierkech keen derbäi ass. Ech hunn hei Modeller kritt vu Leit, déi bis op 28.000 Kilowattstonne kommen. Dat sinn Nuechtpäicherheizungen. Dat ass de Gesamtverbrauch vum Stot nach iwwert d'Heizung plus den Auto lueden eraus, deen da bei 28.000 bis 29.000 Kilowattstonne läit. Well wann dat de Fall wier, dass dat sech och d'nächst Joer nach bestätegt, da wier dat awer fir déi Leit eng zolidd Bealaaschtung, wa si net kéinte vum Tarif A profitéieren.

Mir haten eng laang Diskussioun an der Kommissioun, een- oder zweemol, net nëmme mam Här Minister, mee och mat sengen Experten, a si hu gesot, meng Bedenke wieren do vläicht ze streng. Ech hoffen, dass ech dann Onrecht hunn, mee ech fäerten, dass dat de Fall wäert sinn. An ech géif nach eng Kéier en Appell maachen un de Minister, wann dat sech géif erausstellen, dass dat esou ass, dass een do awer deene Leit och nach kann Hëllefenzoukomme loosse.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. D'Präisestabilitéit um Elektreschen, zesumme mat anere Mesuren, déi an der Tripartite festgehale gi sinn, déi zile jo grad dodrober of, d'Inflatioun ze drécken. An d'Berechnunge soe jo, dass déi Mesuren, déi geholl gi sinn, d'Inflatioun bis zu 4 % erfrodreke kënnen, an eleng de Präisdeckel hei, d'Präisestabilitéit um Stroum, wäert do 1 % bäidroen. A mir hu jo scho gesinn, wéi vum leschte Mount op dese Mount d'Inflatioun zréckgaangen ass.

Ech mengen, dat ass eng gutt Noriicht, fir d'Stéit alleguer, mee ech mengen, et ass besonnesch eng gutt Noriicht fir déi Stéit mat klengen a mëttleren Akommessen, well et grad déi sinn, déi méi belaauscht sinn duerch déi Präissteigerungen. Dat heescht, déi wäerten duerch dës Mesure hei Enn des Mounts méi am Portmonni hunn, an dat ass fir déi alleguerten eng gutt Noriicht.

Domadder géif ech den Accord gi vun der Demokratescher Partei, awer net ouni der Rapportrice Merci ze soe fir hiren exzellente Rapport. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Baum. An da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, ech schlësse mech deem Merci un. Merci der Madamm Rapportrice, der Madamm Lorsché, an ech ginn den Accord vun der LSAP.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Cruchten. An elo ass d'Wuert fir den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, och vum eiser Säit aus e grouse Merci un d'Madamm Lorsché. A mir stëmmen dat hei selbstverständlech mat, am selwechte Geescht, wéi d'Kollegen et hei scho beschriwwen hunn.

Ech wollt awer vläicht nach eng Bemierkung maachen. An dat ass mat all deenen Hëllefsmoosnamen, déi mer hei zesummen huelen – ech betounen: déi mer zesummen huelen –, wéi gëtt dat dobaussen duergestallt? An ech ginn Iech hei e Beispill, dat huet eis awer interpelléiert. Dat ass elo eng Facture vu SUDenergie. Hei ass dann e Consommateur privé, deen huet säi Plang geschéckt kritt, Plan de paiement applicable fir d'Avancé vum Gas.

Gutt, mir hëllef jo och beim Gas. An da steet dann do: „Contribution au prix du gaz par le Gouvernement“, „Prise en charge des frais de réseau par le Gouvernement“. Mir denken awer, dat si staatlech Suen, dat ass e Budgetartikel, mir decidéieren dat als Chamber, dat ass eng „Prise en charge par l'État“, an net „par le Gouvernement“. Ech mengen, de Gouvernement mécht e Projet de loi, mee dann ass et eng staatlech Hëllef un d'Leit. A mir hätten nawell gär, datt dat och esou duergestallt gëtt, well et ass esou, wéi et ass.

Ech hunn dat Beispill vu SUDenergie geholl, well wann ech mech elo net ieren, sinn do 14 Gemenge vertrueden. Dat ass also elo näischt reng Privates, dofir hunn ech dat Beispill geholl. Do sinn ëffentlech Acteuren, déi do dra sinn. Do gëtt et e Conseil d'administration, do sëtzt och deen een oder aneren ... oder eng Persoun, vun där ech weess, déi heibannen och ass, déi ass och dora vertrueden an deem Conseil d'administration.

An eisen Appell als ADR ass awer just, datt mer dat dobausse sou duerstellen, wéi et ass, nämlech als eng Contribution de l'État, fir d'Leit ze ënnerstëtzen an dëser Situatioun, datt se net a finanziell Schwieeregkeete geroden. Et ass keng Walkampferanstaltung fir d'Regierung.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, e grouse Merci och dës Kéier nach eng Kéier der Rapportrice fir hiren exzellente Rapport, souwuel mëndlech wéi schrëftlech.

Dann ass natierlech ... Déi heite Mesure, déi bett sech an an all déi aner Mesuren. A mir fannen dat och ganz richtig, datt mer d'Stroumpräisser net ze vill derapéiere loosse, mee och effektiv kucken, wéi mer alles dobausse kommunizéieren. An och dem Här Spautz senge Suergen, wann dat dann esou ass, mengen ech, muss een och – wéi soll ech elo soen? – Rechnung droen. Merci. Ech sinn elo net op d'Wuert komm. Deene muss e Rechnung droen, fir datt net dann awer e puer Leit do duerch de Raster falen. Dat wier immens schued.

Op där anerer Säit fanne mer et awer och gutt, datt et scho gedeckelt ass, fir datt een net egal wat ka maachen oder net oppasst, wéi vill Stroum ee brauch.

Also, wéi gesot, mir stëmmen dat dote mat. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de Schluss mécht den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, zum Schluss vun den Tripartite-Texter komme mer dann nach eng Kéier zréck op den Deckel um Präis vum Elektreschen. D'Madamm Rapportrice huet dat jo gutt duergestallt: Et geet jo wierkech just drëm, datt, wann duerch d'Reduktioun vum Elektropreis en Excedent beim Stroumfournisseur entstoe sollt, en deen och weidergëtt. An ech mengen, datt kléngt fir mech op den éischte Bléck ganz natierlech a ganz normal. An et ass och wichteg, datt mer dat elo hei am Gesetz festschreiwen. An dofir wäerte mir dee Projet och matstëmmen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Merci villmools dann nach eng Kéier och un d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

Firwat ass déi Aide hei wichteg? Aus dräi Grënn. Deen éischten ass: Et ass eng vun den Aiden, déi wierkech all Bierger erreecht, a si kënn – an dat huet de Statec eis nach eng Kéier confirméiert – iwwerproportionell och deene Stéit entgéint, déi manner Revenuen hunn. Dat Zweet ass, datt se an eisem Indexsystem e groussen Impakt huet, well se eeben all eenzelne Menage betrëfft. An dat Drëtt, an dat war mer och wichteg: Mir mussen, wa mer wëlle Klimapolitik maachen a Politik maachen, fir manner ofhängeg ze si vu fossiller Energie, natierlech kucken, dass et an der Wirtschaftsrechnung méi attraktiv ass, en elektreschen Apparat ze hunn, wéi e fossillen Apparat. Dat heescht, de Stroum muss sou gënschteg sinn, datt ech motivéiert sinn, och finanziell, fir vu Gas oder Masutt op eng Wärmepompel ze goe respektiv vun engem Diesel- oder Bensinnsauto eriwuer op en elektreschen Auto. An duerfir ass et och wichteg, dass mer déi Aide hei maachen.

D'Gréisstenuerdnung vläicht nach eng Kéier: Wa mer net intervenéiert hätten, da wier de Stroumpräis vun 20, 21 Centimes pro Kilowattstonn, déi mer d'lescht Joer an dëst Joer haten, elo eropgaangen op 35. An ech mengen, dass ass schon eng ganz konsequent Moosnam, déi mer hei maachen, fir eeben dann de Stroumpräis ze stabiliséieren duerch déi Contribution, déi d'Madamm Lorsché exzellent erkläert huet.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8103. D'Madamm Rapportrice hat et gesot: Et huet sech eng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlo. Am zweeten Alinea vum Artikel 1 zum Schluss vum Saz ass ze liesen „à l'alinéa 5“ am plaz „à l'alinéa 4“. De Staatsrot ass vun dësen Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 8103 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Do feelen der nach e puer. De Vott ass ofgeschloss.



De Projet de loi ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmme ugehall.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Tess Burton), M. Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 10. 8110 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public

De leschte Punkt vum Ordre du jour vum dëser Woch, vum dësem Joer, ass de Projet de loi 8110 iwwert d'Afféiere vu Bähillefen, déi d'Hausse vun de Präisser vun den E-Borne soll limitéieren. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Rapportrice ass d'Madamm Josée Lorsché.

### Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dës leschte Projet de loi viru Chrëschttag, deen den 2. Dezember 2022 vum Energieminister Claude Turmes deposéiert ginn ass, huet als Zil, d'Benotzerinnen an d'Benotzer vun den ëffentleche Chargy-Borne finanziell ze entlaaschten.

Deemno reit dës Projet de loi sech wéi vill anerer an an déi ganz Serie vu Moosnamen, déi vun der Regierung geholl ginn oder scho geholl gi sinn, fir d'Kafkraaft an Zäite vun extreem héijen Energiepräisser ze stäerken. Hei muss ee jo wëssen, datt notament déi steigend Stroumpräisser d'Luede vun Elektroautoen op ëffentleche Borne méi deier maachen, vu datt dës Borne net vum Afréiere vun de Stroumpräisser, wat mer virdrun hei diskutéiert hunn, betraff sinn.

Dës Projet de loi ass deemno eng logesch Konsequenz vun der Stroumpräisstabiliséierung fir d'Ennclen, déi am Tripartite-Accord verankert ass, och

wann de Volet vun de Chargy-Borne net explizit am Accord festgehal ginn ass.

Fir d'Clenten ze entlaaschten, iwwerhëlt de Staat en Deel vum Käschtepunkt, deen duerch d'Bereestellung vun dësem „Mobilitéitservice“, wéi et am Gesetz genannt gëtt, um gesamten Territoire vu Lëtzebuerg entsteet. Applizéiert gëtt dës Moosnam vum 1. Januar 2023 bis zum 31. Dezember 2023.

Si bedeit, datt d'Präisser, déi vun de Fournisseuren applizéiert dierfe ginn, erofgesat ginn an datt d'Fournisseuren hirersäits vum Staat kompenséiert ginn. Dës Approche soll et erlaben, d'Elektrifikatioun vum Transport trotz de steigende Stroumpräisser weiderzedreiw an d'Dynamik, déi bei der Ëmsetzung vum Plan national énergie climat entstanen ass, oprechtzuerhalen.

Wat d'Reduktioun ugeet, esou gëtt déi um Prix variable pro Kilowattstonn vum Service berechent an op e maximale Montant vun 0,50 Euro pro Kilowattstonn limitéiert. Dat heescht, datt d'Präisreduktioun dem Differential tëscht dem héchste Maartpräis zanter dem Ufank vun der Kris an dem gewéinleche Maartpräis vu virun der Kris plus ou moins entsprécht.

Parallèll dozou ass e Projet de règlement grand-ducal op de Wee bruecht ginn, deen déi entsprechend Modalitéiten um Niveau vun der Präisreduktioun definéiert.

Fir vun dëser finanzieller Kompensatioun profitéieren ze kënnen, mussen d'Fournisseure vun de Chargy-Borne den Eligibilitëitskrittären entsprechen a sech iwwer en entsprechende Formulaire an e Regëster androen. Um Minister ass et dann, eng Lëscht mat den Nimm an Adresse vun de Fournisseuren ze publizéieren. Dozou gehéiert och d'Publikatioun vun de Präisser, déi d'Fournisseuren applizéieren an déi et de Clenten erlaben, d'Präisser mateneen ze vergläichen. D'Fournisseuren, déi am Regëster ageschriwwen sinn, applizéieren d'Präisreduktioun dee Moment, wou d'Rechnung opgestallt gëtt, an informéieren hir Clenten an deem Kontext och iwwer déi applizéiert Reduktioun.

Fir an de Genoss vun der staatlecher Kompenséierung ze kommen, mussen d'Fournisseuren d'Gesamtheit vun den applizéierte Reduktiounen eemol am Mount un den Energieminister kommunikéieren; dës mat enger ganzer Rei vun Detailler, déi dozou gehéieren an déi Dir och a mengem schrëftleche Rapport kënn liesen.

Fir Abusen ze verhënneren, huet de Minister dann och d'Recht, d'Veracitéit vun dësen Informatiounen zu all Moment ze iwwerpréieren, mat engem Delai awer vu maximal sechs Méint, nodeems e se zougestallt kritt huet.

Fir de Staat läit de finanziellen Impakt vun dëser Moosnam bei 15 Milliounen Euro.

An der Praxis heescht dat, datt eng Persoun, déi ongeféier 3.000 Kilometer am Joer mat hirem Elektroauto fiert an hiren Auto, wéi gesot, op ëffentleche Borne opluet, vun enger Reduktioun vun duerschnëttlech 190 Euro am Joer profitéiere kann. Bei 20.000 Kilometer sinn et an der Moyenne ëm déi 1.271 Euro, sou wéi mer dat vum Här Minister an der Kommissioun erklärt kritt hunn.

Hei muss ee wëssen, datt um Niveau vum Präis en Ënnerscheed besteet, jee nodeems op wéi enger Aart vu Born den Auto geluede gëtt: Bei enger SuperChargy-Born sinn ongeféier 40 Cent pro Kilowattstonn ze bezuelen, bei enger normaler Born läit de Präis ongeféier 10 Cent méi niddreg an am

Privatberäich, deen net vun dësem Projet de loi betraff ass, läit de Präis bei ongeféier 20 Cent pro Kilowattstonn. Et bleift also deemno nach ëmmer méi rentabel, den Elektroauto – wa méiglech – doheem opzuelueden, vu datt de Stroumpreis am Privatberäich agefruer ass an net wäert klammen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer nach e puer Wierder zu den Avisen: A sengem Avis vum 16. Dezember 2022 huet de Staatsrot sech un enger Rei Formulatiounen gestouss, fir déi en zwou Oppositions formelles erhuewen huet. D'Kommissioun huet deem Rechnung gedroen an den Text esou ugepasst, wéi de Staatsrot sech et gewünscht huet.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet dës Projet de loi ënnerstëtzt, allerdéngs mat der Feststellung, datt den Text keng explizit Obligatioun fir d'Fournisseuren enthält, d'Präisreduktioun ze applizéieren, an och keng Sanktioun fir de Fall, wou se et net maachen. Doriwwer eraus war d'Berufskummer der Meenung, datt d'Prozedur fir d'Fournisseuren ze schwéierfällg wieren an zum Risiko kéinte féieren, datt se retirezen an der Applikatioun vun dësem Gesetz géife ginn. Aus deem Grund plädéiert d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics derfir, datt all Fournisseur gezwonge gëtt, d'Präisreduktioun effektiv unzewenden, an eng Sanktioun fir déijéineg anzeféieren, déi et net maachen.

An der Tripartite-Kommissioun huet dës Projet de loi zu enger Rei méi kontroversen Diskussiounen gefouert an och zu der Fro, ob dës Moosnam dann explizit am Tripartite-Accord verankert ass. Ech hunn et virdu gesot, et ass eng logesch Konsequenz vun der ganzer Politik, déi d'Präisser am Energieberäich soll reduzéieren, an den Här Minister kann och nach gären dorop agoen.

Fir eis als Gréng setzt dës Projet de loi jiddwerfalls dat richteg Zeechen: En ënnerstëtzt eng Mobilitéit, déi onofhängeg vu fossillen Energië fonctionéiert an zu der Energietransitioun am Mobilitéitsberäich bäidréit, an dofir ginn ech och ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Do derbäi wëll ech awer och ofschléissend e puer Mercie lassginn. Fir d'alleréischte e Merci un den Dan Schmit, de Sekretär vun eiser Tripartite-Kommissioun, deen eis hei ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | ... mat Rot an Dot zur Säit stoung, an, ech muss soen, ganz kompetent schafft, datt muss een einfach ënnersträichen, an dofir verdéngt en e risegrousse Merci! E Merci geet och u meng Mataarbechterin aus der grénger Fraktioun, d'Liz Reitz, wat och ganz séier a flénk geschafft huet, fir eis op de Wee ze bréngen, dass et séier geet. An natierlech dann och de President vun der Kommissioun, de Gilles Baum, verdéngt e Merci fir seng kollegial Zesummenaarbecht mat eis alleguer.

(Brouhaha général)

Dat gesot ass den Accord da vun der grénger Fraktioun ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Josée Lorsché e grouss Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorablen Här Gilles Roth.

### Discussion générale

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President, ech maachen dat och kuerz. Mir soen der Rapportrice Merci

fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir haten als CSV effektiv d'Fro gestallt, ob dat do am Tripartite-Accord virgese war. An am Tripartite-Accord comme tel ass et net virgese, weeder bei de Moosnamen, déi fir d'Privatstéit sinn, nach bei deenen, déi herno ënnert dem drëtter réimesche Punkt sinn, nämlech der Transition énergétique. Mir hunn och festgestallt, dass d'Enveloppe budgétaire, déi virgese ass – dat si 15 Milliounen Euro –, awer direkt oder indirekt wäert derzou féieren, dass de Präis zu Lëtzebuerg bei deenen ëffentleche Bornen e Stéck méi bëlle ass, wéi dat an den Nopeschlänner ass, soudass dat net reng eng Moosnam ass, vun där eleng d'Stéit, déi op dem Lëtzebuurger Territoire sinn, beneficiéieren.

Fir de Rescht soe mer, dass mer dat hei am Sënn vu Subventiounsmoosname fir d'energetesch Transition gesinn, an duerfir stëmmt d'CSV mat deene Virbehalter deen dote Projet de loi mat.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Roth. An da geet d'Wuert bei den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Et ass e ganz gudder Projet, e ganz interessante Projet, deen effektiv d'energetesch Transition nach eng Kéier e Stéck weiderdreift.

Méi wëll ech dozou net soen, ausser der Madamm Lorsché e ganz, ganz grouse Merci. A merci fir d'Blumen, Josée!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Baum. An da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech spieren heibannen eng gewësse Virfreed op de Feierowend an déi wëll ech net ...

**Une voix** | Jo.

(Hilarité)

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... ze vill op d'Prouf stellen, dofir soen ech der Rapportrice villmools Merci an ech ginn den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Cruchten. An dann ass den Här Fernand Kartheiser gradesou verstänneg, oder?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Bal.

(Hilarité et brouhaha)

Ech wollt eng kleng Ried hale vun enger hallwer Stonn, mee mäi Gott!

(Hilarité)

**Une voix** | Dir hutt nëmme fënnf Minutten!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech wollt och der Madamm Lorsché villmools Merci soen, Här President, fir hire Rapport, a mir stëmmen dat och mat, awer just mat dëser Bemierkung: D'ADR ass fir Technologieoppenheet. Mir denken, dass déi bescht Technologie sech soll duerchsetzen, an datt jiddereen absolutt muss fräi si fir ze wielen, wéi säin Auto soll motoriséiert sinn. Ob een elo wëll Elektro, Bensinn, Diesel, dat ass eng Wiel vun de Leit, an déi respektéiere mir, an dofir wëlle mer och net elo onbedéngt d'Elektromobilitéit par rapport zu aneren iwwert de Staat favoriséieren, mee mir hätte gär eng Égalité d'armes.

An do komme mer dann zum deem Punkt, dass mer elo vum 5. Februar un, souwäit wéi d'Previsiounen sinn, eng massiv Hausse vun Diesel hunn duerch déi Sanktiounen, déi deen Abléck a Kraaft trieden, vum 5. Februar un, an eisen Appell un d'Regierung ass a bleift, dass deen Abléck, wann déi Sanktiounspolitik dann zu där Hausse de prix do féiert, déi mer elo virusgesinn – sou

soen d'Experten –, dass dat genau sou soll kompenséiert ginn an een de Leit soll genauou entgéintkommen, dass d'Regierung oder mir alleguer de Leit genauou sollen entgéintkomme wéi mer et elo hei am Dossier „Elektromobilitéit“ maachen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Der Rapportrice e ganz, ganz grouse Merci. Ech maachen et och ganz kuerz. Ech soe just: D'fossil Energie sinn out, scho säit iwwer 30 Joer, a mir mussen endlech zu den Erneierbaren hikommen. Dofir ass dat hei alles supergutt a mir ënnerstëtzen dat do och, mir wäerten dat do och matstëmmen!

An da profitéieren ech hei, well et dee leschte Punkt ass, Iech alleguer schéi Feierdeeg ...

(Exclamations)

... ze wënschen an e gudder Rutsch an d'neit Joer, Äre Familjen alleguer och! An ech mengen, mir sinn elo alleguer frou, wann et hei eriwuer ass!

Merci fir d'Noluschteren.

(Brouhaha)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also wann ...

(Interruption, hilarité et brouhaha général)

Sou kuerz wéi d'Madamm Cecchetti kann ech leider net sinn!

**Plusieurs voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat läit nämlech dorunner, dass ech awer nach eng Kéier muss mat engem Iertum hei opraumen, dass et tatsächlech nach en Debat géif ginn ënner Wëssenschaftler, wat déi effizientst Untriibsform fir den Individualverkéier ass, ...

(Interruption)

... an dat ass den Elektromotor. An do kann den Här Kartheiser a senger Welt vun den Dinosaurier, déi jo zum Pétrol gi sinn, ...

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

... iergendwann eng Kéier eppes soen, mee um Enn vum Dag vum Individualverkéier muss elektrifiéiert ginn, wa mer wëllen aus där Klimakatastroph erauskommen. An dat ass de Wee, dee mer sollte goen, an dofir ënnerstëtze mir och deen heite Projet, well et wär dach kokass, wa mer an enger Situatioun wäeren, wou mer de Stromverbrauch doheem géife subventionéieren, an op de Chargy-Bornen dobaussen de Präis komplett géif explodéieren. Dat wär net am Interêt vun der Saach. Deementspriedend freeën ech mech, eisen Accord heizou ze ginn, net awer, ouni mech de Wieder vu menger Virriednerin unzschléissen, Iech alleguer schéi Feierdeeg, e gudder Rutsch – rutsch net aus, wannechgelift! – ze wënschen, an domadder gi mir eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Villmools merci fir déi grouss Zoustëmmung fir zu dëser Mesure. Ech mengen, et war wichteg, dass mer do eeben och

intervenéiert hunn, fir dass eeben dee Mismatch, deen do hätt kënnen entstoen zwëschen doheem elektresch lueden an op de Bornen, dass mer deen elo iwwert déi Mesure hei ausgeglach hunn.

Ech wëll awer da vu mir aus och nach e puer Mercie lassginn: de Kolleegen an der Regierung, der Tripartite-Kommissioun an hirem President an och hirem Sekretariat, dem Staatsrot, deen extreem schnell geschafft huet, an dann awer virun allem menge Mataarbechter, ech mengen, mir sinn e kleng Ministère, a säit Ufank August, Ufank Oktober hunn déi wierklech keng Méi gescheit, fir all déi Moosnamen hei op de Wee ze bréngen, an duerfir hinnen e ganz grouse Merci!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Energieminister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8110. Den Text steet am Document parlementaire 8110<sup>3</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8110 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Dan Biancalana), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 11. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ...

**Une voix** | Sch!

**M. Fernand Etgen**, Président | ... mir sinn elo um Enn vun der leschter Sitzung fir dëst Joer ukomm. Ech wëll da ganz kuerz e puer Mercie soen: Merci dem Generalsekretär Laurent Scheeck a sengen zwee Adjoints,



dem Benoît Reiter an dem Isabelle Barra, alle Mataarbechter aus der Verwaltung, de Fraktiounen an de Sensibilitäten, déi eis duerch hir wäertvoll Aarbecht ënnerstëtzen. Merci och der parlamentarescher Press, déi mat derzou bäidréit, d'Bierger iwwer eis Aarbechten ze informéieren. Ech wënschen Iech alleguer e puer Deeg Rou, schéi Feierdeeg, e flotte Joreswiessel. Passt op Iech an op déi aner op a bleift gesond!

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President ...

(Interruptions)

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Här President, ech krut den Opdrag, och Iech am Numm vun eis alleguerter frou a besënnelech Chrëschtdeeg ze wënschen. An, Dir wësst, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... dëst Joer war e mouvementéiert Joer, heiansdo ass et och méi héich hiergaangen an dësem Haus, net zulescht an deene leschte 14 Deeg. D'nächst Joer stinn zwee grouss politesch Rendez-vousen un, mee, ech mengen, nichtsdestotz sollen déi Feierdeeg derzou déngen, dass jiddweree mol a sech geet, déi Rou hält, an dass dat d'nächst Joer trotz deenen zwou Echeancen och hei sou iwwert d'Bün geet, wéi et eigentlech dësem héijen Haus sollt würdeg sinn.

Merci an eng schéi Vakanz!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoools, Här Roth! Domat si mer um Enn ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Bleift sou fein, wéi Der elo waart!

**M. Fernand Etgen**, Président | ... vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Rendez-vous si fir de 17., den 18. an den 19. Januar virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.43 heures.)

## Questions au Gouvernement

### Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
<b>Session ordinaire 2021-2022</b>				Vaccins contre la Covid-19	6933	Claude Wiseler	87
Candidature du Luxembourg au Conseil de sécurité	6908	Fernand Kartheiser	80	Communication interne au sein du CGDIS	6934	Léon Gloden	87
Sites d'escalade	6910	Cécile Hemmen	80	Pacte Logement 2.0	6935	Marc Lies	88
Formation de conducteurs professionnels dans le secteur public	6911	Carlo Weber	80	Fuite du liquide de fermentation dans l'usine de biogaz de Gonderange	6936	Fred Keup	88
Programmation de la radio luxembourgeoise de service public	6912	Diane Adehm	81	Aumôniers de prison	6937	Roy Reding	88
Livres audio pour personnes non voyantes et malvoyantes	6913	Diane Adehm	81	Étude polluants LIH	6938	Nathalie Oberweis	89
Conseil des auditeurs de l'établissement public « Média de service public 100,7 »	6914	Diane Adehm	81	Chasse aux sangliers	6939	Martine Hansen	90
Nombre d'étudiants à l'étranger	6916	Fred Keup	82	Démision de six cardiologues du Centre Hospitalier du Nord	6940	Marc Hansen, Stéphanie Empain	90
Comité d'éthique	6917	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	82	Nombre d'étages autorisés dans le cadre d'un plan d'aménagement « Quartier existant »	6941	Sven Clement	91
Projet pilote « Veggie Monday »	6918	Carole Hartmann, Claude Lamberty	82	Traite des personnes au Luxembourg	6942	Jeff Engelen	91
Sclérose latérale amyotrophique (SLA)	6919	Max Hengel	82	Agressions envers des chauffeurs de bus	6943	Jeff Engelen	91
Impact des exportations de céréales ukrainiennes sur le marché unique	6920	Gusty Graas	83	Ancienne ligne de bus 682 Hachiville-Clervaux	6944	Carlo Weber	92
Banque luxembourgeoise Fortuna Banque	6921	Laurent Mosar, Marc Spautz	84	Conseiller logement	6945	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	92
Projet pilote au « Haff Réimech »	6922	Martine Hansen	84	Réduction progressive de la part du bois primaire considéré comme une énergie renouvelable	6946	Gusty Graas, Max Hahn	93
Apiculture et pollinisateurs sauvages	6923	Tess Burton	85	Projet de transformation numérique de l'établissement public POST Luxembourg	6947	Diane Adehm	93
Révision de la législation sur l'utilisation durable des pesticides	6925	François Benoy	85	Impact de la pénurie d'énergie sur le secteur des télécommunications	6948	Laurent Mosar	94
Démision de six cardiologues au Centre Hospitalier du Nord (CHdN)	6926	Claude Wiseler	86	Location de logements type Airbnb	6949	Marc Goergen	94
Projet de réaménagement de la place de la Gare à Luxembourg-ville	6928	François Benoy	86	Saisies sur salaire	6950	Marc Goergen	94
Avancement du projet de réaménagement de la place de la Constitution (« Gëlle Fra »)	6929	François Benoy	86	Calcul du loyer social	6951	Marc Goergen	95
Démision de six cardiologues au Centre Hospitalier du Nord (CHdN)	6930	Carole Hartmann, Gilles Baum	87	Déclarations d'impôts des entreprises	6952	Sven Clement, Marc Goergen	95
Situation sanitaire liée à la Covid-19 dans l'enseignement fondamental	6931	Francine Closener	87	Accès au Lycée technique agricole à Gilsdorf	6953	Francine Closener, Carlo Weber	95
Compte de paiement de base	6932	Sven Clement	87	Sites d'escalade	6954	Fred Keup, Jeff Engelen	96
				Nouveau coup d'État au Burkina Faso	6955	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	96
				Aide aux devoirs dans les maisons relais	6956	Martine Hansen, Octavie Modert	96

				Session ordinaire 2022-2023			
Infections de la Covid-19 dans des maisons de soins et de retraite	6957	Sven Clement, Marc Goergen	97	Législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles	7048	Jeff Engelen	98
Nombre de voitures avec moteur à combustion au Luxembourg	6958	Marc Goergen	97	Égalité de traitement entre les femmes et les hommes lors de la conclusion d'un contrat assurance-vie	7073	Jessie Thill	99
Adaptation des procédures en matière disciplinaire	6959	Dan Biancalana	97				

**Candidature du Luxembourg au Conseil de sécurité** | Question **6908** (28/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Lëtzebuerg ass Kandidat fir een net permanente Sëtz am UN-Sécherheetsrot fir d'Mandat 2031/2032. Do fir ass et vu besonneschem Gewicht, wann den Här Staatsminister a senger rezenter Ried (23.9.22) virun der Vollversammlung vun der UNO seet: « Nous continuons de soutenir les appels au renforcement de l'Assemblée générale et à la réforme du Conseil de sécurité afin de rendre le Conseil plus représentatif, plus efficace et plus redevable à l'égard de l'ensemble des États membres. »

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Staatsminister:

1. Kann den Här Staatsminister preziséieren, mat wéi enge Mëttele Lëtzebuerg d'Vollversammlung vun der UNO stärke wëll?

2. Wéi stellt sech den Här Staatsminister konkret eng Reform vun UN-Sécherheetsrot vir, fir dëst Organ „plus représentatif, plus efficace et plus redevable à l'égard de l'ensemble des États membres“ ze maachen?

**Réponse** (28/10/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Lëtzebuerg ënnerstëtzt eng aktiv Roll vun der UNO-Vollversammlung, besonnesch och wann et ëm wichteg Froe vu Fridden a Sécherheet geet, an deenen den UNO-Sécherheetsrot geläämt ass. An deem Kontext kann een d'Bedeutung vun der Emergency Special Session vun der Vollversammlung iwwert d'Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain ervirhiewen. Wann de Sécherheetsrot duerch de Veto vu Russland blockéiert gëtt an doduerch d'Haaptverantwortung net kann ausüben fir d'Erhale vum Weltfridden a vun der internationaler Sécherheet, déi d'Charta vun de Vereenten Natiounen him uvertraut, dann ass et un der Vollversammlung, d'Veantwortung ze iwwerhuelen. Säit Mäerz 2022 huet Lëtzebuerg déi véier Resolutiounen aktiv matgedroen, déi d'UNO-Vollversammlung am Kader vun der Emergency Special Session ugeholl huet, fir déi russesch Aggressioun ze condamnieren.

Een anert Beispill fir d'Stärke vun der Roll vun der UNO-Vollversammlung ass déi sougenannt „Veto-Initiativ“, déi der Vollversammlung e permanent Mandat gëtt, fir eng Debatt ze halen am Fall vun engem Recours op de Veto am Sécherheetsrot. Dës Initiativ gouf vu Liechtenstein lancéiert an ass vu Lëtzebuerg mat ënnerstëtzt ginn. Säit der Adoptioun vun der Veto-Initiativ de 26. Abrëll 2022 gouf dësen neie Mechanismus schonn an zwee Fäll ëmgesat: den 8. Juni 2022, nom Veto vu China a Russland géint eng Resolutioun, déi d'UNO-Sanktioune géint Nordkorea verstärkt hätt, an den 21. Juli 2022, nom Veto vu Russland géint eng Resolutioun, déi de Mechanismus, fir déi humanitär Hëllef iwwert d'Grenz vun der Tierkei a Syrien ze bréngen, ëm 12 Méint verlängert hätt. An dese kritischen Zäiten ass et wichtig, d'UNO-Vollversammlung an domat de Multilateralismus ze stäerken, andeems permanent Membere vun Sécherheetsrot zur Rechenschaft kënnen gezu ginn, wann se de Veto benotzen.

ad 2. Am Kader vun der Reform vum UNO-Sécherheetsrot setzt Lëtzebuerg sech mat anere Länner dor fir an, dass de Sécherheetsrot méi representativ, méi effikass a redevabel gëtt an doduerch u Credibilitéit a Legitimitéit gewënnt.

E méi representative Sécherheetsrot: Lëtzebuerg ënnerstëtzt eng Erweiderung vum Sécherheetsrot an den zwou Kategoriën vu Membere, de permanenten an den net permanente Membere. Mir setzen eis a fir eng méi grouss Presenz vun den afrikanesche Länner, vun de mëttelgroussen a kleng Staaten, dorënner och vun de klengen Inselstaaten am Sécherheetsrot.

E méi effikassen a redevable Sécherheetsrot: Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Efforten, fir de Recours op de Veto ze begrenzen. Mir gehéieren zu de méi wéi 100 UNO-Memberstaaten, déi zwou Initiativen an deem Kontext matdroen: déi franséisch-mexikanesch Initiativ iwwer d'Suspensioun vum Veto a Fäll vu massiven Atrocitéiten, an de „code de conduite“ iwwert d'Aktioun vum Sécherheetsrot géint Genoziden, Verbrechen géint d'Mënschlechkeet a Krichsverbrechen, dee vun Grupp ACT (fir Accountability, Coherence and Transparency) lancéiert gouf. Méi generell gesinn ass et néideg, d'Aarbechtmethode vum Sécherheetsrot ze verbesseren, fir dass e méi transparent gëtt vis-à-vis vun der grousser Majoritéit vu Länner, déi net Member vum Sécherheetsrot sinn, fir dass en d'Länner besser abënnt, déi der UNO Truppen zu Verfügung stelle fir Operatiounen, déi vum Sécherheetsrot mandatéiert sinn, a fir dass d'Zesummenaarbecht besser klappt tëschent dem Sécherheetsrot an der UNO-Vollversammlung an aneren Instanzen, wéi zum Beispill der Peacebuilding Commission.

**Sites d'escalade** | Question **6910** (28/09/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

L'escalade, qui connaît en ce moment un énorme succès au Luxembourg, est souvent pratiquée en milieu naturel dans des falaises rocheuses. Malheureusement pour les sportifs, les sites s'apprêtant à l'escalade sont rares et la législation luxembourgeoise prévoit limitativement les falaises de roches dans lesquelles cette pratique sportive est autorisée. Dépassant ces limites, les contrevenants s'exposent à des sanctions.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre des Sports :

- 1) Est-ce que Madame la Ministre envisage une modification légale en vue d'un élargissement de l'offre de sites où l'escalade peut être pratiquée ?
- 2) Une campagne de sensibilisation sur les dégâts causés par l'escalade est-elle envisagée ?
- 3) Selon quels critères les sites s'apprêtant à l'escalade sont-ils autorisés ?
- 4) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres sur les affiliations officielles auprès de la Fédération luxembourgeoise d'escalade de randonnée sportive et d'alpinisme ? Dans l'affirmative, comment ces chiffres ont-ils évolué au cours des dernières cinq années ?

**Réponse** (07/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

ad 1) Un élargissement de l'offre de sites où l'escalade n'est pas envisagée. Un tel élargissement n'est pas soumis à une modification légale.

ad 2) Non, une campagne de sensibilisation n'est pas jugée nécessaire. Il est supposé que les personnes pratiquant l'escalade et qui sont affiliées à au moins une des deux fédérations internationales, à savoir l'UIAA ou l'IFSC, sont conscientes des bonnes coutumes afin de conserver au maximum l'environnement lors de cette activité sportive en plein milieu naturel.

ad 3) La pratique de l'escalade en milieu naturel est actuellement limitée au site de la « Wanterbaach », et ce depuis 2002. À l'époque le site était déjà exploité pour l'escalade et il s'agissait de protéger d'autres sites naturels d'escalade « sauvage » hautement sensibles.

Une fois saisi avec l'analyse d'un site supplémentaire, le/la Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions devrait constater si l'activité est légalement autorisable à l'endroit visé. Le cas échéant, les impacts directs et indirects de l'activité potentielle sur le site et ses environs sont à évaluer. Une modification du règlement grand-ducal du 5 avril 2016 réglant la pratique de l'escalade en milieu naturel serait nécessaire.

ad 4) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu))

**Formation de conducteurs professionnels dans le secteur public** | Question **6911** (28/09/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

D'professionell Chauffeure mat engem Führerschäi vun der Kategorie C oder D mussen an der Reegel un enger Formatioun (Code 95) deelhuefen. Allerdéngs gesäit d'Gesetz och Ausnamen, ënner anerem fir d'Gefierer vun der Arméi, der Police an dem CGDIS vir. Wéi mir zougedroe gouf, stellen sech am effentlechen Déngscht eng Partie Froen zur Formatioun. Deemo wier heiansdo net ganz kloer, wéi eng Chauffeure vun de verschiddene Servicer un der Formatioun mussen deelhuefen, fir hirer Aarbecht kënnen nozegoen. Wéinst dëser Onsécherheet géif ee virsiichtshallwer eng Formatioun viraussetzen, woubäi dës awer ëmmer mat Käschten an Zäitopwand verbonnen ass.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

- Fir wéi eng Aarbechten am effentlechen Déngscht gëtt d'Formatioun (Code 95) explizit gefrot?
- Ass dës Formatioun beispillsweis néideg, fir am Service vum Wanterdéngscht mat engem Streecamion ze fueren?

**Réponse** (03/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierte sech Froen iwwert déi obligatores Ausbildung fir Berufsbus- a Camionschaufferen am Zesummenhang mam effentlechen Déngscht.



Dës Formatioun, déi et zu Lëtzebuerg zanter 2009 gött, baséiert op der europäescher Directive 2003/59. Am Prinzipp muss all Chauffer, dee berufflech mat sengem Bus- oder Camionsführerschäi wëll schaffen, dës Formatioun maachen, déi dann duerch de Code 95 um Führerschäin aktéiert gött. Wéi vum Här Deputéierte richteg bemierkt, gött et hei awer eng Rei Ausnamen, z. B. fir d'Gefierer vun der Arméi, der Police oder nach dem CGDIS.

Dovunner ofgesinn, mécht den Text awer keen Ënnerschied tëschent engem Chauffer, dee bei engem private Patron oder am ëffentlechen Dénsgscht schafft. Dat bedeit, datt wann een als Chauffer d'Formatioun muss maachen, da muss een se och am ëffentlechen Dénsgscht maachen. Generell ass zu dëser Directive nach ze soen, datt et d'Zil vun dëser Formatioun ass, d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbesseren, an de Ministère de manière générale all Chauffer vu Bus oder Camion recommandéiert, un dëser Formation deelzehuelen, och wa se fir hien evtl. net zwéngend virgeschriwwen ass.

Well d'Dispositiounen vun der Directive awer a manche Fäll schwéier ze interpretéieren sinn, hunn déi zoustänneg Instanzen en Dokument ausgeschafft, wat als „Leitfaden“ gött fir déi eenzel Fäll. Dëst Dokument fënnt een um Site vum Mobilitéitsministère ënnert

<https://transports.public.lu/fr/secteurs/circulation-routiere/conducteurs/formation-conducteurs.html>

An dësem Dokument fënnt een dann och d'Dispositioun fir de Wanterdénsgscht ënnert dem Punkt 38, dee beseet, datt e fir am Wanterdénsgscht dierfen ze fueren, dës Formatioun muss gemaach hunn.

Zu de Käschte vun dëser Formatioun sief nach gesot, datt dës integral vum Staat iwwerholl ginn (Formation initiale) bzw. zu 1/3 (Formation continue all 5 Joer).

### Programmation de la radio luxembourgeoise de service public | Question 6912 (28/09/2022) de Mme Diane Aehm (CSV)

Le 13 juillet 2022, la Chambre des Députés a adopté la loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 », dont l'objectif est de renforcer la radio luxembourgeoise de service public en adaptant son cadre légal, notamment par la description de ses missions et activités et la modernisation de sa gouvernance. Parmi les missions et activités, l'établissement public doit notamment « mettre en évidence et soutenir la culture et la créativité artistique au Grand-Duché de Luxembourg » (article 3).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de la Culture :

– Est-ce que le contenu des programmes de la radio luxembourgeoise de service public est surveillé quant à la fréquence de diffusion d'œuvres d'artistes luxembourgeois ?

– Dans l'affirmative, quel pourcentage du temps de diffusion est consacré à des œuvres d'artistes luxembourgeois ? Est-ce que cette surveillance de la programmation s'étend au genre musical de ces œuvres d'artistes luxembourgeois ? Est-ce qu'il est porté une attention particulière à diffuser des œuvres d'artistes luxembourgeois de genres musicaux différents ?

– Dans la négative, comment est-ce que le Gouvernement entend s'assurer de la mise en évidence et du soutien de « la culture et la créativité artistique au Grand-Duché de Luxembourg », comme prévu par la nouvelle portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » ?

– Est-ce que le Gouvernement a des informations concernant le temps de diffusion consacré à des œuvres d'artistes luxembourgeois pour RTL Radio ?

**Réponse** (09/11/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

Selon les renseignements reçus par le Média de service public 100,7, la musique provenant du Luxembourg joue un rôle central dans le programme du Média de service public 100,7 et des statistiques y relatives sont établies régulièrement.

Ainsi, pour la saison 2021-2022 (septembre 2021-juin 2022), toujours selon le Média de service public 100,7, environ 20 % tant du temps d'antenne de la musique non classique que du temps d'antenne de la musique classique proviennent d'artistes du Luxembourg. S'y ajoute la diffusion, pendant cette période, de 93 concerts enregistrés au Luxembourg, d'interviews et de portraits d'artistes du Luxembourg ainsi que la conclusion de partenariats avec des institutions et événements musicaux au Luxembourg. Les œuvres d'artistes du Luxembourg se retrouvent, au même titre que des œuvres d'artistes internationaux, dans toutes les émissions musicales de la radio qui couvrent de multiples genres musicaux.

Par ailleurs, le Média de service public 100,7 met à disposition ses enregistrements de concerts à d'autres radios à travers l'Union européenne de radiodiffusion, contribuant ainsi à leur promotion au niveau international.

Quant à RTL Radio, selon les informations reçues par le fournisseur, en 2021, 9,78 % du temps d'antenne des œuvres diffusées provenait du Luxembourg. S'y ajoute la radio en ligne Radio LX dédiée exclusivement à la musique du Luxembourg.

### Livres audio pour personnes non voyantes et malvoyantes | Question 6913 (28/09/2022) de Mme Diane Aehm (CSV)

Les personnes non voyantes ou malvoyantes sont confrontés tous les jours à des situations qui les mettent en difficulté. C'est la raison pour laquelle il est primordial d'encourager et promouvoir toutes les initiatives qui ont pour objectif une meilleure intégration des citoyens non voyants ou malvoyants dans la société.

Alors que les nouvelles technologies, qui reposent en grande partie sur la communication visuelle, prennent de plus en plus de place dans notre vie quotidienne, une manière de favoriser l'intégration sociale des personnes non voyantes ou malvoyantes est de proposer une offre variée de livres audio, qui rendent la lecture accessible à tous.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

– Est-ce que des livres audio en luxembourgeois sont de temps en temps diffusés sur les ondes des radios poursuivant une mission de service public ? Je rappelle dans ce contexte que la loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 », qui a été adoptée par la Chambre des Députés le 13 juillet 2022, prévoit que l'établissement public doit « fournir à l'ensemble de la population du Grand-Duché de Luxembourg [...] des informations et contenus variés » (article 3).

– Dans l'affirmative, à quelle fréquence ces livres audio sont-ils diffusés ?

– Dans la négative, pourquoi est-ce que ce n'est pas le cas ? Est-ce qu'il ne serait pas judicieux de consacrer une partie du temps de diffusion à des livres audio ?

**Réponse** (09/11/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Tout en couvrant l'actualité de la littérature luxembourgeoise, le média de service public 100,7 indique ne pas diffuser de livres audio dans son programme de radio. Il en va de même pour le service de radio en langue luxembourgeoise de RTL qui offre un programme composé d'informations, d'émissions de service, de divertissement et de musique s'adressant au public résident le plus large possible. Une offre non linéaire spécialisée de streaming ou de téléchargement semble en effet plus adaptée à l'écoute de livres audio que l'intégration de la diffusion de livres audio, qui durent souvent plusieurs heures, dans la grille de programmes d'une radio linéaire.

La Bibliothèque nationale de Luxembourg dispose par ailleurs d'une collection importante de documents audio, tout comme le Centre national de littérature, dont certains créés en collaboration avec le Média de service public 100,7.

### Conseil des auditeurs de l'établissement public « Média de service public 100,7 » | Question 6914 (28/09/2022) de Mme Diane Aehm (CSV)

Le 13 juillet 2022, la Chambre des Députés a adopté la loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 », dont l'objectif est de renforcer la radio luxembourgeoise de service public en adaptant son cadre légal, notamment par la description de ses missions et activités et la modernisation de sa gouvernance. Cette nouvelle loi prévoit la mise en place d'un conseil des auditeurs, composé par des membres du public. Ce conseil des auditeurs doit être consulté au moins deux fois par an, notamment pour des questions relatives à la programmation (article 7).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Est-ce que le conseil des auditeurs mentionné ci-dessus a déjà été mis en place ? Où en sont les préparatifs ?

– De combien de personnes ce conseil des auditeurs sera-t-il constitué ? De quelle manière les personnes qui feront partie de ce conseil des auditeurs seront-elles choisies ? Qui décide de la composition du conseil des auditeurs ?

– À quelle fréquence est-ce que la composition du conseil des auditeurs sera changée ? De quelle manière est-ce que le conseil des auditeurs sera convoqué ?

– Quand est-ce qu'aura lieu la première réunion du conseil des auditeurs ?

– Dans quelle mesure la radio luxembourgeoise de service public doit-elle suivre les recommandations formulées par le conseil des auditeurs ? De quelle manière le suivi des recommandations formulées par le conseil des auditeurs sera-t-il assuré ?

**Réponse** (09/11/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias

Selon la loi du 12 août 2022 portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 », ce dernier est chargé de la mise en place d'un conseil des auditeurs.

Selon les renseignements apportés par le Média de service public 100,7, les travaux préparatoires en vue de la mise en place du conseil des auditeurs, et notamment la définition de la méthodologie de la sélection de ses membres, sont actuellement en cours en collaboration avec l'Université du Luxembourg. Les modalités de son fonctionnement interne et de son rapport avec la radio seront définies et communiquées par la suite.

**Nombre d'étudiants à l'étranger** | Question 6916 (28/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Viru Kuerzem ass dem Statec säin „Le Luxembourg en chiffres 2022“ publizéiert ginn. An der Rubrik „Enseignement“ stellt ee fest, datt d'Zuel vun de Studenten, déi am Ausland studéieren an eng finanziell Hëllef vum Staat kréien („chiffres fournis par l'aide financière“) sech säit 1999/2000 bal versiwefacht huet, vu 4.401 op 28.397.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister an un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wéi vill vun dësen 28.397 Studenten, déi eng finanziell Hëllef vum Staat kréien, wunnen hei am Land? Wéi ass déi weider Opdeelung op déi verschidden aner Länner?

2. Wéi deelt sech d'Zuel vun deene Studenten, déi zu Lëtzebuerg wunnen, op no Geschlecht an Nationalitéit?

3. Wier et net méi interessant, d'Zuel vu Studenten, déi tatsächlech aus Lëtzebuerg kommen, unzeginn am Bichelchen „Le Luxembourg en chiffres 2022“?

**Réponse** (28/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Mir reagéieren op dem honorabelen Deputéierten seng Froe mat dëse Prezisiounen.

Vun den 28.397 Studenten, déi am Ausland studéieren an eng finanziell Hëllef vum Staat kréien, sinn eng ronn 16.000 Resident zu Lëtzebuerg, 7.000 si Resident a Frankräich, 4.000 Resident an der Belsch, 1.100 Resident an Däitschland an de Rescht an anere Länner.

Vun de 16.000 Studenten, déi Resident zu Lëtzebuerg sinn an am Ausland studéieren, sinn 8.750 Fraen a 7.250 Männer, 12.400 hunn déi Lëtzeburger Nationalitéit, 900 déi franséisch Nationalitéit, 700 déi portugisesch Nationalitéit, 500 déi belsch Nationalitéit, 250 déi däitsch Nationalitéit an de Rescht huet eng aner Nationalitéit.

De Ministère fir Héichschoul a Fuerschung bréngt all Joer fir d'Entrée académique d'Publicatioun „Chiffres-clés de l'enseignement supérieur“ eraus, wou enner anerem detailléiert Zuelen dra sinn iwwer d'Studenten, déi Resident zu Lëtzebuerg sinn.

**Comité d'éthique** | Question 6917 (29/09/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** | **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

À la date du 1<sup>er</sup> mai 2022, l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement et l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement sont entrés en vigueur.

Il y a lieu de rappeler que dans les deux codes de déontologie précités, le Comité d'éthique est un élément essentiel puisqu'il a le devoir de veiller à l'application des dispositions en vigueur.

Compte tenu des différentes compétences du Comité d'éthique, il est important de souligner qu'il peut à la fois intervenir de manière autonome et agir en tant que conseiller pour les personnes qui sont liées par ces Codes de déontologie.

Il en résulte – comme le souligne le GRECO (Groupe d'États contre la corruption) – que l'efficacité du Comité d'éthique dépend en partie de sa saisine par les destinataires.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

1) Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022, combien de fois le Comité d'éthique a-t-il été saisi mensuellement à titre confidentiel par les conseillers de questions relatives à l'interprétation et à l'application de l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement ?

2) Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022, combien de fois le Comité d'éthique a-t-il été saisi mensuellement à titre confidentiel par les membres de Gouvernement de toute question relative à l'interprétation et à l'application de l'arrêté grand-ducal modifié du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement ?

3) Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022, combien de fois le Comité d'éthique a demandé des explications écrites à tout conseiller ou ancien conseiller qu'il soupçonne avoir manqué aux dispositions du Code de déontologie applicable ?

4) Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022, combien de fois le Comité d'éthique a demandé des explications écrites à tout membre du Gouvernement ou ancien membre du Gouvernement qu'il soupçonne avoir manqué aux dispositions du Code de déontologie applicable ?

5) Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022, est-ce que le Comité d'éthique a fait usage de sa compétence d'émettre des recommandations d'adaptation des codes de déontologie ?

**Réponse** (24/10/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) À la date du 15 octobre 2022, aucune saisine en ce sens n'est parvenue au Comité d'éthique.

ad 2) À la date du 15 octobre 2022, aucune saisine en ce sens n'est parvenue au Comité d'éthique.

ad 3) À la date du 15 octobre 2022, le Comité d'éthique n'a émis aucune demande en ce sens.

ad 4) À la date du 15 octobre 2022, le Comité d'éthique n'a émis aucune demande en ce sens.

ad 5) À la date du 15 octobre 2022, le Comité d'éthique n'a pas encore fait un tel usage.

**Projet pilote « Veggie Monday »** | Question 6918 (29/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Avec le nouveau concept « Food4future », le Gouvernement s'est engagé pour une offre alimentaire plus saine et durable dans les restaurants scolaires et universitaires. Il répond ainsi à une demande formulée par un certain nombre d'élèves qui réclamaient, entre autres, une augmentation de l'offre de plats végétariens et végétans. C'est dans ce contexte que trois lycées du Campus Geesseknäppchen ont lancé le projet pilote « Veggie Monday » en novembre 2021, avec une journée par semaine sans viande dans leur cantine scolaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien d'élèves fréquentent, en moyenne, les cantines scolaires et universitaires par jour ? Comment ce chiffre a-t-il évolué au cours des 5 dernières années ?

2) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution du nombre de plats végétariens et végétans vendus, ainsi que sur la consommation de viande et de poisson dans les restaurants scolaires et universitaires au cours des 5 dernières années ?

3) Les lycées participant au projet « Veggie Monday » ont-ils observé une différence significative du nombre d'élèves fréquentant leur cantine scolaire lors des journées sans viande ?

4) Quelles conclusions ont déjà pu être tirées du projet « Veggie Monday », d'une part par les lycées participant et d'autre part par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ?

**Réponse** (24/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le nombre d'élèves fréquentant, en moyenne, les cantines scolaires et universitaires par jour, a évolué au cours des cinq dernières années comme suit :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 2) Lors des années précédant l'année scolaire 2021-2022, les plats végétariens représentaient environ 10 % de la totalité des plats vendus.

Avec l'introduction du concept « Food4Future » lors de la rentrée scolaire 2021-2022, dans le cadre duquel Restopolis a adapté les menus afin de les rendre plus durables et introduit un plat végétan, la vente des plats végétariens/végans a toutefois connu une augmentation importante tandis que celle des plats non végétariens a diminué comme le montre la statistique ci-après :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 3) Suite à l'analyse des chiffres des fréquentations lors des journées « Veggie Monday », il s'est avéré qu'elles ont, en moyenne, légèrement augmenté, ce qui montre clairement que ce projet est soutenu par les populations des lycées qui y participent.

ad 4) Après l'achèvement de l'année scolaire 2021-2022, le projet pilote « Veggie Monday » s'est avéré comme un succès dans les trois lycées qui y ont participé et ces derniers ont plaidé pour la continuation de celui-ci auprès de leurs cantines.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Les établissements de l'enseignement secondaire restants, tout comme l'Université du Luxembourg, se sont vus proposer la possibilité d'introduire également un « Veggie Monday » auprès de leur cantine à condition que cette demande soit soutenue par la communauté scolaire respective.

En outre, il est important de noter que la sensibilisation à une alimentation durable à travers le « Veggie Monday » et d'autres mesures du concept « Food4Future » a déclenché une évolution dynamique dans ce domaine et a ainsi aidé à réduire de manière conséquente la consommation de viande et de poisson de 18,86 % dans les cantines de Restopolis, soit une baisse de 42.365 kg, et, par conséquent, à diminuer nettement l'empreinte CO<sub>2</sub> de Restopolis.

**Sclérose latérale amyotrophique (SLA)** | Question 6919 (29/09/2022) de **M. Max Hengel** (CSV)

Mënschen, déi un enger Amyotropher Lateralsklerose (ALS) oder enger änlecher Pathologie leiden, si schonn



no kuerzer Zäit vollstänneg op d'Hëllef vun Drëttpersounen ugewisen. D'Betreiung vun ALS-Patienten ass ganz intensiv. Nieft enger Lämung vun der Aarm- a Beenmuskulatur sinn och d'Otem- an d'Schléckmuskulatur betroff. Och wann si net méi schwätze kënnen, sinn d'intellektuell a sensoresch Fäegkeete vun de Patienten net betroff. An deem Zesammenhang wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Wéi vill Leit leiden hei zu Lëtzebuerg un ALS oder un enger änlecher Pathologie?
2. Wéi ginn ALS-Patiente medezinnesch betreit?
3. Besteet d'Méiglechkeet, datt ALS-Patiente kënnen doheem betreit ginn?  
– Wa jo, wéi ginn d'Famille bei der Betreiung ënnerstëtzt?

**Réponse** (04/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Laut Orphanet, de Portal fir rar Krankheeten, huet ALS eng Inzidenz pro Joer vun 1/50.000 Persounen an eng generell Prevalenz vun 1/20.000 Persounen. Et gi keng präzis Zuele fir Lëtzebuerg, mee opgrond vun der genannter Prevalenz, wieren zu Lëtzebuerg eng ronn 31 Leit eleng vun ALS betroff. Dobäi kommen déi Betraffe mat enger änlecher Pathologie, esou datt ee schätze kann, datt zu Lëtzebuerg eng 40 Leit betroff sinn.

ad 2. Am Kader vum „Plan national maladies rares“ ass sech Gedanke gemaach ginn, wéi een eng medezinnesch Filière kéint opbauen, fir eng Prise en charge vun deene betraffene Leit ze assuréieren. Et ass virgesinn, e systemateschen Depistage ze maachen, dést ënner anerem, well an 10 % vun de Fäll ee familiäre Kontext matspillt a bei deenen anere Fäll Symptomer ënnerschiddlecher Natur an allen Alterskategorien optriede kënnen.

Déi éischt Consultatioun vun de Betraffene fënnt oft bei engem Generalist statt, ënner anerem well d'Patienten iwwer Unzeeche vun enger Lämung, Problemer beim Schlécken, Ofhuele vun der Muskelkraaft zesumme mat engem Réckgang vun der Mass u Muskelen an Onbeweeglechkeet vun den Äerm oder Bee kloen. An esou Fäll ginn d'Patiente bei en Neurolog verwisen, wou da fir d'éischt aner Krankheeten ausgeschloss ginn an dann duerch e geneetesche Bilan d'Diagnos gestallt gëtt. Vun Ufank un ass et wichteg, déi betraffe Persoun interdisziplinär ze behandelen, well d'Annonce vun der Krankheet ganz traumatiséierend ass.

ad 3. Zu Lëtzebuerg ginn et effektiv Leit, déi doheem betreit ginn. D'Regierung huet 2017 decidéiert, déi interministeriell Plattform „mesures exceptionnelles pour le soutien intensif extrahospitalier de certaines personnes“ en place ze setze mam Objet, deene Persounen, déi doheem 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 betreit musse ginn, eng finanziell Ënnerstëtzung ze ginn. Dës finanziell Hëllef ergänz eventuell d'Prise en charge vun der Fleegen- a Krankeversécherung, déi d'Beneficiairen zegutt hunn. De Formulaire dozou kann een op Guichet.lu eroflueden. Säit der Grënnung vun deser Plattform am Joer 2017, sinn 3 Demandé vu Betraffenen, déi ënner ALS leiden, gestallt ginn.

Konkreet iwwerhëlt de Staat déi Käschte fir d'Fleeg am Doheem vun der Persoun, déi iwwer d'Prise en charge vun der Fleegen- a Krankeversécherung erausgeet an déi vun engem Reseau gelescht gëtt.

Doriwwer eraus ginn et Associatiounen, déi ALS-Patienten ënnerstëtzen. Esou huet d'Associatioun „Wäertvoll Liewen“ tëschent 2012 an 2021, 53 Persounen

ënnerstëtzt, déi doheem mat ALS betreit gi sinn an 11 mat enger änlecher Pathologie. Op der anerer Säit ass d'ALAN – Maladies rares Luxembourg, beoptraagt ginn, eng Infoline an d'Liewen ze rufen, fir de Betraffenen Informatiounen iwwert seele Krankheeten ze ginn, sozial Rechter an déi verfügbar Ressourcen.

Eng aner Missioun vun der ALAN ass et, de Betraffenen duerch hire Service psycho-social bei den Demarchen Ënnerstëtzung unzébiden. Am Joer 2022 hunn sech bis elo schon 11 Persounen un d'ALAN gewannt mat der Diagnos ALS.

Am Kader vum „Plan national maladies rares“ ass e Guide ausgeschafft ginn, an deem déi Betraffenen Ulafstelle fanne kënnen. Dëse Guide kann een eroflueden op der Säit vun der ALAN (alan.lu).

.....

### Impact des exportations de céréales ukrainiennes sur le marché unique | Question 6920 (29/09/2022) de M. Gusty Graas (DP)

Selon des articles sur le portail « EURACTIV », les couloirs de solidarité de l'Union européenne auraient des répercussions négatives sur le marché unique. Selon des producteurs de céréales roumains, les exportations en provenance de l'Ukraine et à destination des pays voisins resteraient bloquées sur les marchés locaux des pays de transition.

À titre d'exemple, les agriculteurs roumains endureraient une « forte détérioration de leur compétitivité » sous l'effet d'importations moins chères originaires de l'Ukraine et vendues sur le marché roumain.

Le blocage au niveau du pays de transition serait notamment lié aux coûts de transport pour les agriculteurs roumains qui aurait quasiment triplé en raison d'une demande élevée de production en Ukraine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

- 1) Messieurs les Ministres, peuvent-ils confirmer un impact négatif des exportations de céréales ukrainiennes sur le marché unique ?
- 2) Comment l'Union européenne peut-elle éviter un détournement des produits vers des marchés locaux et assurer le transport des céréales à leurs destinations finales ?
- 3) Quelles mesures peuvent être mises en place pour alléger la pression exercée par le flux de produits ukrainiens ?
- 4) Est-ce que le déblocage de fonds supplémentaires est prévu pour ajouter des couloirs de solidarité additionnels ?
- 5) Dans l'affirmative, quels seraient les délais pour une telle initiative ?

**Réponse** (07/11/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) à 5) L'Ukraine et la Russie sont historiquement les pays exportateurs de céréales les plus importants vers les pays du bassin méditerranéen du nord de l'Afrique, du Proche- et du Moyen-Orient.

L'Union européenne, de son côté, est un importateur de maïs important pour l'alimentation des animaux ainsi que de graines d'oléagineux.

La très majeure partie des acheminements de ces produits vers leurs destinations finales dans les États membres de l'UE, notamment ceux du bassin méditerranéen, se fait de manière générale par voie maritime

à partir du port d'Odessa en ce qui concerne l'Ukraine. En effet, d'un point de vue économique, écologique et logistique les voies maritime et fluviale sont les plus intéressantes et efficaces pour transporter les produits en vrac mentionnés précédemment.

Ces voies maritimes et fluviales ont été fortement perturbées puis entravées suite à l'agression russe et le blocage des ports maritimes ukrainiens par la Russie, avec pour conséquence de bloquer l'accès à la Méditerranée aux bateaux transportant des denrées et d'autres biens à partir de l'Ukraine.

En conséquence les secteurs des céréales, du maïs et des protéagineux ont connu de fortes perturbations avec des envolées des prix dans l'UE et dans les pays qui importent ces produits.

Afin de faire face à cette situation préoccupante de blocage des échanges, l'initiative européenne dite des « solidarity lanes », c'est-à-dire des couloirs de solidarité, a été lancée le 12 mai 2022.

Il s'agit d'une plate-forme qui vise à mettre en œuvre des coopérations entre différents acteurs afin de parvenir à des options stratégiques à court et moyen terme qui offrent des solutions au blocage exercé par la Russie, et des possibilités pour nos relations commerciales et économiques notamment avec la Moldavie et l'Ukraine, en se coordonnant et en optimisant les chaînes logistiques, en mettant en place de nouveau itinéraires et en évitant autant que possible des goulots d'étranglements.

Dans le cadre de cette plate-forme d'échange intergouvernementale a aussi été mis en place une plate-forme de matchmaking entre l'offre et la demande visant à faciliter des coopérations entre différents acteurs, afin de sortir de la situation de blocage des ports de la mer Noire.

Au mois de juillet, l'ONU est parvenue, avec les principaux pays concernés dont la Russie, à un accord dit « Initiative céréalière de la mer Noire », (« The Black Sea Grain Initiative ») visant la réouverture des ports de la mer Noire.

Cet accord, à la durée initiale de 120 jours a permis de fluidifier les exportations de céréales par voie maritime. Dans le contexte actuel, il reste évidemment à savoir si cet accord va être prorogé, raison pour laquelle l'amélioration des voies alternatives de solidarité est importante.

Lors de la session du Conseil des ministres de l'Agriculture, du 17 octobre 2022, la délégation luxembourgeoise a insisté sur l'importance de l'accord « The Black Sea Initiative » et de sa prolongation au-delà de la date convenue au mois de juillet 2022.

Néanmoins, étant donné que l'accord négocié sous les auspices des Nations Unies ne couvre que les produits céréalières, l'amélioration des voies alternatives de solidarité reste importante.

En ce qui concerne les questions spécifiques de l'honorable Député, nous ne pouvons pas confirmer que, d'un point de vue général, ces initiatives aient eu un impact négatif sur le marché unique, même si les marchés des pays qui sont à la frontière de l'Ukraine ont été impactés de manière ponctuelle et régionalisée, surtout pour des raisons logistiques liées à la liaison entre les réseaux ferroviaires et leurs compatibilités techniques. Tout au contraire, les flux de produits céréalières de l'Ukraine via les frontières terrestres ont augmenté successivement depuis la mise en place de cette initiative de la Commission européenne, même si les prix de transport ont augmenté en raison de l'absence de chaînes de valeurs bien rodées via la voie terrestre et de l'absence de capacités suffisantes pour ces types de transport sur le marché privé comme aux

points frontaliers. Comme mentionné dans l'introduction, l'UE, d'une façon générale, est surtout importatrice de maïs en provenance de l'Ukraine, et la majorité des produits ne fait que transiter par les différents pays pour atteindre le pays de destination hors UE.

Désormais ces problèmes ponctuels et localisés semblent s'amortir voire se résoudre, suite à une ouverture plus directe des exportations vers les pays de destination grâce à l'initiative céréalière de la mer Noire. Par ailleurs les informations fournies par la Commission indiquent que les difficultés de nature plus technique ont pu être résolues.

En ce qui concerne les autres questions, les problèmes ponctuels et localisés ne trouvent pas leur origine dans les « couloirs de solidarité » mais dans la guerre provoquée par la Russie et semblent s'amoindrir en fonction de la stabilisation des chaînes d'approvisionnement susmentionnées. À cet égard, la Commission européenne s'est engagée à financer prioritairement des mesures infrastructurelles dans les pays à la frontière de l'Ukraine qui allègent la pression sur les capacités de transport et le stockage de ces produits dans le cadre des programmes existants de type Connecting Europe Facility (CEF), où tout projet soumis est analysé et peut bénéficier d'un cofinancement européen substantiel.

Il convient finalement de noter que les États membres, qui importent généralement des fourrages et des aliments pour animaux à base de maïs ne souffrent pas des importations à partir de l'Ukraine mais plutôt des prix plus élevés des aliments pour animaux suite à l'agression de la Russie et des augmentations des prix qui en sont la suite.

.....

**Banque luxembourgeoise Fortuna Banque | Question 6921 (29/09/2022) de M. Laurent Mosar | M. Marc Spautz (CSV)**

En date du 8 août 2022, la banque luxembourgeoise Fortuna Banque annonçait « l'arrêt progressif et à moyen terme de ses activités bancaires » et avoir mis en place « un processus simplifié et rapide dédié au sein de Spuerkeess permettant aux clients de Fortuna Banque qui le souhaitent de devenir facilement client de Spuerkeess » (Banque et Caisse d'Épargne de l'État – BCEE).

Dans un communiqué de l'Association luxembourgeoise des employés de banque et assurance (ALEBA) diffusé le 22 août 2022, il est expliqué que « la BCEE n'aurait cure du sort des salariés de Fortuna, pourtant qualifiés et expérimentés ». D'après nos informations, la BCEE n'aurait depuis lors pas fait d'efforts pour rencontrer les représentants de la délégation de Fortuna Banque et coopérer sur la mise en place d'un plan social.

Considérant que l'État luxembourgeois est l'unique actionnaire de la BCEE, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations ?

– Dans l'affirmative, pour quelles raisons n'est-il pas question de plan social pour les salariés de la Fortuna Banque ?

– Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-ils pas une reprise du personnel de la Fortuna Banque par la BCEE comme essentielle considérant que le savoir-faire des salariés reste fondamental pour le transfert de la clientèle banque luxembourgeoise ?

**Réponse (02/11/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés font référence à un communiqué de

l'Association luxembourgeoise des employés de banque et assurance (ALEBA) diffusé le 22 août 2022 portant certaines allégations sur les stratégies de la Spuerkeess (Banque et Caisse d'Épargne de l'État – BCEE) face à l'arrêt progressif des activités bancaires de la banque luxembourgeoise Fortuna Banque (Fortuna Banque).

Comme déjà indiqué par le passé (notamment dans les réponses aux questions parlementaires n° 1863, n° 1865, n° 1866, n° 1876 du 13 février 2020 ; n° 0371 du 14 février 2019 ; n° 2834 du 14 mars 2017 et n° 2567 du 17 novembre 2016), il n'appartient pas au Gouvernement de s'immiscer dans, voire de commenter, les décisions commerciales de la BCEE, qui est un établissement public autonome et une banque systémique sous la surveillance de la Banque centrale européenne, dont la gestion et l'administration incombent, tel que prévu par la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, respectivement au comité de direction et au conseil d'administration.

Nonobstant ce qui précède, la BCEE a fourni au Ministère des Finances les éléments de réponse suivants. Fortuna Banque a décidé d'arrêter progressivement ses activités sur les prochains mois. Dans ce contexte, pour tout client de Fortuna Banque désireux d'entrer en relation d'affaires avec la BCEE, celle-ci a mis en place un processus d'intégration rapide et une procédure de refinancement des prêts : ainsi, la BCEE offre une solution facile, au cas par cas. Du point de vue du salariat, des solutions de support individuelles sont en cours d'élaboration et sont offertes par Fortuna Banque à ses salariés pendant la phase de déboucement de ses opérations.

Il est enfin pertinent de noter que l'activité de reprise des prêts est « asset reliant » et non « staff reliant ». La BCEE ne reprend pas les contrats ou autre élément d'actif, mais émet des offres commerciales que les clients sont libres d'accepter ou non. Enfin, il est à noter qu'une bonne partie des clients de Fortuna Banque sont déjà clients soit à la BCEE, soit auprès d'autres banques de la Place.

.....

**Projet pilote au « Haff Réimech » | Question 6922 (29/09/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)**

Am Naturschutzgebitt Réimecher Haff gëtt et e Juegd-lous, dat vun der Natur- a Forstverwaltung (ANF) als Pilotprojet bedriwwen gëtt. Eisen Informatiounen no, ass de Wëldbestand op dem Areal héich, sou datt et zu grousser Wëldschued kënn. Et sollen och alternativ Juegdmethoden op dem Lous ausprobéiert ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministeschen stellen:

1. Wéi vill Wëllschwäi misste laut dem Ofschossplang pro Joer op dem Lous am Haff Réimech geschoss ginn a wéi vill sinn der effektiv geschoss ginn?

2. Wat sinn d'Konsequenzen, wann den Ofschossplang net agehale ginn ass?

3. Wéi héich war de Wëldschued am leschte Joer a wie kënn dofir op?

4. Stëmmt et, datt op dem Juegd-lous am Réimecher Haff d'Wëld gefiddert gëtt, fir et a Gatteren oder a Falen ze lackelen, wou et da soll geschoss ginn?

– Wa jo, wat sinn d'Virdeeler vun dëser Juegdmethod?

– Féiert dës Method net zu onnéidegem Stress fir d'Wëld?

– Huet den Ëmweltministère eng Autorisatioun gi fir ze fidderen, vu datt dat laut Artikel 11 vum Gesetz vum 25. Mee 2011 verbueden ass?

5. Existéiert e Monitoring zum Pilotprojet am Haff Réimech?

– Wa jo, wat sinn d'Resultater?

– Ass geplangt, datt de Pilotprojet am Haff Réimech op anere Plazen am Land weidergefouert gëtt?

6. Kënn Dir confirméieren, datt ugefroete Juegten an der Regioun an de leschte Joren net autoriséiert goufen, dorënner och eng „chasse administrative“?

**Réponse (08/11/2022) de Mme Joëlle Weltring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

ad 1. Een Ofschossplang bezitt sech ëmmer op eng Juegdperiod (période cynégétique), déi 3 Joer dauert. Fir déi lafend Period (1.4.2021–31.3.2024) stinn am Ofschossplang fir den Haff Réimech 56 Wëllschwäin.

Fir den zweeten Deel vun der Fro ze beäntwerthen, muss e bësse méi wäit ausgeholl ginn:

Wéi déi nei Juegd-lous gezechent goufen, war ee sech op Grond vun de Gegebenheete vum Site, souwéi och den Experienzen op dësem spezielle Site eens, datt den Haff Réimech an d'Schwammweieren net wäerte klassesch bejot kënnen ginn, dëst virun allem wéint Aspekter vun der Sécherheet vum Mënsch, wéi awer och wéinst dem Naturschutz.

Zemools wéinst dem Aspekt vun der Sécherheet ass sech dofir decidéiert ginn, all déi problematesch Plazen an engem Juegd-lous zesummenzefaassen, a net un eng Privatpersoun ze verpachten.

Déi vill Waasserflächen a Kombinatioun mat der héijer Unzuel u Visiteuren stellen am Fall vun enger klassescher Juegd ee Sécherheetsrisiko duer. Aus dësem Grond ass sech entscheet ginn, déi Gefor net anzegoen an dofir gouf nach kee Wëllschwäin un Juegd-lous 620 säit der Aféierung vun den neie Juegd-lous geschoss. An der Vergaangenheet an aktuell gëtt nach ëmmer no potenzielle Léisunge gesicht, bei deenen de Sécherheetsrisiko fir de Mënsch geréng ass.

ad 2. De modifizéierte Règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 relatif (a) à l'établissement d'un plan de tir pour certaines espèces de grand gibier (b) aux modalités du marquage (c) à l'organisation et au mode de fonctionnement des commissions cynégétiques régionales gesäit Follgendes vir: « Si à la fin d'une période cynégétique le locataire n'a pas réalisé son plan de tir minimal sur une ou plusieurs espèces, il peut être invité à se présenter devant la commission cynégétique régionale pour s'expliquer. [...] La commission cynégétique régionale entendue en son avis et après vérification qu'au moins un des cas d'ouverture énumérés à l'article 55 est rempli, le ministre peut ordonner des chasses administratives ou établir un plan d'action ayant pour objet la réalisation du plan de tir minimal. »

ad 3. Am Juegdjoer 2021/22 huet sech de Wëldschued am Lous 620 op 1657,97 € chiffriert. De Juegd-piechter kënn fir de Wëldschued op, an dësem Fall de Staat.

ad 4. a 5. D'Wëld ass weeder gefiddert ginn, nach goufe Gatteren oder Falen operéiert.

Gatterfang vu Wëllschwäin ass zu Lëtzebuerg keng Juegdmethod.

Falls eng Kéier sollt ee Gatterfang fir Wëllschwäin am „Haff Réimech“ agesat ginn, géif et sech ëm eng Gestionsmoossnam vun engem Naturschutzgebitt handelen, an net ëm Juegd. Heibäi géif et sech konkret ëm eng Derogatioun no Artikel 28 vum modifizéierte Naturschutzgesetz vun 2018 handelen.

De Moment ginn e puer Variante fir d'Gestioun vun de Wëllschwäin un Haff Réimech (net just de Gatterfang) analyséiert an evaluéiert, ier eng final Decisioun getraff gëtt, wéi et mat dësem Dossier weidergeet.



ad 6. Eng Demande, fir eng Klappjuegd de 25. Februar 2021 ze maachen, ass eréischt puer Deeg virdrun erakomm. Déi ass sans suite bliwwen, well et sech Enn Februar net méi ëm déi kllassesch Klappjuegd-Saison handelt, an eng Klappjuegd am Gebitt mat ze vill Steierunge fir de Rescht vun der Fauna verbonne wier.

D'Gemeng Schengen huet 2022 eng Chasse administrative ugefrot. Aus de beschriwwene Sécherheetsgrënn huet bis dato keng Juegd stattfonnt. Der Gemeng hir Demande ass awer natierlech zur Kenntnis geholl ginn a gëtt och bei der Recherche no enger potenzieller Soloutioun weider berécksiichtegt.

### Apiculture et pollinisateurs sauvages | Question 6923 (29/09/2022) de Mme Tess Burton (LSAP)

Fir d'Landwirtschaft an de Wäibau huet d'Imkerei eng ganz grouss Bedeitung. Hunnegbeie ginn awer net nëmmen an der Landwirtschaft agesat, mä ëmmer méi oft och an de Stied gehalen. Am Ausland gëtt et Diskussiounen doriwwer, dass Hunnegbeie bei der Narungssich a Konkurrenz sti mat wëlle Beien an anere bestëbsenden Insekten. Am Interessi vum Aarteschutz gëtt dofir zum Deel gefuerdert, Beiestäck just op landwirtschaftlech genotzte Flächen opzestellen.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un de Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung zur Situatioun zu Lëtzebuerg stellen:

1. Wéi huet d'Zuel vun den Imker an de leschte Joren zu Lëtzebuerg evolueiert?
2. Gëtt et zu Lëtzebuerg genuch Hunnegbeievëlker, fir d'Bestëbse vun de Kulturplanzen ze garantéieren?
3. Gëtt et an den Ae vun der Ëmweltministesch Plazen, wou Beiekëschten net sollten opgestallt ginn, fir aner bestëbsend Insekten ze schützen? Wa jo, wat fir eng Plaze wieren dat?
4. Vu bestëmmten Zorte vu wëlle Beie kann ee Cocone kafen, fir se zum Beispill a Bongerte fir d'Bestëbse vun den Uebstbeem ze benotzen. Ass esou eng Praxis aus ökologescher Siicht onproblematesch a sënnavoll? Brauch een dofir eng Autorisatioun?

Zanter enger Rei Jore gëtt et e Projet mam Numm „Honey Bee Wild“, deen zum Deel vum Fonds national de recherche ënnerstëtzt gëtt, fir domestikéiert Hunnegbeien auszewëlderen.

5. Wat fir eng Erkenntnisser konnte bis elo aus deem Projet gewonne ginn? Kann een doraus Conclusiounen zéien, wat d'Zesummeliewe vun Hunnegbeien an aner bestëbsenden Insekten betrëfft?

**Réponse** (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Déi follgend Tabell weist d'Entwécklung vun der Imker- an der Beievëlkerunzuel tëscht 2011 an 2022:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 2. Déi meescht landwirtschaftlech Kulturen, déi zu Lëtzebuerg ugebaut ginn, wéi d'Kären, de Mais oder d'Gromperen, brauche keng Befruchtung duerch Insekten. Am Wäibau spillt d'Hunnegbei praktesch keng Roll fir d'Befruchtung vun den Drauwen.

Bei enger Rei anere landwirtschaftleche Kulture kënnen d'Hunnegbeien awer eng wichteg Roll spillen, fir den Ertrag ofzesécheren oder ze verbesseren. Hei handelt et sech ëm déi meescht Uebstzorten, verschidde Geméisplanzen an de Raps. Mee och aner Kulturen, wéi Wëllkar, Sonneblumen oder

Ackerbounen, awer och d'Geseemsproduktioun beim roude Kléi kënnen vun der Bestëbsung duerch d'Hunnegbeie profitéieren. An der Fachliteratur fënnt ee Recommendationen vun 2 bis 10 Beievëlker pro Hektar, fir en optimale Rendement an deene Kulturen ze erreechen. Heifir mussen dann d'Imker hir Beie geziilt bei oder an déi Parzell stellen, wann déi Kulturen an d'Bléi kommen.

Besonnenesch am intensiven Uebstbau, an och zum Deel am Geméisbau, schaffen d'Produzente mat Imker zesummen, fir dass déi hir Beien an oder bei d'Kulture stellen. Bei den Ackerkulturen ass dat awer éischer net d'Reegel.

Fir beim Raps, deen awer haaptsächlech vum Wand bestëbst gëtt, den Optimum erauszehuelen, sollten do 2 bis 3 Beievëlker pro Hektar stoen, an dat idealerweis direkt um Rand vun de Felder. Bei 2.000 Hektar Raps, déi dëst Joer vun eise Baueren ugebaut gi sinn, missten also praktesch all d'Beievëlker aus dem Land bei de Raps gestallt gi sinn. Zu Lëtzebuerg ass et awer esou, dass déi meescht Imker hir Beien dat ganz Joer op feste Plaze stoen hunn. D'Wandere mat de Beie bei d'Felder, déi grad an d'Bléi kommen, ass éischer d'Ausnam. Dofir kann een dervun ausgoen, dass zu Lëtzebuerg beim Raps d'Potenzial vun dëser Kultur net ëmmer zu 100 % erreecht gëtt. Dëst kéint een optiméieren, z. B. andeems d'Beieleit an d'Baueren zesumme konsequent un der Ëmsetzung vum nationale Bestëbsplang matschaffen.

ad 3. An de Gestionspläng vun den Natura-2000-Gebidder, wou et spezifesch ëm de Schutz z. B. vun Dréchwiesen oder Heedfläche geet, gëtt ugeroden, d'Opstelle vun neie Beiekëschten ze evitéieren, fir keng Konkurrenzsituatioun mat de wëlle Beien ze schafen. An enger Rei nationale Naturschutzgebidder ass et aus dem selwechte Grund net erlaabt, Beiekëschten opzestellen.

Am Nationale Bestëbsplang (2021–2026) ass d'Sensibiliséierung vun de Leit, déi Hunnegbeien halen an ee Guide fir d'verstänneg Implantatioun (implantation raisonnée) vun de Beiestäck virgesinn. Den nationalen Atlas vun de wëlle Beien, dee momentan ausgeschafft gëtt, wäert et erméiglechen, festzeleeën, ob et weider Plaze gëtt, wou de Schutz fir déi wëll bestëbsend Insekten wichteg a sënnavoll ass.

D'Präsenz vun aner Bestëbsere ewéi d'Hunnegbei, wéi Wëllbeien oder Bommelen, kënnen besonnenesch bei méi schlechte Wiederkonditiounen eng wichteg Roll spillen, fir d'Befruchtung bei den Uebstplanzen ze garantéieren. Hei kënnen d'Uebstgärtner selwer eng Rei vu Saache maachen, fir dës Insekten ze ënnerstëtzen, sief et andeems derfir gesuergt gëtt, dass an oder nieft der Uebstanlag weider fréibleiend Planzen installéiert ginn (Bléisträifen, Uebstbeem oder Stracher, ...) oder duerch d'Bereetstelle vun Nistplazen, wéi sougenannten Insektenhotellen, Plaze mat oppenem Buedem oder anere Mesuren.

ad 4. Fir d'geneetesche Integritéit vun de lokalen an ugepasste Populatiounen ze schützen, ass dëst aus ökologescher Siicht net ze recommendéieren. Donieft ass och net gewosst wat den Impakt vun dësen Aarten op déi Aarten hätt, déi schon do sinn.

Dofir ass et wichteg, de Liewensraum vun de Bestëbsere, déi natierlech virkommen, ouni Pestiziden a mat den néidege Connexiounen zu Nopeschpopulatiounen, ze erhalen oder wann néideg ze restauréieren. D'Déiere brauchen net just déi Planzen, déi si bestëbsen, mee och Plaze fir ze iwwerwunteren, hir Eeër ofzeleeën, Fudderplanze fir hir Larven asw.

Laut Artikel 19 vum modifizéierte Naturschutzgesetz vun 2018 ass et verbueden, wëll Déieren auszusetzen, egal vu wou se kommen. De Minister kann deem awer a bestëmmte Fäll derogéieren. Wann ee wëllt

Cocone kafen, fir wëll Beien auszusetzen, misst een also eng Autorisatioun beim Minister froen, deen dann unhand vum Dossier analyséiert, ob eng Derogatioun zum Verbuet vum Artikel 19 ka gemaach ginn oder net.

ad 5. Ënnert dem Numm „Honey Bee Wild“ (HBW) gouf 2019 eng Etude lancéiert, déi fräiliewend Hunnegbeien iwwerwaacht, déi an Hielen, wéi z. B. a Beem a Gebaier liewen. Lëtzebuerg, Dortmund (Däitschland) a Saintonge (Nouvelle Aquitaine, Frankräich) schaffen zesummen, fir d'Resultater vun hire jeeeweiligen Iwwerwaachungsaktivitéiten auszetauschen.

Dräi virleefeg Schlussfolgerunge kënnen aus dem lafende Monitoring gezu ginn:

- Et ginn zu Lëtzebuerg Hunnegbeien, déi fräi liewen, ouni dass se vum Mënsch betreit ginn.
- Hunnegbeie kënnen e puer Joer an der selwechter Hiel iwwerliewen.
- Nistplaze ginn ëmmer erëm benotzt: E puer bekannten Nistplazen an deene fräiliewend Beien de Wanter 2021–2022 net iwwerlief hunn, goufen am Fréijoer 2022 erëm vu Vëlker besat (7 vun 21 eidelen Näschter, 33 %). Dat beweist, dass bestoend Nistplaze fir Vëlker attraktiv sinn an dowéinst musse geschützt ginn, besonnenesch wann se sech an engem Bam befannen.

### Révision de la législation sur l'utilisation durable des pesticides | Question 6925 (29/09/2022) de M. François Benoy (déi gréng)

En juin 2022, la Commission européenne a proposé des règles claires et contraignantes concernant la réduction de l'utilisation des pesticides chimiques. Ces objectifs juridiquement contraignants au niveau de l'UE et au niveau national visent à réduire de 50 % d'ici à 2030 l'utilisation des pesticides chimiques et les risques qui y sont associés ainsi que l'utilisation des pesticides les plus dangereux. Il s'agit de propositions législatives phares qui font suite à l'adoption de la stratégie en faveur de la biodiversité et de la stratégie « De la ferme à la table » et qui contribueront à assurer la résilience et la sécurité de l'approvisionnement alimentaire tant dans l'Union que dans le monde.

Au Luxembourg, le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques fixe des objectifs et des délais clairs afin de parvenir à « une réduction de l'utilisation de 50 % des produits phytopharmaceutiques jusqu'en 2030 ». L'accord de coalition 2018-2023 stipule qu'il « sera veillé à la mise en œuvre conséquente du Plan d'action national de réduction de produits phytopharmaceutiques ».

Or, certains pays membres jugent trop ambitieux les objectifs de la proposition. Plus de dix ministres de l'Agriculture des pays de l'UE ont réclamé, lundi 26 septembre à Bruxelles, que la Commission européenne fournisse une analyse d'impact supplémentaire à propos de la révision de la législation sur l'utilisation durable des pesticides. Selon l'agence de presse Agence Europe<sup>1</sup> « le Luxembourg a dit soutenir “un niveau d'ambition élevé” en matière de réduction de l'usage des pesticides, tout en demandant une étude d'impact révisée pour connaître la baisse attendue de la production alimentaire ». Le Luxembourg n'est donc pas entre les pays les plus ambitieux au niveau de l'UE. D'autres pays, entre autres l'Allemagne et les Pays-Bas, soutiennent les niveaux d'ambition contenus dans la proposition de la Commission sans demander une étude d'impact complémentaire.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

<sup>1</sup> <https://agenceurope.eu/fr/bulletin/article/13029/1>

1) Monsieur le Ministre soutient-il la proposition de la Commission concernant la réduction des pesticides chimiques de 50 % d'ici à 2030 ? Dans l'affirmative, le Luxembourg s'engagera-t-il à tous les niveaux en faveur des objectifs de la Commission ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg demande une étude d'impact révisée « pour connaître la baisse attendue de la production alimentaire » ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

**Réponse** (26/10/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Le ministre peut globalement soutenir le niveau d'ambition de la proposition législative de la Commission européenne concernant la réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, à l'horizon de 2030, même si l'objectif chiffré de 50 % n'est pas vraiment justifié rationnellement, ni étayé par des considérations techniques et scientifiques.

Les objectifs chiffrés sont d'ailleurs multiples et diffèrent selon les États membres de l'Union, en fonction de leurs efforts de réduction déjà réalisés, et de leur intensité d'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

Ainsi selon la méthodologie proposée par la Commission européenne, les objectifs chiffrés de réduction pour le Luxembourg seraient de 39 % pour les produits phytopharmaceutiques chimiques en général, et de 35 % pour la catégorie des produits phytopharmaceutiques chimiques plus dangereux.

Le Luxembourg s'engagera bien entendu en faveur de la réalisation des objectifs européens, tels qu'ils résulteront du processus législatif actuellement en cours.

ad 2) Comme beaucoup d'autres États membres, le Luxembourg déplore l'absence d'une évaluation d'impact complète et détaillée pour cette proposition législative de la Commission européenne.

En effet, la crise actuelle sur les marchés agricoles, suite à l'invasion de l'Ukraine, rend indispensable une telle évaluation, afin de garantir, dans les années à venir, l'approvisionnement alimentaire au niveau européen et mondial, à des prix abordables.

Afin de pouvoir prendre une décision rationnelle en toute transparence et connaissance de cause, les colégislateurs européens ont donc besoin de connaître non seulement l'objectif de réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, mais aussi la baisse correspondante de la production alimentaire européenne, ainsi que l'augmentation induite des prix alimentaires.

**Démission de six cardiologues au Centre Hospitalier du Nord (CHdN) | Question 6926 (29/09/2022) de M. Claude Wiseler (CSV)**

No Bericht an de Medie wëllen am Centre Hospitalier du Nord (CHdN) 6 Kardiologe kënnegen. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Kann d'Regierung dës Informatiounen confirméieren?

– Wa jo, wat sinn d'Grënn a wat fir Konsequenzen huet den Depart vun de Kardiologe fir de CHdN?

– Ass d'Prise en charge vun de Patienté garantéiert?

**Réponse** (08/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Enn September hu 6 vun den 8 Kardiologen, déi aktuell mam Centre Hospitalier du Nord (CHdN)

zesummeschaffen, den Direkter vum CHdN doriwuer informéiert, datt se hiren Agreement mam Ettelbrécker Spidol op den 31. Dezember 2022 kënnegen wëllen. Dës Decisioun ass dorop zeréckzeféieren, datt zwee Kardiologen aus private Grënn aus dem Groupe cardiologique austrieden an déi véier aner Kardiologen duerch den Depart vun dësen zwee Kollegeen net méi wäerten den Aarbechtspensum assuméieren kënnen, dee souwuel duerch d'Aktivitéit am Spidol wéi duerch d'Aarbecht an der Gemeinschaftspraxis op se duerkënnt. Et bleift also ze ënnersträichen, datt d'Kardiologe weiderhin an hiren Privatpraxis consultéieren wäerten. Parallell zu der Prise en charge vun de Patienté an de Cabinet wäert de Kardiologeservice mat zousätzleche Ressourcen dotéiert ginn, fir seng Missiounen, sou wéi se an der Annex 2 vum Spidolsgesetz vum 8. März 2018 detailléiert sinn, assuréieren ze kënnen. De Service assuréiert och e Lien fonctionnel, fir Patienté an de Service de cardiologie interventionnelle et de chirurgie cardiaque vum INCCI ze transferéieren.

De CHdN huet direkt déi néideg Schrëtt ageleet, fir nei Kardiologen anzustellen. D'Kënnegung vun de 6 genannte Kardiologen ass zu dësem Zäitpunkt op fréistens den 31. Dezember 2022 ugekënnegt, soudatt probéiert gëtt, fir bis dohinner déi néideg Kardiologe rekrutéiert ze hunn, soudatt de Service de cardiologie am CHdN ouni Ënnerbriechung weider funktionéieren kann.

D'Diskussiounen betreffend d'Konventioun iwwer d'Indemnisation vun de Gardien an Astreint an de Spideeler sinn amgaangen a misste kuerzfristeg finaliséiert kënnen ginn. Dës Indemnisationen sollen ënner anererem et dozou bäidroen, d'Attraktivitéit vun der Spidolmedezinn an de concernéierte Services ze verstärken.

**Projet de réaménagement de la place de la Gare à Luxembourg-ville | Question 6928 (30/09/2022) de M. François Benoy (déi gréng)**

Le projet de réaménagement de l'espace de l'ancienne gare routière des autobus AVL, devant le siège des CFL à la gare centrale, est toujours en cours d'élaboration et un concours d'architectes associant la Ville de Luxembourg serait prévu. Un des éléments en discussion est notamment l'utilisation du sous-sol de cet espace pour l'aménagement d'un parking à vélos souterrain à grande capacité, tel que figurant sur la liste des « Grands projets d'infrastructures de l'État » validée par la Chambre des Députés en avril 2020.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état d'avancement du projet de réaménagement de cet espace public ?

2) Quels sont les objectifs du réaménagement de cet espace et quels fonctionnalités et éléments (mobiliers urbains, arbres, espaces verts, etc.) sont prévus en surface ?

3) Pour quelles raisons le réaménagement de cette dernière partie de la place de la Gare n'a-t-il pas encore pu être entamé et faut-il attendre la finalisation des travaux du nouveau siège des CFL avant de pouvoir lancer les travaux ?

**Réponse** (09/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le projet de réaménagement de l'espace public de la place de la Gare se trouve actuellement à l'étude. Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et la Direction des CFL ont récemment rencontré les

responsables de la Ville de Luxembourg pour définir les prochaines étapes pour ce projet.

Il a été retenu d'un commun accord que les objectifs du réaménagement de l'espace de l'ancienne gare routière des autobus de la Ville de Luxembourg sont :

– d'une part, de garantir des fonctionnalités en relation avec les clients du rail tout en n'oubliant pas les fonctions essentielles telles que l'accès pour la livraison des bâtiments se situant autour de cette place ;

– d'autre part, la création d'un espace public de qualité, réservé aux piétons et devant s'intégrer dans un tissu urbain répondant aux attentes des habitants et également des clients du rail.

La fonction principale en relation avec l'exploitation de la gare de Luxembourg et de la piste cyclable longeant cette place, restera l'aménagement souterrain d'un parking de grande capacité pour vélos.

Comme les études pour le réaménagement de cette partie du parvis n'ont pas encore abouti, un concept global sera encore arrêté d'ici la fin de l'année, voire début 2023 et ceci de concert avec toutes les parties prenantes concernées (CFL, Ville de Luxembourg, Institut national pour le patrimoine architectural, CGDIS, commerces attenants à cette zone). Avant le printemps 2023, ce concept sera présenté lors d'une réunion d'information du public, afin de recueillir leur avis et d'en tenir compte lors de la planification finale pour établir le dossier de soumission pour 2024.

Les travaux de réaménagement de cette partie de la place de la Gare seront coordonnés avec les travaux de construction du nouveau siège des CFL qui débiteront en premier. Les deux chantiers sont prévus d'être réalisés en parallèle afin de mettre en service les nouvelles infrastructures au même moment.

**Avancement du projet de réaménagement de la place de la Constitution (« Gëlle Fra ») | Question 6929 (30/09/2022) de M. François Benoy (déi gréng)**

Un article de presse du 12 septembre 2022<sup>2</sup> note que le projet ayant gagné le concours d'architecte pour le réaménagement de la place de la Constitution et de ses environs fut rendu officiel en août dernier, mais ne ferait pas l'unanimité parmi les acteurs concernés, à savoir l'État et la Ville de Luxembourg. Selon ce même article, la réalisation resterait incertaine.

Vu l'accord de la Chambre des Députés au projet de réaménagement, donné dans le cadre du débat d'orientation du 30 novembre 2021 sur le financement des grands projets d'infrastructures de l'État, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir davantage d'informations sur l'avancement de ce projet de réaménagement ? Pourquoi la réalisation du projet retenu lors du concours est-elle incertaine ?

2) Quels sont les éléments et les fonctionnalités que Monsieur le Ministre entend privilégier pour l'aménagement de cette place publique emblématique et de ses environs ?

**Réponse** (07/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) L'avancement du projet est conditionné par les concertations entre la Ville de Luxembourg et l'État qui sont menées afin de se mettre d'accord sur les suites du projet.

<sup>2</sup> <https://paperjam.lu/article/place-constitution-reamenagee>



Lors d'une récente entrevue avec les responsables politiques de la Ville de Luxembourg, il a été convenu de se concerter étroitement au cours des prochains mois pour finaliser le projet.

ad 2) Le futur aménagement de la place vise la création d'un espace équilibré entre l'impressionnant et le discret. La mise en valeur du monument et de la vue exceptionnelle sur la vallée à partir du bastion historique en constitue l'objectif primaire. Le caractère d'une vraie place urbaine est notamment renforcé par la proposition de planter côté nord une allée d'arbres qui se poursuit le long du boulevard F. D. Roosevelt. Aussi sont proposés de nouveaux pavillons afin d'y rassembler différentes fonctions comme l'accès aux casemates ou encore un kiosque. Combiné à un mobilier et équipement adaptés, ce réaménagement permet de créer un espace de rencontre attrayant (toutes les places de parking disparaîtront) afin d'inciter les échanges sociaux et diverses activités adaptées au nouvel esprit et à l'échelle de la place.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

### Démission de six cardiologues au Centre Hospitalier du Nord (CHdN) | Question 6930 (30/09/2022) de Mme Carole Hartmann | M. Gilles Baum (DP)

Le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) a confirmé la démission de six cardiologues pour la nouvelle année.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quel est l'impact de ces démissions sur le fonctionnement du service de cardiologie du CHdN ? Les patients doivent-ils s'attendre à des délais d'attente ou à des reports voire à des annulations de rendez-vous ?

2) Quelles sont les raisons de ces démissions des six cardiologues ? Les gardes non rémunérées ont-elles eu une influence sur la décision des médecins ? Y a-t-il un risque qu'à part la cardiologie, d'autres services du CHdN voire d'autres établissements hospitaliers soient confrontés à des démissions de médecins spécialisés ?

3) Le problème des gardes non rémunérées existe déjà depuis un certain temps. Où en est ce dossier actuellement ? Quand est-ce que tous les médecins qui effectuent des gardes dans les hôpitaux peuvent-ils s'attendre à ce que ces dernières soient rémunérées ?

**Réponse** (08/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 2) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 3) Les discussions en vue d'une convention pour l'indemnisation des gardes et astreintes hospitalières sont en cours et devraient aboutir sous peu. Cette indemnisation doit contribuer à renforcer l'attractivité de la médecine hospitalière dans les services concernés.

### Situation sanitaire liée à la Covid-19 dans l'enseignement fondamental | Question 6931 (30/09/2022) de Mme Francine Cloeser (LSAP)

Selon la rétrospective de la semaine du 19 au 25 septembre 2022 sur la situation sanitaire au

Luxembourg, publiée par le Ministère de la Santé le 28 septembre 2022, le nombre de personnes testées positives à la Covid-19 a augmenté à 1.300 cas par rapport à 999 cas la semaine précédente. En ce qui concerne le taux de positivité, la plus grande augmentation est enregistrée chez les jeunes de cinq à 14 ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes :

– Quelles mesures sanitaires sont en place dans les écoles de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ? S'agit-il des mêmes dispositions qui étaient en place avant les vacances d'été ?

– Dans le cadre de la rentrée scolaire 2022-2023, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a-t-il fourni des recommandations pour la gestion de la situation sanitaire liée au coronavirus aux écoles et aux enseignants ?

**Réponse** (18/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Par analogie à la plupart des autres secteurs comme ceux du travail, de la culture ou encore des sports, le secteur de l'éducation nationale a opéré, depuis la fin de l'année scolaire 2021-2022, un retour à la normale en reprenant son mode de fonctionnement usuel ; en dehors des règles sanitaires usuelles concernant notamment l'hygiène des mains, aucune disposition particulière n'a été mise en place à la rentrée de l'année scolaire 2022-2023.

Je tiens à rappeler que le dispositif sanitaire s'appliquant dans les établissements scolaires s'oriente aux recommandations en matière sanitaire émises par la Direction de la santé.

### Compte de paiement de base | Question 6932 (30/09/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

All Mënsch brauch e Bankkonto, sief et, fir Suen anzebezuellen, Rechnungen ze bezuelen oder Änlech. An engem Gesetz vum 13. Juni 2017 ass virgesinn, dass all Persoun hei am Land e sougenannte Compte de paiement de base kann opmaachen, fir seng finanziell Situatioun ze geréieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Comptes de paiement de base ginn et aktuell hei zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Demanden, fir e Compte de paiement de base opzemaachen, goufen zënter dem Akraafttriede vun dësem Gesetz all Joer gemaach?

3. Wéi vill vun dësen Demanden goufen zënter dem Akraafttriede vun dësem Gesetz refuséiert an aus wat fir enge Grënn?

**Réponse** (03/11/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Aus Informatiounen, déi rezent vun der CSSF bei lëtzebuergesche Retail-Banke gesammelt goufen, geet ervir, dass säit Akraafttriede vum Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwert Bankkonten, am Duerchschnitt 22 Basiskonte pro Joer (iwwert d'Period 2018–2021) zu Lëtzebuerg opgemaach gi sinn. Bei dëse Konten handelt et sech ëm Basiskonten, wéi se am Artikel 27 vum virgenannte Gesetz definéiert sinn.

An der Moyenne ass 1 Demande pro Joer (2018–2021) fir d'Opmaache vun engem Basiskonto refuséiert ginn. De Finanzministère huet keng détailléiert

Informatiounen iwwert d'Grënn fir dës Refusen. Allgemeng sief ugemierkt, dass méiglech Grënn, fir eng Demande ze refuséieren, an den Artikelen 23 a 24 vum Gesetz vum 13. Juni 2017 festgehale sinn.

### Vaccins contre la Covid-19 | Question 6933 (30/09/2022) de M. Claude Wiseler (CSV)

Wéi aus dem Rapport vun der Regierung „Covid-19 : Rétrospective de la semaine du 19 au 25 septembre 2022“ ervirgeet, sinn am Zäitraum vum 5. September 2022 bis de 26. September 2022, 152.640 Dose Pfizer/BioNTech an 258.274 Dose Moderna Impfstoff op Lëtzebuerg geliwwert ginn. Iwwerdeems sinn d'Zuelen u verofreechten Impfungen géint de Covid-19-Virus zu Lëtzebuerg tendenziell staark réckleefeg.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Kann d'Madamm Gesondheitsministesch déi uewe genannten Zuele confirméieren?

• Wa jo, wisou ginn elo esou Quantitéiten un Impfdosen op Lëtzebuerg geliwwert?

**Réponse** (03/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Et ginn effektiv elo nach eng ganz Rei Impfdosen op Lëtzebuerg geliwwert, obwuel d'Nofro fir Impfungen staark erofgaangen ass.

Dëst erkläert sech doraus, dass dës Impfdose viru laanger Zäit hu schonns misse virbestallt ginn, fir virbereet ze si fir eng eventuell schwéier Covid-19-Well am Hierscht/Wanter 2022, wéi dëst vun enger Rei Experten als méiglech gehale gouf. D'Grondiddi war do, am Noutfall der ganzer Bevëlkerung nach eemol eng Zousazdosé kënnen ze proposéieren.

D'Regierung mécht awer alles, fir dass, wann dës Dosen elo net gebraucht ginn, si an aner Länner, déi nach e Besoin hunn, kënnen weidergereicht ginn.

### Communication interne au sein du CGDIS | Question 6934 (30/09/2022) de M. Léon Gloden (CSV)

Laut mengen Informatiounen kréien d'Agenten vum CGDIS, déi an de Grenzregiounen op Asätz fueren, direkt hannert der Grenz keen Zougang op dat internt Funknetz méi. Dat bréngt mat sech, dass si net méi kënnen mam 112 kommunizéieren, et sief da mat hirem Privathandy. Am Fall vun engem Ausfall vum Handyseau wär deemno guer keng Kommunikatioun méi méiglech, wat bei enger Urgence ka fatal sinn. En plus géifen an deene Situatiounen och d'Navigatiounssystemer vum CGDIS net funktionéieren, wat e weidere Problem duerstelt. D'Agenten géifen also riskéieren, bei Asätz op sech eleng gestallt ze sinn, wat net am Interêt vum CGDIS a vun der allgemenger Sécherheet ka sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch dës Informatiounen confirméieren?

– Wa jo, wéi sinn dës Problemer ze erklären?

– Wa jo, wéi gedenkt d'Madamm Ministesch, dës Problemer an Zukunft an de Grëff ze kréien?

**Réponse** (26/10/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Eis ass net bekannt, datt d'Kommunikatioun bei grenziwwerscheidenden Asätz vum CGDIS generell e Problem ass.

Grundsätzlich kann es sein, dass die Renita ein letztes buergescht Funknetz mit enger nationaler Ofdeckung ass, sou wéi dat och bei eisen Nopeschlänner de Fall ass. D'Funkfrequenzen halen awer net direkt op der Grenz op, mee si reche bis iwwer eng gewëssen Distanz hannert d'Grenz.

Doriwwer eraus sinn all d'Ambulanzen, wéi och eng ganz Rei vun aneren Asazgefiierer vum CGDIS, mat GSM-Geräter equipéiert. Eng Kommunikatioun ass grundsätzlich also ëmmer méiglech.

D'Navigatiounssystemer funktionéieren onofhängeg vum Renita a vum GSM-Reseau. Och hei si keng generell Problemer bekannt.

#### **Pacte Logement 2.0** | Question 6935 (30/09/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Am Kader vum Pacte Logement 2.0 ass den Artikel 29 bis den 18. Februar vun dësem Joer a Kraaft getrueden. D'Ëmsetzung vun dësem Artikel huet um Terrain bei de Promoteuren, de Gemengen an awer och bei de Juriste fir vill Froen, awer och esou munch Onverständnis gesuergt. D'Präisser um Wunnengsmaart spëtzen sech weider zou an et ass dovun auszegoen, dass opgrond vun der Energiekris an der Erhéijung vun den Zënsen op de Finanzmäert de Käschtepunkt nach weider an d'Luucht geet an d'Offer beim Neibau opgrond vun der oniwiersichtlecher Situatioun bei de Baumaterialien zrëckgeet. Aus dësem Grund wier et absolutt vun Notzen, wann um prozedurale Wee Neierschlëssunge vu PAP-NQ schnellstméiglech déi administrativ Hürde géifen huelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Kann d'Madamm Inneministesch soen, wéi vill PAP-NQ an deene leschten 12 Méint déi prozedural Hürd geholl hunn a vum Inneministère approvüert konnte ginn?

– Wéi vill m<sup>2</sup> SCB kënnen am Kader vun dëse PAP-NQ an Zukunft gebaut ginn?

– Wéi vill Prozent sinn dovu fir de Wunnengsbau reservéiert?

– Kann d'Madamm Inneministesch mir soen, wéi vill PAP-NQ an deene leschten 12 Méint an d'Prozedur gaange sinn a vum Inneministère aviséiert gi sinn?

– Wéi vill m<sup>2</sup> SCB kënnen am Kader vun dëse PAP-NQ an Zukunft gebaut ginn?

– Wéi vill Prozent sinn dovu fir de Wunnengsbau reservéiert?

– Kann d'Madamm Inneministesch mir soen, wéi vill PAP-NQ zanter dem 19. Februar vun dësem Joer an d'Prozedur gaange sinn a wéi vill m<sup>2</sup> SCB deement-sprechend kënnen gebaut ginn?

#### **Réponse** (02/11/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Am Zäitraum vum 1. Oktober 2021 bis den 30. September 2022 si 85 Deelbebauungspläng „Nouveau quartier“ (PAP NQ) approvüert ginn.

Am Kader vun dëse PAP NQ kënnen theoreetes 4.273 Wunnunitéite gebaut ginn. Den Inneministère féiert awer keng Statistik iwwert d'Surface construite brute (SCB), déi an dëse PAP NQ bebaut ka ginn. Geet ee vun enger Moyenne vun 100 m<sup>2</sup> SCB pro Wunneng aus, géif et sech hei ëm ongeféier 427.000 m<sup>2</sup> SCB handelen.

Am Zäitraum vum 1. Oktober 2021 bis den 30. September 2022 sinn donieft 144 PAP NQ vun der Cellule d'évaluation vum Inneministère aviséiert ginn.

Am Kader vun dëse PAP NQ kënnen theoreetes 6.679 Wunnunitéite gebaut ginn. Den Inneministère féiert och hei keng Statistik iwwert d'SCB, déi an dëse PAP NQ realiséiert ka ginn. Och hei kann ee awer dovun ausgoen, dass et sech am Ganzen ëm ronn 600.000 m<sup>2</sup> SCB handelt.

Drei PAP NQ, déi op Basis vum Artikel 29 bis erstallt goufen, sinn zanter dem 19. Februar 2022 agereecht ginn. Effektiv ass dovun auszegoen, dass eng ganz Rei PAPen nach virum Akraafttriede vum uewe genannten Artikel bei de Gemengen agereecht gi sinn, fir den neien Obligatiounen a punkto Schafe vun erschwénglechem Wunnraum ze entgoen. Déi drei PAP NQ, déi sech op den Artikel 29 bis baséieren, gesinn 280 nei Wunnunitéite vir, dorënner 48 erschwénglech Wunnengen. Dës géif am Ganze ronn 28.000 m<sup>2</sup> SCB fir Wunnfläch duerstellen, a wouvun ongeféier 4.000 m<sup>2</sup> SCB fir erschwéngleche Wunnraum geduecht sinn.

#### **Fuite du liquide de fermentation dans l'usine de biogaz de Gonderange** | Question 6936 (30/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Mam Datum vum 19. September ass et zu Gonnereng zu engem Virfall komm, wouduerch e Leck tëscht 1.000 a 1.500 Kubikmeter Gärflessegkeet aus enger Biogasanlag ausgelaf sinn. Dës Gärflessegkeet huet sech op deenen ëmleiede Wisen a Felder verdeelt. Iwwerdeems heescht et, dass de CGDIS op der Plaz war, fir nach méi grouss Ëmweltschied ze verhënnere. Aktuell schéngt et allerdéngs, wéi wann nach wéineg gewosst wier, wéi héich a wéi substanzuell de Schued op d'Ëmwelt wierklech ausgefall ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Ass bis dato schon eppes iwwert de Gesamtëmfang vum Schued gewosst, deen d'Auslaffe vun dëser Gärflessegkeet op d'Ëmwelt hat respektiv nach huet?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, a wéi engem Ëmfang speziell och de Buedem vun den ëmleiede Wisen a Felder kontaminéiert gouf?

3. Konnten dës Biedem bis dato scho komplett dekontaminéiert ginn? Wann nee, wéini wäert dës Dekontaminatioun viraussichtlech kënnen ofgeschloss ginn?

4. Kann d'Madamm Minister präziséieren, wou d'Gärflessegkeet, déi de CGDIS nach konnt opfänken, entsuergt gouf respektiv nach entsuergt gëtt?

5. Kann d'Madamm Minister präziséieren, ëm wéi eng Gärflessegkeet et sech genee handelt? Handelt et sech ëm Gefligel-, Schwéngs- oder Rannergülle?

6. Kann d'Madamm Minister präziséieren, ob dës Gärflessegkeet ausschliisslech Lëtzebuurger Hierkonft ass? Gouf respektiv gëtt an där genannter Biogasanlag zu Gonnereng och Gärflessegkeet traitéiert, déi aus dem Ausland këmmt? Wa jo, aus wéi engem Land respektiv aus wéi enge Länner këmmt dës Gärflessegkeet?

#### **Réponse** (04/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. bis 4. Ech verweise fir dës Froen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6885 vun der éierewäertiger Deputéierter Madamm Cécile Hemmen.

ad 5. De Bedreiwler vun der Biogasanlag huet d'Geneemegung, fir a senger Anlag ënner anerem Gefligel-, Schwéngs- oder Rannergülle ze vergären.

Zum Zäitpunkt vum Tëscheffall sinn an der Anlag Mais, Ganzpflanzensilage, Kraft-Mix (Kärenoffäl), Rannermëscht, Rannergülle a Gefligelmëscht behandelt ginn.

ad 6. D'Substrater, déi an der Biogasanlag vergäert ginn, kommen net ausschliisslech aus Lëtzebuerg. An der Biogasanlag gi Substrater behandelt, déi aus Holland, der Belsch, Däitschland an aus Lëtzebuerg kommen.

#### **Aumôniers de prison** | Question 6937 (30/09/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

A Frankräich hunn d'Prisonéier, wéi dat an der Loi pénitentiaire vun 2009 festgehalen ass, d'Recht, an hirer Zell sou oft, wéi si dat wënschen, mat engem Aumônier vun hirer Konfessioun ze schwätzen, an dat ouni Iwwerwaachung.

Déi schréftlech Korrespondenz tëscht Prisonéier an Aumônier ass a Frankräich strikt protegéiert. Siwe Konfessiounen sinn a Frankräich an de Prisongen zougeloo: déi kathoulesch Aumônerie, déi jüddesch Aumônerie, déi islamesch Aumônerie, déi orthodox Aumônerie, déi protestantesch Aumônerie, déi budhistesch Aumônerie an d'Jehova-Zeien.

Während a Frankräich, mat der Ophiewung vun de sanitäre Restriktiounen am Kontext vun der Coronapandemie, d'Aumônieren erëm an d'Zelle bei d'Prisonéier kënnen goen an domat e wichtige Bäitrag zur Humaniséierung vun de Prisongen a géint d'Radikalisierung an de Prisonge leeschte kënnen, ass et den Aumônieren zu Lëtzebuerg nach ëmmer net erlaabt, an den Zelle mat de Prisonéier ze schwätzen, an dat, obschonns d'Covidrestriktiounen hei am Land bal integral opgehewe sinn.

Och verfüegt déi kathoulesch Prisongsaumônerie net méi iwwer eng eege Bibliothék an de Prisongen, wat fir déi Prisonéier, déi hir Relioun ausübe wëllen, vu grousem Nodeel ass.

An deem Zesammenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Kann d'Madamm Minister präziséieren, firwat et den Aumônieren trotz der Ophiewung vun de Coronarestriktiounen nach ëmmer net erlaabt ass, d'Prisonéier an hiren Zellen ze besichen?

2. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, dass doduerch d'Reliounsfräiheet vun den Detenuen net méi integral assuréiert gëtt?

3. Ass dru geduecht, fir et den Aumônieren rëm ze erlaben, d'Prisonéier an hiren Zellen ze besichen? Wa jo, wéini an ënner wéi enge Konditiounen?

4. Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass déi schréftlech Korrespondenz tëscht Prisonéier an Aumônier wéi a Frankräich strikt protegéiert ass?

5. Leien der Madamm Minister Zuele vir, wéi vill „intervenants culturels“ an de Lëtzebuurger Prisongen zougeloo sinn, opgedeelt no Konfessiounen?

6. Kann d'Madamm Minister Zuele virleeën, wat de Budget ugeet, dee fir d'Reliounsübung an de Prisongen a fir d'Formatioun vun den Aumônieren vum Staat zur Verfügung gestallt gëtt?

7. Kann d'Madamm Minister erklären, aus wéi enge Grënn d'kathoulesch Prisongsaumônerie net méi iwwer eng eege Bibliothék verfüegt an ob dru geduecht ass, déi Decisioun rëm réckgängig ze maachen?

#### **Réponse** (03/11/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. an 3. D'Praxis, déi doranner bestanen huet, e Ministre des cultes oder Conseiller moral an d'Zelle vun de Prisonéier eranzeloossen, gouf während der



Covidpandemie agehallt. Et gëtt aktuell gekuckt, ënnert wéi enge sanitären an Sécherheetskonditiounen dëst nees soll erméiglecht ginn. Aktuell kënnen d'Ministres des cultes an d'Conseillers moraux hir Gesprécher mat de Prisonéier a verschiddene Büroen an an de Parloire féieren.

ad 2. D'Reliounsfräiheet, déi zu de fundamentale Mënscherechter zielt, ass deemno weider assuréiert. Déi agreéiert Ministres des cultes a Conseillers moraux kënnen sech fräi an esou oft si wëlle mat de Prisonéier ënnerhalen.

ad 4. D'Kontroll vun der schrëftlecher Korrespondenz ass duerch den Artikel 25 vum Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Prisonreform gereegelt. D'Exceptiounen zu der Kontroll sinn explizit am Artikel opgefouert an d'Conseillers moraux an d'Ministres des cultes falen net drënner.

ad 5. Aktuell sinn eng 10 Ministres des cultes a Conseillers moraux (cultes catholique, israélite, musulman, orthodoxe) agreéiert, fir an de Prisonen ze intervenéieren. Den Terme „intervenants culturels“ ass den Autoritéiten net bekannt.

ad 6. Et gëtt kee Budget fir d'Formation fir eng Aumônerie vum Staat. Wann den neie Règlement interne vun de Prisonen bis a Kraaft ass, ka gekuckt ginn, wéi een de Problem am beschte léist, zum Beispill iwwert de Wee vun enger Konvention mat deene concernéierten Acteuren. Duerch dës Konvention kéint och de Financement gereegelt ginn. An deem Sënn huet eng Reunion mam Conseil des cultes conventionnés de 17. November 2021 stattfonnt, wou ausgemaach gi war, dass de Conseil des cultes conventionnés dem Justizministère e Projet vun enger Konvention sollt ënnerbreeden. Dëse Projet ass elo am Oktober erakomm an gëtt aktuell intern analyséiert.

ad 7. An de Prisonen gëtt et gratis Bibliothéike fir d'Prisonéier, wou och reliéis Bicher (vun den agreéierte Cultes) zur Verfügung gestallt ginn. Eng separat Bibliothék fir eng spezifesch Konfessioun ass dofir net néideg.

### Étude polluants LIH | Question 6938 (30/09/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

En juillet, le LIH a présenté les résultats d'une étude sur les polluants qui concluait que les enfants sont largement exposés à de multiples polluants. Les chercheurs ont ainsi déterminé la présence de 88 polluants dans les cheveux des enfants.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 6594 du 2 août de Monsieur François Benoy et Madame Josée Lorsché, les ministres mentionnent seulement des actions de la part du Ministère de l'Agriculture visant à limiter les expositions susmentionnées.

Par conséquent, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Quelles conclusions tirez-vous de ladite étude ?
- 2) Quelles actions et plus spécifiquement quelles mesures de prévention le Ministère de la Santé envisage-t-il ?

Le Luxembourg ne ferait donc malheureusement pas exception en termes d'exposition aux polluants. Les programmes de surveillance de l'exposition des populations étant de plus en plus nombreux dans les autres pays et le Luxembourg semblant être à la traîne à ce niveau, je voudrais poser la question suivante à la Ministre de la Santé :

- 3) Estimez-vous nécessaire la mise en place de programmes de suivis de l'exposition aux polluants focalisés sur les enfants ?

Selon nos informations une cohorte en population générale existerait actuellement au LIH (la cohorte ORISCAV), pour laquelle des échantillons biologiques (sang, urines, cheveux) permettant l'évaluation de l'exposition auraient été collectés sur la période 2017-2018 et qui seraient actuellement stockés au LIH.

Toujours selon nos informations les coûts associés à la recherche de polluants dans les prélèvements biologiques n'ayant pas pu être intégrés dans l'enveloppe budgétaire de départ déjà très serrée, des milliers d'échantillons sont toujours en attente de financements externes qui permettraient leur analyse.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

- 4) Ne jugez-vous pas regrettable le fait que des actions de monitoring de l'exposition de la population soient ainsi dépendantes de financements externes compétitifs ?
- 5) Estimez-vous que ces actions de monitoring de la santé publique et notamment celle des enfants devraient faire l'objet de financements récurrents intégrés dans le budget du Ministère de la Santé ou d'un autre ministère ?
- 6) Plus concrètement êtes-vous en faveur de l'utilisation des échantillons dans le stock du LIH pour des analyses plus poussées sur les polluants ?

### Réponse (03/11/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

L'étude à laquelle l'honorable Députée se réfère est une étude descriptive de type exposition qui investigate combien de biomarqueurs d'une liste prédéfinie de 135 substances sont présents dans les cheveux de 217 enfants âgés de moins de 14 ans et vivant sur le territoire luxembourgeois. En effet, l'analyse des cheveux est utile pour détecter une exposition chronique à certaines substances.

Les messages clés de cette étude sont :

– Les enfants investigués sont exposés à un nombre important de substances chimiques, avec entre 29 et 88 biomarqueurs détectés par enfant. Seuls 17 marqueurs n'ont été retrouvés dans aucun échantillon.

– À côté des pesticides qui sont majoritairement recherchés, les enfants sont également toujours exposés aux POPs (persistant organic pollutants) qui sont interdits en Europe depuis plus de 20 ans.

– En ce qui concerne les 59 biomarqueurs qui étaient détectés dans plus de 50 % des enfants, une association avec les 5 variables suivantes a pu être trouvée :

- 1) l'âge : l'exposition a été plus élevée pour les plus jeunes âges
- 2) le sexe : les garçons sont plus exposés aux pesticides non persistants que les filles
- 3) l'alimentation : le groupe avec une alimentation conventionnelle avait des concentrations plus élevées que le groupe avec une alimentation biologique
- 4) le lieu de vie : certains biomarqueurs étaient plus élevés dans les zones urbaines, d'autres étaient plus élevés en milieu rural
- 5) la présence d'animaux domestiques : les enfants avec animaux domestiques ont de concentrations plus élevées de certains biomarqueurs que les enfants sans animaux.

– L'échantillon analysé est cependant non représentatif de la population. Un biais envers des familles avec un niveau socio-économique plus élevé ne peut être exclu, étant donné que les participants ont dû s'inscrire sur une base volontaire à l'étude.

Cette étude est certainement un point de départ intéressant pour de futures études en santé publique

puisque'elle montre la présence de multiples substances au-dessus de la limite de détection de la technique analytique utilisée, à la fois pour des polluants non persistants et persistants. Dans ce contexte, il appartient à noter que plus la méthode analytique/équipement technique est sensible et plus de marqueurs différents sont recherchés, plus de chance on a de trouver des résultats « positifs », définis comme exposition au-delà de la limite de détection du test. Exposition ne veut cependant pas dire d'emblée conséquences pour la santé car il faudrait démontrer un lien de cause à effet de la présence d'une substance et d'un effet sur la santé. Ceci n'est pas possible avec une étude de petite taille comme celle du LIH et demanderait de très grandes études de cohorte avec suivi dans le temps.

Les informations de cette étude limitée en nombre et non représentative retiennent cependant l'attention des spécialistes en santé environnementale de la Direction de la santé.

Sur base de cette étude, certaines actions préventives pourront être envisagées afin de diminuer l'exposition aux substances :

En effet, l'étude considère 5 facteurs associés potentiellement avec l'exposition, dont 2 peuvent être influencés, à savoir l'alimentation et le contact avec des animaux (traités par des produits chimiques). L'âge et le sexe ne sont pas influençable et le lieu de vie peut souvent difficilement être modifié. D'autres sources d'exposition sont éventuellement aussi possibles, mais n'ont pas été considérées dans l'étude.

Au sein de la Direction de la santé, un plan national en matière de santé environnementale est actuellement en préparation. Un groupe de travail interministériel, comprenant également des représentants du Ministère de l'Environnement, du Ministère du Travail et du Ministère de l'Agriculture a ainsi été créé. Une des priorités du plan consistera à améliorer la prévention des jeunes enfants et des femmes enceintes vers une réduction de l'exposition aux facteurs environnementaux potentiellement nocifs et ceci surtout, mais pas uniquement, dans la période de vulnérabilité des 1.000 premiers jours de vie.

Dans le programme de travail 2022-2024 de la Direction de la santé, des projets concrets ont été proposés pour mieux informer et sensibiliser la population sur les enjeux de la santé environnementale et pour créer un environnement sain pour les tout-petits par exemple dans les crèches.

Actuellement la Direction de la santé, ensemble avec le Laboratoire national de santé (LNS), poursuit un projet pilote dans les écoles fondamentales et maternelles pour analyser la qualité de l'air intérieur en vue d'informer par rapport aux mesures qui permettent de minimiser la présence de substances chimiques et de promouvoir les bienfaits d'un air sain.

Par rapport à l'alimentation, une collaboration entre la Direction de la santé et le Ministère de l'Agriculture existe dans le cadre du Plan national GIMB (Gesond iessen, Méi beweegen) en vue d'augmenter le pourcentage de produits biologiques et régionaux dans les structures d'accueil d'enfants.

Dans le futur plan national, des projets de biosurveillance seront proposés pour évaluer davantage le degré d'exposition de la population à des facteurs environnementaux et pour en suivre l'évolution dans le temps. Ces informations peuvent aider à identifier les sources d'exposition prédominantes, de mieux adapter les programmes de prévention et de développer des mesures de mitigation pour réduire les éventuels risques. Nous disposons au Luxembourg de plusieurs chercheurs spécialisés dans ce domaine et le Laboratoire national

de santé dispose d'un département dédié à la protection de la santé de la population.

Les projets de recherche qui sont initiés et développés de manière indépendante par les chercheurs et instituts de recherche au Luxembourg et ailleurs, sont toujours majoritairement financés par des financements externes. Le système de financement de la recherche académique fonctionne bien et soutient la recherche biomédicale, qui est une des priorités de la recherche publique au Luxembourg depuis 2008.

L'étude ORISCAV-2, à laquelle l'honorable Députée fait référence, est une étude en population générale pendant la période 2016 à 2017, alors que l'étude du Luxembourg Institute of Health (LIH) sur les enfants est plus récente (2020-2021). En plus, ORISCAV-2 exclut les enfants et s'intéresse seulement aux adultes. Les échantillons prélevés dans le cadre d'ORISCAV-2 ont été analysés en partie dans le programme européen HBM4EU (voir [www.hbm4eu.eu](http://www.hbm4eu.eu)), qui est un effort commun d'une trentaine de pays, et cofinancé par l'Agence européenne de l'environnement et la Commission européenne, sous le programme Horizon 2020 (période de 2017 à 2022). Les résultats deviennent désormais disponibles et sont publiés progressivement par le consortium d'étude qui inclut notamment aussi le LIH et le LNS.

Pour les années à venir, la Direction de la santé s'intéresse à deux initiatives potentielles en santé publique visant spécifiquement la population plus vulnérable des enfants :

1) Le Luxembourg envisage une étude de biomonitoring sur 300 enfants pour la période de 2023 à 2025. Comme mentionné dans la question parlementaire, plusieurs pays se préparent actuellement à ce type d'étude et le LNS est bien équipé pour participer pour notre pays. L'étude devrait s'intéresser plus particulièrement à certaines substances considérées prioritaires, et qui incluent, sans trop de surprise et en cohérence avec l'étude précédente du LIH, des molécules comme les bisphénols, les polluants organiques persistants, les pesticides ... En tant qu'autorité de santé, notre intérêt ne porte cependant pas seulement sur l'exposition aux substances, mais également sur les conséquences potentielles sur la santé.

2) Comme déjà annoncé lors de la conférence de presse fin mai 2022, en rapport avec le service national de médecine de l'environnement, un autre type d'étude fort utile serait l'établissement au Luxembourg d'une cohorte de femmes enceintes avec un suivi des enfants jusque l'âge de 12 ans. En effet, comme il ressort de plusieurs études cohortes réalisées dans d'autres pays de l'Union européenne, l'exposition à des substances varie très fortement en fonction du lieu de vie des personnes et elle est donc spécifique à chaque pays ou région. En conséquence, on ne peut pas facilement extrapoler des résultats d'autres pays et les appliquer tels quels à notre pays. Une étude de cohorte mère-enfant permettrait de mieux comprendre le lien entre l'exposition à des substances pendant une période de grande vulnérabilité que constitue la grossesse et d'éventuelles conséquences sur la santé des enfants.

#### Chasse aux sangliers | Question 6939 (30/09/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Och vun offizieller Säit gëtt ëmmer nees drop higewisen, datt de Wëldbestand a besonnesch d'Wëllschwäipopulation hei zu Lëtzebuerg ze héich sinn. Staatlech festgesaten Ofschosspläng sollen dofir suergen, datt genuch Wëld geschoss gëtt.

Trotzdeem hält de Wëldbestand säit Jore weider zou. An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Wëllschwäin hätte misse laut den Ofschosspläng an de leschten 3 Juegdsaisone geschoss ginn? – Wéi vill sinn der effektiv geschoss ginn?

2. Ginn d'Zuelen, déi an den Ofschosspläng fir de gesamte Wëldbestand festgeluecht goufen, generell erreecht?

3. No wat fir Krittäre ginn dës Ofschosspläng opgestallt?

4. Ass e genaue Monitoring geplangt, sou datt d'Ofschosspläng vum gesamte Wëldbestand op Basis vu konkreeten Zuele kënnen ugepasst ginn?

5. Wat fir Mesurë si geplangt, fir de Wëldbestand generell, virun allem awer dee vun de Wëllschwäin ze reduzieren?

6. Wéi steet d'Regierung zu enger Verlängerung vun de Juegdzäiten ëm eng Stonn moies an owes an zum Asaz vu modernen techneschen Hëllefsmittelen, wéi beispillsweis Nuechtsichtgeräter?

**Réponse (08/11/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

ad 1. An der leschter ofgeschlossener Juegdperiod (période cynégétique) (3 Joer: 1. Abrëll 2018–31. Mäerz 2021) hätte misse 17.431 Wëllschwäin geschoss ginn.

An der leschter ofgeschlossener Juegdperiod (3 Joer: 1. Abrëll 2018–31. Mäerz 2021) sinn 22.647 Wëllschwäin als geschoss gemellt ginn.

ad 2. Ubäi den erfëllten Undeel vun den Ofschosspläng jee no Wëlldaart (offiziell Bezeechnung) landeswäit, baséiert op den Zuelen, ewéi se gemellt goufen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

D'Ofschosspläng vun de Wëllschwäin, de jonke Routhirschen an de männleche Routhirsche goufen erfëllt. Déi vun de weibliche Routhirschen, de Réi an de männlechen Dammhirsche goufe bal erfëllt.

Bei den Ofschosspläng vun de weiblechen a jonken Dammhirsche souwéi vun all de Muffelen hu méi Ofschëss gefeelt. Bei den dräi Wëlldaarten, déi fir männlech Déieren (Trophäenträger) ee separaten Ofschosspläng hunn (Routhirsch, Dammhirsch a Muffel), ass den Ofschosspläng weesentlech besser erfëllt ewéi bei de weiblechen Déiere respektiv bei der Kategorie weiblech a jonk. Dëst kéint dorop hiweisen, dass d'Juegd zu Lëtzebuerg nach deels trophäenorientéiert wier. Eng effizient Populationsregulation ass awer nëmme méiglech, wa staark an déi weiblech Bestänn agegraff gëtt.

ad 3. D'Reglement iwwert den Ofschosspläng gesäit a sengem Artikel 6 Folgendes als Krittär vir:

« [...] L'élaboration des propositions de plans de tir se fait sur base de critères agricoles, viticoles, sylvicoles, cynégétiques et de protection de la nature et prend en considération en particulier la situation des dégâts à l'agriculture, à la viticulture, à la sylviculture, à la biodiversité et à la police sanitaire. Ces critères sont établis par l'administration et approuvés par le ministre, le Conseil supérieur de la chasse entendu en son avis. [...] »

Konkreet ginn d'Ofschosszuelen aus de Jore virdu souwéi de Wëldschued mat an d'Basisberechnunge mat erageholl. Bei den Aarte Routhirsch, Dammhirsch a Muffel ginn och déi lokal Verbreedunge mat a Betrecht geholl.

D'Basisberechnunge ginn dann an de regionale Juegdkommissionen opgrond vu lokalen Erfahrungswärter ugepasst. Dës Kommissionen setzen sech aus regionale Verrieder zesummen (1 Verrieder vun

der Natur- an Bëschverwaltung, 1 Verrieder vun de Bëschbesëtzer, 2 Verrieder vun der Landwirtschaft an 3 Verrieder vun de Jeeër). D'Kommissionen ënnerbreeden dann hir Proposen dem Ëmweltminister, deen se gegebenefalls nach upasst, an dann arrétéiert.

ad 4. Den Artikel 9 vum groussherzogleche Règlement iwwert den Ofschosspläng gesäit Folgendes vir:

« Si au cours d'une période cynégétique la structure de la population du gibier ou de son habitat sur un lot de chasse subit des modifications importantes ou si des dégâts considérables aux cultures agricoles ou sylvicoles sont constatés, le locataire de chasse ou le syndicat de chasse peuvent introduire auprès du ministre une demande en révision du plan de tir arrêté initialement. Cette demande doit être motivée sous peine d'irrecevabilité. »

Op Demande vum Juegdpiechter oder dem Juegd-syndikat kënnen also d'Ofschosspläng ugepasst ginn, sollt et zu gréisserem Changement an der Wëldpopulation oder dem Wëldschued kommen.

ad 5. D'Haaptinstrument bei der Regulation vun de Populationen ass d'Juegd via d'Anhalen an d'Upasse vun den Ofschosspläng.

Am Kontext vun der Wëllschwäiproblematik gouf, fir zousätzlech Mesuren ze identifizéieren, e Groupe de pilotage „sanglier“ an d'Liewe geruff, deen als Mission d'Ausschaffe vun engem Wëllschwäimangementpläng huet. Dëse Grupp setzt sech zesummen aus Verrieder vun de relevante staatlechen Instanzen (MECDD, MAVDR, ANF, ALVA, MNHNL) wéi och vun de privaten Interessensgruppen (Naturschutz, Déierschutz, Landwirtschaft, Privatbësch, Juegd etc.).

ad 6. Den Asaz vun Nachtziel-Techniken ass well virun enger Zäit proposéiert ginn. D'Ëmsetzung vun dësem Projet ass och um Instanzewe, muss awer nach um Niveau vun der Benelux-Konvention approuvéiert ginn.

Ob d'Juegdzäite misse geännert ginn (wat och eng Ännerung vum Juegdgesetz géif beinhalten), wäert mat grousser Warscheinlechkeet am Groupe de pilotage „sanglier“ als potenzielle Léisungssaz am Kader vum Wëllschwäimangementpläng diskutéiert ginn.

#### Démission de six cardiologues du Centre Hospitalier du Nord | Question 6940 (30/09/2022) de M. Marc Hansen | Mme Stéphanie Empain (déi gréng)

Selon la presse nationale, six cardiologues du Centre Hospitalier du Nord auraient exprimé leur volonté de démissionner de leurs postes. Selon les mêmes sources, le directeur général aurait affirmé que le service cardiologie du CHdN continuera de fonctionner. La question de la non-rémunération des gardes et astreintes est également évoquée, un facteur qui explique en partie le manque d'attractivité de l'environnement hospitalier pour les médecins spécialistes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatives aux démissions susmentionnées ?

2) Madame la Ministre est-elle en possession d'informations supplémentaires quant aux motifs des cardiologues démissionnaires ? Dans l'affirmative, quels sont ces éléments ?

3) La pénurie de spécialistes étant un problème connu, endéans quels délais la direction du CHdN peut-elle espérer remplacer le personnel démissionnaire ?



4) À quelle capacité le service cardiologie pourra-t-il continuer de fonctionner en attendant que les postes vacants soient pourvus ? Est-ce que des solutions intermédiaires devront être mises en place en collaboration avec les services de cardiologie d'autres centres hospitaliers ?

5) Endéans quel délai la question de la rémunération des gardes et astreintes sera-t-elle résolue ?

**Réponse** (08/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 2) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 3) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 4) En complément à la prise en charge des patients au sein des cabinets privés par les cardiologues, le service de cardiologie doté de ressources complémentaires assurera les missions dévolues au niveau de l'annexe 2 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Le service dispose d'un lien fonctionnel de transfert de patients vers le service de cardiologie interventionnelle et de chirurgie cardiaque de l'INCCI.

ad 5) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6930 du 29 septembre 2022 de Madame la Députée Carole Hartmann et de Monsieur le Député Gilles Baum.

**Nombre d'étages autorisés dans le cadre d'un plan d'aménagement « Quartier existant »** | Question **6941** (30/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am groussherzogleche Reglement vum 8 Mäerz 2017 zum Plan d'aménagement „Quartier existant“ kann een Definitionounen zu verschiddene Bauvirschräfte liesen.

Am Reglement kann ee Follgendes noliesen:

« Nombre d'étages

On entend par nombre d'étages le nombre de niveaux au-dessus du rez-de-chaussée.

Nombre de niveaux

On entend par nombre de niveaux le nombre d'espaces entre planchers et plafonds. Les niveaux en sous-sol ne sont pas pris en compte. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Dierf ee Bautereglement vun enger Gemeng contraire zu dësen Definitionounen sinn an zum Beispill bei der Unzuel un Niveaueen de Sous-sol matzielen? Wa jo, a wéi ville Gemengen ass dëst de Fall?

2. Falls d'Äntwert op déi zwou éischt Froen negativ sollt sinn, wou sollt een sech als Bierger oder Biergerin wenden, wann engem esou eng Divergenz tëscht Definitionounen tëscht Bautereglement a Reglement vum 8 Mäerz 2017 opfällt?

**Réponse** (19/10/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Nee, dat geet net, well d'Definitionounen, déi am groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 zum Contenu vum Deelbebauungsplang fir bestehend an nei Quartieren opgeléicht sinn, hunn e reglementaresche Wäert. Deemno kann net zu hirem Contenu derogéiert ginn.

Si kënnen awer mol punktuell am Flächennutzungsplang (PAG) oder am Deelbebauungsplang (PAP) ëmformuléiert ginn, fir d'Verständnis vun der Definitionoun ze erliichten.

Aus Grënn vu Rechtssécherheet ass sou eng Ëmformulatioun awer, am Prinzip, ze evitéieren.

Dem Inneministère ass aktuell nëmmen ee Fall vun enger Gemeng bekannt, déi zu den uewe genannten Definitionounen derogéiert hat. Betreffend dëse bekannte Fall ass et sou, datt d'Gemeng mëttlerweil eng Prozedur initiéiert huet, fir d'Definitionoun sou ëmzeänneren, datt se konform zum uewe genannte Reglement ass.

Wann enger Persoun sou Divergenzen opfalen, gëtt hir geroden, sech un déi zoustänneg Servicier vun der concernéierter Gemeng ze wenden. Gegebenefalls kann si sech och un den Inneministère adresséieren.

**Traite des personnes au Luxembourg** | Question **6942** (03/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Rapport vum US-amerikaneschen Department of State iwwer de Mënschenhandel zu Lëtzebuerg heescht et: "A man working in an Asian Restaurant or a building site is a more typical victim of human trafficking to Luxembourg than a woman forced into prostitution, the country's human rights commission said in a separate report in 2021." (Quell: „Luxembourg Times“ vum 23.9.2022: „Luxembourg human traffickers' sentences still too lenient“).

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi steet den Här Aarbechtsminister zur mentionéierter Ausso?
2. Kann den Här Minister preziséieren, wat d'Regierung konkret an deene leschte Jore géint de moderne Mënschenhandel an der Lëtzebuurger Gastronomie an op de Lëtzebuurger Chantieren ënnerholl huet?
3. Wéi eng Mesurë si geplangt, fir dës Situation an Zukunft ze verhënnere?

**Réponse** (07/11/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

D'Infraktioun vum Mënschenhandel a Form vun der Prostitutioun ass am Artikel 382-1, Punkt 1) vum Code pénal virgesinn, dee Follgendes bestrooft:

« Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue :

1) de la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles ; [...]. »

Betreffend d'Prostitutioun ass d'ITM net zoustänneg. D'Police huet eleng d'Kompetenz, fir an dëser Matière ze enquêtieren.

D'Infraktioun vum Mënschenhandel a Form vun der Ausbeutung vun der Aarbecht oder Servicier ass am Artikel 382-1 Punkt 2) vum Code pénal virgesinn, dee Follgendes bestrooft :

« Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue : [...]

2) de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de

pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine ; [...]. »

Och wann d'ITM eng Missioun vu Präventioun, Sensibilisatioun a Kooperatioun am Beräich vun den Aarbechtsbedingungen huet, huet se keng Kompetenz am Kader vum Mënschenhandel a Form vun der Ausbeutung vun der Aarbecht oder Servicier.

D'Police huet eleng d'Kompetenz, fir an dëser Matière ze enquêtieren. Et ass och e weidert spezialiséiert Team vun dëser Sektioon, dat sech ëm d'Identifizéierung vun Affer vu Mënschenhandel an den Assistenz- a Schutzmoosname këmmert, déi am amendéierte Gesetz vum 9. Mee 2009 iwwert Hëllef, Schutz a Sécherheet vun den Affer vu Mënschenhandel virgesi sinn. Deemno kann d'ITM sech net zur mentionéierter Ausso prononcéieren.

Falls d'ITM am Kader vun hire Missiounen eng Situation begéint, déi eventuell d'Konditiounen vum Mënschenhandel a Form vun der Ausbeutung vun der Aarbecht oder Servicier vum Artikel 382-1 vum Code pénal erfüllt, notifizéiert d'ITM dës dem Parquet, deen den Dossier un d'Police weidergëtt, fir weider ze enquêtieren, wann néideg, assistéiert vun den Inspektoren vun der ITM.

All Dossier, deen an dësem Kontext bei de Parquet kënn, gëtt analyséiert mam Bezuch op de Critère vun den Aarbechtsbedingungen, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit sinn.

Wann dës Critère ginn ass, gi Poursuitten ageleet. An deem anere Fall ginn, souwäit et méiglech ass, Poursuitten ageleet wéinst Verstéiss vum Aarbechtsgesetzbuch, haaptsächlech wéinst Verstéiss géint d'Aarbechtszäiten an dem Mindestloun.

Wat d'ITM a punkto Mënschenhandel an de leschte Joren ënnerholl huet, ass op der Säit 28 vum Rapport annuel vun der ITM aus dem Joer 2021 vermerkt. D'Unzuel vun den Aarbechtsinspektoren, déi um Terrain aktiv sinn, ass duerch d'Rekrutement vun de leschte Jore vun 22 Aarbechtsinspektoren am Joer 2018 op 69 Aarbechtsinspektoren am Joer 2021 geklomm:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Säit dem Enn vum Joer 2021 si 37 Stagiairen amgaang, hire Stage ze maachen, fir kënnen Aarbechtsinspekter ze ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Och ass ze bemierken, dass all Aarbechtsinspekter eng speziell Formatioun betreffend de Mënschenhandel kritt.

Zanter dem Joer 2015 hunn 161 Aarbechtsinspektoren, Agente respektiv Stagiairen, d'Formatioun „La Traite des êtres humains“ oder d'Formatioun „Approche et accompagnement des victimes de la traite des êtres humains“ matgemaach. Dëst sinn am Ganze 573 Stonne Formatioun betreffend de Mënschenhandel.

**Agressions envers des chauffeurs de bus** | Question **6943** (03/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wéi am Artikel „LCGB fuerdert Sécherheetskabinne fir Buschaufferen“, deen den 13. September um Site vun RTL publizéiert gouf, goufen eleng dës Joer scho bal eng Dosen Iwwergreffer op Buschauffere registréiert. Weider heescht et an engem Schreiweis vun der zitierter Gewerkschaft, datt déi Fall op bestëmmte „sensibele“ Strecke besonnesch dacks virkommen a fuerdert als Léisung d'Installatioun vu Sécherheetskabinne fir Chaufferen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi weist, wéi vill Iwwergrëffer op Buschaufferen an de Joren 2018 bis 2021 jee weils gemellt goufen, op wéi eng Strecke sech de Schwéierpunkt verdeelt huet, wéi dacks de Chauffeur huet missen hospitaliséiert ginn a wéi dacks en Täter duerch d'Justiz condemnéiert gouf? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi vill Krankeschäiner an deem genannten Zäitraum op en Iwwergrëff zeréckzeféiere waren?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob hien sech déi Fuerderung vum LCGB no Sécherheetskabinne wëll ze eege maachen? Falls net, kann den Här Minister elaboréieren, wéi déi Decisioun motivéiert wier a wéi hien d'Sécherheet vun de Chaufferen alternativ wëll erhéijen, och fir engem potenziellen Attraktivitéitsverloscht vum Beruff entgéintzewierken?

3. Sou wéi an der Press ze liese war, gehéieren zu deene sougenannte „sensibele“ Strecken och grenziwwerschreidend Linne Richtung Frankräich. Kann den Här Minister matdeelen, u wéi eng Autoritéit Chauffere sech kënnen adresséieren, wann si hantert der Grenz attackéiert a wouméiglech an eng Situatioun bruecht ginn, wou si hir Faart mussen ofbriechen? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi eng Instanzen an deem Fall zoustänneg sinn, fir sech ëm dat entspreichend Gefier an de Weiderttransport vun de betrouffene Passagéier ze bekëmmern? Kann den Här Minister doriwier eraus allgemeng elaboréieren, wéi wäit de Schutz vun de Chaufferen tëschent deene bedeelegten öffentlechen a private Busentreprisë grenziwwerschreidend koordinéiert gétt?

4. Kann den Här Minister matdeelen, wéi hien zu der Méiglechkeet steet, Täter, déi wéinst engem Iwwergrëff op Personal vun öffentlechen Transport verurteelt goufen, den Zoutrëtt dozou zukünfteg ze verweigere?

**Réponse** (08/11/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An der Annex féint den Här Deputéierten all d'Fäll, déi an de Joren 2018 bis 2021 am RGTR gemellt goufen.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

D'Gesetz vum 19. Juni 2009 betreffend d'Sécherheet am öffentlechen Transport ass net am informatésche System vun de Justizautoritéit (JUCHA) libelléiert. Am Fall vun Attacke ginn d'Buschaufferen am JUCHA als Victime agedroen. Des Weidere ginn am JUCHA keng Informatiounen iwwert de Beruff vun der Victime agedroen, soudass weeder Statistiken zu de Strecken, op déi sech dës Schwéierpunkt verdeelt huet, nach zu der Unzuel vun de Verurteelunge kënnen geléiwert ginn. Informatiounen zu Krankeschäiner sinn intern Ugeleeënheete vun de Betriber.

ad 2. D'Afféiere vu Sécherheetskabinne an den RGTR-Bussen ass net eleng eng Fuerderung vun der Gewerkschaft. Effektiv gouf d'Konzept mat de Sécherheetskabinne zesumme mat de Busbetriber, der Gewerkschaft an der Verwaltung fir öffentlechen Transport (ATP) elaboréiert. D'Finanzéierung vun dësen Sécherheetskabinne ass am Budget 2023 virgesinn. Et sief awer bemierkt, dass deen een oder anere Betriber op eegen Initiativ scho Sécherheetskabinne a senge Bussen agebaut huet, am Bestriewen, fir d'Fuerpersonal géint Duerchbruch a Späizen ze schützen.

Laut den Dispositiounen vum Aarbechtsgesetzbuch muss den Employeur d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Salariéierten an allen Aspekter am Zesummenhang mat der Aarbecht assuréieren.

Laut de Reegelen vum Kollektivvertrag vum 25. Juni 2009 betreffend de Mobbing a Gewalt op der Aarbechtsplaz, huet den Employeur sécherzestellen, dass d'Gewaltakten op der Aarbecht verhënnert an ënnerbonne ginn. Den Employeur muss, no Berodung vun de Personalverrieder, d'Aarbechter an dëser Thematik sensibiliséieren a Moosnamen opsetzen, fir ze vermeiden, dass d'Gewaltakten op der Aarbecht oprieden an d'Aarbechter géint esou Gewaltakte schützen.

ad 3. Am Fall vun enger Aggressioun soll den Noutruffknäppchen am Bus betätegt ginn, woumat d'Leetstell vun der ATP kontaktéiert gétt; d'Leetstell ënnerhëlt dann déi néideg Schrëtt, wéi zum Beispill direkt d'Police kontaktéieren.

Administrativ ass déi éischt Ulafstell dem Chauffeur seng eegen Hierarchie, déi de Fall weider un d'ATP mell. Mëttels engem Formular, dee fir all Netzbedriewer standardiséiert ass, soll den Tëscheffall opgeholl ginn.

Heefe sech d'Aggressiounen, sou läit et an der Responsabilitéit vum Minister fir Mobilitéit an effentlechen Aarbechten, fir entspreichend Mesuren ze ergreifen. Sou wéi am Fall vu vereenzelte grenziwwerschreidende Linne Richtung Frankräich, wou den Tracé oder den Horaire geännert gouf an och déi entspreichend Präfekturen a Gemengen op der franséischer Säit a Kenntnis gesat goufen.

Och bei engem Virfall ass an der Theorie de Weiderttransport vun de Passagéier garantéiert. De Busbetrieb gräift an deem Fall op seng Reserv zréck.

ad 4. Et ass d'Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwer Uerdnung a Sécherheet am effentlechen Transport, dat dem Transportminister et erlaabt, deene Persounen, déi sech esou dernieft behuelen, den Zougang zum effentlechen Transport ze verbidden. Hei gétt et eng Limit vum engem Joer, wou esou eng Exklusivsioun ka prononcéiert ginn. D'Moosnam soll enger Säit a Relatioun mat der Gravitéit vun engem Virfall stoen, an anerersäits den Zweck erfüllen, fir präventiv sécherzestellen, datt et net nees relativ séier zu engem neien Iwwergrëff kënn an deem Zäitraum. Jee nodeem wéi schwéier eng Aggressioun war, kann et sinn, datt parallel och eng Enquête leeft. Falls emol eng Persoun tatsächlech zu enger Prisongsstrof verurteelt gouf wéinst enger Aggressioun am effentlechen Transport, bleift et vu Fall zu Fall ofzeweien, ob et nach Sënn mécht, fir duerno nach eng administrativ Strof ze huelen.

**Ancienne ligne de bus 682 Hachiville-Clervaux** | Question **6944** (03/10/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Avec la réforme du réseau RGTR, l'ancienne ligne de bus 682 Hachiville-Clervaux a été définitivement supprimée.

Cette décision pose entre autres un réel problème pour les élèves de cette région fréquentant les différents lycées situés à la « Nordstad » étant donné que leur temps de trajet se voit drastiquement augmenté.

1) Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-il me donner les raisons pour la suppression de cette ligne ? Est-ce que cette décision a été prise en concertation avec la commune de Wintrange ?

2) Des comptages ayant appuyé cette décision ont-ils été effectués ? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les alternatives mises en place pour effectuer le trajet Hachiville-Clervaux ?

4) Est-il envisagé de mettre en place une ligne directe entre cette région et les lycées de la « Nordstad » ?

**Réponse** (04/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La ligne 682 n'a pas été supprimée mais remplacée par la ligne 176. Cette ligne connecte les localités de Hachiville, Weiler, Hoffelt, Troine et Troine-Route à Wintrange et est connectée au train à la gare de Troisvierges. Cette connexion était planifiée suite à une demande de la part de la commune de Wintrange. Au cours de la réorganisation du réseau RGTR, notamment lors de la consultation des communes, la commune de Wintrange n'a prononcé aucun commentaire concernant le tracé de cette ligne.

ad 2) La réorganisation du réseau RGTR s'est basée sur l'enquête Luxmobil de 2017 et un comptage complet du réseau RGTR en 2016. À cause des faibles volumes dans le milieu rural, la mise en place d'une offre efficace y est plus difficile car les besoins sont plus divergents. Ainsi, l'ATP a essayé en général de connecter les localités au centre de développement et d'attraction le plus proche, parce que les centres de développement et d'attraction disposent de services et d'offres de transport en commun attractives. Vu l'approche participative de la réorganisation, dans ce cas précis, la demande exprimée par la commune a primé sur les résultats des enquêtes et des comptages.

ad 3) Un enjeu majeur en milieu rural sont les étudiants de l'enseignement secondaire. Afin de couvrir ce volet, le réseau scolaire garantit une connexion directe par la ligne A13.

Au niveau du réseau régulier, la connexion se fait par la ligne 176 et la ligne ferroviaire 10 en changeant à Troisvierges avec un temps de parcours total entre Hachiville et Troisvierges de 30 minutes. La durée du trajet avec l'ancienne ligne 682 jusqu'à la place Benelux à Clervaux était de 32 minutes, la gare de Clervaux n'ayant pas été desservie par cette ligne.

**Conseiller logement** | Question **6945** (03/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le Pacte logement s'étendant sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2032 a introduit le conseiller logement. Ce conseiller peut être un expert externe ou un employé communal et devrait faciliter le processus d'élaboration et de mise en œuvre du Pacte logement 2.0 au niveau communal.

1) Nous voudrions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement combien de conseillers logement sont actuellement enregistrés et quel est leur statut (expert externe ou personnel communal).

2) Combien de conseillers logement ont suivi la formation initiale respectivement la formation continue prévues ?

3) Combien de communes ont profité de l'appui d'un conseiller logement et de la participation financière de l'État ?

**Réponse** (17/10/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

Les honorables Députés s'enquêtent de la situation actuelle des conseillers logement ayant pour mission



d'assister une commune dans l'élaboration et l'exécution du programme d'action local logement en vue de la mise en œuvre du Pacte logement 2.0 au niveau communal. Dans ce contexte, je me permets de fournir les informations suivantes aux différentes questions :

ad 1) Au total, 40 conseillers logement sont à disposition des communes dans le cadre du Pacte logement, dont 31 conseillers logement externes et 9 conseillers logement internes. Les conseillers logement externes ont été recrutés par le biais d'une soumission européenne. Les missions ont été attribuées en respectant les critères définis au niveau de l'appel d'offres. Actuellement, 99 communes sont engagées au niveau du Pacte logement dont 10 communes qui font appel à un conseiller logement interne et 89 communes qui travaillent avec un conseiller logement externe.

ad 2)

Formation initiale

Formation initiale est une formation de 30 heures que le conseiller logement doit avoir effectuée endéans les six mois après avoir commencé sa fonction. Le Ministère du Logement a, jusqu'à présent, organisé trois séries complètes de ce cycle de formation.

Tous les conseillers logement ont suivi la formation initiale à l'exception de trois conseillers externes qui, jusqu'à présent, n'ont pas été attribués à une commune. En outre, des employés communaux intéressés ont également pu participer au 3<sup>e</sup> cycle de la formation initiale.

Formation continue

Après la formation initiale, le conseiller logement doit régulièrement participer aux séances de formation continue. Un programme de formation ainsi que des échanges réguliers sont proposés aux conseillers logement. Les conseillers sont obligés à prester au moins 16 heures de formation par année. Ainsi, au courant de l'année 2022, le Ministère du Logement, avec la collaboration de la Klima-Agence, a organisé neuf instances de formation continue, la dernière en date lors de la Semaine nationale du logement, le 7 octobre.

Le décompte final sur le taux de participation aux formations continues ne pourra dès lors être établi qu'à la fin de l'année.

ad 3) Toutes les 99 communes engagées au niveau du Pacte logement profitent actuellement des prestations d'un conseiller logement.

À partir du lancement opérationnel du Pacte logement, environ 10.000 heures ont été prestées par des conseillers logement externes qui sont pris en charge par l'État dans le cadre du Pacte logement 2.0.

.....

### Réduction progressive de la part du bois primaire considéré comme une énergie renouvelable | Question 6946 (03/10/2022) de M. Gusty Graas | M. Max Hahn (DP)

En date du 14 septembre, dans le cadre de la révision de la directive relative aux énergies renouvelables, le Parlement européen a adopté des amendements appelant à la réduction progressive de la part du bois primaire considéré comme une énergie renouvelable.

Ainsi les États membres devraient limiter les subventions dans ce domaine. En même temps la production d'énergie à base de bois primaire ne devrait plus être prise en compte dans le développement des énergies renouvelables. Bien que le chauffage à granulés soit exclu des amendements en question, des experts estiment que la décision du Parlement européen aura également des répercussions sur la production de granulés, entraînant une pénurie et une hausse des prix de ceux-ci.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- 1) Quelle est la position du Gouvernement en la matière ?
- 2) Combien de centrales de chauffage à copeaux de bois existe-t-il au Luxembourg ?
- 3) Quelles seraient les conséquences pour le Luxembourg si le texte entrant en vigueur sous la forme actuelle ?
- 4) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis des experts précités ?
- 5) Le Luxembourg continuera-t-il à soutenir, c.-à-d. à subventionner également les systèmes de chauffage à base de bois ?

Réponse (08/11/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Dans son Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030, le Gouvernement a fixé 4 mesures pour le secteur sylvicole, dont celle d'améliorer l'utilisation en cascade du bois. Le Gouvernement se réjouit donc de la proposition de la Commission européenne concernant la réduction progressive de la part du bois primaire considéré comme une énergie renouvelable, qui vise ce même objectif, c'est-à-dire d'améliorer l'utilisation durable de nos ressources naturelles.

ad 2) Il existe actuellement 58 centrales communales dont la consommation équivaut à 62.500 m<sup>3</sup> de copeaux (données de la requête 2019-2020). L'Administration de la nature et des forêts ne dispose pas de données concernant les centrales privées.

ad 3) Le Luxembourg ne sera pas beaucoup impacté par les changements discutés vu que le bois n'est pas utilisé pour des productions à chaleur à faible rendement.

ad 4) Les conséquences sont difficiles à prévoir, car de nombreux facteurs influencent les décisions des producteurs d'énergie, avec cependant une forte focalisation sur le niveau de la demande et l'évolution des prix. Il faut cependant noter que la production de granulés n'est pas entièrement tributaire du bois primaire. Elle permet l'utilisation des résidants de production de l'industrie du bois (sciure, chutes, ...) et de bois de calamités qui ne sont adaptés à aucun autre usage. Si les producteurs de granulés s'orientent vers ce type de matière première, alors le texte législatif européen n'aura que des répercussions à court terme sur la production de granulés.

ad 5) Le chauffage au bois reste une option valable d'utilisation d'énergies renouvelables sous condition que le bois provient d'une source d'approvisionnement en fin de cycle de vie du produit bois disponible au niveau local et régional, et que sa mise en œuvre minimise l'énergie grise (transports courts) et est conforme aux normes de pollution. Cependant, la rénovation thermique et l'installation de pompes à chaleur sont fortement privilégiées par rapport au chauffage de bois au niveau des subventions.

.....

### Projet de transformation numérique de l'établissement public POST Luxembourg | Question 6947 (03/10/2022) de Mme Diane Aehm (CSV)

Dans un article publié récemment sur reporter.lu, « La digitalisation sous ascendant chinois », il est question du projet de transformation numérique de

l'établissement public POST Luxembourg. D'après les informations relayées, ce projet de transformation numérique se fait en collaboration avec la société chinoise « Whale Cloud », anciennement connue sous le nom de « ZTEsoft », une filiale de l'entreprise de télécommunications ZTE.

Cette collaboration soulève cependant un certain nombre de questions. Dans le contexte du déploiement de la 5G, les géants de télécommunications chinois Huawei et ZTE sont régulièrement pointés du doigt à cause des risques en matière de sécurité, de sorte que certains pays ont pris la décision radicale de bannir leurs produits et services des réseaux 5G. Ceux-ci craignent en effet que les entreprises de télécommunications permettent aux autorités chinoises d'utiliser leurs équipements pour effectuer une surveillance des communications.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que POST Luxembourg travaille bien avec la société « Whale Cloud » pour la mise en place d'un projet de transformation numérique ?

– Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que POST Luxembourg a choisi de travailler avec cette société, considérant qu'en 2020 l'établissement public avait décidé de ne pas collaborer avec Huawei ? La raison affichée à l'époque semblait se rapporter aux risques en matière de sécurité nationale.

– Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que POST Luxembourg a repris le projet de la digitalisation d'une plateforme des services de mobile de sa filiale Join avec le prestataire ZTE ?

– Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la collaboration avec la société israélienne AM-Docs a été terminée à ce moment et si oui, quelles en étaient les raisons ? Est-ce que la fin des relations commerciales avec cette société a engendré le paiement éventuel de pénalités pour POST Luxembourg ?

– Dans l'affirmative, est-ce que des opérateurs de télécommunications d'autres pays de l'Union européenne travaillent avec l'entreprise de télécommunications ZTE ? Si oui, lesquels ?

– La collaboration avec la société « Whale Cloud » semble difficile et avoir eu pour conséquence un certain nombre de retards dans le lancement du projet. Pourquoi est-ce que POST Luxembourg n'a dès lors pas souhaité changer de partenaire ?

2) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que POST Luxembourg a bien choisi de collaborer avec l'entreprise de télécommunications ZTE pour la dénommée « couche BSS » (« Business Support Systems ») ainsi que pour la « couche OSS » (« Operations Support Systems ») de sa plateforme télécom ?

– Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement ne trouve pas que c'est risqué en matière de sécurité de confier les deux couches « BSS » et « OSS » au même fournisseur ? Quelles sont les raisons ayant amené POST Luxembourg à collaborer pour les deux couches avec un seul fournisseur ?

– Est-ce qu'il est vrai qu'une partie du personnel de POST Luxembourg fait preuve de défiance à l'égard de la décision de faire appel au même fournisseur pour les deux couches « BSS » et « OSS » ?

– Le contrat portant sur la « couche OSS » semble avoir été conclu avec ZTE sans appel d'offres ou cahier de charges. Est-ce qu'il s'agit de la procédure normale ?

3) D'après reporter.lu, « le Ministère de l'Économie refuse de s'ingérer dans les affaires du groupe Post

[...]». Le ministère est par ailleurs cité de la façon suivante : « Il n'appartient pas au ministère d'approuver des contrats signés par le groupe Post ou l'une de ses entités qui relèvent de la responsabilité du management. » Dans la mesure où POST Luxembourg est un établissement public et que POST Luxembourg est une entreprise d'importance capitale, voire systémique pour le Luxembourg, le Gouvernement ne devrait-il pas être informé de contrats passés avec des entreprises de télécommunications qui peuvent présenter des risques en matière de sécurité des infrastructures ?

**Réponse (22/11/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias**

Il y a lieu de rappeler que POST Luxembourg est une entreprise indépendante de droit public gouvernée par son conseil d'administration et son directeur général. Les interventions du ministre de tutelle, le Ministre de l'Économie, se limitent aux dispositions prévues dans la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications. La gouvernance de POST, régie par la loi modifiée de 1992, ne prévoit pas l'approbation ou l'implication du Gouvernement ou du ministre de tutelle dans le cadre des contrats commerciaux passés par POST.

POST Luxembourg s'est dotée en 2015 d'une stratégie digitale avec comme objectif, entre autres, une refonte complète des systèmes, procédures et processus au sein de son métier télécom. Cette démarche a été structurée sous forme d'un programme étalé sur plusieurs années et comportant une série de projets. Comme pour chaque projet de cette envergure, POST sélectionne les fournisseurs impliqués sur base d'un cahier des charges auquel ils sont invités à répondre dans le cadre d'un appel d'offres.

La décision de POST de passer commande à l'un ou l'autre fournisseur est basée sur une grille d'évaluation détaillée et des critères tels que la qualité de l'offre, le prix mais aussi des aspects liés à la sécurité informatique. Dans ce contexte, il importe de souligner que POST Luxembourg actualise son analyse des risques et poursuit une approche « Zero Trust » vis-à-vis de ses fournisseurs.

**Impact de la pénurie d'énergie sur le secteur des télécommunications | Question 6948 (03/10/2022) de M. Laurent Mosar (CSV)**

Suite à la pénurie d'énergie, il existe un risque réel de rationnements, voire de coupures d'électricité dans des situations extrêmes. Une telle situation toucherait également le secteur des télécommunications, notamment les antennes relais pour les réseaux de téléphonie mobile. Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Énergie.

1) Est-ce que le Luxembourg dispose de suffisamment de systèmes électrogènes de secours pour faire face à de vastes coupures de courant, pour éviter que les batteries de secours installées sur les antennes mobiles ne se vident ?

– Si non, quelles mesures le Gouvernement veut-il prendre pour éviter une telle situation ?

– Plus spécialement, quelles mesures le Gouvernement veut-il mettre en place pour garantir, le cas échéant, le fonctionnement de la télécommunication des services essentiels ?

2) Quelles seront les conséquences d'une coupure d'électricité pour les utilisateurs de portables ?

3) Est-ce que les clients réguliers seront traités sur un pied d'égalité en cas de pannes exceptionnelles ?

**Réponse (09/11/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**

ad 1) à 3) Alors que le risque d'interruptions régionales ou nationales ne peut pas être exclu à 100 %, il faut toutefois constater que le Grand-Duché de Luxembourg est bien positionné au niveau international en ce qui concerne les interruptions de l'approvisionnement en électricité.<sup>3</sup> Dans le contexte actuel, il apparaît en outre que la sécurité d'approvisionnement au Luxembourg, qui fait partie de la zone de marché commune avec l'Allemagne, est jugée assurée pour l'hiver prochain dans l'analyse de référence européenne en vertu de l'article 9 du règlement (UE) 2019/941, et qu'il n'y a pas de risque élevé pour un scénario de déséquilibre entre l'offre et la demande.<sup>4</sup> Il faut en outre considérer que la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité prévoit des dispositions en ce qui concerne la garantie de la sécurité et de la qualité d'approvisionnement en électricité ainsi qu'en ce qui concerne leur surveillance.

De manière générale, il appartient à chaque entité qui opère des activités critiques d'assurer la résilience de ses activités. Tel est le cas pour les entités critiques auprès de l'État et des entités critiques dans le secteur privé qui sont tenus de procéder à l'élaboration d'un plan de sécurité et de continuité de l'activité. Ces plans doivent analyser l'impact des différents risques, dont le risque d'une coupure d'électricité, sur les activités de l'entité en question. Il appartient, le cas échéant, à l'entité elle-même de prendre les mesures de sauvegarde nécessaires pour répondre aux risques ainsi identifiés. Parmi ces mesures, la solution d'un recours à des groupes électrogènes ou des batteries de secours constitue une option en cas de faisabilité technique.

Les opérateurs des réseaux de télécommunication mobile sont donc responsables du bon fonctionnement de leur propre réseau, que ce soit au niveau opérationnel ou technique. Chaque opérateur luxembourgeois a ainsi mis en place des dispositifs différents pour contrer des interruptions d'électricité sur son réseau mobile.

Il s'ensuit que l'impact d'une éventuelle interruption d'électricité sur les services de télécommunication mobile varie d'un réseau à l'autre et dépend de la nature, de l'ampleur et de la durée de l'interruption et des mesures mises en place par chaque opérateur.

Reste à noter que les opérateurs des réseaux de télécommunication mobile ne font aucune différenciation entre clients réguliers en cas de panne exceptionnelle.

**Location de logements type Airbnb | Question 6949 (03/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

D'Plattform Airbnb ass viru Joren duerch d'Iddi vun der „Sharingeconomy“ bekannt ginn, wou et u sech sollt drëm goen, dass een säin Eegentum mat aneren deelt. Dëse Geschäftsmodell ënnerscheet sech awer – Stand haut – net méi vun anere Vermittlungsplattformen, iwwert déi Proprietären hir Wunnengen un aner Persounen verloune kënnen.

D'Locatiounen op Airbnb dauere meeschtens nëmmen e puer Wochen oder Méint. Mir gouf ee

<sup>3</sup> Selon un rapport du « Council of European Energy Regulators » (CEER), le Luxembourg figure parmi les pays ayant les taux et les durées d'interruption les plus faibles (cf. CEER Benchmarking Report 6.1 on the Continuity of Electricity and Gas Supply)

<sup>4</sup> cf. ENTSO-E Winter Outlook 2022-2023 early insights

Fall zougedroen, bei deem eng Persoun, déi eng Wunneng iwwer Airbnb gelount huet, probéiert huet, sech op enger Gemeng unzemellen. Dës Demande gouf vun der Gemeng refuséiert. D'Persoun huet dann een Airbnb an enger zweeter Gemeng gebucht, bei där et dann awer geklappt huet: D'Persoun krut d'Residence.

Airbnb ass haut a verschiddenen europäesche Stied vill dofir bekannt, dass se duerch legal Grozonen d'Wunn- an d'Tourismusgesetzter aushielegt an d'Konditiounen um Wunnmarché fir vill Leit verschäerft huet. Falls et méiglech ass, dass Persounen sech iwwert Airbnb hei am Land kënnen umellen, besteet de Risiko, dass déi lëtzebuergesch Mietgesetzter kéinten ëmgaange ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Si Kontrakter op Airbnb gläichzesetze mat engem normale Mietvertrag?

2. Kann eng Persoun, déi eng Wunneng iwwer Airbnb lount, sech op enger Gemeng hei am Land umellen? Falls jo, wéi eng Konditiounen mussen dofir respektéiert ginn?

**Réponse (21/10/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**

Virop ass ze präziséieren, dass d'Kontrakter op Airbnb net gläichzesetze si mat engem normale Mietvertrag.

Am Populationsregëster vun de Gemenge ginn déi Persounen agedroen, déi hir Residence habituelle an der Gemeng hunn. Dat schléisst Bewunner vun engem Objet, deen iwwert d'Plattform Airbnb zur Verfügung gestallt ginn ass, net prinzipiell aus. D'Aschreiwungen op de Registre principal vun der Gemeng hänkt ënner anerem vun der Realitéit vun der Residence habituelle, de Konditiounen vun engem eventuelle Kontrakt a vum legale Statut vun der Wunneng of. D'Verwaltungsgeriicht huet sech schonn zu der Residence habituelle am Zesummenhang mat Opendhalter fir eng kuerz Zäit prononcéiert: « L'inscription aux registres de la population d'une commune ne peut se faire que dans la mesure où la personne ayant l'intention d'y établir son domicile dans un lieu déterminé à l'habitation réelle, légale et continue, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et aux autorisations administratives émises le cas échéant. Des chambres d'hôtel, d'auberge ou de tout autre établissement, destinées à recevoir des personnes ne souhaitent y effectuer qu'un séjour de courte durée ne sauraient constituer des logements dans lesquels des personnes avec ou sans l'accord du propriétaire de ces chambres souhaitent établir leur domicile. » (TA 10.11.2003 n° 15663)

**Saisies sur salaire | Question 6950 (03/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

U mech ass ee Fall eruedroe ginn, vun engem Här, dee säit leschem Joer eng Saisie lafen huet, wéinst enger Steierschuld duerch eng Faillite vun senger aler Entreprise vun 1995.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass d'Justizministesch gewëllt, fir d'Tranché vum Barème, no deem d'Taxe vun der Saisie gestaffelt sinn, an noer Zukunft unzepassen, vu dass d'Inflatioun säit 2016 ëm ronn 15 % geklommen ass an de Barème dësem Fait keng Rechnung dréit?



2. Wéi steet d'Madamm Ministesch zu enger automatisierter Indexéierung vum Barème gebonnen un d'Inflatioun?

**Réponse** (25/10/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. A senger Sätzung vum 30. September 2022 huet de Regierungsrat een Avant-projet vum engem groussherzogleche Règlement ugehall, deen d'Tranché vum Barème, no deem d'Taxe vun der Saisie gestaffelt sinn, un d'Lounskala (Cote d'application de l'échelle mobile des salaires) upasst. D'Regierung hofft, dass dese Projet zäitno a Kraaft triede kann.

ad 2. Dat ass den Ament net virgesinn, well déi systematesch Upassung a priori méi Rechtssécherheet bitt a méi einfach ëmzesetzen ass.

**Calcul du loyer social** | Question **6951** (03/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir kënnen beim Fonds du logement oder dem SNHBM eng abordable Wunneng ze lounen, muss ee verschidde Krittären erfëllen an et gëtt een no engem Punktesystem op eng Waardelëscht gesat. Wann een dann d'Chance huet, eng vun dese Wunnengen ze kréien, gëtt de Loyer, deen ee muss bezuelen, opgrond vum Revenu net disponible gerechent.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Ass de Minister der Meenung, dass bei der Rechnung, fir de Loyer social ze ermëttelen, nieft dem Revenu net disponible, och d'Dépenses à long terme, wéi zum Beispill eng Saisie, eng Steierschold oder eng Pension alimentaire, misste berécksiichtegt ginn? Firwat gëtt dat net gemaach?

**Réponse** (25/10/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

Den Deputéierte freet dono, ob bei der Berechnung fir de Loyer social, nieft dem Revenu net disponible, och eng Steierschold oder eng Pension alimentaire berécksiichtegt ginn.

Den Artikel 18 (2) vum Règlement grand-ducal vum 16. November 1998 reegelt, wéi de Loyer fir eng abordable Wunneng gerechent gëtt. De „revenu net disponible“ ass deemno d'Zomm vu verschiddenen Elementer, déi an dësem Artikel opgelëscht sinn.<sup>5</sup>

Een Element vum „revenu net disponible“ ass de „revenu net“ laut der Steiergesetzgebung (LIR). Als

<sup>5</sup> Règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement  
Article 18

[...]  
(2) Par revenu net disponible annuel (RND) du ménage, on entend la somme :

- des revenus nets visés à l'article 10 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, déduction faite des cotisations sociales et des impôts effectivement retenus ;
- des allocations familiales, sans l'allocation de rentrée scolaire ;
- de l'allocation d'éducation ;
- de l'allocation de maternité ;
- de l'indemnité pour congé parental ;
- des rentes alimentaires perçues ;
- des rentes accident ;
- des rémunérations brutes allouées pour les heures de travail supplémentaires visées par l'article 4, paragraphe (1), du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 portant exécution de l'article 115, numéro 11 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- du boni pour enfant ;
- de l'allocation de vie chère.

Les rentes alimentaires versées sont déduites de la somme ci-avant déterminée.

[...]

„revenu net“ consideréiert d'Steierverwaltung, einfach ausgedréckt, deen Montant, deen theoretisch beim Contribuabel (hei och de Locataire) um Kont ukënn. Fir d'Gläichbehandlung ze assurieren, kënnen hei keng Ënnerscheeder gemaach ginn, déi mam individuelle Verhale vum jeeweilege Contribuabel ze dinn hunn. Deemno kënnen eng Saisie oder eng Steierschold net consideréiert ginn.

Eng „rente alimentaire“, déi ze bezuelen ass vum Locataire, gëtt ofgezu vu sengem „revenu net disponible“. D'„rente alimentaire“ gëtt also an deem Sënn mat berécksiichtegt fir d'Berechnung vum Loyer.

**Déclarations d'impôts des entreprises** | Question **6952** (03/10/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

An enger fréierer Fro N° 6146 hu mir eis zu de Steiererklärungen vu Privatpersounen informéiert. Et ass awer och intressant ze wëssen, wou d'Steierverwaltung drun ass, wat d'Entreprises ugeet.

An deem Zesammenhang wéilt mir de Ministere fir Justiz a Finanzen dës Fro stellen:

1. Wéi vill Steiererklärungen vun Entreprises aus dem Joer 2019 a virdu sinn nach net clôturéiert?

Kann d'Ministesch dës Zuele pro Joer (an deem d'Erklärung agereecht gouf) opschlësselen?

2. A wéi ville Fäll gouf an deene leschten 10 Joer een Decompte vun der Administration des contributions directes (ACD) opgestallt, deen méi héich wéi 50.000 € war?

3. A wéi ville vun dese Fäll hunn déi betraffe Firma mat der Steierverwaltung ee Plan de paiement opgestallt?

Wat fir Zënse ginn dee Moment gefrot a vu wat ass d'Héicht vun dësen Zënse ofhängeg?

**Réponse** (03/11/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

An hirer parlamentarescher Ufro stellen déi honorable Deputéiert Froen, déi d'Steierscholden vun Entreprises vis-à-vis vun der Steierverwaltung betreffen.

Stand Enn September 2022 ware 15,77 % (7.778 Dossieren) vun den Akommessteiererklärungen vun den Entreprises vum Steierjoer 2019 nach net besteiert. Fir d'Joer 2018 läit den Taux bei 3,44 % (1.943 Dossieren) an 2017 bei 0,06 % (45 Dossieren). Et ass an dësem Kontext ervirzehiewen, datt sech dës net clôturéiert Dossieren zesummesetzen aus Deklaratiounen, déi nach net eragereecht gi sinn, kierzlech oder mat vill Retard vum Contribuabel agereecht goufen, oder sech awer an der Instruktiounsphas befannen.

Pro Joer entsteet am Duerchschnitt bei approximativ 5.800 Besteierungen eng Steierschold, déi méi héich wéi 50.000 Euro ass, dëst virun Ofzëie vun eventuell geleschten Avancen.

Bei 429 Besteierungen aus deene leschte 5 Joer, wou d'Steierschold méi héich wéi 50.000 Euro war, ass en Délai de paiement accordéiert ginn.

All Contribuabel huet d'Méiglechkeet, no enger Besteuerung, a virun der Echeance vun dëser Besteuerung, duerch eng motivéiert Demande en Délai de paiement ouni Zënse (Délai de paiement bis zu 4 Méint) oder en Délai de paiement mat reduzéierten Zënse (Délai de paiement tëschent 5 Méint an 12 Méint: 0,1 % pro Mount oder Délai de paiement tëschent 13 Méint bis 3 Joer: 0,2 % pro Mount) beim Steierbüro unzefroen. D'Héicht vun den Zënse, déi pro Mount berechent ginn, hänkt also vun der Lafzäit vum Délai de paiement of.

**Accès au Lycée technique agricole à Gilsdorf** | Question **6953** (04/10/2022) de **Mme Francine Cloeser** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Mat der Schoulentrée huet de Verkéier zougehall an esou sinn och Plazen, op deenen et zu geféierleche Situatiounen ka kommen, nees siichtbar ginn. Eng vun dese Plazen ass d'Géigend ronderëm de Lycée technique agricole Gilsdorf. Vill Schülerinnen a Schüler reese wäit duerch d'Land un, aus zäitleche Grënn och mam Auto. Well et hinnen net erlaabt ass, den Auto um Parking vum Lycée ofzestellen, maachen si sech déi lescht Metere laansch d'N14 zu Fouss op de Wee. Grad wann et geschwé moies nach däsichter ass, kann dat zu geféierleche Situatiounen féieren.

An deem Zesammenhang wëlle mir dem Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Gëtt et aktuell Iwwerleeungen, déi den Accès zum Lycée technique agricole Gilsdorf méi sécher kéinte maachen?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, fir de Lycée méi accessibel fir d'Mobilité douce ze maachen?

3. Gëtt d'Méiglechkeet a Betuecht gezunn, fir an der Géigend e Park&Ride anzerichten? Wann net, firwat net?

**Réponse** (08/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Schüler hunn haut d'Méiglechkeet, sécher mam Schülerbus direkt bis op de Schoulsite ze kommen oder iwwert de Fousswee, deen d'Rue Joseph Merten mam Schoulsite verbënnt.

Zusätzlech dozou ass geplangt, deene Schüler, déi wëlle mam Auto kommen a keng Méiglechkeet gesinn, vun dësem méi fréi op e Schülerbus ëmzeklappen, ee Park&Ride um „Bloen Eck“ ze proposéieren.

Wat déi aktuell Situatioun vun dem improviséierte Parking nieft der N14 ugeet, esou mussen d'Foussgänger laut Artikel 162 vum Code de la route, wa keen Trottoir do ass, den Accotement benotzen. D'Foussgänger, déi mangels Accotement iwwert d'Strooss ginn, müssen op der lénker Säit, géint d'Faarrichtung vum Stroosseverkéier goen, fir esou d'Gefierer besser ze erkennen. Wou an engem Rayon vun 30 Meter een Zebrasträifen ass, müssen d'Foussgänger dee benotzen.

ad 2. Aktuell gëtt et ee Fousswee, deen den Arrêt an der Rue Joseph Merten (beim „Neie Gebai“ vum Dikrecher Kolléisch) mam Lycée technique agricole verbënnt (500 m). Dësen erlaabt et schon haut, de Site zu Fouss ze errechen. En plus si vun hei aus och 5 weider RGTR-Buslinien accessibel (116, 138, 139, 191, 241) souwéi och eng ganz Rei zousätzlech Schülerbusser.

Säitens der Stroossebauverwaltung gëtt am Abléck ee Projet ausgeschafft, deen eng nei Vélospist laansch d'Nationalstrooss N14 virgesäit, déi d'Rue Joseph Merten mam Site vum LTA wäert verbannen.

ad 3. Den MMTP huet zesumme mam Lycée technique agricole an der Gemeng Ärendzall eng Léisung fir ee P&R um „Bloen Eck“ bei Steeën ausgeschafft. D'Gemeng Ärendzall huet den Accord ginn, fir beim Fussballterrain een neien Arrêt ze amenagéieren. Dësen Arrêt wäert vun der Schülerinn K17 (Mersch-Larochette-Gilsdorf), déi d'Schüler direkt beim Lycée erausléisst, ugefuer ginn.

Zusätzlech dozou gëtt eng Informatiounscampagne vun der Administration des transports publics am Lycée technique agricole lancéiert, déi d'Schüler wäert iwwert dës nei Opportunitéit opklären esouwei

iwwert aner Parkméiglechkeeten, déi eng direkt Ubannung un den LTA erméiglechen.

Laangfristeg ass virgesinn, wéi am nationale Mobilitéitskonzept 2035 fir d'Nordstad erkläert, e Parkhaus als Opfangparking fir Dikrech an der Géigend vun der Schwämm ze bauen.

**Sites d'escalade** | Question **6954** (04/10/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Ëmmer méi Leit entdecken de Klammssport fir sech, och besonnesch dobaussen an der Natur. Hei am Land gëtt et awer just eng Plaz, fir um Fiels ze klammen, nämlech an der Wanterbaach zu Bäerdref. Deem-entsprechend ass de Site vill belascht, an duerfir envisagéiert d'Klammfederatioun (FLERA), fir weider Plaze fir de Sport opzemaachen. D'FLERA weist allerdings drop hin, datt et op ville Plazen hei am Land, déi fir dës Aktivitéit a Fro kéimen, onméiglech wier, eng offiziell Geneemegung ze kréien, well déi betreffend Gebidder opgrond vun nationalen oder europäesche Bestëmmungen ënner Naturschutz stinn. Dobäi komme bürokratesch Hürden, déi eng séier Léisung vum Problem onméiglech maachen. Sou liest een an engem rezenten Artikel op RTL („Naturschutz vs. nei Klammgebidder“): „Schonn eleng, fir d'Impaktetüden a fir all d'Donnéeën ze sammelen, brauch een op d'mannst ee Joer. Nei Klammssitten am Grand-Duché sinn deemno emol net fir haut a muer.“

An deem Kontext hu mir folgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Sportminister:

1. Waren nach ausser der Wanterbaach an der Gemeng Bäerdref nach aner Sitten am Land méiglech, fir de Klammssport auszeüben?

2. Ginn et Bestriewungen op Säite vun der Regierung, fir de Klettersportler hei am Land entgéintzekommen am Hibleck op nei Klammssitten? Wa jo, wat fir Mesurë ginn zu deem Zweck ënnerholl oder si schonns ënnerholl ginn?

3. Wéi ka verhënnert ginn, datt déi sportlech Aktivitéiten hei am Land ëmmer méi zeréckgedrängt bzw. aus der fräier Natur verbannt ginn, well d'Land ëmmer méi verbaut gëtt a well ëmmer méi Plazen hei am Land zu Naturschutzgebidder erkläert ginn?

**Réponse** (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

ad 1. De Klammssport a fräier Natur ass reglementéiert duerch dat grossherzoglecht Reglement vum 5. Abrëll 2016. Wann ee weidere Site vum Secteur oder dem Sportsministère viséiert sollt ginn, muss an enger Evaluatioun gepréift ginn, ob déi Aktivitéit op deem Site een direkten oder indirekten Impakt op d'Natur huet. De Minister fir Ëmwelt kann da jugéieren, ob ee weidere Site kéint autoriséiert ginn. Aktuell läit kee Projet fir ee weidere Site vir.

Selbstverständlech muss och een neie Site adequat a sécher Trainings- a Kompetitiounskonditiounen ubidden an d'est no de Krittere vun der nationaler Klammfederatioun FLERA an den internationale Verbänn (UIAA a IFSC).

ad 2. De Sportsministère huet ee reegelméisseg Austausch mat de Sportsfederatiounen an esou och mat der FLERA. Fir d'Attraktivitéit vum Klammssport goufen an de leschte Joren och indoor Kloterwänn gebaut, wou de Staat sech finanziell bedeelegt huet. Um rezenten „BeActive Day“ um Belval gouf eng mobil Kloterwand installéiert, fir de Visiteuren d'Méiglechkeet ze ginn, de Klammssport ze entdecken. Et ass och esou, dass d'FLERA d'lescht Joer 1.219

Kompetitiouns- a Loisirlizenzen hat, dat ass eng Zounam vun 304 Lizenzen am Verglach mam Joer 2016.

ad 3. Déi gängeg sportlech Aktivitéiten an der Natur sinn zum gréissten Deel an den Naturschutzgebidder erlaabt: Esou dierf een an deenen all op de Weeër spadséiere goen, walken, lafen a mam Vëlo fueren.

D'Naturschutzgebidder decke ronn 4,1 % vun der Landesfläch of. Et sinn awer grad dës naturno a geschützte Gebidder, déi vun de Leit genotzt ginn, fir d'Natur ze genéissen. Et ka kengesfalls vun engem Zeréckdränge vu sportlechen Aktivitéiten aus der Natur geschwat ginn, wann een Naturschutzgebitt etabliert gëtt, wéi den honorabelen Deputéierten dat insinuéiert. Bien au contraire, d'Pandemie huet gewisen, dass d'Bierger frou sinn, sech an den Naturschutzgebidder opzehalen an ze erhuelen an dës Zone geziilt opsichen.

**Nouveau coup d'État au Burkina Faso** | Question **6955** (04/10/2022) de **Mme Stéphanie Empain** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Comme rapporté par plusieurs médias internationaux, le Burkina Faso a de nouveau été victime d'un coup d'État militaire le 30 septembre 2022. Cette fois-ci, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, lui-même arrivé au pouvoir après un premier coup d'État militaire fin janvier 2022, a été renversé. La nouvelle junte militaire, menée par le capitaine Ibrahim Traoré, a à nouveau invalidé la Constitution, installé un couvre-feu de 21.00 à 05.00 heures du matin et fermé les frontières du pays jusqu'à nouvel ordre. Le nouveau coup d'État militaire s'est accompagné d'attaques visant l'ambassade de France et du saccage de l'Institut français à Ouagadougou par des groupes isolés, brandissant des drapeaux russes. La nouvelle junte au pouvoir a tenté en vain de calmer les foules en colère, mais n'a pas réussi à maîtriser la situation.

Étant donné que le Burkina Faso est un des pays partenaires de la coopération luxembourgeoise au développement, nous aimerions recevoir de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire les renseignements suivants :

1) Quel est l'impact immédiat de la situation sécuritaire précaire, qui perdure au Burkina Faso, sur le travail de terrain dans le cadre des missions luxembourgeoises de coopération ?

2) Le ministère a-t-il émis de nouvelles recommandations à nos collaborateurs et collaboratrices sur place en ce qui concerne leur sécurité ?

3) La situation au Burkina Faso continuant à se dégrader, Monsieur le Ministre est-il d'avis que les objectifs de la coopération entre nos deux pays peuvent encore être atteints ou si une modification du plan d'action est désormais nécessaire ?

**Réponse** (03/11/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Pour ce qui est de l'impact des évènements visés sur les activités de la coopération luxembourgeoise sur le terrain au Burkina Faso, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire suit la situation de très près, ensemble avec les autres services compétents du Ministère des Affaires étrangères et européennes et l'ambassade sur place. Les activités sont adaptées en fonction de l'évolution de la situation. L'impact direct principal de la situation est que les mesures prévues dans le cadre de la stratégie de transition, mise en place par la Coopération luxembourgeoise suite au coup d'État de janvier 2022 dans l'attente de nouvelles élections, à savoir, notamment, une mise en œuvre accrue des projets en régie directe à travers LuxDev au lieu d'un soutien aux différents fonds du Gouvernement burkinabé, sont prolongées.

ad 2) Tout comme pour le coup d'État de janvier 2022, l'ambassade à Ouagadougou a immédiatement averti les collaborateurs et collaboratrices sur place lorsque les premiers tirs se sont faits entendre le 30 septembre 2022. La consigne était d'éviter tout déplacement jusqu'à ce que la situation se stabilise.

L'ambassade est en contact permanent avec le ministère au Luxembourg, et notamment la cellule de sécurité, pour revoir et agréer les mesures à prendre.

ad 3) Le Burkina Faso est un pays partenaire de la coopération bilatérale du Grand-Duché de Luxembourg depuis 1996. La détérioration de la situation sécuritaire dans le pays a commencé en 2015. Depuis, les procédures de sécurité et la manière de travailler sur place sont en permanence analysées et retravaillées au besoin, ceci afin de justement protéger les personnes sur le terrain tout en assurant la continuité de notre coopération au développement. Dans le contexte actuel, et en l'absence d'un nouveau programme indicatif de coopération dont la signature était prévue pour le 8 février 2022, la coopération luxembourgeoise est mise en œuvre sur base d'une stratégie de transition, adaptée à la situation dans le pays.

**Aide aux devoirs dans les maisons relais** | Question **6956** (04/10/2022) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Zënter dem Schoulufank muss an de Maisons relais déi sougenannten Hausaufgabenhëllef ugebuede ginn. Dës nei Offer fonctionéiert awer nach net richtig, well d'Maisons relais keen Accès op den entsprechenden elektronische System hunn. Doduerch hunn d'Educateure beispillsweis och keen Zougrieff op d'E-Bichelchen.

An deem Kontext wëllt mir folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend richten:

1. Firwat huet d'Personal vun de Maisons relais keen Zougang op den elektronische System fir d'Hausaufgabenhëllef?

2. Wat gëtt ënnerholl, fir dee Mësstand schnellstméiglech ze behiwen?

3. Bis wéini soll d'Personal an de Maisons relais Accès op de System an domat och op d'E-Bichelchen hunn?

**Réponse** (08/11/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Informatioun, datt d'Maison-relais keen Accès op d'E-Bichelche sollen hunn, kann esou net confirméiert ginn. D'Prozedur ass esou, datt all Gestionnaire eng Demande beim Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) maache muss, fir zum System eduConnect, an domat zum E-Bichelche kënnen zougeloozt ze ginn.

Dës Prozedur ass vun de Gestionnaires ënnerschiddlech séier lancéiert ginn. D'Grënn dofir waren ënner anerem d'Klärung vun Dateschutzfroe mat den DPOe vun de verschiddene Gestionnairen, esou wéi Froe vun interne Responsabilitéiten. Dës Froe konnten an der Tëschenzäit gekläert ginn, an den Accès zu dem E-Bichelchen ass garantéiert.

ad 2. Am Kader vun der Ëmsetzung vum Projet Hausaufgabenhëllef goufen d'Gestionnairen eng éischte Kéier Mëtt August 2022 gefrot, fir den Zougang zum System (eduConnect) fir hiert pedagogesch Personal, dat Kanner während der Hausaufgabenhëllef begleet, unzefroen. Dësen Accès erlaabt et dem pedagogesch Personal an de Maisons relais, op folgend Dëngschtleeschungen zréckzegräifen:



– Online Aschreiwung um Portail vum IFEN fir d'Formatioun „Hausaufgabenhëllef“;  
– Accès op dat digitaalt Hausaufgabebichelchen (E-Bichelchen);  
– Accès op pedagogesch Begleetmaterial, dat vum SCRIPT zu Verfügung gestallt gëtt (MathemaTic, Hey-Doo asw.)

Fir d'Gestionnairen ze ënnerstëtzen, si verschidde Kommunikatiounen un d'Gestionnairen iwwer d'Prozedur vun der Demande d'adhésion am System eduConnect verschéckt ginn, souwéi zwou Onlineformatiounen „Gestion des utilisateurs dans le système eduConnect“ organiséiert ginn, an dat an Zesummenaarbecht mam CGIE.

Hei ënnendrenner fannt dir eng Chronologie vun deene verschidde Schrétt, déi ënnerholl goufen, fir d'Gestionnaire bei der Prozedur vun der Demande d'adhésion ze ënnerstëtzen:

- 16.8.2022: Communiqué „Procédure d'adhésion au système eduConnect“
- 6.9.2022: Rappel
- 30.9.2022: eng vereinfacht Versioun vun der Prozedur fir d'Demande d'adhésion
- 3.10.2022: Onlineformatiounen „Gestion des utilisateurs dans le système eduConnect“ op Lëtzebuergeresch
- 5.10.2022: Onlineformatiounen „Gestion des utilisateurs dans le système eduConnect“ op Franséisch.

ad 3. Den Accès zum E-Bichelchen ass soumat fir all Maison relais méiglech. D'Afëierung vum E-Bichelche sollt bewosst net mat dem Ufank vum Schouljoer kollidéieren, enger Phas, an där vill aner Froen ze kläre sinn.

Wéi vu mir annoncéiert, gëtt d'Schouljoer 2022/2023 als Pilotphas genotzt, fir de Projet vun der Hausaufgabenhëllef, a soumat och d'E-Bichelchen ze implementéieren. Dëse Projet gëtt am Laf vum Joer permanent evaluéiert a weiderentwéckelt.

### Infections de la Covid-19 dans des maisons de soins et de retraite | Question 6957 (04/10/2022) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

D'Zuelen u Covid-19-Infektiounen sinn de Moment erëm amgaange mat klammen. War d'Inzidenz de 5. September nach bei 117 op 100.000 Awunner, waren et beim leschte Rapport vum 25. September schonn 201 op 100.000 Awunner. 16,3 % vun den Neinfizéierten an der leschter Septemberwoch waren dann iwwer 60 Joer al.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Situatioun momentan an den Alters- a Fleegeheemer? Wéi vill Leit sinn am Moment positiv op Covid-19 getest ginn (opgeléicht jee no Alters- respektiv Fleegeheem)?
2. Wéi vill Prozent vun de Residente sinn dat an deene jeeeweilige Strukturen?
3. Ginn et Alters- a Fleegeheemer, an deene verschidde Servicer, wéi zum Beispill d'Restauranten, virleefeg zougemaach goufen an deene leschten 8 Wochen?

**Réponse (06/10/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

De 4. Oktober 2022 ware 54 Bewunner aus 14 verschidde Alters- a Fleegeheemer positiv op Covid-19 getest. Betreff ware wéi gesot deen Ament 14 verschidde Wunnstrukture vun 52.

Ee Bewunner ass aktuell hospitaliséiert.

Déi 52 Alters- a Fleegeheemer hunn eng Kapazitéit vun 6.403 Better: Dëst entsprécht mat 54 betreffene

Bewunner engem Pourcentage vun 0,81 % u Bewunner aus Alters- a Fleegeheemer, déi aktuell positiv op Covid-19 getest sinn. Och wann net all Bett am Moment beluecht ass, mee an der Moyenne eng Occupatioun vu 95 % de Fall ass, sou läit den Taux un positiv geteste Bewunner weiderhin ënner 1 % (0,88 %).

D'Recommandatiounen fir Alters- a Fleegeheemer<sup>6</sup> si weider gültig bis den 31. Oktober an sinn alignéiert op d'Covidgesetz. Iwwer deen Datum eraus ginn déi zwee Texter un d'Situatioun ugepasst, wéi se sech dee Moment presentéiert.

Am aktuelle Covidgesetz<sup>7</sup> an den aktuelle Recommendatiounen ass z. B. d'Droe vun engem Mask nach ëmmer obligatoresch fir d'Personal, déi extern Prestatairen an och fir de Besuch.

Wéi och an de Recommendatiounen festgehalen, stinn déi betreffen Haiser a Gestionnairen a Kontakt mat der Inspection sanitaire, wou zesummen (zum Deel op der Plaz) Léisunge fonnt ginn, fir op der enger Säit d'Bewunner ze schützen an awer och op der anerer Säit déi individuell Fräiheete beschtméiglech ze erhalen.

Et ass aktuell een Haus, wat de Restaurant an Ofsprouch mat Bewunner a mat de Familjen zouge-maach huet.

An alle Situatiounen, wou Bewunner positiv getest gi sinn, sinn dës Bewunner isoléiert a ginn individuell vum Fleegepersonal betreit.

Allgemeng ass de Verlaf vun der Erkrankung mat liichte Symptomer verbonnen.

### Nombre de voitures avec moteur à combustion au Luxembourg | Question 6958 (04/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 6522 huet de Minister Informatiounen zum Stand vun der Elektromobilitéit ginn. Heibäi koum eraus, dass den Undeel un E-Autoe bei den Neiumellungen zwar eropgeet, mee mol nach net d'Hallschent ausmécht. Aktuell besteet de Fierpark mat ronn 450.000 Autoen hei am Land nach ëmmer aus Autoe mat Verbrennungsmotoren an ee Groussdeel un Neiumellunge sinn nach ëmmer Autoen, déi fossill Energië verbrennen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Autoe mat Verbrennungsmotor (inklusive Hybridautoen) goufen zënter 2013 opgeléicht pro Joer, hei am Land immatrikuléiert? Wat ass de relativen Undeel par rapport zur Gesamtzuel un Neimmatrikulatiounen?
2. Wéi huet sech de Bestand vun Autoe mat engem Verbrennungsmotor (inklusive Hybridautoen) tëschen 2014 an 2022 entwéckelt (absolutt a relativ)?
3. Wéi steet de Minister zur Behauptung, dass nach ni esou vill Autoe mat Verbrennungsmotor hei am Land ënnerwee waren, wéi am Joer 2022?

**Réponse (08/11/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Den honorabelen Deputéierte freet Prezisiounen iwwer d'Evolutioun vun der Unzuel vun Autoe mat Verbrennungsmotoren am nationale Fierpark.

<sup>6</sup> <https://mfamigr.gouvernement.lu/dam-assets/dossiers/faq/211019-cipa/14-juillet/recommandations-cipams-le-14072022.pdf>

<sup>7</sup> Loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Art. 4.(1) Le port du masque est obligatoire pour toute personne à l'intérieur d'un établissement hospitalier, d'une structure d'hébergement pour personnes âgées, d'un centre psycho-gériatrique, d'un réseau d'aides et de soins, à l'exception du patient hospitalisé, du pensionnaire ou de l'usager, ainsi que des enfants âgés de moins de six ans.

Wéi an der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N° 6522 erkläert, ass ze präzisieren, datt niewent de rengen 100 % Elektroautoen och déi sougenannte Plug-in-Hybride vun der Regierung an och der Europäescher Kommissioun als Elektroauto ugesi ginn. Esou definéiert d'Direktiv 2014/94/UE vum europäesche Parlament a vum Conseil vum 22. Oktober 2014 iwwer den Ausbau vun enger Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffeeen Elektroauto folgendermoossen:

« véhicule électrique », un véhicule à moteur équipé d'un système de propulsion comprenant au moins un convertisseur d'énergie sous la forme d'un moteur électrique non périphérique équipé d'un système de stockage de l'énergie électrique rechargeable à partir d'une source extérieure ;

Well doduerch och Plug-in-Hybriden ënnert Definitioun vun Elektroautoe falen, ginn dës Gefierer vun der Regierung och ëmmer mat als Elektroauto gezielt. Nawell hunn dës Gefierer ee Verbrennungsmotor, mee se kënnen och onofhängeg dovunner reng elektresch fueren an iwwer eng Born nogeluede ginn. All aner Form vun Hybridauto, déi net kann iwwer ee Stecker mat Stroum nogeluede ginn, fällt natierlech net ënnert d'Definitioun vun engem Elektroauto.

Wat d'Neimmatrikulatiounen vun Autoen ubelaangt, lësch den Tableau ënnendrenner dës pro Joer a Motorisatioun op. Bei de Verbrenner sinn och all d'Gefierer, wou de Motor zum Beispill mat CNG, LPG oder Ethanol ugedriwwen gëtt, dobäigerechent.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Den Tableau ënnendrenner weist déi selwecht Unzuel prozentual zur Gesamtzuel un Neimmatrikulatiounen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Wat den Undeel vun Autoe mat Verbrennungsmotor am Fierpark ugeet, weisen d'Tableauen ënnendrenner d'Evolutioun pro Motorisatioun vum nationale Fierpark säit 2017 – eemol an absolutten Zuelen an eemol par rapport zur Gesamtzuel.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Dës Donnéeë vun der SNCA gi säit Oktober 2017 all Mount um Open Data Portal (<https://data.public.lu/fr/>) publizéiert. Wat Donnéeë vu virun 2017 betrëfft, kann een haut net méi all déi gefroten Informatiounen am Detail zréckverfollegen.

Aus dësen Zuele geet ervir, datt den Undeel u Verbrenner am nationale Fierpark amgaangen ass, progressiv ofzehuelen – dëst duerch den zouhuelende Succès vun den Elektroautoen. Wat absolutt Zuelen ubelaangt, esou wiest de Fierpark weiderhin. Dëst ass gréisstendeels a Relatioun ze setze mat der demographescher Entwécklung am Land. Wat d'absolutt Unzuel un Autoe mat engem Verbrennungsmotor ubelaangt, esou gesäit een, datt dës Unzuel säit der zweeter Hallschent vun 2021 liicht réckleefeg ass. Dëst esouguer, wann een d'Plug-in-Hybriden zu den Autoe mat Verbrennungsmotor géif derbäi zielen.

### Adaptation des procédures en matière disciplinaire | Question 6959 (04/10/2022) de M. Dan Biancalana (LSAP)

L'accord de coalition de 2018 précise qu'en matière disciplinaire des possibilités de simplification, ainsi que la question des délais jugés trop longs seront examinées. Le rapport d'activité 2021 du Ministère de la Fonction publique indique que la durée moyenne de traitement des instructions disciplinaires a été de 79 jours pour les

dernières années. En effet, le Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire (CGID) est confronté à un nombre croissant d'affaires disciplinaires complexes. Ceci a pour conséquence que le CGID n'est pas en mesure de traiter des dossiers complexes dans des délais considérés comme raisonnables.

Dans ce contexte, la loi du 15 décembre 2021<sup>8</sup> (doc. parl. 7809) prévoit notamment de conférer au CGID un poste supplémentaire de commissaire du Gouvernement adjoint aux fins de contenir les délais de l'instruction disciplinaire dans des limites raisonnables. Cependant, le Conseil d'État, dans son avis du 12 octobre 2021 concernant le projet de loi 7809, s'était montré sceptique vis-à-vis de l'effet de cette mesure. La Haute Corporation avait estimé qu'il y aurait lieu d'adapter les procédures afin de pouvoir aboutir à une accélération de traitement de dossiers disciplinaires complexes.

À ce sujet, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Est-ce qu'une réduction de la durée de traitement des dossiers disciplinaires a pu être constatée depuis l'entrée en vigueur de la loi du 15 décembre 2021 ?

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet des considérations du Conseil d'État en matière d'adaptation des procédures ? Est-il envisagé de revoir les procédures en matière disciplinaire ? Dans l'affirmative, quel est l'état actuel d'avancement ?

**Réponse (07/11/2022) de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique**

La loi du 15 décembre 2021, mentionnée par l'honorable Député, augmente à trois le nombre des adjoints au commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, mais l'objectif visé n'était pas de réduire les durées de traitement générales présumées déraisonnables, mais plutôt de permettre de concentrer plus de ressources sur un nombre réduit d'affaires, impactant de façon disproportionnée la durée moyenne de traitement générale.

Il s'est avéré en effet dans les nombreuses analyses qui précédaient le projet de loi n° 7809 que le nombre de dossiers avec des durées de traitement nettement plus longues que la moyenne, ne pouvait pas être compressé au fil des années. Il s'agit de dossiers certes peu nombreux, mais souvent très complexes, dont le traitement se prolongeait pour des raisons sur lesquelles le commissaire instructeur n'a guère d'influence. Le renfort d'un troisième commissaire adjoint contribue

dès lors à agir sur ces délais de traitement, mais ne contribue qu'accessoirement à la baisse globale de la durée de l'ensemble des dossiers.

L'honorable Député peut compter sur une analyse régulière en rapport avec les effets qu'a pu apporter cette loi, mais comprend certainement qu'après à peine 10 mois de telles conclusions ne seraient guère fiables.

#### Législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles | Question 7048 (24/10/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)

Zu Lëtzebuerg ass et verbueden, d'Äsche vun engem verstuerwene Familljemember bei sech doheem ze conservéieren, well d'Recht, d'Äsche vum Verstuerwene ze besichen, jiddwer Familljemember opstoe muss. Wann de Verstuerwene viru sengem Doud dee Wonsch zum Ausdrock bruecht huet, kënnen seng Äschen, mat Erlabnis vum Buergermeeschter, um Grondstéck vun engem Privatpersoun oder op anere Plazen an der Gemeng, wéi beispillsweis laanscht eng Promenad oder bei engem bestëmmte Bam verstreet ginn.

Wat d'Verstreeë vun den Äschen an engem Bësch ugeet, sou schreien d'Madamm Gesondheitsminister an den Här Banneminister de 14. März 2018 an hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3609 vum honorabelen Deputéierte Lex Delles: « Dans cet ordre d'idées, il y a lieu d'ajouter que la mise en place, ces dernières années, de cimetières forestiers constitue une alternative pour l'épandage des cendres notamment sur une clairière forestière ou concentré au pied d'un arbre commémoratif. » D'Verstreeë vun den Äschen an engem Waasserlaf ass och méiglech, benéidegt awer d'Zoustëmmung vum Ressortminister a muss, wann et sech ëm d'Musel (Kondominium vu Lëtzebuerg an Däitschland) handelt, déi däitsch Gesetzgebung respektéieren.

Zum Schluss vun hirer Äntwert schreien d'Madamm Minister an den Här Minister: « D'une manière générale, il y a lieu de préciser qu'une adaptation de la législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles à l'évolution de la société pourrait s'imposer prochainement. »

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Minister:

1. Kann d'Madamm Minister erklären, firwat et zu Lëtzebuerg zwar verbueden ass, d'Äsche vum Verstuerwene bei sech doheem ze conservéieren, mee duerch aus méiglech ass, se am Gaart vun engem Privatpersoun ze verstreeën (Art. 3 vum „règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres“)?

2. Am Art. 3 vum „règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres“ heescht et: « le bourgmestre peut autoriser selon le vœu du défunt la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit ». Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi eng administrativ Demarchen de Verstuerwene viru sengem Doud konkret ënnerhuele muss a wéi eng Ëmstänn virleie mussen, fir datt no sengem Doud de Buergermeeschter d'Verstreeë vun sengen Äschen op de genante Plazen erlabe kann?

3. Kann d'Madamm Minister Prezisiounen doriwuer ginn, wéini déi ugekënnegt « adaptation de la législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles à l'évolution de la société » konkret Gestalt unhuele wäert? Kann d'Madamm Minister an deem Kontext confirméieren, datt virgesinn ass, et an

Zukunft Privatpersounen ze erlaben, d'Äsche vun hirem Verstuerwene bei sech doheem ze conservéieren?

4. Wéi gedenkt d'Regierung an Zukunft ze verhënnere, datt de Wonsch vu Verstuerwene, wat d'Verstreeë vun hiren Äschen op enger bestëmmter Plaz ugeet, net erfëllt ka ginn, well déi verstuerwe Persoun virun hirem Doud keng Geleeënheet hat, hire Wonsch offiziell auszedrücken, entweder well hiren Doud onerwaart agetrueden ass oder well si hire Wonsch just hirer Famill konnt matdeelen? Ass geplangt, dat bestoend Gesetz an dësem Punkt ze reforméieren?

5. Wéi oft goufen an deene leschte fënnf Joer d'Äsche vu Verstuerwene an engem Bësch verstreet? Wéi oft goufen d'Äsche vu Verstuerwene an engem Floss bzw. enger Baach verstreet? Wéi oft gouf de Wonsch vum Verstuerwene an deem Zesummenhank ofgeleent? Mat wéi enger Begrënnung?

6. Ass et Privatpersounen erlaabt, d'Äsche vum Verstuerwene iwwer d'Grenz eraus ze transportéieren? Wa jo, ënner wéi engem Ëmstänn a wéi eng Demarché sinn dofir néideg? Gouf et dee Fall schonn zu Lëtzebuerg, a wéi heefeg ass dat bis haut virkomm?

**Réponse (06/12/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

Den Deputéierten informéiert sech iwwer d'Konditioun vum Verstreeë vun den Äsche vu Verstuerwene.

ad 1. D'Conservatioun vun engem Urn mat den Äsche vun engem Verstuerwene doheem werft eng ganz Rei vu Froen op. Et geet ënner anerem ëm d'Obligatioun oder d'Fakultéit vum designéierten Depositaire, fir d'Urn bei sech doheem ze versuergen, d'Konditiounen, ënnert deenen d'Urn versuergt gëtt, d'Kontroll vum Anhale vun de Konditiounen, den Zougang zu der Urn vu Familljememberen oder anere Persounen, d'Zäit, während där d'Urn soll/muss versuergt ginn, an d'Opbeware vun der Urn, nodeems den Depositaire verstuerwen ass.

ad 2. Dat hänkt vun de jeeweilige Gemengereglementer of.

ad 3. Zu dësem Zäitpunkt ginn et keng konkret Piste fir eng Adaptatioun vun der Legislatioun.

ad 4. De Wonsch, fir op enger anerer Parzell wéi dem Kierfecht verstreet ze ginn, läit ganz aleng beim Verstuerwene. Dofir ass d'Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung, déi sech iwwer dëst schwieereg Thema scho fréizäitig Gedanke soll maachen an hire Wonsch soll festhalen, immens wichteg.

ad 5. D'Verstreeë vun Äschen an engem Gewässer ass a priori iwwer den Art. 22 vum Waassergesetz verbueden a wier just erlaabt, wann eng Autorisatioun nom Art. 23 (1) Punkt d) « Sont soumis à autorisation par le ministre le déversement direct ou indirect de substances solides ou gazeuses ainsi que de liquides autres que l'eau visée au point c) dans les eaux de surface et les eaux souterraines » virläit. Aktuell goufen nach keng entspreichend Demanden agereecht.

ad 6. D'Äsche vun de Verstuerwene gi vum Crématore de Luxembourg net u Privatpersounen ausgehännegt, mee un déi jeeweilige Pompes funèbres.

Am Fall, wou d'Urn mat den Äschen an d'Ausland transportéiert gëtt, gesäit déi europäesch Norm vir, dass déi jeeweilige national Legislatioun soll applizéiert ginn. Déi néideg Dokumenter gi vun der Inspection sanitaire ausgestellt an un d'Pompes funèbres, déi den Transport garantéieren, ausgehännegt.

<sup>8</sup> Loi du 15 décembre 2021 portant modification :

1° de la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État ;

4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ;

5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ;

6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration ;

et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spéciale transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois



**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

Zu Lëtzebuerg kënn et och vir, dass Privatpersounen d'Äsche vum Verstuerwenen iwwert d'Grenz eraus transportéieren. Genee Zuele vun esou Fäll ginn net erhuewen.

**Égalité de traitement entre les femmes et les hommes lors de la conclusion d'un contrat assurance-vie** | Question **7073** (26/10/2022) de **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Les établissements offrant des services d'assurances qui sont établis au Luxembourg demandent, lors de la conclusion d'un contrat assurance-vie, certaines informations médicales personnelles au client. Selon mes informations, dans ces questionnaires, des questions spécifiques sur l'état de santé des femmes sont demandées, comme p. ex. si la cliente est enceinte au moment de la conclusion du contrat ou si elle a déjà été enceinte et s'il y a eu des complications y relatives. D'autres questions concernent l'existence de maladies au niveau de l'appareil génital et des seins. Par contre et selon mes informations, les questionnaires ne contiennent aucune question concernant des maladies spécifiques aux hommes.

Suite à la directive 2004/113/CE, l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance a été introduit afin d'établir le principe d'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière de contrats d'assurances.

Dans le contexte de l'introduction de l'article précité dans la loi, une étude menée par le Commissariat aux

assurances avait conclu qu'en 2008, une différence dans les tarifs appliqués aux femmes et aux hommes avait été constatée dans 56 % des cas sensibles au risque de non-égalité de traitement entre hommes et femmes.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre des Finances et Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Selon Mesdames les Ministres, les questions au sujet de données médicales personnelles spécifiques concernant l'état de santé des femmes à elles seules, correspondent-elles au principe d'égalité de traitement tel qu'établi par l'article 15-1 précité ?

– Dans l'affirmative, quels sont les moyens qui assurent que la collecte de ces informations n'ait pas d'impact négatif sur le niveau des primes d'assurances demandées, susceptibles ainsi de générer une inégalité de traitement ?

– Dans la négative, par quels moyens Mesdames les Ministres envisagent-elles de mettre fin à cette pratique ? Envisagent-elles d'adapter l'article précité ?

2) Une évaluation de l'article 15-1 précité a-t-elle été effectuée, sachant que cette modification législative remonte à décembre 2007 ?

– Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ? Quelles sont les conclusions que Mesdames les Ministres en tirent ?

– Dans la négative, endéans quel délai Mesdames les Ministres envisagent-elles d'effectuer une telle évaluation et en publier les résultats ?

**Réponse** (05/12/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Le traitement égalitaire entre les femmes et les hommes lors de la souscription d'un contrat d'assurance vie est ancré dans l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance (ci-après la « LCA »). Selon cet article, une discrimination par sexe est strictement interdite en ce qui concerne les primes et les prestations pour tout contrat d'assurance.

Toute infraction à l'article 15-1 est soumise aux sanctions et autres mesures administratives énumérées à l'article 303, paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre b) de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances (ci-après la « LSA »). Le Commissariat aux assurances (ci-après le « CAA ») a entre autres le pouvoir d'interdire certaines opérations respectivement de limiter l'activité d'une entreprise d'assurance.

Il convient cependant de remarquer qu'en vertu de l'article 175 de la LSA, le CAA ne peut pas exiger l'approbation préalable ou la notification systématique des conditions générales et particulières des polices d'assurance ainsi que des formulaires et autres imprimés qu'une entreprise d'assurance vie se propose d'utiliser dans ses relations avec les preneurs d'assurance.

Cependant, toute personne physique a la possibilité d'introduire une réclamation auprès du CAA concernant des contrats d'assurance conclus ou négociés par les personnes physiques ou morales soumises à la surveillance du CAA.

À ce jour le CAA n'a reçu aucune réclamation en relation avec l'article 15-1 de la LCA.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:  
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ  
PS/799